ANNALES

DU

DIOCÈSE DE SOISSONS

PAR L'ABBÉ PÉCHEUR,

ANCIEN CURÉ DE FONTENOY,
CHANOINE HONORAIRE DE LA CATHÉDRALE,

MEMBRE ASSOCIÉ DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES ANTIQUAIRES DE FRANCE,
MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE, ARCHÉOLOGIQUE ET SCIENTIFIQUE DE SOISSONS.

OUVRAGE COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES.

TOME DIXIÈME.



EN VENTE

A L'IMPRIMERIE DE L'*ARGUS SOISSONNAIS*,

15, RUE SAINT-ANTOINE, 15.

1895.

ANNALES

DU DIOCÈSE DE SOISSONS.

TOME DIXIÈME.

Soissons. — Imprimerie Fossé d'Arcosse,
15, rue Saint-Antoine, 15.

ANNALES

DU

DIOCÈSE DE SOISSONS

PAR L'ABBÉ PÉCHEUR,

ANCIEN CURÉ DE FONTENOY,
CHANOINE HONORAIRE DE LA CATHÉDRALE,

MEMBRE ASSOCIÉ DE LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES ANTIQUAIRES DE FRANCE,
MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE, ARCHÉOLOGIQUE ET SCIENTIFIQUE DE SOISSONS.

—

OUVRAGE COURONNÉ PAR L'ACADÉMIE DES INSCRIPTIONS ET BELLES-LETTRES.

TOME DIXIÈME.



EN VENTE

A L'IMPRIMERIE DE L'*ARGUS SOISSONNAIS*,

15, RUE SAINT-ANTOINE, 15.

—

1895.

AVERTISSEMENT

SUR LE TOME DIXIÈME.

La période contemporaine, comprise dans l'Epoque moderne, embrasse le dix-neuvième siécle inauguré, pour l'Eglise de France, par le régime concordataire succédant à la Révolution. Ce siécle, comme les précédents, ne peut être embrassé que par parties successives, à cause de l'abondance des matiéres. Celle que nous publions la premiére s'étend de 1800 à 1849, laps de temps déjà considérable; elle entre dans le dixième volume de nos *Annales diocésaines*. Au lieu de jeter des regards rétrospectifs sur leur passé, connu et jugé à divers points de vue, nous les porterons, ainsi que nous l'avons fait pour chaque siécle, sur celui qu'il reste à parcourir. Un vif intérêt s'at-

tache à l'histoire du passé, il augmente encore s'il s'agit du présent qui s'écoule sous nos yeux et a frappé nos oreilles par son éclat. C'est alors que la tâche du narrateur devient délicate et difficile; ses jugements, ou appréciations, plus réservés. Aussi est-il nécessaire d'y employer, surtout, notre méthode d'exposition qui laisse parler les faits et leurs acteurs, selon la vérité et l'impartialité, laissant au lecteur la facilité d'en tirer la partie philosophique. Dans l'*Avertissement* du volume précédent nous avons dit le motif qui nous portait à aborder celui-ci. Etait-il possible de ne rien ajouter aux suites, déjà pressenties, de l'effondrement d'une Eglise comme celle de France; de ne pas la suivre dans le relèvement de ses ruines, dans son travail à rechercher les pierres éparses de ses sanctuaires pour en faire de nouveaux édifices et toute une autre Eglise?

« La Révolution, dit le comte de Maistre, a dépouillé, massacré, exilé le clergé, elle a sévi de toutes les manières contre les défenseurs-nés des maximes qu'elle abhorrait. Les anciens athlètes de la milice sainte sont descendus dans la tombe, de jeunes recrues s'avancent pour occuper leurs

places; mais ces recrues sont nécessairement en petit nombre, l'ennemi leur ayant coupé les vivres avec la plus funeste habileté. Qui sait d'ailleurs si, avant de s'envoler vers la patrie, Elisée a jeté son manteau et si le vêtement sacré a pu être relevé sur-le-champ ? » Et il ajoute : « c'est surtout sur le clergé de France en particulier que la tempête révolutionnaire a frappé plus directement et plus fortement. Toutes les fleurs du ministère sont fanées pour lui ; les épines seules lui sont restées. Pour lui, l'Eglise recommence; et par la nature même des choses les confesseurs et les martyrs doivent précéder les docteurs » (1). Le dix-neuvième siècle fera la réponse aux prévisions du prophète laïque. « La Révolution, dit-il encore, est passée, mais l'esprit révolutionnaire est, sans comparaison, plus fort et plus dangereux qu'il ne l'était il y a peu d'années (2). »

La démonstration en sera faite aussi en ce siècle et presque à son début, puisque ses premières atteintes portèrent sur l'Eglise romaine, frappée au cœur par l'enlèvement de son chef et la confisca-

(1) *Du Pape.* Discours préliminaire, p. 1.
(2) *Ibid.*, p. 11.

tion de ses états, sous les yeux du premier Consul Bonaparte, futur auteur, avec lui, du Concordat. Cet esprit le suivit sous l'Empire et redoubla d'intensité dans les conflits et les guerres interminables qui, succédant à celles de la République, le répandirent dans toute l'Europe. Après la chute retentissante de l'Empire, la Restauration elle-même ne se sentit pas la force suffisante pour y échapper, en sorte qu'à chaque événement politique se rattachera un revirement funeste à l'Eglise et au clergé. En effet, si de l'Eglise romaine, la mère de toutes les autres, on revient à celle de France, sa fille aînée, quelle sera sa physionomie? Quel spectacle présentera son clergé ? Ne recommence-t-elle pas, selon l'expression de de Maistre? Une constitution renouvelée de la *Constitution civile* par un Concordat que fausseront des *Articles organiques* émanés du pouvoir civil seul; anciens évêchés supprimés, remplacés par d'autres avec de nouveaux évêques pris dans des rangs opposés. De là le réveil des opinions jansénistes et gallicanes partagées par le clergé et les pouvoirs publics; sources de divisions sur les questions importantes de la hiérarchie et de la discipline;

distribution arbitraire et momentanée des cures et de leurs titulaires. Par conséquent, nouveaux embarras émanés du Concordat de 1801, qui furent tels qu'au bout de dix-sept ans de son application, un autre sera reconnu nécessaire par les parties contractantes, c'est-à-dire le Souverain-Pontife et le Gouvernement français.

Cependant à une Eglise recommencée, il fallait un clergé, mais de quels sujets se composera-t-il? On en jugera par celui du diocèse de Soissons renfermé dans les limites du département de l'Aisne, comme jadis sous la *Constitution civile,* mais devenu concordataire. Il se formera de quelques rares jeunes prêtres ordonnés tardivement soit dans des diocèses étrangers, soit en émigration, soit enfin dès l'apparition d'évêques fidèles restés en France, flottants sur la tourmente; de confesseurs de la foi encore valides et revenus dans la patrie. Bien plus, de faillis rétractés du schisme et réhabilités, d'assermentés restés dans leurs paroisses ayant conservé la juridiction, en se soumettant aux événements; de constitutionnels acceptés; de religieux de divers ordres jugés propres au ministère pastoral; et même de prêtres unis

civilement réhabilités par concession du Souverain-Pontife ; enfin de jeunes clercs préparés en exil, ou, à défaut de séminaires, dans certains presbytères par des prêtres vénérables ayant fait preuve de savoir et de régularité. La nécessité d'un recrutement rapide obligeait les évêques à les admettre aux ordres sacrés, avec l'indulgence que comportait une telle situation.

Voilà de quels éléments disparates et hétérogènes il fallait former toute une milice sacerdotale, et encore dans quelles conditions ! Pour chaque évêque quel labeur à entreprendre ! Quelles difficultés à affronter dans un diocèse dénué de tout élément de bien. Et cela sous la pression des deux pouvoirs concordataires, du Pape Pie VII d'une part, et du premier Consul de l'autre. Tous deux, mais le second surtout, pour servir sa politique, avaient hâte d'en finir avec la reconstitution de l'Eglise de France et de son clergé. Aussi quelle tâche à s'imposer pour tout le clergé, pour ses chefs surtout ! Quelles successions d'entraves, de luttes, d'espérances et de déboires ; quelle réaction à entreprendre contre des habitudes invétérées ? Une administration à former ; des ruines morales et

matérielles à relever ; l'enseignement à reprendre dans tous ses degrés ; institutions abolies dont il faut recueillir les restes ; communautés religieuses, charitables et enseignantes à rechercher et soutenir ; des séminaires à créer, des écoles chrétiennes à rétablir dans les paroisses, des temples profanés et demi-croulants à rendre au culte abandonné ou méprisé ; un souffle religieux à faire circuler dans les âmes ; des paroisses à délimiter, à pourvoir de ministres, de presbytères ou d'abris pour les recevoir. Recrutés de partout, il faut accepter les uns, éliminer les autres avec discernement ; mettre de l'ordre dans les rangs de cette milice improvisée, en tirer des administrateurs, des dignitaires sages et instruits, et mettre à leur tête un chapitre qui, en rendant à la cathédrale la décence et le luxe qu'elle comporte, entoure aussi le prélat de l'appareil honorifique conforme à sa dignité. Mais comment se formera un épiscopat assez dévoué pour entreprendre une si grande et si redoutable mission ?

Il sera partagé entre d'anciens évêques ou prêtres demeurés fidèles à la foi catholique et d'évêques ou prêtres constitutionnels l'ayant abjurée. Et c'est

à celui-là qu'incombe le lourd fardeau de faire, sous les yeux du Pape et du premier Consul, une Eglise de France avec tous ses diocèses. Pour les premiers, il ne s'agissait que de leur en assurer un nouveau, mais pour les seconds, ils devaient occuper ceux de récente création, sur lesquels avait passé la Révolution témoin de leurs défaillances. C'était donc pour eux une nécessité de faire une sorte de stage ou d'apprentissage, en arrivant sur un terrain vaste, inculte, couvert de broussailles, à déblayer et mettre en culture. Parmi eux, il faut le remarquer, il s'en trouve qui avaient fait le leur en occupant des siéges schismatiques, tels que Belmas à Carcassonne; Lecoz à Rennes; Le Blanc de Beaulieu, métropolitain de l'Ouest, à Rouen, lesquels à Cambrai, à Soissons, à Besançon déployèrent, dans cette œuvre colossale, autant d'habileté et d'activité que de persévérance, chacun dans leurs nouvelles Eglises. On verra Le Blanc de Beaulieu, janséniste et constitutionnel, montrer, comme eux, toutes les ressources d'un génie organisateur, d'une âme forte, inébranlable au milieu d'événements étranges, de perturbations, de guerres d'extermination, de luttes contre les

caprices même du plus habile, du plus grand despote des temps modernes !

Les actes de Le Blanc de Beaulieu, pendant son long épiscopat, parleront en sa faveur et feront de lui un éloge bien mérité. Il restera, dans la postérité, avec le titre d'organisateur et de restaurateur du diocèse de Soissons et Laon, au point que ses successeurs suivirent la marche qu'il avait tracée, sans modifications profondes. Les deux premiers se montrèrent les imitateurs de sa constance, de son dévouement, de sa fermeté, de son amour profond pour l'Eglise, à laquelle il était revenu après ses erreurs, et pour son cher diocèse. Tous deux, animés de l'esprit nouveau qui suivit les troubles, y apportèrent avec le goût de la piété, celui d'un calme, ennemi des innovations qui y portent atteinte. Le premier sera Guillaume-Aubin de Villèle, un aimable patricien de race parlementaire, que son mérite, après un épiscopat de quelques années à Soissons, rendra digne de monter sur le siège métropolitain de Bourges. Le second, Jules-François de Simony, issu de vieille noblesse, devait mourir au poste qui lui avait été assigné. L'un et l'autre, celui-ci surtout, laisseront,

après eux, de doux et impérissables souvenirs. Survivants aussi de la Révolution et élèves de Saint-Sulpice restauré, ils seront témoins encore des premiers exploits de l'esprit révolutionnaire si bien signalé par M. de Maistre. Il leur incombera de subir les effets d'événements tels que le coup d'Etat de 1830 renversant une dynastie chrétienne remplacée par une autre, dite libérale, et aboutissant à une seconde République en 1848. Celle-ci, suivie d'un second Empire terminé par une troisième, en 1870, est inaugurée au milieu d'une guerre civile et d'une effroyable invasion, la plus cruelle que la France ait subie, au point que cette année portera le nom d'*Année terrible*. L'Eglise et le clergé ressentiront le contrecoup de chacun de ces désastres, mais surtout de celui-ci qui prime tous les autres.

Aussi cette dernière partie du siècle devait-elle être signalée pour eux comme une ère de troubles profonds, de divisions politiques, religieuses et sociales, de perturbations dans les intelligences, dans les mœurs qui en feront une copie mal dissimulée de la Révolution. L'esprit de celle-ci ne se trahit-il pas déjà par des violences morales attenta-

toires à la liberté de conscience sous le nom d'esprit moderne, de progrès scientifique et anti-religieux, sans souci du passé historique si glorieux de l'Eglise. A Rome, c'est la fermeture du grand Concile du Vatican par l'invasion piémontaise, l'expulsion du Souverain-Pontife Pie IX, son incarcération dans son propre Palais où le suivra Léon XIII, son successeur. C'est enfin l'envahissement du patrimoine de Saint-Pierre, et en face du siège du Pape au Vatican, le trône du roi d'Italie au Quirinal. En France, l'esprit révolutionnaire trône en maître par l'athéïsme, la Franc-Maçonnerie, la libre-pensée, le socialisme, la laïcisation des écoles et œuvres charitables, l'expulsion de religieux de leurs maisons, de religieuses des hôpitaux, la société laïque en guerre avec la société religieuse, sous le nom d'*anticléricalisme*. Voilà, dans une rapide esquisse, l'ensemble des effets de l'esprit révolutionnaire au XIX^me^ siècle auquel l'Eglise et le clergé auront à faire face une dernière fois.

Dans l'intérêt de ces *Annales,* qu'il serait utile d'achever en entier, sur nos manuscrits, nous avons cru pouvoir citer à la fin de l'*Avertissement* du neuvième volume l'appréciation d'un savant

bénédictin. Ce sera dans celui-ci le jugement inséré dans la *Revue bibliographique universelle* à l'article *Histoire provinciale*. Il y a été amené à propos « du défaut de critique adressé » à une *Histoire du Poitou* du chanoine Aubert. Le voici textuellement : « Nous n'adresserons pas le même reproche aux *Annales du Diocèse de Soissons*, de M. l'abbé Pécheur, dont nous avons déjà signalé les huit premiers volumes (1). Le neuvième, paru dans le courant de l'année dernière, va du 21 septembre 1792 jusqu'au Concordat et même jusqu'à la fin de l'année 1801. Cette indication seule suffit pour en faire comprendre l'intérêt. On y assiste, en effet, à toutes les luttes qu'eut à livrer et à toutes les persécutions qu'eut à souffrir le clergé pendant ces périodes néfastes de la Convention et du Directoire. La première, sauvage et barbare, détruisant systématiquement ce qui pouvait rappeler l'ancien régime; la seconde, aussi cruelle sous des apparences plus modérées et proscrivant avec le même acharnement les prêtres et tout ce qui se rapportait au culte. M. l'abbé Pécheur promène donc le

(1) *Polybiblion.*, l. xv, p. 152.

lecteur à travers le vaste diocèse de Soissons et lui fournit sur chaque localité importante, sur chaque personnage qui joue un rôle un peu intéressant, les détails les plus précis. C'est un bon travail de plus que l'on a sur la Révolution dans les provinces et qui fera connaître sa manière de procéder et ses résultats d'une manière très complète. Il semblait que ce volume dût être le dernier des *Annales;* l'Auteur se propose cependant de les pousser encore plus loin pour répondre aux désirs exprimés par une partie du clergé diocésain. Nous ne pouvons que formuler nos meilleurs vœux pour l'achèvement de ce grand ouvrage. » (1)

Nous ne transcrirons pas ici ce qu'ajoute le même auteur au sujet d'une *Petite Histoire de la Haute-Marne,* par A. Martin, dont il veut bien dire « qu'elle ferait triste figure à côté des *Annales du Diocèse de Soissons* (2) », et au sujet desquelles il ajoute ces paroles : « Nous ne pouvons que formuler nos meilleurs vœux pour l'achèvement de ce grand ouvrage. » Ces vœux si bien exprimés seraient aussi les nôtres, mais hélas ! de graves

(1) *Ubi supra.*
(2) *Ibid.*

considérations nous ont obligé de nous arrêter au point où nous sommes arrivé en ce volume. D'autres plus érudits et plus heureux se présenteront dans l'avenir, lesquels, en adoptant la manière que nous avons suivie, seront nos continuateurs et conduiront l'œuvre à sa fin. Ils auront trouvé, à leur disposition, de nombreux matériaux amassés dans les importants manuscrits et pièces rares que nous avons, à maintes reprises, promis de confier à la belle et riche Bibliothèque municipale de Soissons, dont l'Administration mérite toute notre reconnaissance pour les facilités constantes que nous y avons trouvées dans nos recherches.

Si d'ailleurs, la publication de ce dixième volume des *Annales* a été prolongée jusque vers les confins du siècle suivant, c'est qu'il importait de faire connaître au moins les premiers évêques issus du Concordat de 1801 : les de Beaulieu, les de Villèle et surtout la Vie et l'Episcopat de Jules-François de Simony, qui a laissé après lui, une mémoire inaltérable dans le clergé et dans le peuple. Oserons-nous dire : qu'en cela nous répondions ainsi à un désir à nous exprimé, en plusieurs rencontres, par l'un de ses successeurs sur le

siége de Soissons et Laon : Monseigneur Jean-Baptiste Duval, lequel ne nous a pas ménagé ses encouragements dans le cours d'un si long travail ayant pour objet de lui faire connaître le vaste théâtre offert à son zèle pastoral. Ne devions-nous pas payer aussi un tribut de reconnaissance à ce prélat qui, mettant le comble à son approbation, a daigné conférer à l'Auteur un titre de chanoine honoraire l'approchant du chapitre de sa cathédrale, de ce grand édifice auquel, par une restauration si intelligente, il a imprimé déjà un nouveau caractère, sans en altérer la belle ordonnance, et surtout par une ornementation suppléant à ce qui avait échappé aux grands artistes du Moyen Age ou été détruit par le vandalisme révolutionnaire.

L.-V. PÉCHEUR.

Oulchy-le-Château, le 14 Juin 1895.

ERRATA DU TOME X.

Page 137, ligne 7, *au lieu de* Fromentin, *lisez :* Formentin. — Même page, dernière ligne, *au lieu de* Baulieu, *lisez :* de Beaulieu. — Page 151, ligne 8, *au lieu de* si ce n'est e, *lisez :* surtout. — Page 199, ligne 6, *au lieu de* Trophine, *lisez :* Trophime. — Page 238, à la ligne de tête, *au lieu de* Villème, *lisez :* de Villèle. — Page 252, au livre vingt-quatrième, *ajoutez :* (Cinquième Partie). — Même page, ligne 8 du sommaire, *au lieu de* Charles X, *lisez :* Charles X, et lignes 11, 12 et 13 également du sommaire, *au lieu de* La Mennais, *lisez :* de Lamennais. — Page 280, ligne 30, *au lieu de* ordonnances du 16 juin 1827, *lisez :* ordonnances du 16 juin 1828. — Page 281, ligne 19, *au lieu de* adresse, *lisez :* prudence. — Page 284, au titre du sommaire du livre vingt-cinquième, *au lieu* depuis les ordonnances de 1825, *lisez :* depuis les ordonnances de 1828. — Page 330, au titre du sommaire du livre vingt-sixième, *au lieu de* jusqu'à la condamnation du Manuel de droit ecclésiastique de M. Dupin, du 1er mai 1836, *lisez :* jusqu'à la condamnation du Manuel de droit ecclésiastique français de M. Dupin, en 1844. — Page 343, ligne 33, *au lieu de* Dom Guérengé, *lisez :* Dom Guérenger.

ANNALES

DU

DIOCÈSE DE SOISSONS & LAON

PÉRIODE MODERNE

LIVRE VINGTIÈME.

Dix-neuvième Siècle.

(Première Partie.)

DEPUIS LE CONCORDAT DE 1801-1802, JUSQU'A L'ACTE DE SOUMISSION DE LE BLANC DE BEAULIEU AU PAPE PIE VII, LE 21 JANVIER 1804.

SOMMAIRE. — I. Etat religieux de la France de 1796 à 1802. Deux partis dans le Clergé, petit nombre d'églises occupées. Les prêtres sont sans ressources. Promulgation, en 1802, du Concordat, ses dispositions. Réclamations des évêques légitimes dépossédés; jugements sur le Concordat. Joie des populations. Articles organiques du Concordat; circonscription des diocèses, érection du siège de Soissons et Laon, érection des chapitres. Institution des nouveaux évêques. Acte de soumission des constitutionnels; refus de signatures et soumissions tardives et incertaines. — II. Le Blanc de Beaulieu, 91e évêque de Soissons, et premier de Soissons et Laon. Décret d'absolution par le légat Caprara. Préparatif pour l'installation du prélat; sa prise de possession le 2 mai 1802; son discours. Naissance du nouvel évêque, ses antécédents, il fut curé constitutionnel de Saint-Séverin, de Sainte-Geneviève, et métropolitain de Rouen. Sa Lettre circulaire au clergé et aux fidèles (1er septembre). Instructions disciplinaires; administration provisoire. Debully, secrétaire de l'Evêché. Première visite à Laon et entrée à la cathédrale. Visite à Château-Thierry; opposition à la rentrée du couvent à l'Hôtel-Dieu, office à Saint-Crépin et deuxième visite. — III. Première ordination en 1803. Erection des chapitres, organisation de celui de Soissons. Lettre pastorale sur celle du clergé, les desservants. Port de l'*habit ecclésiastique*, prestation du serment, sa forme et discours du préfet, *Te Deum*. Serments dans les chefs-lieux et paroisses. La paix d'Amiens et Mandement. Statuts du chapitre, ses doyens, son installation. Aspect des églises et monastères de Soissons; restauration de la cathédrale, ses tableaux rendus. Interdictions d'églises, destruction de celle de Saint-Jean-des-Vignes, réclamations pour sa conservation. — IV. Opposition au Concordat signalée au parquet de Laon; le préfet réclame pour le Clergé. Anti-concordataires. Arrestation de l'abbé Houllier, son interrogatoire; il

est défendu par son évêque. Perquisitions chez Gravier, et brochures anti-concordataires. Les frères Billaudel; suppression de leur pensionnat à Laon. Celui de l'abbé Charlet à Saint-Quentin, ses collaborateurs. Développement du Petit-Séminaire de Menneville, son genre de vie, ses principaux élèves.

I. — L'AURORE du XIX[e] siècle, de ce siècle qui fut celui de la France contemporaine et devait être à la fois si prospère et si agité, si progressif et si troublé dans sa marche, fut signalée en France par un acte d'une extrême gravité, la conclusion d'un traité entre le pouvoir religieux et le pouvoir civil, si connu sous le nom de Concordat de 1801. Dans le trouble profond qui avait tout bouleversé et couvert le sol de tant de ruines, la religion s'était maintenue à grand'peine à l'état clandestin et avec une sorte d'acharnement héroïque. Puis, à la faveur de lois plus tolérantes émanées de la Convention et du Directoire, elle s'était montrée à la surface. Le clergé, exilé ou caché, avait saisi ces premières lueurs d'espérance pour reprendre ses fonctions avec un dévouement et un zèle incomparables. C'est de cette première résurrection que des écrivains ont été induits à penser que l'Eglise de France, abandonnée à elle-même, eût pu se rétablir par sa propre force, en se passant d'un accord qui la liait trop étroitement à l'Etat et entravait son indépendance légitime. Il importe de dissiper cette erreur en jetant un coup d'œil rétrospectif sur l'état religieux de la France pendant les cinq dernières années du siècle expirant et pendant la première du nouveau.

La Révolution, nourrie de l'incrédulité philosophique, avait produit en religion une indifférence générale. La foi s'était sans doute réveillée par la persécution, et une réaction sérieuse s'était prononcée, en 1795-1796, contre la démagogie; la dixième partie des communes restait même, comme autrefois, attachée aux principes religieux. Mais, en réalité, la privation du culte extérieur, des offices, du son des cloches, de l'appareil touchant qui accompagnait les baptêmes, mariages, sépultures, uni à un désir d'ordre et de paix, inspirait souvent seul des regrets. Le schisme constitutionnel réunit peu d'adhérents dans le peuple, qui confondait

les jureurs avec les non jureurs ; il lui suffisait d'abord qu'on lui dît la messe publiquement ; toutefois, les jureurs tombèrent de plus en plus dans le mépris.

Du reste, le clergé constitutionnel fut bientôt réduit à un petit nombre par morts, défections, apostasies, mariages, rétractations éclatantes et multipliées. Il ne restait guère en France, en 1800, que cinq à six mille prêtres assermentés, et encore la plupart n'exerçaient plus et occupaient divers emplois ou professions pour vivre, sauf quelques anciens religieux célébrant là où ils en trouvaient l'occasion. Dans ce clergé, nul recrutement, nulle espérance d'un autre avenir, désarroi complet d'ailleurs dans ses chefs. Sur quatre-vingt-cinq diocèses, il y en avait vingt-neuf de vacants, tel que celui de Soissons ; dans les autres, les évêques schismatiques ne résidaient pas et paraissaient à peine. Aussi, prêtres et fidèles ne leur obéissaient guère. On a vu à quoi aboutirent les efforts de Grégoire et des *Réunis* pour réorganiser l'*Eglise gallicane* sur le modèle des premiers siècles. Du 18 fructidor au 30 prairial, les constitutionnels furent confondus dans la persécution avec les orthodoxes. Pour entraver ceux-ci sortant de leurs retraites, ils demandèrent à partager les églises et les dénoncèrent, ainsi que les évêques émigrés, mais ces prétentions furent sans beaucoup de résultats. Ils ne parvinrent qu'à remplir trois sièges et à sacrer trois évêques, pour Rouen, Nancy et Embrun, faute de candidats.

Quelle était la situation du clergé fidèle? On va en juger. La persécution apaisée, la division s'était introduite dans ses rangs. On distingua les prêtres catholiques en *purs* ou parti *puriste* et en *soumissionnaires*. Les premiers n'admettaient pas de concessions sur des points non essentiels et non condamnés par le Saint-Siège, contestaient la validité des sacrements administrés par les constitutionnels, déclaraient souillée toute église occupée par eux, se déclaraient ennemis de la République, voulaient qu'on imposât des pénitences exorbitantes aux réconciliés et tiraient vanité de leur constance dans la foi. Ils comptaient parmi eux des prêtres

sortis de leurs retraites cachées, rentrés, au péril de leur vie, de l'émigration ou de la déportation, des missionnaires munis de pouvoirs extraordinaires de leurs évêques et même des prêtres réconciliés qui exagéraient leurs propres rigueurs.

L'autre parti, celui des *modérés* ou *soumissionnaires*, en but aux reproches amers, à la répulsion, aux sarcasmes mêmes des *puristes*, pensait : qu'avant tout, il fallait avoir en vue le rétablissement du culte public, l'administration des secours religieux aux populations. Et, se mettant au-dessus des questions politiques, ils ne refusaient pas l'obéissance aux lois, en l'absence de toute défense papale. Conséquemment, ils remplissaient les formalités prescrites pour l'ouverture des églises et l'exercice du ministère, consentaient même, au besoin, à les partager avec les constitutionnels en réglant l'heure des offices, à bénir les mariages le décadi. Citoyens paisibles et partisans de la modération et de la douceur pour ramener les schismatiques, ils ne dépassèrent pas les bornes des principes. Cet antagonisme dura jusqu'en 1800 où s'entamèrent les premières négociations du Concordat.

Avant cette année, on évaluerait à dix mille, au plus haut chiffre, le nombre des églises non aliénées rendues au culte et occupées par des prêtres rentrés ou restés en France. La persécution fructidorienne avait produit de nouvelles émigrations ; les prêtres s'étaient de nouveau cachés et presque partout les églises avaient été fermées. Lorsqu'en 1799 et 1800, à la faveur d'une demi-tolérance du culte, le clergé fut en partie rentré, il eût été impossible de trouver des prêtres pour trente-six mille paroisses. Selon les meilleurs calculs, on évalue à peu près à huit mille les prêtres catholiques ou constitutionnels remplissant alors réellement le ministère, et à deux ou trois mille les églises ouvertes. L'assertion contraire, qu'en septembre 1796, trente-deux mille communes avaient repris le culte et que quatre mille cinq cents autres allaient le reprendre, ce qui prouvait l'inutilité du Concordat, vient d'un calcul erroné fait et propagé par Grégoire. Vers 1800, à la veille du Concordat,

le clergé légitime comprenait entre dix et quinze mille prêtres vivant cachés encore ou retirés dans leurs familles, desservant des oratoires publics ou des églises; le clergé constitutionnel ne comptait qu'environ deux mille prêtres. Dans les villes, comme dans les campagnes, le culte était à la charge des fidèles, mais dans celles-ci surtout les prêtres vivaient misérablement.

Sans doute le vieux culte, que la Révolution croyait anéanti, sortait de ses ruines, gagnait chaque jour du terrain, mais les ordinations étaient rares et l'avenir plein d'incertitude. Les églises rendues étaient dépouillées et délabrées, leurs biens et leurs presbytères vendus. Qui entretiendra les prêtres chargés de les desservir? Les traitements seraient-ils toujours prélevés sur les fidèles ou bien sur les caisses de l'Etat? Si, dans certaines paroisses, les curés avaient repris possession des presbytères non vendus, beaucoup n'avaient trouvé pour s'abriter que de pauvres demeures, souvent même qu'un coin de l'habitation d'un bon et généreux paroissien, vivant sans traitement, sans aucun secours de l'Etat, sur leurs faibles ressources, ou du produit de quelques honoraires et de la charité de leurs ouailles. Autant de difficultés insurmontables. Le Premier Consul avait compris cette situation et en tira habilement parti pour l'accomplissement de ses desseins, ambitieux sans doute, mais aussi pour le relèvement social du pays, auquel il ne trouvait pas d'autre base plus solide que celle de la religion catholique. Dès lors, un accord avec Rome fut résolu dans son esprit, et l'on entra dans la voie des négociations qui conduisirent au Concordat.

Ces négociations furent longues et laborieuses, mais aboutirent enfin à un traité définitif dont voici sommairement les principales dispositions : Libre exercice de la religion catholique en France. — Son culte sera public, « en se conformant aux règlements de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique. » — Nouvelle circonscription des diocèses et sacrifice de leurs sièges par les anciens titulaires des Eglises supprimées. — Nomination des évêques par le gouvernement et leur institution canonique par le

Saint-Siège. — Prestation du serment de fidélité par les évêques entre les mains du chef de l'Etat, et des ecclésiastiques du second ordre entre celles des autorités civiles. — Prières publiques pour la République et les Consuls à la fin de l'office divin. — Nomination aux cures par les évêques de personnes agréées par le gouvernement. — Les évêques « pouvant avoir un chapitre dans leur cathédrale et un séminaire pour leur diocèse. » — Restitution des églises non aliénées. — Incommutabilité entre les mains de leurs acquéreurs, ou ayants cause, des biens ecclésiastiques aliénés. — Traitement convenable aux évêques et aux curés par le gouvernement. — Droit pour les catholiques français de faire des fondations en faveur des églises.

Ce Concordat fut signé du 15-16 juillet 1801 par son illustre négociateur, le cardinal Gonsalvi et les représentants de Napoléon. Ratifié à Rome le 15 août, et à Paris le 8 septembre, ce ne fut qu'en l'année 1802 qu'il fut promulgué et mis à exécution, et le culte solennellement rétabli à Notre-Dame. Dans l'intervalle, on avait cherché à obtenir des évêques légitimes et des intrus la démission de leurs sièges. Une mesure si grave nécessitée par d'impérieuses circonstances était peut-être l'acte le plus inouï de l'exercice de la puissance pontificale qui eût été jamais fait, puisque, d'un seul coup, il renversait tout l'édifice d'une grande et illustre Eglise, ôtait à ses évêques, même les plus fidèles, leur légitime juridiction, et rétablissait toute son économie sur de nouvelles bases. Aussi suscita-t-elle bien des difficultés et des répugnances. On se passa du consentement des intrus ; plusieurs des évêques orthodoxes firent attendre leur démission ou refusèrent de la donner. Quarante-*cinq des premiers* la donnèrent, trente-six la refusèrent, ou du moins la retardèrent, espérant faire revenir le Pape sur sa détermination. Les récalcitrants formèrent, avec un certain nombre de prêtres et de fidèles, le *parti anticoncordataire*, plus connu dans la suite sous le nom de *Petite Eglise*, qui subsista ou végéta jusqu'à nos jours.

Ceux des évêques qui s'étaient réfugiés en Angleterre

signèrent, le 16 avril 1802, la surveille de la promulgation du Concordat, une *Réclamation canonique et respectueuse adressée au Souverain Pontife.* Elle portait les noms de trents-six prélats. Ils exposaient au Pape leurs griefs, y déploraient leurs démissions forcées, la suppression, sans exemple dans l'Histoire dé l'Eglise, de tant de sièges épiscopaux; l'état précaire et l'asservissement de l'Eglise de France au gouvernement, et le sacrifice de ses intérêts aux fluctuations et aux intérêts de la politique; ils y exposaient les craintes que leur inspirait un gouvernement dont le Souverain Pontife dut avoir à souffrir en effet dès la première application du Concordat. Les évêques de Laon et de Soissons adhérèrent à ces réclamations. Le premier y persista, le second donna bientôt sa démission et revint en France.

Les réclamations des anticoncordataires demeurèrent sans résultat; le Pape était trop engagé pour ne pas passer outre, et le gouvernement avait hâte aussi d'en finir. Si l'on juge cette convention extraordinaire par ses fruits et sous certains aspects, on doit se convaincre qu'elle a été, dans les circonstances où elle a été réglée, ce qu'on pouvait espérer de mieux. Elle a, pendant près d'un siècle, servi de règle et de base aux rapports si difficiles et si compliqués de *l'Eglise* et de *l'Etat.* Mais il ne faut pas exagérer la portée de cet acte et croire que les réclamations des évêques étaient sans fondement. Tout Concordat supposant des concessions mutuelles, est-il bien sûr que ce n'est pas l'Eglise qui ait fait ici les plus grandes, et que l'Etat n'avait pas mille moyens d'en diminuer la portée? Est-ce le pouvoir civil, incarné alors dans un génie despotique, ou le pouvoir ecclésiastique, représenté par un Pape faible et désarmé, disposé à tous les sacrifices pour le bien de la Religion, qui y a le plus gagné? Sans doute l'Eglise y a trouvé une position officielle; ses évêques et ses hauts dignitaires un rang; des honneurs et des traitements suffisants pour soutenir leur autorité; ses prêtres d'ordre inférieur finirent par avoir le pain quotidien, mais encore, sous ce rapport même, ce n'était que justice, puisque l'Assemblée constituante, en prenant les biens du clergé qui

leur assuraient une position indépendante, s'était engagée à les doter d'une manière convenable.

Aux yeux des populations qui ne voyaient dans le Concordat que l'heureux rétablissement du culte, le retour de leurs prêtres au milieu d'elles, il apparaissait un acte sublime et il excita des transports de joie. Elles ignoraient, hélas! qu'il avait été enfanté dans les plus poignantes douleurs; que Rome avait été contrainte de pousser les concessions jusqu'aux dernières limites; qu'il avait fallu bien des négociations, souvent interrompues par les violences vraies ou affectées du Premier Consul, pour arriver à sa conclusion; qu'il avait fallu aller jusqu'à admettre des évêques constitutionnels, c'est-à-dire schismatiques; au nombre des prélats à donner aux nouveaux sièges. Et cela, malgré les protestations de Gonsalvi qui traitait au nom du Pape, article que son successeur, Caprara, dut subir, pour ne pas tout perdre, dans des transes et des pleurs mêmes. Elles ignoraient enfin que le Pape lui-même en avait ressenti la plus profonde douleur et qu'il avait été arraché à ses larmes. La plus grande partie du clergé était, sous ce rapport, à l'unisson avec les catholiques. Ils avaient tant souffert, les malheureux prêtres, que le calme qu'on leur offrait, ils le regardaient comme le plus insigne des bienfaits pour eux et pour l'Eglise.

D'ailleurs, si le Concordat avait reçu son application pure et simple, d'après les règles de la justice et de la bonne foi, il eut pu produire les effets qu'on était en droit d'en espérer; mais, interprété par Bonaparte, il en produisit de bien tristes au point de vue religieux. S'emparant des dispositions de l'article 1er : « La Religion catholique.... sera librement exercée en France : son culte sera public, en se conformant aux règlements de police que le gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique », il fit rédiger, sous le nom d'*Articles organiques* de la Convention du 26 messidor an IX, tout un code réglementant l'Eglise de France. Il s'inspira de toutes les lois de l'ancien régime, connues sous le nom de *Libertés de l'Eglise gallicane*, et des dispositions jansénistes de la *Constitution civile du Clergé* qui rompait

tous les liens de l'unité avec le Souverain Pontife et bouleversait toute la hiérarchie ecclésiastique, dit un écrivain de notre temps (1). A celle-ci Bonaparte fit succéder le Concordat; « mais ce dur contrat que l'Eglise a accepté, non sans douleur, les Articles organiques l'ont changé en un instrument d'oppression, et cela le jour même où il a été publié. Ces Articles organiques, hélas! ne sont ni catholiques, ni apostoliques, ni romains ». Ils ne sont, écrivait avant celui-ci, le cardinal de Bonald, archevêque de Lyon, « qu'un abrégé de la Constitution civile, avec son esprit schismatique et ses erreurs ». On verra bientôt que ces qualifications ne convenaient que trop à ces Articles que le Premier Consul publia comme faisant corps avec le Concordat, ce qui était faux.

Cependant, le gouvernement donnait, le 29 germinal an X (19 avril 1802), l'autorisation nécessaire pour la publication du Bref du 29 novembre 1801, qui confiait au cardinal Caprara les pouvoirs nécessaires pour l'institution des nouveaux évêques; de la Bulle *Ecclesia Christi*, ratifiant le Concordat, et de la Bulle *Qui Christi*, contenant une nouvelle circonscription des diocèses. Celle-ci interdisait aux évêques récalcitrants tout exercice de la juridiction ecclésiastique, déclarait libres et vacant tous les sièges épiscopaux, « annulait, supprimait et éteignait à perpétuité tout l'état présent des Eglises archiépiscopales (désignées par elle), avec leurs chapitres, droits, privilèges et prérogatives, de quelque nature qu'ils soient ». Après avoir fait ainsi table rase, le Pape établit et érigea en France dix Eglises métropolitaines et cinquante sièges épiscopaux. L'archevêché de Reims entre autres fut supprimé, et le siège de Soissons forma, avec les évêchés de Versailles, Meaux, Amiens, Arras, Cambrai, Troyes et Orléans, la circonscription de la métropole de Paris. Le titulaire ou patron de chaque diocèse fut celui de l'église principale ou cathédrale.

Le diocèse de Soissons, constitué sous le vocable des SS. Gervais et Protais, eut pour limites celles du dépar-

(1) *Questions du jour :* « Observations sur les Lettres de Mgr l'évêque d'Orléans (Dupanloup), par Mgr Nardi, auditeur au Conseil de Rote. » (Paris, Palmé, 1870.)

tement de l'Aisne, l'un des plus beaux de la France, et tel qu'il avait été formé par l'Assemblée constituante. Il comprit donc le diocèse de Laon presque en entier et une bonne partie de celui de Noyon. D'un autre côté, il perdait Compiègne et tout le pays d'entre cette ville et Vic-sur-Aisne, entrés dans celui de Beauvais, certains cantons de la Marne annexés à Châlons, et prenait une portion de ceux de Cambrai et de Meaux. Pour atténuer, autant que possible, les regrets que devaient faire éprouver la suppression de plusieurs sièges illustres, et en perpétuer au moins le souvenir, le Pape autorisa les archevêques et évêques futurs à joindre, chacun au titre qui lui serait accordé, celui des autres titres des Eglises de son ressort supprimés. Ainsi, l'archevêque de Paris put prendre deux autres titres, ceux de Reims et de Sens, et l'évêque de Soissons celui de Laon.

Dans son décret, daté de Paris le 9 avril 1802, et porté en conséquence de la Bulle sur la nouvelle circonscription des diocèses, le cardinal Caprara accorda aux futurs évêques les pouvoirs nécessaires pour organiser leurs chapitres dès qu'ils auront pris possession de leurs sièges, et d'y établir le nombre de dignités et d'offices qu'ils jugeront convenables, en se conformant à tout ce que prescrivent les conciles, les canons et les usages constants de l'Eglise, de régler tout ce qu'ils croiront nécessaire ou utile au bien des chapitres, à leur administration, à la célébration des offices, à l'observance des rites, des cérémonies, et à l'exercice des fonctions à remplir par les titulaires des offices et dignités, laissant toutefois à leurs successeurs le droit de changer les statuts si les circonstances l'exigent, et d'après l'avis des chapitres eux-mêmes. Après l'érection des chapitres vint celle des paroisses et séminaires « de tout l'ordre de l'Eglise de France », tel à peu près que nous le voyons aujourd'hui.

En vertu aussi du Bref *Ad futuram rei memoriam*, du 27 novembre 1801, le cardinal dut recevoir les nominations aux nouveaux évêchés faites par le Premier Consul et instituer, pour les gouverner, ceux d'entre eux qui n'auraient pas le titre de docteur requis par les canons,

après s'être enquis de leur doctrine, de leurs mœurs, de leur capacité, de leur zèle pour la Religion et de leur soumission au Saint-Siège, les sacrer lui-même, assisté de deux autres évêques ou de deux abbés, dignitaires ou chanoines, et même, à leur défaut, de deux simples prêtres, nonobstant les Constitutions et règlements apostoliques. La réduction des fêtes chômées, depuis si longtemps demandée, s'opéra avec la même facilité par un Indult donné à Paris par le cardinal, le même jour que le décret du 9 avril 1802, et auquel rien n'a été changé depuis.

Tout étant ainsi prévu et préparé, il ne restait plus qu'à pourvoir de pasteurs les nouvelles églises. Le cardinal Caprara sacra, le jour des Rameaux, à Notre-Dame de Paris rendue au culte, quelques évêques « passables » : Du Bellay, nommé à Paris; Bernier, à Orléans; Cambacérès, à Rouen; de Pancemont, à Vannes, et « plut à Dieu, écrivait à Rome le légat, que ceux qui restent à nommer fussent entièrement semblables ». Le lendemain de cette consécration, il apprenait la nomination de vingt-deux autres, dont huit constitutionnels. Il en fut consterné, mais quelle concession sur cette nomination de schismatiques pouvait-on espérer de Bonaparte! Bernier, l'un des « passables », qui avait joué le rôle d'un ambitieux dans les négociations du Concordat, avait été accusé devant le Directoire, par Hoche dans la guerre de Vendée, d'aimer l'argent. Et l'on a deux lettres de Napoléon, dont l'une ordonnait à Talleyrand de donner à Bernier 30,000 fr. et l'autre enjoignait à Portalis d'en délivrer 50,000, sans publicité, à Pancemont, de Vannes, encore un autre « passable » (1).

Les constitutionnels imposés par le Premier Consul étaient : Charrier de la Roche et Montault déjà réconciliés avec le Pape; Lecoz, Primat, Lacombe, Périer, Bécherelle, Reymond, Bertholet, Belmas et Le Blanc de Beaulieu. Pour obtenir l'institution canonique, ces schismatiques nommés à de nouveaux sièges, devaient

(1) *Correspondance de Napoléon*, t. VIII, pp. 99 et 269.

donner une rétractation solennelle de leur conduite antérieure, avec soumission aux jugements du Souverain Pontife rendus dans les affaires du temps, enfin recevoir l'absolution des censures encourues. Le cardinal-légat, pour les amener à faire ce sacrifice de leurs erreurs, tint chez lui une assemblée où il leur proposa de signer une Lettre ou formule en ce sens, mais il paraît qu'ils s'y refusèrent et qu'ils ne voulurent pas aller au delà d'une soumission pure et simple au Concordat. C'était le Jeudi-Saint et sur-le-champ ils allèrent en référer à Portalis qui leur dit : que le gouvernement ne voulait pas de rétractation. Les ayant ensuite réunis avec Bernier, il chargea celui-ci de dire au légat qu'il fallait en finir sur ce point dans la journée. Alors Bernier et Pancemont rédigèrent une autre Lettre au Pape différente de la première, contenant un acte de soumission conçu en termes généraux.

On dut s'en contenter et supposer, comme on va le voir par l'exemple de Le Blanc de Beaulieu, qu'on avait accepté celle du légat. Quant au refus de la signer, il paraît avoir été certain; c'est du moins ce qui résulte d'une Lettre du 4 juin 1802, publiée par Lacombe, évêque d'Angoulême, et adressée à Binos, ancien chanoine de Saint-Bertrand-de-Cominges. Après avoir parlé de cette affaire à son correspondant, « maintenant, ajoutait Lacombe, si quelqu'un ose dire que nous nous sommes rétractés, ne craignez pas de lui dire : *Mentiris impudentissime* ». Que si on allègue les registres de la Légation où il aurait vu des exemplaires d'un décret d'absolution humblement demandé et accordé à quelques-uns d'entre nous. « Vous direz que Mr le légat a donné une absolution, ni voulue, ni demandée; que, lorsque le décret en fut remis par l'évêque Bernier à quelques-uns d'entre nous, ils en ont fait justice en le jetant au feu sous les yeux du citoyen Portalis. » (1) Il paraît néanmoins que plusieurs de ces prélats attestèrent qu'ils avaient reçu avec respect le décret d'absolution du légat, après quoi on leur délivra les bulles

(1) Cité dans l'*Histoire de l'abbé Emery*, t. II, pp. 18 et 269.

d'institution canonique, ce qui n'infirme guère l'assertion de Lacombe.

Le pape Pie VII crut que les choses s'étaient passées dans les règles, ainsi qu'il le témoigna dans une allocution du 24 mai 1802, mais bientôt la vérité fut connue par la Lettre de Lacombe faite de concert avec Reymond et Lecoz, titulaire de Besançon. Selon des historiens, les rétractations n'arrivèrent que plus tard. Ce n'est qu'en 1804, que Primat, ex-évêque du Nord, devenu archevêque de Toulouse, écrivait au Souverain Pontife une lettre de soumission explicite. Il n'est pas bien sûr que Belmas, ex-évêque de l'Aube, passé à Cambrai, ait renoncé positivement à ses opinions constitutionnelles. Le Blanc de Beaulieu ne se rendit que successivement, après sa prise de possession du siège de Soissons. D'autres évêques des départements en agirent de même, et il ne resta qu'un petit nombre d'opiniâtres qui conservassent leur attachement à la Constitution civile du clergé. Eux-mêmes, à leur tour, se gardèrent bien, pour la plupart, d'exiger de leurs curés des rétractations formelles et se contentèrent de leur faire signer une formule d'adhésion au Concordat, conformément à une Lettre de Caprara du 16 juin 1802. De tout ce qui précède, il résulte que la soumission des évêques constitutionnels fut ou refusée, ou problématique et enfin très tardive quand elle eut lieu. Toutefois il est bon de rappeler que si ces prélats péchèrent au point de vue du schisme, ils surent conserver la foi et que quelques-uns maintinrent la discipline en des points essentiels. Ainsi Le Blanc de Beaulieu avait été du nombre des curés de Paris qui, avec quatre évêques dont Fauchet et Lecoz, protestèrent, en 1792, contre le mariage des prêtres (1).

II. — Le successeur de Henri de Bourdeilles sur le siège de Soissons et premier évêque concordataire fut donc Jean-Claude Le Blanc de Beaulieu, nommé par le gouvernement français et agréé par le pape Pie VII. Ancien métropolitain de la province de l'ouest, à Rouen, et démissionnaire de ce siège schismatique, il n'avait

(1) Picot, *Mémoires*, t. VI. (Edit. Lequeux.)

pas été le seul mis sur les rangs pour celui de Soissons. Le ministre de l'intérieur avait demandé au préfet de l'Aisne une liste des ecclésiastiques du département qu'il croirait capables d'être nommés à l'évêché de Soissons. On lui signala d'anciens constitutionnels assermentés : Delabat, ex-prieur de Saint-Léger de cette ville ; Oger, ex-prieur-curé de Saint-Pierremont ; Deliège, ancien vicaire épiscopal, et un seul vraiment digne, Delettre, réfractaire, ex-curé de Berny-Rivière. Cette liste ne devait être que pour la forme ; on ne songea à aucun de ceux-ci. Fouché, ministre de la police, qui avait pu connaître Le Blanc de Beaulieu lorsqu'il enseignait au collège et que celui-ci était vicaire de Saint-Léger, le fit passer parmi les constitutionnels devant occuper les nouveaux sièges. En effet, il fut désigné pour Soissons par arrêté du Premier Consul du 4 avril 1802.

Dix jours après, c'est-à-dire le 14 avril, fut rendu le décret d'absolution que lui accordait le cardinal Caprara et dont on a pu déjà apprécier la valeur puisqu'il était le même qui fut accordé à ses collègues dont l'accueil ne fut guère favorable. Quoi qu'il en soit, voici en quels termes il était conçu :

« Nous, Jean-Baptiste, cardinal-prêtre Caprara, etc. Le révérend seigneur Jean-Claude Le Blanc de Beaulieu ayant donné sa démission du siège de Rouen qu'il occupait sans avoir reçu l'institution du siège apostolique et ayant cessé de gouverner cette Eglise ; de plus ayant professé l'obéissance et la soumission due au Pontife romain et déclaré adhérer et se soumettre sincèrement et pleinement aux jugements du Siège apostolique sur les affaires ecclésiastiques de France ; Nous qui avons le pouvoir de légat *de Latere* de sa Sainteté et du Saint-Siège, nous absolvons et déclarons absous le dit Jean-Claude adhérant à l'unité catholique, de toutes sentences, censures et peines ecclésiastiques portées, tant par le droit que par la personne *(ab homine)*, pour quelque cause ou occasion que ce soit et encourues respectivement, par l'autorité apostolique spéciale et expresse dans l'un et l'autre for, avec la pénitence de réciter les

sept psaumes pénitentiaux, et obligation de conserver avec sollicitude l'unité dans le lien de la paix ; et nous dispensons miséricordieusement le susdit consentant, à cause de sa conformité avec les décrets de Sa Sainteté, de toute irrégularité contractée par quelle cause et occasion que ce soit, en vertu de la même autorité apostolique spéciale et expresse, dans l'un et l'autre for. Et ce nonobstant les constitutions apostoliques et autres contraires dignes d'une mention spéciale et individuelle. »

Donné à Paris, le 4 avril 1802.

« Cardinal CAPRARA » (1).

TEXTE DE L'ABSOLUTION. — « Nos Jes-Bta presbyter cardinalis Caprara, etc. — Cum R. D. Jes Claudius Le Blanc de Beaulieu Rothomagensem sedem, absque Apostolicæ Sedis institutione jam occupatam abjecerit et ab illius Ecclesiæ regimine prorsus cessaverit, nec non debitam Romano Pontifici obedientiam et submissionem professus sit, atque judiciis Apostolicæ Sedis super ecclesiasticis Galliarum negociis emanatis, sincero animo se adhœrere ac plane subjectum esse.

« Nos qui S. Suæ et S. Sedis de latere legati potestate jungimus, memoratum Jn Claudium catholicæ unitati, a quibusvis sententiis, censuris et pœnis ecclesiasticis, tam a jure quam ab homine, quavis causa et occasione latis, et quomodo libet respective incursis, speciali et apostolica expressa auctoritate in utroque foro absolvimus et *absolutum* declaramus cum pœnitentia semel recitandi septem psalmos pœnitentiales, et cum obligatione sollicite servandi unitatem in vinculo pacis, et cum prœfato suffragante, ex merito suæ conformitatis Sanctitatis Suæ portatibus super quacumque irregularite quavis causa et occasione quomodo libet contracta, pari apostolica speciali et expressa auctoritate, in utroque similiter foro, misericorditer dispensamus.

« Constitutionibus et ordinationibus apostolicis, cœterisque in contrarium facientibus speciali etiam et individua mentione dignis, non obstantibus.

« Datum Parisiis, 4 apr. 1802.

« Cardin. CAPRARA » (2).

(1) *Archives* du Chapitre de Soissons.
(2) *Archives* de Mons-en-Laonnois. (Communication de M. l'abbé Pignon, curé de cette paroisse, depuis curé-doyen de Coucy-le-Château.)

Cette déclaration acceptée ou comme imposée, Le Blanc de Beaulieu avait prêté le serment entre les mains du Premier Consul, à la grande cérémonie du 18 avril, jour de Pâques, pour la proclamation du Concordat, à Notre-Dame, avec vingt de ses collègues. Il ne lui restait plus qu'à prendre possession de son siège, ce qu'il se hâta de faire. On n'ignorait pas à Soissons ce qui se passait à Paris : la conclusion du Concordat, la fixation du siège épiscopal en cette ville pour le département de l'Aisne, et la nomination du prélat choisi pour l'occuper. On prit, sans perdre de temps, à la cathédrale d'abord, diverses mesures en prévision de son arrivée prochaine. Les citoyens Archin et Colin sont chargés par l'administration de tout rétablir dans la sacristie pour le premier dimanche de l'Avent. Le maire, de Puysegur, autorise la sonnerie aux offices à partir du *Gloria in excelsis* du Jeudi-Saint. La cathédrale continuait à se restaurer, mais ses besoins sont grands encore, disent les administrateurs au préfet. Les croisées, les couvertures, les pavés sont réparés, le grand orgue est en restauration à Paris, mais l'église manque de linges, d'ornements, etc. Des travaux dispendieux sont à exécuter, et on n'a d'autres ressources que les quêtes dont il faut distraire le cinquième pour les ecclésiastiques. L'établissement du siège oblige à se pourvoir de croix, encensoirs, bâtons de chantre, vases, ornements ; il faut placer dans le sanctuaire une « chaire pour l'exercice décent des fonctions épiscopales et du culte divin ». Ils demandent donc au préfet d'imposer cette dépense au département, l'église épiscopale étant celle de tous, et indispensable, ajoutent-ils, « dans un temps de régénération de la religion catholique, moment précieux où le bonheur de l'arrivée du prélat choisi par le Premier Consul et agréé par le Saint-Siège, se manifeste déjà par une réunion générale des ecclésiastiques et des âmes dévouées aux principes de cette religion de dix-neuf siècles » (1).

Le préfet répondit-il aux demandes des administra-

(1) *Registres* de la Fabrique de la cathédrale.

teurs ? on l'ignore, mais les préparatifs ne se ralentirent pas pour faire à l'évêque une réception honorable telle que permettaient les circonstances où on se trouvait. On ira en corps le saluer à son arrivée et un « discours très succinct » lui serait adressé par le citoyen Lampon. Le 23 avril, seraient mises en place, par le charpentier Pauquet, trois cloches accordées par le citoyen Darras, maire par intérim, de Puysegur pressant alors à Paris l'achèvement de l'orgue, et le sculpteur Gérard improviserait, le samedi soir pour le dimanche 2 mai, un trône pour le prélat, dont une lettre adressée au citoyen Colin pour l'administration « est le présage d'un accord parfait entre elle et lui » (1).

Tout étant disposé à Soissons pour le recevoir, Le Blanc de Beaulieu, parti de Paris, arriva le 30 avril 1802 (10 floréal an X). Le 1er mai, l'administration du temporel de la cathédrale se rendit à la demeure provisoire que le prélat avait choisie, et lui présenta ses hommages. Au discours qui lui fut adressé, il fit « une réponse tellement satisfaisante qu'on ne put douter du zèle et de l'attention qui le porteraient au rétablissement de la Religion et à faire naître parmi les citoyens l'union qui depuis longtemps était nécessaire ». C'est ainsi que s'expriment les registres de l'administration. Le lendemain 2 mai, fête de la Dédicace de la cathédrale, eut lieu l'installation. Ce jour fut pour les fidèles un jour d'allégresse et de triomphe ; un pasteur légitime venait enfin gouverner l'Eglise de Soissons et mettre un terme à ses déchirements intérieurs. La joie ne fut pourtant pas sans mélange pour tous. D'un côté, il y avait, en plusieurs, de vieux souvenirs de la Constitution civile du clergé et, d'autre part, des esprits, inquiets à juste titre, trouvaient dans les antécédents du nouvel évêque, qui n'avaient reçu que trop de publicité, des motifs de vives appréhensions pour son orthodoxie. Elles parurent justifiées, au premier abord, par certains actes de l'administration diocésaine, mais d'autres vinrent bientôt les dissiper. Ce ne fut pas non plus sans

(1) *Registres, ibid.*

ombrage qu'on vit l'ancien métropolitain schismatique amener avec lui, du diocèse de Rouen, l'abbé Roullet, un janséniste, l'abbé Debully, ce jeune ecclésiastique constitutionnel qu'il avait fait jadis son archidiacre, ainsi que d'autres prêtres étrangers à celui de Soissons.

A la cérémonie, était accourue une foule de peuple et de clergé. Elle se fit avec une pompe toute nouvelle. Le clergé avait à sa tête son doyen d'âge, Bel, ex-chanoine de Saint-Pierre-au-Parvis, délégué pour l'intronisation. L'évêque se rendit à l'hôtel de ville où le clergé vint le prendre pour le conduire en procession à la cathédrale. Il s'y rendit accompagné de tous les corps civils et militaires et de l'administration du temporel. Après la prise de possession en leur présence, la lecture de la nomination au siège de Soissons par le Premier Consul et de la Bulle de Pie VII pour l'institution canonique, le prélat célébra pontificalement la grand'messe. L'office de l'après-midi fut suivi du *Te Deum* et de la lecture de l'acte de la prise de possession. Le serment avait été prêté, devant le président du tribunal civil, à l'Hôtel de Ville. On ne peut mieux faire, quant à l'allocution d'usage prononcée par le prélat dans cette cérémonie importante que de rapporter ce qu'on en dit dans un écrit authentique :

« Mr l'évêque a fait un discours répondant à tous ceux que luy ont faits les différentes administrations, tribunaux et autres, ayant témoigné sa sensibilité sur le parfait accueil qu'il a reçu de toutes parts, sur l'union qu'il voyait s'opérer en ce jour mémorable, désirant que cette union ne soit pas l'effet d'un moment d'enthousiasme, mais bien d'une disposition durable pour la régénération d'une religion qui doit guider dans les administrations les membres qui les composent, dans les tribunaux produire l'intégrité des juges et dans tous les hommes la régularité de leurs actions et de leur conduite. Le prélat a terminé son discours en assurant qu'il ne désirerait rien tant que l'amitié de ses coopérateurs et de ses concitoyens au milieu desquels l'homme extraordinaire, que la Providence a envoyé pour apporter la paix sur la terre, l'a placé ; il n'est pas échappé

à la bonté de ce chef de notre église de louer le zèle des administrateurs qui, par leur courage, a sauvé son église de la destruction » (1).

Une dernière lecture des actes officiels fut celle d'un arrêté du préfet de l'Aisne qui mettait à la disposition de l'évêque l'église cathédrale, à partir du 2 mai, et annulait les effets des arrêtés des 3 et 9 prairial an IV, accordant l'édifice aux citoyens pour y célébrer le culte catholique. Une quête faite par les dames de Puysegur, Drouet et Brayer-Wilhem produisit une somme de 559 livres 11 sous, laquelle servit à couvrir en partie les frais de la cérémonie, sauf 100 livres retirées pour les pauvres. Les citoyens Brayer, Barbereux et Petit, chargés par l'administration temporelle de procurer l'exécution de l'arrêté du préfet, remercièrent les quêteuses et les engagèrent à contribuer par leur zèle au « rétablissement de notre basilique dans son premier éclat » (2).

C'était là une entreprise aussi longue que difficile, mais, dès le lendemain de l'intronisation, l'évêque la commença. Les administrateurs ayant voulu lui rendre compte de leur gestion, il les reçut avec affabilité, leur témoigna « sa satisfaction de la manière avec laquelle ils avaient travaillé à la conservation de l'église cathédrale », et voulut rendre visite à l'un d'eux, le citoyen Macadré malade. Les ayant continué dans leurs fonctions, et érigés, le 4 mai, en conseil de fabrique, sans désemparer ils se mirent à l'œuvre, réitèrent leur demande de fonds au Département et, faute de mieux pour le moment, votèrent à l'évêque, dans le sanctuaire, un trône provisoire, « le plus simple possible », devant servir aux fêtes prochaines de l'Ascension et de la Pentecôte (3). On s'adressa aux administrations pour en obtenir divers tableaux des églises déposés à l'hôtel du district pour l'usage de l'école de dessin. Le 17 juin, un arrêté préfectoral accordait à la fabrique trois cloches

(1) *Registres, ubi supra.*
(2) *Ibid.*
(3) *Ibid.* La délibération est signée de l'évêque, de Houllier et de Delabat qui faisaient partie de l'administration.

qu'elle fit placer dans la tour. Un marchand, près du pont, le citoyen Bugat, ayant vu récemment à Lille sept cloches provenant de la grosse sonnerie de Saint-Jean-des-Vignes et devant être placées à la cathédrale, on chargea, pour les obtenir, le citoyen Brayer de faire des démarches qui furent infructueuses. L'évêque avait demandé « la chapelle dite de *Saint-Jérôme* pour son usage », mais elle servait à retirer les marbres, dont deux belles statues de la Vierge et de l'ange Gabriel, représentant l'Annonciation, lesquelles accompagnaient le grand autel de l'abbaye de Notre-Dame. Le citoyen Archin les enleva pour les placer ailleurs jusqu'à ce que les ressources permissent d'en décorer celui de la cathédrale ou d'une autre chapelle. Il faudra encore des années pour mettre la Mère-Eglise dans un état satisfaisant pour l'exercice du culte (1).

Quoi qu'il en soit, il est temps de revenir plus explicitement sur les antécédents du premier évêque de Soissons, installé selon la nouvelle organisation de l'Eglise de France. Jean-Claude Leblanc-Beaulieu, né à Paris, le 29 mai 1753, rue de la Croix, eut pour père Jean-Baptiste Leblanc, bourgeois de Saumur, et pour mère Catherine de Beaudoin. Baptisé le jour même de sa naissance, son parrain fut Messire Claude François, prêtre habitué sur la paroisse Notre-Dame-des-Champs, et sa marraine Anne-Marie Beaulieu. Il était nécessaire de donner ici ces détails, car c'est des noms divers qu'on y remarque que le futur évêque a composé le sien. Au nom de Jean-Claude *Leblanc*, il ajouta celui de sa marraine *Beaulieu* qu'il fit précéder de la particule *de*, ce qui produisit Jean-Claude Le Blanc de Beaulieu, dénomination sous laquelle il administra l'évêché de Soissons (2).

On ne sait rien de la jeunesse du prélat, si ce n'est qu'il entra dans la congrégation des chanoines réguliers de Sainte-Geneviève. Arrivé à la prêtrise, il fut envoyé par ses supérieurs à Saint-Léger de Soissons, à la fois

(1) *Registres, ibid.*
(2) *Extrait* des registres paroissiaux de Notre-Dame-des-Champs. (*France pontificale,* Soissons, p. 392.)

monastère et paroisse, pour y enseigner la théologie et exercer en même temps les fonctions de vicaire. L'abbé Mercier possédait alors cette abbaye qu'il illustrait par sa science, et Delabat, que l'on connaît, en était prieur et curé. Le Blanc de Beaulieu n'était donc pas tout à fait un étranger pour Soissons dont, par une coïncidence qu'on a déjà signalée et qui ne laisse pas que d'être singulière, il devait être l'évêque. Mais il lui fallait, pour y reparaître revêtu de cette dignité, passer par bien des vicissitudes. Rappelé à Paris, il devint maître des novices et ensuite grand-chantre à Sainte-Geneviève. On croit même qu'il y eut la dignité de sous-prieur. « D'un caractère vif, bouillant et emporté et d'un zèle assez peu mesuré », il donna, comme beaucoup d'autres de ses confrères, dans les idées nouvelles ce qui le conduisit à embrasser le parti de la Révolution. Il accepta la Constitution civile du clergé, prêta le serment exigé par elle et se mit sur les rangs pour l'obtention d'une cure de Paris. Celle de Saint-Landri ayant été supprimée pour faire place à Saint-Séverin et son curé, François Gérard, ayant refusé le serment, Le Blanc de Beaulieu y fut élu.

Quoiqu'engagé dans le schisme, guidé sans doute par l'ambition, ou peut-être de bonne foi et par conviction, le curé de Saint-Séverin, ne dévia pas pour cela du droit chemin sous le rapport de la foi et des mœurs, on pourrait même dire, jusqu'à un certain point, de la discipline. On doit en rappeler ici un trait déjà cité en son honneur. Gobel, évêque intrus de Paris, ayant installé curé de Saint-Augustin (aujourd'hui Notre-Dame-des-Victoires), Aubert, prêtre marié et ancien vicaire de Sainte-Marguerite, il protesta énergiquement avec Fauchet, Lecoz, etc., contre le mariage des prêtres, si compromettant pour l'Eglise constitutionnelle. Il avait déployé, il convient de le rappeler ici encore, la même fermeté lorsqu'ayant fait les processions de la Fête-Dieu, malgré les défenses de Manuel, procureur de la commune, il publia une brochure intitulée : *Réponse à un ami* (1792), pour justifier sa conduite. Attaqué par Jabineau dans les *Nouvelles ecclésiastiques*, il répliqua

avec non moins de courage ; on était alors dans les premiers jours de juin de l'année 1793, c'est-à-dire en pleine Terreur (1).

Une pareille conduite avait signalé le curé de Saint-Séverin à l'animadversion des démagogues. Il fut arrêté et incarcéré dans les prisons de l'Abbaye d'où il ne sortit que le 13 août 1793, par l'intervention de quelques amis qui firent valoir sans doute son titre de curé constitutionnel. Il traversa le reste du règne de la Terreur sans être inquiété de nouveau. Demeurant étranger aux scandales donnés par le clergé assermenté, qui auraient dû pourtant lui ouvrir les yeux, il persista dans le schisme et fut nommé curé de Saint-Etienne-du-Mont, près du siège de sa congrégation détruite. Il est probable, s'il n'est pas certain, qu'il fit partie des conciliabules des *Réunis* avant leur synode de 1798 ; il assista depuis à toutes leurs assemblées. Ces antécédents du nouvel évêque et ses opinions bien connues, auxquelles il ne renonça que peu à peu, ne pouvaient pas n'avoir pas eu du retentissement dans le diocèse reconstitué de Soissons et Laon. Il ne fallut rien moins que la lassitude de l'état où se trouvait l'Eglise de France depuis 1790, l'espérance d'un avenir meilleur et le zèle qu'on vit bientôt déployer le prélat pour faire oublier un passé si contraire à l'orthodoxie (2).

En attendant que le palais épiscopal fût mis en état de le recevoir, Le Blanc de Beaulieu résida quelque temps dans une maison de la rue de la Congrégation (n° 22). Il se fit appeler d'abord *Monsieur Leblanc-Beaulieu*, et ce n'est que plus tard qu'il ajouta à son nom la particule ; ses armes ne consistaient qu'en son seul chiffre. Se mettant aussitôt à l'œuvre, le prélat, installé le 8 mai 1802, inaugurait le 25 la mise à exécution du Concordat, par une Lettre pastorale où il prévenait les fidèles : que provisoirement et jusqu'à l'organisation définitive de l'administration diocésaine, toutes les fêtes autres que

(1) *France pontificale (ubi supra,* p. 393) et ce qu'on a déjà rapporté en son lieu.

(2) D'après les écrivains ecclésiastiques, il y aurait eu des dissentiments entre lui et Rome peu de temps après son installation, mais ils se dissipèrent.

celles de l'Assomption, de l'Ascension, de la Toussaint et de Noël étaient supprimées.

« J'espère, disait-il dans une autre Lettre circulaire adressée à ses « chers coopérateurs », en date du 21 juillet, que la nomination aux cures principales sera faite et publiée pour la fête de l'Assomption, ou du moins près de l'être; mais l'impossibilité dans laquelle je me trouve, malgré tout mon désir de terminer pour cette époque l'organisation entière du diocèse, m'oblige de proroger son état provisoire. Vous comprendrez sans peine que la multiplicité des détails qu'entraîne nécessairement cette organisation dans un vaste diocèse, lorsqu'il faut tout refaire à la fois, exige de ma part beaucoup d'application et de temps, comme elle exige de la vôtre une mesure proportionnée de patience. Croyez qu'il m'en coûte de prolonger cette incertitude en prolongeant votre attente. Il ne tiendra pas à moi de rapprocher le plus possible le terme désiré. » Il se vit, en effet, dans la nécessité de proroger encore les pouvoirs accordés provisoirement et dont le terme était fixé au dimanche 20 thermidor, ajoutant toutefois : que ceux qui n'auraient pas reçu sa Lettre devraient « cesser toute fonction jusqu'à nouvel ordre, même la célébration de la messe ».

Poursuivant son but de fusion entre les deux partis qui divisaient le clergé et de mettre fin à la discorde, le Premier Consul fit écrire, le 8 juin, aux nouveaux évêques, par Portalis, que son intention était : que les nouveaux évêques constitutionnels choisissent comme premier grand vicaire un prêtre qui n'aurait pas adhéré à la Constitution civile du clergé, et que ceux qui étaient restés fidèles à la communion romaine prissent un prêtre qui avait prêté le serment. Ils devaient aussi mettre sur la liste des curés, chanoines, desservants, un tiers ou un quart des ecclésiastiques constitutionnels. Portalis ajoutait : que le mariage des prêtres doit être regardé comme licite; qu'on ne peut refuser la bénédiction nuptiale aux divorcés contractant un second mariage après le divorce, et que c'est au gouvernement à statuer sur les chapelles domestiques, les oratoires

particuliers, les refus des sacrements, etc. Les constitutionnels s'exécutèrent facilement sur le choix du premier grand vicaire; plusieurs prirent quelque vieillard faible et incapable, laissant les affaires importantes à d'autres de leur choix, et favorisant les curés partageant leurs principes (1).

On arriva ainsi au 2 septembre 1802, et l'évêque de Soissons attendait encore « le retour du travail envoyé au gouvernement sur l'organisation du diocèse ». Lui cependant demandait toutes sortes de renseignements « pour compléter l'état des ecclésiastiques » et procéder aux installations. « J'espère, ajoutait-il, dans la Circulaire adressée à ce sujet, que la première Lettre que j'adresserai au diocèse sera pour publier l'organisation. Tous les motifs qui vous la font désirer avec impatience, mes chers coopérateurs, me la font désirer de même. Je sens avec amertume tout ce que votre position présente a de pénible, surtout à l'approche d'une saison incommode. Sous un mois, j'en ai la confiance, un grand nombre d'entre vous sera à son poste définitif. » (2) En attendant, consulté de toutes parts, lui-même il répond sommairement, dans la même Lettre, aux demandes les plus urgentes qu'on lui adresse. Il permet aux ecclésiastiques d'exercer dans les paroisses voisines dénuées de pasteurs, mais il défend d'y célébrer la messe sans une autorisation spéciale, et il les délègue pour la bénédiction des mariages. Il leur accorde le pouvoir des cas réservés jusqu'au nouveau règlement et autorise le binage, mais en tant qu'il sera nécessaire et praticable; l'autorisation de suppléer le propre pasteur pour le devoir pascal et de faire les bénédictions n'exigeant pas l'emploi du saint chrême. Il recommande de n'administrer le sacrement de mariage que quand il aura été contracté selon les formes nouvellement établies en France; de rappeler aux futurs époux que, conformément à tous les Rituels, ils doivent se présenter au tribunal de la pénitence, et, en cas de refus, leur annoncer

(1) *L'Eglise romaine et le Premier Empire*, par le Comte D'HAUSSONVILLE, t. II, p. 20.
(2) *Lettre* du 15 fructidor, an X. (2 septembre 1802.)

qu'on ne peut pas leur donner la bénédiction nuptiale, mais qu'au défaut de billet de confession, on se contentera de la déclaration des contractants, qu'ils connaissent et respectent les lois de l'Eglise sur ce point et qu'ils y ont satisfait. »

Venant aux mariages contractés depuis 1791, il se contente de rappeler les avis suivants adressés par l'évêque de Nancy à son clergé, et qui avaient paru dans les feuilles publiques : « Tout mariage contracté suivant les formes civiles est valide. Ainsi, l'on ne peut inquiéter les parties et les regarder comme vivant en union illégitime : mais toute union valide et légitime n'est pas catholique et sacramentelle. L'Eglise a pu imposer des conditions pour élever un contrat civil à la dignité de sacrement, elle le fait. » — « Dans les circonstances présentes, ce sacrement ne peut être administré que par le curé donné par l'Eglise aux parties contractantes; dorénavant sa discipline doit reprendre toute sa vigueur, mais dans les temps d'orage qui viennent de s'écouler, il était fort difficile aux chrétiens de recourir à leur véritable pasteur, et même de discerner qui il était. » — « Il en est, de plus, qui ont cru attirer sur eux les bénédictions du ciel en appelant un prêtre quelconque pour cimenter leur union. Leur bonne foi suffit pour la faire approuver par l'Eglise. Si, au contraire, leur mariage n'avait été contracté que suivant les formes civiles, nous serions fondés à ne négliger aucun moyen de douceur et de persuasion pour engager les parties à sanctifier au pied des autels les engagements sacrés qu'ils ont déjà formés aux yeux de Dieu et aux yeux des hommes. »

Cette Instruction se termine par des prescriptions concernant la tenue des registres des baptêmes et mariages, la rénovation des saintes huiles et le placement des ecclésiastiques. Ce dernier point attire surtout la sollicitude du prélat. De toutes parts on lui demande des prêtres, mais il veut qu'avant d'occasionner à ceux-ci des frais de déplacement, le logement et la subsistance leur soit d'abord assurés. Une foule de lettres lui arrivent de tous les points du diocèse; lors même que la multi-

tude de ses travaux l'empêche d'y répondre, il déclare qu'il ne les perd pas de vue, qu'il les recueille avec soin, les classe méthodiquement, répondant tout d'abord à celles qui exigent une prompte réponse. Et il recommande à ses chers coopérateurs la patience dans des délais que les circonstances imposent, l'union entre eux, l'oubli des anciennes divisions « dont les nuances doivent s'effacer de jour en jour et le souvenir même se perdre dans le sentiment de la soumission à l'autorité, et de la paix de Jésus-Christ qui doit surmonter tout autre sentiment ». — « *Pax Christi quæ exsuperat omnem sensum, custodiat corda vestra et intelligentias vestras in Christo Jesu Domino nostro.* » (PHILIP. IV, 7) (1).

C'était en effet une tâche bien ardue et bien difficile à remplir que celle de répondre à tant de paroisses avides de retrouver des pasteurs et de procéder à la réorganisation du culte des ancêtres avec tant d'éléments divers. Il fallait employer tout ce qu'on avait sous la main : prêtres assermentés, prêtres non assermentés, prêtres même tombés dans de véritables égarements, anciens chanoines, anciens religieux entrés dans le ministère pastoral sans la science suffisante ; concordataires, anticoncordataires, ecclésiastiques ayant accueilli avec bonheur le nouvel évêque, ou ayant conservé contre lui toutes leurs défiances. Pour mettre de l'ordre dans ce chaos et en faire sortir des éléments nouveaux, Le Blanc de Beaulieu fut admirablement secondé par les ecclésiastiques qu'il avait attachés provisoirement à son administration, les abbés Godard, Lévêque et Debully. Le premier, natif de Soissons, avait fait partie de l'ancien chapitre, où il avait été nommé le 7 décembre 1786. Le second, ancien curé de Saint-Aubin, près de Blérancourt, avait été l'un des administrateurs du district de Chauny. Le troisième, déjà connu, et dont le prélat avait fait son secrétaire, mérite une mention particulière à cause des longs et éminents services qu'il a rendus au diocèse sous trois épiscopats successifs.

(1) *Lettre pastorale* du 11 février 1803. Contresignée Debully, secrétaire. — *Lettre pastorale* du 15 fructidor, an X. (2 septembre 1802.)

Antoine-Jean-Nicolas Debully, né en 1770, d'une famille honorable, suivit, après ses études classiques, un cours de médecine et de chirurgie, puis entra dans le clergé. Il avait été gagné au schisme, « entraîné, dit-on, par l'amitié, des préjugés d'éducation, l'inexpérience de la jeunesse, et par les vertus extérieures de quelques-uns de ses adeptes ». Quoi qu'il en soit, il persévéra, comme son ami, qu'il avait peut-être connu à Sainte-Geneviève, dans l'erreur janséniste et constitutionnelle. Rentré avec lui, et non sans difficulté, dans l'orthodoxie, il renonça à ses erreurs, mais sans toutefois en faire une rétractation publique ou positive. Il les fit oublier bientôt par un déploiement d'activité, d'intelligence et de discrétion vraiment surprenant dans un jeune secrétaire. Correspondances, visites locales, conférences avec les principaux membres du clergé des différentes fractions du diocèse, il suffisait à tout, et au bout de quelques mois, il était en mesure de soumettre à l'évêque un plan général d'organisation embrassant : chapitre, séminaire, cures, succursales et vicariats. Aussi devint-il l'âme des conseils et des affaires sur tous les points du diocèse.

Le Blanc de Beaulieu s'en fit accompagner dans une première visite, au chef-lieu du département et qui fut sans doute officielle à l'égard du préfet, Belzay de Courmenil, successeur de Dauchy. Il en profita pour aller à l'Hôtel-Dieu où il ne trouva pas auprès des religieuses les ennuis qui l'attendirent bientôt à propos de celles de Château-Thierry. Toutefois, comme il s'était présenté à l'improviste dans la salle de réception, avec son secrétaire, et sans se faire annoncer, ils n'y trouvèrent paraît-il, pour s'asseoir, que des banquettes et des sièges communs. Les hospitalières, toujours dirigées par les missionnaires, surtout par Jean-Baptiste Billaudel, connu par son zèle infatigable, son attachement à l'orthodoxie et à son ancien évêque de Laon, avait-il communiqué à ces dames quelque chose de son opposition au nouveau régime, cause de leur froideur? On l'ignore, mais on en eut du soupçon. Toujours est-il qu'ayant ensuite paru devant le prélat, revêtues de l'habit laïque qu'elles portaient depuis long-

temps, il leur adressa sans doute quelques paroles d'encouragement. En effet, il leur annonça qu'il viendrait les revoir le 6 août 1802, à l'occasion de sa visite pastorale à Laon, ce à quoi il ne manqua pas, comme on le verra, après celle de Château-Thierry.

On l'annonça en cette dernière ville, la veille du deuxième dimanche après Pâques, au son de la cloche de l'église de Saint-Crépin, muette depuis six ans, et le lendemain un *Te Deum* fut chanté par le citoyen Baillot, encore en fonction de curé constitutionnel. Mais il faut reprendre les choses de plus haut. L'esprit jacobin n'était pas banni de cette cité, travaillée par la Révolution; le prélat en verra des preuves. Les Augustines de l'Hôtel-Dieu étant encore exilées à Soissons en 1801, il s'agissait de leur rentrée et du renvoi des Filles de la Congrégation, leurs remplaçantes; l'administration hospitalière y fit opposition pour les mêmes raisons qui avaient amené leur expulsion. Sur ces entrefaites, le préfet, M. Dauchy, étant venu, le 5 mars 1801, complimenter l'ambassadeur russe, comte Kalitschew, à son passage, le maire intervint en faveur des hospitalières auprès de ce magistrat, lequel autorisa leur rentrée, à la condition de n'exercer leur culte que clandestinement. De son côté, l'administration, soutenue par le sous-préfet Corvoisier, n'en agit pas moins auprès du préfet contre cette mesure, accusant ces religieuses d'amener chez elles des prêtres réfractaires, de faire de l'Hôtel-Dieu un foyer dangereux de religion; d'être impropres aux fonctions de servantes, qualités sous lesquelles elles demandaient à revenir. Le préfet, ainsi influencé, négligea de rendre l'arrêt qu'il avait promis à leur appui, mais le maire et le citoyen Canlai, reprenant leurs sollicitations auprès de ce magistrat, obtinrent cet arrêt autorisant les religieuses à rentrer à l'Hôtel-Dieu pour y « consacrer le reste de leur vie au service de l'humanité souffrante ».

En effet, le 16 avril 1801, trois voitures ramenaient de Soissons la prieure, sœur Boudin de la Garde et six de ses filles, qui furent reçues dans le salon par vingt-cinq dames de la ville et plusieurs des administrateurs, dont

le citoyen Castelnau, l'un des plus opposants; le soir, un banquet réunit à celles-ci les anciennes Congréganistes. Après les visites de convenance, la clôture fut reprise, mais encore sans l'habit religieux. Exploitant ce grief, le sous-préfet dit, dans une réunion du conseil d'administration : qu'il voyait bien qu'on voulait rétablir la *moinerie*, mais qu'on ne le leurrait pas avec tous ces détours; qu'il ne permettrait pas la nomination d'une prieure; qu'on ne ferait pas de lui un directeur de *nones*. Une autre fois il ajouta : « Au premier mécontentement, elles partiront ou moi ». Et pourtant on ne disait la messe que pour elles seules, dans une chambre servant d'oratoire, à l'exclusion même des femmes de service dans la maison, ce qui y excitait quelque trouble. Elles ne trouvaient même que rarement, pour leurs besoins spirituels, des prêtres non assermentés, tels que de la Loge, de Charly, un ancien curé nommé Taillefer, et quelques autres. Il n'en fallut pas davantage pour réveiller l'animadversion des administrateurs. L'un d'eux, Massiet, osa dire que ces prêtres consommaient au moins quinze pièces de vin par an pour leurs messes et les dénonça, dans l'intérêt de la maison, pour cette prétendue dépense. Corvoisier voulut les faire arrêter comme réfractaires, mais avertis à temps, ils lui échappèrent.

Autre scandale qui doit cesser : les sœurs faisaient réciter aux malades les prières et le *Benedicite!* Les citoyens Huvier, Massiet et Sapincourt, secrétaire, profitant de l'absence d'une séance des autres administrateurs, prirent une délibération en ce sens à signer par ceux-ci; mais, comme il fallait aviser bien vite, Huvier manda la supérieure et lui en donna lecture avec injonction de s'y conformer. Celle-ci lui ayant observé le manque de deux signatures au lieu de trois sur cinq au moins, il répondit que celle du secrétaire faisait le nombre voulu, et, pour couper court, il lui dit : « Voulez-vous signer, ou ne le voulez-vous pas? » Il fallait se soumettre, elle signa. Huvier obtint plus tard la signature du citoyen Crapart qui fit la troisième. Heureusement, le maire Houdet, autorisé à présider le bureau d'administration, au grand regret de Crapart et du sous-

préfet, y apporta la modération, pour un moment. Aussi la prieure n'obtint pas sans grande peine l'admission au noviciat et à la profession de la jeune Le Cacheur dans une assemblée présidée par Corvoisier. Sous prétexte de diminuer la dépense de la maison, on raya même du nombre des hospitalières quatre des plus anciennes, compris la prieure et la jeune professe Le Cacheur, comme ne pouvant plus rendre de services. Le maire Houdet, par de nouvelles démarches auprès du préfet, mit encore obstacle à l'exécution d'une telle indignité, et on dut attendre des temps meilleurs qui ne tardèrent pas à arriver (1).

Les choses en étaient là à Château-Thierry lorsque l'évêque de Soissons y entra, en visite pastorale, le 11 juin 1802, surveillé de la Trinité, avec son secrétaire Debully. Le maire, la municipalité et une compagnie de la garde nationale étaient allés à sa rencontre sur la route de Soissons, et sa réception avait eu lieu à l'extrémité du faubourg. Sur le refus du sous-préfet de lui offrir son hôtel, le maire lui avait proposé les appartements de l'Hôtel-Dieu, occupés par ses prédécesseurs. Nouveau refus des administrateurs et nouvelle missive de ce magistrat au préfet, lequel blâmant « ceux qui savent si peu sentir les convenances », avait ordonné : qu'il y serait reçu malgré le prétexte invoqué par eux d'une dépense faite aux dépens des pauvres. Le sous-préfet s'étant incliné devant cet ordre, hébergea le prélat honorablement pendant trois jours. Les prêtres qui se trouvaient alors dans la ville, et ceux des environs, vinrent à leur tour présenter leurs hommages au prélat légitime. C'étaient l'ancien prieur-curé de Saint-Martin, Fourneau, génovéfain rentré d'émigration; Bérallier, ancien prieur-curé, aussi génovéfain, d'Essommes; Brismontier, ancien prieur prémontré de Val-Secret; Baillot, curé provisoire assermenté de Saint-Crépin; de Reimpré, ancien doyen du chapitre de Notre-Dame-des-Vignes à Soissons; l'ex-oratorien Montmignon; le P. Lenfant, ex-cordelier; Lemierre, ancien vicaire de Saint-Martin

(1) HÉBERT, *Mémoires sur l'Histoire de Château-Thierry.*

de Château-Thierry, etc. Si l'on en croit l'historien Hébert, le prélat et son grand vicaire « prirent des notes sur tous ces prêtres, qui ne furent pas toutes dictées par la charité ni par la justice ». Lui-même dut en être une preuve convaincante, car ce prêtre instruit et zélé fut certainement desservi auprès du prélat (1).

Le jour de la Trinité, l'évêque se rendit processionnellement, de la sous-préfecture, à l'extrémité du faubourg Saint-Martin, à l'église Saint-Crépin où il chanta la grand'messe et prononça un sermon. Toute la magistrature y assista en cérémonie et la foule du peuple avait rempli ce temple si longtemps profané. La femme du sous-préfet et celle du maire firent la quête. Après l'office des Vêpres, le prélat retourna à la sous-préfecture où il y eut un grand dîner et il assista aussi à un autre chez le président du tribunal. Deux fois, il dit la messe à l'Hôtel-Dieu, et ce ne fut pas sans peine que de concert avec le maire, il put obtenir des administrateurs, toujours intraitables, l'ouverture de la chapelle au culte. Pour répondre au désir des habitants de ce quartier, il voulut en faire une église succursale ; il en détermina même la circonscription, d'accord avec le maire, mais il fallut attendre longtemps pour obtenir la jouissance de la chapelle, le curé de Saint-Crépin s'étant toujours opposé à son érection sous ce titre (2).

Ce curé, Petit de Reimpré, nommé par Le Blanc de Beaulieu, eut d'abord pour vicaires Baillot, l'ex-curé intrus, et François Fourneau. La paroisse, en outre, conserva comme prêtres habitués : Brismontier, Lenfant, Montmignon et Hébert, avant la Révolution curé dans le diocèse de Toul. L'évêque avant son départ, manda tous ces prêtres, approuva les uns et rejeta les autres selon les notes bonnes ou mauvaises qu'il avait reçues sur leur compte. Il en interdit cinq ou six, mais il s'adoucit plus tard à l'égard de quelques-uns et modifia certaines nominations. Ainsi Fourneau devint chapelain de l'Hôtel-Dieu, où il eut pour successeur Montmignon.

(1) On verra plus tard sa biographie. — La plupart des prêtres qu'il cite ici sont des assermentés.
(2) Hébert, *ibidem*.

Baillot fut desservant de Coincy, conservant toutes les allures faciles et ultra-tolérantes du curé constitutionnel. Saint-Crépin eut d'autres vicaires : un ancien joanniste, Couvreur, et après lui le prêtre Bataille. La nomination de Petit de Reimpré fut ratifiée par le Premier Consul, mais il ne prit possession de la cure que l'année suivante 1803, jour de Saint-Pierre (1). Il y avait douze ans que la Fête-Dieu n'avait été célébrée à Château-Thierry, on la solennisa, le 20 juin 1802, avec une sorte d'enthousiasme et on éleva pour la procession de nombreux reposoirs. Quelques-uns prétendirent qu'on en avait agi ainsi par malice pour fatiguer le nouveau curé, dont plusieurs ne voulaient pas (2). L'année suivante, le maire, sur l'avis de celui-ci, régla qu'il n'y en aurait que sept au lieu de douze. Cette fois, les magistrats parurent à la procession dans leur nouveau costume : longue et large robe, ceinture bleue, large cravate blanche, toque ou bonnet de velours galonné, au lieu de l'habit court noir, du manteau noir et de la longue cravate blanche qu'ils portaient auparavant.

C'est aussi en 1803 que la municipalité ayant obtenu du gouvernement l'érection d'une école secondaire à Château-Thierry, on la plaça dans l'ancien couvent des Cordeliers qui, en 1801, avait été affecté aux logements militaires. La vente des matériaux de l'église entra dans la dotation que la ville fit au collège. L'abbé Morel (Augustin-Jean-Baptiste), ancien principal de celui de Fère, fut agréé pour son directeur et sut bientôt, par son habile gestion, obtenir de véritables succès avec le concours de son collaborateur, de la Beyrie, et que continuèrent après lui Chébœuf, ancien chanoine de Saint-Jean-des-Vignes, et Legros. Les gens en place, partisans de cet établissement, nouveaux enrichis et beaux esprits, ne voyaient pas sans ennuis cette renaissance religieuse. Ils le montrèrent lors du Jubilé de 1804, auquel ils voulaient s'opposer, quoique les exercices se bornassent à la prière publique le soir, suivie d'un salut à Saint-Crépin. Le gouvernement ayant autorisé l'ouverture de

(1) On lui aurait préféré Baillot devenu d'abord son vicaire.
(2) HÉBERT, *ubi supra*.

la chapelle de l'Hôtel-Dieu, il fallut la mettre en meilleur état pour pouvoir y célébrer l'office, malgré les administrateurs toujours hostiles. Le curé n'en profita pas moins du Jubilé pour la bénir solennellement le Samedi-Saint, 31 mars. Cette année encore, Le Blanc de Beaulieu, faisait sa visite épiscopale à Château-Thierry et aux environs. Une fois de plus, l'administration s'opposa à sa réception à l'Hôtel-Dieu, il fallut que le préfet la ramenât de nouveau à la raison et, le 13 mai, on alla l'y prendre processionnellement. Il officia pontificalement ce jour là, fête de l'Ascension, à Saint-Crépin, après quoi le maire le reçut à dîner. Le vendredi 18, il donna la confirmation qu'il avait déjà administrée à Essommes où l'ancien prieur, Bérallier, l'avait accueilli. Les protestants du hameau de Monneaux lui ayant envoyé une députation, il voulut leur rendre cette visite, mais il refusa leur invitation d'entrer dans leur temple. Le gouvernement ayant mandé aux préfets de ne pas laisser multiplier les églises au delà des besoins, on ne fit qu'une seule succursale des paroisses de Chierry, de Nesles et d'Etampes, dont les églises tombaient dans le plus mauvais état, au point qu'à celle de Chierry on avait abattu le chœur, la nef et un des bas-côtés pour réparer de leurs débris celui qui restait. On en fit une longue et étroite chapelle servant aux trois communes, après sa bénédiction par le curé de Saint-Crépin, le 7 septembre, encore ne put-on que de temps en temps y dire la messe (1).

Cependant Le Blanc de Beaulieu n'oubliait pas la parole dite aux religieuses de l'Hôtel-Dieu de Laon de les revoir, le 6 août 1802, à l'occasion de sa visite pastorale en cette ville. Il descendit, en effet, dans la maison au jour indiqué, et c'est de là qu'il partit pour se rendre à la cathédrale. Ce ne fut pas sans surprise qu'à son entrée au salon, il s'était trouvé en présence de la communauté réunie qui l'y attendait revêtue de la robe blanche des Augustines ! « C'est aujourd'hui le jour de la Transfiguration », dit la supérieure au prélat avec

(1) Ed. Fleury, t, II, p. 498.

une émotion craintive, « et nous sommes aussi transfigurées » — « Je n'aurais pas osé vous y autoriser, avait répondu l'évêque avec bonté; mais ce qui est fait est bien fait; conservez cet habit mes sœurs ». L'ancien curé et évêque constitutionnel, Le Blanc de Beaulieu, pouvait avoir eu quelque crainte à l'occasion de la réception qui l'attendait de la part du clergé fidèle de ce Laonnois, inspiré encore de l'esprit tenace de ses missionnaires. Voici ce qui se passa à cet égard. Lorsqu'il se présenta à la porte de la cathédrale, veuve de son évêque exilé, Mr Jean-Baptiste Billaudel, entouré d'un certain nombre de prêtres qu'il avait réunis, vint le recevoir et, s'adressant à lui, lui posa ces questions auxquelles il répondit avec franchise : « Monsieur avez-vous prêté le serment constitutionnel? » — « Oui. » — « L'avez-vous rétracté? » — « Oui. » — « Etes-vous envoyé par Notre Saint-Père le Pape? » — « Oui. » — « Alors donnez-nous votre bénédiction ». Et du geste et de la voix : « A genoux, cria-t-il à son entourage, pour la recevoir », donnant lui-même l'exemple (1). Ainsi, pour les prêtres de bonne foi et les fidèles catholiques, la glace devait être rompue pour toujours à l'égard de leur évêque.

III. — Dans ces premières visites et tournées pastorales, ce qui paraît avoir préoccupé tout d'abord Le Blanc de Beaulieu, c'est qu'il n'y avait dans les paroisses que d'anciens pasteurs ou des prêtres desservant les églises : ex-moines, ex-intrus, ex-assermentés, émigrés ou prêtres rentrés de leurs retraites, occupant les églises et casés comme ils avaient pu, souvent à l'aventure. Il semble qu'à cette vue il dut songer, dès le début de 1802, lui, ancien métropolitain, à refaire un clergé repris par sa base et marchant selon les premières règles. Cette tâche, on va voir comment il la remplira pour utiliser les éléments qu'il avait sous la main et s'il était possible, en créer de nouveaux. Le croirait-on, il commença, lorsqu'il eut été intronisé, à fonder une sorte de petit séminaire, comme un curé qui réunit, en

(1) Version authentique recueillie avec soin par M. l'abbé Catillion, chanoine titulaire de Soissons, ancien élève du séminaire de Liesse, sous la supériorité de M. Billaudel, qui nous l'a transmise.

son presbytère, quelques élèves à instruire. Bien plus, il y ajouta un noviciat pour des élèves-maîtres se destinant à l'enseignement. Il établit cet embryon, qu'il espérait voir grandir, dans l'ancienne maison des Frères des Ecoles chrétiennes, sous la direction de Mr Faitot qu'il fera chanoine honoraire. Il put y réunir quinze séminaristes, la plupart venus de Rouen avec lui, et trois élèves se destinant à devenir instituteurs, dont l'un était frère du diacre Marprez, lequel avait été ordonné après la réquisition, par Primat, évêque du Nord. Celui-ci y donnait des leçons de latin et en même temps, sous le chanoine Houllier, continuait ses études théologiques dont il rendait compte au curé de Parfondeval, Duguet, revenu dans sa paroisse, et qu'il alla trouver à Vailly quand il en devint le curé. Ce dernier, homme instruit, sera le supérieur du grand séminaire de Soissons déjà en projet. Montain Marprez, ayant été suffisamment instruit, fut, par le prélat, ordonné prêtre seul, le 4 juin 1803, aussi l'appelait-il son « *fils premier-né* ». Engagé lui aussi, « de bonne foi », dans le schisme constitutionnel, il en avait fait une conversion sincère, et s'il s'était adressé à Primat pour les Ordres c'est qu'il l'avait cru meilleur que ses autres collègues, tel que Marolles (1).

Conformément à un décret des Consuls du mois de juin 1802, autorisant les évêques à procéder, de concert avec les prélats, à l'organisation des cures et succursales, le tableau des nouvelles circonscriptions du diocèse de Soissons, dressé à l'évêché, était envoyé à Paris, le

(1) M. Marprez devint successivement, avec Victor Brayer-Pinton, *Capellanus eleemosynarius* de son consécrateur; le 13 août 1804, l'un des vicaires de Boullye, curé de Soissons si vénéré, qui mourut en 1810; desservant Cuisy-en-Almont, le 9 août 1806, vicaire du curé de Neuilly-Saint-Front, Mercier, homme savant et expérimenté; desservant de Vendières en 1807; secrétaire de l'évêché après M. Salandre, nommé le 1er mars 1812 à Château-Thierry; remplaçant à La Ferté-Milon Daguet, passé à Vailly en 1813, et mort chanoine à quatre-vingt-dix ans. Montain Marprez après avoir été curé-doyen de Vermand, en 1822; curé archidiacre de Château-Thierry, lorsque M. Salandre fut mandé à Paris par l'archevêque pour y occuper un poste de confiance, et enfin nommé chanoine de Soissons, en 1834. Telle fut la carrière du premier prêtre ordonné par Le Blanc de Beaulieu; on la couronna par la dignité de doyen du Chapitre. — *Soldat et Prêtre* ou *Vie de l'abbé Marprez,* par le chanoine Congnet, *passim.*

30 décembre, pour recevoir l'approbation du Premier Consul. Le Concordat laissant aux évêques la faculté d'avoir un chapitre cathédrale, il était juste que ceux-ci songeassent à mettre cette compagnie en première ligne de l'organisation diocésaine, quoiqu'elle ne dût être qu'une image affaiblie de l'ancienne détruite par la Révolution. En vertu des ordres qu'il avait reçus de N. S.-P. le Pape pour la reconstitution des chapitres cathédraux et métropolitains, le cardinal Caprara érigea en cathédrale l'église des saints martyrs Gervais et Protais ; simultanément le 10 avril 1802 un « chapitre avec des dignités et canonicats ». Légat *a latere*, avec pouvoir « de subdéléguer » le cardinal, par ses Lettres, donna au nouvel évêque le plein pouvoir de le constituer dès qu'il aurait pris le gouvernement de son Eglise ; de fixer le nombre des dignités et canonicats « que la nécessité, l'utilité et la splendeur du culte lui paraîtront exiger, selon la forme des décrets du Concile de Trente » et, « sous la clause expresse néanmoins qu'ils résideront personnellement et feront le service de l'église cathédrale d'une manière édifiante ; en sorte qu'aux temps et jours fixés, que l'évêque aura réglés par des statuts particuliers et appropriés, ils soient tenus d'y réciter, chanter et psalmodier les heures canoniales du jour et de la nuit, et généralement tous les offices divins, selon la discipline reçue dans l'Eglise et, à l'instar des autres cathédrales ; comme aussi sous la clause spéciale que, selon les coutumes reçues, ils assisteront l'évêque de leur service personnel, toutes les fois qu'il exercera ses fonctions pontificales, ainsi que pour les cas marqués par le droit dans l'administration générale du diocèse ».

En outre, le légat statuait que deux des canonicats seraient affectés par l'évêque, selon les décrets du Concile de Trente, aux fonctions de théologal et de pénitencier, que ceux-ci rempliraient « selon les saints canons avec fidélité ». Il donnait aussi pouvoir à l'évêque « d'assigner aux dignités et chanoines de son église telles marques distinctives et tels habits de chœur qui lui paraîtront s'accorder davantage avec l'usage de l'an-

cienne Eglise de Soissons, et « pour cette première fois » seulement « de conférer librement et canoniquement à des ecclésiastiques capables toutes les dignités et canonicats dudit chapitre, vacants jusqu'à présent depuis leur création ». Et afin, ajoutait Caprara, que « dans l'église de Soissons, et dans tout ce qui regarde son chapitre, la discipline ecclésiastique soit gardée et maintenue ». L'évêque actuel consultera les monuments de discipline de son ancienne église : statuts, règlements, directoires et décrets « qui peuvent contenir des dispositions propres à tenir une église dans un état heureux et florissant, et à maintenir son régime et sa police dans la régularité », ou concernant la célébration des offices, l'exercice des fonctions ecclésiastiques, l'acquit des anniversaires et prières particulières, le service du chœur, les rites et cérémonies à observer tant au chœur qu'au chapitre ; enfin tout ce qui regarde les fonctions et actes capitulaires, « les officiers et serviteurs de l'église, leur nomination et destitution, les ministères qui leur sont propres, et généralement tout ce qui est accessoire ou relatif à des objets semblables ».

Le cardinal terminait son décret en accordant aux évêques de Soissons « tout pouvoir de conférer de plein droit » à des personnes capables, tous les autres bénéfices ecclésiastiques quelconques, « soit à charge d'âmes, soit autres », en observant « les mêmes formes qui de droit s'observaient en France avant le changement de gouvernement, et de ne porter aucune atteinte aux réserves et restrictions qui y étaient pareillement en vigueur ». En cas de difficultés et de doutes sur l'interprétation du décret, c'est à lui-même et à lui seul qu'il appartiendra de les lever « sans forme ni figure de procès » (1).

Assuré d'avoir un chapitre pour sa cathédrale, Le Blanc de Beaulieu mit fin à son administration provisoire en nommant pour grands vicaires Pierre Godard, insermenté, et Antoine Debully, assermenté, et un secrétaire de l'évêché. Il fallait désormais s'occuper de l'organi-

(1) « Donné à Paris, en l'hôtel de notre résidence, ce 10 avril 1802. J.-B., cardinal légat, etc. »

sation des cures, selon les Articles organiques, et de fixer les succursales. Dans cette vue, le prélat adressa aux fidèles et au clergé, le 11 février 1802, une Lettre pastorale remplie de sagesse, de considérations d'un ordre élevé et où respirait le désir du bien, avec la recherche des moyens propres à l'opérer.

« Il a fallu, Mes très chers Frères, y disait-il, des circonstances aussi impérieuses que celles où nous nous sommes trouvé, pour nous déterminer à garder jusqu'à ce jour un pénible silence et vous priver aussi longtemps du premier tribut d'un pasteur envers le troupeau nouvellement confié à sa sollicitude. Ouvrir son cœur à ses brebis, leur communiquer les diverses pensées qui l'occupent pour le succès de son ministère; les entretenir de ses craintes et de ses espérances; attirer leur confiance par celle qu'il leur témoigne; en un mot leur parler comme un père à ses enfants, pour leur représenter avec sensibilité leurs intérêts les plus chers, leurs pertes et leurs gains, leurs dangers et leurs ressources, tel est le langage de ce pasteur. Tel eût été le nôtre. Mais, vous le savez, placé à la tête de ce diocèse dans des temps extraordinaires, chargé de terminer des dissensions déplorables, de reconstruire l'édifice dont les ennemis de la Religion avaient sapé les fondements, nous devions avant tout, étendre sur vous le bienfait de la pacification, rassembler ceux que la persécution et le schisme avaient désunis et dispersés; il fallait recomposer le bercail; il fallait vous donner des pasteurs, puisqu'ils doivent être le canal de communication entre vous et nous. »

Quant à lui, l'amour de la paix, le bien de la Religion, l'intérêt public, tout en un mot lui imposait l'obligation d'oublier le passé, d'ensevelir les querelles dans un profond silence, de chercher à opérer le rapprochement des esprits et des cœurs. Il ne lui a pas fallu faire de grands, ni de longs efforts pour arriver à ce résultat. Mais ce qui lui a demandé plus de temps, de réflexions et de soins, c'est l'organisation du diocèse. Parlant ensuite de l'impartialité et de l'esprit de conciliation dont il est animé à l'égard de la distribution des emplois,

il s'exprime ainsi : « Nous n'aurons point à nous reprocher d'avoir fait acception de personnes. La considération des *opinions* différentes qui partageaient le clergé dans nos temps de troubles, n'a point fixé nos choix. Les vertus et toutes les qualités nécessaires à des prêtres ont été les seuls motifs qui nous ont déterminé. Guidé dans nos jugements par les lumières des gens de bien, nous ne nous sommes point tenu à notre seul examen. Nous avons eu extrêmement à cœur de ne confier les fonctions les plus importantes du ministère qu'à des prêtres qui ont paru les plus recommandables par la science, les vertus et l'expérience. Nous avons eu la même application à n'appeler aux fonctions d'un ordre inférieur que des sujets capables d'en remplir les devoirs. »

Il était impossible que le prélat n'abordât pas la question de l'amovibilité des *desservants ;* il le fit avec une louable franchise, ne dissimulant pas ce que cette clause regardée comme transitoire, renfermait d'inconvénients graves. « Le nombre des curés titulaires, dit-il, se réduit *quant à présent*, à une mesure très petite. Des mesures de prudence ont fait juger cette mesure nécessaire. Mais que le nom de desservant ne vous rende pas moins chers, N. T. C. F., les pasteurs qui ne vous sont donnés qu'à ce titre. Vous trouverez en eux la même application à vous édifier par leurs bons exemples, à vous rompre assidûment le pain de la parole, à instruire vos enfants dans la science du salut, à célébrer dignement les offices divins, à vous procurer avec zèle tous les secours spirituels que vous avez droit d'attendre du ministère pastoral ».

« La *Loi* les déclare amovibles, mais n'appréhendez pas qu'ils vous soient enlevés sur de légers prétextes. Que cette crainte ne soit jamais pour vous un sujet d'inquiétudes, ni un motif de leur refuser votre attachement ou d'en suspendre les effets. A Dieu ne plaise que cette autorité que le Seigneur a daigné nous confier pour votre sanctification, dégénère jamais en cette domination condamnée par J.-C. Qui ne sait que lorsqu'un pasteur fait du fruit dans sa paroisse, qu'il est aimé de son

peuple, qu'il en est la lumière et l'édification, rien n'est plus désirable que de resserrer les liens qui l'attachent à son troupeau! S'il est quelquefois nécessaire de les rompre, ce ne doit jamais être que dans des circonstances rares, et lorsque le plus grand bien de l'Eglise exige qu'on l'élève à une place plus éminente. Hors cette cause unique, et pour laquelle seule nous avons retiré d'un certain nombre de paroisses des pasteurs recommandables qu'elles ont regrettés, partout nous avons trouvé un accord parfait pour le bien, entre un pasteur et son troupeau, nous nous empresserons toujours d'en bénir le Seigneur, nous le prierons instamment de cimenter de plus en plus cette heureuse union : et, loin de troubler par des changements arbitraires une si touchante harmonie, nous attacherons au contraire notre gloire et notre bonheur à la respecter comme l'ouvrage de Dieu même. »

Et s'adressant aux pasteurs, l'évêque ajoutait : « Non vous n'avez pas à craindre cette amovibilité que la *Loi*, il est vrai, attache à votre état, mais qui, nous vous en assurons, n'aura jamais son effet de notre part, que pour vous marquer notre satisfaction et récompenser vos travaux... » Il n'eut d'ailleurs que des paroles de bienveillance pour les diverses portions du clergé. Après avoir réclamé des sentiments de considération et de reconnaissance de la part des fidèles envers ses deux vicaires généraux, Godard et Debully, qui l'avaient si puissamment aidé dans son travail de réorganisation, il demandait leur sympathie pour les « vénérables prêtres » qui composaient le chapitre de la cathédrale et qui « tous recommandables par leur zèle et leurs services sont, à juste titre, le *Sénat de leur évêque* ». Enfin, il rendait justice « à ce grand nombre de prêtres » qu'il avait déjà établis, « soit à titre de curés dans les divers cantons, soit comme desservants dans les succursales », et terminait ainsi : « Que de motifs, Mes très chers Frères, pour leur donner votre confiance et vous attacher à eux, si vous considérez les services importants qu'ils rendent depuis longtemps, les dangers qu'ils ont courus pendant la durée de nos troubles, toutes les afflictions qu'ils ont

souffertes, toutes les incommodités qui les ont poursuivis, tous les sacrifices qu'il leur a fallu faire pour sauver leur existence et se donner à vous ! »

L'état de l'organisation du diocèse et le tableau des circonscriptions ayant été approuvés par le Premier Consul, le 10 germinal (1er mars 1803), il ne restait plus que d'y faire entrer officiellement les ecclésiastiques des diverses catégories : vicaires généraux, chanoines, curés d'arrondissements et de cantons et desservants des succursales. Dès le 1er janvier, un arrêté du gouvernement explicatif des dispositions de l'article 43, titre III des Organiques autorisait les ecclésiastiques, les évêques dans leurs diocèses, les vicaires généraux dans la ville épiscopale et les autres lieux où ils seraient en visite, les curés et desservants dans les territoires formant leurs paroisses, à porter les habits convenables à leur état et suivant les canons et règlements de l'Eglise, mais, hors ces cas, on leur permettait l'habit noir à la française. Cet habit, qui devint la lévite ou la redingote noire, la calotte et les bas noirs, les boucles, le chapeau rond devaient, longtemps après, rester en usage dans le clergé paroissial jusqu'à ce qu'enfin la soutane finit par dominer et être prescrite. Ce n'est, du reste, qu'à l'occasion de la prestation du serment que le préfet de l'Aisne publia l'arrêté du 9 janvier et permit le port de l'habit ecclésiastique interdit par les lois révolutionnaires. Le 15 mars 1803, l'évêque de Soissons publiait, de son côté, le tarif des oblations pour les honoraires du clergé, arrêté de concert avec le préfet et approuvé par le gouvernement, et donnait des instructions sur les formes à observer pour l'obtention des dispenses des empêchements dirimants du mariage.

C'est au 2 mai 1803 qu'avait été fixée la cérémonie de la prestation du serment à la Constitution pour les grands vicaires, les chanoines et les curés de canton. Elle se fit avec une pompe extraordinaire, à la fois civile, militaire et religieuse. Le préfet de l'Aisne, Belzay de Courmenil, qui s'était rendu à Soissons pour la présider vint en grand cortège de l'Hôtel de Ville à la cathédrale. Il marchait en tête ayant à sa droite le chef

de brigade, commandant le 16e régiment de dragons, et par intérim, le département, accompagné de ses officiers; à sa gauche, le président du tribunal civil de Soissons, les juges et les autorités civiles du département. Il était précédé de la garde nationale et de deux escadrons du 16e, dont le reste était en bataille sur la Grand'Place. Au portail de la cathédrale, ce magistrat fut reçu par les deux grands vicaires, Godard et Debully, et un nombreux clergé, la croix en tête. A dix heures, l'évêque montait à l'autel et commençait la messe pontificale. Après l'Evangile, le grand vicaire Debully et le secrétaire de l'évêché, Lévêque, firent lecture des diverses ordonnances du prélat concernant l'organisation du diocèse, celle du clergé de la cathédrale, et de la nomination des curés de canton. Ensuite les vicaires généraux, provisoires, les chanoines et ces curés se rendirent au pied du sanctuaire dans l'ordre qui leur avait été assigné.

Après les vicaires généraux, s'avancèrent les membres du clergé de la cathédrale qui étaient : Geoffroy, Gérault de Cambronne, Pocquillon-Carret, Boullège, de la Marre, Delabat, Desprez, Dupuis, Lallier, Blin, Hubert, Lebrasseur, Houllier, Péronneau, de la Loge, Marchant, Petit et Mennesson. Venaient à leur suite les curés en titre parmi lesquels on remarquera, auprès des généreux confesseurs de la foi, des assermentés et même d'anciens apostats réconciliés : Cambier, curé de Bohain; Fouan, du Câtelet; Carton, de Moy; Fortier, de Saint-Quentin; Villin, de Ribemont; Lescot, de Saint-Simon; Dufour, de Vermand; Fay, d'Aubenton; de Viéville, de La Capelle; Leroux, de Guise; Andreux, d'Hirson; Varlet, du Nouvion; Godard, de Sains; Dussart, de Vervins; Watier, de Wassigny; Baillet, de Chauny; Houssart, de Coucy; Dubois, de Craonne; Perdu, de Crécy-sur-Serre; Licent, de La Fère; Mignot, de Laon; Birtel, de Marle; Mambour, de Neufchâtel; Collard, de Sissonne; Lefebvre, d'Oulchy; Duguet, de Vailly; Lebel, de Vic-sur-Aisne; Remy, de Villers-Cotterêts; Petit de Reimpré, de Château-Thierry; de Broval, de Chézy-sur-Marne; Sarrazin, de Condé; Santus, de Fère-en-

Tardenois, et Mercier, de Neuilly-Saint-Front. Les curés : Raiser, de Braine ; Duvœuf, de Montcornet, et Mangin, d'Anizy, s'étaient fait excuser pour cause légitime (1).

Chacun étant placé : « Citoyens, leur dit le préfet, vous fûtes tous également victimes des fureurs de l'anarchie. Soit que vous ayez été forcés de chercher un asile sur la terre étrangère, soit que restés parmi nous, vous ayez cherché à conserver par un culte public le précieux dépôt de la foi, partout la persécution vous a atteints sans distinction. Ces temps de malheur et de proscription sont passés. La main victorieuse, qui a donné la paix au monde, a replacé sur sa base le temple auguste de la religion. Les Français jouissent aujourd'hui sans trouble du plus cher de leurs droits, la liberté de conscience.

« Celui qui a opéré cette heureuse révolution attend de vous que vous seconderez de tout votre pouvoir ses vues bienfaisantes, il ne doute pas de votre empressement. Il a tout fait pour le rétablissement du culte : il doit tout attendre de ses ministres.

« La France entière partage cet espoir, et l'heureux accord qui règne entre vous justifie sa confiance. Ailleurs, des dissentiments d'opinion se sont manifestés au grand scandale des fidèles ; ici, tout prouve que l'union la plus respectable existe entre les membres du clergé. Grâces en soient rendues au digne prélat que le Premier Consul a placé à votre tête ; il ne pouvait pas confier trop d'autorité à celui qui l'exerce par la persuasion et par l'exemple de ses vertus. Votre réunion devait être plus nombreuse ; mais il était convenable de ne pas éloigner à la fois tous vos dignes collaborateurs. Leur situation exigeait aussi des ménagements. Le gouvernement s'occupe de leur sort ; rien n'échappe à sa sollicitude ; bientôt ils recueilleront les fruits de leur constance et de leur dévouement. — Vous allez, citoyens, prêter un serment qui, comme ministres de la religion, doit être également cher à vos cœurs. Vous allez

(1) M. Mangin, distinct de Mangin, curé de Brasles, quitta bientôt Anizy où vint Jean-Pierre Houssart après lui.

sceller par une promesse solennelle l'union intime qui doit exister entre le gouvernement et le clergé. Vous allez assurer de plus en plus la paix intérieure, le calme des consciences et le triomphe de la religion. — Loin de moi la pensée qu'aucun de vous voulût jamais violer cet engagement sacré que le chef suprême de l'Eglise commande et qu'exige la loi de l'Etat. Vous vous souviendrez qu'il a été pris devant Dieu, en présence des plus respectables dépositaires de l'autorité, de guerriers illustrés par la victoire, qui ont porté sur tous les coins du globe l'honneur et la gloire du nom français, et d'un peuple nombreux dont la voix est aussi une grande récompense. Vous n'oublierez jamais que c'est le gouvernement qui a mis un terme à vos malheurs, que c'est lui qui vous a rappelés à des fonctions qui vous sont si chères, et que vous devez cette garantie de votre fidélité, à ses bienfaits comme à sa puissance. »

Lorsque le préfet eut cessé de parler, on plaça sur un pupitre, dans le sanctuaire, le livre des Evangiles sur lequel était transcrite la formule du serment : « Je jure et promets à Dieu sur les Saints-Evangiles de garder obéissance et fidélité au gouvernement établi par la Constitution de la République française. Je promets aussi de n'avoir aucune intelligence, de n'assister à aucun conseil, de n'entretenir aucune ligue, soit au dedans, soit au dehors, qui soient contraires à la tranquillité publique; et si dans ce diocèse ou ailleurs j'apprends qu'il se trâme quelque chose au préjudice de l'Etat, je le ferai savoir au gouvernement ». Les grands vicaires, les chanoines, les curés vinrent tous au pupitre et prêtèrent à genoux et à haute voix le serment, l'un après l'autre. Ensuite, ils allèrent, dans le même ordre, se placer devant l'évêque assis dans un fauteuil sur les marches de l'autel et ils en reçurent l'institution canonique avec sa bénédiction.

Ces formalités remplies, le prélat prononça « un discours dans lequel il démontra la nécessité et les avantages de la religion. Combien son diocèse était heureux d'avoir recouvré la tranquillité dont il jouit par la paix et l'union qui règnent entre les ecclésiastiques

qui y sont employés ». A l'issue de la messe, on chanta le *Domine salvam fac Rempublicam, Domine salvos fac Consules.* L'après-midi, à quatre heures, le cortège revint à la cathédrale, dans le même ordre que le matin, et l'évêque accompagné de tout le clergé qui avait assisté à la messe pontificale chanta un *Te Deum* d'actions de grâces. Enfin, le secrétaire général de la préfecture dressa, en présence de cette nombreuse assemblée, un procès-verbal qui fut signé par les principales autorités du département et du diocèse (1).

Tous les desservants et les vicaires furent appelés presque partout à prêter, avec la même solennité relative, ce serment qui n'avait rien de contraire aux lois et aux droits de l'Eglise, soit dans les chefs-lieux d'arrondissements, soit dans ceux des cantons, ou dans les villes centrales. A Soissons, par exemple, on reproduisit la cérémonie du 2 mai. Le sous-préfet, accompagné des autorités civiles, militaires et judiciaires, se rendit, le 4 messidor, de l'Hôtel de Ville à la Cathédrale et il fut reçu par les vicaires généraux qui le conduisirent au chœur où il s'assit en face du vicaire général Godard remplissant « les fonctions de curé de Soissons en l'absence de Mr l'évêque ». Celui-ci ayant célébré la messe, le secrétaire du prélat, Debully, fit après l'Evangile l'appel des vicaires et desservants du canton de Soissons, tous présents, sauf Fromage, de Septmonts, malade. Le sous-préfet ayant prononcé aussi un discours, chaque prêtre vint prêter le serment sur les Evangiles, de la même manière et dans la même forme que les curés et reçut du grand vicaire l'institution canonique. La messe terminée par le *Domine salvam,* le cortège reprit le chemin de l'Hôtel de Ville (2).

Il en fut de même à Château-Thierry, le 21 juin 1803, pendant une messe solennelle célébrée par le curé, Petit de Reimpré, en présence du sous-préfet Corvoisier, de la magistrature, de la municipalité et de la gendarmerie, qui se placèrent sur une estrade et dans les pre-

(1) *Extrait* de ce procès-verbal, par Ed. Fleury, *Histoire du Clergé*, t. II, p. 491.
(2) *Procès-verbal* de cette cérémonie, an II, 4 messidor.

mières stalles du chœur. Après l'Evangile, onze prêtres et curés, et deux vicaires vinrent se mettre à genoux sous la lampe devant un prie-Dieu et prononcèrent le serment sur le missel. Il avait été précédé d'une allocution du sous-préfet où ce magistrat leur disait : « que les opinions religieuses avaient fait un schisme parmi les prêtres, mais qu'un esprit de conciliation les avait réunis ; qu'on comptait sur eux pour le maintien de la morale ; que l'influence de leur caractère sacré les rendait propres à entretenir les vertus et les mœurs, à conserver l'unité entre les esprits et l'amour pour le gouvernement, et que le serment qu'ils allaient faire *devant la loi* serait un garant de leur zèle et de leur attachement pour la République ». Le curé répondit au sous-préfet à peu près en ces termes : « que tous les prêtres, tant ceux qui avaient été obligés de s'expatrier, que ceux qui étant restés avaient conservé le dépôt de la foi par le maintien du culte extérieur, avaient toujours enseigné qu'il fallait obéir aux puissances que Dieu a établies pour nous gouverner ; que le *gouvernement avait tout fait pour eux et qu'ils feraient tout pour le gouvernement* (phrase dictée par Bonaparte) ». Il demanda, en terminant, la protection du sous-préfet, des magistrats et des citoyens les plus distingués de la ville qui avaient assisté à la cérémonie afin que les témoignages de cette protection encourageassent les ministres de la religion dans l'exercice de leur ministère (1).

La France se croyait trop redevable au Premier Consul, et celui-ci paraissait avoir trop bien mérité de l'Eglise, pour que ses actes n'inspirassent pas à tout le clergé un vif sentiment d'intérêt, d'admiration et d'enthousiasme. Le Blanc de Beaulieu, organe du sien, ne faillit pas à le lui témoigner spontanément à l'occasion de la rupture du traité d'Amiens. Bonaparte ayant demandé à tous les évêques de France des prières publiques pour le succès de ses armes, celui de Soissons publia un Mandement qui fut assez remarqué pour que le *Moniteur* en donnât l'extrait suivant :

(1) HÉBERT, *mss.*, t. II, p. 54.

« Nous avons rendu, Nos Très Chers Frères, de solennelles actions de grâces au Dieu des Armées pour le rétablissement de la paix en Europe. Nous commencions à en goûter les douceurs : le commerce, les arts, la religion elle-même, en recueillaient les précieux fruits, lorsque tout à coup un cri de guerre s'est fait entendre. La foi des traités, l'intérêt de l'humanité, la modération du Premier Consul, l'intervention d'une nation amie, rien n'a pu arrêter la cruelle ambition d'un gouvernement qui ne veut point d'émule.

« En vain le ministère anglais a-t-il essayé d'en imposer par des rapports mensongers. L'injustice de son agression est démontrée aux yeux de l'univers; sa perfidie est évidente. Aussi l'indignation s'est-elle emparée de tous les cœurs. Chaque citoyen s'empresse de concourir à la défense de l'Etat; il n'est pas nécessaire d'exciter le zèle et la valeur des Français. La sainteté des traités violés, les hostilités commencées avant une déclaration préalable, fut-il jamais sujet de guerre plus légitime?

« Cependant, Nos Très Chers Frères, ce n'est pas tant en la justice de notre cause que nous devons mettre notre confiance que dans la protection du Très-Haut. C'est lui qui a mis à notre tête un héros dont *il a formé les mains au combat*, qui sait que le succès et la victoire viennent de Dieu, et qui désire lui-même attirer par vos prières la bénédiction du ciel sur ses justes entreprises.

« Réunissons-nous donc aux pieds des autels, ne cessons de demander à Dieu *qu'il nous envoie son secours de son sanctuaire*, et son assistance de Sion; qu'il accorde à l'homme de sa droite, ce que son cœur désire et qu'il accomplisse tous ses desseins... »

Cette participation enthousiaste au mouvement des affaires publiques, ne pouvait détourner Le Blanc de Beaulieu de celles de son diocèse qui devaient absorber tous ses soins. L'érection du chapitre de la cathédrale étant autorisée, au nom du Souverain-Pontife, par son légat à *latere* Caprara, il s'agissait de procéder à son organisation, puis à son installation. Le prélat avait

commencé par en nommer les membres, tant *chanoines titulaires* que *chanoines honoraires* et même à en désigner les *dignités*. Les chanoines titulaires étaient : Charles-Antoine Godard, vicaire général, pourvu de la dignité de *Doyen du chapitre* et qui devint vice-gérant de l'official ; Antoine-Jean-Nicolas Debully, vicaire général, pourvu de celle de *Grand-archidiacre*, lequel cumula bientôt les titres de *théologal et d'écolâtre ;* Jean-Baptiste Geoffroy, membre de l'ancien chapitre ; Jean-Claude Gérault de Cambronne, *promoteur du diocèse ;* Antoine Pocquillon-Carret ; Jean-Siméon Delamarre ; Louis Delabat, ancien prieur de Saint-Léger, (assermenté) (1) ; Remi Desprez, de l'ancien chapitre, *grand-chantre* ; Jacques Dupuis ; Marc Rollet, (assermenté), tous chanoines prébendés titulaires. Rollet fut l'aumônier de l'évêque.

Les chanoines honoraires, nommés en 1803 et 1804, furent : Bel, Lallier, Pierre Hubert, Beaudoin, César-Achille Lebrasseur, Pierre Houllier, Antoine Péronneau, Henri de la Loge, Antoine-Nicolas Marchand, Jean-Simon Lévêque, secrétaire de l'évêché ; Louis Boullye, curé de Soissons ; Joseph Faitot, supérieur du séminaire ; Paul Petit, ; Crépin Dépernay ; Victor Brayer et Montain Marprez figuraient avec les titres de chapelains aumôniers. De la Loge devint *pénitencier* et Marchand *sous-chantre*. Ces chanoines honoraires et aumôniers avaient été nommés pour relever, autant que possible, la splendeur des cérémonies de la cathédrale, mais hélas ! cette compagnie ainsi composée, ne fut pas même une ombre affaiblie des anciennes de Laon et de Soissons.

Il suffit, en effet, de jeter un coup d'œil rétrospectif sur les chapitres d'autrefois, et notamment sur ceux de Soissons et de Laon pour juger combien cette organisation, amenée par les circonstances était anormale ! A la tête du chapitre, sont deux grands vicaires titulaires, le *doyen* et le *grand-archidiacre*, et ces vicaires possédant les dignités capitulaires sont *amovibles*, soit *ad nutum*

(1) Mort à Saint-Léger en 1813.

episcopi, soit au décès de l'évêque, toutes choses inconciliables avec l'essence des chapitres. Sur les dix chanoines, il ne reste donc que huit chanoines titulaires *inamovibles* et seules *capaces* pour concourir à l'élection du vicaire capitulaire, en cas de vacance du siège, élection dont se trouvent exclus les deux *dignitaires* du chapitre. Le Blanc de Beaulieu n'en présenta pas moins, à l'approbation du cardinal Caprara, ces dispositions et les statuts du chapitre si contraires aux canons, le 28 août 1803. Le cardinal y apposa une approbation qui ne s'appliquait pas aux statuts eux-mêmes, mais à l'érection du chapitre de Soissons *(erectionem capituli cathedralis ecclesiæ Suessionensis à Rmo Episcopo factam approbamus)*, sans donner, en aucune manière, son assentiment à sa composition et à des statuts rédigés arbitrairement par le prélat. Cela est si vrai que, dans une lettre du 5 août, le cardinal lui disait, en lui renvoyant ces statuts, qu'il n'avait pas eu le temps de s'en occuper sérieusement et qu'il était persuadé qu'il n'adopterait que ce qui serait conforme aux saints canons et le plus propre à cimenter un accord parfait entre l'évêque et le chapitre. Quant au droit de nomination aux canonicats et dignités, il était attribué au *seul premier évêque de Soissons*, Le Blanc de Beaulieu. Mais ses successeurs se l'attribuèrent constamment, comme tous leurs collègues de France, sans le concours du chapitre en sorte qu'ils acquirent la prescription la plus large. Tout ce que purent faire ces compagnies, ce fut d'opposer à celle-ci la règle canonique : « *Non valenti agere non currit præscriptio* », en sorte que les chapitres cathédraux demeurèrent sous une dépendance complète vis-à-vis de l'évêque (1).

Quoi qu'il en soit, le 12 décembre 1803, Le Blanc de Beaulieu réunit dans la grande sacristie de la cathédrale les ecclésiastiques qu'il avait « élus et jugés dignes de composer » le nouveau chapitre autorisé par le cardinal-légat. Il procéda à leur installation « en leurs qualités respectives de dignitaires, chanoines titulaires et cha-

(1) *Dissertation sur les Gradués et les Brévetaires*, par H. CONGNET, chanoine.

noines honoraires » et il les mit en possession de leurs « canonicats prébendés et non prébendés », de leurs droits et honneurs, tant au chœur qu'au chapitre, en présence des « fidèles assemblés » et de Louis-Alexandre Chênebenoît, vicaire, et Pierre Pollet, habitués de la cathédrale (1).

Ainsi furent mis à néant les divers moyens qui, sous l'ancien régime, s'offraient aux ecclésiastiques pour entrer, en dehors de l'évêque, dans le sein des chapitres. Pour y acquérir des prébendes, il y avait ceux de *serment de fidélité* et de *joyeux avènement*, sans parler des degrés conquis dans les universités. Les rois s'étaient réservé, en effet, le droit, à leur avènement, à la couronne de nommer par *brevet* à la première prébende vacante dans les cathédrales, et de même lorsqu'un évêque venait de leur prêter le serment après leur nomination et préconisation. Un canonicat venant à vaquer dans une cathédrale, le brevetaire se présentait, le brevet à la main, et il était installé. L'Empire et la Restauration firent revivre ces droits de joyeux avènement et de serment de fidélité; on en compte plusieurs exemples au diocèse de Soissons. Louis XVIII adressa, le 9 novembre 1819, au chapitre, le brevet de *joyeux avènement* de Alexis Bidal de Pavre, ancien vicaire général d'Embrun, devenu curé de Rivière au diocèse d'Arras, lequel ne fut installé que le 12 mai 1821, n'y ayant pas eu de vacance jusque-là, et mourut le 17 août 1824. Un autre brevet royal, celui de *serment de fidélité* pour un canonicat de Soissons fut accordé à Gaillardon, « un abbé élégant », par le même prince, à l'occasion du serment de Mr de Villèle, le 11 octobre 1820. Cet ecclésiastique devint secrétaire de ce successeur de Le Blanc de Beaulieu et ensuite secrétaire de l'évêché. Il fut installé chanoine, le 4 février 1822, pour succéder au chanoine Fidon, décédé le 23 janvier (2).

La dignité de prévôt n'ayant pas été rétablie dans le

(1) *Acte d'Installation, etc.*, signé : J.-C., év. de Soissons, Chênebenoît et Paulet. *(Copie* par M. Congnet, chanoine.)
(2) *Dissertation. (Ubi supra.)*

chapitre de Soissons, le décanat en devint la première dignité. Celui qui l'occupa le premier, dans la nouvelle compagnie, fut Charles-Nicolas Godard, comme on vient de le voir, le 12 décembre 1803. Cet ecclésiastique, né en 1746, était d'une taille élevée et avait un air affable, selon la *France pontificale*. Deux fois par an, il adressait au clergé de Soissons, dans les deux chapitres généraux des discours pleins de doctrine et de piété. Il mourut, le 8 octobre 1811, à l'âge de soixante-cinq ans. Inhumé dans le cimetière communal, Le Blanc de Beaulieu, son évêque, lui fit ériger une pierre funéraire sur laquelle il le qualifie du nom d'*ami*.

Nicolas Godard fut remplacé dans sa dignité, par son collègue dans le grand vicariat, Antoine Debully, le 20 novembre 1811, à l'âge de quarante et un ans. Le 28 juillet 1826, sous l'épiscopat de Jules-François de Simony, successeur médiat de Le Blanc de Beaulieu, il donna sa démission de vicaire général, emportant celle de doyen du chapitre; puis, en vertu d'un brevet de *Joyeux avènement*, il se fit installer chanoine titulaire de l'Eglise de Soissons en remplacement de Petit de Reimpré, décédé. Le décanat vaqua depuis lors jusqu'au 22 mars 1828, et le chapitre, dans cet intervalle, fut présidé tantôt par Henri de La Loge, devenu grand-archidiacre et deuxième vicaire général, tantôt par l'évêque lui-même. Augustin-Jean le Tourneur, ancien vicaire général de Beauvais et de Rennes, chanoine honoraire de Soissons, le 11 juin 1825, et titulaire par *brevet de serment de fidélité* de Jules de Simony, devint, le 22 mars 1828, vicaire général et doyen du chapitre, dignités qu'il quitta pour devenir chanoine de Paris en 1834, et évêque de Verdun en 1837. Antoine Debully fut pour la deuxième fois installé doyen, le 5 avril 1834, année où il reçut comme chanoine titulaire l'abbé de Marguerie qui devint évêque de Saint-Flour en 1838, et fut transféré à Autun, en 1851. C'est encore lui qui, le 27 mai 1837, reçut chanoine honoraire l'abbé de Garsignies, futur évêque de Soissons. Antoine Debully mourut subitement à Laon dans le salon du préfet, le 14 juin 1843, à l'âge de soixante-treize ans. Son succes-

seur, M. Thomas Ruellan, tint après lui le décanat jusqu'à la réorganisation du chapitre dans les formes canoniques. Ces divers personnages ecclésiastiques devront reparaître ultérieurement dans les événements diocésains.

En relevant les ruines opérées dans son clergé par la Révolution, Le Blanc de Beaulieu jetait les yeux autour de lui sur les ruines matérielles qu'elle avait amoncelées par le renversement des établissements religieux. A Soissons même, toutes les églises, les couvents, les monastères qu'il avait dû contempler pendant son séjour à Saint-Léger, ont été renversés ou ont vu changer leur destination sacrée en une destination profane, quelquefois ignoble. Saint-Léger est occupé par des magasins, des cabarets même ; ses cloîtres servent de retraite aux ânes et aux chevaux pendant les marchés, et son église est devenue une brasserie. Saint-Martin, Saint-Vaast ne laissent plus que leurs traces. Des maisons particulières se partagent les bâtiments et l'enclos des Minimes, les Minimesses reçoivent des troupes en garnison. Dans les Feuillants, s'établit une manufacture de papiers peints qui fait place à une autre de coton « où la navette, dit emphatiquement l'ex-cordelier et clubiste Mézurolles, voltigeant sous la main de l'habile ouvrier, tisse ces beaux piqués, ces forts bazins, ces jolies percales, ces fines mousselines dont se parent nos beautés dans leurs toilettes ». Celle-ci, montée par le citoyen Griffon ne tint pas plus que sa devancière. On voit « avec satisfaction, dit le même historien à Saint-Crépin-le-Grand, son église convertie en habitations particulières qui décorent le faubourg, sa maison abbatiale dédaignée par ses abbés trop fiers pour venir habiter parmi nous, relevée de son délabrement et décorée par un général (Dornat) ; dans les bâtiments de l'abbaye une fabrique de soude élevée par le sieur Pajot, des Charmes, ainsi qu'une poterie, mais qui ne tardèrent pas à tomber. »

Le monastère de Notre-Dame, d'abord abandonné avec ses jardins restés en friche, devrait, dit encore, Mézurolles, de même que le séminaire servir de caserne ou de quelqu'établissement public. Le vœu de l'ex-vicaire

épiscopal de Marolles ne tarda pas à être accompli ; Notre-Dame est devenu une caserne, son église rasée a été convertie en une place publique et le séminaire est devenu une ambulance. L'hospice Saint-Voué est transformé en magasin de bois et ses greniers en magasin de blé. Notre-Dame-des-Vignes, où on loge les animaux, les jours de marché, entrera dans la construction d'une salle de spectacle sous l'administration du marquis de Puysegur, maire de la ville. « Cette métamorphose d'une église dédiée à la Sainte-Vierge en un temple consacré aux Muses a blessé (c'est toujours Mézurolles qui parle), la piété délicate de quelques dévotes », mais qu'est-ce que cela aux yeux de l'ex-religieux ! Le « ci-devant couvent des Célestins » est converti en une superbe habitation champêtre par le général Dulauloy qui l'habite. Saint-Crépin-en-Chaye a trouvé une destination identique et est passé à des possesseurs de nombreux biens nationaux, tels que les Pille.

Il faut continuer de suivre le chroniqueur contemporain de ces désastres. « Dans la vallée, on voit Saint-Paul, qui autrefois ne recevait que des recluses et qui aujourd'hui présente l'image d'un riche hameau. Ce sol arrosé, comme bien d'autres jadis des larmes de quelques vierges arrachées à la société, a été partagé entre plusieurs familles qui l'ont embelli, qui le fécondent ; il ne sera plus le théâtre des scènes scandaleuses de la querelle de son abbesse avec l'évêque de Soissons ». Cette vue cependant n'a rien de si consolant que « celle de Saint-Médard ; la belle et riche tannerie que Mr Geslin a établie dans l'enceinte de cette antique prison de nos rois présente à l'homme qui pense un contraste frappant. Sous l'empire des moines tout y était grand, mais morne et presque stérile ; entre les mains de Mr Geslin, tout y est vie et action, tout y est productif... ; à la place de l'église, du cloître, des cellules consacrés au dépit, aux murmures et pour le moins au désœuvrement, à l'ennui, on voit de belles plantations, des jardins où l'on a réuni l'utile à l'agréable, un moulin à tan où l'on a vaincu toutes les difficultés du terrain, et sa halle qui est ma-

gnifique » (1). Telle était l'estime que concevaient de nos antiques monuments et des gloires du passé historique de la France, ces vieux révolutionnaires toujours imbus des principes voltairiens et philosophiques dans lesquels ils avaient été nourris dans la jeunesse.

Le Blanc de Beaulieu ne pouvait que déplorer ces résultats d'un état de choses dont il avait été témoin; mais il n'avait pas plus tôt été intronisé à Soissons, qu'il s'occupait de la restauration de sa cathédrale. Ne savait-il pas que son exemple aurait la plus grande influence sur celle de tant d'églises dépouillées et sur le zèle de ses coopérateurs. Secondant ses efforts, le Conseil général du département lui accorde une somme de 38,860 fr. pour subvenir aux frais du culte à sa charge; lui-même fait réparer l'évêché, ou du moins ses bâtiments non supprimés, et la cathédrale à laquelle la ville affecte, sur sa demande, une allocation annuelle de 1,500 fr. S'occupant en même temps des embellissements, il fait remettre en état le grand orgue revenu de Paris; il orne à ses frais le grand autel de six chandeliers de bois dorés et sculptés et fait placer de chaque côté les deux statues de marbre blanc provenant de Notre-Dame et qui représentent l'Annonciation. Elles devaient leur conservation, en 1793, à un citoyen « recommandable par son amour éclairé pour les arts » (2).

Deux autres statues non moins remarquables, provenant aussi des tombeaux de la même abbaye et représentant deux nobles abbesses, furent placées de chaque côté du grand portail sous l'orgue. Bientôt même on put monter dans la grande tour de Saint-Gervais huit cloches ayant à leur tête le bourdon, descendu de celle de Saint-Jean-des-Vignes. En septembre 1803, la fabrique fut autorisée à reprendre possession de dix-sept tableaux qui décoraient ses murs et ceux de plusieurs églises de Soissons, et avaient servi de modèles aux élèves de

(1) *Notice historique manuscrite sur Soissons*, par MÉZUROLLES, pp. 185-191.

(2) Nous supposons qu'il s'agit ici de M. Hoyer, professeur de dessin à l'École centrale.

l'Ecole centrale établie à l'Intendance. C'étaient : le grand tableau, dit des Cordeliers, attribué à Rubens et représentant la Nativité de Notre-Seigneur ; le grand tableau dit des Célestins, représentant une Assomption, peint par Lahire ; le songe d'Abraham ; deux grands tableaux de Lebel, représentant l'un le songe de saint Joseph ; l'autre un saint Michel foudroyant le mauvais ange, tous deux ornés de beaux cadres ; une autre Assomption ; Jésus-Christ remettant à saint Pierre les clefs du Paradis attribué à Philippe de Champagne ; sainte Anne instruisant la Sainte-Vierge ; saint Louis distribuant du pain aux pauvres auprès de la Sainte-Chapelle ; les disciples d'Emmaüs ; la Fuite en Egypte ; une Sainte Famille ; le Baptême de Jésus-Christ ; saint Jérôme en méditation ; la ruine du Temple et une Annonciation (1). Dès que la cathédrale avait été rendue au culte, chacun d'ailleurs s'était empressé, comme à l'envi, de contribuer à la restauration du vaste édifice, soit de ses deniers, soit par des travaux exécutés aux prix les plus modérés.

Ce mouvement réparateur, religieux et anti-révolutionnaire se communiqua dans le diocèse avec autant de rapidité que d'intensité. Tandis que les administrations civiles s'occupent de recouvrer les anciens presbytères, de procurer au moins des logements ou des indemnités de logements, on restaure à la hâte les églises dévastées, on garnit de vitres leurs fenêtres crevées, on achète ou on rapporte des ornements, des vases sacrés si pauvres qu'ils soient, des livres, des bancs, tout ce qui est absolument nécessaire au culte, tous les objets religieux cachés ou vendus, statues, reliquaires. L'unique cloche, laissée dans les clochers pour sonner le tocsin, attendra longtemps des compagnes, mais on l'entend encore avec plaisir sonner l'office et la prière. De même que la cathédrale, une foule d'églises recueillent des objets d'arts provenant des abbayes voisines et se trou-

(1) Divers *mss.* de Soissons, et le *Registre* de la Fabrique *(ubi supra)*. C'est au mois de septembre 1803, que, sur la demande de l'évêque et des administrateurs de la Fabrique, le Rubens fut donné à la cathédrale par un arrêté du préfet, autorisé par le Gouvernement.

vant aussi entre les mains des particuliers. Celle de Vervins, pour ne citer que quelques exemples, hérite des tableaux du Val-Saint-Pierre, surtout d'un Jouvenet célèbre ; l'église actuelle de Longpont possède des reliquaires, des rétables et autres objets précieux de l'abbaye ; des débris de Longpré se trouvent à Haramont ; des boiseries magnifiques de Saint-Jean-des-Vignes à Saint-Remy-Blanzy d'où la chaire du réfectoire fut acquise par l'église d'Oulchy, tandis que celle de l'église, dorée et aussi sculptée, est aujourd'hui à Muret. Mais il faut dire que bien des objets mobiliers des abbayes avaient déjà été transportés dans les églises paroissiales, leurs voisines, lors du dépouillement de ces maisons religieuses.

Toutefois un grand nombre de paroisses, même d'une certaine importance, manquèrent encore longtemps des objets les plus indispensables ou ne les renouvelèrent qu'avec beaucoup de peine et de difficultés. Leur état était même quelquefois déplorable, puisqu'elles étaient privées de linges, d'ornements, de vases sacrés, de livres, de bancs dont elles avaient été dépouillées jadis, ou n'en avaient que de misérables. Ce fut au point, qu'à des dates même éloignées, il fallut frapper d'interdiction un certain nombre d'entre elles, telles que celles de Coucy, de Crouttes, de Jouy, en 1814 ; de Saint-Aignan, de Cuiry-Housse, de Prémont, en 1816 ; de Molinchart, de Prouvais, de Montlevon, en 1817 ; de Folembray, de Frières-Faillouël et Mayot, en 1818 ; de Charly, en 1819 ; de Lesges, en 1820, ce qui n'infirme en quoi que ce soit les efforts que faisaient ailleurs l'évêque, les prêtres et même les administrations civiles pour mettre fin à cet état de choses ou prévenir de pareilles extrémités.

Malheureusement Le Blanc de Beaulieu devait être l'instigateur d'un acte regrettable au point de vue de l'art chrétien, et qui pèsera sur sa mémoire. Qui le croirait aujourd'hui si le fait n'était authentique et avéré ! Il avait obtenu, par décret impérial, du 26 avril 1805, et, sur sa demande, l'autorisation pour le préfet de l'Aisne, de mettre à sa disposition l'église de Saint-Jean-des-Vignes, dont la démolition estimée 12,000 fr. lui fournirait des

matériaux pour les réparations de la cathédrale et la construction d'une chapelle à Saint-Vaast trop éloignée de celle-ci (1). L'abbaye avait été gravement endommagée dans les derniers troubles, mais une fois encore avait échappée à une ruine imminente. Les habitants de Soissons ne réclamèrent pas contre le renversement de l'église dont l'évêque avait obtenu la destruction. Seul un étranger, un artiste voyageur, Villars de Saint-Mauryce, à la recherche de nos « antiquités », éleva la voix et protesta contre cet acte de vandalisme. Il s'adressa au préfet et sans doute à l'évêque, même au sénateur-ministre, lequel pourtant avait envoyé aux fonctionnaires publics une circulaire dans l'intention de protéger les monuments menacés dans leur existence.

Espérant fléchir ces hauts personnages en faveur de Saint-Jean, il leur parle de la perte que vont faire les arts par cette destruction ; du peu de profit qu'on en retirera, de la difficulté même de l'entreprise « qui sera nécessairement lente, difficile, périlleuse à cause de la qualité du ciment et des pierres ; du mauvais état des voûtes dont on a volé les ferrements pendant la Révolution ». Il démontre l'avantage qu'il y aurait à louer le monument à la seule charge « de le conserver et d'entretenir la couverture ». Cette église, disait-il, est « un des monuments les plus beaux de l'architecture gothique qui existe en France » et, « en même temps, un bâtiment utile et actuellement employé comme magasin pour les troupes ». D'ailleurs Saint-Vaast n'est pas si éloigné de la cathédrale, quoi qu'on dise, et si on ne s'y rend pas de ce faubourg « c'est faute de zèle pour le culte. L'évêque a obtenu sa demande, mais on pourrait le désintéresser en lui procurant 12,000 fr. et ne pourrait-il pas attendre et bâtir sa chapelle un peu plus tard ? » En tout cas, il s'ensuivrait « que la destruction d'un édifice immense aurait produit à l'Etat, par les soins de Mgr l'évêque de Soissons, une petite chapelle dans le faubourg d'une ville ».

(1) *Bulletin des Lois* de cette année.

Quant au motif de la dégradation du monument qu'on invoque pour justifier sa ruine, « elle se borne au chœur qui est la plus petite partie de l'édifice »; la nef, morceau superbe, est tout à fait saine. On peut s'informer auprès du sous-préfet, de Rulli, « administrateur éclairé ». Que Saint-Jean soit « un monument précieux pour les arts », cela n'est pas discutable; on l'a même suffisamment reconnu « en réservant les tours comme étant également belles par leur proportion et propres à faire un point de vue pittoresque, ou pour mieux dire, comme faisant tout l'agrément de l'aspect général de Soissons. Mais comment d'ailleurs les conserver isolées? « Ces masses, privées de leurs contrepoids et de leurs appuis ordinaires n'auraient plus aucune solidité et tomberaient d'elles-mêmes ». Quant à l'effet qu'on attend de leur conservation on se trompe. « Ces tours ne font un bel effet que parce qu'elles sont accompagnées; seules leur proportion même paraîtrait altérée. D'ailleurs la nef n'est pas moins belle que les tours, ni moins précieuse à conserver. Au lieu de cette dégradation lente du temps, qui orne en détruisant, on ne verrait que l'empreinte du vandalisme, et ce qui resterait du bâtiment serait là pour accuser l'ignorance profonde des destructeurs et causer les plus vifs regrets ». Enfin le monument se trouvant à l'extrémité de la ville et près des remparts « ses ruines, si elles étaient un jour en cet état ne pourraient nuire, ni à la sûreté, ni à la commodité des habitants ».

Après s'être échappé en plaintes amères et trop bien justifiées sur le peu de cas qu'on faisait en France des monuments et des ruines, Villars de Saint-Mauryce, ajoute à l'exemple de Saint-Jean-des-Vignes celui de Saint-Nicaise de Reims « dégradé par l'acquéreur, le général Santerre » (1). Il termine par des considérations sur la valeur de nos monuments historiques que la Révolution a fait disparaître en si grand nombre, il conjurait le ministre d'arrêter le torrent destructeur du vandalisme, de conserver ceux qui restent et de créer

(1) Santerre, ancien brasseur, devenu général révolutionnaire, mort en 1806, à l'état de démence.

des musées pour en recevoir les débris. Ni ces supplications, ni ces observations, si rationnelles n'arrêtèrent le mouvement donné ; et quant à Saint-Jean, le préfet ne put former que des désirs « d'être autorisé à suspendre la démolition » qu'il avait ordre d'exécuter au printemps (1). Le ministre ne voulant pas sans doute revenir sur sa décision, l'évêque put poursuivre son dessein d'employer les 12,000 fr., prix du renversement d'un temple magnifique, pour élever une chapelle à Saint-Vaast, qui ne fut pas bâtie, et dont l'église ne se construisit qu'un demi-siècle après. La destruction de celle de Saint-Jean fut consommée. En 1822, ses entrepreneurs n'avaient pas encore enlevé les matériaux en provenant et on en voyait au delà de 1840, des monceaux et des restes épars (2).

Ce fut sans doute grâce aux réclamations de Villars que Soissons dut la conservation du reste des édifices de Saint-Jean, de son cloître et surtout des deux flèches de l'église avec le portail, le plus bel ornement de la ville malgré les outrages du temps et de la mutilation. Chose singulière au milieu de tant d'étrangetés ! C'est au déclin de la Révolution auteur des plus grands désastres, qu'on peut dater une sorte de goût des ruines qu'on associa à celui des jardins anglais. L'acquéreur d'un domaine les mariait avec des portions de monastères, de prieuré, d'églises, de chapelles, sans aucune préoccupation de l'art ou d'histoire du passé. Là où il créait soi-disant des monticules, des ruisseaux, ponts et étangs il y ajoutait des ruines factices de pierres brutes, à défaut de débris d'architecture ; sur les papiers peints, successeurs des belles tapisseries anciennes, de ses appartements, le bourgeois reproduisait des paysages composés de murailles écroulées, de châteaux ou monastères jetés pêle-mêle avec des arbrisseaux, des fontaines, et le tout

(1) *Bulletin de la Société historique de Soissons*, t, xv, 1re série, p. 26. *Lettre* de Villars de Saint-Mauryce, propriétaire à Hunderville, près Clermont (Oise).

(2) Nous avons maintefois visité ces amas de ruines de Saint-Jean remplis de colonnes, chapiteaux, rosaces, figures, ornements divers, fragments d'architecture dont personne ne s'occupait. Nous possédions même un des chapiteaux recueilli au temps de notre séminaire à Soissons. Chacun pouvait en prendre impunément comme moellons.

animé par des personnages divers aux costumes du Directoire, du Consulat, de l'Empire et de la Restauration. Cette manie des ruines eut toutefois l'avantage assez heureux, de réunir des débris des vieux édifices tels que : colonnes, bases et chapiteaux pour les faire entrer dans des constructions de pur agrément, ou uniquement en vue de les conserver, sans soucis de l'art ou de la science. Ainsi, pour citer des exemples : on pouvait voir, au fond des jardins du château de Sillery un monceau de ruines factices ; dans le parc de celui de Fontenoy un kiosque au milieu d'un étang soutenu par des colonnettes, leurs bases et chapiteaux ; là aussi une collection de fûts de colonnes, de chapiteaux, dont plusieurs d'un riche style roman provenant d'édifices soissonnais. A qui attribuer cette conservation ? peut-être à un premier acquéreur du domaine ; à celui-là même, M. de Breuvery, lequel avait lui aussi, comme M. Lenoir, à Paris, sauvé à Soissons et réuni auprès de cette ville dans l'enclos dit *La Vigne Porale*, des restes d'un passé glorieux propres à enrichir les musées particuliers ou nationaux. Quant au vandalisme il sera toujours peut-être impossible de l'anéantir. Un évêque au XVI^e^ siècle fut le sauveur de Saint-Jean-des-Vignes, un évêque attacha inconsciemment son nom à sa ruine.

IV. — Cependant l'exécution du Concordat, repoussé même par des évêques, continua d'agiter encore longtemps les esprits et de partager le clergé en deux camps, les uns ayant subi ce célèbre traité avec sincérité ou résignation, les autres conservant contre lui une antipathie non déguisée, quelquefois y opposant une résistance ouverte. Ne renversait-il pas en effet, de fond en comble, tout l'ancien ordre ecclésiastique en France ? Désormais plus de véritable *Eglise gallicane ;* les prélats de l'Eglise constitutionnelle sont entrés dans le nouvel épiscopat ; des sièges nombreux et illustres sont supprimés ; d'autres érigés, les chapitres cathédraux facultatifs sont réduits à un petit nombre de prébendes ; les prêtres schismatiques sont assimilés aux prêtres demeurés orthodoxes, même aux confesseurs de la foi. N'y avait-il pas dans cet état de choses de quoi exciter

les plus vives répugnances? L'opposition au Concordat fut entretenue surtout par les *Réclamations* des trente-six évêques exilés qui avaient refusé de donner au Pape la démission de leurs sièges, et par une foule d'écrits du même genre auxquels elles avaient donné naissance.

On y reprochait notamment aux prélats démissionnaires, ayant accepté de nouveaux diocèses, d'avoir manqué à leurs devoirs en faisant « cette démarche sans cause légitime et d'avoir accepté des sièges d'illégitime érection ». On ne les appelait pas seulement *concordataires*, on les traitait même d'*hérétiques* et de *fauteurs d'hérésie*, créant une véritable scission dans le clergé. Ces écrits, circulant clandestinement, entretenaient la fermentation dans les ecclésiastiques et même parmi les fidèles; des femmes prenaient aussi part à la lutte. De cette opposition au Concordat naquit une secte tenace connue sous le nom de *Petite Eglise*, sœur du Jansénisme. Il ne fallut rien moins que la suprême autorité du Saint-Siège, et la volonté inflexible de Napoléon, pour faire plier ces esprits rebelles et passer dans les mœurs et les habitudes, une organisation devenue nécessaire au sortir d'une aussi grande Révolution. Son gouvernement entendait que le clergé fût respecté mais soumis à la Convention passée avec le chef de l'Eglise.

Deux instructions, envoyées au parquet du tribunal de Laon par le Grand juge, avaient précisément pour objet de mettre fin à l'opposition du clergé dans les départements. Dans celle du 24 pluviôse an XII, Régnier signalait surtout les agissements des « évêques rebelles à la religion et à la patrie » qui cherchaient « du fond de leurs retraites à rallumer la discorde en France et à y rallier des partis qui en déchirent de nouveau le sein »; des mandements et écrits incendiaires colportés par leurs complices de l'intérieur et que paient les ennemis de l'Etat ». Il importe, disait-il, qu'une « police active et sévère déconcerte les complots de ces perturbateurs hypocrites ». Il faut arrêter tout colporteur et distributeur « de ces productions criminelles, ecclésiastique ou laïc », pour être poursuivi avec activité et sévèrement puni. L'intention du gouvernement est : que celui « qui

n'est point dans la communion de son évêque soit surveillé soigneusement par les autorités locales », lui soit signalé, et que s'il reconnaît « les religions anciennement établies » il sache que ni celle des prétendus Théophilanthropes », ni les ecclésiastiques « qui ont refusé de s'unir à leur évêque et de se soumettre au Concordat ne doivent compter sur sa tolérance » (1).

La seconde instruction concernait les curés qui se souciaient fort peu des formes civiles pour les mariages, et ceux qui provoquaient des mesures administratives, telles que : recours au Conseil d'Etat pour refus de sacrements, de sépulture, et opposition au Concordat. « La conduite que tiennent dans le département de l'Aisne, disait le Grand juge, les prêtres insoumis, doit exciter, citoyen, toute la sollicitude des magistrats ; la doctrine dangereuse qu'ils prêchent hautement provoque contre eux des mesures sévères ; il importe de rassurer les citoyens faibles, de les prévenir contre les perfides suggestions du fanatisme, et lorsque les lois criminelles n'offrent pas de moyens suffisants pour atteindre les prêtres qui troublent la tranquillité publique, c'est à l'autorité administrative que l'on doit recourir pour arrêter les progrès du mal par dispositions efficaces » (2).

Ces instructions adressées au parquet de Laon paraissaient justifiées par diverses accusations portées à Paris contre certains ecclésiastiques du diocèse de Soissons qui avaient fait regarder au gouvernement ce diocèse comme étant dans un état d'hostilité à son égard. En effet le ministre de la police Fouché, l'ex-oratorien du collège de cette ville, écrivit au préfet pour se plaindre du mauvais esprit qui, selon lui, « animait la plus grande partie du clergé du département de l'Aisne », tandis que, de son côté, le conseiller d'Etat Portalis signalait aussi, comme chargé des cultes, à ce magistrat, ces fâcheuses dispositions. Le préfet Belzay de Courmenil, qui croyait mieux connaître l'état des choses, prit énergiquement la défense du clergé et dans sa réponse à Portalis se porta

(1) *Le Tribunal criminel de l'Aisne*, par A. COMBIER, pp. 25 et 26, t. II.
(2) Signé Régnier.

garant de la sagesse des curés nommés par l'évêque de Soissons. Toutefois il crut devoir signaler au gouvernement une cause qui pouvait modifier leurs bons sentiments, si toutefois ils devaient en changer ; la misère où on les avait trop longtemps laissés.

« La sagesse des choix faits par l'évêque, écrivait-il, me rassurerait contre de nouvelles manœuvres des ennemis de la chose publique, si je ne voyais la majeure partie des desservants dans la plus affreuse misère. Je ne dois pas vous le dissimuler : les mesures prises par le gouvernement jusqu'à ce jour pour leur assurer un sort, ont été absolument insignifiantes. Il y a dans toutes les communes du département un désir très sincère d'y voir rétablir le culte, de réparer les églises, de loger les ecclésiastiques et de leur assurer une existence honnête ; mais l'intérêt personnel, qui agit toujours si puissamment sur les hommes, arrête les effets de cette bonne volonté. Le riche propriétaire ayant toujours une grande influence dans les communes, craint que le rétablissement du culte ne lui soit une charge onéreuse. Dans cette opinion il use de son crédit pour paralyser les mesures qui peuvent tendre à l'exécution des arrêtés du gouvernement ; en sorte que le vœu de la majorité n'est d'aucune considération. Il est donc bien instant que le gouvernement prenne un parti pour assurer l'existence des ecclésiastiques. Leur situation, en vérité, est malheureuse et je dois dire qu'ils se conduisent avec un dévouement dont le gouvernement peut tirer avantage ; mais il n'y a pas à perdre un instant, car la rigueur de la saison met le comble à leurs maux ».

Il n'en est pas moins vrai que Le Blanc de Beaulieu, ému de voir les écrits anticoncordataires se répandre à profusion dans le diocèse, et voulant mettre fin aux divisions qu'ils entretenaient parmi le clergé, avait cru devoir les dénoncer aussi au préfet. Celui-ci, par ordre du gouvernement, ordonna aux agents de la police supérieure de l'Aisne dans les arrondissements, de faire d'actives et minutieuses recherches pour découvrir les distributeurs de ces écrits. Il se trouva justement que ces agents étaient d'anciens prêtres qui avaient abjuré

leur état : à Laon, Martin, et à Soissons, Boullefroy, vicaires épiscopaux de Marolles, à Saint-Quentin, Duplaquet, ex-chapelain du chapitre de la collégiale. Ces prêtres infidèles abusèrent-ils, par haine pour leurs anciens confrères, dont ils se sentaient méprisés, de leur position officielle pour exercer contre eux leur ressentiment; ou bien exagérèrent-ils, dans leurs rapports de police, les dispositions déjà connues d'un certain nombre de prêtres, soit contre le nouvel ordre de choses, soit personnellement contre l'évêque? Tout porte à croire qu'ils ont agi d'après l'un de ces sentiments quoi qu'on ne sache à ce sujet rien de précis.

En tout état de cause, les prêtres soissonnais signalés à la police, soit comme auteurs, soit comme distributeurs de ces écrits, furent : Houllier, l'ancien chanoine, devenu chanoine honoraire; Gravier, ancien curé de Jaulzy; Hinaux, ancien curé de Bucy-le-Long, résidant à Paris où il était curé; Couchot, ancien chanoine, tous déjà connus, auxquels il faut joindre l'abbé Sauthier et l'abbé de La Neuville, neveu de l'archevêque d'Aix. Des femmes même furent désignées comme leurs complices, telles que Mᵉˡˡᵉ de Rochepot, nièce de Houllier, receveuse de la loterie impériale à Soissons, la dame de France, parente de Gravier, chez laquelle il s'était retiré à Croutoy, près d'Attichy; Marie-Anne de Beauvisage, autre parente de Gravier, ancienne religieuse de Soissons, qui y tenait un pensionnat, et même son jardinier Chardon qui servait les messes dans l'oratoire des Minimesses de la rue Richebourg; enfin une dame Falise, lingère, rue des Cordeliers, parente de Houllier et un sieur Mérot, etc. Parmi ces personnages inculpés l'auteur du Clergé de l'Aisne pendant la Révolution pense que Houllier fut, « quoi qu'on en ait dit, un des auteurs de la fameuse brochure contre *Le Concordat* avec l'abbé Hinaux, son compagnon de captivité pendant la Terreur » ou plutôt sous le Directoire. De quelle brochure s'agissait-il et sur quoi cette assertion était-elle fondée? c'est ce que l'on s'est gardé d'éclaircir. Quoi qu'il en soit, des pièces authentiques vont faire la lumière sur les accusations portées contre Houllier et ses co-accusés.

En effet, vers le 13 février 1805, Fouché envoyait au préfet un ordre d'arrestation contre Houllier et Gravier « sous l'inculpation de délits graves intéressant essentiellement le gouvernement français ». En l'absence de Belzay de Courmenil, le conseiller de préfecture, Pompières, exécuta l'ordre et, la nuit du 25 pluviôse an XIII, le brigadier de gendarmerie de Laon chargé de l'arrestation, le sous-préfet de Soissons, de Plancy, et le lieutenant de gendarmerie, Capitain, accompagné du maréchal des logis, Moreau, se rendent au domicile du chanoine plus que septuagénaire. C'était pour lui un souvenir de la Terreur. On saisit des papiers, écrits, brochures, dont on fait des paquets cachetés, on en dresse procès-verbal et les scellés sont apposés sur les meubles qui pourraient en contenir d'autres. Le sous-préfet le constitue prisonnier et le remet à la garde du lieutenant et du maréchal des logis de Soissons qui l'emmènent en voiture à Laon où on le met au secret dans la maison de justice. Cependant le brigadier de Laon poussait jusqu'à Jaulzy, ou plutôt à Croutoy, pour y rechercher Gravier, mais celui-ci averti à temps s'était esquivé ; on enleva ses papiers où l'on espérait trouver des lettres compromettantes pour Gravier et ses complices.

Conduit le lendemain à la préfecture, Houllier eut à subir un minutieux interrogatoire devant le conseiller Pompières. A l'ensemble des questions correspondantes qui lui furent posées il répondit : qu'il avait eu un commerce de lettres avec Hinaux à Paris, et avec Gravier, mais aucun avec de La Neuville « sur des questions religieuses » ; qu'il n'avait pas reçu de brochures de Gravier pour les distribuer, mais seulement des lettres pour d'autres personnes ; qu'il n'avait d'ailleurs distribué « aucun écrit, libelle ou brochure » ; que celle dont parle Gravier dans une lettre qu'il lui écrivait, le 20 octobre 1804, il l'avait achetée à un colporteur qu'il ne connaissait pas et est intitulée : *Réclamations canoniques et très respectueuses adressées à Notre-Saint-Père le Pape Pie VII :* qu'il en avait reçu une autre de Gravier intitulée : *Controverse pacifique sur les principales questions qui*

divisent et troublent l'Eglise gallicane, lesquelles se trouvaient dans son cabinet sous un couvercle portant écrit : *Le Procès de M. de La Bourdonnais.* Le conseiller lui ayant dit : que les *Réclamations respectueuses* étaient en partie son ouvrage et en partie celui de l'un des évêques anti-concordataires réfugiés en Angleterre, il répondit : qu'il n'y avait ni travaillé, ni fourni des matériaux, et il lui donna sur le champ une note des titres des brochures restées à son domicile. On le reconduisit en prison et le lieutenant de gendarmerie porta au sous-préfet de Soissons l'ordre de lever les scellés apposés sur ses meubles, d'y rechercher ces écrits et tous ceux qui auraient trait au gouvernement et au Concordat. On en voulait surtout aux lettres de Gravier, lequel signait d'ordinaire *Gros-Jean*, et à *Oraison funèbre du duc d'Enghien*, mais on ne découvrit que la *Défense du jugement de l'Eglise sur la Constitution civile du Clergé*, qui n'avait rien de compromettant pour Gravier et néanmoins fut saisie.

Cependant le bruit de l'arrestation de Houllier s'était bien vite répandu dans Soissons et ses nièces avaient couru à l'évêché pour en avertir l'évêque. Le Blanc de Beaulieu, sans tarder, intervint en sa faveur auprès du ministre de la police et répondit de la conduite de cet ecclésiastique. Il l'aurait même dépeint d'une manière quelque peu triviale, en le donnant, dit-on, comme « un barbouilleur de papier inoffensif, inconstant dans ses idées, plutôt que dangereux, et tour à tour partisan aussi ardent du nouvel évêque qu'il avait été de l'ancien ». Sur ce renseignement, Fouché ordonna sa mise en liberté immédiate, sauf toutefois à le tenir en surveillance pendant quelque temps à son domicile. Le 27 pluviôse au soir, Houllier était de retour à Soissons, et l'on continua de procéder à de nouvelles investigations à l'égard des autres accusés.

Le sous-préfet ayant écrit au ministre de la police pour lui signaler l'existence dans la maison de la dame de France à Croutoy, de « cachettes qu'il était impossible de découvrir » et où l'on supposait que Gravier pourrait être caché, comme pendant la Révolution, on se tourna de ce côté, mais il avait su échapper à toutes les

recherches. La demoiselle Rochepot soupçonnée d'avoir donné à Gravier ou à la dame de France avis de ce qui se passait à Soissons pour qu'il s'esquivât, et de s'être mêlée à sa correspondance avec Houllier sur la propagation des brochures incriminées, fut l'objet d'une visite domiciliaire. Le sous-préfet, le lieutenant Capitain et le commissaire Boullefroy lui enlevèrent ses papiers qui furent déposés à la sous-préfecture où elle dut se rendre secrètement. Interrogée, elle déclara ne connaître ni Gravier, ni les ouvrages relatifs au Concordat; n'avoir pas correspondu avec Hinaux, n'avoir pas entendu Houllier émettre d'opinions à ce sujet, n'avoir pas reçu de brochures à distribuer, n'avoir pas prévenu Gravier de l'arrestation de son oncle qu'elle n'avait connue que le lendemain; enfin qu'elle n'avait vu qu'une seule fois Mme de France, et ne connaissait ni La Neuville, ni comment il aurait pu distribuer ces sortes d'ouvrages. Cependant, comme on avait trouvé au domicile de celui-ci à Paris des lettres de Houllier concernant leur distribution, on reprit à Soissons les perquisitions.

En effet, le 20 ventôse (11 mars 1805), le commissaire Boullefroy allait saisir les papiers de Mme de Beauvisage, tandis que le juge de paix, de la Barre, mettait la main sur ceux de Mme Falise, les invitant à se rendre aussi à la sous-préfecture où l'abbé Houllier se trouvait à huit heures du soir. Celui-ci déclara : que loin d'avoir écrit à La Neuville il ne le connaissait même pas, non plus que le *Jugement* et l'*Arlequin*, pamphlets qu'il n'avait donc pu distribuer; qu'il ne lui a pas adressé, le 13 novembre 1804, un accusé de réception de l'*Oraison funèbre du duc d'Enghien*, ni demandé d'autres exemplaires de cet ouvrage, ni ceux d'un autre qui n'est pas désigné, et qu'il n'a parlé de personne « attendant le grand gouvernement ». Toujours pressé de questions, il assura ne connaître ni le jardinier Chardon, qui est en fuite et recevait des lettres sous le couvert de Mme de Beauvisage laquelle ne les lisait pas, ni le sieur Mérot, ni Mme Dombert, lingère, sous les Charniers des Innocents, à Paris (1),

(1) Il y avait un côté du charnier du cimetière des Innocents occupé par des lingères.

ni l'abbé Sauthier. Il connaît : l'abbé Couchot, son ancien collègue au chapitre, depuis deux ans en Russie, avec lequel il ne correspond pas, Mme Falisé, mais n'a pas reçu de lettres sous son couvert, enfin Mme de Beauvisage, chez laquelle il n'a pas remis de paquets pour Melle Soulié, sa pensionnaire, qui allait parfois à Paris. Questionnée, à son tour, l'ancienne minimesse déclara aussi ne pas connaître La Neuville, n'avoir pas reçu de lui de lettres pour Houllier, n'avoir vu que rarement Gravier, que son embonpoint empêchait de marcher, et n'en avoir reçu que quelques lettres qu'elle laissait sans réponse. Mme de Beauvisage et Mme Falise, dont les papiers ne fournirent aucune révélation, ne donnèrent en somme que des réponses négatives et tous ces accusés se retirèrent vers dix heures du soir. La police de l'Aisne ayant ainsi échoué dans ses actives recherches, le ministre Fouché fit cesser ses poursuites à l'égard des adversaires du Concordat dans le département.

Un dernier mot sur les ecclésiastiques qui avaient figuré parmi ceux-ci : l'abbé Gravier s'éteignit le 31 juillet 1807, et fut inhumé dans le cimetière de Soissons où Houllier l'avait précédé de quelques mois, étant mort le 15 mars « laissant, dit le chanoine Henri Congnet dans la *Vie de l'abbé Marprez*, son élève, la plus honorable réputation » (1). L'abbé Hinaux resta vicaire, puis curé, en 1815, des Blancs-Manteaux, à Paris, où il gagna l'estime et la vénération générale par son activité pastorale, sa piété, sa science profonde des choses sacrées et l'amabilité de ses mœurs. Il mourut, après une longue maladie, le 18 décembre 1817, emportant les regrets des pauvres et pleuré de ses concitoyens, ainsi que le témoigne l'épitaphe latine gravée sur la pierre funéraire que ses paroissiens dédièrent à leur pasteur :

« Ad memoriam Jacobi Hinaux, hujus ecclesiæ pastoris vigilantissimi, hunc lapidem doloris simul et venerationis, mærentes parochiani posuere. Virum pietate, facondia, divinarum rerum doctrina, nec non amabili morum comitate insignem,

(1) *Soldat et Prêtre* ou *Vie de l'abbé Marprez.*

diuturno morbo extinctum, egeni patronum desiderantes, cives omnium ordinum lugentes. Natus die 22 octobris, anno Domini 1748, in vico Suessionensi dicto *Brécy*, obiit Parisiis die 18 decemb. anno Dom. 1817 » (1).

Au nombre des ecclésiastiques qui ressentirent une vive répulsion à l'égard du Concordat, tout en le subissant, parurent se distinguer les deux frères Billaudel. On a vu avec quel zèle infatigable ces prêtres avaient travaillé au maintien de la foi dans le diocèse de Laon, pendant la persécution. Lorsque le Concordat, aux pouvoirs qu'ils devaient à Louis de Sabran, leur évêque légitime, fit succéder ceux du nouveau prélat, par la création d'un siège unique de Soissons et de Laon, ils ne cachèrent pas leur éloignement pour celui-ci. Aussi avaient-ils dû, comme on l'a vu, lors de sa réception à la cathédrale de Laon, le mettre en demeure de justifier sa légitimité par l'assurance de la nomination pontificale émanée de Pie VII. Quoiqu'il en soit, tout en admettant et en publiant même la légitimité de Le Blanc de Beaulieu, ils n'en laissèrent pas moins échapper certaines expressions blessantes au sujet des assermentés et des ex-intrus ou constitutionnels, sans ménager l'ex-vicaire du métropolitain de Rouen, Debully. Ils témoignèrent surtout et toujours leurs regrets amers de la suppression de l'évêché de Laon, tempérés seulement par l'espoir de son futur rétablissement. C'est de là que provinrent des doutes sur la sincérité de leur soumission qui fut pourtant très réelle. En effet, malgré la conversion du prélat qui s'accentua à trois reprises différentes, ils disaient de lui, à propos de certaines nominations aux cures, en empruntant ce dicton de Henri IV : « La caque sent toujours le hareng ». Ils le répétèrent notamment, avec leur rude franchise, lorsque Le Blanc de Beaulieu désigna, en 1810, pour la cure d'Anizy, Jacques-François Nusse, ancien curé assermenté de Chassemy, puis de Bucy-le-Long, mort, en 1818, chanoine de Soissons (2).

(1) Voyez pour toute cette affaire du Concordat notre *Etude biographique sur l'abbé Houllier* (1881).

(2) Ce serait en réparation de son passé que Nusse, à l'instigation du

Le temps des missions secrètes étant passé, il s'agissait désormais de profiter des circonstances, relativement heureuses, où l'on se trouvait, pour la multiplication des œuvres saintes, le salut des âmes et le relèvement du clergé. L'aîné des Billaudel, Jean-Baptiste, toujours dévoré d'un zèle intrépide, non content de la direction d'une foule de consciences, s'attacha d'abord au ministère des prisons où il portait à la fois secours spirituels et temporels. Il obtint que les détenus entendissent la messe chaque dimanche et il fit rouvrir, à cette fin l'église de la Congrégation, celle de la Prison qu'il pourvut de tous les objets nécessaires au Saint-Sacrifice. Il se chargea même, le cas échéant, de préparer à la mort ceux qu'avaient touchés ses vives et pressantes exhortations et de les conduire au supplice. Il ne manquait jamais de profiter de ce triste spectacle pour adresser au peuple qui en était le témoin quelques saisissantes réflexions.

C'est pourtant au milieu de ces incessantes occupations que Jean-Baptiste Billaudel, convaincu de la nécessité de ressusciter les études tombées pendant la Révolution, et surtout par elles, de réparer les brèches profondes faites dans le clergé par l'émigration, la déportation et même la guillotine, tourna ses vues vers l'éducation de la jeunesse. Dans ce but, il avait résolu de relever ou de former des établissements qui pussent fournir à l'Eglise de nouveaux ministres capables de remplacer les anciens et à la société d'honnêtes citoyens. Dès que la religion put jouir de quelque liberté, il avait engagé deux ecclésiastiques : Guibert et Piquet à réunir autour d'eux quelques jeunes élèves destinés à devenir le noyau d'un pensionnat qu'il voulait former à Laon. Le Concordat promulgué, il s'était adjoint pour le commencer son frère Louis et d'autres ecclésiastiques sur le dévouement desquels il pouvait compter (1). Il avait su même se concilier la protection des autorités de la ville,

grand vicaire de la Loge, légua au Chapitre une petite ferme à Berzy-le-Sec, laquelle fut vendue depuis et l'argent converti en une rente de 500 fr. à la charge d'un service annuel.

(1) *Notice sur M. Billaudel*, par l'abbé LEQUEUX.

mais il s'agissait, pour affermir cet obscur établissement, à peine ébauché, de faire un coup d'éclat. Au mois d'août 1802, il était en état de donner à l'Hôtel de Ville un exercice littéraire qui fît sensation et en formât le début. A ses élèves, s'étaient joints ceux de messieurs Guibert et Piquet, qui après devaient se réunir à ceux du séminaire de Menneville, formé par ses soins et ses conseils sous la direction du chanoine Labrusse.

Le public nombreux qu'avait attiré la nouveauté de ce spectacle se demandait d'où sortaient tout à coup ces élèves et leurs maîtres, après douze années de violences et de suspension des études publiques. Aussi le pensionnat ainsi formé acquit-il dans la ville de Laon la considération générale. Des familles distinguées n'hésitèrent pas à lui confier leurs enfants. Les ecclésiastiques, ses coopérateurs, étaient, dès cette première ébauche : Lefin, Corbeau (depuis doyen de Flavy), professant les mathématiques; Trouvelot, depuis curé de Compiègne. C'est sous eux que : Dutemps (depuis jésuite), Chrétien (fondateur des sœurs de Saint-Erme), Maréchal et Lequeux (depuis supérieurs du grand séminaire), et Labrusse, économe, firent leurs premières armes avant de passer aussi à Menneville. Quant au pensionnat issu de cet essai, il s'ouvrit, le 1er septembre 1802, par ce programme : *Pensionnat d'éducation destiné à former l'école secondaire de l'arrondissement de Laon* », chez MMrs Jean-Baptiste Billaudel, ancien curé, pour la direction, et Louis-Marie Billaudel, ancien professeur de rhétorique, pour l'enseignement avec ses *confrères*, rue Saint-Cyr, à Laon. Conformément à un arrêté du gouvernement du 4 messidor an X, on y devait enseigner les langues française et latine, les premiers éléments de la géographie, de l'histoire et des mathématiques; les langues allemande, flamande, italienne et anglaise, selon le besoin et le désir des élèves; les humanités, la rhétorique et la philosophie « quand les sujets y seront disposés » (1).

Ce déploiement de zèle et de charité ne laissa pas

(1) *Prospectus* imprimé chez Melleville fils.

de causer de l'ombrage à quelques autorités; on redouta l'influence de l'ancien missionnaire, on rendit ses intentions suspectes, ce qui n'était pas difficile en un temps où rien n'était encore bien rétabli, et l'entreprise fut dénoncée. Un arrêté du préfet, lequel avait pourtant assisté avec sa femme à l'exercice littéraire, rendu le 20 juin 1803, en conséquence d'une lettre du Grand juge, ministre de la justice, du 12 du même mois, frappa d'exil les deux frères dont l'un, Jean-Baptiste, dut se rendre à Villers-Cotterêts, et l'autre, Louis, à Saint-Quentin, sous trois jours. Ils étaient placés dans ces villes sous la surveillance de la municipalité, laquelle devait certifier au préfet leur arrivée, et, tous les quinze jours, lui rendre compte de leur conduite. Ils obtinrent cependant, le 8 septembre, d'être transférés à Reims, leur ancien diocèse, mais, paraît-il, sous la condition qu'ils ne rentreraient plus dans le département de l'Aisne, théâtre de leurs exploits religieux.

Autant ennemi des honneurs que du repos, Jean-Baptiste refusa les honneurs qui l'attendirent après son bannissement. Ce fut en vain que l'évêque d'Autun le désigna pour son grand vicaire. Il préféra s'adjoindre à des missionnaires qui prêchaient à Amiens la station du Jubilé. Plein d'estime pour son zèle apostolique, l'évêque de cette ville, de Mandols, le contraignit d'accepter le titre de chanoine honoraire de sa cathédrale, puisqu'il ne pouvait le fixer dans son diocèse. Toujours attiré par son penchant pour l'éducation et vers le diocèse de Soissons et Laon, il demanda seulement la petite paroisse de Landevoisin, près de la ville de Nesle et sur les confins des deux diocèses. Il y établit avec son frère une sorte de petit pensionnat ou séminaire, lequel ne dura que deux ou trois ans, mais n'en laissa pas moins de délicieux souvenirs à ceux qu'il y avait réunis (1).

Tandis que les frères Billaudel expulsés de Laon par ordre supérieur se livraient à Landevoisin à l'un de leurs goûts favoris, un autre prêtre, qui le partageait, s'essayait à Saint-Quentin dans les travaux du même

(1) *Notice sur M. Billaudel*, par l'abbé LEQUEUX, p. 47, et Ed. FLEURY, *Histoire du Clergé*, t. II, p. 305.

genre. C'était l'abbé Charlet, ancien principal du collège des *Bons-Enfants* de cette ville qu'il faut faire connaître. Brillant élève du séminaire appelé la *Communauté de Laon* à Paris, Charlet, ses études terminées, était venu à Saint-Quentin remplacer le principal du collège, l'abbé Desjardins, « homme très recommandable », et en avait soutenu l'antique célébrité. Nommé à un canonicat de la collégiale, il avait refusé le serment et était parti pour l'étranger. A son retour de l'exil, il conçut le projet de relever son ancien établissement sous la dénomination de pensionnat ou école secondaire du genre de celui de Laon. Comme il lui fallait des collaborateurs, il fit venir de cette dernière ville le jeune prêtre Lefin, lequel, après son retour d'Allemagne avec l'abbé Trouvelot, avait travaillé, sous les Billaudel, dans leur pensionnat. Il attira aussi près de lui les deux frères Quentin et François Hanquet. Le premier, nommé chanoine de la collégiale, en 1777, avait, comme Charlet, refusé le serment et était des premiers revenu de l'exil. C'est à lui qu'une dame, dont le mari, orfèvre, avait été chargé de briser le reliquaire de la vraie croix, avait remis cet objet sacré qu'il avait pu sauver. Il déploya un zèle incomparable pour aider Charlet dans son entreprise, jusqu'au point d'entretenir, à ses frais et même à coucher dans sa propre chambre, des écoliers pauvres. Jusqu'à sa mort, arrivée le 8 octobre 1803, Quentin Hanquet épuisa sa bourse pour secourir les malheureux. Averti par l'archidiacre Fortier de s'y préparer, il le fit sans trouble, avec l'énergie que donne la foi et remit encore à celui-ci une somme de 2,000 fr. qu'il avait avancée pour son église (1).

C'est qu'en effet, ces prêtres courageux, aux travaux scolaires joignaient encore ceux de la charité et de l'exercice du ministère pastoral, dans la ville et dans les églises des environs dont ils avaient pris la direction. Pendant les quinze années qu'il demeura à Saint-Quentin comme professeur, Lefin, par exemple, s'empressa de porter secours aux prêtres voisins surchargés de besogne,

(1) *Note* manuscrite de l'abbé Lefin. — *Semaine du Vermandois*, 4e année, n° 49.

ou aux paroisses sans pasteurs. Il se chargea même, sur les instances d'une dame Chauvet et les invitations de son évêque, de celle de Lesdins où une famille Béranger le recevait et où on le verra conduire un des cardinaux exilés par Napoléon à Saint-Quentin. Avec de tels coopérateurs, l'ancien principal pouvait espérer des succès; puis, apprenant les efforts que les deux Billaudel faisaient pour l'éducation, il parvint à les déterminer à quitter leur cure et le petit pensionnat, à peine ébauché de Landevoisin, pour s'adjoindre à lui. Il eut même la pensée de leur remettre son établissement; mais ceux-ci, après s'être rendus à son invitation en 1806, ne tardèrent pas à le quitter pour s'appliquer dorénavant à l'œuvre du séminaire de Menneville. L'abbé Charlet continua la sienne avec courage, refusant d'accepter des postes éminents qui lui furent offerts. « Un extérieur grave, beaucoup de fermeté dans le maintien de la discipline, des connaissances aussi variées qu'étendues, le bon goût, les bonnes manières; plus que tous ces avantages, un cœur excellent et une vertu éminente le faisaient respecter et chérir par ses élèves. » Il passa les dernières années de sa vie « dans la retraite et les exercices d'une piété fervente » et mourut en 1826, presque octogénaire (1).

Après la suppression de l'institution Billaudel à Laon, l'abbé Trouvelot n'avait pas suivi à Saint-Quentin son ami Lefin, le compagnon de son sacerdoce et de son exil. Il s'était fixé à Amiens, dans la société de l'abbé Bicheron, voué à l'éducation, dont il sera fait mention en son lieu. L'évêché de Beauvais étant alors gouverné par l'évêque d'Amiens, il fut ensuite nommé à la cure du Plessis-Saint-Just, qu'il occupa pendant douze ans, et on lui confia la direction des Dames du Sacré-Cœur réunies au village de Cugnières. Ayant refusé la cure de Chantilly et une cure de Paris qui lui furent offertes, on le nomma à celle du Plessis-sur-le-Maast. L'évêque d'Amiens, de Mandols, avait alors pour vicaire administrateur du diocèse de Beauvais l'abbé Clausel, frère

(1) *Notice sur les abbés Lefin et Trouvelot.* (ARGUS SOISSONNAIS du 12 mai 1857.)

aîné de l'évêque de Chartres, Clausel de Coussergues. Le curé de Saint-Jacques de Compiègne, Tournefort, étant devenu évêque de Limoges, voulut le nommer son grand vicaire et, à son tour, de Lesquen, devenu évêque du siège rétabli de Beauvais, lui proposa la supériorité de son séminaire ; il refusa tous ces honneurs si flatteurs pour un ambitieux. Enfin, le successeur de ce prélat, Feutrier, l'ayant promu à la cure de Saint-Jacques avec les titres de chanoine honoraire et d'archidiacre de Compiègne, il accepta et prit possession le 2 février 1827. L'estime qu'il avait acquise auprès de ces dignitaires, il la conserva sous ses successeurs, Cottret et Gignoux. Démissionnaire de sa cure à l'âge de soixante-dix-neuf ans, il se retira au presbytère de Courmelles, chez l'un de ses neveux, et il y mourut, le 28 janvier 1857, à quatre-vingt-trois ans (1).

Cependant, les pensionnats créés à Saint-Quentin, à Laon et à Landevoisin pour la reprise des études, ne faisaient que mieux sentir la nécessité de songer au rétablissement des séminaires qui seuls pouvaient donner des prêtres. Aussi, les frères Billaudel, tout en prêtant leur concours aux travaux de l'abbé Charlet à Saint-Quentin, portaient leurs pensées vers la maison de Menneville et l'essai de séminaire qui s'y était formé, en 1797, sur leur initiative. Il était toujours dirigé par l'ancien chanoine de Laon, Labrusse, avec autant d'activité que de sagesse. Ce respectable prêtre ayant été frappé, au milieu de l'année 1808, d'une mort presque subite à l'âge de cinquante-neuf ans, Jean-Baptiste Billaudel se chargea de continuer son œuvre avec l'intention de lui donner un développement proportionné aux besoins du diocèse. Le Blanc de Beaulieu s'empressa d'assurer sa protection à l'établissement de Menneville, et, en peu de temps, c'est-à-dire en 1809, des étudiants, au nombre d'une soixantaine, et plus tard à celui de quatre-vingts, y suivaient les cours d'humanités, de la huitième à la philosophie inclusivement. Les classes

(1) C'est comme curé de Saint-Jacques, paroisse de la cour, qu'il bénit l'union de Léopold, roi des Belges, avec la fille aînée de Louis-Philippe, dans la chapelle du Palais.

étaient ainsi réparties : la rhétorique et la seconde à Louis Billaudel : la troisième et la quatrième à Joseph Renard; la cinquième et la sixième à Chrétien; les classes élémentaires à Augustin-Joseph Labrusse. Ce dernier deviendra économe du grand séminaire de Soissons, et l'abbé Chrétien fondera la congrégation de *Notre-Dame de Saint-Erme.*

Pour loger, nourrir un personnel déjà si nombreux, élèves et maîtres, Jean-Baptiste Billaudel, comme son prédécesseur, n'avait d'autres ressources que son inépuisable charité, le dévouement des familles les plus estimables du village, surtout de celles du défunt chanoine et de l'abbé Renard-Roger. Les sœurs du premier, les demoiselles Geneviève et Marguerite et la dame veuve Petit-Fils, non contentes de lui remettre leur propre maison et tous les lieux dont elles pouvaient disposer, se sacrifièrent en quelque sorte, elles-mêmes à cette bonne œuvre, avec une abnégation digne d'éloge. La famille Renard-Roger fit aussi les plus généreux sacrifices envers l'établissement, après lui avoir fourni l'un de ses maîtres les plus recommandables, Joseph Roger, lequel, quelques années après, fut enlevé au clergé diocésain par une mort prématurée (1).

Du reste, Menneville offrait aux yeux émerveillés le spectacle d'une communauté religieuse à sa naissance dans les beaux siècles du Moyen-Age. Il en rappelait la solitude, l'austérité, la pauvreté et l'activité. Situé dans les grandes plaines de la Champagne, le village semble s'épanouir au centre d'une vaste et belle prairie toute verdoyante qui vient aboutir à la rivière d'Aisne. Les bâtiments qui servaient au séminaire étaient, comme toutes les maisons du village, construits en terre dans une extrême simplicité. C'était une ferme composée de plusieurs corps de logis séparés; on eût dit un campement dans une oasis au milieu du désert. Ces bâtiments servaient à plusieurs fins; ainsi, la chambre du supérieur, disposée dans une espèce de mansarde, n'avait rien de plus élégant que le reste; le réfectoire était pris

(1) *Notice sur M. J.-B. Billaudel,* par l'abbé Lequeux, pp. 53 et suiv.

sur une grange voisine. La nourriture répondait au logement; elle était saine à la vérité, mais des plus communes; la plupart du temps les élèves ne buvaient que de l'eau. On remarquait pourtant à Menneville un grand mouvement et cette sorte de vie qui anime les bons établissements scolaires. Le travail des mains n'en était pas exclu, et on voyait les plus robustes se livrer, aux heures de récréation, à des ouvrages corporels que le supérieur dirigeait et qu'il ennoblissait par son exemple. La vanité, la mondanité, la mauvaise délicatesse étaient bannies de ce séminaire. Le crainte de Dieu, le détachement, l'amour d'une vie frugale et laborieuse, telle était la morale qu'on y enseignait et qui, toute sévère qu'elle était, n'excluait pas la gaieté, charme de la jeunesse. Aussi, la satisfaction était peinte sur tous les visages, et le séjour de Menneville a-t-il laissé d'agréables et précieux souvenirs dans la mémoire de tous ceux qui avaient habité cette pieuse retraite.

Ce séminaire eut une existence de quatorze ans, pendant lesquels il fleurit sous la direction du chanoine Labrusse, secondé par son neveu Augustin, et celle de Jean-Baptiste Billaudel, jusqu'en 1811, où on le verra transféré à Liesse. Les principaux élèves qui y reçurent leur éducation furent les ecclésiastiques suivants : Goujart, curé-doyen de Marle, chanoine de Soissons; Caby, curé-archidiacre de Château-Thierry; Bonjean, curé-doyen de Chauny; Tévenart, supérieur du petit séminaire et archiprêtre de Laon; Caton, doyen de Craonne; Hurillon, curé-doyen et supérieur du petit séminaire d'Oulchy, puis vicaire général; Lequeux, supérieur du grand séminaire de Soissons, grand vicaire de Paris; Martin, directeur du petit séminaire de Liesse, puis curé d'Oulchy et supérieur du petit séminaire; Boileau, curé-doyen de Coucy; Ribaut, curé-doyen de Vailly; Lefèvre, curé-doyen de Condé; Renard, curé de Seboncourt, chanoine honoraire; Gilson, curé de Chacrise; Ployon, de Lacroix, Charles de Hédouville, et bien d'autres prêtres non moins estimables qui n'occupèrent que des postes inférieurs sans être moins méritants.

PÉRIODE MODERNE

LIVRE VINGT ET UNIÈME.

Dix-neuvième Siècle.

(Deuxième Partie.)

DEPUIS L'ACTE DE SOUMISSION DE LE BLANC DE BEAULIEU AU PAPE PIE VII, LE 21 JANVIER 1804, JUSQU'A L'EXIL DES CARDINAUX A SAINT-QUENTIN, LE 18 AVRIL 1810.

SOMMAIRE. — I. Soumission de Le Blanc de Beaulieu au pape Pie VII ; sa lettre du 21 janvier 1804. Attaques de Grégoire contre lui et d'autres évêques sur cette soumission. Mandement sur le Consulat à vie de Bonaparte. Empire et Mandement sur le Sacre, 2 décembre; attachement du prélat au Saint-Siège explicite. Prières pour la campagne d'Autriche. Mandement sur la victoire d'Austerlitz. L'Assomption, fête de l'Empereur. Création d'un grand séminaire aux Minimesses, ses difficultés, et Lettre pastorale à ce sujet (1806) ; chapelle Saint-Joseph. L'université impériale. Projet d'un petit séminaire. Statuts de 1807. Hiérarchie diocésaine, insignes distinctifs ; archidiacres et doyens. Visite des paroisses, son objet et son cérémonial ; charges des desservants et binage. Fêtes supprimées et Mandement sur l'administration des Sacrements ; fatigues des desservants ; amovibilité devant cesser. Instruction sur les clercs-laïcs. — II. Ecclésiastiques unis civilement ; un grand repentir. Réhabilitation de ces unions par arrondissement ; cantons de Vervins, Laon, Soissons et Château-Thierry. Maintien, par le préfet, des hospitalières à l'Hôtel-Dieu de cette ville, prise d'habit. Rétablissement de celles de Soissons, de Laon et Saint-Quentin. Origine de l'Institut de N.-D. de Charly. Fidon fondateur, avec une école ; installation et accroissement, visite de l'évêque ; rétablissement de l'Enfant-Jésus de Soissons, de la Providence de Laon, de La Croix à Chauny et à Saint-Quentin. Fondation de la Trappe de Saint-Paul-aux-Bois et de N.-D. de Saint-Erme. — III. Catéchisme de l'Empire, et Mandement ; son esprit tout politique, les devoirs envers l'Empereur. *Te Deum* sur la victoire d'Iéna et Lettre sur la conscription. Victoire d'Eylau et *Te Deum*. Lettre sur la guerre d'Espagne et *Te Deum* sur ses victoires. Celle de Ratisbonne et *Te Deum* sur la prise de Vienne, capitale de l'Autriche.

I. — LE BLANC DE BEAULIEU, ancien métropolitain constitutionnel, l'un des prélats schismatiques choisis par Bonaparte pour opérer la fusion dans les deux partis religieux qui se partageaient l'Eglise de France, ne pouvait pas ne pas se sentir quelque propension pour celui

auquel il avait appartenu. Aussi, on remarqua dans les premiers temps de son épiscopat à Soissons qu'il avait une affection particulière à l'endroit de ses anciens coreligionnaires. Il laissa également percer ses opinions jansénistes, en faisant enlever des livres liturgiques l'*Office du Sacré-Cœur de Jésus*, dont il défendit de célébrer la fête. On verra, dans la suite, comment il sut réparer cette faute. En attendant, il importe de signaler, dès maintenant, son premier retour explicite à l'orthodoxie pure. Eclairé enfin sur l'authenticité des brefs du Pape portant condamnation de l'Eglise constitutionnelle, ou plutôt se rendant, sous la direction du chanoine de la Loge, à une évidence que niaient les évêques attachés au schisme, il fit auprès de Pie VII une démarche solennelle. Il adressa au Saint-Père, le 21 janvier 1804, une lettre où il protestait de sa soumission au siège de Pierre et exprimait chaleureusement ses vifs regrets du passé, abjurant le schisme et le jansénisme. Pie VII lui répondit par un bref touchant et paternel.

Il aurait voulu que ses anciens collègues imitassent son exemple. Dans ce but, il composa un *Mémoire* pour leur faire part de sa démarche et des raisons qui l'avaient motivée. Plusieurs, au lieu d'en être ébranlés, lui reprochèrent amèrement ce changement. Quant à lui il n'opposa que le silence à leurs plaintes, s'efforçant de remplir avec d'autant plus d'activité ses devoirs épiscopaux et à effacer les anciennes divisions. Celui qui, dans cette circonstance, se montra le plus acharné contre Le Blanc de Beaulieu, fut l'ex-évêque de Loir-et-Cher, le fameux Grégoire. Dans un opuscule intitulé : *Révolte du Clergé dissident contre le Concordat*, et qui fait suite à ses *Mémoires* (1), il proteste, à chaque page, de son esprit de charité, et il verse à pleines mains l'injure contre le clergé insermenté et rétractant. Voici comment il s'exprime sur le retour de l'évêque de Soissons à l'unité, et au sujet de quelques prêtres qu'il avait cru, à cause de leur opiniâtreté dans le schisme, exclure des rangs de son clergé :

(1) *Mémoires*, t. II, p. 434.

« En écrivant l'histoire, rien de plus affligeant, disait-il, que de voir sur la scène tant d'hommes coupables et méprisables, surtout quand leur état leur impose plus étroitement l'obligation de servir de modèles à tous les amis de la vérité et de la vertu. Qui pourrait n'être pas humilié de trouver sous sa plume le nom de Beaulieu, évêque de Soissons? On se rappelle encore que dans ses discours à Saint-Séverin, à Saint-Etienne-du-Mont, il avait formellement énoncé la résolution d'être invariable dans ses principes : l'invariable Beaulieu a rétracté; actuellement il justifie la prédiction de Dégola (1) en persécutant ses coopérateurs qui refusent de l'imiter : de ce nombre est un digne ecclésiastique nommé Roulet, ordonné par Beaulieu lui-même, lorsqu'il était évêque de Rouen. » On se souvient que Roulet avait été nommé chanoine titulaire du nouveau chapitre par ce prélat qui l'avait amené à Soissons avec l'abbé Debully, dont il ne voulut pas imiter la sage conduite, en suivant comme lui l'exemple de son évêque.

Grégoire passant en revue chaque diocèse, étaie ses diatribes d'un ou deux noms propres seulement, de prêtres persécutés par leurs évêques. Les prélats qu'il regarde comme ayant été fidèles à leur serment constitutionnel, ont à peu près tous exclusivement ses sympathies; les autres sont autant « de fourbes, d'ignorants, d'imbéciles, de mauvais sujets ». Le Blanc de Beaulieu qui s'était attaché à lui, qui avait été membre de ses synodes par lesquels il avait été nommé évêque, Grégoire le poursuit encore de ses rancunes dans ses *Mémoires*. « Sept ou huit évêques constitutionnels et beaucoup de prêtres, ceux-là sur de nouveaux sièges, ceux-ci à la tête des paroisses sont invariables dans leur manière de penser. » — « Invariables?... Je vous entends : Vous allez citer Charrier de la Roche (2) et Beaulieu; je vous les abandonne... Mais allons plus loin. Avant la rétractation de Beaulieu, avant les tracasseries

(1) Dégola, savant prêtre italien, ami de Grégoire, auteur des *Annales politico-ecclesiastici*. Il donna son adhésion au clergé assermenté.

(2) Charrier de la Roche, chanoine du chapitre d'Ainay, député aux Etats-Généraux, fut nommé au siège de Rouen qu'il n'occupa point, et devint, au Concordat, évêque de Versailles.

suscitées aux évêques constitutionnels, Rome se reconnaissait en union avec eux : donc une rétractation était inutile. » Il n'est pas possible de joindre à un langage plus inconvenant une plus insigne mauvaise foi que ne le fait ici Grégoire.

Le Blanc de Beaulieu n'en saisit pas moins une autre occasion pour témoigner à Bonaparte l'ardeur de sa sympathie pour l'auteur du Concordat. Celui-ci, nommé Consul à vie, revenait d'un voyage où il avait visité les ports de la France septentrionale et s'était arrêté à Reims. Là une députation soissonnaise était allée le prier de vouloir bien honorer Soissons de sa présence à son retour vers Paris. Le Premier Consul ayant accédé à cette demande, Le Blanc de Beaulieu fit paraître un Mandement où il parla du Consulat à vie et de la prochaine visite du futur empereur en sa ville épiscopale. On y lit ces triomphantes expressions :

« C'est en ce jour que le peuple français, par un mouvement spontané, d'une voix unanime, a proclamé le Consulat de Bonaparte à vie. O Bonaparte, en vous rendant le juste hommage, le tribut mérité de notre reconnaissance et de notre amour, nous avons moins ajouté à votre amour, nous avons moins ajouté à votre gloire qu'à notre propre bonheur. Sur quel appui plus solide faire reposer la prospérité de la nation?

« Quelle circonstance plus favorable pour remercier le père des miséricordes de ce qu'il a fait pour la France, que celle où Bonaparte, vivifiant nos contrées par sa présence, vient y répandre la joie et l'allégresse !

« Paraissez, Premier Consul, paraissez dans nos campagnes, dans nos murs ! Que chacun de nous puisse voir, au moins un moment, celui qu'il porte dans son cœur. Venez, recueillez-y de notre bouche, lisez dans tous les yeux l'expression de notre entier dévouement; venez-y recevoir nos hommages. Cette allégresse qui vous a précédé, accompagné partout, vous la retrouverez dans notre diocèse. C'est de son sein, c'est du milieu de nous qu'est parti le premier vœu des départements pour le Consulat à vie. A peine émis dans la capitale, il retentit et fut répété à Soissons avec enthousiasme, le

cri, cet élan de tous les cœurs : *Bonaparte, Premier Consul à vie ! Vive Bonaparte !* » (1)

Ce changement opéré dans le gouvernement consulaire amena une modification dans la prière publique pour les consuls stipulée dans le Concordat. La formule du verset fut désormais celle-ci : *Domine salvum fac Napoleonem, primum consulum nostrum.* Elle entra en usage à l'occasion du Jubilé de 1803. Le cardinal Caprara, considérant l'état satisfaisant où était arrivée l'Eglise de France, publia, le 1er novembre 1803, cette indulgence accordée par le pape Pie VII en considération du rétablissement du culte public de la religion catholique par le Concordat. Le Blanc de Beaulieu annonça lui-même cette bonne nouvelle à son diocèse par un Mandement du 21 février 1804. Il y joignit les *Instructions* tirées de celui de son prédécesseur, Henri de Bourdeilles, publiées à l'occasion du Jubilé de 1770 et qu'on regardait comme un précis, aussi clair que solide, sur cette importante matière (2).

Cependant Bonaparte n'avait pas tardé à changer son titre de Consul à vie par un autre plus élevé. Il s'était fait déclarer empereur le 18 mai 1804 ; le 5 juillet il nommait Le Blanc de Beaulieu chevalier de la Légion d'honneur et on négociait à Rome l'affaire de son couronnement par l'intermédiaire de l'oncle du nouveau monarque, le cardinal Fesch. Pie VII, avant d'accepter l'invitation de venir couronner Bonaparte à Paris, avait posé certaines conditions, entre autres : l'abrogation des *Articles organiques du Concordat* et « une soumission à ses jugements sur les *Affaires canoniques* de France » de la part des évêques constitutionnels, avant de se présenter à la cérémonie. L'évêque de Soissons ordonna des prières pour attirer les bénédictions du ciel sur le voyage du Pape : *pro summo Pontifice itinerante* (3). Le sacre eut lieu le 2 décembre 1804 ; Le Blanc de Beaulieu ayant fait sa soumission à Sa Sainteté par sa lettre du

(1) *Mandement* du 5 août 1803. (Collection de *Mandements.)*
(2) *Mandement* de Le Blanc de Beaulieu du 21 février 1804. *(Ubi supra.)*
(3) *Ubi supra.*

21 juin précédent déjà mentionnée, pouvait donc paraître avec honneur et confiance devant le chef de l'Eglise, en cette mémorable circonstance.

Napoléon ayant ordonné un *Te Deum* en action de grâces du *sacre* et du couronnement de l'*Empereur*, Le Blanc de Beaulieu donna, à cette occasion, le 3 janvier 1805, un Mandement qu'il datait de son *Hôtel* à Soissons et où il chantait avec enthousiasme les louanges de Pie VII et du souverain de la France (1) :

« ... Un nouveau jour, l'aurore du bonheur, y disait-il, se lève sur la France. Ce n'est plus cet homme de péché, ce pontife hypocrite d'un culte faux et sacrilège qui plaçait sur l'autel du vrai Dieu l'impudique idole d'une raison insensée ; c'est le Pontife auguste de la religion ; c'est l'image de celui qui est par excellence l'évêque de vos âmes, le vicaire de Dieu fait homme, le Père commun de tous les fidèles ; c'est celui qui, par la douceur de sa vertu et l'éminence de sa piété, est si digne de son nom, et le ministre de sa paix et de sa charité. C'est lui qui, dans ce sanctuaire, aux pieds de ces mêmes autels vient, comme un autre *Samuel*, consacrer le héros que Dieu a choisi, et verser, sur notre nouvel empereur, cette huile sacrée qui ajoute à tous les titres que lui donnaient déjà notre amour et notre reconnaissance, celui d'oint du Seigneur.

« O Pie VII ! O Napoléon ! C'est ainsi qu'après tant de malheurs et de crimes vous venez, par l'acte le plus solennel et le plus religieux, réparer dans ce même temple les abominations qui l'avaient souillé, et montrer au monde l'imposante réunion de la double majesté de la puissance spirituelle et temporelle, cimentant, en présence du Roi des Rois, l'alliance sacrée qui doit faire le bonheur des peuples et la gloire de ceux qui les gouvernent. »

Après s'être défendu de décrire l'imposante cérémonie du sacre, et avoir exhorté ses diocésains à implorer la miséricorde de Dieu sur l'Empereur au bras invincible, sur son auguste épouse, sur son « gouvernement égale-

(1) *Ubi supra.*

ment sage et doux, fort et paternel », le prélat parle de lui-même des impressions qu'il a ressenties en présence du Souverain-Pontife et ajoute :

« Nous vous la rappelons, N. T. C. F., cette bénédiction et avec elle une plus ferme résolution que jamais de nous tenir inviolablement attaché au Siège de Saint-Pierre, à cette Eglise romaine qui, suivant les principes, de S. Irénée (1), « et d'un grand archevêque de Reims (2), est le centre de l'Unité et de la Catholicité ; Nous reconnaîtrons toujours la voix de Jésus-Christ, dans celle du corps des premiers pasteurs réunis au chef de l'Eglise, et nous n'aurions plus d'autre règle de conduite, si Dieu permettait qu'il s'élevât, pendant le cours de notre vie, de nouveaux nuages et des temps difficiles » (3).

En même temps qu'il donnait une preuve si authentique de son retour à l'orthodoxie, Le Blanc de Beaulieu ne manquait à aucun de ses devoirs à l'égard de l'empereur. Bonaparte, arrivé au plus haut sommet de la grandeur, se croyait dans l'obligation de justifier par des faits d'armes encore plus éclatants que les premiers une pareille élévation. Il fit donc succéder la victoire à la victoire, les *Te Deum* aux *Te Deum*. Le 29 septembre 1805, comme il se mettait à la tête de ses troupes, pour la campagne d'Autriche, l'évêque de Soissons demanda des prières pour le succès des armes de « Sa Majesté impériale et royale ». C'était dans le dessein de cette campagne qu'il avait abandonné celui d'une descente en Angleterre. Les Mandements du prélat vont devenir triomphants comme les proclamations du grand empereur.

« Nous respirions à peine, N. T. C. F., à peine nous jouissions de cette paix si nécessaire à l'Europe après ses longs malheurs qu'une nation rivale et toujours ennemie de la France avait déjà rompu le pacte solennel qui en était le garant.

« Nous pouvions du moins espérer que le repos du

(1) S. Jean. *Lib. adv. Hœres.*

(2) Hincmar cité par Bossuet, dans son sermon sur l'*Unité de l'Eglise*, à l'Assemblée de 1681.

(3) *Mandement...* qui ordonne un *Te Deum* à l'occasion du sacre, etc., in-4°. Soissons, Waroquier-Fromentin, 1805. (Recueil, *ubi supra.)*

continent ne serait point troublé; mais l'Angleterre a craint de se mesurer seule avec notre héros. Elle a cherché partout des alliés... Il est trop vrai que l'Autriche séduite par d'insidieuses manœuvres s'est rangée de nouveau parmi nos ennemis. Des armées menacent nos frontières. Des bords de l'Océan, Napoléon vole aux rives du Rhin. Ses légions invincibles s'y précipitent à son exemple, pour reprendre le cours accoutumé de leurs victoires.

« Elles feront leur devoir : notre empereur fera le sien. Vous ferez aussi le vôtre N. T. C. F.

« L'empereur marche en personne contre les ennemis de la Patrie, aucun danger ne l'effraie. Quel François refuseroit de s'associer à ses travaux et à sa gloire?... » (1).

Bientôt, en effet, du camp d'Elchingen, Napoléon demandait un *Te Deum* en action de grâces de la prospérité de ses armes et Le Blanc de Beaulieu le prescrivait par un Mandement du 26 octobre 1805. Sans relâche, du quartier-général d'Austerlitz, où il avait remporté l'une de ses plus mémorables victoires, il en demande un autre pour remercier Dieu de lui avoir donné de battre les troupes combinées des empereurs d'Autriche et de Russie. L'évêque de Soissons prescrivit, le 18 décembre 1805, de le chanter le 22 du même mois à Soissons, à Laon, et le dimanche le plus rapproché de la réception de son Mandement dans les autres paroisses. Partageant pour le héros de la France l'admiration des empereurs lui demandant la paix, Le Blanc de Beaulieu disait : « Au milieu des plus éclatants triomphes, notre auguste Empereur ne cesse de la désirer et ne combat que pour la conquérir. Dans la chaleur même de l'action la plus vive, dans le moment où la valeur des combattants se livre à toute son impétuosité, on le voit, ce guerrier pacifique, avec un sang-froid qui n'est qu'à lui, arrêter le carnage de la même main qui vient d'assurer la victoire. Il pouvait détruire le reste des armées vaincues; déjà elles étaient enveloppées, mais il fallait

(1) *Mandement* du 29 septembre 1805. *(Ubi supra.)*

encore faire couler le sang. Sur la parole d'*Alexandre*, NAPOLÉON leur fait ouvrir un libre passage ; un armistice est conclu et la paix se négocie. O Bonaparte ! la France, le continent, l'Europe entière, vont donc encore une fois vous la devoir ! redoublez vos prières, N. T. C. F. pour l'obtenir de la bonté divine, cette paix si précieuse. Puisse-t-elle enfin devenir universelle et durable ! » (1).

Cette paix, dont le désir est sans cesse exprimé dans les Mandements de Le Blanc de Beaulieu, était, en effet, l'objet des vœux de la France et de l'Europe. Mais hélas ! elle ne devait arriver que par la chute définitive du grand conquérant. Son Mandement de carême du 6 janvier 1806 ne fait plus d'allusion ni à la guerre ni à la paix, mais, dans celui du 15 juillet 1806, il y revient encore. Il s'agissait de réunir à la fête de l'Assomption de Notre-Dame la mémoire de saint Napoléon, martyr, patron de l'empereur des Français (2) et de l'anniversaire du rétablissement du culte catholique en France, avec procession solennelle et générale. On prescrivait, en même temps, pour le premier dimanche de décembre, un *Te Deum* en mémoire du sacre et de la victoire d'Austerlitz. Ces mesures avaient été prises en vertu d'un bref du cardinal-légat Caprara du 1er mars de cette année (3).

Mais d'autres soins appelaient l'évêque de Soissons. Le diocèse possédait sans doute à Menneville un petit-séminaire qui pourvoyait aux premiers besoins, à la satisfaction du prélat et de son clergé. Toutefois, Le Blanc de Beaulieu, poursuivant toujours, avec une activité remarquable, l'organisation complète de son Eglise, ne perdait pas de vue la formation d'un grand séminaire qui en devait être la principale base. La situation du clergé telle que l'avait dépeinte au gouvernement le préfet de l'Aisne, à propos de sa prétendue opposition au Concordat, ne s'améliorait que bien lentement, sous le rapport matériel. Elle faisait concevoir

(1) *Mandement* du 18 décembre 1806. *(Ubi supra.)*
(2) Selon les martyrologes *Neapolis* ou *Neopolus*, en italien *Napoleone*, produit dans le langage ordinaire *Napoléon*.
(3) Bref. *(Ubi supra,* collect. de *Mandements.)*

des craintes hélas ! trop bien fondées pour l'avenir de la Religion par les pertes qu'il éprouvait dans son personnel. Le rétablissement d'un grand-séminaire, complément obligé du petit formé à Menneville, pouvait seul évidemment combler les vides que la mort faisait chaque jour dans ses rangs. Mais le prélat rencontrait les plus grands obstacles dans le manque absolu de ressources. L'Etat n'ayant pu assurer de dotations qu'aux séminaires des métropoles, celles des séminaires diocésains étaient laissées à la piété des fidèles.

Le Blanc de Beaulieu, loin de se décourager, porta d'abord « aux pieds du trône l'expression de sa douleur et de ses inquiétudes » et il en obtint, par un décret spécial du 24 juillet 1806, la concession d'un bâtiment situé dans sa ville épiscopale, l'ancien couvent des Minimesses ou la Petite-caserne, à la place de celui du grand-séminaire de Panleu servant de caserne ou d'ambulance depuis 1792. Le couvent des Minimesses avait été donné à l'Hôpital-général en compensation de ses biens aliénés, avec une partie des jardins de Saint-Jean-des-Vignes ajoutée aux siens par la suppression d'une rue qui les séparait, et la presque totalité du jardin du grand-séminaire ; il se trouvait ainsi libre et dégagé. Plus de vingt élèves n'attendaient plus qu'un signal de l'évêque pour entrer dans cet asile déjà sanctifié par l'austérité et la prière. Avant de le donner, l'évêque s'adressa à son clergé, dont plusieurs membres lui avaient déjà offert des sommes importantes en s'imposant de grands sacrifices, et à ses diocésains dont il sollicita les secours par une Lettre pastorale du 15 août 1806. Rien de plus émouvant que cette Lettre qui peint, avec les plus vives couleurs, la triste situation de l'Eglise de France jadis si florissante, dans le tableau qu'elle présente sur le seul diocèse de Soissons et Laon.

« Depuis longtemps, y disait le prélat, nous concentrons en nous-même une douleur dont le poids nous accable : la mort, en moissonnant nos chers coopérateurs, ne cesse de multiplier dans ce vaste diocèse des vuides effrayants ; tous les jours des pasteurs vénérables succombent à nos côtés sous les infirmités de la vieillesse,

la surcharge des travaux, peut-être, hélas ! sous les excès des privations. Victimes de leur zèle ils emportent au tombeau l'amertume de mourir sans successeurs, et sans qu'il soit possible de perpétuer les fruits de leur dévouement et de leurs efforts.

« Quelle perspective nous présente cet avenir si la divine Providence ne préserve l'Eglise de France de la dernière désolation dont elle est menacée. Encore un petit nombre d'années et nos pertes se multipliant sans être réparées, les prêtres s'épuisant au milieu de la multitude des paroisses qu'ils pourront à peine parcourir, on verrait des contrées entières sans prêtres, sans autels, sans culte. Les enfants demanderaient le pain de la parole, et personne ne pourrait le leur rompre, les époux seraient privés de la bénédiction et des grâces qui seules peuvent sanctifier leur union et en assurer le bonheur; la veuve et l'orphelin resteraient sans consolations; la Religion ne viendrait plus au lit des mourants, adoucir leurs peines et recueillir leurs derniers soupirs; les morts eux-mêmes ne recevraient plus honneurs de la sépulture religieuse, si consolants pour ceux qui leur survivent; l'oubli absolu de Dieu, l'ignorance de toute espèce de devoir, amèneraient bientôt le débordement de toutes les passions, la dissolution des mœurs, l'endurcissement de l'impiété et tous les maux qu'elle entraîne à sa suite. Quelles seraient alors vos craintes et vos sollicitudes, pères vertueux ! mères sensibles et chrétiennes ! de quel œil verriez-vous la perte inévitable de ceux auxquels vous avez donné le jour? Vous ne pourriez leur transmettre le dépôt de cette Religion sainte qui fait votre bonheur. Ni les conseils de votre prudence, ni les sacrifices de votre tendresse ne pourroient leur en assurer l'héritage, et vous leur seriez enlevés sans espoir d'être jamais réunis !... Nos très chers Frères ! seroit-ce donc là le sort malheureux qui nous seroit réservé ! Osons encore espérer de la bonté divine qu'elle nous l'épargnera. Tout concourt en ce moment à nous donner la juste confiance que nos efforts, soutenus des vôtres, ne seront pas sans succès, et que nous éviterons ainsi la plus redoutable des menaces, que le Seigneur faisoit

autrefois à son peuple, celle de le priver de ses ministres et de leur ministère. »

Un pareil langage devait être entendu et compris. Des quêtes à domicile furent faites dans toutes les paroisses par les doyens des cantons assistés des desservants, suivant les prescriptions de la Lettre et de son dispositif. Leur produit fut versé dans la *Caisse du Séminaire* dont il confia aussitôt l'administration, sous l'autorité épiscopale, à une commission composée de l'un des vicaires généraux, d'un membre du chapitre, du curé de Soissons et du supérieur du séminaire. A ceux-ci il adjoignit, pour les aider de leurs lumières, les curés-archidiacres lesquels devaient être convoqués, chaque année, à l'époque des *Calendes*, pour assister à la reddition des comptes (1).

Dès qu'il fut mis en possession du couvent des Minimesses, et qu'il eut réuni les premiers fonds nécessaires à son entreprise, Le Blanc de Beaulieu y installa, la même année 1806, son séminaire diocésain. Pour y organiser un oratoire il avait obtenu de transporter aux Minimesses tout le mobilier non détruit de la chapelle de l'ancien grand-séminaire. Il comprenait un autel de marbre avec son tabernacle, deux statues de saint Grégoire et de saint Drausin, soixante stalles, lambris du chœur, du sanctuaire, de la sacristie compris : meuble, grille séparant le chœur de la nef, autel de pierre de la petite chapelle de celle-ci, bancs et pupitre de chantres, trois portes faisant partie des lambris de la chapelle et du vestibule, carreaux en marbre blanc et noir du pavé de la petite nef et du sanctuaire de la chapelle (2). On sait que la plupart de ces objets provenaient du couvent des Célestins de Sainte-Croix d'Offémont et qu'une partie a été replacée dans la chapelle du grand-séminaire après sa restitution.

Une vingtaine d'élèves ayant répondu à l'appel de l'évêque (1806-1807) il leur donna pour supérieur Augus-

(1) « *Lettre pastorale* de Mgr l'Evêque de Soissons pour l'établissement du séminaire diocésain du 15 août 1806. » (In-4°, chez Waroquier-Fromentin, imprimeur-libraire de Mgr l'Evêque et du diocèse.)

(2) Les stalles furent cédées à la cathédrale de Laon où on les voit aujourd'hui (1879).

tin-Joseph Duguet, dont on connaît les états de service pendant la Révolution, l'émigration et les missions laonnoises. N'ayant jamais perdu de vue sa paroisse de Parfondeval pendant ses longues absences, il parvint à y rentrer, le 1er mai 1802, à cinq heures du soir, et dès le lendemain il préparait une première communion dans une chambre d'un habitant nommé Jacques Martin, en vrai ancien missionnaire. Le bruit de son arrivée s'étant répandu, avec celui de cette cérémonie imminente ; il s'agissait de préparer l'église si longtemps abandonnée, on y employa même la nuit. Les murs nettoyés, on les couvre de draps blancs, un autel provisoire s'élève, il n'y avait plus qu'à en reprendre possession solennellement. De la maison Martin, une procession, qu'il conduit revêtu des ornements sacrés, s'avance aux chants liturgiques, se rend à l'église qu'il bénit, pleurant de joie, avec un rameau d'hysope, l'oint de l'huile sainte, monte en chaire, dit ensuite la messe et distribue la communion. Il convient de le suivre dans ce nouveau ministère, dont le dernier acte du 12 mars, remis à sa famille pour être reporté au registre paroissial, était encore signé Duguet, chef de la mission. S'étant rendu à Laon pour obtenir sa radiation de la liste d'émigration, au mois de juillet il y resta deux mois ayant confié sa paroisse à M. Féart, il n'y revint que pour peu de temps, s'intéressant au sort de ses ennemis, tels que Mercier, celui qui l'avait frappé à l'affaire de Louvet, arrêté pour la désertion de son fils, et dont il obtint la grâce par l'entremise de l'ex-chanoine Ferrand, son ami. Deux autres l'ayant insulté à Oigny restèrent en ce lieu, l'un employé à la ferme de son frère et l'autre garde-bois aussi à Oigny. Inscrit sur la liste d'émigration comme curé d'Archon et Oigny le 6 juillet 1793, Duguet en fut éliminé, le 18 pluviôse, puis amnistié le 26 frimaire an XI, ainsi que l'ex-chanoine de Laon, Bourbier, et Colnet, curé de Prisces, par le préfet Belzay de Courmenil (1). Nommé curé de Vailly et doyen du canton à la fin de 1802, c'est de ce poste qu'il fut tiré

(1) *Semaine religieuse* du 2 janvier 1798.

pour la supériorité du grand-séminaire qu'il dut, paraît-il subir plutôt qu'il ne l'agréât à cause de sa qualité d'anticonstitutionnel bien déclarée. Il l'exerça toutefois jusqu'au 22 novembre 1807 où il mourut en confessant le séminariste Olivier qui devint curé de Bois-lès-Pargny. Il eut pour successeur jusqu'en 1814 René-Victor Mangin, ancien curé insermenté de Brasles comme lui, lequel décéda, en 1818, chapelain de l'*Hôpital-général* de Château-Thierry.

Le Blanc de Beaulieu, toujours en faveur, obtint de Napoléon onze bourses de 400 fr. chacune et vingt-deux demi-bourses de 200 fr. pour son séminaire, mais en revanche, il fallut en envoyer le règlement à son ministre des cultes, pour être soumis à l'approbation impériale. Ce premier acte inquisitorial devait être bientôt suivi d'autres autrement vexatoires, par suite de la création de l'*Université impériale*, qu'il importe de faire connaître dès maintenant que l'on sait le génie despotique de Napoléon et sa volonté de fer. L'existence des grands-séminaires supposait qu'il y en aurait d'autres, sous le nom d'écoles secondaires ou petits-séminaires, comme autant de cours préparatoires à ceux des grands. Ils devaient logiquement, comme les premiers, demeurer du ressort de l'autorité diocésaine, puisqu'il s'agissait de former de jeunes clercs dès leur enfance, loin du contact du siècle. Il en fut ainsi jusqu'en 1808, mais c'est en cette même année que les choses changèrent de face, pour un certain nombre d'années, c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'Empire. Napoléon, qui prétendait tenir sous sa main et former sur un modèle unique les jeunes générations, créa l'*Université de France* composée d'un certain nombre d'Académies correspondant aux cours impériales. Le 7 mars 1808 fut publié le décret organique de cet immense et unique Institution, rédigé par Fourcroy, alors directeur de l'Instruction publique. Il y était statué que l'enseignement serait public et confié exclusivement au corps universitaire; qu'aucune école ou établissement d'instruction, sous quelque forme que ce fût, ne pouvait se former en dehors de lui, sans l'autorisation de son chef

le Grand-Maître et que personne ne pourrait ni ouvrir d'école, ni enseigner publiquement sans être membre de l'Université. On admettait toutefois que, dans les séminaires diocésains, l'instruction dépendrait des évêques et que les professeurs et directeurs de ces établissements seraient à leur nomination et révocation, tout en se conformant aux règlements approuvés pour ces maisons par le gouvernement. Chaque église métropolitaine aurait une faculté de théologie composée de trois professeurs nommés, la première fois par le Grand-Maître, sur la présentation de l'archevêque ou évêque du chef-lieu de l'Académie, et dans la suite au concours. Ils devaient occuper l'un une chaire d'Histoire, l'autre une chaire de Dogme et le troisième une chaire de Morale.

C'était bien là, le chef-d'œuvre du despotisme sur les intelligences. Par cette institution gigantesque se monopolisaient entre les mains de l'Etat et de son chef toute la jeunesse française, toutes les forces vives du pays qu'il conduisait, à son gré, mourir sur les champs de bataille. Il la façonnait au sort qu'il lui destinait en lui inculquant ses vues, ses principes, ses opinions, ses idées, ses goûts, avec un ensemble et une uniformité désespérante. Sans doute il voulait que les principes de la Religion catholique fussent la base de l'enseignement universitaire, mais on savait et on sut depuis à quoi il entendait qu'on s'en tînt sur ce point. Avant tout il voulait qu'on inculquât aux jeunes gens « la fidélité à l'empereur, à la monarchie impériale, dépositaires du bonheur des peuples et à la dynastie napoléonienne, conservatrice de l'unité du pays et de toutes les idées libérales proclamées par la Constitution ».

Mais comme il fallait avant tout, à cet homme de guerre, des soldats, toujours des soldats, encore des soldats jusqu'à l'épuisement total de la France, il voulut que les jeunes Français suçassent le goût de la guerre presque avec le lait. Chaque lycée, chaque collège transformé en caserne, retentissait du bruit des armes et des sons du tambour. Il n'en fallut pas moins que toutes les institutions d'enseignement, créées ou relevées depuis la Révolution : charitables ou autres, ecclésiastiques ou laïques

sans distinction, dépendissent de l'Université, envoyassent leurs élèves assister aux leçons de ces écoles d'indifférence ou trop souvent d'irréligion, tristes restes de celles du XVIII[e] siècle dont les principes voltairiens continuèrent à sévir longtemps après l'Empire. Là, on formait bien des lettrés, des prosateurs, des versificateurs, des ingénieurs pour l'armée, plutôt que des chrétiens et de bons citoyens, contrairement à l'idée première de Napoléon. Du reste c'est par ses fruits que ce grand arbre sera jugé, en pratique mieux qu'en théorie, car il ne devait jamais guère dégénérer pendant la plus grande partie de ce siècle.

Un grand séminaire étant créé, sans trop de difficultés à Soissons, puisqu'il n'y en avait rencontré aucune dans les règlements universitaires, il restait pour le moment à s'occuper d'en fonder un petit, mais trop d'entraves s'y opposant, on dut attendre encore trop longtemps. Enfin Le Blanc de Beaulieu, sur ce point encore, parviendra à ses fins. En attendant il dut songer à presser l'achèvement de son organisation diocésaine, restée en souffrance. Il avait d'abord créé, pour l'aider dans son administration, autant de grands-vicaires qu'il y avait d'arrondissements dans le département de l'Aisne. Ces officiers s'occupaient spécialement des affaires concernant leurs circonscriptions. C'était là une sorte de réminiscence des anciens archidiacres, aussi en portèrent-ils le nom, mais leurs attributions furent supprimées par son successeur.

N'ayant pas tardé à sentir la nécessité d'établir l'uniformité dans le gouvernement des paroisses et dans l'exercice du culte, par un ordre définitif, il s'entoura de tous les éléments nécessaires pour atteindre ce but. Ayant eu recours, surtout aux lumières des curés d'arrondissement et de canton, il publia, le 20 août 1803, sa Lettre circulaire contenant, sous le nom d'*Instructions* au Clergé, de véritables statuts diocésains. Ensuite ayant terminé, dans le cours de l'année 1807, la visite générale de son diocèse, où il avait puisé de nouveaux renseignements, en écoutant toutes les observations, il compléta ses premières *Instructions* par une nouvelle Lettre

circulaire du 27 septembre de cette année. Elle contenait « divers avis et règlements » qu'il avait cru utiles pour le bien de la Religion et qui se rapportaient à la *Hiérarchie diocésaine ;* aux *Devoirs des Pasteurs dans l'exercice de leurs fonctions pastorales ;* aux *Règles relatives à la conduite personnelle des ecclésiastiques ;* au *Temporel des églises.*

Il s'agissait, disait le prélat, de stimuler la négligence de certains prêtres. « Contre quelques-uns même, il avait été dans la dure nécessité d'user de moyens de rigueur » et contre le mauvais vouloir d'un grand nombre de paroissiens qui « résistaient ouvertement à leurs pasteurs, contrariaient même leur ministère ». Il avoue qu'il aurait désiré réunir tout son clergé « en Assemblée synodale », mais, ajoutait-il, le « moment n'était pas encore arrivé de nous procurer cette consolation ». Il a dû se contenter d'appeler auprès de lui les curés archidiacres et un doyen de chaque arrondissement. Au reste aucun changement essentiel, dans l'ordre hiérarchique fixé par l'ordonnance du mois d'août 1803, n'avait été jugé nécessaire, après quatre années écoulées. Ces deux circulaires formaient, par conséquent, le code des lois ou statuts publiés par Le Blanc de Beaulieu, le premier évêque du nouveau régime. Les voici dans leur ensemble (1) :

Les curés en titre des chefs-lieux d'arrondissement sont *curés-archidiacres*, et les curés des chefs-lieux de canton *curés-doyens ruraux*. Les premiers sont, en même temps, doyens de leurs cantons particuliers. Ils sont au nombre de cinq : Soissons, Laon, Saint-Quentin, Château-Thierry et Vervins. C'était une imitation des anciens archidiaconés qui faisaient correspondre les administrations ecclésiastiques aux administrations civiles : préfectorales, sous-préfectorales et cantonales. Un évêque par département, un archidiacre par arrondissement et un doyen par canton, cela était bien dans l'esprit de la Constitution civile du clergé, sauf que celle-ci reconnaissait un curé par paroisse. Les curés d'arrondissement et de canton furent, aux yeux de l'évêque comme aux

(1) *Circulaires* du 20 août 1803 et du 27 septembre 1807. (Collection de *Mandements.)*

yeux du pouvoir civil, les seuls curés de ces circonscriptions. Les autres paroisses, destituées du titre curial, ne furent plus que des *secours* ou *succursales* sur lesquelles les premiers s'attribuaient à peu près tout pouvoir, et leurs prêtres que des *desservants* amovibles et révocables *ad nutum episcopi*, on pourrait ajouter *ad nutum archidiaconi et decani*, à cause des pouvoirs que leur attribuait sur eux le nouveau droit civil et ecclésiastique.

Ils sont en effet « pour nous, disait Le Blanc de Beaulieu, ce qu'étaient pour Moïse ces soixante-dix hommes remplis de sagesse et de zèle que Dieu lui avait prescrit de s'associer, afin de partager avec lui les soucis du gouvernement de son peuple auxquels il ne pouvait suffire ». Il adjoignit au doyen un *promoteur*, son *suppléant né*, qui sera, avec lui, le gardien de la discipline ecclésiastique dans le doyenné, et spécialement chargé « des actes de la procédure canonique qui pourraient être jugés nécessaires ». On sait pourtant que toute procédure proprement dite disparaissait de l'Eglise de France. Cette supériorité donnée aux doyens sur les desservants du canton, leur nomination directe par l'évêque, et non plus par le suffrage et présentation de ceux-ci, l'insigne de la mozette noire, avec le liséré rouge des chanoines de la cathédrale pour les archidiacres, comme marque de distinction qui leur était attribué, étaient autant de nouveautés propres à leur attirer plus de considération auprès des peuples, surtout dans les missions qu'ils auraient à remplir au nom de l'évêque. Aussi portèrent-elles ombrage à plusieurs qui ne pouvaient oublier l'ancien et légitime ordre de choses. Le prélat coupait court aux récriminations en déclarant que l'autorité des doyens était une émanation de la sienne et en définissant les attributions de ces dignitaires.

Les fonctions de l'archidiacre, qui a le premier rang dans l'arrondissement, consistent à réunir dans son chef-lieu les curés des cantons pour la distribution des saintes-huiles destinées aux paroisses de ceux-ci ; à les installer dans leur cure par lui-même ou par délégué, et de procéder à leur inhumation, cérémonie que le

plus ancien curé du canton devait présider à l'égard du curé-archidiacre; à faire, chaque année, la visite des églises *paroissiales* ou des *cures* de leur archidiaconé, de la même manière que pour les églises *succursales* de leur propre canton ou doyenné, ce qui ne paraît pas avoir été exécuté, ou du moins tomba en désuétude.

En effet, les doyens avaient pour attributions de surveiller les desservants de leur canton en ce qui regarde le culte et le service paroissial, la résidence, l'instruction au prône, les catéchismes, les visites des malades, l'observation des règles canoniques sur les bonnes mœurs et la bienséance, l'interdiction des cafés, cabarets et leurs enclos, le port des armes, la chasse, les spectacles et jeux publics, les personnes du sexe attachées à leur service et les clercs-laïques; de convoquer les desservants pour la distribution des saintes-huiles, de leur transmettre les mandements et autres envois de l'évêché, correspondance officielle ou secrète; de s'assurer de leur lecture au prône, d'informer l'évêque, sans retard, des décès ou mutations des ecclésiastiques exerçant ou résidant dans leur canton, de lui envoyer, chaque année, le dénombrement de ceux-ci et le tableau de chaque succursale, relativement aux objets confiés à leur surveillance, avec indication des abus à réformer, des améliorations à apporter et toutes les observations jugées utiles; de mettre en possession les desservants, de les visiter en maladie, de leur administrer les sacrements et de les inhumer; de visiter tous les ans toutes les églises succursales, avec pouvoir d'y officier ce jour-là et obligation de transmettre à l'évêché le procès-verbal de leur visite; de pourvoir provisoirement au desservice des succursales en cas de mort, vacance, maladie, empêchement du desservant; de faire les enquêtes pour les dispenses d'empêchement dirimant de mariage; de donner dispense d'un ou deux bans et du temps prohibé; de proroger annuellement les institutions de clercs-laïques, de suspendre ceux-ci, le cas échéant, sauf à en informer aussitôt l'évêché; de faire par eux-mêmes ou par délégués les cérémonies extraordinaires : bénédiction de cloches, calvaires placés hors de l'église, et

généralement toutes les bénédictions dites épiscopales, sauf celles d'une nouvelle église ou chapelle et de poser la première pierre, celles d'un nouveau cimetière, de la réconciliation d'une église, d'un cimetière pollus ; de veiller aux moyens d'assurer le bien-être des ecclésiastiques, au bon état des églises et presbytères, à la gestion des fabriques, à l'exactitude de l'enseignement religieux dans les écoles, à la conduite des clercs-laïques et à tout ce qui intéresse l'exercice du culte et le bien de la Religion.

La visite de l'archidiacre et celle du doyen se faisait avec un appareil presque épiscopal. Selon l'instruction que Le Blanc de Beaulieu donna à ce sujet, le doyen en ayant fait savoir au desservant le jour et l'heure, celui-ci l'annonçait au prône, y convoquait les marguilliers, le clerc-laïque, tous les officiers de l'église, et y invitait même le maire de la commune. Le doyen recueillait, auprès du desservant et des marguilliers, des renseignements préliminaires et informations sur la situation du desservant, son logement, son traitement, etc., les dispositions des habitants, de l'assistance aux offices, de la manière dont ils se célébraient, de la fréquentation des sacrements, spécialement du mariage, de la conduite du clerc-laïque, des chantres, bedeaux, sacristains, etc.; de la tenue des écoles, de leur fréquentation, des désordres ou scandales publics, et en général de *tout ce qui intéresse* la Religion et les mœurs, qu'il importe au doyen de connaître pour régler ce qu'il doit dire en public ou en particulier. Ensuite, ce dernier se rendait de la maison curiale à l'église pour sa visite à l'heure indiquée, revêtu du rochet, de la mozette noire et d'une étole, en compagnie du desservant aussi en étole et précédé du suisse ou bedeau. A son entrée les cloches sonnent, il va se mettre à genoux aux degrés de l'autel et entonne le *Veni Creator*, suivi des versets et oraisons et de l'antienne du patron. Il monte en chaire et adresse aux habitants une courte instruction sur l'objet de sa visite; puis il procède en détail à l'inspection de l'église, c'est-à-dire du tabernacle, des vases sacrés, des saintes-huiles, de l'autel du chœur et de sa

pierre qui doit être incrustée et avoir des reliques intactes, de la croix et des chandeliers, des trois nappes, des cartons ou canons et des autres autels des chapelles, des fonts baptismaux qui doivent fermer à clef et être placés dans un lieu convenable; de la chaire, du confessionnal, de tout l'intérieur de l'église, portes, pavage, et de son état de propreté, de sa capacité eu égard au nombre des habitants, des voûtes, du plancher, des murailles, des croisées, des bancs et chaises, des tableaux, des statues qui doivent être décents, des reliques et de l'état de leurs confréries; de la sacristie et de ses ornements, linges, vases à saintes-huiles, encensoirs, livres, meubles, etc., prenant notes de toutes ces matières.

Cet examen terminé le plus promptement possible, le doyen prend de nouveau la parole, s'il le juge utile, retourne à l'autel, expose le Saint-Sacrement, chante une antienne et donne la bénédiction solennelle suivie d'un *De profundis* pour les défunts de la paroisse. Avant de sortir de l'église, il réunit les marguilliers à la sacristie, leur fait les observations qu'il juge convenables et sort avec eux pour examiner l'extérieur de l'église, s'informer de l'état de la couverture, de la charpente, des voûtes, des cloches, visite le cimetière, sa clôture, et enfin se rend au presbytère pour examiner les comptes et délibérer de nouveau sur l'état et les besoins de l'église, de ses revenus, biens, arrérages. On fait comparaître devant lui le clerc-laïque à qui il adresse des reproches ou des louanges, selon qu'il les mérite d'après les témoignages du desservant et des marguilliers, et lève la séance (1).

« Deux objets devaient encore fixer l'attention du doyen : le logement et le traitement du curé. » Il examine de combien de pièces il est composé, si ces pièces sont carrelées, saines et décentes, si la couverture et l'intérieur n'exigent pas de réparations urgentes, s'il est pourvu d'un jardin attenant ou séparé et de quelle contenance; s'il est voisin ou éloigné, s'il est l'ancien pres-

(1) « *Instruction* sur la visite des paroisses par les curés-archidiacres et doyens du 24 août 1807. »

bytère et si la commune ou le curé en sont propriétaires ou locataires, le prix de la location, et si le desservant n'est pas obligé d'en payer une partie de ses propres deniers; et, dans le cas où celui-ci n'occuperait pas le presbytère, si l'on pourrait s'en procurer la location ou le rachat; la quotité du traitement, s'il est assis sur les revenus de la commune ou sur une prestation *ad hoc*, s'il s'acquitte exactement et ce qui a été payé l'année courante, et il s'entendra avec le maire sur tout ce qui, sous ce rapport, sera en souffrance.

Enfin, le doyen s'entretient avec le curé relativement à ses fonctions pastorales, prônes, instructions, catéchismes, premières communions, mariages civils, registres, binage, soin de garder les mandements, ordonnances, circulaires, instructions de l'évêché, etc.; dévotions locales, pèlerinages, chapelles castrales et leurs ornements, linges et vases sacrés; les ecclésiastiques domiciliés dans la paroisse, les jeunes gens annonçant de la vocation à l'état ecclésiastique, le nombre et la distance des hameaux de la paroisse, leurs voies de communication. Il devait prendre les mêmes informations dans les succursales vacantes encore, sur la manière dont elles étaient desservies. Sur tous ces points, il rédigait un procès-verbal selon une formule dont l'évêque avait accompagné son Instruction (1).

Les charges des desservants équivalant à celles des anciens curés des paroisses, les nouveaux Statuts leur donnaient le droit d'exercer les *fonctions curiales*, mais sans *titre*, dans leurs succursales. Ils pouvaient porter l'étole, signe de la juridiction paroissiale, « même en présence du curé du canton ». De plus, on devait observer, « pour leur mise en possession, les mêmes formes que pour celle des curés ». Cette prescription, comme tant d'autres, tomba bientôt en désuétude. Les changements de résidence des desservants devinrent si fréquents que leur installation se réduisit à faire apposer quelques signatures au bas d'une formule attestant l'entrée en fonction et donnant droit au traitement alloué

(1) *Ubi supra.*

par l'Etat. La cérémonie des curés de canton et d'arrondissement n'en devint que plus solennelle par la suite. Elle se fit, non-seulement avec la pompe ecclésiastique prescrite et augmentée, mais encore très souvent avec une autre pompe plus civile que religieuse, et, au bout d'un demi-siècle, elle deviendra une grande cérémonie quasi épiscopale.

Les Statuts de Le Blanc de Beaulieu, en ce qui regarde la conduite personnelle des pasteurs, l'*administration des sacrements, l'exercice et la décence du culte, le temporel des églises*, forment autant de chapitres dont les prescriptions, pour la plupart, sont empruntées aux anciennes Instructions synodales du diocèse de Soissons, et furent en partie renouvelées par son successeur médiat Jules-François de Simony. Il défendait d'admettre à célébrer tout prêtre étranger ne justifiant pas en bonne forme de sa qualité de prêtre et d'un acte de son évêque certifiant qu'il est dans sa communion, et ordonnait d'en donner avis à l'évêque s'il séjournait plus de deux dimanches. Il fixait la préséance dans le même ordre, d'abord sur la promotion à la prêtrise, et, à l'avenir, sur la prise de possession, les prêtres habitués étant placés après le clergé de la paroisse. Il défendait, sous les peines du droit, de célébrer ailleurs que dans les églises employées au culte et de faire aucune fonction ecclésiastique dans les chapelles ou oratoires domestiques, ou d'en établir sans une permission épiscopale. Chaque cure ou succursale étant limitée par le ressort de la municipalité des communes qui la composent, c'est dans ces territoires seulement qu'ils exerceront leur ministère, et défense, sous les peines de droit, de l'exercer dans aucune autre à l'égard de leurs paroissiens, et dans le leur à l'égard des paroissiens d'autrui, sans la permission de leur propre pasteur.

Les baptêmes, mariages et inhumations, l'office divin, les saluts et le binage forment autant d'articles. Quant à ce dernier, il ne l'autorisait que provisoirement dans les paroisses où il avait lieu. Les prêtres, dans ce cas, n'étaient pas tenus de dire deux grand'messes, ni de faire deux fois l'instruction au prône, laquelle se ferait

alternativement de deux dimanches l'un, de même pour le catéchisme du dimanche. Son intention était d'abord de remplacer le binage par l'alternat, afin surtout de ménager « les forces et la santé » des prêtres, et ce n'est que sur la demande d'un grand nombre d'entre eux, n'ayant en vue que le bien de la Religion, qu'il a consenti à conserver cette mesure, mais « sans révoquer son premier dessein. » Il autorisait le binage le dimanche seulement, le jour des Cendres, les Jeudi, Vendredi et Samedi-Saints, aux fêtes conservées et à la Commémoraison des morts. Il n'accordait le binage à un prêtre remplaçant un autre malade ou absent, que pour un dimanche seulement, sauf à se faire autoriser par le curé de canton pour un temps plus long. De plus il exigeait, pour le binage, que les églises fussent en bon état et pourvues de tous les objets nécessaires au service divin, et recommandait instamment aux fidèles, pour le faciliter et éviter au prêtre une trop grande fatigue, « de lui procurer un cheval ou une voiture quand il le demandera. » Il les avertissait « que faute de ce soin », il interdirait « le binage dans les paroisses qui s'y refuseront. » Depuis Le Blanc de Beaulieu, le binage, qui n'était que de tolérance, devint pour l'immense majorité des pasteurs une obligation étroite, soit dans les succursales en double desservice, soit dans les annexes mêmes. Le prélat disait que le binage « tuait ses prêtres » et ne se trompait pas.

Après avoir réglementé la solennisation des fêtes supprimées ou conservées par l'indult du 9 novembre 1802, Le Blanc de Beaulieu y introduisit, par un Mandement du 4 novembre 1808, les modifications et les éclaircissements nécessaires. Les fêtes non supprimées se réduisant à Noël, l'Ascension, l'Assomption et la Toussaint, les autres, telles que l'Epiphanie, le Saint-Sacrement, la Saint-Pierre, la Dédicace, le Patron de la paroisse, étaient transférées au dimanche. Les fêtes supprimées, mais dont l'office était conservé à dévotion sans jeune et sans octave, étaient : la Purification au dimanche le plus voisin après le 2 février, et si le dimanche était le premier de Carême, anticipée au dimanche précédent;

l'Annonciation au 22e dimanche après Pâques; la Nativité de saint Jean-Baptiste au dimanche non empêché le plus près du 24 juin; la Nativité de la Sainte-Vierge au dimanche non empêché le plus voisin du 8 septembre; la Conception de la Sainte-Vierge au 2e dimanche de décembre; saint Etienne, martyr, au dimanche dans l'octave de Noël, à moins qu'il y eut coïncidence de ce dimanche avec la Circoncision, et dans ce cas, il ne serait pas fait d'office public de ce saint. Les patrons secondaires des anciens diocèses, saint Crépin, pour la partie soissonnaise, était remis au dimanche le plus proche du 25 octobre; saint Remy, pour la partie laonnoise, au dimanche dans l'octave de l'Epiphanie; saint Médard, pour la partie noyonnaise, au dimanche dans l'octave de l'Ascension, et saint Eloi au dernier dimanche après la Pentecôte. Seule la Circoncision pouvait être célébrée à dévotion le 1er janvier, jour de son occurrence. La Dédicace des Eglises était fixée au dimanche d'après l'octave de la Toussaint. On n'était donc dans l'obligation de chômer et de célébrer, que les fêtes conservées et celles transférées au dimanche. Les fêtes célébrées à dévotion dans la semaine n'emportaient nullement le chômage.

Plusieurs autres chapitres des Statuts concernent les vicaires et prêtres habitués, les confréries, les reliques, les processions, la tenue des registres de baptêmes et mariages, les conférences ecclésiastiques lesquelles, plus tard, furent fixées au nombre de deux par année, en juillet et septembre, au chef-lieu du doyenné; les clercs-laïques, auxquels il est interdit « de figurer la célébration de la messe ou de prétendre y substituer aucun office ou prière qui en tienne lieu »; les fabriques, les oblations, le casuel, les écoles, les hôpitaux et prisons; le baptême, la première communion, les cas réservés, le mariage; le futur séminaire. Pour le baptême, on ordonnait de vérifier celui des enfants nés depuis 1790 et de le réitérer sous condition en cas d'incertitude. Des foules immenses se présentant pour recevoir la confirmation, le prélat se plaignait du peu de disposition qu'on apportait à ce sacrement, du désordre qui en accom-

pagnait souvent l'administration, et défendait d'y admettre ceux qui n'auraient pas satisfait au devoir pascal « dans le temps prescrit par l'Eglise ». Pour l'admission à la première communion, il fallait un an au moins d'assistance aux catéchismes, l'âge de treize ans accomplis pour les garçons, et de onze ans accomplis pour les filles, selon les anciens statuts diocésains. Il insiste surtout sur la réhabilitation des mariages contractés pendant la Révolution « radicalement nuls aux yeux de Dieu et de l'Eglise », et sur la bénédiction de ceux qui, quoique valides, « ne portent point encore l'empreinte et le sceau de la Religion ». Quant au costume, il prescrit aux ecclésiastiques « de porter habituellement dans les villes la soutane avec collet et rabat » et dans les campagnes « au moins un habit ou redingote noire ou brune avec des bas de soie et le collet ecclésiastique au lieu de la cravate ». Il accordait provisoirement aux archidiacres le pouvoir de consacrer les calices et les patènes dans leur ressort, et donna divers règlements pour les fabriques dont un surtout, du 18 janvier 1804, qui devait être abrogé par le décret de Napoléon du 30 décembre 1809, lequel sécularisait ces établissements religieux (1).

Ce n'est que le 31 décembre 1816 que Le Blanc de Beaulieu devait codifier, dans son institution et règlement, les prescriptions déjà reconnues et observées relativement aux clercs-laïques. Ceux-ci ne pouvaient exercer sans une autorisation spéciale ; ils devaient avoir les cheveux courts, porter dans leurs fonctions la soutane, le rochet et le bonnet carré ; préparer tout ce qui est nécessaire pour la messe et les offices : linges, ornements, excepté les vases sacrés, les corporaux et purificatoires qu'ils ne pouvaient toucher sans une permission spéciale de l'évêque. Ils ne devaient se permettre dans le chant des offices, rien de contraire aux rites et aux usages du diocèse, mais suivre en tout les ordres du curé ou de celui qui préside. Ils devaient accompagner le prêtre portant les sacrements, la nuit

(1) *Mandement* du 20 août 1803 et *Lettre circulaire* contenant divers avis (1809).

comme le jour, sonner l'*Angelus* et pourvoir au service de la messe, les jours ouvriers comme le dimanche, enseigner le plain-chant aux enfants de chœur et les former à chanter les offices « avec décence et gravité ». S'ils sont en même temps maîtres d'école, ils s'appliqueront à remplir avec piété cette importante fonction », commençant et finissant leur leçon par la prière, enseignant le catéchisme « ne se servant, dans leurs écoles, que de bons livres propres à inspirer les vrais principes de la Religion et des mœurs », observant le devoir pascal et même se mettant en état de recevoir les sacrements plus souvent que les autres fidèles, et se rendant, par une conduite édifiante, le modèle de la paroisse. Il leur est défendu de fréquenter les cabarets, d'assister aux danses, veillées et autres réunions qui peuvent être un sujet de scandale et une occasion d'intempérance. Là où il n'y aura pas de messe le dimanche, ils ne pourront chanter aucun office le matin, mais seulement les vêpres avec l'autorisation de l'ecclésiastique chargé de la paroisse, sous peine de suspense par le curé, comme aussi dans le cas où il manquerait notablement à ses devoirs, ou à la subordination qu'il lui doit, à la charge pour celui-ci d'en référer au doyen qui en rendra compte à l'évêché s'il y a lieu de prononcer l'interdit. Enfin, il était tenu de se présenter chaque année, le jour des Calendes, au curé-doyen pour obtenir la prolongation de ses pouvoirs sur un certificat favorable de son curé.

Voilà donc le diocèse de Soissons et Laon organisé. Comme tous les autres diocèses, il a à sa tête un évêque avec ses vicaires généraux, son chapitre, son secrétariat ou chancellerie, son officialité, au moins nominale, son clergé paroissial avec ses dignitaires urbains ou ruraux, en un mot une hiérarchie bien établie. Les paroisses sont divisées en *cures* peu nombreuses mais embrassant sous elles une grande quantité de *succursales*, lesquelles comprennent dans leur territoire des *annexes*, des *chapelles vicariales*, des *chapelles de secours*. Celles-ci allèrent toujours en augmentant en nombre ; quant aux *cures* en titre et inamovibles, ni les évêques, à la puissance desquels elles échappaient, ni l'Etat, dont elles

grevaient le budget, ne virent jamais de bon œil leur multiplication. Aussi fallut-il attendre bien longtemps pour obtenir une cure non cantonale dans le diocèse de Soissons, celle de Viels-Maisons. L'amovibilité des succursales donnait au contraire tout droit à l'évêque et à l'Etat sur le personnel qui les occupe.

Ayant perdu le titre de curé dont ils conservaient les charges, sans en avoir les privilèges, ni les avantages, les prêtres des succursales reçurent, dans la nouvelle langue officielle de l'Eglise de France, le nom de *desservants* et de *succursalistes;* plusieurs se donnèrent celui de *curé-desservant*, comme souvenir effacé d'un temps qui n'existait plus. Ils ne songeaient pas que des termes qui jurent ensemble, étant exclusifs l'un de l'autre, ne pouvaient pallier la réalité des choses. Ils demeurèrent *desservants* par rapport au *curé* de canton et aux yeux de leurs supérieurs, mais le peuple, plus logique dans ses habitudes invétérées, leur conserva les titres honorables de *pasteurs* et de *curés* ou *recteurs*.

Le diocèse de Soissons et Laon obtint pour sa part 531 succursales par décret impérial du 26 décembre 1803. Une ordonnance épiscopale, du 1er avril 1805, établissant les deux catégories de celles qui seraient à la charge de l'Etat et de celles qui restaient à la charge des communes, fut approuvée par décret du 7 du même mois. Un autre décret du 30 septembre 1807, accorda encore 486 succursales au diocèse de Soissons. Il y avait des succursales occupées par des prêtres, anciens pensionnés de la Révolution, mais les nouveaux nommés ne reçurent que des traitements minimes ; aussi restèrent-ils dans un état de véritable détresse pendant les années qui suivirent la promulgation du Concordat. Il n'en pouvait être autrement au sortir d'une révolution effroyable, laquelle pourtant, à son début, avait stipulé de fournir au clergé des traitements convenables et de subvenir aux frais du culte. Ce ne fut même qu'après bien des difficultés et des sollicitations de la part des administrations civile et ecclésiastique, que les communes procurèrent enfin un logement quelconque à leurs pasteurs dont le sort ne devait s'améliorer que successivement.

On avait dû d'abord s'occuper de placer dans les succursales les vieux débris de l'ancien clergé séculier et régulier, pour leur procurer quelques ressources, trop faibles hélas! Comme les ordinations furent rares, les survivants virent augmenter des traitements qu'il avait fallu souvent partager entre un plus grand nombre (1). Non-seulement le pauvre prêtre ne put beaucoup compter sur les secours exigés par Le Blanc de Beaulieu pour le desservice d'une seconde paroisse, mais à mesure que la foi ira en décroissance, celle-ci se montrera plus exigeante et en arrivera jusqu'à demander le service paroissial tout entier.

C'est là un des côtés les plus pénibles de la situation du desservant. Le voilà dans la nécessité de desservir deux ou plusieurs paroisses, au moins pour le ministère essentiel. Emporté par son zèle, il lui faudra braver la pluie, la neige, la tempête, le verglas; marcher tantôt par d'excessives chaleurs, tantôt par un froid intense, souvent par des chemins affreux et défoncés ou couverts de poussière, traversant souvent des marais à blanc d'eau, ou montant des collines à pic. Il ne saurait se contenter de célébrer une messe basse; presque toujours il en dira une grande avec prône, instruction et catéchisme, surtout aux fêtes principales, pour aller recommencer les mêmes services dans la succursale de sa résidence. Et ce n'est qu'après l'heure de midi, et même vers une heure, qu'exténué de fatigue, il prendra un court repos avant de vaquer aux offices de vêpres et du salut. Tant d'efforts pour le soutien de la Religion après le grand naufrage, tant d'abnégation de soi-même furent appréciés dans les commencements, on verra dans la suite quel cas il en sera fait par les paroissiens mêmes qui devaient les juger avec le plus d'équité et de charité ou d'humanité pour les services qu'ils leur rendaient.

Si l'amovibilité du desservant, introduit dans l'Eglise de France par les Articles organiques, fut le couronnement de ses souffrances, il est juste de dire qu'elle devait

(1) *Ex* Mandement et Lettre circulaire précédents.

être, mais pour un certain nombre d'années seulement, d'une nécessité presque absolue. Il fallait, après avoir pourvu au plus pressé pour le desservice des paroisses, se donner le temps de régulariser, rectifier, asseoir des positions créées à la hâte. On devait surtout trier dans le personnel, pour utiliser ou rejeter peu à peu, tant d'éléments divers qu'il fournissait après la sortie de la Révolution, surtout par l'obligation où l'on se trouvait de confier à un seul prêtre, placé dans un point central, un certain nombre de paroisses, au moins à surveiller. Quelques exemples entre mille montreront au milieu de quelles incertitudes flottait l'administration naissante. L'abbé Brayer-Pinton, qui devint plus tard curé-archidiacre de Soissons, est nommé au début *desservant en chef* de la succursale de Droizy, le 4 octobre 1802, après avoir été proposé pour Cuffies, Cuisy-en-Almont, Tartiers et Bieuxy, Juvigny et Leury. On lui disait, dans la lettre où on lui annonçait cette nomination pour Droizy, qu'il serait là « en bon air, bien avoisiné » de MM^rs^ Gollier, d'Hartennes, Gadois aîné, de Chacrise, de MM^rs^ Du Jay père et fils (1). Provisoirement l'abbé Lebel avait été chargé de Droizy et Hartennes, le 4 messidor an XI (2). Ce même Brayer-Pinton passait, en 1804, au desservice de Jouaignes, Lesges, Quincy-sous-le-Mont, etc. Il est possible que la pensée de Bonaparte, en créant l'amovibilité de l'immense majorité du nouveau clergé, avait été la même qui prolongea l'amovibilité de la magistrature jusqu'en 1808, c'est-à-dire la nécessité de dégager peu à peu ce grand corps de sujets incapables ou impropres. D'où il faudrait conclure que, les circonstances ayant changé, il eût fallu en revenir au droit canonique et rendre à tout prêtre le titre de *curé inamovible* dès qu'il est placé à la tête d'une paroisse avec la juridiction ordinaire et la charge des âmes.

II. — Parmi les concessions extraordinaires faites par Pie VII à l'occasion de Concordat, il faut compter celles qui concernaient les prêtres unis civilement pendant la

(1) Deux nobles du Grand-Rozoy fort honorables.
(2) *Papiers* de M. Brayer-Pinton. (*Communication* du chanoine H. Congnet.)

Révolution et dont il importait de régulariser l'union. Le Blanc de Beaulieu ne faillit pas au devoir d'en user dans sa famille diocésaine. Ces mariages, antérieurs à la publication du Concordat, c'est-à-dire au 18 avril 1802, date de sa promulgation, n'étaient pas assujettis à la publication des bans. Bien plus, les évêques avaient reçu du cardinal Caprara le pouvoir de dispenser des empêchements dirimants, sans en excepter les vœux solennels des religieux et religieuses, et de procéder ou faire procéder au mariage régulier. Des ecclésiastiques profitèrent de cette faveur extrême, d'autres persistèrent à demeurer dans l'état purement séculier, continuant à garder des places et emplois, s'occuper d'affaires financières pour arriver à la fortune. Mais en général ceux-ci perdirent la considération publique; il y en eut aussi qui tombèrent dans l'indigence, même la misère et l'avilissement. L'auteur du *Clergé pendant la Révolution* raconte en ce genre un trait bien saisissant. Un de ces grands coupables repentants : « sentant sa fin approcher, dans l'Hôtel-Dieu de Laon où il avait été recueilli, et touché des douces exhortations des pieuses filles qui entouraient son lit de mort, se fit descendre au milieu de la salle des malades, et là, s'agenouillant devant tous, il confessa ses erreurs et ses scandales, en demanda pardon à Dieu et aux hommes, lut un acte de rétractation formelle et mourut en donnant des marques du repentir le plus sincère. Heureux si tous ceux ayant suivi ses errements avaient comme lui su les réparer par une conversion finale et aussi authentique ! » (1).

Mais beaucoup de prêtres et de religieux, après avoir vécu en séculiers, éloignés de l'Eglise et des sacrements, préférèrent mourir dans l'obstination, ou même dans le mépris de tout sentiment religieux. Toutefois, si l'on peut élever des doutes sur la sincérité des vues qui en portèrent un certain nombre à régulariser devant l'Eglise leur situation équivoque, il n'en faut pas moins signaler ces retours au bien, et proclamer les noms de ceux à l'égard desquels l'évêque de Soissons usa ou fit user des

(1) Tome II.

pouvoirs à lui accordés par le Saint-Siège. C'est surtout depuis l'année 1803 jusqu'à celle de 1810 inclusivement qu'eut lieu cette mesure intéressant l'histoire diocésaine, et en même temps l'honneur de ceux qui avaient failli, comme celui de leurs familles, par la réparation de chutes retentissantes. On ne peut enregistrer ici toutes les réhabilitations qui durent avoir lieu dans le diocèse de Soissons et Laon; il faudra donc se borner à celles connues officiellement par circonscriptions, arrondissements ou cantons, à commencer par ceux de Saint-Quentin.

Le curé-archidiacre de Saint-Quentin était, en 1803, M. Fortier; ce fut donc sous son ministère qu'eurent lieu, par lui ou les prêtres des environs, plusieurs réhabilitations. C'est d'abord celle de Philippe-Côme Baron, prêtre dominicain, maître de pension, né à Martimpry (Arras), avec Marie-Madeleine-Adélaïde Salmon, née à Saint-Quentin, le 2 février 1756, unis civilement en cette ville le 18 janvier 1795. En 1803, c'est le mariage, en secondes noces, de Gabet, instituteur, prêtre bénédictin, et de Angélique Sueur, unis civilement le 2 juin 1799. En 1804, le 22 mai, mariage devant M. Fortier, de Simon Debray, prêtre, cultivateur à Villers-Saint-Christophe et Marie Varloquaux, unis civilement le 17 juillet 1793; le 7 août, mariage de Claude Charlet, prêtre, propriétaire à Neuville-Saint-Amand, habitant Saint-Quentin, et Marguerite Mouflart, née à La Fère, unis civilement à Chauny le 8 juillet 1792; le 8 septembre, mariage de Louis-François-Alexandre Boucly, sous-diacre, censeur des études au lycée de Mayence, né à Villers-Saint-Christophe, avec Marie-Adélaïde Créteil, née à Saint-Quentin, unis civilement le 14 prairial an II, et ayant des enfants. En 1804, le 17 février, mariage de Charles Plomion, négociant à Saint-Quentin, prêtre séculier, né à Montbrehain, le 18 avril 1756, et de Marie-Cécile Egré, née à Emery, près de Ham. Le 5 mai 1807, devant Devermont, desservant de Fresnoy-le-Grand, mariage de Louis-Joseph-Amand Graulart et de Marie Delval, unis civilement le 31 octobre 1794.

Dans l'arrondissement de Vervins, et en cette ville, on

peut signaler le 2 février 1807, devant le curé-archidiacre, Dussart, le mariage de Nicolas Mauclère, prêtre uni civilement le 16 décembre 1793 avec Louise Labouret; à Erloy, celui de Simon du Saussoi, prêtre constitutionnel, avec Catherine Baron, unis civilement le 15 novembre 1792; à Sorbais, le 13 septembre 1810, celui d'Emmanuel-François-Joseph Nivart, autre prêtre constitutionnel, avec Rose Fauchart, devant Roger, curé-doyen de La Capelle, unis civilement le 2 nivôse an III « en vertu d'un bref du 13 juillet 1807, portant dispense d'empêchement de l'Ordre »; à Etréaupont, celui de Pierre-Paul Aubertin, prêtre séculier, et de Marie-Thérèse Baille, mariés civilement, devant Crevelle, curé-desservant de cette paroisse, le 28 septembre 1805. A Lesquielles-Saint-Germain, le 29 juillet 1805, mariage de François Cavenne, ancien prêtre et religieux profès de l'Ordre des Minimes, résidant à Guise, uni civilement avec Marguerite-Elisabeth Pillon, avant le 15 août 1801, c'est-à-dire au moment du Concordat, devant Duplessis desservant de la paroisse, et en présence de Joseph Fontaine-Monguyot, avocat, juge de paix à Guise, et de Amand Casier, commandant d'armes de cette ville (1). Enfin pour cet arrondissement, à Aubenton, est indiqué, au 18 août 1804, le mariage de Joseph Chollet (2), prêtre marié civilement avec Augustine Detouche, en l'église de Logny, en présence de Fay, curé-doyen d'Aubenton, et de Jean-André Daux, son vicaire (3); à La Capelle, celui de Louis-François Larzillière et de Renée-Suzanne Marcandier, unis civilement le 16 germinal an II, devant Roger, curé-doyen de cette ville (4).

L'arrondissement de Laon eut aussi ses réhabilitations : à Coucy, c'est le 16 août 1805, en présence de Houssart, curé-doyen, le mariage de Jean-Baptiste Courteville, prêtre séculier, ci-devant curé de Quierzy, y demeurant,

(1) Cavenne, supérieur des Minimes de Guise, curé intrus de la ville.
(2) Chollet, ex-curé de Parfondeval.
(3) Daux, devint desservant de Vauxbuin. Cet abbé avait été principal ou régent du collège d'Aubenton; il s'occupa d'études littéraires en ce lieu. De petite taille, il composa un ouvrage sur les *Petits Hommes qui se sont élevés par leurs talents*. Très spirituel il fut du groupe scientifique fondé en ce lieu par M. de Pougens.
(4) Larzillière, curé intrus d'Esquehéries.

uni civilement, le 4 janvier 1798, avec Marie-Louise François; à Manicamp, le 24 juin 1805, devant Duriez, desservant du lieu, délégué par Baillet, curé-doyen de Chauny, commissionné, mariage de Antoine-Victor Lallemant, religieux prêtre de Prémontré, maître de pension à Chauny, uni civilement avec Marguerite Hénin, le 15 août 1801, année du Concordat.

Dans les deux arrondissements de Soissons et de Château-Thierry, il se présenta des réhabilitations qu'on trouvera bien extraordinaires si l'on se rapporte à ce qui a été précédemment raconté sur certaines particularités de leurs unions. Si l'on commence par le premier : à Vailly, le 23 mai 1806, en présence de M. Duguet, curé de Parfondeval, devenu doyen de cette ville, c'est le mariage de François Liébert, bénédictin de Saint-Maur, prêtre, marchand à Vailly, et d'Isabelle-Justine de Bussy, unis civilement le 4 janvier 1794. Le 3 décembre 1806, à Septmonts, devant le desservant Bernardet, mariage, après rétractation du serment à la Constitution civile du clergé, abjuration de ses erreurs et des scandales qui en furent suivis, de Pierre Pestel, prêtre, propriétaire, avec Marie-Catherine-Cécile Chatellain, unis civilement le 18 janvier 1799. Le 10 octobre 1809, à Haramont, en présence du desservant Nanteuil, mariage de Noël Duchâteau et de Marie-Nicole Bouillaux, ex-sœur converse de l'Ordre de Fontevrault, unis civilement, avec dispense du vœu solennel de chasteté. A Berry-Saint-Christophe, le 20 septembre 1803, mariage de Philippe-François Fournier, ex-curé de Vic-sur-Aisne, et de Marie-Anne Poulette, mariés civilement à Vic-sur-Aisne (et demeurant à Berry) le 5 pluviôse II, par-devant le desservant Caillet. A Oulchy, mariage, le 5 mars 1804, devant Lefèvre, curé-doyen, de Claude Deliège, greffier de la justice de paix, âgé de soixante ans, et d'Agnès Prévost, âgée de cinquante-trois ans, unis civilement à Soissons, le 27 novembre 1793.

Il y eut dans l'arrondissement de Château-Thierry quelques mariages avec rétractations. Ainsi, dans cette ville, devant Petit de Reimpré, curé-archidiacre, le 24 octobre 1806, mariage de Marie-Louise Chambron,

ex-religieuse converse de la Congrégation, après rétractation du serment, unie civilement, le 15 septembre 1799, avec Philippe Caqueret, tailleur d'habits. De même, en présence de Santus, curé-doyen de Fère, Louis-Crépin-Prosper Henriet, prêtre marié civilement dans le cours de la Révolution, se rétracta de l'erreur constitutionnelle. A Connigis, le 20 avril 1807, devant Mignot, desservant de Sainte-Eugène, Connigis et Monthurel, mariage de Jean-Louis Carré, prêtre séculier, et de Marie-Adélaïde d'Urré de Molans, mariés civilement le 15 février 1794. A Neuilly-Saint-Front, le 12 août 1804, mariage de Marie-Luce Vézier, religieuse de Notre-Dame de Soissons et de Léonard Enane, maçon, unis civilement le 19 germinal an II, devant le curé-doyen Mercier. Le 12 juin 1804, mariage, à Gandelu, en présence de Duquesnoy, desservant, de Pierre Brismontier, religieux, marchand, et de Louise-Marguerite Breton, unis civilement le 11 novembre 1793.

Cependant le gouvernement, qui pressait la réorganisation des diocèses et des paroisses, ne se montrait pas moins favorable à celle des établissements hospitaliers. On n'a pas oublié avec quelles difficultés, le maire de Château-Thierry, Houdet, soutenu par le préfet Dauchy, avait pu faire rentrer les Augustines à l'Hôtel-Dieu, à leur faire rendre la chapelle et recevoir un chapelain. Toujours tracassiers, les administrateurs s'imaginèrent de transférer, sous prétexte de salubrité, à la Charité, les malades de l'Hôtel-Dieu, dans les bâtiments duquel on établirait la sous-préfecture, l'auditoire de la justice, la gendarmerie, la conservation des forêts et même une salle de spectacle. Le maire, au contraire, proposait la réunion des malades de la Charité à l'Hôtel-Dieu, et le transfèrement des pauvres de cet Hôpital-général dans leur ancienne maison de la Madeleine. Les ennemis du maire le dénoncèrent encore au préfet Belzay de Courmenil, l'accusant de malversation dans le maniement des revenus de la ville. Houdet fut suspendu, en attendant sa destitution par le ministre, et on pensa à son remplacement par l'ancien prieur de Val-Secret, Brismontier, qui refusa. Tandis que cette question s'agitait, une autre

fut soulevée. La petite communauté composée de sept à huit religieuses, la plupart infirmes et accablées de fatigue, perdit, en 1804, la jeune professe Le Cacheur, le 14 avril ; et le 7 octobre, la prieure Apolline Boudin de la Garde. Elles élirent pour lui succéder, la plus âgée, sœur Leroy, en lui adjoignant, pour la gestion, la sœur Adélaïde. Ensuite ayant demandé qu'on augmentât leur nombre, l'un des administrateurs, Huvier, déjà connu, leur répondit : « Vous êtes encore trop, puisque vous trouvez le temps de dire l'office à l'église : les hospitalières ne doivent prier qu'en soignant les malades ». Le but qu'on se proposait était d'éteindre la communauté et de la remplacer, au moins successivement à mesure des décès, par des sœurs grises, qui ne « priaient pas tant le bon Dieu » ; de Saint-Charles, ou d'autres congrégations autorisées par le gouvernement, ce qui exempterait de faire des élèves aux dépens de la maison.

Toutes ces difficultés ayant amené des conflits entre les conseils de la commune, de l'arrondissement et de l'administration, le préfet Méchin, qui avait remplacé Belzay de Courmenil, remit, en 1805, la décision de ces affaires à la municipalité laquelle se prononça pour le *statu quo*, à la satisfaction générale des habitants, qui préféraient voir les malades dans l'intérieur de la ville, à proximité de leurs familles, et qui trouvaient, dans la chapelle de l'Hôtel-Dieu, une seconde église. Le parti de l'opposition n'en envoya pas moins une délégation au préfet en faveur de ses projets. Ce magistrat promit de terminer cette affaire à son prochain voyage à Château-Thierry, où il irait recevoir l'impératrice Joséphine se rendant aux eaux de Plombières. En effet, le lendemain du passage de la souveraine, il prit connaissance d'un mémoire de l'ex-maire Houdet, puis il visita l'Hôtel-Dieu, examina tous les lieux, et, dans sa satisfaction, il déclara qu'on l'avait induit en erreur. Sur-le-champ, il fixa les honoraires de sept religieuses, de deux agrégées et de deux domestiques. Il désigna l'une des sœurs pour l'économat, fixa la dépense pour chaque malade à vingt sous par jour et assigna une chambre spéciale pour les

femmes en couches ; enfin il se rendit en visite à Saint-Crépin et tout fut dit. Les administrateurs et les magistrats opposants durent s'incliner devant l'autorité préfectorale, mais sans déposer leurs rancunes. Ils autorisèrent même l'augmentation de la communauté où furent admises, la demoiselle Dehon, élève de la maison, tenant la pharmacie, et une ancienne religieuse de Notre-Dame de Soissons. Le Blanc de Beaulieu vint leur donner l'habit, le dimanche 13 septembre 1806. Les administrateurs et plusieurs des magistrats de la ville invités à la cérémonie, n'y parurent pas et ne rendirent aucune visite à l'évêque pendant les trois jours qu'il y passa, mais il y en eut qui acceptèrent un dîner offert à la cure. Le lendemain il dit la messe à la chapelle de l'infirmerie de l'Hôtel-Dieu, fit une exhortation aux malades et voulut même leur servir à dîner. L'hostilité fut telle contre lui qu'il n'eut pu trouver un repas si l'honorable citoyen du Temple, ayant appris de quelqu'un de sa suite : qu'il ne savait pas où il irait manger, ne l'avait invité chez lui ainsi que ses grands vicaires (1). Il semblait à ces hommes prévenus que le prélat fut la cause de leur défaite. Quoi qu'il en soit, la Charité resta ce qu'elle était, un hôpital dont les dames de Saint-Thomas de Villeneuve prirent la direction.

Le rétablissement des Augustines, dans les hôpitaux de Soissons, de Laon et de Saint-Quentin, ne souffrit pas d'obstacles semblables à ceux qu'il rencontra à Château-Thierry. La plupart d'ailleurs de ces religieuses étaient restées dans ces établissements, sous l'habit laïque ou séculier, au service des malades. S'étant reformée, la communauté de l'Hôtel-Dieu de Soissons fut approuvée et reconnue comme telle par un décret du 14 décembre 1810, et Le Blanc de Beaulieu lui rendit le règlement de son prédécesseur, François de Fitz-James, de 1746. Se trouvant réduite, en 1819, à deux religieuses, cinq novices et deux postulantes, il dut l'augmenter de

(1) HÉBERT, *Mémoires pour l'Histoire de Château-Thierry*, t. II. — La Charité avait 6,300 fr. de revenu ; plus les pensions des insensés. L'hôpital de la Madeleine 1,650 fr. pour 30 vieillards et orphelins ; l'Hôtel-Dieu, au moins 26,000 fr. et en 1806 plus de 30,000 fr., sans les bois. (*Ibid.*, p. 507 et suiv.)

deux autres Augustines qu'il fit venir de l'Hôtel-Dieu de Beauvais : Marie-Rose Dubus (sœur Saint-Jérôme) et Marie-Louise Lescot (sœur Sainte-Monique), lesquelles, avec la seule hospitalière survivante, composèrent le noyau de la communauté renouvelée. Deux autres dames furent autorisées à se joindre à celles-ci et aux cinq novices (Saint-Gervais, Saint-Protais, Saint-Bernard, Sainte-Euphrasie, Sainte-Geneviève), avec deux postulantes : Elisabeth Duchâtel et Anastasie Clabeau (1). Les hospitalières ne devaient pas dépasser un certain nombre ; elles sont secondées par des infirmiers et des gardes-malades et ont un aumônier pour le spirituel (2). Dans les autres maisons du diocèse le service resta le même.

A Laon, les Augustines, après avoir repris et continué leur ministère à l'Hôtel-Dieu, sous l'habit séculier, en avaient été expulsées pour refus de serment et y avaient été rappelées en 1796. Leur couvent fut aussi reconnu par décret de 1810, et leur chapelle dédiée à Saint-Barthélemy, rouverte au culte. On a vu comment elles avaient été soutenues et encouragées par les missionnaires pendant la Révolution. Le Blanc de Beaulieu les visitant, en 1802, et les trouvant déjà revêtues de l'habit religieux y avait lui-même applaudi. Les Augustines de Saint-Quentin étaient, elles aussi, demeurées, comme leurs autres sœurs, sous l'habit séculier à l'Hôtel-Dieu. Un prêtre fidèle, déguisé en mendiant, avait pu les visiter de temps à autre pendant les mauvais jours. Le Blanc de Beaulieu, dès qu'elles furent autorisées légalement, le 14 décembre 1810, au nombre de vingt-deux, approuva leurs anciennes règles de 1648 et de 1704. Toutefois n'étant pas chanoinesses régulières, elles ne portèrent pas, comme les autres, l'habit blanc et le rochet.

Une des premières préoccupations du clergé, après la Révolution, avait été de voir relever d'anciennes institutions de charité ou d'enseignement et d'en créer de nouvelles. Dès le rétablissement du culte, l'abbé Fidon

(1) *Ubi supra.*
(2) *Archiv. hospitalières.*

essaya d'en fonder une à Soissons, rue Neuve, sous le titre de *Maison de la Providence*, par une réunion de jeunes filles ayant à leur tête une dame, riche de 100,000 fr., laquelle s'étant mariée, mourut dans le dénuement, et l'institution ne put se soutenir. Une autre combinaison fut tentée par le chanoine de La Loge, revenu de Charly et de sa paroisse de Crouttes. Il rêva d'abord de fondre, dans la petite communauté rétablie des Minimesses, dont il était supérieur, l'association de quelques jeunes filles formée à Charly à la fin de la Révolution par l'ex-religieuse, la dame Lecomte, qui l'avait si bien secondé dans sa mission apostolique. Cependant Fidon ayant été nommé curé de Charly, il s'entendit avec lui pour une entreprise qui aboutit à la fondation de *Notre-Dame de Bon-Secours*. Dès 1795, une dame Grimbert avait légué sa petite maison pour l'établissement d'une école de filles lorsque les circonstances le permettraient, avec une rente de 190 livres sur la maison de La Loge-Saint-Brisson. Entre temps, la sœur Lecomte, aux jeunes filles qu'elle instruisait, associait des personnes pieuses et zélées. Fidon comprit bien vite le parti qu'on pouvait tirer de ces éléments de bien.

Nommé à la cure, le 13 septembre 1803, l'ancien professeur lazariste et missionnaire dans la Révolution, y déploya, jusqu'en 1816, un dévouement sans bornes, rehaussé par la vie la plus austère, se contentant pendant six carêmes de suite, d'un plat de haricots, d'un hareng et de deux sous de lait. Respecté dans sa paroisse, il eut néanmoins à subir des épreuves; un refus motivé d'enfants à la première communion, ayant fait lancer contre lui des couplets il y riposta bravement par d'autres. Il accueillit près de lui d'anciens confrères lazaristes : Jean-Baptiste Barbeau, supérieur du séminaire de Soissons, qui mourut dans son presbytère, et son compatriote Claudon qui devait être son successeur dans la cure. Fidon trouva, dans la sœur Lecomte, une émule de son zèle et de sa mortification dont le résultat, au grand jubilé de 1804, fut la conversion du père de celle-ci, de La Loge-Saint-Brisson et de tant d'autres. Quant à la sœur, continuant sa vie de retraite, sans autre

société que celle de ses pieuses amies, ne quittant sa cellule que pour le service du prochain, sa collation de Carême consistait en un peu de pain, un fruit et un verre d'eau ; 12 sous de bois lui suffisait l'hiver (1).

Fidon et la sœur Lecomte, mis en relation par le chanoine Henri de La Loge, s'étaient bientôt appréciés. La nombreuse confirmation qu'il fallait préparer après le Jubilé fournit au premier l'occasion d'obtenir sa coopération et celle de ses compagnes pour l'instruction des enfants, parmi lesquels il recherchait des recrues pour le séminaire, dont l'une fut le futur doyen du chapitre, Delaplace. C'était pour Fidon le moment de presser le rétablissement des écoles pour lequel il avait pensé à la sœur et à ses campagnes, mais elle et celles-ci rêvaient de reprendre la vie du cloître ; du reste il fallait la séparation des deux sexes. Le maire de Charly, acceptant la demoiselle Delaplace pour les filles, repoussait l'ex-religieuse comme pouvant outrer la piété dans les enfants. Le curé la menant avec lui chez ce magistrat, en obtint l'autorisation d'ouvrir des classes avec Rosalie Delaplace en attendant que la sœur ou une autre reçut le titre d'institutrice. Le maire mettant alors en exécution le legs Grimbert, lui remit les clefs de la maison, avec la sœur Lecomte comme auxiliatrice, et pouvant en outre lui adjoindre Françoise Lemaire. Toutefois ce n'est que le 3 mars 1806, qu'après avoir assisté à une messe du Saint-Esprit et reçu la bénédiction de leur pasteur pour le succès de l'œuvre, qu'elles ouvrirent trois classes. La sœur Lecomte, présida à l'installation et soutint le courage de ses compagnes, car il fallut, pour monter le mobilier scolaire emprunter 100 francs, pratiquer la pauvreté et la mortification. Une quatrième, Thérèse-Antoinette Bonneau, ne vint pas moins se joindre à elles et un bon chrétien, nommé Pilon, leur prêta provisoirement son concours pour l'écriture.

(1) Nos renseignements sur la congrégation de Charly ont été puisés dans le *mss.* de la sœur Sainte Madeleine, dans des notes du chanoine Henri Congnet recueillies au registre des délibérations et dans l'*État du Diocèse*, par le chanoine honoraire LEDOUBLE.

La petite communauté ne resta d'abord que le jour dans la maison, mais, le 23 août, à neuf heures du soir, Rosalie Delaplace et Madeleine Lemaire y couchèrent dans une chambre sans croisées qu'on remplaçait comme on pouvait. Le lendemain Fidon lui envoya des lits de sangle de la cure, la mit en possession de toute la maison, y bénit un oratoire sous le titre de Saint-Vincent de Paul et de Saint-Bernard, le dortoir et les futures religieuses. Il mit l'institut naissant sous les auspices de *Notre-Dame-Auxiliatrice* ou de *Bon-Secours*, et fit jurer aux associées, la main sur le Crucifix, de pratiquer à perpétuité l'éducation chrétienne de la jeunesse. Enfin, après l'invocation du Saint-Esprit, il nomma la sœur Lecomte supérieure, avec gestion du temporel et du spirituel ; les autres firent vœu d'obéissance, d'esprit de pauvreté, de charité et de silence, conditions pour l'admission. Une ancienne sœur de charité nommée Flamant, qui n'ayant pu se conformer à cette vocation n'en fut pas moins victime de son dévouement dans une maladie contagieuse qui régna alors à Charly.

L'institut créé, il fallait le séparer des classes à la rentrée du 15 octobre 1806 ; on les plaça dans un cellier derrière la maison, dont il dut faire l'appropriation. On pourvut à cette dépense par l'abandon d'un héritage de 1,200 francs des demoiselles Delaplace ; de 150 francs 3 sous fournis par la supérieure et ses trois filles ; 141 francs de deux nouvelles : Constance Lemaire chargée du temporel et Marguerite Delaplace de l'enseignement des ouvrages à l'aiguille ; par 780 et 300 francs de deux pensionnaires. Entrèrent dans l'institut, le 5 septembre 1807 : Ursule, Madeleine, Marguerite et Rosalie Delaplace, laquelle mourut le 28 décembre ; Marguerite Leroux, le 21 novembre, et Félicité Guynot, le 13 mai 1808. Telle était, au 10 septembre 1809, la composition de la communauté qui s'augmenta, le 28 octobre, d'une sœur Angélique, converse du Pont-aux-Dames ; le 1er novembre, de Marie Plessier ; le 20 mars 1811, de Louise Gessien ; le 19 juillet, de Rosalie Bel, veuve Lemaire, et de Constance Leroux ; de Apolline-Joséphine Lemaire, qui mourut victime de sa charité en secourant

les malades en 1814, à la Charité de Château-Thierry, où l'institut avait alors une école.

Profitant de sa tournée de confirmation de 1808, Le Blanc de Beaulieu visita la maison avec Fidon et de La Loge; il trouva la communauté dans un costume des plus simples. Il y substitua pour l'office, au Bréviaire romain celui de Soissons plus court et mieux adapté aux occupations des sœurs qui n'en commencèrent la récitation au chœur que le 28 juillet. Après une discussion sur la reconnaissance légale de l'institut ou son agrégation à un autre, elles optèrent pour l'autonomie, acceptant les modifications proposées par le prélat à l'égard de l'éducation, du service des pauvres et des malades. Aussi leur accorda-t-il le Saint-Sacrement pour la chapelle; sa bénédiction pour elles et les pensionnaires des classes. Dès le 5 juin, jour de la Pentecôte, Fidon y avait déposé l'Eucharistie, et le 11 janvier 1809, le premier vœu de chasteté fut émis à la messe par Françoise Lemaire, âgée de vingt-trois ans, suivi d'un *Te Deum*. La communauté, religieuses et pensionnaires, se composait alors de dix-neuf personnes et possédait pour les pauvres un fonds de pharmacie acquis au prix de 128 francs à Château-Thierry, par Fidon et la sœur Lecomte.

Cet accroissement nécessita la substitution à la petite maison Grimbert, du Pavillon de la Grand'Maison que de La Loge-Saint-Brisson avait concédé à l'institut, sous condition d'y recevoir une pensionnaire de Passy-sur-Marne, laquelle fut d'abord Virginie Crevet, depuis sœur Sainte-Placide. La restauration du Pavillon se trouvait achevée en février 1810, par le travail manuel des sœurs et au prix de 3,682 fr. Sa prise de possession eut lieu par le transport du mobilier de la chapelle dans celle du château, qui fut dédiée comme la première, avant la messe, par Fidon, accompagné de l'ancien émigré l'abbé de Vertus, curé de Pavant, en présence d'une belle assistance. De ce temps là, datent le tissage pour les jeunes filles et une agrégation pour les enfants de Charly qui, moyennant 200 ou au moins 100 francs, pouvaient fournir les deux années de noviciat. Cependant au mois de décembre 1821, le Pavillon,

le château et les jardins furent vendus mais une remise de 8,000 fr. ayant été accordée par Mr de Saint-Brisson, pour dépenses faites au Pavillon, avec la pension de la jeune fille de Passy, la communauté, moyennant une grande économie, se trouva en état d'acquérir, le 20 mars 1822, pour 16,000 francs, la maison d'André Delaplace. L'appropriation de cet immeuble terminée, on en prit possession le 11 novembre. Le 22 décembre, fut bénite une chapelle provisoire dans une chambre et, le jour de Noël, jeunes filles et sœurs y étaient installées. La communauté continua de se développer sous le régime établi par la Révérende Mère Lecomte, laquelle ne rédigea qu'en 1823 des Constitutions, d'après les règles de saint Bernard, avec un noviciat. Elle dut les soumettre au chanoine de La Loge, lequel, sans nomination officielle de l'évêque, était regardé comme le supérieur de l'institut qu'il dirigeait par correspondance, et où il se rendait toutes les six semaines pour le ministère de la pénitence.

L'institut de Notre-Dame de Bon-Secours était une création du début du siècle ; il fallait faire revivre les autres détruits par la Révolution qui donnaient aussi, de vieille date, l'enseignement : L'*Enfant-Jésus* de Soissons et la *Providence* de Laon par exemple. Celui-là, de 1714 à 1792, avait eu pour supérieures les sœurs Marie Lemaire, Marie-Anne Boucher, et Marie Thomas qui mourut de chagrin en 1795. La communauté ayant été dispersée, plusieurs de ses membres s'étaient retirés dans leurs familles, mais d'autres continuèrent à donner, et souvent en secret, l'instruction à de petites filles jusqu'au Concordat, où elles reprirent leurs fonctions sous l'habit séculier. L'une d'elles, la sœur Narcisse, qui avait dû quitter l'Hôpital-Général ouvrit une classe dans la maison en face de l'établissement, au coin de la rue de l'Hôpital et de celle des Minimesses, secondée par sa nièce, depuis sœur Saint-Louis, et par les sœurs Lallouette et Marin d'une autre communauté. Les sœurs Rétéré et Lollier avaient dû quitter Bucy-le-Long, où on les a vues instruire les filles de du Tour de Noirfosse et d'autres jeunes filles de la

commune (1). Appelées à Fère par les habitants, elles y groupèrent d'autres religieuses, fondèrent une école communale et un pensionnat lorsque l'institut eut été autorisé. Il en fut de même à Coucy et en d'autres petites villes, où celles qui y étaient restées pendant les troubles avaient continué de donner l'instruction.

Ce n'est qu'en 1812, qu'à Soissons, elles rouvrirent une classe sur l'invitation de Le Blanc de Beaulieu; il fallut même que le prélat attendit jusqu'en 1817 pour que la ville se décidât à leur confier l'école communale dans leur Maison-mère. En effet, le 18 février de cette année, la Congrégation fut reconnue par Ordonnance royale et replacée sous le régime de ses anciennes règles, lesquelles furent admises par le prélat et son successeur médiat, Jules de Simony. Les sœurs Rétéré et Lollier rappelées de Fère, furent, l'une après l'autre, supérieures de l'institut renaissant (2). Le noviciat, le pensionnat, les écoles communales continuèrent de prospérer et, avant 1830, six nouvelles écoles furent ajoutées aux anciennes renouvelées. Ce nombre, sous leur direction, alla en augmentant jusqu'en 1848, année après laquelle on songera à rebâtir et augmenter la maison donnée par la marquise de Genlis, fondatrice.

Longtemps avant la reprise à Soissons de l'instruction des jeunes filles par les sœurs de l'Enfant-Jésus, la ville de Laon voyait renaître la *Providence*. Une partie de ses religieuses étaient aussi rentrées dans leurs familles; mais les autres s'étaient réunies ensemble sous l'habit séculier. Ce groupe fut comme le noyau de la restauration projetée de l'ancienne communauté. Après le Concordat, le curé, Etienne Mignot, pour y parvenir, s'adressa à la fille de l'ancien président du tribunal criminel de l'Aisne, Laurent, qui voulut bien se mettre en avant. A cette demoiselle, s'adjoignirent les sœurs : Sophie Noiron, d'Origny-en-Thiérache; Catherine Berleux, de Renansart, tenant déjà une école à Moy, sous la

(1) Particularité indiquée au tome VIII.
(2) La sœur Rétéré mourut le 6 octobre 1827, et la sœur Lollier le 21 août 1852, à l'âge de 87 ans. A ces anciennes religieuses on en avait primitivement adjointes d'autres, débris de communautés abolies.

direction de l'abbé Carton, curé de ce lieu, et depuis de Montcornet, avec Adélaïde Maréchal. En même temps qu'on s'occupait de la *Providence*, on songea à ressusciter la *Congrégation*, où avaient été élevées les principales dames de la ville, mais ce second projet devait échouer devant de trop grandes difficultés.

Il n'en fut pas de même de l'autre; Laon alloua une somme annuelle de 1,500 francs à la communauté et, le 17 novembre 1805, le vicaire, Victor Mignot, prononça, à la cathédrale, un discours sur le rétablissement de la *Providence* et de ses écoles gratuites (1). Le lendemain, il s'en ouvre une, rue du Cloître, et une autre sur la paroisse Saint-Martin, réunissant, en deux mois, 200 élèves. Le 25, Le Blanc de Beaulieu approuve cette résurrection et, le 25 avril 1806, les trois associées s'engagent à se vouer à l'enseignement sous l'obéissance de l'évêque, de son délégué et de la supérieure, dans la cathédrale, en présence du prélat, de ses vicaires généraux, du curé de Notre-Dame et de ses deux vicaires, Victor Mignot et Patouillard, ex-jésuite. Après la cérémonie, l'évêque et son cortège se rendent à la maison du cloître où il institue Catherine Berleux, supérieure, charge qu'elle exerça jusqu'en 1840. Les sœurs Laurent et Noiron s'étant retirées en 1806, pour des motifs sérieux, d'autres les remplacèrent, en septembre 1807, notamment la sœur Marin qui tenait une école à Marle. Cette maison de Marle devait s'accroître au point de compter jusqu'à huit religieuses tenant un asile, un pensionnat, les écoles communales et, en 1814, l'Hôtel-Dieu.

C'est à partir de 1809 que la Providence rétablit ses anciennes écoles et entra en divers hôpitaux dans les arrondissements de Laon, Saint-Quentin et Vervins. L'augmentation de la communauté l'obligea de quitter sa maison pour aller s'établir, en 1814, dans l'ancien Hôtel-Dieu, alors près du palais de justice et de la cathédrale, mais transféré en l'abbaye de Saint-Martin. Elle quitta encore ce lieu pour une vaste maison près de l'hôtel de la préfecture. Elle y établit successivement un

(1) In-4°, imprimerie Melleville, 1805. Ce discours, sans nom d'auteur, doit être attribué à Etienne Mignot.

pensionnat, un externat, un asile et plus tard (en 1862) une chapelle en style gothique y sera édifiée. L'institut ne fut néanmoins reconnue légalement que le 17 février 1827, par ordonnance royale. Le 2 février de l'année suivante, un nouveau costume y fut introduit et au lieu des noms de famille on en prit de religion, conformément aux règles et constitutions rédigées par le vicaire général Debully, approuvées par Jules de Simony, le 8 septembre 1832, et par ses successeurs, sauf quelques modifications dont la dernière en 1865 (1).

Les deux couvents de La Croix de Chauny et de Saint-Quentin, ayant appartenu au diocèse de Noyon, on a dû les passer sous silence dans ces *Annales* du diocèse de Soissons, jusqu'à la Révolution, pour en reprendre la suite après le Concordat, c'est-à-dire en 1802. Un an après, le 15 septembre 1803, les religieuses de Chauny purent, sous l'habit religieux, reconstituer à l'Hôtel-Dieu même, où on les avait appelées, leur communauté, laquelle, en 1806, se composa de six sœurs et s'augmenta les années suivantes, de nouvelles recrues. L'institut avait un cérémonial particulier pour l'entrée au noviciat et la profession, imprimé en 1782. On remit en vigueur au couvent de Chauny, un extrait de ce règlement plus approprié aux circonstances et temps nouveaux. Ce statut et les sœurs furent reconnus par décret impérial de 1810, et par Le Blanc de Beaulieu, le 30 mai 1811, mais celles-ci sous la dénomination de *Sœurs hospitalières de Saint-Augustin*. Il importe de rappeler maintenant ici le but de l'Institut de La Croix. Fondé, en 1630, à Roye, non sans difficultés, pour l'éducation des jeunes filles, il eut des filiations et de *petites écoles* à Paris et dans la province, comme à Chauny, à Saint-Quentin et à Ribemont, etc. Celle de Chauny eut pour auteur, Mahieu, prêtre habitué de Saint-Martin, né à Ognolles en 1659. Il fallait donc revenir à l'esprit primitif de l'institution qui était celui de l'enseignement. On la rétablit à Chauny, dans l'ancienne maison cédée aux hospices et dont la jouissance lui avait été laissée, le 16 octo-

(1) *Etat du Diocèse*, par l'abbé LEDOUBLE : Congrégations religieuses, p. 337.

bre 1807, à la charge d'ouvrir une école gratuite qu'on dota de 150 francs pour le chauffage.

Indépendamment des écoles de ce genre, les sœurs de La Croix avaient des pensionnats. Ce n'est qu'en 1820, que celles de Chauny purent en rétablir un, non dans cette ancienne maison, mais dans le couvent abandonné des Minimes qu'elles louèrent 300 francs et, en 1828, dans celui de Sainte-Croix qu'elles avaient acheté. Depuis, la communauté se développa au point qu'elle pourra suffire au desservice de l'Hôtel-Dieu, de l'école communale des filles avec un asile, son pensionnat et un autre asile. Ce pensionnat, avec le noviciat, se verra adjoindre une élégante chapelle gothique, et augmenter d'un hôtel avec jardins, du nom de *Saint-Joseph*, pour recevoir des dames pensionnaires. La supériorité de l'institut et de ses annexes appartenant à l'évêque, le prélat la fait exercer par un ecclésiastique et un aumônier (1). On a vu ce qu'était devenu, à la Révolution, le couvent de *La Croix* de Saint-Quentin, filiation directe de celui de Chauny. Ses religieuses avaient pu se réunir aussi, en 1801, dans leur maison annexée aux hospices et y tenir des écoles. Ce n'est toutefois que le 16 octobre 1807, qu'on leur en céda la jouissance, à la charge que ces écoles seraient gratuites avec une indemnité de 250 francs pour le chauffage. Quant au couvent, recruté avec peine, il alla en déclinant jusqu'en 1837 où il reçut une transformation complète (2).

L'année 1815 vit renaître aussi, mais sous un autre régime, l'antique prieuré de l'Oratoire à Saint-Paul-aux-Bois, vendu en 1793. Une religieuse du couvent de la Trappe de Gomer-Fontaine, au diocèse de Rouen, nommée Pauline Ducastel, de Péronne, dont le père s'était distingué dans le barreau, ayant été expulsée avec ses compagnes, s'était retirée à Nesle en Picardie. Elle

(1) *Notice historique* par l'abbé Caron (1878). — L'auteur y rappelle que la ville de Chauny décerna, à la sœur Darras, supérieure de la Croix, une médaille d'or pour son dévouement à secourir les cholériques, en 1832, et que le ministère de l'agriculture et du commerce lui en décerna une autre d'argent pour le même motif en 1849. La sœur Victoire Darras mourut en 1862.

(2) *Semaine du Vermandois. — Etat religieux du Diocèse de Soissons*, par l'abbé Ledouble, chap. 21. Congrégations religieuses.

avait fait profession en 1779, et ne voulut pas rester inactive. S'étant associée deux de ses compagnes et deux sœurs de La Croix de Roye, avant 1804, elle forma comme un petit couvent consacré à l'instruction des jeunes filles. En ayant été élue supérieure, le 16 janvier 1805, on adopta l'habit de La Croix. Les choses allèrent ainsi jusqu'en 1815, mais alors sa sœur Adélaïde Ducastel et une demoiselle d'Alaincourt, s'étant jointes à elles, la communauté s'éleva jusqu'au nombre de quinze sœurs. Cependant tout en suivant la règle de La Croix, on y nourrissait la pensée de reprendre celle bien sévère de Saint-Bernard.

Sur ces entrefaites, l'ancien prieuré de Saint-Paul-aux-Bois ayant été mis en vente, la supérieure l'acheta et la communauté de Nesle s'y transporta avec quinze jeunes pensionnaires et on reprit, avec la règle trappistine, l'habit blanc, sauf une religieuse qui voulut conserver celui de La Croix jusqu'à sa mort. Les démarches que l'on fit auprès de D. Augustin, abbé de la Trappe, pour une affiliation à l'Ordre, étant demeurées sans résultat, Le Blanc de Beaulieu chargea, en 1818, de la direction de la maison, D. Niclet, ancien trappiste de Versenay, près de Reims; après lui, elle fut confiée au curé de la paroisse. La vie contemplative, l'instruction des jeunes filles, le travail des mains, le lever à trois heures ou trois heures et demie, le maigre perpétuel, l'observation des jeûnes de règle et ceux de l'Eglise, sauf exemption temporaire pour les malades, tel est le régime à Saint-Paul.

Les religieuses chargées de l'éducation ne sont pas exemptées de manier la bêche, la faulx au jardin, le fléau à la grange, de tenir l'aiguille à l'ouvroir et de réciter le bréviaire au chœur. Au décès d'une religieuse, on expose son corps à l'église avec ses habits de chœur et on y fait la psalmodie jour et nuit jusqu'à l'heure de l'inhumation. Sous ce régime austère, le nombre des religieuses, qui s'était élevé jusqu'à trente-deux en 1848, se réduisit à vingt, et le pensionnat disparut au départ de la sœur d'Alaincourt qui avait succédé à sa tante dans la supériorité. Ce départ, privant la maison d'une source impor-

tante de ses revenus, il fallut avoir recours à la charité des fidèles pour adoucir les rigueurs extrêmes de la pauvreté. Une réforme étant devenue nécessaire, elle se fera, en 1878, par affiliation à un monastère de l'Ordre.

En même temps qu'il parvenait à fonder à Menneville le premier séminaire diocésain, sous la direction du chanoine Jean-Charles Labrusse, Jean-Baptiste Billaudel avait songé à un établissement de religieuses enseignantes dans la petite vallée de l'Ailette. Cette idée ne fut pas suivie d'exécution, mais il ne l'abandonna pas et, lorsqu'il fut devenu supérieur de Liesse, Nicolas Chrétien, prêtre plein de zèle et de piété, curé de Saint-Erme, la réalisa dans ce village. Trois jeunes filles : Alexandrine Meurice, Victoire Hestret et Marguerite-Marie Garet, futur noyau d'une communauté, furent d'abord placées, sous la conduite des sœurs du Saint-Enfant-Jésus ou de Saint-Maur, à l'Hôtel-Dieu de Liesse, pour y faire un noviciat, après quoi elles ouvrirent une école à Saint-Erme, le 1er novembre 1816. Un mois après, Alexandrine Meurice et ensuite ses deux compagnes prononcèrent leurs vœux sous leurs noms de sœur Marie, sœur Victoire et sœur Félicité. L'association trouva sa première ressource dans un don que lui fit, de tout son avoir, la dame veuve Meurice, née Thérèse-Marie Hécart, de Courtrizy, mère de la sœur Alexandrine, laquelle entra plus tard dans l'association. Pour initier ses membres aux exercices de la vie religieuse, les fondateurs, Billaudel et Chrétien, purent obtenir des supérieurs des Filles de la Charité, que l'une d'elles, Catherine-Juliette Hécart, quittât l'institut, en 1817, et devint supérieure de la congrégation de Saint-Erme, de son pensionnat et de ses écoles.

Il fallut attendre jusqu'au 26 mars 1826 pour recevoir l'approbation des règles et constitutions par l'un des successeurs de Le Blanc de Beaulieu, Jules de Simony. Un an après, une ordonnance royale du 26 avril, reconnaissait une maison de *Filles de La Croix*, fondée à Iviers par son curé, Ponthieu, mais l'austérité de sa règle, imposant l'abstinence perpétuelle, sauf les dimanches et lundis, et un jeûne chaque semaine, nuisit à son développement.

Sa réunion à Notre-Dame de Saint-Erme fut résolue et autorisée par ordonnance royale du 25 janvier 1841, avec autorisation épiscopale du 8 septembre de la même année. La première supérieure, la sœur Hécart, morte en 1846, fut remplacée par la sœur Saint-Joseph Michaux, ancienne directrice des écoles de Ramecourt, d'Autreppes et du noviciat. Celle-ci fonda le pensionnat de Vervins et quatorze écoles, fit édifier le quartier Saint-Joseph de la Maison-mère. Elle fut remplacée à sa mort, le 30 mai 1872, par Sainte-Lucie Noë qui fit surtout bâtir le quartier de Notre-Dame et la nouvelle salle du quartier de récréation des élèves. Outre de nombreuses écoles et pensionnats, l'institut dessert des hôpitaux, asiles et autres établissements (1).

III. — D'autres soins, d'une plus haute importance encore, occupait, en l'année 1810, Le Blanc de Beaulieu. Dans ses Statuts, il avait beaucoup insisté sur la nécessité de l'instruction religieuse pour la restauration de l'Eglise en France. Bonaparte, empereur, admettait aussi cette nécessité, mais d'une tout autre autre manière et dans un but politique. L'article 39 de la loi du 18 germinal an X ordonnait : qu'il n'y aurait plus qu'un seul catéchisme « à l'usage de toutes les Eglises de l'Empire français », afin d'y établir l'uniformité dans l'enseignement. Le légat Caprara avait reçu de Pie VII les ordres les plus formels de ne pas favoriser la création de ce nouveau catéchisme. Néanmoins il garda, à l'égard de Rome, un silence complet sur ce qui se passait à Paris et notamment sur la longue élaboration qui présidait à la confection du catéchisme impérial. Loin d'employer tous les moyens possibles pour en empêcher la publication, le cardinal annonça simplement à Portalis : qu'il était autorisé à *consacrer* le nouveau catéchisme, puis il donna l'approbation précédant le décret de l'empereur du 4 avril qui l'imposait. Le Journal de l'Empire, du 5 mai, annonça qu'un catéchisme uniforme obligatoire pour tous les diocèses de France, allait être imprimé avec l'approbation officielle du cardinal légat.

(1) *Etat du Diocèse*, par l'abbé LEDOUBLE, secrétaire général de l'Evêché.

Rome adressa à cette Eminence des représentations auxquelles il ne fit pas de réponse. Telle était déjà alors la situation que, dans la crainte de jeter la plus grande perturbation entre l'Eglise et l'Etat français par un blâme sévère et un démenti infligé au légat, le Saint-Père se résigna, menacé d'ailleurs qu'il était des plus grandes épreuves de la part de l'Empereur (1).

Le Catéchisme étant revêtu de l'approbation du légat, le ministre des cultes, Portalis, fut chargé d'en surveiller l'impression et de prendre pendant dix ans « à cet égard toutes les précautions qu'il jugera nécessaires ». Il la confia aux sieurs Prosper Nyon et Henri Nicolle, imprimeurs-libraires à Paris, en les autorisant à s'entendre avec les évêques pour les arrangements nécessaires. Le maître souverain ayant parlé, ces prélats n'avaient qu'à obéir, le Pape ayant aussi cru devoir garder le silence sans avoir désavoué son légat. Enfin Méchin, préfet de l'Aisne, défendait, par un arrêté du 4 octobre 1806, l'impression, la vente et colportage de tout exemplaire qui ne serait pas « revêtu des caractères d'authenticité prescrits par son Excellence le ministre des cultes, et sans que le Mandement de publication de M. l'Evêque de Soissons y soit annexé ». Ce Mandement, du 15 septembre 1806, n'est que la reproduction de celui de l'archevêque de Paris, métropolitain de la nouvelle province. On y voit seulement : que Le Blanc de Beaulieu, pour faire cesser la diversité des livres élémentaires résultant de celle des diocèses anciens composant le diocèse actuel de Soissons, s'était proposé d'adopter le catéchisme de Bossuet, lorsque l'Empereur l'adopta lui-même pour tout l'Empire de la manière qui vient d'être exposée (2).

Ce n'est pas ici le lieu d'apprécier ce catéchisme du grand évêque de Meaux, mais si l'on pouvait douter que Napoléon, en favorisant le culte catholique, n'avait pas pour principal dessein de faire de la religion l'instrument de la politique impériale, il n'y a, pour se détrom-

(1) *L'Eglise romaine et le Premier Empire,* par D'HAUSSONVILLE, t. II, p. 253.
(2) *Mandement* du 15 septembre 1806.

per, qu'à lire les additions qu'il y a fait faire. Les lignes suivantes de la leçon VII[e] du IV[e] commandement de Dieu, où il est traité uniquement des devoirs des chrétiens à l'égard des princes, et en particulier « envers Napoléon premier, notre Empereur », sont des plus caractéristiques. A ce IV[e] commandement :

RÉPONSE. — « Les chrétiens doivent aux princes qui les gouvernent, et nous devons en particulier à Napoléon, notre empereur, l'amour, le respect, l'obéissance, la fidélité, le service militaire, les tributs ordonnés pour la conservation et la défense de l'Empire et de son trône ; nous lui devons encore des prières ferventes pour son salut et pour la prospérité spirituelle et temporelle de l'Etat.

D. — « Pourquoi sommes-nous tenus de tous ces devoirs envers notre Empereur ?

R. — « C'est premièrement, parce que Dieu, qui créa les empires et les distribua selon sa volonté, en comblant notre empereur de dons, soit dans la paix, soit dans la guerre, l'a établi notre souverain, l'a rendu le ministre de sa puissance et son image sur la terre. Honorer et servir notre Empereur est donc honorer et servir Dieu même. Secondement parce que Notre-Seigneur Jésus-Christ, tant par sa doctrine que par ses exemples, nous a enseigné lui-même ce que nous devons à notre souverain. Il est né en obéissant à l'édit de César-Auguste ; il a payé l'impôt prescrit ; et de même qu'il a ordonné de rendre à Dieu ce qui appartient à Dieu, il a ordonné de rendre à César ce qui appartient à César.

D. — « N'y a-t-il pas des motifs particuliers qui doivent plus fortement nous attacher à Napoléon premier, notre empereur ?

R. — « Oui, car il est celui que Dieu a suscité dans des circonstances difficiles pour rétablir le culte public de la Religion sainte de nos pères ; et pour en être le protecteur. Il a ramené et conservé l'ordre public par sa sagesse profonde et active ; il est devenu l'oint du Seigneur par la consécration qu'il a reçue du Souverain Pontife, chef de l'Eglise universelle.

D. — « Que doit-on penser de ceux qui manqueraient à leur devoir envers notre Empereur?

R. — « Selon l'apôtre saint Paul, ils résisteraient à l'ordre établi de Dieu même, et se rendraient indignes de la vie éternelle.

D. — « Les devoirs dont nous sommes tenus envers notre Empereur, nous lieront-ils également envers ses successeurs légitimes dans l'ordre établi par les constitutions de l'Empire?

R. — « Oui, sans doute, car nous lisons dans la Sainte-Ecriture que Dieu, seigneur du ciel et de la terre, par une disposition de sa volonté suprême et par sa Providence, donne les empires, non-seulement à une personne en particulier, mais aussi à sa famille.

D. — « Quelles sont nos obligations envers nos magistrats?

R. — « Nous devons les honorer, les respecter et leur obéir parce qu'ils sont les dépositaires de l'autorité de notre Empereur (1). »

Ce fut pendant la campagne de 1806 contre la Prusse que l'évêque de Soissons publia ce catéchisme où se trouvait tout un chapitre consacré au despotisme d'un seul homme. Cette fois, il faut le dire, la victoire d'Iéna n'inspira pas, malgré son éclat, son enthousiasme ordinaire au prélat louangeur. Sa verve sur ce point commençait à s'épuiser. Il se contenta, dans son Mandement, du 2 novembre 1806, pour un *Te Deum* en action de grâces des victoires éclatantes de Sa Majesté sur les armées prussiennes, de renvoyer ses diocésains aux bulletins officiels de la campagne, dont le premier magistrat du département avait fait ressortir l'éclat. Toutefois, il crut devoir, « ce qu'il avait regardé jusque-là comme superflu, joindre sa voix à celle de la Patrie quand elle appelait ses enfants aux champs de l'honneur et de la victoire », c'est-à-dire quand Napoléon enlevait toutes les forces vitales du pays pour satisfaire son ambition sans mesure.

En effet, peu de temps après ce Mandement, Le Blanc

(1) *Catéchisme à l'usage de toutes les Eglises de l'Empire français*, p. 58, et les pièces qui le précèdent.

de Beaulieu, répondant à l'invitation du ministre des cultes, à l'occasion de la conscription de 1807, adressée à tous les évêques de France, donna une Lettre pastorale, le 9 décembre 1806, pour stimuler la jeunesse à continuer de se sacrifier « pour conquérir promptement une paix glorieuse et solide ». Il y rappelait, dans ce dessein, cette parole de l'empereur au sortir d'une action périlleuse, parole si honorable pour ce département : *J'étais tranquille, la brave trente-deuxième était là* (la 32e demi-brigade formée du contingent de l'Aisne). « Elle est encore au poste de l'honneur et du devoir, ajoutait le prélat avec un accent guerrier; elle y sera toujours. A la voix du zélé magistrat de ce département, les conscrits de l'Aisne volent les premiers aux drapeaux et s'y couvrent de gloire (1). »

L'évêque de Soissons ne se trompait pas dans l'espoir qu'il avait conçu de nouveaux triomphes de nos armées. « Pour Napoléon, disait-il dans un Mandement du 28 janvier 1807, combattre et vaincre c'est la même chose, et pour nous, l'annonce d'une bataille n'est plus que la certitude d'une victoire ». Il est victorieux des Russes sur les bords du *Bug* et de la *Narew*. Il veut qu'on remercie le ciel de ce qu'il seconde ses entreprises qui ont pour but « une paix stable et solide, que ne puisse troubler le génie du mal ». Aussi le prélat prescrivit-il un *Te Deum* dans ce Mandement (2). Entre ces victoires et la prise de Dantzig, il intercale pour le Carême, le 5 février 1807, une Lettre pastorale; puis, le 14 juin, il fait chanter un *Te Deum* en action de grâces de la prise de cette ville. Redevenu enthousiaste, « l'Europe attentive, disait-il, ne sachant plus ce qu'elle doit admirer, ou de cette foule de merveilles qui se succèdent, ou du grand homme qui les produit » et la France nourrissant toujours l'espérance de cette paix « *glorieuse et solide* qu'il ne va conquérir si loin que pour la rendre plus durable » et pour « l'exécution de ces *grands projets qu'il médite pour le bien de la religion et de ses peuples*, auxquel il est impatient *de donner un plein es-*

(1) *Lettre pastorale* du 9 décembre 1806. *(Recueil de Mandements.)*
(2) *Mandement* du 28 janvier 1807. *(Ibid.)*

sor (1) ». La victoire de Friedland sur les armées russe et prussienne, remportée le jour anniversaire de celle de Marengo, fournit à Napoléon l'occasion de rappeler aux évêques, dans une Lettre datée du champ de bataille et où il leur demandait un *Te Deum* : qu'après cette victoire, « tout couvert encore de la poussière du champ de bataille », sa première pensée, son premier soin, avait été pour le rétablissement de l'ordre et de la paix dans l'Eglise de France ». Le Blanc de Beaulieu sut aussi y faire allusion dans son Mandement du 8 juillet 1807, prescrivant à son clergé ce *Te Deum* (2).

Devant tout à l'empereur qui l'avait porté au siège de Soissons, subjugué par la splendeur de ce grand génie, ébloui par l'éclat de ses victoires, Le Blanc de Beaulieu ne cessera de publier sa gloire que quand la fortune l'aura tout à fait abandonné, selon les desseins de la Providence. Les atteintes graves portées déjà à la souveraineté et à l'indépendance du Saint-Siège, suivies de la dure et impitoyable captivité où Napoléon détiendra le pape Pie VII, son consécrateur, ne furent pas capables, paraît-il, d'ébranler les sentiments de l'évêque de Soissons à l'égard du terrible et cruel despote. Napoléon ayant créé une nouvelle noblesse, par un décret du 1er mars 1808, le prélat qui, à ses titres ecclésiastiques, ajoutait, depuis le 18 décembre 1805, la qualification de chevalier de la Légion d'honneur dans ses Lettres pastorales, devait encore y joindre celle de *baron de l'Empire*. Il ajouta, dès lors, la particule *de* à son nom, et, laissant de côté le simple écusson portant ses initiales, il en prit un autre blason dont il est difficile de deviner le sens, mais qui était couronné du bonnet de docteur et portait suspendu la croix de la Légion d'honneur.

Les soins qu'il donnait à l'administration de son diocèse étaient sans cesse interrompus par des communications du gouvernement, c'est-à-dire de l'Empereur. Le 12 septembre 1808, il envoyait à son clergé, pour être lu

(1) *Mandement* donné, à Flavy-le-Martel, en cours de visite pastorale, le 14 juin 1807. *(Ubi supra.)*
(2) *Mandement* du 8 juillet 1807. *(Ibid.)*

au prône, le Message de Napoléon au Sénat, du 4 de ce mois, sur les affaires d'Espagne, et il l'accompagnait d'une Lettre où il vantait la douceur du langage de l'impitoyable homme de guerre qui sacrifiait des générations aux insatiables et déloyaux calculs de son ambition.

« Il ne vous échappera pas, y disait-il, que c'est le plus puissant et peut-être le premier des souverains que l'on voit employer ainsi le langage du cœur autant que celui de l'autorité. Il pourrait ne s'exprimer qu'en maître, et c'est en père qu'il parle. Il a le droit d'appeler au combat ceux qui doivent partager ses triomphes, et ce n'est qu'avec l'accent de l'amour qu'il les rassemble sous ses drapeaux victorieux. L'on verra donc, cher coopérateur, l'intéressante jeunesse, élevée sous vos yeux, et en partie par vos soins, se pénétrer d'une nouvelle ardeur, lorsqu'elle entendra de votre bouche cette expression si touchante de NAPOLÉON : *Vous m'avez dit si souvent que vous m'aimiez !*

« Sans doute, cet appel à l'amour de son peuple exige des sacrifices, Sa Majesté ne le dissimule point; mais elle déclare qu'ils « sont nécessaires pour lui en épargner de plus considérables », et qu'ils n'ont d'autre but que le « grand résultat d'une paix générale, de cette paix qui doit seule être regardée comme le moment du repos ». Quel est d'ailleurs le Français qui pourrait oublier et méconnaître tout ce que notre Empereur a fait et ne cesse de faire pour le salut, la gloire et la félicité de la patrie (1) ».

Après des prières pour le succès de la guerre d'Espagne, Napoléon ne tarda pas à demander un *Te Deum* pour les victoires qu'il y avait remportées et son entrée à Madrid. « Nos victoires se succèdent et se multiplient, disait Le Blanc de Beaulieu, dans son Mandement du 24 décembre 1808, et du nord au midi de l'Europe, nos armées, sous le héros qui les commande, sont partout supérieures aux fatigues, inaccessibles aux revers. C'est

(1) *Lettre* de Monseigneur l'Evêque de Soissons, membre de la Légion d'honneur, etc. — *Message* de Sa Majesté l'Empereur, etc., au Sénat. (In-4°, Fromentin, Soissons, 12 septembre 1808.)

ainsi que *Napoléon* bannit les craintes que nous avaient inspirées son départ et les nouveaux périls qu'il allait affronter.

« Du sein de ses triomphes, au delà des Pyrénées comme au fond de la Pologne, ce prince, qui semble fixer à son gré le sort des combats et la destinée des empires, n'oublie jamais de ramener ses pensées et les nôtres vers Celui qui le rend toujours invincible. Il nous écrit aujourd'hui de rappeler encore ses peuples au pied des saints autels pour remercier le Seigneur de la protection accordée à ses armes dans les champs d'Espinosa, de Burgos, de Tudela, de Somo-Sierra. Mais ce qu'il met au-dessus de ces brillants exploits... « c'est d'avoir pu sauver Madrid, en épargnant à cette capitale les horreurs d'un assaut et une ruine inévitable.... » « Que notre foi s'instruise aussi à la vue des revers et des malheurs que, dans sa lettre datée du camp impérial de Madrid, le 7 décembre 1808, Napoléon s'applaudissait, en effet, d'avoir pu sauver cette capitale « intacte des mains des brigands insurgés qui en tenaient tous les honnêtes habitants sous l'oppression ». C'était ici renverser sciemment les rôles. On sait quelle fut l'issue de cette guerre si fatale pour la France, et comment une nation pressurée par l'étranger, après l'enlèvement perfide de son roi, sut, à force de patriotisme, le rejeter de son sein. Napoléon traitait facilement de brigands ceux qui osaient résister à ses armes pour la défense de leurs foyers, et surtout à ses injustes agressions.

Quittant l'Espagne, toujours avide de conquêtes, Napoléon porta la guerre en Autriche et remporta les victoires d'Eckmühl, de Tann et de Ratisbonne. Nouveaux *Te Deum*, nouveaux Mandements de Le Blanc de Beaulieu et des évêques de France, demandés, ou plutôt imposés par le vainqueur, de son quartier-général de Ratisbonne, le 25 août 1809. « L'agression précipitée de l'Autriche n'avait pas laissé à l'Empereur, disait-il dans le sien, donné à Chauny en cours de visite, le 10 mai, le temps de rassembler son armée tout entière. Mais la valeur supplée au nombre. La sagesse des combinaisons, la rapidité des marches, le courage bouillant des pha-

langes françaises et de leurs dignes alliés ont déconcerté l'ennemi, renversé tous ses plans, rendu tous ses efforts inutiles. L'armée autrichienne, qui se livrait naguère aux plus riantes espérances, forcée d'abandonner le territoire qu'elle avait envahi, fuit de toutes parts, laissant en notre pouvoir d'innombrables prisonniers; et les brillants succès qui signalent l'ouverture de cette campagne présagent que, semblables aux précédents, sa durée sera courte, et les triomphes qu'elle prépare aussi glorieux que certains »... « Mais, ajoutait-il, en offrant à Dieu nos actions de grâces, demandons-lui qu'il daigne enfin accorder à l'Europe, fatiguée de tant de secousses, le repos qui lui est si nécessaire. La guerre la plus heureuse n'est qu'un moindre malheur... (1). »

Ces vœux pour la paix, que l'évêque de Soissons avait déjà émis dans ses précédents Mandements, allaient momentanément se réaliser. En effet, celui du 24 mai 1809 ordonnait, de la part de Napoléon, de célébrer la prise de Vienne et la conclusion de la paix avec l'empereur d'Autriche. « Au milieu de nos succès les plus éclatants un fond d'inquiétude et d'affligeantes pensées, écrivait l'évêque de Soissons, se mêlaient à nos actions de grâces. L'effusion du sang, les horreurs du carnage, la mort de nos héros, le danger de l'intrépide Napoléon lui-même, tout concourait à alarmer nos esprits, à contrister nos cœurs; et nos cantiques étaient autant l'expression de nos vifs désirs pour la paix que l'accent de notre juste reconnaissance.

« Nous vous l'annonçons aujourd'hui cette paix, N. T. C. F., et notre cœur en partage avec vous le sentiment et la joie. Si elle n'est pas encore aussi générale que le voudrait notre invincible Empereur, si d'anciennes rivalités s'opposent toujours au repos de l'Europe, le traité qui nous réconcilie avec la bonne, la loyale nation autrichienne, nous présage au moins des jours plus tranquilles, un bonheur plus complet. » Et l'évêque, méconnaissant l'ambition effrénée de Napoléon comme son indomptable orgueil, rejetait les maux de

(1) *Mandement* de Mgr l'Evêque de Soissons, etc., du 10 mai 1809. (Soissons, Fromentin.)

la guerre sur le courroux du Très-Haut, irrité par les crimes des chrétiens, leur abandon de Dieu et de la vertu. Toutefois, il exhortait ses diocésains à lui demander qu'il ornât l'empereur « de toutes les vertus; qu'il l'éclaire de ses conseils, les dirige pour notre bonheur et lui procure, dans le sein de la vérité et de la vie, une couronne plus éclatante et plus immortelle que celle dont il brille sur la terre (1). »

(1) *Mandement* de Mgr l'Evêque de Soissons, etc., du 20 novembre 1809.

PÉRIODE MODERNE

LIVRE VINGT-DEUXIÈME.

Dix-neuvième Siècle.

(Troisième Partie.)

DEPUIS L'EXIL DES CARDINAUX A SAINT-QUENTIN, LE 18 AVRIL 1810, JUSQU'AU CONCORDAT DU 25 AOUT 1817.

SOMMAIRE. — I. Relations des prêtres de Saint-Quentin avec les cardinaux exilés, leur dévouement pour ces Excellences, et respect du peuple à leur égard. Bel exemple du maire. Lettre de Gonsalvi à Lefin, l'un d'eux. Leur retour à Fontainebleau et bénédiction du Pape. Concile de 1811. Duvoisin, vicaire général de Laon, évêque de Nantes. Le Blanc de Beaulieu en ce concile, sa disgrâce. De la Loge, son vicaire général, et Fromentin, vicaire général honoraire. Fin du séminaire de Menneville, acquisition de la Trésorerie à Liesse, on y ouvre le petit séminaire, sa fermeture. Projet de placer à Amiens les élèves dispersés. — II. L'évêque l'établit aux Minimesses sous le titre de Saint-Joseph. Bicheron demandé pour supérieur par correspondance. Sur son refus, nomination de Claudon. On suit les cours du collège. Campagne de Russie en 1812 et *Te Deum*. Prières pour la campagne de 1814 et Lettre à ce sujet. La campagne. Le Blanc de Beaulieu et la Restauration. Mandements pour le retour des Bourbons et pour le rétablissement de la paix. Procession du vœu de Louis XIII rétablie. Les Pères de la Foi au séminaire, Gloriot, supérieur, réunion aux Jésuites. L'ancien séminaire devenu caserne, la rentrée a lieu à Saint-Joseph ; échange de l'ancien pour celui-ci dont on fait la Petite-Caserne. Acquisition du grand clos. — III. Les Cent-Jours. Evacuation des séminaires. Assemblée du *Champ de Mai*, refus de Le Blanc de Beaulieu de s'y rendre, il part pour l'Angleterre. Invasion de 1815. Son retour. Réunion des deux séminaires. Enlèvement de la bibliothèque municipale. Explosion d'une poudrière, ses causes présumées, ses victimes, les secours. Le P. Gloriot et ses collègues quittent les séminaires. Les Lazaristes y arrivent. Petit séminaire de Liesse. Jésuites soissonnais, le P. Ronsin, ses conversions. Rétractation plénière de Le Blanc de Beaulieu. Il ordonne à Saint-Sulpice l'ultramontain Pelier de la Croix, et le futur évêque Parisis. Un ordo diocésain supprimé. — IV. Concordat de 1817. Nouvelles circonscriptions des diocèses. Sièges de Laon et de Noyon rétablis et supprimés. Fondation du petit séminaire d'Oulchy-le-Château ; Hurillon, supérieur et curé. Diacres soissonnais à Saint-Sulpice ; les futurs directeurs du grand séminaire, Maréchal et Lequeux ordonnés prêtres par lui. Leur direction. Dernière visite diocésaine du prélat. Assassinat du duc de Berry. Démission de Le Blanc de Baulieu ; sa lettre au chapitre. Sa

retraite, son décès, son inhumation, son caractère, défauts et qualités. Appréciations calomnieuses.

I. — Dans ce même temps où Le Blanc de Beaulieu et la plupart des évêques célébraient la gloire de Napoléon et applaudissaient à tous ses actes, celui-ci faisait subir au pape Pie VII une dure captivité. Il y employait même à son égard des traitements aussi indignes qu'atroces, à cause de la résistance qu'il opposait à ses volontés tyranniques, notamment à propos de l'institution des évêques. La persécution n'épargnait aucun des prélats ou des prêtres, en qui il croyait rencontrer une simple velléité d'opposition signalée par la police impériale. L'impératrice Marie-Louise d'Autriche ayant succédé à Joséphine, par suite de son divorce avec Napoléon, plusieurs des cardinaux, présents à Paris lors de son mariage, le 2 avril 1810, n'avaient pas cru devoir assister à cette cérémonie. Ils regardaient comme nulle la décision de l'officialité de Paris, rétablie pour la circonstance, et cassant le mariage avec Joséphine, contrairement aux règles constantes de l'Eglise qui réservent au Saint-Siège ces causes majeures des princes. Napoléon, furieux, leur fit signifier de quitter la pourpre et de porter des habits noirs, d'où vint cette distinction de *Cardinaux noirs* et de *Cardinaux rouges*. Leurs pensions furent supprimées et eux-mêmes envoyés en exil : Mattei et Pignatelli à Rethel, la Somaglia et Scotti à Mézières, Saluzzo et Gatelli à Sedan, puis à Charleville, Brancadoro à Reims avec Gonsalvi, Louis Ruffo et Litta à Saint-Quentin, di Pietro Oppizzoni et Gabrielli à Semur. Privés de leurs bénéfices et de leurs pensions par Bonaparte, ces princes de l'Eglise, placés sous la surveillance de la haute police, sont réduits, pour la plupart, à vivre d'offrandes et de collectes faites en leur faveur. Une association, présidée par l'abbé Duval, patronnée par des personnages de la haute société parisienne, se forme pour les secourir. Des prêtres se font les intermédiaires des communications spirituelles que Pie VII, captif, pourrait leur adresser, aussi bien qu'aux évêques et aux curés de France. Des comités s'organisent, des personnes, des jeunes gens sont toujours prêts à se mettre

en route à la moindre réquisition, et nuitamment, de ville en ville, se transmettent les uns aux autres les missives pontificales jusqu'à leur destination.

L'exil et la prison seront la punition de ceux qui furent surpris ou montrèrent des égards à ces victimes de la tyrannie. Bravant tout danger, Jean-Baptiste Billaudel entra vite en relation avec les cardinaux envoyés à Reims et à Saint-Quentin, les plus à sa portée, et se mit spontanément à leur service. Leur grand désir était de pouvoir se concerter, en des conjonctures si nouvelles, avec leurs collègues, afin de se diriger d'après les mêmes principes et de suivre les mêmes règles de conduite, malgré la distance des lieux et l'isolement où on les tenait les uns des autres. L'abbé Billaudel établit entre eux une correspondance sûre, et lui-même, quand les circonstances devenaient plus pressantes, voulut entreprendre de longs et pénibles voyages de Saint-Quentin à Sedan. Il s'efforçait, en outre, de les aider dans les embarras qu'entraînait leur pénible situation et de leur procurer des secours proportionnés à leurs besoins (1). L'un de ceux qu'il employa à la correspondance entre les cardinaux Ruffo et Litta avec ceux de Reims, où se trouvait le cardinal Gonzalvi, fut un bon laïque, Jean-Pierre Bizeau, né à Saint-Quentin en 1776, élevé sous les yeux de son parent, chapelain de la collégiale, lequel, revenu de son exil, en devint le vicaire. Le père de cet excellent catholique avait été emprisonné à Nointel. Quant à lui, après la Révolution, profitant d'une place dans l'administration, il s'offrit de servir, au risque d'être découvert par la police, d'intermédiaire pour les communications intimes des exilés (2).

Des ecclésiastiques de Saint-Quentin se dévouèrent aussi aux cardinaux Litta et Gonsalvi, tels que les abbés Godard et Lefin, qui surent mériter leur estime particulière. Lefin, professeur au collège, leur porta des secours que lui avait confiés une famille distinguée, et s'offrit aussi pour les voyages de la correspondance. Dès leur arrivée, prenant les précautions nécessaires

(1) *Notice sur M. J.-B. Billaudel,* par l'abbé Lequeux.
(2) *Semaine du Vermandois,* année 1858.

pour échapper à l'active surveillance de la police, il se rendit près d'eux, avec le professeur le plus âgé de ceux du collège, l'abbé Piquet, confesseur de la foi, pour leur offrir leur respect et témoigner de la part qu'ils prenaient à leur situation. Ayant demandé au cardinal Litta si ces visites ne pourraient pas leur attirer quelque désagrément, celui-ci répondit avec bienveillance : « Nous n'avons pas l'ordre de ne pas recevoir de visites. Ainsi, nous vous verrons avec plaisir quand vous viendrez. » Lefin les ayant renouvelées : « Dorénavant, lui dit un jour le cardinal Litta, lorsqu'il eut un peu appris la langue italienne, qu'il étudiait dans ses moments de loisir, vous me parlerez en italien et moi en français, et nous nous reprendrons mutuellement quand nous ferons des fautes. » Il travailla avec l'abbé Gambini, secrétaire du cardinal, à une traduction de la première partie de la *Critique* du docteur Marquetti, de l'Histoire ecclésiastique de Fleury, dont le reste fut achevé à Amiens par les Pères de la Foi, qui firent imprimer l'ouvrage en Belgique, et en répandirent un grand nombre d'exemplaires, surtout en France. Le cardinal ayant désiré voir la paroisse de Lesdins que Lefin desservait, il l'y conduisit. Son Eminence visita avec lui les malades, et confessa même une pauvre femme malade qui avait demandé à s'adresser à elle.

Pendant son séjour à Saint-Quentin, le savant cardinal se livrait à l'étude et même à la composition. Ayant appris par un journal qu'un décret de Napoléon obligeait le Pape à se soumettre aux Quatre Articles de 1682, avant son intronisation, il dit un jour à Lefin : « Voyons un peu ce qu'on pourrait répondre, si le gouvernement exigeait la même chose de nous »; et il composa ses *Lettres sur les Quatre Articles* qui furent plusieurs fois réimprimées. Lorsque le pape Pie VII et les cardinaux purent retourner à Rome, Lefin en envoya deux exemplaires à Gonsalvi qui était resté à Paris pour terminer quelques affaires. Son Eminence, qui ne connaissait pas encore l'opuscule de son collègue, étant ensuite parti pour le Congrès de Vienne, c'est en cette ville qu'ils lui parvinrent. Malgré les grandes questions qu'il avait alors

à traiter, le négociateur du Concordat de 1801 écrivit de sa main, le surlendemain de leur réception, une lettre de remerciement à l'auteur de l'envoi; il y fait aussi mention des personnes qu'il avait connues dans son exil (1).

Joly de Banneville, maire de Saint-Quentin, voua aux deux princes de l'Eglise un profond respect et même une sincère affection, quoiqu'il fût protestant et que l'empereur descendît chez lui dans ses passages par cette ville. Il leur rendit toute sorte de services jusqu'à faire venir, pour l'un d'eux, un costume de Russie, tandis que Napoléon y portait la guerre. Un jour, tout rayonnant de joie, il arrive chez le cardinal Litta, où se traitait d'ordinaire les affaires secrètes, avec une lettre du ministre des cultes qui lui mandait : que l'empereur offrait de rendre aux cardinaux les marques de leur dignité et la jouissance de leurs revenus, s'ils consentaient à déclarer que « s'ils n'avaient pas assisté à son mariage avec Marie-Louise, ce n'était pas qu'ils le regardassent comme illégitime, mais parce qu'ils n'avaient pas la permission du Pape, sans laquelle ils ne pouvaient pas y assister ». Et ce serait pour moi et pour toute la ville, ajoutait ce magistrat, une grande joie de voir Leurs Eminences officier dans la collégiale avec leur brillant costume. Le cardinal Litta le remercia en lui disant toutefois : qu'il avait besoin de se concerter avec son collègue, sur ce point, mais qu'il craignait bien que leur réponse ne fût pas conforme à son désir. Le lendemain, en effet, ils lui faisaient savoir : qu'ils ne pouvaient faire la déclaration demandée par l'empereur, et que quand même, sans cette déclaration, on leur permettrait de reprendre leur costume, ils ne le feraient qu'autant que les autres exilés auraient reçu la même autorisation. Le maire, déconcerté de cette décision, ne s'en retira pas moins plein d'admiration pour la grandeur d'âme et le désintéressement des deux cardinaux. Ceux-ci, de leur côté, furent profondément touchés des attentions amicales d'un magistrat si hon-

(1) *Lettre* de Vienne du 21 septembre 1814. (Papiers du chanoine H. Congnet.)

nête et si dévoué; aussi, lorsqu'il vint à mourir, ils le pleurèrent sincèrement.

Pendant les trois années environ qu'ils séjournèrent à Saint-Quentin, les cardinaux furent l'objet du respect et de l'affection de toute la population. On les leur témoignait soit qu'ils parcourussent les rues dans leurs promenades journalières, soit qu'ils s'éloignassent à une distance assez considérable de la ville lorsque le temps le permettait. On admirait surtout leur piété pendant leur assistance à la messe paroissiale les dimanches et fêtes et dans les visites, d'une demi-heure au moins, qu'ils allaient faire au Saint-Sacrement avant leur départ pour la promenade. D'un abord facile et gracieux pour tous ceux qui les abordaient ou les visitaient, ils acceptaient de bonne grâce les dîners qu'on leur offrait de temps à autre, soit chez le maire, soit chez les principaux ecclésiastiques de la ville.

Lorsque les treize cardinaux exilés eurent reçu de Napoléon, après ses revers de 1812, la permission de se rendre auprès du Pape, transféré de Savone à Fontainebleau, le cardinal Litta n'oublia pas son ami Lefin. Comme on laissait entrer à l'audience du Saint-Père les personnes munies d'une autorisation, Litta lui fit écrire par son secrétaire pour l'engager à se rendre à Fontainebleau où il le présenterait à Sa Sainteté. Mais lorsqu'il y arriva la permission n'existait plus; alors Litta et Ruffo allèrent prier le maire de la ville de faire une exception en sa faveur. Ce magistrat résista à leurs supplications auxquelles s'étaient jointes celles de sa femme. Napoléon, redevenu impitoyable, avait donné les ordres les plus précis à cet égard. « L'empereur, écrivait le ministre aux cardinaux, ne vous laisse à Fontainebleau qu'à condition expresse, qu'à partir de ce jour, vous ne vous mêlerez de rien, ni écrirez aucune lettre, que vous resterez enfin dans une inaction absolue, vous bornant à faire à Sa Sainteté des visites de politesse. La moindre transgression à cet égard, la moindre lettre écrite soit en Italie soit ailleurs, non seulement vous rendrait sus-

pects à l'empereur, mais compromettrait votre liberté. *A Fontainebleau, le 12 avril 1813.* Signé : LA GROSSE (1). »

Faute de mieux, les deux cardinaux prièrent Sa Sainteté de faire ouvrir, à une heure convenue, la fenêtre de son appartement donnant sur la cour du château et d'accorder à l'abbé Lefin sa sainte bénédiction. Ils en obtinrent, en outre, pour lui et pour quatre autres prêtres, le pouvoir d'indulgencier un grand nombre de crucifix, de médailles, de chapelets et, en particulier pour lui, des pouvoirs extraordinaires pour toute la France dans le cas où un nouveau schisme qu'on redoutait vint à éclater (2). Les exilés de Saint-Quentin, quoique rentrés dans la ville éternelle, n'oublièrent ni Lefin, ni les personnes qui s'étaient attachées à eux à Saint-Quentin. Ils en écrivirent à ce bon ecclésiastique des lettres pleines de reconnaissance, d'amitié et du bonheur que leur causaient les événements :

« Ayant gémi ensemble sur les maux de l'Eglise, il est bien juste, lui disait le cardinal Litta, dans celle du 18 juin 1814, que nous nous réjouissions ensemble sur les merveilles que Dieu a opérées. J'ai été témoin à Nîmes de la joie universelle de la France pour le retour des Bourbons au trône de leurs ancêtres, et je viens d'être témoin à Rome de la joie de cette ville ou plutôt de toute la chrétienté pour le retour de Pie VII à son siège pontifical et à sa résidence souveraine. Je ne peux pas vous exprimer tous les sentiments qu'a excité dans tous les cœurs ce moment attendrissant. Nous ne pouvons pas encore en revenir et nous sommes si obsédés d'une quantité de visites, d'affaires et de papiers que nous pouvons à peine respirer. Moi, j'en ai aussi ma portion qui est trop forte pour moi; car le Saint-Père me confie la préfecture de la Propagande. Je perdrais courage, si je n'étais pas rassuré par la confiance en Dieu qui, après tant de prodiges en faveur de son Eglise, ne nous abandonnera pas, et après nous avoir ramenés

(1) *Copie* de cet ordre. (*Papiers du chanoine H. Congnet.*)
(2) Détails empruntés à une lettre écrite à l'évêque de Soissons, Paul de Garsignies, lors du départ de ce prélat pour Rome, par M. LEFIN. (*Ibid.*)

ici miraculeusement, nous soutiendra, en sorte que notre séjour ici soit utile, et il remplira l'œuvre qu'il a commencée. »

Dans une autre lettre, cette fois en italien, que le cardinal Ruffo écrivait à Lefin, sont exprimés les mêmes sentiments, ceux que tout le monde éprouvait alors au sujet du retour du Pape à Rome et de la chute de Napoléon. Mais, de plus, le cardinal y fait une mention spéciale de plusieurs personnes de Saint-Quentin, au souvenir desquelles il se rappelle en leur adressant le sien, tels que le curé de la ville, son clergé et le principal du collège (1). Quant à l'abbé Lefin ayant quitté ce collège, il devint, en 1822 et pendant vingt-trois années, chapelain de l'Hôtel-Dieu de Laon, fut nommé, à la fin de sa carrière, chanoine titulaire de la cathédrale de Soissons, et mourut, le 30 avril 1859, à l'âge de quatre-vingts ans, laissant la mémoire d'un prêtre bon, digne et pieux (2).

Tandis que Napoléon continuait à persécuter l'Eglise et retenait captif son chef vénéré, la prospérité lui souriait de plus en plus. Un an après son mariage avec Marie-Louise d'Autriche, il lui arrivait un héritier si désiré du trône impérial. C'était là surtout une occasion d'adresser au ciel de plus ardentes prières et de chanter un *Te Deum*. Le Blanc de Beaulieu, par un Mandement donné à Laon, en cours de visite diocésaine, le 21 mai 1811, en ordonna un, le 9 juin, jour où il devait en être chanté dans toute la France et qui serait celui du baptême du *Roi de Rome* à Notre-Dame de Paris.

« Nos vœux sont satisfaits, disait l'évêque de Soissons dans sa Lettre ; notre attente est remplie et le Seigneur, en accordant à Napoléon le seul bien qui peut manquer à son bonheur : un héritier de son nom et de sa gloire, a donné en même temps à la France le gage le plus assuré d'une sécurité inaltérable.

(1) *Lettres* autographes *(ubi supra)*. Le curé était toujours M. Fortier, le principal, l'abbé Piquet. Les autres personnes sont : M^lles^ de Montguion ? MM. Legrand, Houdar, la maison Arpin, Carpentier, Léopold *il boemo*, juin 1859. M^lles^ Gambier et Dusquel, d'Arras, etc.

(2) *Nécrologe du Diocèse de Soissons, mss.*, par H. CONGNET. — *Semaine du Vermandois.*

« Oui, N. T. C. F., la naissance de ce prince enfant, qui a causé dans tout l'Empire une si unanime allégresse, n'est pas seulement un bienfait personnel à notre illustre empereur ; elle est aussi un bienfait qui dissipe toute crainte de cette anarchie meurtrière qui peut-être se repaissait encore de cruelles espérances ; elle éloigne les calamités qu'enfante presque toujours la succession au trône quand elle n'est pas fondée sur un titre héréditaire » (1).

L'éclat des fêtes de la naissance et du baptême du roi de Rome ne fit pas perdre de vue la grande question en litige entre le pape Pie VII et l'inflexible empereur, c'est-à-dire l'institution des évêques que refusait l'auguste captif et que le potentat voulait attribuer au métropolitain. Dans l'espoir d'en venir plus facilement à ses fins, il convoqua, de sa propre autorité, un concile des évêques de l'Empire dont il se croyait sûr. L'ouverture de cette assemblée se fit le 17 juin 1811. Dès le 7, Le Blanc de Beaulieu avait écrit au chapitre de la cathédrale pour solliciter ses prières, en une si grave circonstance, dans les termes suivants : « *Quantum oporteat in tanti momenti negotio omnes ad Deum levare puras manus et fervidas preces fundere non fugiet a vobis. Obsecro vos, venerabiles fratres, ut adjuvetis me orationibus vestris pro me ad Deum...* » Ces prières furent efficaces, car le prélat sut se joindre à ses collègues dans leur attachement au Souverain-Pontife, à l'encontre de ceux qui lui furent infidèles.

Sur deux cent cinquante-deux évêques réunis en ce concile, il n'y eut que quarante-deux prélats d'Italie, les autres étaient de France, du moins en grande majorité. Il y en avait de dévoués à l'empereur et à ses vues ; presque tout le reste était faible et craintif. Parmi les premiers se trouvait Duvoisin, devenu évêque de Nantes après le Concordat. Ancien grand vicaire de Laon, élève des Jésuites, écolier, puis professeur de Sorbonne, canoniste émérite, ses écrits avaient de la vogue. Il devait sa nomination à Nantes au fameux abbé Bernier et était

(1) *Mandement* du 21 mai 1811. *(Collection de Mandements.)*

tout entier à l'empereur. Aussi joua-t-il, dans ses tristes démêlés avec le Pape, un rôle des plus condamnables, notamment en ce concile, avec de Barral, archevêque de Tours. Ce dernier avait succédé, en 1788, à l'un de ses oncles sur le siège de Troyes et fait sa soumission à Pie VII. Mais, ici, il convient de se borner à quelques traits sur ce concile, surtout en ce qui touche l'évêque de Soissons.

Dès la séance d'ouverture, où siégèrent quatre-vingt-quinze prélats, l'évêque de Chambéry, Dessoles, proposa de faire insérer dans l'adresse à l'empereur, une demande de la mise en liberté du Souverain-Pontife. L'archevêque de Bordeaux, Daviau, secrétaire du concile, et Le Blanc de Beaulieu, évêque de de Soissons, « l'appuyèrent vivement à plusieurs reprises, avec beaucoup d'insistance ». La proposition fut adoptée après quelques objections, car, au fond, toute l'assemblée lui était favorable. Toutefois, le texte de l'adresse n'étant pas fixé; on en remit les termes en question. Daviau soutint de nouveau la première rédaction et jeta sur la table du bureau le Concile de Trente à l'article donnant au Pape le droit d'excommunier les souverains, etc. « Profitant de l'avantage que leur donnait cette sortie éloquente, l'évêque de Soissons et quelques-uns de ses collègues essayèrent de faire revenir l'assemblée à un vœu exprimé par l'évêque de Brescia et autres prélats, de se borner, selon l'usage, « à des témoignages de fidélité pour la personne du prince », c'est-à-dire à adopter une formule d'adresse dont l'empereur avait indiqué le sens et même les termes. Cette motion avait grande chance d'être adoptée, mais, comme on avait cru bon d'y apporter des modifications, l'empereur s'irrita et, le 12 juillet, de Broglie, évêque de Gand, les évêques de Boulogne, de Troyes, et Hern, de Tournai furent saisis et enfermés à Vincennes. Le 5 août, quatre-vingts évêques environ étant présents, on proposa le décret concernant l'institution canonique par le métropolitain en cas de refus du Pape. Treize se prononcèrent contre; Le Blanc de Beaulieu, « retourné dans son diocèse », arriva trop tard à Paris pour se rendre à l'assemblée. Il vit le mi-

nistre des cultes (Bigot de Préameneu), qui ne manqua pas de l'engager à suivre l'exemple de ses collègues, lui disant, avec un air de triomphe, qu'il n'y avait eu que treize prélats qui avaient refusé leur signature. « S'il en est ainsi, répliqua l'évêque de Soissons, veuillez me compter pour le quatorzième » (1).

On peut donc dire, à la louange de Le Blanc de Beaulieu, que si certains évêques courtisans manifestèrent, en ce concile singulier, une indigne et révoltante servilité, il se sentit assez de force pour se déclarer en faveur de la liberté du Pape et de ses divines prérogatives (2). L'empereur, irrité de sa résistance, lui fit partager la disgrâce des évêques fidèles. Son conseil fut dissous et son grand vicaire, Debully, resté seul à la tête de l'administration du diocèse, dut faire face à tous les besoins, répondre aux incessantes exigences, aux tracasseries et aux menaces d'un régime qui ne connaissait pas d'opposition. Cependant il n'est pas douteux que celui-ci trouva, auprès de lui, d'excellents conseils et un appui sérieux dans plusieurs ecclésiastiques du chapitre, ou attachés à l'évêché, dont l'un, Henri de La Loge, déjà bien connu, et un autre nouveau venu qui mérite aussi de l'être, l'abbé André-Nicolas Formentin, du diocèse de Versailles.

Henri de La Loge, en vénération dans celui de Soissons par d'éminents services, chanoine honoraire de la première création, et mêlé activement à l'organisation du clergé, avait été nommé chanoine titulaire, et à la mort de l'abbé Godard, arrivée le 8 octobre 1811, vicaire général pour le Soissonnais, l'abbé Debully, remplaçant celui-là comme archidiacre du Laonnois. C'était après le Concile de Paris, aussi la nomination de La Loge ne fut-elle pas agréée du gouvernement impérial, malgré l'insistance qu'y avait mise Le Blanc de Beaulieu, prélat encore disgracié, lequel dut se contenter de le laisser vicaire général honoraire. Membre du chapitre, de La Loge avait dû, avec ses collègues, encourager l'évêque à

(1) Voyez *L'Eglise romaine et le Premier Empire, 1800-1814,* par d'HAUSSONVILLE, t. IV, pp. 47, 153, 261, 265, 343, 369, etc.
(2) *France pontificale,* Soissons, p. 396.

se ranger du côté du Souverain-Pontife; ce n'est qu'après la chute de Napoléon, et sous les Bourbons que, présenté de nouveau au grand vicariat, il fut agréé après trois années d'attente.

L'autre ecclésiastique, Formentin, supérieur du séminaire de Versailles, avait quitté ce poste par suite de difficultés avec son évêque. Il avait été attiré à Soissons par Le Blanc de Beaulieu qui le nomma chanoine honoraire en 1810, titulaire le 23 mai 1814, et l'associa à son administration comme grand vicaire honoraire. Formentin avait d'abord professé avec l'abbé Nicolle, dans une institution à Paris, où ils eurent pour élèves des hommes qui devinrent remarquables : Borderies, Dussault, Delalot, de Feletz, Miel, Lemaire et Liautard que Formentin affectionna particulièrement. Borderies devint évêque de Versailles, Liautard, après avoir suivi la carrière des armes, en 1794, puis celle des sciences, entra, après le Concordat, à Saint-Sulpice, à la grande joie de « l'excellent abbé Formentin », lequel conserva avec son élève d'intimes relations. Il y eut pour condisciples les de Quélen et Feutrier, sous la direction de l'abbé Emery et de ses collaborateurs Duclos, Garnier, Frayssinous et Boyer. C'est sous leur patronage que Liautard fonda cette institution qui devint le collège *Sainte-Barbe,* ensuite *Stanislas,* du nom de baptême de Louis XVIII, en 1822, lequel produisit une série d'évêques : Dupuch, d'Alger; Anebault, d'Angers; d'Héricourt, d'Autun; Thibault, de Montpellier; d'Arcimoles, du Puy; Graveran, de Quimper, et Marguerie, de Saint-Flour, puis d'Autun. Liautard fonda beaucoup de petits séminaires et mourut curé de Fontainebleau (1). Son maître, Formentin, homme estimé par ses vertus aimables, ses talents, la pureté de son goût, conquit à Soissons la sympathie générale. Prédicateur éloquent et de mœurs graves, on remarqua surtout de lui trois sermons sur la messe regardés comme dignes de l'impression, mais avant sa mort arrivée le 22 juillet 1828, à l'âge de soixante-cinq ans, il avait ordonné de les brûler (2).

(1) *Biographie du Clergé contemporain,* M. LIAUTARD.
(2) *France pontificale,* Soissons.

Pendant les grandes campagnes de la fin de l'Empire que devenaient les séminaires diocésains? Ils devaient en éprouver de mortelles atteintes. Du reste, ils avaient, dès 1809, ressenti les effets de l'application du monopole universitaire. En l'année même de sa création, avait paru un décret exigeant le titre de bachelier pour être admis à professer dans les grands séminaires, mais ayant été reconnu impraticable il n'avait pas été pressé et était tombé bientôt en désuétude. Il n'en fut pas de même pour les petits séminaires qui, soumis au même régime, eurent à subir bien des vicissitudes à partir de 1811. Le Blanc de Beaulieu s'ingéniait à donner une existence plus solide au seul petit séminaire diocésain, alors à Menneville, dont les bâtiments devenaient trop étroits pour le nombre toujours croissant des élèves et étaient d'un difficile accès pour les parties éloignées du diocèse. Le prélat put enfin annoncer au clergé, le 15 février 1811, qu'il allait acheter une autre maison plus vaste, dans un lieu plus central et mieux situé pour y transférer la communauté de Menneville. « Cette acquisition ménagée par la Providence elle-même, ajoutait-il, est sur le point de se conclure. » Elle se conclut, en effet, à la satisfaction générale (1).

Il y avait à Liesse, célèbre lieu de pèlerinage, un grand bâtiment avec jardin appelé : la *Retraite de la Trésorerie*. Il était l'œuvre de Joseph de la Fare, évêque-duc de Laon, qui en avait posé la première pierre, en 1729, accompagné, dans cette cérémonie, de Me François Barbier, chanoine et docteur en droit, son grand vicaire, trésorier de la chapelle royale de Notre-Dame (2). Cet édifice, élevé « pour le bien du pèlerinage et des habi-

(1) *Mandement* du 11 février 1811. (Recueil *ubi supra.)*

(2) « En l'année 1729, les pilotyès et fondations et les premières pierres de ce bâtiment ont esté possées par Etienne-Joseph de la Fare, évesque duc de Laon, qui en est l'auteur, et M. François Barbier, chanoine et docteur en droit et grand vicaire de Laon, trésorier de la chapelle royale de N.-D. de Liesse dont le zelle et.... la gloire de Dieu et l'honneur de la Sainte-Vierge lui a fait faire édifier pour le bien du pèlerinage et des habitants qui en auront une éternelle reconnaissance par leurs vœux et prières à Dieu et à la Sainte-Vierge. — A Dieu en soit la gloire ». *(Papier* trouvé dans les fondations et copié textuellement par le chanoine CONGNET, alors directeur du petit-séminaire de Liesse.)

tants », avait toujours été occupé, avec la charge de la *Trésorerie*, par un chanoine de la cathédrale de Laon. Vendu, le 18 vendémiaire an VI, pour 18,100 livres, au citoyen Simon, celui-ci le revendit au citoyen Leleu, qui le revendit à son tour, le 19 germinal an XII, à un sieur Pécourt, de Paris, 4,100 francs. Il fut loué par celui-ci à la municipalité de Liesse pour en faire une caserne de gendarmerie. Le préfet de l'Aisne ayant consenti à la résiliation du bail de la Trésorerie pour y transférer le petit séminaire de Menneville, le maire de Liesse Poupart, fondé de pouvoir de Pécourt, la vendit à l'évêque de Soissons la somme de 12,000 francs payée par celui-ci au moyen de dons provenant de personnes généreuses qui voulurent demeurer inconnues. Ils consistaient en trois billets à ordre de 6,000, de 4,000 et de 2,000 francs. L'acte de vente fut passé, le 29 avril 1811, par-devant notaire et approuvé, le 28 août 1816, par ordonnance du roi Louis XVIII (1).

Touché des « efforts et des sacrifices spontanés » du maire et de ses administrés pour le seconder dans l'établissement du petit séminaire dans la paroissse de Liesse, Le Blanc de Beaulieu les en remercia officiellement par une lettre qui, disait le curé de cette paroisse, Rousselet, « a porté l'attendrissement dans tous les cœurs et inspiré des dispositions si favorables que la collecte qui a continué, le dimanche et le lundi, a surpassé de beaucoup les espérances de ceux qui l'ont faite ». La lettre avait été lue au prône et affichée dans l'église. « Pour moi, ajoutait le digne curé, je désire beaucoup cet établissement, parce que le spectacle édifiant d'une nombreuse jeunesse modeste et décente dans les rues, respectueuse et pieuse dans le lieu saint, sera une leçon visible et permanente pour la jeunesse de ce pays-ci, qui est naturellement irrecueillie et dissipée, et j'en espère d'heureux fruits » (2).

Dès que l'affaire fut terminée, les deux frères Billaudel se mirent à l'œuvre. La maison de la Trésorerie fut ré-

(1) Il avait fallu trouver un autre logis pour la gendarmerie mais cette difficulté fut aplanie.
(2) *Lettre* de M. Rousselet, curé de Liesse, du 29 janvier 1811.

parée, appropriée à sa nouvelle destination et, au mois d'octobre 1811, s'ouvrit le petit séminaire de Liesse. A l'établissement provisoire de Menneville succédait une maison spacieuse, plus accessible de divers points du diocèse et située dans le Laonnois où se recrutait un plus grand nombre de sujets pour l'état ecclésiastique.

II. — Les frères Billaudel, Jean-Baptiste et Louis, en furent regardés comme les fondateurs et le premier e devint supérieur, mais hélas ! à peine y avait-il installé les élèves qu'il fallut le quitter. Un décret, du 15 novembre 1811, ordonnait la fermeture de toutes les écoles secondaires ecclésiastiques ou autres établies en dehors des villes, et ne laissait subsister celles qui y existaient, qu'à la condition de faire suivre par leurs élèves les classes des collèges et lycées. Le supérieur, l'abbé Billaudel, dut s'exécuter, quoiqu'il eût obtenu, le 15 décembre 1809, pour se mettre en règle, avec le despotisme impérial, le diplôme de bachelier ès lettres de Louis de Fontanes, grand maître de l'Université. Il lui avait suffi pour cela d'exhiber la preuve qu'il tenait, en qualité de directeur, l'école ecclésiastique de Menneville, et un rapport favorable de l'évêque de Soissons sur sa capacité, sa bonne conduite et ses services. En exécution d'un décret du 1er juillet 1812, le séminaire de Liesse fut donc fermé, mais le directeur, dans la persuasion que ces violences n'auraient pas une longue durée, engagea un certain nombre d'ecclésiastiques des campagnes à s'occuper de l'éducation particulière d'enfants ayant des dispositions pour le séminaire et surtout de ceux qu'il avait fallu licencier. Quelques-uns furent recueillis à Soissons près du grand séminaire, déjà établi comme on le verra, au couvent des Minimesses, à la rentrée d'octobre. En tout état de cause, le supérieur de Liesse s'opposa à la vente de la Trésorerie qu'il conserva au diocèse au prix de grands sacrifices.

Dominant cette situation, Le Blanc de Beaulieu chercha dès lors une maison où il pourrait réunir son petit séminaire. Un prêtre soissonnais, on s'en souvient, avait fondé et dirigé à Amiens un pensionnat, aux *Douze pairs de France ;* il l'avait fermé, ne voulant pas subir le joug

de l'Université, et était devenu simple aumônier du lycée (1). On songea à réunir dans cette maison les petits séminaires d'Amiens et de Soissons à la portée de ce lycée, mais le ministre ayant refusé son approbation à cette combinaison, qui d'ailleurs ne souriait pas à Bicheron, l'évêque de Soissons pensa à la ville de Laon où il y avait un collège dont on suivrait les cours. Puis, comme on n'y trouva pas de local convenable, on se rabattit sur Amiens et sur Bicheron, l'abbé Billaudel n'en pouvant pas conserver la direction. Le premier s'était bien aliéné l'Université par sa manière d'agir, mais le prélat lui écrivait, le 16 juillet 1812 : « En vous concertant avec le recteur d'Amiens pour le choix de vos sous-maîtres d'études et de police intérieure, sauf ultérieurement la sanction de son Excellence le Grand Maître » tout s'arrangera. De votre acceptation, ajoutait-il, « depend le sort de mon petit séminaire et la régénération du clergé de mon diocèse, qui est le vôtre ». De nouvelles instances plus pressantes encore, et même une entrevue que l'évêque eut à Noyon avec Bicheron, n'avancèrent pas beaucoup les choses. Toutefois, il lui écrivit, le 12 octobre : « Le grand séminaire est convoqué pour le mardi 13, il faut donc que le *même jour, au matin au plus tard*, la colonie d'Amiens ait évacué le séminaire. Les élèves de Liesse, recueillis au grand séminaire de Soissons, formaient avec ceux qu'on avait disséminés, la colonie qui devait se réunir à Amiens et y composer le petit séminaire des deux diocèses.

Mais Le Blanc de Beaulieu n'ayant pu s'entendre avec l'abbé Bicheron pour Amiens, il fallut sur-le-champ s'exécuter autrement. Il mit auprès des théologiens, au grand séminaire des Minimesses, autant de jeunes élèves qu'il fut possible ; et en envoya cinquante autres chez divers curés, selon l'idée de Jean-Baptiste Billaudel. Il s'en félicitait lorsqu'on vint lui défendre le mélange des humanistes et des théologiens. C'était là, en

(1) Au moment de sa fermeture, en 1812, ce pensionnat était composé de cent trente élèves d'Amiens, et du département de la Somme. Après son aumônerie du Lycée, Bicheron préféra devenir curé de Saint-Remy d'Amiens, où il devait finir ses jours.

effet, lui écrivait le Grand Maître, une violation de la loi, même pour ceux dispersés dans les presbytères où ils formaient autant de pensionnats. La conclusion était qu'il fallait envoyer les uns et les autres dans une ville où il y aurait un collège de plein exercice, à Beauvais par exemple, si on ne pouvait les recevoir à Amiens. Soissons, il est vrai, avait un collège, mais il manquait de cet avantage et l'évêque désirant avoir son petit séminaire auprès de lui, c'était de nouveaux embarras, par conséquent.

Pour s'en tirer, il pressa la ville de faire ériger ce collège, tenu par l'abbé Horlier, en un collège de plein exercice, promettant, pour lui acquérir ce titre, de compléter son professorat en lui donnant un professeur de philosophie. La ville s'étant prêtée à ce dessein, l'érection du collège fut obtenue, et Horlier nommé principal provisoire le 1er février 1813. Dès le 5, le recteur exigeant le retour immédiat des élèves disséminés, il fallait sans rémission prendre un parti. Le grand séminaire évacua le couvent des Minimesses et fut transféré dans la maison que celles-ci avaient habitée, au fond de la rue Richebourg, pendant la Révolution. L'école secondaire prit sa place au couvent et y fut installée définitivement à Pâques de 1813, sous le nom de Petit séminaire Saint-Joseph. On mit néanmoins auprès des théologiens quelques jeunes élèves qui n'avaient pu y trouver place, sans qu'on fût inquiété davantage, cette maison ne comptant que quatre-vingt-treize élèves et celle de Richebourg que trente-neuf.

Tandis que ces translations s'opéraient, la question définitive du supérieur du petit séminaire traînait en longueur, et ce ne fut que dans le courant de mars 1813 que l'opposition du recteur d'Amiens prit fin. Le 20 de ce mois, l'abbé Bicheron put écrire à Le Blanc de Beaulieu : qu'aussitôt qu'il aurait reçu sa destitution d'aumônier, il se retirerait à Soissons, mais pour y vivre dans sa famille, sans occuper de fonctions, l'assurant toutefois de son « respectueux dévouement ». Prenant acte de cette parole, le prélat lui mandait, le 5 avril, que l'annonce de son arrivée était pour lui « comme si le bon

Dieu me disait : nommez-le ». Et le pressant de donner son acceptation sans retard, afin d'éviter de fausses démarches auprès du recteur, il l'assurait qu'il trouverait des répétiteurs qui « ne lui donneront que satisfaction ». Mr Debully et moi, ajoutait-il, avons apporté de vous, tant de vive voix que par écrit, à Mr de Campeaux (inspecteur général) pour faire changer les dispositions, à votre égard, du conseil de l'Université, toutes les garanties sur la loyauté de vos dispositions et leur conformité avec les nôtres, pour faire marcher franchement notre petit séminaire parallèlement au collège de notre ville ; sauf la différence « nécessaire et sentie de part et d'autre de l'éducation ecclésiastique que nous devons donner à nos jeunes gens ». Quant à la déclaration à souscrire par le supérieur et les répétiteurs pour leur nomination, « comme elle ne paraît pas ici engager la conscience, je ne doute pas que vous ne la souscriviez de nouveau sans difficultés ». Il l'invite à la présenter lui-même au recteur « pour lui témoigner (en même temps, disait-il), votre satisfaction et la mienne, de voir les nuages qui avaient plané sur nous entièrement dissipés ». Du reste, il espère que sa rentrée dans le diocèse de Soissons ne souffrira aucune difficulté de la part de l'évêque d'Amiens sous la juridiction duquel il est de fait depuis plusieurs années (1).

Quoi qu'il en soit, il répugnait à l'ancien directeur du collège des *Douze Pairs de France* de devenir supérieur d'un séminaire placé dans de pareilles conditions, qu'il n'avait pu supporter à Amiens, dont l'évêque s'opposait du reste à son départ pour Soissons. Le Blanc de Beaulieu, étonné de ce que sa réponse n'arrivait pas, combattit ses allégations dans une lettre du 12 avril 1813. Rien, lui aurait écrit le recteur d'Amiens, ne s'opposait à ce qu'il fût porté sur la liste, lui-même ayant apprécié ses « vertus et ses talents pour conduire la jeunesse ». Il sera donc agréé, le poste ayant été choisi de concert avec le Grand Maître et lui ; n'est-ce pas là une porte pour l'éloigner du ressort du lycée d'Amiens et un refus

(1) *Notice sur l'abbé Bicheron.*

n'indisposerait-il pas l'autorité à l'égard d'un ministère qu'il exercerait à Soissons. Quant à l'opposition de l'évêque d'Amiens elle n'aurait plus de raison d'être, le prélat ne pouvant plus compter sur de nouveaux services de sa part. L'affaire du petit séminaire en resta là, quoique toutes les difficultés fussent aplanies. Bicheron fut nommé curé de Saint-Remy d'Amiens où il resta dix ans. Protégeant le retour des Pères de la Foi, il loua pour eux les *Douze Pairs de France*, en attendant leur entrée à Saint-Acheul. Lui-même refusa la cure de Soissons que Le Blanc de Beaulieu lui offrit, à la mort de l'abbé Morel, ainsi que toute autre distinction civile ou ecclésiastique. Il se livra jusqu'à la fin de sa vie à toutes sortes d'œuvres de charité et emporta, à sa mort arrivée le 19 mars 1824 à l'âge de soixante-douze ans, l'estime de toute la ville (1).

Sur le refus de Bicheron d'accepter la supériorité du petit séminaire, Le Blanc de Beaulieu la confia à Joseph Claudon, prêtre, né à Vesoul, le 20 octobre 1763, lequel avait émigré en Allemagne et, après la dissolution de l'armée de Condé, où il était entré, s'était retiré à Véroli pour recevoir la prêtrise, puis à la trappe de Casamara, dans les Etats romains, avec le dessein de s'y faire religieux. Ayant connu là un clerc soissonnais, Jean-Nicolas Devély, il avait quitté le monastère, lors de l'invasion de Bonaparte, pour se rendre auprès de Fidon, son compatriote, ancien lazariste du grand séminaire, devenu curé de Charly, après son émigration. Là il s'était occupé de la préparation au sacerdoce de quelques jeunes enfants et de 1811 à 1813, il avait desservi Buzancy, près de Soissons. Jean-Louis Claudon, oncle de Joseph, né aussi à Vesoul, ancien jésuite, avait été secrétaire de Henri de Bourdeilles, puis curé d'Autrèches d'où il avait émigré pour revenir à Blérancourt où il mourut en 1816 (2). Fidon avait aussi donné l'hospitalité à l'ancien supérieur lazariste du grand séminaire M. Brabant.

(1) *Notice biographique sur l'abbé Bicheron.* Nous regrettons de n'avoir pu donner qu'une faible esquisse de cet opuscule que nous avons publié en 1877, et qu'il aurait fallu reproduire en entier pour donner une juste idée de la situation des choses.

(2) Nécrologe, *mss.*

La supériorité convenait bien aux talents de Joseph Claudon doué surtout d'une mémoire prodigieuse qui lui faisait posséder à fond les auteurs classiques latins et français.

Deux autres prêtres furent adjoints au supérieur, comme professeurs ou répétiteurs. Le premier Jean Claude, qui enseigna au collège et au séminaire, possédait à fond l'Histoire de France du P. Daniel, et mourut chanoine de la cathédrale, le 23 avril 1822. Le second, de Vertus, ex-émigré, de Coincy, prêtre pieux, doué aussi d'une excellente mémoire, qu'il avait ornée de souvenirs précis des auteurs profanes, enseigna les humanités, et laissa des Mémoires manuscrits sur les événements arrivés de son temps dans son pays natal. Tels étaient les scrupules de sa conscience que Le Blanc de Beaulieu, fort porté à la plaisanterie, lui dit un jour : « Je voudrais être dans votre peau au jour du Jugement, mais si votre esprit tombait à terre, je ne me baisserais pas pour le ramasser ». D'autres supérieurs succédèrent à Claudon lorsque le petit séminaire fut de nouveau transféré dans une partie de l'ancien grand séminaire restitué après les événements qui agitèrent la France depuis 1812 jusqu'en 1816. On sait qu'ils y amenèrent l'étranger à deux reprises et causèrent de grands désastres dans le diocèse de Soissons et Laon. Les élèves de Saint-Joseph se rendaient, deux fois par jour, aux classes du collège. Ils y trouvaient des ecclésiastiques dans le personnel enseignant, mais, en même temps, des condisciples devant suivre d'autres carrières que la leur et militant sous le régime purement universitaire qu'il fallait toujours subir.

L'année 1812 fut cette année terrible où Napoléon, enivré de sa puissance et se croyant désormais le maître du monde, alla ensevelir dans les neiges de la Russie une armée immense et superbe. A l'occasion de cette campagne, qui promettait de nouvelles et plus brillantes victoires, Le Blanc de Beaulieu donna, le 28 janvier, un Mandement fort court pour le carême; mais en revanche, le 3 octobre, il en donna un autre plus court encore. Celui-ci ordonnait, en conséquence d'une lettre

de l'empereur datée de Mosaisk, le 10 septembre précédent, de chanter un *Te Deum* en action de grâces des victoires remportées sur les Russes et surtout de celle de la Moskowa. Le prélat garda un silence profond jusqu'à son Mandement de carême du 11 février 1813, où, sans faire allusion aux désastres de la campagne de Russie, il laisse néanmoins percer une indicible tristesse par les termes pressants qu'il emploie en rappelant ses diocésains à la pénitence. C'est par de simples Lettres que désormais Le Blanc de Beaulieu ordonnera des *Te Deum* pour des victoires qui coûtaient bien cher à la France. Le 14 mai 1813, étant à Vermand, en cours de visite diocésaine, il en indiquait un pour celle de Lutzen, remportée sur les armées russe et prussienne. De retour à Soissons, il en ordonna, le 7 juin, pour celle de Wurtchen en Lusace et, le 16 septembre, pour d'autres qu'on ne nomme pas. Ces derniers *Te Deum*, où l'on joint aux actions de grâces des prières pour la paix, sont demandés, non plus désormais par Napoléon lui-même, mais par l'impératrice régente.

Une dernière fois pourtant, l'empereur s'adressa encore aux évêques, mais pour leur dire : qu'au moment où il va se mettre à la tête de ses armées, pour repousser l'invasion des ennemis de la France et en délivrer notre territoire, « sa pensée est de recourir à la protection de Dieu, afin qu'il daigne bénir nos armes et l'énergie de l'honneur français dans la défense de la patrie » (1). Après avoir exhorté ses diocésains, dans un moment, si critique en effet, où le sol de la patrie est déjà envahi sur plusieurs points, à se rallier autour de l'empereur, pour purger le pays des troupes étrangères et lui procurer les moyens de conclure, avec les puissances coalisées, la paix si désirée et si nécessaire, non seulement à toute la France, mais à toute l'Europe, le prélat s'exprime ainsi :

« L'état actuel des choses nécessite sans doute de nous de grands sacrifices; mais après l'assurance positive que Sa Majesté a donnée solennellement de ses dispo-

(1) Voyez ces *Mandements* dans la collection citée souvent.

sitions fixes de procurer la paix générale, même sur les bases préliminaires qui lui ont été d'abord présentées et quelle a acceptées, est-il un Français, et surtout un Français chrétien, qui puisse hésiter à supporter courageusement tout ce que les circonstances exigent de pénible? L'amour de la patrie a toujours signalé les vrais chrétiens. On les a vus, dans tous les temps, s'intéresser vivement à la prospérité de leur pays; concourir au bien public de tous leurs efforts; lui sacrifier, quand il le faut, ses intérêts privés. Administrateurs fidèles, magistrats intègres, militaires courageux, citoyens dévoués, ils servent la patrie avec zèle, la défendent avec intrépidité et savent au besoin s'immoler pour elle. La Religion, en effet, nous apprend que Dieu nous réserve de précieux dédommagements de tous les sacrifices faits en vue de lui et du devoir, et qu'il reçoit dans son sein les guerriers magnanimes, qui, en versant leur sang pour la patrie, en offrent le sacrifice au souverain arbitre de nos destinées » (1).

Efforts et prières inutiles! La Providence avait mis un terme aux victoires de l'orgueilleux conquérant. L'heure fixée par elle avait sonné. Le Blanc de Beaulieu en fit la triste expérience; il devait assister, dans son propre diocèse, aux désastres réitérés de celui dont il avait célébré la gloire et les succès avec un enthousiasme plein de confiance. Ce n'est pas ici le lieu de raconter les faits de guerre dont eut à souffrir le diocèse de Soissons. Il suffira de rappeler le souvenir de l'envahissement de la France par trois armées ennemies en 1814, les batailles de Montmirail et de Château-Thierry, le siège de Soissons, la prise de cette ville par les Russes, la livraison de son passage aux Prussiens, après la réparation de ses remparts, par le général Moreau; les sanglants combats de Craonne et de Laon, les passages réitérés des armées étrangères et françaises qui portèrent partout le pillage, la terreur et la misère. On verra par ce qui va suivre ce qu'ont eu à souffrir l'évêque,

(1) *Mandement* ou *Lettre* datée de Soissons, le 27 janvier 1814.

son clergé et ses séminaristes dans ces tristes circonstances (1).

Bonaparte, une fois en possession du titre d'empereur, avait voulu, à l'exemple des monarques souverains et surtout de Charlemagne, dont il se donnait comme le successeur, se créer une cour, et partant une nouvelle noblesse ajoutée à l'ancienne, ralliée à sa fortune. Il ne se contenta pas de donner des titres de prince, de comte et de baron avec des dotations de territoires féodaux, surtout à ces généraux qu'il avait associés à ses victoires; il les étendit à tous ceux qui avaient servi son indomptable ambition, soit dans les administrations civiles, soit dans les succès financiers ou diplomatiques. Avec une habileté consommée, il imita même Henri IV, lequel avait amalgamé les huguenots avec les ligueurs, pour mettre fin aux guerres civiles et affermir ainsi la nouvelle dynastie par son édit de Nantes. Bonaparte, après le Concordat, mit sur le même pied, pour apaiser les dissidences religieuses et politiques, évêques et prêtres orthodoxes ou constitutionnels, réfractaires ou assermentés. Il n'en agit pas autrement avec les principaux révolutionnaires et les nobles fidèles à leurs princes, restés en petit nombre. Ceux-là mêmes qui s'étaient le plus compromis dans la grande catastrophe, les régicides survivants, les pourvoyeurs de l'échafaud, paraissent avoir été les non moins favorisés. Les prélats concordataires, les prêtres influents, dévoués au régime impérial et remarquables par leur soumission, leur obéissance aux idées ou aux ordres de son chef despotique, furent les objets de sa prédilection. Eux aussi, s'ils ne reçurent que rarement part aux largesses du Trésor, purent toutefois se prévaloir du titre honorifique de barons de l'Empire. Cette manière d'agir de Bonaparte était le vrai moyen de gagner à sa cause et à sa descendance les esprits rebelles. On n'en verra pas moins bientôt bon nombre de ces personnages qu'il

(1) On renverra le lecteur, pour ce qui regarde la partie militaire, aux histoires locales et surtout à la *Campagne de 1814*, par M. Henry Houssaye, ouvrage le meilleur en ce qui concerne le département de l'Aisne surtout.

avait crus tout à lui, se livrer à de nouvelles intrigues, renier leur serment, et rechercher les faveurs d'un monarque dont ils avaient tant redouté l'avènement et qu'ils trahiraient à leur tour.

La transformation opérée dans le gouvernement de la France par le retour des Bourbons produisit, d'une manière tranchée et définitive, un revirement dans les sentiments politiques de Le Blanc de Beaulieu. Ce n'est plus désormais pour lui le héros invincible, le restaurateur de la Religion dont il va célébrer les louanges, mais c'est un roi pacifique dont il exaltera les bienfaits. Louis XVIII ayant, à son tour, demandé aux évêques un *Te Deum* pour sa restauration sur le trône de ses ancêtres, le 13 mai 1814, celui de Soissons, mettant de côté ses titres de baron de l'Empire et de chevalier de la Légion d'honneur, le prescrivit, le 16 du même mois, dans son diocèse. Son Mandement commençait par ces paroles du roi David : *Quam bonus Israel Deus.* Qu'il est bon le Dieu d'Israël qui a « fait succéder à des jours de carnage et d'horreur les douceurs de la paix et les bienfaits de son amour » (1).

« O vous, N. T. C. F., que la main du Seigneur a frappés, et dont les afflictions ont si vivement touché notre cœur! habitants de nos malheureuses contrées, qui avez vu vos murs assiégés ou détruits, vos campagnes désertes ou désolées; témoins ou victimes de tant de scènes sanglantes, espériez-vous, au milieu de votre effroi, que le Seigneur fût si près de briser nos chaînes et de combler l'abîme ouvert sous nos pas? Cependant, c'est à travers ces flots orageux, tout à coup suspendus, qu'il vous a conduits, comme autrefois son peuple à travers la mer Rouge, jusqu'à l'asile que nous préparait sa bonté au pied du trône de nos anciens rois, portion précieuse de son héritage, espèce de sanctuaire et rempart invincible fermement rétabli par ses mains toutes puissantes... (2). Oui, le Dieu de S. Louis est la force, le refuge et le salut de la France. C'est lui qui, le prenant lui-même par la main, le fils

(1) *Cantique de Moïse*, Exod., XV.
(2) Ps. 72.

de ce saint monarque, l'a dirigé selon sa volonté, l'a ramené parmi nous malgré tous les obstacles, et mis le comble à sa gloire comme à notre bonheur, en replaçant sur sa tête la couronne qui lui appartient et qu'il est si digne de porter. »

Le Blanc de Beaulieu s'adressait ensuite au comte d'Artois (depuis Charles X) qui avait précédé la rentrée du roi, et à la duchesse d'Angoulême, comme à des gages d'un bonheur qui allait tout réparer. Puis il célébrait la délivrance « des victimes de la tyrannie », le retour des prisonniers de guerre, et il continuait ainsi :

« La Religion ne gémit plus de la perfidie d'une persécution déguisée sous une protection apparente. Rome a recouvré le successeur de saint Pierre, ce Pontife vénérable, blanchi sous le poids de tant de malheurs et d'outrages, objet de tant d'inquiétudes, de prières et de larmes, ce modèle accompli des plus héroïques vertus, cette victime de la Religion, d'une patience inaltérable et prête à mourir, digne de tous les maux qu'on lui avait fait souffrir. Il rentre dans le centre de la catholicité, entouré du collège apostolique, de ces généreux confesseurs de la foi, joyeux comme lui des opprobres qu'ils ont endurés pour le nom de Jésus-Christ... » (1).

Au premier *Te Deum* qui avait été chanté le jeudi 19 mai, jour de l'Ascension, en succéda un autre ordonné, le 4 juillet, pour célébrer le rétablissement de la paix et demandé par le roi, le 23 juin précédent. Le Mandement qui le prescrivit contenait les passages suivants où Napoléon est plus maltraité encore que dans l'autre (2) :

« L'Europe, impatiente depuis longtemps, s'indignait du joug honteux qui la tenait asservie. Elle se lève comme un seul homme, selon l'énergique expression des Livres saints (3); elle se ligue, se conjure et vient écraser de tout son poids le colosse d'oppression qui l'avilissait et l'accablait. Attaquées sur tous les points,

(1) *Mandement* de Mgr l'Evêque de Soissons, etc., du 16 mai 1814. (Collect.)
(2) *Mandement* pour le rétablissement de la paix, *id.* et *ibid.*
(3) *Judith.*, v. 3.

nos provinces sont envahies, nos campagnes sont ravagées, nos villes assiégées, et la capitale elle-même voit grossir sous ses murs l'orage qui va peut-être à son tour la foudroyer et la réduire en cendres. Juste expiation de tant de contrées incendiées et détruites, de tant de fureurs exercées, de tant d'atrocités commises. Mais ô prodige de la droite du Tout-Puissant! O ineffable bonté de Dieu qui règne sur la France! le calme le plus inespéré succéda à la plus menaçante tempête; Paris ouvre ses portes et le tranquille appareil d'une entrée pacifique change aussitôt en libératrices, en amies, les Puissances formidables prêtes à consommer sa perte. Lui-même tombe, il est renversé du trône, celui qui s'élevait comme le cèdre du Liban, Elle y remonte, cette antique, cette héréditaire famille des Bourbons, consacrée par tant de malheurs et de vertus, que ses longues tribulations n'ont rendue que plus brillante et plus vénérable; et le fils de saint Louis, élevé au milieu de tant de maux comme un signe de salut, les termine avec sagesse et fermeté par une paix universelle, par une paix qui rend le repos à la France et garantit son bonheur. »

Bien d'autres prières succédèrent à ces *Te Deum* solennels que l'Eglise se voit souvent obligée d'accorder aux puissances établies, dans un siècle où celles-ci sont sujettes à tant de changements et de révolutions. On fit revivre la procession du Vœu de Louis XIII, le jour de l'Assomption, fête de l'empereur déchu, et on célébra la Saint-Louis, celle du nouveau monarque. Cette dernière, par une autorisation spéciale de Le Blanc de Beaulieu, se fit avec une grande solennité dans tout le diocèse de Soissons et Laon (1). L'année 1814 se termina ainsi dans le calme, après avoir amené de si grands malheurs sur la France. La suivante devait présenter à peu près la même physionomie de craintes et d'espérances.

Le 21 janvier 1815, on établit un service funèbre pour le repos de l'âme du roi Louis XVI, cette illustre victime de la Révolution (2). Le 25 du même mois, l'évêque de

(1) *Lettres* de Le Blanc de Beaulieu, du 10 août et du 12 août 1814.
(2) *Lettre* du même, du 10 janvier 1815.

Soissons donna son Mandement pour le carême prochain; le 15, il annonça sa visite diocésaine avec la confirmation, et le 26 il fit ouvrir une mission à Soissons. Donnée par les *Pères de la Foi*, sous la direction de l'un d'eux, le P. Thomas, cette mission produisit de beaux fruits, malgré certaines oppositions de la part de gens toujours imbus de préjugés anti-religieux. Quoi qu'il en soit, Le Blanc de Beaulieu, profitant des faveurs qu'il devait attendre de la Restauration, songea à organiser d'une manière plus solide l'enseignement dans ses séminaires, en le confiant à une congrégation religieuse. Depuis sa fondation, le grand, à partir de 1806, était demeuré sous la direction de prêtres diocésains; ses supérieurs avaient été : Faytot, qui était mort avant son organisation, en 1804; Duguet, décédé le 22 novembre 1807; Mangin, démissionnaire en 1814 (1). L'évêque résolut de le confier aux *Pères de la Foi* (depuis Jésuites), et dont le supérieur qu'on lui envoya fut le P. Gloriot, l'un d'eux.

A cet eccésiastique distingué furent adjoints comme procureur, Clément-François-Joseph Barret; pour professer la théologie morale, Jean-Baptiste Gury, et pour professer la philosophie, Jean-François Martin. Le P. Gury, né le 20 septembre 1773, devint plus tard le père spirituel de la maison de Dôle (Jura), l'une de celles de la Compagnie. Charles-Joseph Gloriot, qu'il convient surtout de faire connaître, était né le 13 septembre 1768, à Pontarlier (Doubs). Après avoir fait ses humanités en cette ville, ses quatre années de philosophie et de théologie au grand séminaire de Besançon, où l'on comptait quatre cents élèves, il refusa le serment n'étant que

(1) Il ne faut pas le confondre avec M. Antide Mangin, ci-devant de l'Oratoire, premier curé-concordataire d'Anizy-le-Château. Celui-ci, à la Révolution, s'était réfugié en Amérique et fixé à Philadelphie, où il fit l'éducation d'un nommé Salo-Pagno qui revint, à Paris, comme banquier. Mangin, qui s'y fixa aussi, continua des éducations particulières. Il y eut pour élèves les jeunes enfants : Arthur, Ferdinand, Martial de Vantaux, et Paul de Geslin, de la même famille. Il leur adressa sa brochure : *Versions, latino-syntaxiques* de Perse, de Tacite, etc., qu'il dédia à M. Guinguené, membre de l'Institut impérial, le 20 juillet 1811. (Paris, Firmin-Didot, 1812). Devenu aveugle et ayant cessé de dire la messe, il était visité par le curé de Saint-Roch et mourut chrétiennement rue des Moineaux, 19. Il fut inhumé au cimetière Montmartre.

diacre et rejoignit, en 1792, son archevêque, de Durfort, émigré en Suisse. Ordonné prêtre par de Lentzbourg, évêque de Lausanne, administrateur de Besançon, *sede vacante*, il entra, avec les abbés Grivel et Guénet, dans la *Société du Sacré-Cœur*, fondée par Tournely à Ausbourg. Tous trois étudiaient ensemble l'Ecriture-Sainte, l'histoire ecclésiastique, les Saints Pères, et surtout la théologie, où Gloriot devint de première force. L'invasion française les ayant repoussés jusque près de Vienne, et la *Société du Sacré-Cœur* s'étant réunie à celle des *PP. de la Foi*, ils allèrent secourir les soldats blessés à Aspern, près de la Moravie. Gloriot, après avoir fait une maladie, dut rentrer en France par ordre de ses supérieurs; il gagna Paris de pied, mendiant pour vivre, et fut envoyé à Lyon pour se joindre aux deux PP. missionnaires. En 1804, il travailla, avec d'autres confrères, à Tours, à Amiens, Saint-Valéry, Abbeville, lesquels triomphèrent des tracasseries du *baron* Quinette, préfet de la Somme, fondant, sous la direction du P. Varin, leur supérieur, divers collèges et des maisons de *Dames du Sacré-Cœur*, pour les jeunes filles des classes élevées.

Ces Pères retournèrent à Lyon en 1806; mais, après la dissolution de la Société, ils furent obligés de rentrer dans leurs diocèses. Gloriot revint à Besançon et, pendant trois ans, il dirigea le grand séminaire, d'où, à son départ, il emporta les regrets des élèves. Echappé, non sans peine, à la surveillance du préfet du Doubs, le *baron* Jean Debry, et du préfet de police Fouché, il dut se retirer devant les contradictions de l'archevêque, l'ex-constitutionnel Lecoz. Il se fixa à Grenoble où il devint, pendant deux années, vicaire de la cathédrale. Tel était l'excellent ecclésiastique auquel Le Blanc de Beaulieu confia l'éducation des élèves de son grand séminaire. La Compagnie de Jésus ayant pu reparaître en France, le P. Gloriot se rendit à Paris pour s'y adjoindre avec ses confrères. Envoyé à Soissons sur les instances du prélat, il y acquit l'estime, la confiance et l'affection de tous par son dévouement, l'étendue de ses connaissances, la soli-

dité de sa doctrine, la simplicité et la cordialité de ses manières (1).

A l'arrivée des Pères de la Foi, le grand séminaire était toujours rue Richebourg, au carrefour de la Pomme-Rouge, dans la maison de refuge des Minimesses, avant qu'elles allassent se fixer au delà du pont. Elle devint plus tard la résidence du commandant de la place et enfin du général de la subdivision de Soissons. Le séjour des théologiens dans ce logement trop étroit ne pouvait être que passager, et Le Blanc de Beaulieu s'efforçait de recouvrer le vaste édifice de la rue de Panleu, lequel, de 1792 à 1814, avait servi d'ambulance, d'hôpital militaire, et en dernier lieu de caserne, la ville en ayant acquis la propriété par décret du 19 juillet 1810. Après la suppression de l'Ecole centrale, l'Empereur avait fait de l'Intendance le palais de la *Sénatorerie d'Amiens*, et le sénateur Tronchet était venu l'occuper vers 1806. Celui-ci voulant en avoir la jouissance entière, demanda qu'on le débarrassât de la bibliothèque du district, devenue communale. On la plaça au rez-de-chaussée de la caserne, dans l'aile du nord, mais sous cette condition que l'édifice serait toujours à la disposition du ministre de la guerre. C'est dans ce lieu que se réunit la *Société des scienees, arts et belles-lettres*, qui avait succédé à l'Académie royale de Soissons. Le *Palais de la Sénatorerie*, devenu *Palais royal*, ayant été loué, puis acheté par la ville, les livres restèrent néanmoins plusieurs années encore à la caserne.

Pendant la campagne de 1814, il avait fallu licencier les séminaires. C'est le 13 février que les élèves durent quitter celui de Saint-Joseph, occupé par les Russes, et, trois jours après, rentrer dans leurs familles; mais, au mois de mai, on en réunit une partie à Liesse et une autre revint à Saint-Joseph. Après la rentrée, ils continuèrent d'aller aux classes du collège, établissement repris par l'abbé Horlier, qui mourut prêtre habitué à Septmonts. Un autre abbé, Pottier, natif de Cramailles, lequel avait fondé un pensionnat dans l'ancien couvent

(1) « Extrait de la *Vie du P. Varin*, ancien supérieur général des PP. du *Sacré-Cœur* en Allemagne et des PP. de la *Foi* en France, etc. ».

des Capucins, près de Saint-Jean, l'augmenta, en lui succédant, de ses propres élèves. Il le dirigea jusqu'au moment où il devint principal de celui de Châlons. Mais que pouvaient faire ces ecclésiastiques sous le régime établi par Bonaparte? Toujours est-il que, au point de vue littéraire, il y eut là une nouvelle lutte entre collégiens et séminaristes. Longtemps même on se souvint que, dans cette promiscuité des classes d'humanités, la palme était le plus souvent décernée aux seconds, et que tous puisèrent à ce contact une émulation profitable aux études.

Quoi qu'il en soit, Le Blanc de Beaulieu ayant obtenu la restitution, sous le nouveau régime, de la caserne et de tous ses bâtiments pour son grand séminaire, poursuivit, afin de les rendre libres, auprès du ministre de l'intérieur, l'enlèvement de la bibliothèque. Le 6 juillet 1814, celui-ci donna ordre à la ville d'y procéder et de remettre les clefs de la caserne à l'évêque. Le maire communiqua cette décision ministérielle au conseil municipal, avec la prière instante du prélat, de ne pas différer sa translation et sa réintégration qu'il avait demandée, dans son emplacement de la Sénatorerie, ou plutôt de l'ancien district qu'elle occupait primitivement. Le conseil y ayant fait opposition et décidé que, quant à présent, il n'y avait pas lieu de l'effectuer, les choses en restèrent là. L'évêque consentit à laisser provisoirement les livres au rez-de-chaussée de l'aile du nord et ne songea plus qu'à y préparer la rentrée des élèves pour le mois d'octobre. Mais voilà que le ministre de la guerre, en étant informé, fait cesser les travaux d'aménagement, défend tout changement qui rendrait l'édifice impropre à en faire une caserne, et charge le commandant de place d'en redemander les clefs à l'évêque. Le Blanc de Beaulieu les remet, part pour Paris et, après six semaines de pourparlers avec le ministre, il en obtient un échange du grand séminaire contre le couvent des Minimesses, le petit séminaire Saint-Joseph, qui redevint caserne comme auparavant.

A cet arrangement on mit les conditions suivantes : Le grand clos du séminaire, cédé aux hospices en 1806,

leur resterait, sauf la partie s'étendant le long du mur du jardin sur une largeur de quarante pieds, et la ville jouirait encore pendant trois ans des salles occupées par la bibliothèque communale. Le grand clos, donné jadis par Henri de Bourdeilles, fut loué par le séminaire pour son usage; mais, en 1829, il redevint sa propriété par un échange avec les hospices d'une propriété à Rozet-Saint-Albin, donnée au Séminaire par l'ancien curé de Chassemy, Nusse, devenu curé-doyen d'Anizy, mort chanoine de Soissons; et de terres léguées par Augustin Dutailly, ancien procureur des séminaires Saint-Joseph et de Richebourg, mort curé de Belleu, le 21 février 1822 (1). Par ces modifications, il revint encore au séminaire une soulte de 3,000 francs. Ainsi ce clos, devenu un vaste et superbe jardin, ne serait pas, comme le reste de l'établissement, une propriété de l'Etat, mais la propriété particulière du séminaire (2).

Toutes les difficultés étant ainsi surmontées, parut l'ordonnance royale du 15 janvier 1815, pour la restitution du grand séminaire, et le 24 mai la confirmation de l'arrangement intervenu avec la ville, lorsque le retour de Napoléon de l'île d'Elbe vint encore tout compromettre. Bientôt, en effet, le despotisme reparaît avec lui, en même temps qu'une seconde invasion, qui, après avoir produit une autre fermeture des séminaires, amènera le départ de l'évêque lui-même.

III. — NAPOLÉON, en effet, au mépris des traités et de la parole donnée, sans pitié pour une nation qui, après avoir tant souffert, n'avait plus d'aspiration que vers la paix, avait quitté l'île d'Elbe, traversé la France et fait son entrée aux Tuileries, le 20 mars. Le roi Louis XVIII avait repris le chemin de l'étranger, et il s'était ouvert une nouvelle période de guerre et de troubles, celle dite des *Cent Jours*, marquée par de grands désastres et une recrudescence de la Révolution, dont la présence de l'ex-empereur fut le signal. Des émigrés, des ecclésiastiques, rentrés l'année précédente, sont encore bannis

(1) Tableaux du grand séminaire.
(2) *Ibid.* et *Etat du Diocèse*, par l'abbé LEDOUBLE, secrétaire général de l'Evêché.

de leur pays; des évêques, revenus d'Angleterre, reprennent aussi le chemin de l'exil. C'est un redoublement de fureur contre le clergé, lequel avait montré trop d'empressement à accueillir l'ancienne dynastie. On vomit des injures contre lui; des curés sont insultés, dénoncés, inquiétés, emprisonnés ou obligés de se cacher comme sous la Terreur. Le refus de prêter un nouveau serment à Bonaparte, ou de réciter des prières publiques, furent un motif de rigueur à l'égard de certains d'entre eux. Parmi les évêques, il y en eut qui gardèrent un silence temporisateur et un petit nombre qui formulèrent leur refus. Quelques anciens constitutionnels, tels que ceux de Valence, de Dijon et d'Angoulême, déclarèrent regarder le vingt mars comme une révolution heureuse ménagée par la Providence. La conduite de Le Blanc de Beaulieu devait être toute différente; il s'était rattaché à la royauté traditionnelle des Bourbons; il lui restera fidèle, mais il devra quitter momentanément son diocèse où bientôt s'était fait sentir la main de Bonaparte.

Quelques jours après son arrivée, c'est-à-dire le 30 mars, parut un décret impérial qui remettait en vigueur ceux de 1811, et bientôt arriva un ordre du Grand Maître de l'Université, du 17 mai, portant la fermeture du petit séminaire de Liesse, qui s'était reformé en 1814. Aux observations de Le Blanc de Beaulieu, les mêmes qu'il avait présentées en 1812, on répondit : qu'il pouvait avoir à Soissons une école secondaire, et qu'en tout état de cause, l'abbé Billaudel n'en pouvait être le supérieur. Le 24, parut un autre décret impérial ordonnant l'évacuation immédiate du grand séminaire qui servirait d'ambulance, ainsi que celui de Saint-Joseph, pour recevoir les soldats blessés dont Soissons était encombré. Les élèves de Saint-Joseph étaient déjà réunis à ceux de Liesse, mais ceux de Panleu furent recueillis à l'évêché jusqu'au mois d'octobre où on rouvrit les cours.

Cependant, pour frapper, par un grand appareil, les esprits des Français, déjà fortement ébranlés par son retour inespéré et presque miraculeux de l'île d'Elbe, Napoléon avait imaginé de présenter à l'acceptation du

pays un *Acte additionnel* à la Constitution de l'Empire. Dans ce but, il fit organiser une grande solennité militaire au Champ-de-Mars, à Paris, pour le 1er juin 1815. On y rassembla des députations des départements, de la garde nationale et de l'armée. C'est ce qu'il appela l'*Assemblée du Champ de Mai*. A l'imitation de la grande *Fédération* de 1790, un autel s'élève au milieu de la vaste enceinte et, sur cet autel, doit être prêté le nouveau serment d'obéissance à l'empereur. Le coup d'œil était magnifique et l'enthousiasme à son comble. Le Blanc de Beaulieu, ainsi que ses collègues dans l'épiscopat, avait reçu du ministre des cultes, Bigot de Préameneu, réintégré dans ses fonctions, l'invitation de se rendre à cette grande et solennelle manifestation ; il s'y était refusé et avait répondu au ministre en ces termes qu'il prévoyait devoir lui attirer l'animadversion de l'empereur :

« Le moment est venu pour moi de vous déclarer, avec toute la franchise et la liberté qui conviennent aux évêques, quels sont mes sentiments sur les circonstances politiques dans lesquelles se trouve aujourd'hui la France. Je ne reconnais d'autre souverain légitime en France que Louis XVIII. Je lui ai promis fidélité. Je suis résolu de la lui garder constamment et de ne rien faire qui puisse y porter atteinte. Cette fidélité que j'ai promise à Louis XVIII, je l'ai promise et gardée à Bonaparte, jusqu'au jour où lui-même, abdiquant l'empire, il m'a, ainsi que toute la France, délié de mes serments et affranchi de son obéissance pour toujours.

« Jusqu'alors, j'avais vu en lui le souverain voulu par la Providence, et, dans son autorité le pouvoir établi dont parle Bossuet, et auquel tout homme, selon saint Paul, doit obéissance et respect. L'anarchie à laquelle il succédait, le consentement de toutes les puissances qui le reconnaissaient comme souverain, la sanction donnée par le chef de l'Eglise... tout concourait à lui assurer de ma part une fidélité qui ne s'est jamais démentie. Tous ces motifs ne subsistent plus. Maintenant, je trahirais ma conscience et ma patrie si je me liais par un serment, si je coopérais par ma présence à un acte défendu en termes formels par mon souverain légitime.

« Je ne dois aujourd'hui à Napoléon Bonaparte qu'une obéissance purement passive, non seulement en ne provoquant ni trouble ni sédition, mais en maintenant la paix qui a régné jusqu'à ce jour dans mon diocèse; mes devoirs envers lui ne sauraient aller plus loin. J'ai prévu les dangers auxquels pourrait m'exposer une pareille déclaration; je l'envisage, grâce à Dieu, sans épouvante pour moi-même, quoiqu'avec peine pour mon diocèse, et me soumets à tous les malheurs personnels qui peuvent en être la suite, étant résolu de vivre toujours dans les mêmes sentiments que je viens de vous exprimer, et de mourir plutôt que de m'en écarter jamais. »

Après cette réponse au ministre de Bonaparte, si explicite et si digne d'un évêque, Le Blanc de Beaulieu ne devait plus songer qu'à mettre sa personne en sûreté. Connaissant le caractère irascible et violent du despote et redoutant son passage probable à Soissons pour aller tenir tête aux armées réunies sur la frontière du Nord, il mit ordre à ses affaires. Ayant pourvu à l'administration de son diocèse, qu'il confia à son grand vicaire Debully et à ses autres coopérateurs, ceux-ci s'unirent pour faire disparaître du secrétariat et livrer aux flammes les pièces compromettantes, telles que les Mandements où il s'agissait de Louis XVIII et des Bourbons. Il se retira à Paris d'abord, puis dans une petite ville voisine de cette capitale; mais craignant de compromettre et d'exposer aux vexations de la police de Bonaparte les personnes généreuses qui lui ménageaient un asile, il crut devoir passer en Angleterre. Il fixa sa résidence dans les bâtiments extérieurs d'un monastère du comté d'York où s'étaient réunies des religieuses bénédictines qui avaient quitté la France au moment des premiers troubles de la Révolution.

Cependant, les événements se précipitaient avec une rapidité effrayante. L'enthousiasme du *Champ de Mai* s'était refroidi à la nouvelle d'une seconde invasion non moins menaçante que la première. Que se passait-il alors à Soissons? Le 8 mars 1815, on y avait appris le débarquement de Bonaparte; la municipalité et le tribunal avaient, par une adresse, assuré leur fidélité au

roi; le 15, on organise des compagnies de volontaires et des conscrits, précédés d'un drapeau blanc, parcourent la ville aux cris de *Vive le roi!* Le 18, les deux généraux Lallemant, ayant manqué un coup de main sur La Fère et été arrêtés à La Ferté-Milon, puis dirigés prisonniers sur Laon, passent par Soissons. Mais bientôt les choses changent; le 21, on apprend l'entrée de Bonaparte à Paris; le 25, la garde nationale se ralliant à l'ex-empereur lui assure son dévouement, la municipalité est changée; le 2 mai, on répare et on arme les remparts; le 3, on élit Lévesque de Pouilly commandant de la garde nationale et député à la *Chambre des Cent-Jours;* le 25, Gérard, devenu colonel, est présenté à l'Empereur avec des membres de l'ancien conseil municipal, le 3 avril, et reprend le commandement de la place. La garnison, composée de trois bataillons de gardes nationaux d'Eure-et-Loir et du Loiret, de deux régiments polonais, d'un dépôt du 34e de ligne, est passée en revue par Gérard et manœuvre aux cris de *Vive l'empereur!* Celui-ci traverse Soissons le 12 juin, pour aller se mettre à la tête de son armée dans le Hainaut, et, le 18, il perd la déplorable bataille de Waterloo.

Cette fois, c'en était fini de l'Empire et de Bonaparte que l'on allait conduire à Sainte-Hélène. L'armée vaincue se replia vers Soissons et Paris où il était de retour le 21. Quoique la garnison de Soissons se fût soumise au roi le 20 juillet, un corps d'observation russe, commandé par Ouschakow, reçut l'ordre de bloquer la place; mais le ministre de la guerre ayant envoyé le général Grundler négocier avec le général russe, le blocus fut levé le 18 août, et la ville resta, comme toutes celles du département, occupée par les étrangers. On put néanmoins, grâce aux ordres de l'empereur Alexandre, procéder à Soissons à la formation de la *Légion de l'Aisne* et à l'élection des députés de la Chambre de 1815.

Tout danger ayant disparu pour lui, Le Blanc de Beaulieu, bien vite instruit de l'état de choses en France, se hâta d'y rentrer et regagna son diocèse dans le cours du mois d'août. Rendu à son troupeau, il reprit ses travaux de pasteur et d'administrateur. Le 15 septembre, se con-

formant aux désirs du roi Louis XVIII, il ordonna un Salut solennel pendant trois dimanches avec des prières expiatoires, et un jour de jeûne en réparation des crimes de la Révolution. Le 20 du même mois, il recommanda d'autres prières pendant neuf jours, à l'occasion de la convocation des deux Chambres, celles des pairs et des députés (1). L'année précédente, Le Blanc de Beaulieu avait autorisé la reprise des catéchismes usités autrefois dans les diverses parties du diocèse, « détruits pour la plupart par la violence et la tyrannie », et il avait été obligé, à cause de leur rareté, de permettre aussi l'usage de celui de 1806, « en exigeant toutefois les réserves et les suppressions nécessaires ». Le 16 décembre 1815, il les remplaça tous par le catéchisme de Laon qu'il avait fait réimprimer et était, disait-il, « si généralement estimé ». C'est celui qui, sauf quelques changements, devait être enseigné jusqu'en 1887, à la satisfaction générale des pasteurs.

Dans l'intervalle de son absence, les événements de 1814-1815 avaient apporté de grandes modifications aux opinions et à la conduite politique de bien des personnages, de ceux surtout que l'on a vus, ici même, engagés dans la période la plus intense de la Révolution. A l'Empire de Napoléon avait succédé la Restauration avec la branche aînée des Bourbons. Il fallait donc faire un choix et se décider entre Bonaparte et Louis XVIII. Le Blanc de Beaulieu, qui s'était attaché à l'Empire, lui était resté fidèle, comme il le restera à la royauté nouvelle et à sa dynastie. Il en fut autrement des principaux conventionnels, régicides ou autres, qui flottèrent longtemps entre les deux partis. Parmi ceux-ci, il y en eut plusieurs de l'Aisne déjà connus, tels que Loysel, Quinette, Petit, Jean de Bry, Régny, Le Carlier, auxquels il faut ajouter Sieyes, pour le rôle qu'il a joué avec eux. Napoléon les avait comblés de biens, de distinctions et de titres honorifiques. Dès l'abord on avait vu Sieyes, Quinette, avec Rœderer, Roger Ducos et Fouché, se ranger du côté des Bourbons et bientôt tramer contre

(1) *Lettre* du 15 et *Mandement* du 20 septembre 1815. *(Ubi supra).*

eux. Loysel avait été au Consulat, pourvu d'un département en Belgique, province devenue française, et ne parut plus ensuite comme régicide; Camille Desmoulins et Saint-Just avaient été guillotinés. Petit qui, en 1792, avait dit à la tribune de la Convention : « Il est un préliminaire indispensable à l'établissement des écoles primaires, c'est l'école de républicanisme », s'est suicidé. Le Carlier, d'Ardon, déporté à la Guyane, au coup d'Etat de Fructidor, en fit autant.

Sur ces entrefaites avait paru la promulgation de la loi d'amnistie du 12 janvier 1816, qui en excluait la famille entière de Napoléon et ceux qui avaient voté la mort de Louis XVI, pour lesquels c'était l'exil à l'étranger. L'ex-abbé comte Sieyes, haut dignitaire de l'Empire, grand'croix de la Légion d'honneur, président du Sénat, qui avait voté, le 2 avril 1814, la déchéance de l'Empereur, accepta la pairie, la Restauration lui laissant, outre sa grande fortune, sa dotation de quarante mille francs, en sa qualité d'ancien sénateur. Revenu, aux *Cent Jours*, bonapartiste, la crainte d'une réaction probable l'engagea à se mettre en sûreté, dès le mois de décembre, à Bruxelles. Là, selon un rapport de la police, il « vivait très bien avec sa fortune, voyant très peu de Français » et préférant la sécurité de l'exil à l'amour de son pays. Sieyes avait précédé prudemment en Belgique Son Altesse Sérénissime Cambacérès (Jean-Jacques-François-Régis), duc de Parme, archichancelier de l'Empire. Celui-ci, installé à Bruxelles, hôtel Wellington, y donnait cent francs par jour, logement et table compris, ne sortant qu'avec la cocarde orangiste à son chapeau. Là aussi se trouvaient Chaudieu (de Maine-et-Loire), qui se fit prote d'imprimerie, et Pérard, connu aussi dans le département, lequel se rendit ensuite à Londres. Là enfin on devait attendre Beffroy de Beauvoir, un autre régicide, natif de Laon et frère de Beffroy de Régny, dit le *Cousin Jacques*. Le premier, ancien capitaine aide-major des cinquante cadets gentilshommes envoyés par Louis XV au roi de Pologne, sous le commandement du baron de Rullecourt, revenu sous l'Empire était administrateur de l'hôpital militaire à Bruxelles. Privé de ses fonctions par les

traités de 1814-1815, il habitait Laon quand il fut atteint par la loi de 1816, et se trouvait sans ressources. « Il a femme et enfants, manque de pain, écrivait le préfet de l'Aisne au ministre, le 23 janvier 1816. Sa misérable fortune consiste en 15 francs de rente, sans parler des dettes ». Le ministre lui envoya 600 francs. Il se fit instituteur à Liège où il mourut, le 6 janvier 1825. Un autre Soissonnais, l'avocat Jean-Jacques Fiquet, successivement procureur-syndic du district de Soissons, député à la Législative, à la Convention, au Conseil des Cinq-Cents jusqu'en 1798, faillit être compris dans la proscription. Ayant vécu dans la retraite, sous le Consulat et l'Empire, s'occupant de recherches historiques, il avait été compris faussement, d'après le *Moniteur* et les journaux de 1793, au nombre des régicides dans une *Biographie conventionnelle*. En 1816, il fit appeler en justice le libraire et l'imprimeur, et une ordonnance royale du 31 mai les condamna ; Fiquet mourut le 25 mai 1824.

Le baron Quinette, sorti de prison avec ses collègues enlevés par Dumouriez, et échangés contre la duchesse d'Angoulême rendue à l'Autriche, avait été membre des *Cinq-Cents*, ministre de l'intérieur en 1799, préfet de la Somme, sénateur et conseiller d'Etat. Il n'en avait pas moins adhéré, le 11 avril 1814, à la déchéance de l'Empereur et s'était retiré, à Pommiers, près de Soissons, en son petit château de Rochemont, qu'il avait fait bâtir près de sa ferme de ce nom. Il y était resté jusqu'au 20 mars 1815, jour de la rentrée de Bonaparte à Paris où il retourna lui-même. Ayant repris sa place au Sénat, il fut nommé commissaire des départements de la Somme, de l'Eure et du Pas-de-Calais, pour y ranimer le parti bonapartiste. Il n'en devint pas moins, aux *Cent Jours*, membre de la Chambre des Pairs lorsqu'elle remplaça le Sénat ; et c'est comme pair qu'il fit rejeter la reconnaissance de Napoléon II. Après Waterloo et l'abdication de l'Empereur, il entra dans une commission de gouvernement avec Fouché, Carnot, Caulaincourt et le général Grenier, laquelle conserva le pouvoir exécutif jusqu'au 1er juillet 1815. Le 8 février Quinette s'embarqua, au Havre, sur le navire américain *Albeona*, pour gagner les

États-Unis. Causant à bord il disait : que Louis XVIII ne resterait que peu de temps sur le trône et qu'après lui ce serait le duc d'Orléans, mais que quant à lui, il n'était ni pour les Bourbons, ni pour Bonaparte, qu'il était républicain. Cette profession de foi ne l'empêcha pas, étant arrivé à New-York, d'accepter, des réfugiés bonapartistes, un banquet où il prit place à côté de Jérôme Bonaparte. Revenu en Europe au mois de mai 1818, après avoir parcouru pendant deux années ces contrées, il passa en Angleterre et vint se fixer enfin à Bruxelles auprès de ses vieux amis, parmi lesquels se trouvait entre autres le baron Jean Debry, l'ancien préfet du Doubs.

Là il s'occupait de l'éducation de ses fils et de sa fille, lorsque, le 14 juin 1821, il mourut frappé d'apoplexie foudroyante, à l'âge de soixante ans, en cherchant un livre dans sa bibliothèque. Au bruit de sa chute, sa femme envoya son fils voir ce qui se passait; il trouva son père étendu sans vie (1). Le baron Debry fit à ses funérailles le plus grand éloge de son ami et collègue dans les assemblées de la Révolution; il laissait une mère, un fils, une fille et une épouse qui partageaient son exil. Voici en quels termes Jean Debry s'exprima sur sa tombe, le 14 juin 1821, à Bruxelles, en esquissant les péripéties de son existence :

« Un homme recommandable par ses qualités publiques et privées vient de terminer dans l'exil son honorable carrière : un coup de foudre a enlevé M. Quinette à sa famille, à ses amis, à ses compatriotes, on peut dire un coup de foudre, car l'éclair qui la précède est moins rapide que n'a été l'intervalle qui a séparé chez lui la vie de la mort.

« Le jeudi 14 juin, il venait de se lever bien portant et il se disposait à descendre de son appartement pour déjeuner, selon son habitude avec sa famille, son épouse l'avait à peine quitté de quelques instants, qu'elle entendit du bruit; le plus jeune de ses fils court à sa chambre : quel affreux spectacle pour lui ! il trouve son père sans

(1) Sainte-Beuve, *Causeries du Lundi*, 2e édit., t. v, p. 150 et *passim*. — *Correspondant* du 25 janvier et du 10 février 1892 : *Comment finissent les régicides* (1793-1854) par M. Edgard Bourloton.

vie étendu sur le plancher! Tous les secours de l'art furent promptement prodigués, mais tous les secours de l'art furent inutiles; rien ne put le rendre un moment à la vie; un seul moment tant désiré de tous ceux qui l'environnaient pour se faire d'éternels adieux; son sang déjà glacé ne circulait plus dans ses veines, et ses yeux pour jamais s'étaient fermés à la lumière.

« Qui pourrait peindre le désespoir de cette famille au sein de laquelle il se faisait un échange continuel des plus tendres sentiments, de cette famille unie entre elle par les plus douces habitudes. Le chef avait donné l'exemple de toutes les vertus domestiques; jamais homme n'eut en partage plus de bonté, plus de douceur; jamais homme ne porta au dehors comme dans son intérieur un caractère plus parfait d'égalité : les trois générations qui se trouvaient réunies autour de lui, semblaient malgré la différence qu'impriment les âges n'avoir toutes qu'une même âme, qu'une même volonté. Cette félicité (trop grande peut-être pour durer) s'était encore augmentée d'espoir par la naissance d'une arrière-petite-fille qui était devenue pour tous un objet d'idolâtrie; mais la mort impitoyable a frappé celui auquel se rattachait tant d'affection. Il n'était cependant pas d'un âge à redouter ce coup fatal.

Né à Paris en 1762, M. Quinette, après avoir reçu de ses parents une éducation soignée, se destinait au barreau lorsque la Révolution éclata dans l'administration du département de l'Aisne, il passa successivement à l'Assemblée législative, puis à la Convention nationale : il porta dans l'exercice de ces fonctions, qu'il devait à la confiance et au choix de ses concitoyens, tous les éléments de sagesse et de patriotisme qui pouvaient contribuer à élever, sur des bases solides, le nouvel édifice social; il servit constamment la cause sacrée de la liberté et soutint avec chaleur les intérêts de cette classe plébéienne dont il était, de cette classe pour qui se faisait cette Révolution si éloignée aujourd'hui de son véritable but; mais dans les grands bouleversements politiques, quel homme eût-il le génie des Démosthène, des Cicéron, des Mirabeau, oserait-il se flatter de voir

couronner de succès ses vœux et ses travaux ! Celui qui aime et qui sert son pays n'ambitionne d'autre gloire que celle d'assurer sa liberté, son bonheur et son indépendance ; tandis que tous les moyens sont bons à l'homme sans patrie, qui vil esclave d'antiques préjugés, comme de l'intérêt personnel et surtout des plus odieux privilèges, est toujours prêt à commettre tous les crimes pour se conserver une existence antisociale, dont tous les avantages reposent sur l'abnégation, l'avilissement et la servitude des peuples.

Membre du Comité de sûreté générale en 1793, M. Quinette fut envoyé, en qualité de commissaire, près de l'armée commandée par Dumouriez : là il s'offrit avec son collègue Lamarque comme garant personnel des mesures violentes que paraissait craindre ce général en se rendant aux ordres de la Convention nationale ; cette offre généreuse fut rejetée par Dumouriez qui se déshonora doublement dans sa trahison en les entraînant par la force dans sa désertion et en les livrant lâchement aux chefs de l'armée ennemie ; il ne se rappela pas que Coriolan ne livra point aux Volsques les ambassadeurs que lui avait envoyés Rome.

Pendant le long espace de trois années, celui que nous regrettons traîna sa pénible existence de cachots en cachots, d'autant plus ou moins persécuté que les armées de la République avaient plus ou moins de succès et presque toujours elles furent triomphantes.

Enfin échangé en 1795, M. Quinette reparut au Conseil des Cinq-Cents où sa place avait été réservée. Là il trouva dans l'accueil honorable de ses collègues un dédommagement mérité de tous les maux que des ennemis peu généreux lui avaient fait endurer pendant son injuste et longue captivité.

En 1799, le gouvernement directorial lui confia le ministère de l'intérieur ; toujours dirigé par les mêmes sentiments d'indépendance ; sentiments qui naissaient de son caractère et de ses habitudes, M. Quinette en remplit les fonctions sans se livrer à aucun des partis qui divisaient alors la France.

A la révolution militaire de Saint-Cloud, révolution

qui fut le tombeau des libertés publiques, il fut nommé par le Premier Consul préfet du département de la Somme, et depuis 1804, par son collège électoral, nommé candidat au Sénat conservateur; il fut, en 1810, appelé au Conseil d'Etat et à la direction générale des communes et des hospices. En 1814, il donna son assentiment à la déchéance de l'empereur, assentiment fondé non sur la haine qu'il portait au héros, mais sur le despotisme de son gouvernement.

A l'époque trop fameuse du 20 mars 1815, il reparut sur la scène politique; il fut appelé au Conseil d'Etat et créé membre de la Chambre des Pairs; après la première défaite des Français, défaite qui fut l'ouvrage d'une multitude de trahisons, après cette grande catastrophe du 18 juin dont il n'a pas revu le sixième anniversaire, il fit partie du gouvernement provisoire où d'autres trahisons encore livrèrent la France à tous ses ennemis, et la plongèrent dans un déluge de maux, de honte et d'infamie.

Dans l'expérience plus ou moins difficile de toutes ces hautes magistratures, M. Quinette montra le même esprit de sagesse et de modération qu'il avait montré dès le commencement de la Révolution; partout il ne vit que son pays, partout il ne servit que la chose publique; accessible à tous, il ne fit jamais sentir à personne cette supériorité orgueilleuse si humiliante pour celui qui vient éclairer ou solliciter la justice ou la bonté de ses magistrats.

A l'exhumation des anciens privilèges qu'avait détruits une Assemblée mémorable, une Assemblée composée d'hommes qui jouissaient presque tous de ces odieux et ridicules privilèges, et qui surent en faire le sacrifice à la raison et à la liberté, il fut associé par le chef de l'Empire à sa nouvelle caste nobilière, mais cette faveur aristocratique n'altéra point son amour pour la liberté : forcé de suivre le torrent qu'entraînaient, dans son cours brillant de gloire et de despotisme, cette égalité politique si chère aux Français, cette égalité que ses ennemis ont souillée et souillent encore aujourd'hui de tous les crimes pour la leur rendre odieuse, M. Quinette n'en

resta pas moins fidèle aux principes d'indépendance que lui avaient méritée et conservée la confiance et l'estime de ses concitoyens.

Victime des proscriptions de 1815, il se réfugia dans un pays où il était sûr de trouver des lois en harmonie avec les doctrines qu'il avait toujours professées : loin d'une famille qu'il chérissait et dont il était adoré, il eut le courage d'en vivre éloigné pendant deux ans qu'il habita les Etats-Unis d'Amérique avec son fils aîné qui l'avait accompagné dans son exil, il revint en Europe en 1818; sa mère, sa femme et ses enfants, qui le désiraient avec une impatience plus facile à sentir qu'à exprimer, vinrent jusqu'à Anvers le recevoir à son débarquement; il s'établit avec eux sur le sol hospitalier du royaume des Pays-Bas où il retrouva d'anciens collègues, des compatriotes proscrits comme lui, pour avoir servi la cause de la liberté; heureux de se retrouver parmi les siens, il supportait en philosophe cet exil honorable; s'il soupirait après sa patrie, si ses regards se portaient vers cette terre chérie, c'était pour la plaindre du joug honteux et avilissant et de la servitude sans gloire sous laquelle elle gémissait.

Toutes les facultés de son âme se concentraient dans sa famille; tous ses soins, tous ses loisirs étaient consacrés à l'éducation et à l'établissement de ses enfants. Il était dans cette situation presque heureuse quand la mort, par un coup aussi violent qu'imprévu, est venu le ravir à tout ce qu'il avait de plus cher et l'enlever pour jamais aux dignes objets de ses plus douces affections! à une mère désolée, avec peine arrachée au corps inanimé de son fils, laquelle voulait toujours l'embrasser pour la dernière fois; à la meilleure, à la plus vertueuse des épouses; à des enfants, vrais modèles de piété et de tendresse filiale!

C'est au temps seul qu'il appartient d'adoucir des chagrins aussi vifs et de cicatriser la plaie profonde que cette perte irréparable a faite à la famille; la voix si puissante de la raison et de la philosophie ne peut rien dans les grandes afflictions du cœur.

O vous qui étiez sa plus douce espérance, vous dont

l'avenir et le bonheur l'occupaient sans cesse, ne craignez pas d'arroser de vos larmes cette terre hospitalière qui va couvrir pour jamais la dépouille mortelle du meilleur des pères; c'est sur vous que repose désormais le soin de consoler une mère et une épouse privées, l'une de son fils et l'autre de son époux; c'est à vous de leur servir d'appui, de leur prodiguer toutes les attentions, toutes les prévenances que pourra vous inspirer votre amour pour elles; grâce aux leçons et aux sages conseils de celui que vous pleurez, vous trouverez dans le fond de vos cœurs le germe de toutes les vertus; c'est à vous de développer ce germe, à le faire fructifier pour votre bonheur et pour celui de toutes les personnes qui vous sont chères.

Quant à nous, dont il fut l'ami, nous venons, dans ce jour de deuil, mêler nos larmes avec les vôtres; nous conserverons son souvenir et nous reporterons sur son intéressante et respectable famille tous les sentiments d'estime et d'attachement qui nous unissaient à lui, en attendant que cette nature que nous connaissons si peu et que cette Providence paternelle que nous admirons réunissent et confondent pour jamais nos cendres avec celles de nos parents, de nos amis et de tant de milliers de générations qui nous ont précédés dans ce triste et dernier asile où règnent le silence et la paix, où s'éteignent toutes les passions, où, par l'ordre inévitable de la mort, reposent pour jamais et les victimes et les persécuteurs » (1).

Il n'y avait rien à changer ou à commenter dans cet éloge funèbre par un conventionnel, d'un autre conventionnel ayant marché de concert, et dont il a pu apprécier les actes, les violences, les fluctuations au cours de la Révolution et dans la réaction qui devait la terminer. Ces victimes d'un ostracisme amené par les excès d'un faux et impitoyable patriotisme, d'un amour pour la liberté poussé jusqu'au sang, il ne fallut rien moins qu'une autre révolution, celle de 1830, pour leur rouvrir les portes de la France d'où elle expulsait toute une dynas-

(1) *Registre III* de la collection Perin à la Bibliothèque communale de Soissons.

tie royale. C'est alors qu'on les retrouvera sur un nouveau théâtre parcourant une seconde carrière, non moins remplie de péripéties et de vicissitudes que la première. Tristes résultats des bouleversements sociaux et politiques ! Bien d'autres victimes innocentes ou coupables viendront encore, dans le cours de ce siècle, prendre la place de celles-ci, dans les Etats américains, britanniques ou belges, et même dans les îles de l'Océan indien ! Mais il importe de quitter ces prévisions, attristantes autant que pénibles, pour reprendre le récit d'un épiscopat réparateur rallié au nouveau régime.

Après l'abdication définitive de Napoléon, le 23 juin 1815, on reçut du ministre de l'instruction publique une autorisation, du 2 août, permettant de conserver le petit séminaire de Liesse pour les classes inférieures, avec Jean-Baptiste Billaudel pour supérieur. Il restait à réorganiser l'école secondaire à Soissons. Le petit séminaire Saint-Joseph des Minimesses étant redevenu caserne, il fallut lui trouver un autre emplacement. Le P. Gloriot, d'accord avec Le Blanc de Beaulieu, fut d'avis de le réunir, comme autrefois, au grand séminaire dont il occuperait une partie. Pour organiser les cours, on rappela de Liesse les quatre classes d'humanités et celle de la philosophie qui y étaient entrées en 1814, et on les installa dans l'aile droite où était la bibliothèque, tandis que le grand séminaire occupait le principal corps de logis et la chapelle, les deux quartiers ayant chacun leur sortie sur la rue de Panleu et leurs cours séparées. Le P. Gloriot, devenu en même temps supérieur des jeunes séminaristes, gagna leur affection, les grands n'étant guère alors que vingt à vingt-cinq. Lorsqu'il s'accrut, on songea à l'agrandissement de l'aile droite, mais cette entreprise était trop considérable pour n'être pas ajournée, et le prélat dut se borner à la faire débarrasser de la bibliothèque par la ville.

Celle-ci avait conservé la jouissance de cette partie pour trois années par l'arrangement du 24 mai 1814 et voyait toujours de mauvais œil le retour des livres dans leur ancien local que poursuivait l'évêque. Le comte de Pradel, ministre de la maison du roi, sur la

demande de Le Blanc de Beaulieu, autorisa, par une décision du 31 mars 1817, ce transfert à l'ancienne Intendance. Deux ans après, rien n'était encore fait lorsque, le 9 mai 1819, le préfet de l'Aisne, de Nicolaï, l'ordonna d'office et vota même une somme de 2,400 francs pour l'appropriation des salles du palais qui devaient recevoir cette bibliothèque, pour ne les plus quitter, le séminaire tenant quitte la ville de 1,300 francs qu'elle lui devait. Il n'en est pas moins vrai que le séjour de la bibliothèque au séminaire ne lui fut pas nuisible à d'autres points de vue. Outre que les maîtres y avaient eu accès, lorsqu'elle en fut enlevée, on partagea une partie de cette riche collection entre l'évêché et l'établissement, selon un catalogue de vingt-six pages in-folio, dressé par le conservateur Mézurolles. Depuis cette époque, ce précieux dépôt n'a cessé de s'enrichir, soit par dons, soit par achats. Nécessaire aux maîtres de l'enseignement, il n'est pas inutile aux élèves qui pourront y aller apprécier les travaux scientifiques légués par le passé et ceux qui honorent le présent (1).

Le Blanc de Beaulieu était à peine rentré dans sa ville épiscopale lorsqu'un nouveau malheur, succédant à l'occupation des troupes ennemies victorieuses à Waterloo, vint l'y atteindre et porter le deuil dans son séminaire. Le 13 octobre, un capitaine d'artillerie, François Marcou, un artificier nommé Pichot et un sergent, étaient occupés dans la poudrière du bastion Saint-Remy, à l'extrémité de cette rue, où l'on avait amassé, avec une quantité considérable de poudre, évaluée à douze mille livres, des gargousses et des cartouches. Tout à coup, vers une heure de l'après-midi, il s'y produisit une effroyable explosion dont la détonation s'étendit jusqu'à dix lieues de la ville, laquelle se couvrit d'une épaisse fumée et fut écrasée par une grêle de pierres, de tuiles, d'ardoises, de tous les projectiles contenus dans la casemate. Le bastion Saint-Remy, une portion du rempart sont détruits, ainsi qu'une partie des maisons voisines; les vitres volent en éclats, des solives sont enlevées, la

(1) Voyez notre *Histoire des Bibliothèques du Département de l'Aisne.*

clôture de l'ancienne Arquebuse renversée. Dans tout le quartier, les meubles secoués sont brisés, et un grand nombre de maisons endommagées dans les rues Saint-Remy, Saint-Gaudin, de l'Echelle-du-Temple, de la Trinité, de la Buerie, de Panleu, des Minimes, des Chaperons-Rouges, Saint-Christophe, des Paveurs, de Saint-Nicolas, des Cordeliers, etc. Les édifices publics ne furent pas épargnés; à la cathédrale, la tour ébranlée parut éprouver une sorte de balancement, au rapport du guetteur; les vitraux furent brisés, les portes et tambours du grand portail renversés, la rosace enfoncée; la solidité de cet édifice était telle qu'il résista à la plus terrible épreuve qu'il eut jamais à subir. Le dommage s'étendit sur le séminaire, les hospices, les casernes, le collège, la maîtrise, l'école des Frères, l'Arquebuse, l'Intendance et la Maison de Force.

Le tremblement de terre, produit par l'explosion, causa une telle frayeur parmi les habitants, que la plupart s'empressèrent de gagner les rues, les places et même la campagne. On enlève les vieillards, les infirmes, les mères cherchent les enfants au milieu des cris, des sanglots et des gémissements. Comme on craignait de voir sauter un second magasin, voisin du premier et non moins encombré de poudre et de projectiles, des citoyens courageux, passant à travers les ruines, osèrent le visiter, le trouvèrent ébranlé et dans un état pouvant produire un nouveau malheur. Bientôt arrivèrent les autorités, le maire, Desèvre, le général commandant le département, le commandant de l'artillerie et celui du génie avec l'entrepreneur des travaux (1). Ces deux derniers, ayant aussi visité le magasin redouté, purent rassurer les autorités, et, sur-le-champ, le maire en informa les habitants pour les engager à regagner leurs maisons et à bannir toute appréhension. Puis il convoqua, pour le jour suivant, la garde nationale, la garde à cheval et les ouvriers, à se rendre sur les ruines de la poudrière et procéder à leur déblaiement. En attendant, une foule armée de pelles et de pioches commença

(1) Le commandant Bergère et l'entrepreneur Lebrun.

à enlever les décombres, relever les blessés et les morts qu'on transportait à l'Hôtel-Dieu. Le lendemain 14 et les jours suivants, on le continua partout avec une nouvelle activité. C'est alors qu'on put rechercher la cause de cette catastrophe. Les uns l'attribuaient à l'officier qui, par imprudence, aurait laissé trop près des travailleurs la lanterne dont ils se servaient et sur laquelle des grains de poudre seraient tombés, et, prenant feu, auraient gagné celle du magasin. D'autres allèrent jusqu'à supposer, sans aucune vraisemblance, que l'officier, auquel on attribuait des sentiments bonapartistes, aurait soit par dépit, soit par un accès de haine, mis lui-même le feu à la poudre; mais on remarqua que celui-ci, crainte d'accident, avait eu la précaution de se défaire de ses bottes qui furent en effet retrouvées à l'entrée du magasin à poudre. Du reste, on savait que depuis huit jours les artilleurs de la place y avaient été occupés à démonter les cartouches pour en retirer la poudre que l'humidité du souterrain avait rendue hors d'usage, sans qu'il y eût eu d'accident.

Quoi qu'il en soit, il fallut se rendre compte du nombre des victimes de l'explosion qui, de la rue Saint-Remy, avait projeté de l'artillerie et des décombres jusqu'aux rues éloignées des Feuillants, de Saint-Léger, de la Petite-Poterne et même la route de Compiègne. Les morts furent au nombre de trente-neuf, les blessés grièvement au nombre de quatre-vingts, et les blessés légèrement au nombre de cent cinquante. Selon d'autres calculs, il y eut cent cinquante à deux cents personnes blessées, dont une vingtaine grièvement. Une jeune femme avec ses cinq enfants fut ensevelie sous l'effondrement de sa maison proche de la poudrière. Dans l'ancienne rue des Archers, derrière celle de Saint-Remy, une autre femme périt sous les ruines de la sienne. Une jeune fille de douze ans, dans la rue Saint-Remy, fut emportée avec son jeune frère qu'elle tenait dans ses bras. On y trouva aussi, et sur les remparts, des membres épars, ceux sans doute des militaires occupés dans la casemate. Une femme qui étendait du linge sur le rempart eut son corps enseveli dans la terre, mais son bonnet l'ayant

fait apercevoir, on la dégagea et, pendant une année, elle vomit des parcelles de terre, à ce que l'on disait alors (1).

Le séminaire paya un large tribut à la mort en cette triste circonstance ; l'explosion ayant eu lieu au moment de la récréation des élèves, sept furent frappés par des pierres et des boulets qui se trouvaient au-dessus de la casemate et moururent après l'amputation des membres atteints par les projectiles; plusieurs autres furent plus ou moins blessés et survécurent. Ils furent déposés au cimetière communal sous un même mausolée sur lequel on grava leurs noms. Ils appartenaient au petit séminaire et avaient été tués dans la cour du grand. C'étaient : Charles Bardoulet, Anicet-Joseph Beth, Claude-Louis Chéyer, François-Léonard Davril, décédés le 13 octobre; Nicolas Bruneaux et Jean-Louis Connelet, décédés le lendemain 14, à l'Hôtel-Dieu, qui était encombré des blessés qu'on y avait transportés pour leur prodiguer les premiers soins.

Le Blanc de Beaulieu, si cruellement éprouvé dans sa famille cléricale, et tous les prêtres de la ville, s'étaient hâtés de porter partout des secours et des consolations. Emules de leur dévouement, le docteur François et ses confrères se multiplièrent auprès de tant de malheureux, prodiguant le secours de leur art. Le sous-préfet, comte de Nouë, le maire, Desèvre, ne quittèrent pas les travaux ; le préfet, marquis de Nicolaï, n'eut pas plutôt été informé de la catastrophe qu'il courut aux ministères de l'intérieur et des finances, à Paris, pour en faire la description. Le roi Louis XVIII envoya immédiatement à Soissons une somme de cent mille francs pour secourir les victimes « en témoignant, les larmes aux yeux, le regret de ne pouvoir faire davantage pour le moment ». La nouvelle de cette générosité du prince, publiée le 26 octobre, à Soissons, y fut accueillie « avec le plus profond attendrissement (2). » Des acclamations éclatèrent, les maisons furent pavoisées de drapeaux blancs,

(1) Un tisserand, fut, après trente-six heures, retiré sain et sauf des décombres.

(2) *Archives municipales.*

et la municipalité vota, le 8 novembre, une adresse de remerciement au roi, qui lui fut présentée par un soissonnais, M. Cahier, avocat général à la cour de cassation. Louis XVIII répondit : « J'ai fait bien moins que je n'aurais voulu faire. »

Ce secours, en effet, ne suffisait pas pour compenser des pertes évaluées au moins à 400,589 francs. Mais des personnes aisées voulurent supporter les leurs. Ainsi Le Blanc de Beaulieu déclara : « qu'ayant été assez heureux pour obtenir des bontés du roi un secours particulier », c'est-à-dire une somme de 29,312 francs d'indemnité pour celles éprouvées par les édifices diocésains : l'évêché, le séminaire et la maîtrise, ne voulut rien recevoir. La générosité publique ainsi éveillée, il se forma à Paris une commision chargée de recueillir les offrandes ; elle était composée de Soissonnais : le baron de Courval, Lévêque de Pouilly, députés; le comte de Montesquiou, ancien député; le lieutenant général comte Pille, l'avocat général Cahier, lesquels recueillirent une somme de 2,160 francs. De plus, on donna en faveur des victimes, pendant le mois de mars 1816, des représentations extraordinaires sur les théâtres de Paris, et Mᵉˡˡᵉ Garnerin voulut bien faire, à la même intention, une ascension aérostatique, ce qui produisit 37,227 fr. Ces sommes réunies, c'était 130,388 francs, lesquels réunis aux secours individuels permirent d'atténuer les effets de cette catastrophe qui succédait aux désastres causés par les deux invasions (1).

Ces épreuves à peine terminées, d'autres non moins pénibles, la famine et la question politique, devaient leur succéder pendant l'année 1816, témoins deux missives que Le Blanc de Beaulieu adressa à ses diocésains et qu'il orna de ses nouvelles armes. La première est une Lettre circulaire du 1ᵉʳ février, accompagnée d'une autre du préfet de l'Aisne. Il s'y agissait de « réfuter des propos absurdes et de calmer des craintes réelles ou factices, mais toujours dangereuses » qui se produisaient

(1) *Mss.* de M. Brayer. — *Histoires de Soissons*, par H. Martin et Leroux. — *Archives* municipales. — *Moniteur* du 26 octobre 1815. — *Mss.* de M. Patté, notaire.

sur plusieurs points du département à propos du nouveau régime, et qui étaient l'œuvre du bonapartisme ou des demeurants des vieux partis républicains. « J'aime à croire, disait le prélat, que vos paroissiens sont trop clairvoyants, trop bien instruits de leurs devoirs envers Dieu et envers le roi, pour donner confiance à des bruits aussi perfides que mal fondés. Je veux penser aussi que parmi les fidèles confiés à vos soins, il ne se trouve pas de ces esprits orgueilleux et turbulents qui ne savent plier que sous un sceptre de fer, qui ne se croient gouvernés que quand on les opprime et qui, n'ayant pas la paix du cœur, cherchent, comme les esprits infernaux, à répandre partout le trouble dont ils sont agités. Mais quoi qu'il en soit, mon cher curé, je vous prie de communiquer et faire connaître à vos paroissiens la lettre de monsieur le préfet pour que les bons se persuadent enfin qu'ils n'ont plus rien à craindre et que les méchants sachent qu'ils sont bien observés » (1).

Le Mandement pour le Carême de 1816, année de disette et d'épidémie, reflèta les appréhensions que causaient les circonstances politiques et religieuses. « Dans le passé, disait l'évêque, cette affreuse Révolution souillée de sang et de crimes, la France déshonorée par un régicide; dans le présent la Religion reniée, méprisée, les temples et les demeures des prêtres croulants, les pierres du sanctuaire dispersées, le clergé dans la misère et surchargé de travaux; dans l'avenir, en dehors de ces craintes, de ces rêves d'anarchie qu'entretiennent des esprits malveillants, il y a l'extinction de la foi, l'oubli, la négation de Dieu, la corruption des mœurs, l'éloignement des temples, le dégoût de la prière et des sacrements. Quels puissants motifs de conversion et de pénitence! »

Au milieu des soins généraux que sollicitaient l'état religieux et politique de son diocèse, Le Blanc de Beaulieu était préoccupé de nouveaux changements qui devaient s'opérer dans ses séminaires. Il était en possession des anciens bâtiments de Panleu, après tant de

(1) *Lettre* circulaire du 1er février 1816 et *Mandement* pour le carême de 1816. (*Recueil de Mandements*, t. II.)

pérégrinations dans les divers quartiers de la ville ; mais toujours la question du personnel enseignant se renouvelait. On vient de voir la grande épreuve qu'il avait eu à subir dans la perte de sept élèves ; une confrérie de la Sainte-Vierge s'y étant formée pour remercier Dieu d'avoir préservé la majeure partie de leurs condisciples et permis que les édifices fussent de nouveau rendus au diocèse, il s'empressa de l'approuver (1). Bientôt après, il lui fallut se résoudre à perdre le concours des Jésuites. En 1816, le P. Gloriot et ses collaborateurs furent rappelés par leurs supérieurs pour être occupés à l'œuvre des missions. Voulant témoigner au supérieur son regret de ce départ, le prélat, en mémoire de son séjour aux séminaires de Soissons, lui offrit un tableau du Sacré-Cœur de Jésus encadré, autour duquel étaient inscrits les noms des élèves du grand séminaire. Ceux-ci, de leur côté, lui témoignèrent « de la manière la plus touchante leurs regrets d'être privés de sa direction ». Le P. Gloriot dut être satisfait du présent de l'évêque, car c'était un grand serviteur du Sacré-Cœur de Jésus et de la Sainte-Vierge. Pendant dix ans, il se livra aux missions, et pendant quinze, il donna des retraites pastorales. Parvenu, après tant de travaux apostoliques, à l'âge de soixante-seize ans et accablé d'infirmités, il mourut, le 18 février 1844, au noviciat d'Avignon, laissant en manuscrit des *Ephémérides religieuses* fort estimées. Un de ses confrères, le P. Dutems, avait eu, après l'abbé Claudon, en 1815, la direction du petit séminaire, lequel, ainsi que le grand, dut repasser aux mains de la Congrégation de Saint-Lazare.

Les prêtres de Saint-Lazare avaient dirigé les séminaires de Soissons avant la Révolution ; on eut recours à eux en 1816. On plaça de prime abord le petit séminaire

(1) Le P. Gloriot, dans une lettre au P. Devély, ex-trappiste de *Casamara*, comme l'abbé Claudon, exprimait son regret d'avoir quitté le séminaire de Soissons. Revenu en cette ville, Devély ayant songé à y créer, impasse Saint-Léger, un pensionnat, le P. Gloriot l'en détourna parce qu'il fallait s'agréger à l'Université. Le projet de la Trappe, revenu avec permission de rentrer dans l'Ordre et de porter l'habit du siècle, il se retira à Liesse, sous un costume semi-ecclésiastique. Dans ses voyages il jouait du serpent dans les paroisses par où il passait. (*Lettres* des 11 septembre 1816 et 4 février 1821.)

sous la supériorité de M. Lamboley. De jeunes Lazaristes, à qui l'on confia les classes de quatrième, troisième et rhétorique, gagnèrent aussi l'affection de leurs élèves. Après le départ des Jésuites, c'est encore aux Lazaristes qu'on songea pour les remplacer au grand séminaire. Alors s'installèrent sous la direction de M. Armand-Joseph Patt : MM. Jean-François Denaud pour la théologie morale ; Isart pour la théologie dogmatique et Boileau pour la philosophie. Le grand vicaire Formentin paraît avoir eu la supériorité en 1817-1818, mais ensuite elle passa à M. Laumont de 1818 à 1820 (1). L'institut de Saint-Lazare étant en voie de se reformer, on y dut admettre bien des sujets revenus de toute part, n'offrant pas toujours les capacités suffisantes. C'est ce qui engagea Le Blanc de Beaulieu à envoyer étudier à Saint-Sulpice de jeunes séminaristes qu'il destinait à remplir les postes éminents et à se vouer, dans les séminaires, à l'enseignement. Il paraît du reste que le prélat s'était violemment irrité de ce que plusieurs séminaristes, voulant se faire Jésuites, le priveraient de ses meilleurs sujets, et qu'il en renvoya même pour cette raison (2).

Réduit à ses classes élémentaires, le petit séminaire de Liesse n'en conserva pas moins les traditions de Menneville, soit sous le rapport des études, soit sous celui de la piété. En pouvait-il être autrement à l'ombre du sanctuaire privilégié de Notre-Dame-de-Liesse et sous la tutelle des deux frères Jean-Baptiste et Louis Billaudel qui y conservèrent, l'un après l'autre, la haute direction du temporel. Ils y joignaient les soins de la cure et du pèlerinage, mais ils avaient sous eux un directeur chargé des détails, des études et du spirituel. Le séminaire de Liesse devint un des plus beaux ornements du diocèse. C'était la maison hospitalière par excellence pour le clergé. Ses élèves relevaient la beauté des cérémonies du pèlerinage par leur présence et leur action, surtout aux grands jours de fête. Jean-Baptiste Billaudel, voulant procurer à ceux-ci d'innocentes distractions, acquit au séminaire une maison de campagne

(1) Tableau du séminaire et *Etat du Diocèse*, par le chanoine LEDOUBLE.
(2) *Notes* du chanoine Congnet, ancien directeur de Liesse.

pour servir de promenade à eux et à leurs maîtres. On l'appela l'*Hermitage* parce qu'il y plaça de bons ermites occupés à la culture des prés, des terres, des jardins, à l'entretien des bois environnant la ferme, à la conduite du moulin et à la brasserie qu'il y fit établir pour les besoins du séminaire. Il obtint même, le 20 avril 1824, du comte de Pourtalès un passage dans les bois de Marchais, conduisant directement de Liesse à l'*Hermitage*.

Songeant d'ailleurs à l'avenir, de ses institutions, il avait, dès l'année 1808, par testament olographe, institué son frère Louis-Melchior Billaudel, son légataire universel, dans la persuasion qu'il ne faillirait à aucune de ses intentions. En effet, celui-ci, qui devint son successeur dans la supériorité et dans la cure de Liesse, et ne devait mourir qu'en 1846, s'y montra fidèle. Il fit donation au petit séminaire du domaine de l'Hermitage sous l'autorité et dépendance de l'évêque diocésain, le 22 avril 1841, à la seule condition d'en payer les frais et les impôts. Jules-François de Simony, alors évêque de Soissons accepta la donation, le 3 février 1842, il y avait été autorisé par ordonnance du roi Louis-Philippe, du 29 novembre de l'année précédente, dans laquelle le revenu de l'Hermitage était porté à 660 fr. Louis Billaudel donna également à l'évêché le séminaire avec son mobilier qui lui appartenait en entier (1).

Ce ne fut pas sans motifs sérieux que Le Blanc de Beaulieu appréhendait pour son séminaire la propension de plusieurs élèves à entrer dans la compagnie des Pères de la Foi, ou pour mieux dire chez les Jésuites. Plusieurs soissonnais en peuvent être donnés comme un exemple qu'il importe de signaler. C'est d'abord Louis-Edmond-Crépin Cahier, né à Soissons, le 25 octobre 1773, lequel était entré, en 1801, dans la société des Pères de la Foi. Il avait fait partie de la réquisition, servi dans la marine et donné à Bordeaux des leçons à des fils de famille. Après la suppression de cette société, il reçut la prêtrise à Soissons, devint vicaire et curé, mais, en 1814, il entra dans la Compagnie de Jésus et mourut, à Laval,

(1) *Notice sur M. J.-B. Billaudel.*

d'apoplexie, après avoir exercé les ministères du professorat, des missions et de la prédication (1).

Un compatriote du P. Cahier eut une existence encore plus mouvementée que la sienne, il entra dans la Compagnie de Jésus la même année que lui. Pierre Ronsin, du même nom que le trop fameux général révolutionnaire, né à Soissons, le 18 janvier 1771, étudia au collège, puis au petit séminaire de cette ville, jusqu'au moment de la Révolution. N'ayant pu, comme il le désirait, se rendre à la Trappe de la Vallée-Sainte, en Suisse, où s'étaient réunis des religieux expulsés, il se livra à l'étude de la théologie par le conseil des grands vicaires du diocèse. La paix rendue à l'Eglise ; il reçut la prêtrise des mains de Mr d'Aviau, archevêque de Vienne, depuis de Bordeaux, le 16 juillet 1801, et fut reçu par le P. Varin dans la société de la Foi. On l'envoya au collège de Belley, puis à celui de Roanne comme maître des novices et père spirituel. Après la dispersion des Pères, Ronsin revint à Soissons où, devenu vicaire de la cathédrale, il acquit la confiance universelle par son éloquence autant que par son recueillement, sa modestie et son humilité. Il eut surtout celle de son évêque qui, après son abjuration solennelle du jansénisme et du schisme, le prit pour directeur de sa conscience. Son vœu, à son entrée chez les Pères de la Foi, avait été de répandre partout la dévotion au Sacré-Cœur de Jésus et à celui de Marie, et il entra dans une confrérie établie en leur honneur chez les Minimesses. Le prélat le voyant entrer dans la Compagnie de Jésus, le 23 juillet 1814, avait conçu pour elle une telle estime qu'il demanda à son supérieur en France, le P. de Clorivière, des Jésuites pour ses deux séminaires. A la fin de ses deux années de probation, l'abbé Legris-Duval obtint qu'on lui donnât la direction d'une Congrégation de jeunes gens, fondée par le P. Delpuits à l'époque même des troubles. Il la conserva pendant treize ans, mais cette Société, formée de l'élite de la jeunesse, fut regardée comme une machine politique et, au mois de mars 1828,

(1) *Vie du P. Varin, ubi supra*, p. 155.

sur l'avis de l'archevêque de Paris, M. de Quelen, il s'en retira et vécut à Paris en simple religieux.

Après 1830, le P. Ronsin, envoyé en Normandie puis à Toulouse, se livra à la conversion des âmes, surtout des plus endurcies. Prêchant un jour à Soissons pendant son vicariat, l'expression seule de son visage amena la conversion d'une femme de mauvaise vie. Il procura entre autres, celle du prince Frédéric-Ferdinand duc d'Anhalth-kœthen et de la duchesse sa femme, Julie, sœur du roi de Prusse, tous deux protestants, lesquels abjurèrent, le 24 octobre 1825, devant M. de Quelen, à Conflans. Il amena aussi l'abjuration, au couvent des Oiseaux, du chambellan du duc d'Anhalth, administrateur de ses biens, Haza-Radlitz; et enfin celles du comte de Senft-Pilsach, ministre du roi de Saxe, de la comtesse et de leur fille, à la suite d'un sermon du P. de Mac-Carthy, en l'église des Missions étrangères. Directeur du cardinal de Rohan, archevêque de Besançon, il fut mandé par lui dans sa dernière maladie et lui ferma les yeux. Devenu supérieur de la maison de Paris, de 1822 à 1825, il se montra rigide observateur de la règle, de la vie commune, et, quoiqu'accablé d'affaires, il ne s'en livrait pas moins à des austérités. Depuis 1836 jusqu'à sa mort, il prêcha des stations et s'occupa de confessions et de direction. Son *Instruction abrégée sur la dévotion au Sacré-Cœur de Jésus* fut approuvée par le cardinal de Talleyrand-Périgord, archevêque de Paris, et eut de nombreuses éditions. Le P. Ronsin mourut, après de grandes souffrances, à l'âge de soixante-seize ans. Le *Réveil du Midi* annonça sa mort, avec un éloge justifié par les larmes de la foule qui le suivit à sa dernière demeure (1).

C'est peut-être à la suite des tribulations qu'il avait éprouvées pendant les lamentables années que la France venait de traverser, que Le Blanc de Beaulieu résolut de mettre le sceau à sa rétractation des principes jansénistes et constitutionnels, en renonçant ouvertement, notamment aux premiers, en 1816. Il devait cette déter-

(1) *Ubi supra*, p. 305.

mination au P. Ronsin qui était revenu à Soissons, sa patrie, à la suite de la fermeture des collèges des Pères de la Foi. « Dieu, dit un historien, se servit de ce saint prêtre pour modifier les idées de ce prélat qui n'avait pêché que par ignorance » ; on aurait pu dire plutôt, par esprit de secte, car il n'est guère possible qu'un homme comme Le Blanc de Beaulieu soit taxé d'ignorance en ces matières tant de fois agitées.

En tout état de cause, voulant donner à sa conversion sur ce point, un éclat qui réparât le scandale qu'il avait pu donner, surtout en supprimant l'Office du Sacré-Cœur. Il le rétablit solennellement, puis l'éleva au rit de première classe, officia lui-même pontificalement à la première fête qui suivit son ordonnance et rendit au culte du Sacré-Cœur la chapelle qui lui avait été consacrée par Languet de Gergy à la suite d'un vœu. Bien plus, pour écarter toute ombre de doute sur la sincérité de ce changement, il transforma ses armoiries napoléoniennes en d'autres où la couronne ducale remplaça le bonnet de docteur, d'où la croix de la Légion d'honneur disparut avec le reste, pour faire place à un bras brisé dont la main tient un cœur enflammé et percé d'une flèche avec cette devise : *Superemineat charitas.* « Depuis cette époque, dit encore l'historien que l'on vient de citer, revenu sincèrement à la pureté de la doctrine, il déplorait avec humilité ses égarements passés et les révélaient même à ceux qui les ignoraient » (1). Il ne rougissait pas de dire humblement, dit le biographe du *Clergé contemporain :* « Je ne suis plus janséniste ni constitutionnel » (2).

C'est à propos de la biographie de Pelier de la Croix que ces paroles furent rappelées. Cet ecclésiastique, qui devint grand vicaire du cardinal de Latil, alors évêque de Chartres, et chevalier de la Légion d'honneur, joua, comme écrivain, un rôle dans l'affaire de l'assassinat du dernier des Condé, fut ordonné prêtre par Le Blanc de Beaulieu dans les circonstances qu'on va rapporter. Pelier de la Croix, du diocèse de Besançon, resté

(1) *France pontificale* (Soissons), p. 396.
(2) BARBIER.

diacre pendant quatre années, se disposait à recevoir la prêtrise, mais ayant soutenu des thèses contre le Jansénisme et la Constitution civile du clergé, il fut dénoncé par son adversaire, ex-grand vicaire constitutionnel, à l'archevêque Lecoz, l'ancien président des conciliabules schismatiques tenus à Paris en 1797 et 1801. « Ce problématique archevêque », ayant mandé Pelier, lui dit : « Vous êtes ultramontain, Monsieur ! » L'aspirant au sacerdoce se retira sans se déconcerter et résolut de rester diacre longtemps encore. Plusieurs fois on l'appela au grand séminaire pour l'ordonner ou le faire directeur de la maison, mais toujours il répondait : « Je ne promettrais pas obéissance au prélat dont les idées ne sont pas celles du Saint-Siège ». Lecoz étant mort, il vint à Soissons, en 1815, muni de lettres démissoriales du vicaire capitulaire Durand. Le Blanc de Beaulieu, « qui connaissait sa conduite et l'inviolabilité de ses principes, fit une ordination tout exprès pour lui seul ». Le P. Gloriot, supérieur du séminaire de Soissons, et qui avait été son directeur à Besançon, l'avait en grande estime et l'engagea plus tard à travailler sur l'*Histoire ecclésiastique* (1). Il publia une édition de celle de Bérault-Bercastel.

Le Blanc de Beaulieu ne resta pas en si beau chemin. Quelques années après l'ordination de Pelier de la Croix, au mois de septembre 1819, il donna, au séminaire d'Issy à Paris, la prêtrise à Pierre-Louis Parisis, le futur évêque de Langres et d'Arras, l'une des célébrités de l'épiscopat français au XIX^e^ siècle. Parisis, né à Orléans, le 12 août 1795, d'un simple boulanger, avait été ordonné sous-diacre et diacre à Orléans, de 1817 à 1818, par un évêque étranger pendant la vacance de ce siège. Et le biographe Barbier cite à son propos ces paroles de saint Jérôme à Népotien : *Gaudeat episcopus judicio suo, quum tales eligent sacerdotes* (2). Le prélat, ordonné par l'évêque de Soissons, fut un intrépide et intelligent défenseur de la liberté d'enseignement. Ennemi le plus redoutable

(1) *Biographie du Clergé contemporain*, par un Solitaire (l'abbé BARBIER), t. III, p. 224.
(2) *Ibid.*, t. VII, p. 347.

du monopole universitaire, il sut l'attaquer en dehors de tout esprit de parti et « au point de vue constitutionnel et social (1). » Heureux l'évêque de Soissons s'il eût vu à l'œuvre celui de Langres, lui qui avait eu à lutter contre l'envahissement de l'Université naissante, et qui devait subir encore, pendant quelque temps, la pesanteur de son joug.

Quelles que fussent les épreuves de l'Eglise de France, Le Blanc de Beaulieu n'en célébra pas moins encore, dans cette année 1817, l'anniversaire de la rentrée de Louis XVIII à Paris et la fuite de l'*usurpateur ;* l'alliance du duc de Berry avec la princesse Caroline de Naples ; l'abondance d'une récolte réparatrice du fléau de la famine, l'anniversaire de l'exécution de la reine Marie-Antoinette. C'étaient autant d'occasions qui fournirent, à l'évêque de Soissons, les moyens de communiquer avec ses diocésains et de leur ordonner des prières, demandées chaque fois par le roi. D'ailleurs, tant de calamités récentes qui avaient affligé la patrie offraient, au prélat, le principal motif d'appeler sans cesse ses ouailles à la pénitence ; mais c'était surtout par ses autres Mandements du Carême qu'il les ralliaient autour du trône et de l'autel, en leur signalant avec énergie les agitations de l'impiété. Dans une circulaire du 15 février 1817, il adressa et recommanda même à tout son clergé l'*Instruction pastorale* de l'évêque de Troyes, *sur la fidélité que nous devons au roi* et le *rétablissement de la Religion catholique en France*, qu'il appelait une espèce de *Code de politique sacrée* (2).

La même année paraissait, à Soissons, un *Ordo* pour 1818, destiné aux seuls archidiaconés de Soissons et de Château-Thierry, rédigé par le chanoine honoraire Victor Brayer, à qui l'on attribuait des connaissances astronomiques. Dans une lettre datée de Paris, le 27 décembre 1817, Le Blanc de Beaulieu crut devoir s'élever contre les « inconvenances et les assertions hasardeuses » que le bon chanoine s'était permises à son insu et sous son

(1) *Ibid.*, p. 331.
(2) *Voyez* pour les Mandements des Carêmes de 1817, 1818 et 1819, le *Recueil des Actes diocésains.*

nom ». Il était conçu, disait-il, dans une forme bizarre et insolite ; il renfermait, en outre, « des vices plus saillants et plus répréhensibles », notamment sur la fixation de la fête de Pâques, que l'auteur y avait ajoutées après l'examen de son manuscrit. Faute de temps pour remédier à ce mal par la publication d'un nouvel *Ordo*, le prélat dut se contenter de *censurer* et *proscrire* la parenthèse : *extra lunam paschalem*, ajoutée au mot *Pascha*, quoique la Pâque fût bien indiquée à son jour vrai. Le rédacteur n'avait pas pris garde que pour la fixer l'Eglise se base sur le temps moyen et non sur le temps vrai. L'évêque en fit de même pour la note de la septième page où la Lettre du martyrologe D était qualifiée d'*erronée*, ainsi que pour l'*Epacte* XXIII ; et cela par « l'ironie la plus déplacée ». Cet *Ordo* bizarre était rédigé en latin comme les autres ; sa condamnation causa la mort de son auteur. L'abbé Brayer, en effet, mourut le 16 janvier 1818, ne pouvant survivre à la flétrissure infligée par son évêque à un ecclésiastique âgé et d'ailleurs fort respectable (1).

IV. — Cependant un nouveau Concordat se signait, le 25 août 1817, jour de la fête de saint Louis, patron du roi. Il contenait quatorze articles dont le troisième abrogeait les *Articles organiques du Concordat* de 1801, « en ce qu'ils ont de contraire à la doctrine et aux lois de l'Eglise ». Les Eglises épiscopales et archiépiscopales érigées en 1801, étaient conservées avec leurs titulaires actuels, mais on devait rétablir un certain nombre de celles supprimées alors, sans toutefois que cette mesure entravât des exceptions quant aux titulaires, ni certaines translations à d'autres sièges. On ferait de nouvelles circonscriptions tant des sièges actuels que des nouveaux, « avec le consentement des titulaires actuels et des chapitres des sièges vacants ». La dotation de tous les sièges devait être convenable, tant en biens fonds qu'en rentes sur l'Etat. Il en serait de même pour les chapitres, cures et séminaires, lesquels, en attendant l'exécution de cette mesure, seraient dotés d'un revenu

(1) L'exemplaire de cet *Ordo* et de la *Lettre* épiscopale du 27 décembre 1817, cité par l'abbé H. Congnet, n'existe sans doute plus.

suffisant. Les territoires des anciennes abbayes dites *nullius (diœcesis)* seraient réunis aux diocèces où ils se trouvent enclavés. Le Concordat de Léon X et de François Ier étant remis en vigueur, les abbayes qui seraient fondées à l'avenir demeureront assujetties à ces règlements. Le roi s'engageait, « par tous les moyens qui sont en son pouvoir, de faire cesser, le plus tôt possible, les désordres et les obstacles qui s'opposent aux lois de la Religion et à l'exécution des lois de l'Eglise. »

Pour amener les archevêques, les évêques et les chapitres des sièges vacants, à consentir à la nouvelle circonscription des diocèses, Pie VII leur adressa un Bref du 12 juin 1817. Quatre prélats, dont Belmas, de Cambrai, ayant refusé leur consentement, furent néanmoins laissés sur leurs sièges. La Bulle *Commissa divinitus* du 27 juillet régla la distribution des métropoles et les circonscriptions diocésaines en prenant, pour base générale, les démarcations départementales, sauf certaines exceptions. Ainsi Laon, de l'Aisne, et Noyon, de l'Oise, redevenaient évêchés ; Cambrai, du Nord, restait simple évêché et ne devait être remis dans son ancienne dignité de métropole qu'après la mort de Belmas, l'ancien et sans doute encore constitutionnel. La Bulle ordonnait d'établir, auprès de chaque métropole et cathédrale, un chapitre et un séminaire, conformément aux prescriptions du concile de Trente, et aux évêques « d'ériger au plus tôt, dans les formes canoniques, les susdits chapitres et séminaires ». Egalement ces chapitres devaient dresser, « d'après les meilleures lois canoniques et les décrets synodaux, des statuts » que les évêques devraient approuver, sanctionner et faire observer. Ces derniers étaient tenus d'envoyer au Souverain Pontife le procès-verbal d'érection du chapitre avec le nombre des dignités et des chanoines, parmi lesquels il y aurait toujours un pénitencier et un théologal.

Selon la nouvelle organisation, l'évêché de Soissons et Laon se voyait enlever tout l'ancien Laonnois pour former l'évêché de Laon, et le Saint-Quentinois pour former celui de Noyon, tandis qu'on ne lui restituait pas

ce qu'il avait perdu du côté de Compiègne et de Châlons. Le Blanc de Beaulieu était transféré de Soissons à l'archevêché d'Arles (1); du Châtelier était nommé à Laon; de Roucy, ancien évêque de La Rochelle, était nommé à Reims; de Vichy à Soissons; de Cosnac à Noyon, et de Villèle, le futur successeur de Le Blanc de Beaulieu à Soissons, était pourvu du siège de Verdun. Mais le Concordat de 1817, si avantageux à l'Eglise de France, devait rester, en grande partie du moins, sans exécution. La faiblesse du ministère à le soutenir devant la Chambre des députés, les objections et les controverses qu'il souleva le firent abandonner; et, à partir du 6 mai 1818, jour de la séparation de la Chambre, il n'en fut plus question législativement. De nouvelles négociations avec Rome se prolongèrent pendant plusieurs années. Dans cet intervalle, il fallait pourvoir aux sièges venus à vaquer, et l'on avait sacré des évêques nommés aux nouveaux, tels que du Châtelier, élu de Laon, et de Vichy, élu de Soissons. Ceux-ci réunis à Saint-Denis pour la translation des reliques de l'apôtre de Paris, avec quarante de leurs collègues, adressèrent, le 30 mai 1819, une Lettre collective à Pie VII. Les prélats y peignaient au Saint-Père la triste situation de l'Eglise de France, devenue si précaire par suite de la non-exécution du Concordat de 1817, qui la replongeait sous le régime des Articles organiques. Tout ce qu'on put obtenir à la suite de cette juste réclamation, à laquelle adhérèrent la plupart des autres évêques de France, c'est qu'on rétablirait quelques-uns des anciens sièges, en attendant le moment opportun de rétablir tous ceux qui avaient été désignés à la suite du Concordat.

Dans cette espérance, trente-quatre prélats souscrivirent, le 13 septembre, une Déclaration d'adhésion aux mesures provisoires prises à cet égard par Sa Sainteté, d'accord avec le Gouvernement du roi. De ce nombre furent Le Blanc de Beaulieu et de Vichy, évêque élu de Soissons, transféré d'Autun. Le premier, dont la nomination à Arles était connue, reçut à Paris, à l'occasion

(1) Ordonnance du 8 août 1817.

du 1er janvier 1818, une lettre où le chapitre de Soissons lui présentait, avec ses hommages et ses vœux, l'expression des sentiments de regrets que lui faisait éprouver une douloureuse et amère séparation, balancée toutefois par la pensée que sa piété et ses vertus l'avaient fait élever sur le siège des Trophine et des Césaire (1). Le prélat fit, le 4 janvier, à cette lettre, une réponse touchante, et le 22, il profita de l'occasion de son Mandement de Carême pour annoncer, au diocèse, sa nomination à l'archevêché d'Arles, laquelle ne lui enlevait rien de son autorité dans le diocèse de Soissons. Toutefois, il engageait ses diocésains à demander à Dieu, « protecteur de l'Eglise de France », d'abréger une « situation incertaine et précaire », et de « placer bientôt sur leurs sièges (ceux de Laon et de Noyon) ces prélats aussi recommandables par leur piété que par leurs qualités », qui devaient s'y asseoir à sa place « et qui, en se partageant ce vaste diocèse », leur feraient « éprouver les heureux résultats d'une sollicitude plus immédiate et plus rapprochée. »

Une année s'écoula encore après les touchants adieux que l'archevêque nommé d'Arles adressait à son clergé et à ses ouailles du diocèse de Soissons. En effet, le 15 février 1819, il faisait encore entendre, dans un nouveau Mandement de Carême, ses gémissements sur la continuation d'un état de choses dont il leur avait fait espérer la fin prochaine. Bien plus, dans celui du 1er février 1820, il leur annonçait que son successeur sur le siège de Soissons, Roch-Etienne de Vichy, venait d'être placé sur celui d'Autun, et qu'en vertu d'un arrangement provisoire entre Louis XVIII et le pape Pie VII, Sa Sainteté, par son Bref du 25 août 1819, lui faisait un devoir de « s'abstenir » jusqu'à un ordre de chose définitif, « de l'exercice de l'institution canonique » qu'il lui avait accordée pour le siège archiépiscopal d'Arles, de retenir ses anciens sièges de Soissons et de Laon, et d'y continuer l'exercice de sa juridiction dans tous les lieux de leur ancienne circonscription, d'après le Concordat de 1801.

(1) *Lettre* du Chapitre de la cathédrale de Soissons à Mgr l'Evêque à l'occasion du jour de l'an 1818. *(Papiers* du chanoine H. Congnet.)

Quoiqu'en suspens, le Concordat de 1817 ne fut pas sans influence sur la création d'un établissement important appelé à rendre de bons services au diocèse. L'évêché de Laon rétabli, celui de Soissons se trouvait sans petit séminaire pour les classes inférieures, le premier gardant son institution de Liesse. D'ailleurs, en suppposant l'inexécution du Concordat, les élèves des arrondissements de Soissons et de Château-Thierry, partie méridionale, devraient, comme par le passé, se rendre à Liesse, fort éloigné et de difficile accès pour les familles. On songea donc à établir, pour ceux-ci, une autre maison dans un point central du Soissonnais, et on choisit Oulchy-le-Château. Il y avait toujours là, dans l'anceinte de la forteresse féodale, l'ancien prieuré de Saint-Jean-des-Vignes, un grand édifice tenant à une noble et belle église, avec une vaste cour, des communs, des jardins, des dépendances. Il était suffisamment éloigné du gros du bourg et on y respirait un air pur. Le prieuré, conservant son nom, servait de presbytère, et son curé-doyen, Joseph Lefebvre, ex-religieux et procureur de Saint-Jean, était mort le 9 juillet 1818. On nomma, pour le remplacer, le vénérable curé d'Hartennes, Gollier, lequel voulant mourir au milieu de ses paroissiens, accepta les fonctions de doyen, mais non celles de curé, qu'on donna à un ancien élève de Menneville, Joseph Hurillon. Le nouveau titulaire de la cure cantonale ne devint doyen qu'au décès de l'abbé Gollier; mais on le trouva capable d'exercer ces fonctions et de devenir, comme Jean-Baptiste Billaudel, à la fois curé et supérieur de l'établissement projeté.

On obtint de la commune, à certaines conditions, la jouissance du prieuré-cure, pour un établissement si avantageux au pays. En attendant une autorisation formelle et régulière, on appropria les édifices à leur nouvelle destination à laquelle ils semblaient être propres, et le petit séminaire s'ouvrit au mois d'octobre 1819. Il commença avec quelques élèves réunis par les soins du nouveau curé, et, au mois d'avril de l'année suivante, on fit venir de Liesse, avec leurs effets, ceux qui, par leur naissance, appartenaient au Soissonnais. Autour

d'eux se groupèrent des enfants du pays et des environs, ainsi la communauté se trouva toute formée, avec son personnel enseignant de jeunes professeurs, sous un digne supérieur.

Le curé-supérieur était donc Joseph-Théodore Hurillon, né à Saint-Gobain, le 21 septembre 1792. Elève du séminaire de Menneville, transporté depuis à Liesse, il avait été ordonné prêtre en 1817, nommé vicaire d'Anizy-le-Château et desservant de Chéry-lès-Pouilly, sous le curé-doyen Nusse, ancien desservant assermenté de Chassemy, puis de Bucy-le-Long, dans la Révolution, enfin titulaire d'Anizy et chanoine de la cathédrale. M. Hurillon, nommé à la cure d'Oulchy, en 1819, à la fleur de l'âge, était d'une taille élevée, d'une physionomie remarquable, d'une conduite sacerdotale la plus régulière à tous égards, de mœurs à la fois douces et sévères, d'une piété simple et naturelle qui le faisait admirer dans les cérémonies de l'Eglise. On n'eut guère à regretter en lui, dans le ministère curial et ses rapports paroissiaux, ses qualités, qu'un genre de grandeur consistant plutôt dans les manières extérieures que dans le fond du caractère. Supérieur, sa vie intérieure était simple et digne ; ses élèves l'aimaient encore plus qu'ils ne le craignaient pour les soins incessants qu'il leur prodiguait. Son gouvernement fut un peu l'opposé, sous ce rapport, de celui de Liesse qui était encore semblable, en une certaine mesure, à l'ancien Menneville. Il mit, en effet, la jeune maison d'Oulchy en grande renommée, par la propreté, le soin maternel, plutôt que paternel, des enfants qui y régnait. Comme elle marchait au compte du supérieur on lui accordait un certain nombre de bourses. Etant, en même temps, curé en titre et, pendant un certain temps, desservant d'églises voisines, il conquit la prospérité, grâce à l'ordre et à l'économie qu'il fit régner en tout, sans nuire à une considération qui ne se démentit jamais. Le grand vicaire, de la Loge, archidiacre du Soissonnais, contrée qu'il affectionnait particulièrement, avait conçu et poursuivi la création de ce petit séminaire ; aussi lui voua-t-il toujours un vif intérêt auquel participait le curé-supérieur,

qui en resta jusqu'à la fin le directeur, sans cesser de répondre, de 1819 à 1844, à ce qu'on devait espérer de lui dès le commencement de sa gestion. Dans ce long intervalle, il put voir sortir de ses mains un grand nombre d'élèves qui devinrent des ecclésiastiques souvent d'un haut mérite en fait de zèle et de talents. Beaucoup même, qui avaient pris d'autres carrières, n'oublièrent jamais les jours heureux de la première jeunesse passés dans l'antique prieuré. C'est donc à l'épiscopat de Le Blanc de Beaulieu que revient cette création si utile qui sera, comme tant d'autres, supprimées ou abandonnées dans le cours de ce siècle.

On le voit, ce prélat, pendant les dernières années qui devaient précéder sa prise de possession du siège d'Arles, ne négligeait pas l'administration de son diocèse. Prévoyant, après le départ des Jésuites de son grand séminaire, celui des Lazaristes à cause des raisons que l'on a indiquées, il entretenait, pour les remplacer, de jeunes séminaristes à Saint-Sulpice où ils se perfectionnaient. C'était alors l'époque brillante du célèbre Institut où, sous des maîtres tels que les Duclaux, les Carrière, les Hamon, les Mollevaux, les Garnier, etc., se formaient les futurs évêques : Dupuch (d'Alger), Dupanloup (d'Orléans) ; Gignoux (de Beauvais) ; Blanquart de Bailleul (de Rouen), et tant d'autres personnages qui brillèrent dans l'Eglise de France (1). C'est dans ce milieu que militaient plusieurs diacres soissonnais : Maréchal, Lequeux, Caby, Congnet, Lalouette, Labrusse, sur lesquels Le Blanc de Beaulieu fondait ses espérances. « Vous allez être surpris, leur écrivait-il de sa main, le 20 juin 1819, mes chers enfants, cependant ne vous troublez pas, votre évêque vous veut du bien. Préparez-vous à être ordonnés aux Quatre-Temps prochains, ou peut-être le 14 août, veille de l'Assomption de la Très Sainte-Vierge, en vertu d'une dispense que j'ai obtenue de Sa Sainteté. Quant à votre future destination, n'en concevez aucune inquiétude : Je connais vos besoins, vos désirs, vous connaissez mon cœur ; que cela vous suffise. Votre ami

(1) *Biographie du Clergé contemporain*, t. IX, p. 151.

et votre père en N.-S. † J.-Cl., *Ev. de Soissons, archev. d'Arles.* — *P.-S.* Ne m'écrivez pas avant le 2 juillet, je reprends, ce soir, le cours de ma visite diocésaine » (1).

Les jeunes diacres de retour à Soissons, après quatre années de préparation au sacerdoce dans cette école, furent ordonnés prêtres le 19 septembre 1819, entre autres Maréchal et Lequeux par leur évêque, qui nomma ces derniers vicaires de la cathédrale. Les autres, après avoir occupé divers postes, devinrent : Caby, curé-archidiacre de Château-Thierry, Congnet, professeur, directeur des petits séminaires de Laon, de Liesse, de la Maîtrise, et chanoine ; Labrusse, économe du grand séminaire, et chanoine ; Lalouette, curé de Saint-Martin de Laon et supérieur du petit séminaire. Les deux vicaires de Soissons firent éclater leur zèle à la cathédrale où ils introduisirent la méthode des catéchismes de Saint-Sulpice. Lequeux s'adonna à la prédication d'une manière spéciale, et avec un certain éclat qui ne se soutint pas dans la suite, sa vocation l'ayant porté à l'étude profonde des hautes sciences ecclésiastiques où il se rendit célèbre.

Quoi qu'il en soit, Le Blanc de Beaulieu ayant besoin de remplacer les Lazaristes dans son grand séminaire, crut devoir s'adresser aux Sulpiciens, mais la Compagnie, faute de sujets, ne put alors répondre à ses sollicitations. Le supérieur, néanmoins, crut, jusqu'à un certain point, pouvoir le satisfaire en lui indiquant, à l'instigation de Mr Duclaux, qu'il y avait, à Soissons même, ce qu'il cherchait. En effet, il écrivit à l'évêque : « Monseigneur, pourquoi chercher ailleurs ce que vous pouvez prendre chez vous. Vous avez sous la main Mr Maréchal (et Mr Lequeux). Nous ne balancerions pas, s'il était des nôtres, à en faire un supérieur de séminaire. Ces paroles furent citées par ce dernier à la mort de son ami, ne songeant pas à se nommer aussi lui-même. Sur la foi du supérieur de Saint-Sulpice, Le Blanc de Beaulieu confia la direction du séminaire à Maréchal, et, à Lequeux, l'enseignement de la morale. Mais il est temps

(1) *Autographe*, écriture tremblante.

d'esquisser les années de l'enfance et de la jeunesse de ces deux ecclésiastiques remarquables, dont le dernier surtout se distingua plus tard dans le monde savant.

Alphonse-Michel Maréchal et Jean-Marie Lequeux, tous deux de la ville de Laon, avaient reçu leur éducation ecclésiastique et leur instruction littéraire dans les mêmes institutions diocésaines, c'est-à-dire aux petits et au grand séminaire. Alphonse naquit, le 10 janvier 1795, de l'une de ces familles bourgeoises, comme il s'en trouvait beaucoup alors dans la ville de Laon, en qui, avec l'aisance, s'étaient perpétués, de génération en génération, les principes solides de la foi et de l'honneur. Il se fit remarquer, dans son enfance, par sa piété, l'innocence des mœurs, la gravité de son maintien ; plus tard par une sagesse, une dignité douces et une science peu commune dont on le verra laisser des souvenirs précieux et ineffaçables dans la mémoire de ses contemporains. Suivre, dans ses études, son compatriote Lequeux, c'est le suivre lui-même, sauf les nuances du caractère et des goûts.

Jean-Marie Lequeux naquit, le 9 juillet 1796, dans les rangs de la démocratie la plus humble, mais la plus honorable. Son père, François Lequeux, et sa mère, Marie-Angélique Balot, simples serviteurs à l'Hôtel-Dieu de Laon, étaient de ces chrétiens fermes, dans l'orthodoxie qui, à l'époque de la tourmente, se mirent, on l'a fait voir en son temps, à la disposition des missionnaires laonnois, dirigés par l'intrépide Jean-Baptiste Billaudel. Ce fut à ce saint prêtre qu'il porta le nouveau-né, la nuit, sous un manteau, dans l'une de ses retraites, pour en recevoir le baptême. Le célébrant voulut être parrain de l'enfant et la marraine fut M^elle^ Létoquart, si connue à Laon pour sa charité et sa piété. Il eut une sœur et deux frères, dont l'un devait mourir dans les ordres mineurs, et l'autre curé de Gouy, avec lesquels il passa son enfance. M^r^ Billaudel le fit entrer successivement dans le pensionnat de l'abbé Piquet à Laon, puis au collège de Saint-Quentin, restauré par l'abbé Charlet, et enfin au séminaire de Menneville où il acheva ses humanités. Dans ces divers établissements,

Lequeux n'avait pas toujours été l'un des élèves les plus studieux et les moins espiègles, mais, à Menneville, grâce à sa prodigieuse mémoire, à la vivacité et à la pénétration de son esprit, il fit des progrès rapides et tint la tête de la classe dans les diverses facultés. C'est là surtout qu'il se lia d'amitié avec Alphonse Maréchal. A seize ans, Lequeux avait achevé son cours de philosophie, tout en cultivant la littérature, et ornant sa mémoire des morceaux choisis des auteurs classiques latins et français, orateurs et poètes dont déjà il savait apprécier les beautés.

Le séminaire de Menneville ayant été transféré à Liesse, Jean-Baptiste Billaudel lui confia la classe de cinquième jusqu'à la fermeture de cette maison, et il passa, au grand séminaire de Soissons, avec ses condisciples pour y faire le cours de théologie, science à laquelle il se livra par prédilection et avec autant d'ardeur que de succès. C'est alors qu'il fit partie, avec Alphonse Maréchal, de la petite colonie que Le Blanc de Beaulieu envoya à Saint-Sulpice pour s'y avancer dans la piété et l'étude des sciences sacrées. On vient de voir quels fruits ils avaient tirés de ce séjour par leurs succès dans le vicariat de la cathédrale et la confiance dont ils furent honorés par leur évêque en leur confiant son grand séminaire.

Dans cette importante et nouvelle carrière, les espérances qu'on avait conçues de leur mérite ne furent pas trompées. Quoique de caractères différents, l'union se conserva toujours entre le supérieur et le directeur. Le dévouement, l'amour de la science, le goût de la piété, tel fut le terrain commun sur lequel se consolida, d'une manière inaltérable, une solide amitié. On leur adjoignit, peu à peu, d'autres professeurs de mérite, et, pendant douze années, aucun changement ne fut apporté dans l'administration et le régime du séminaire. Au nombre de leurs collaborateurs, il faut signaler l'un des prêtres du groupe de Saint-Sulpice, Auguste Labrusse, ordonné vers l'âge de trente ans, lequel géra l'économat du 1er janvier 1821 au 21 juillet 1845, qu'il cumula avec le soin de la paroisse voisine de Mercin. Sa vie sera celle

d'un ecclésiastique humble, charitable, exerçant ses fonctions avec persévérance, entretenant un grand ordre et une économie incessante dans les affaires de la maison. Sous sa direction, on verra s'élever l'aile droite de l'édifice ; les jardins s'embellir, se cultiver dans un but d'utilité pratique et montrer en tout ce goût sévère qui convient à ce genre d'établissement. Modeste savant, il saura découvrir et conserver les restes d'un théâtre romain dans l'enclos et créera un cabinet de physique, de minéralogie, d'antiquités ou d'objets d'art, pour ne quitter ses fonctions qu'en occupant, dans un âge avancé, une stalle au chapitre. Le successeur de Le Blanc de Beaulieu ne changea rien à son arrivée, quant au séminaire, et même lorsque le supérieur, alléguant sa jeunesse et son inexpérience, voulut se décharger de sa dignité, le prélat lui résista, le continua dans ses fonctions et le nomma chanoine honoraire. Dès lors, il partagea avec ses collègues, moins rétribués que lui, le surplus du traitement qu'il recevait comme supérieur.

Le Blanc de Beaulieu, heureux de voir son séminaire réorganisé selon ses désirs, fit encore en cette année 1820, sa tournée pastorale et de confirmation. « Ce devoir, disait-il, dans la Lettre circulaire adressée au clergé, le 22 mars, à ce sujet, est une des plus importantes fonctions du ministère épiscopal et malheur à moi, me dit l'Apôtre, si je n'évangélise point les peuples confiés à mes soins : *Væ mihi si non evangelisavero* (1). Cette visite fut la dernière. Déjà, depuis longtemps, il avait manifesté le désir d'être déchargé d'une administration dont ses infirmités ne lui permettaient plus de s'acquitter avec le zèle et l'activité nécessaires aux besoins du diocèse. Il considérait d'ailleurs, qu'un évêque titulaire lui serait plus utile qu'un évêque temporaire et provisoire ; et il avait, à plusieurs reprises, sollicité la nomination d'un nouvel évêque en remplacement M. de Vichy, nommé pour Autun. Il venait de renouveler sa demande avec de plus vives instances, les appuyant sur les mêmes motifs. Enfin, ajoutait-il, le roi Louis XVIII y avait accédé, à sa

(1) *Lettre* circulaire du 22 mars 1820. *(Ubi supra.)*

grande satisfaction, en désignant, pour lui succéder, Guillaume-Aubin de Villèle « prélat aussi distingué par sa piété que par ses talents, déjà nommé et institué au nouvel évêché de Verdun ».

Sur ces entrefaites arriva la mort du duc de Berry lâchement assassiné par Louvel, dont la Révolution avait armé le bras par ses « affreuses doctrines ». Cette triste nouvelle fut bientôt suivie de l'annonce de la naissance future d'un prince qui pourrait renouer la chaîne interrompue de la succession à la couronne. Ces deux événements fournirent à l'évêque de Soissons l'occasion de témoigner, une dernière fois officiellement, son attachement à la dynastie des Bourbons. Dans un Mandement, du 19 mars 1820, il déplora la mort prématurée d'un prince qu'on regardait alors comme l'espoir du royaume. Il s'établit d'ailleurs spontanément à la cathédrale, et dans beaucoup d'autres églises du diocèse, des neuvaines de prières avec célébration de messes, pour demander à Dieu l'heureuse délivrance de la duchesse de Berry. Les confréries, établies à Saint-Gervais et les associations pieuses qui s'y étaient formées depuis la mission du P. de Rozan, se firent remarquer par leur zèle à cet égard. Celle des dames fit offrir toutes les semaines le Saint-Sacrifice en l'église de Notre-Dame-de-Liesse.

De son côté le chef du pèlerinage, le vénérable Billaudel, usait, dans l'intérêt de la Religion et de la dynastie, c'est-à-dire de la France, de hautes influences pour faire renouveler, par la famille royale, si profondément affligée, les démarches faites jadis sous les voûtes vénérées de son église, et dans des circonstances identiques, par Louis XII et la reine, sa femme, par François Ier et Henri II, Louis XIII et Louis XIV, « lesquels s'étaient rendus, en personne, à Liesse pour obtenir la même faveur « que réclament aujourd'hui tous les Français », ainsi que s'en exprimait l'évêque de Soissons (1). Ses démarches furent couronnées de succès. La duchesse de Berry envoya à Liesse son premier aumônier, de Bombelles, évêque d'Amiens, pour implorer la Sainte

(1) *Mandement* du 14 septembre 1820,

Vierge, protectrice de la France, et lui offrir ses vœux dans l'espoir d'obtenir un héritier du trône. Le prélat fut reçu en grand honneur par le curé de Liesse. Et, l'année suivante, la princesse, voyant ses vœux accomplis vint, en personne, rendre à la Sainte-Vierge ses actions de grâces avec une vive et touchante piété.

Quelques années après, en 1826, la Dauphine, duchesse d'Angoulême, vint aussi se prosterner devant l'image de Notre-Dame-de-Liesse. Ce fut encore l'abbé Billaudel qui reçu la fille du roi-martyr, la prisonnière du Temple. Après la messe, qu'elle entendit avec son recueillement ordinaire, il lui montra les monuments que les rois, ses aïeux, avaient fait placer dans le chœur de l'église. La duchesse s'enquit de l'état du pèlerinage et de sa fréquentation. « Madame, lui dit le vertueux prêtre, l'état du pèlerinage répond à celui de la Religion en France, Nous voyons ici les misères de toutes les provinces ». On rapporte que la princesse attendrie laissa couler des larmes. Comme il avait établi une confrérie de jeunes personnes, avec le couronnement d'une rosière, à laquelle on donnait une dotation convenable, la duchesse voulut bien, à sa demande, présider cette cérémonie et doter, elle-même, la jeune fille désignée par le suffrage de ses compagnes (1).

Cependant Le Blanc de Beaulieu, pour éviter les effets d'une séparation douloureuse, avait quitté sa ville épiscopale dès qu'il eut su que le bruit de sa démission allait s'y répandre. Le doyen du chapitre, M. Debully, l'annonça à cette compagnie, avant même d'en avoir reçu la nouvelle officielle. Celle-ci s'empressa d'envoyer au prélat une adresse où elle lui exprimait sa surprise, sa douleur d'une pareille résolution, tout en appréciant et admirant un tel acte de dévouement, surtout les motifs qui l'avaient déterminé. Le prélat lui fit de Paris, le 20 juillet 1820, une réponse où il disait aux chanoines : « Vous m'êtes tous d'autant plus chers, Messieurs, que jusqu'ici aucune influence étrangère n'a dirigé mon choix dans la nomination des membres de votre compagnie : cette nomina-

(1) *Notice sur M. Billaudel,* par LEQUEUX, p. 67 et suivantes.

tion a été, de ma part, une preuve de l'estime que vous m'avez inspirée et de la vénération que je porte au premier corps du clergé diocésain ». Et, après s'être félicité de l'espoir qu'il avait de reparaître au milieu d'eux, il leur annonçait que son successeur lui avait manifesté le désir de « conserver, dans son conseil et dans le même rang qu'ils y ont occupé, les vicaires généraux à qui j'ai tant d'obligations. » Il ajoutait : « le peu de bien que Dieu m'a donné de faire dans le diocèse de Soissons, sera perfectionné ; celui que je n'ai pu que désirer, sera fait : mes fautes nombreuses seront réparées ; vous ne m'aurez pas perdu comme ami, vous aurez seulement acquis un chef plus digne de vous et un nouvel ami » (1).

Ce n'est que le 14 septembre qu'il annonça à ses diocésains sa retraite définitive motivée, leur disait-il « non par un lâche désir du repos », mais par « des infirmités de plus d'un genre et quelques-unes surtout plus réelles qu'elles n'étaient apparentes ». Déjà, avant l'acceptation de l'archevêché d'Arles, il a dû témoigner au roi et au pape que les fonctions épiscopales « étaient devenus une charge au-dessus de ses forces » et il n'avait conservé que par obéissance l'administration du diocèse de Soissons, pour laquelle il n'avait pas dû songer au secours d'un coadjuteur, son siège ayant cessé de lui appartenir. Il a donc supplié le roi d'y nommer un évêque titulaire. Le prélat faisait, ensuite, l'éloge de son successeur, Guillaume-Aubin de Villèle, « déjà si connu, disait-il, par ses talents, sa piété et ses vertus ». Il le dépeignait entretenant, avec ses ouailles, « une correspondance personnelle » à laquelle ses infirmités l'avaient obligé de renoncer ; parcourant ce vaste diocèse « y annonçant la parole sainte avec cette vigueur de zèle, et, tout à la fois, avec cette douceur évangélique qui le caractérisaient », et conservant les membres de sa propre administration. Après avoir touché une fois encore, les espérances que faisaient naître, pour la stabilité de l'Etat, la naissance d'un héritier de la couronne, il fit, à tous, les plus tou-

(1) *Registres* du chapitre. *(Extrait* du chanoine H. Congnet.)

chants adieux accompagnés des souhaits que l'apôtre saint Paul adressait, en les quittant, aux fidèles de Thessalonique et de Corinthe (1).

Ainsi finit l'épiscopat de Le Blanc de Beaulieu qui n'avait pas duré moins de dix-huit années au milieu des circonstances les plus diverses, les plus difficiles et les plus délicates. Retiré, à Paris, au séminaire des Missions étrangères, il prit la direction de l'œuvre des Petits-Savoyards, et, peu de temps après, il fut nommé membre du chapitre royal de Saint-Denis. Il y mourut, après une courte maladie, le mercredi 13 juillet 1825, à trois heures de l'après-midi, dans la maison de la rue du Bac portant le n° 120, sur le X^e^ arrondissement, à l'âge de soixante-douze ans. Son vicaire général Debully, âgé alors de cinquante-cinq ans, toujours fidèle aux liens d'une vieille amitié, était venu lui rendre les derniers devoirs. Ses restes furent déposés dans le cimetière de Vaugirard où ils demeurèrent jusqu'en 1850. Le 30 juillet de cette année, ils furent rapportés, à Soissons, pour l'ouverture de la retraite ecclésiastique, par les soins de l'abbé Ancelin, originaire du diocèse, ancien curé de Carlepont (Oise), et membre de la Légion d'honneur. On les descendit, à quatre heures du soir, dans le caveau des évêques, entourés d'une grande affluence de clergé et de peuple. Charitable prélat, il avait été, à Paris, un objet d'édification par sa bienfaisance et ses œuvres de piété. Il reste à l'apprécier comme évêque de Soissons.

Le Blanc de Beaulieu, dont on a pu examiner l'administration en général, a laissé, dans le clergé contemporain, les meilleurs souvenirs; il passait, dit l'un d'eux, pour un prélat « simple, bon et bienfaisant » (2). Entouré d'hommes vénérables par leur expérience, leurs vertus, la gravité de leur vie, il sut conquérir l'estime par son esprit de justice et la franchise de ses relations. A des qualités éminentes, il joignait toutefois une vivacité qui allait jusqu'à l'emportement et un goût pour la plaisanterie qui dégénérait en trivialité. Quelques anecdotes en feront foi. Un ecclésiastique ayant eu le malheur de lui

(1) *Mandement* du 14 septembre 1820. *(Ubi supra.)*
(2) P.-L. Brayer, *mss.*

déplaire, s'étant présenté à son audience, il le repoussa du pied, de son salon. L'abbé Gadois, curé de La Croix, lui ayant demandé par lettre la permission de s'absenter de sa paroisse pendant quinze jours, il lui envoya pour réponse une feuille de papier. Le bon curé ne sachant que penser se met l'esprit à la torture, il montre la feuille à des confrères leur faisant part de sa peine. L'un d'eux retourne le papier et lui montre au bas de la page la lettre *i* (va) écrite d'une main tremblante, c'était le mot de l'énigme. Etant un jour, en tournée de confirmation, accompagné du grand vicaire Debully, celui-ci, au moment où la voiture passait près d'un bois, lui demande la permission de descendre un instant pour aller satisfaire un besoin. « Je vous donne cinq minutes, lui dit le prélat tenant sa montre à la main ». Les cinq minutes écoulées et le grand vicaire n'étant pas encore revenu, fouette cocher, la voiture part et le compagnon de voyage dut faire une bonne lieue à pied par une pluie très fine jusqu'à la paroisse où devait avoir lieu la confirmation (1).

Il imposait les changements de cure avec une impitoyable sévérité mêlée de cette vivacité qui était le fond de son caractère. Un prédicateur de Liesse se trouvant avec lui, à la table de MM. Billaudel, eut l'imprudence de dire qu'il avait fait rire et pleurer son auditoire, il lui dit, avec emportement : « Si vous étiez de mon diocèse, je vous interdirais. Comme il arrivait un jour au réfectoire du séminaire, un domestique, intimidé par sa présence, ayant laissé tomber un plat qu'il portait, il le chassa sur-le-champ sans pitié (2). Il n'en était pas moins, dans les circonstances ordinaires, d'une douce familiarité avec les prêtres et surtout les élèves du séminaire qu'il tutoyait souvent. Il admettait à sa table ceux qui emportaient les premières places et faisait venir les paresseux auxquels il tirait l'oreille comme ferait un père à ses enfants. Donnant sa mission à un jeune prêtre, ordonné le 5 juin 1819, il lui dit : « Baratte, je vais te

(1) Souvenirs des contemporains tels que MM. Hurillon et Congnet nous les ont racontés.

(2) Les anecdotes qu'on vient de raconter ici nous les tenons de MM. les chanoines Hurillon, Congnet, Piot et Delaplace, etc.

rendre bienheureux, tu seras vicaire de M. Maréchal. » C'était le prêtre vénérable, qui l'avait fait entrer au séminaire et qui mourut curé-doyen de Bohain. Son vicaire mourut à Fieulaine, ayant longtemps desservi cinq à six paroisses. Très simple dans ses goûts, d'une extrême sobriété, il écrivait, le 19 mars 1819, à un curé-doyen fort simple lui-même, dont il devait visiter la paroisse : « Ne vous effrayez pas d'avoir à me donner l'hospitalité, quel que soit le lit que vous me destiniez, il sera toujours assez bon.... Ce que je vous recommande par-dessus tout, c'est de ne pas vous faire un faux honneur de me donner un repas splendide qui vous constitue en dépenses au moins *inutiles*, et à coup sûr en pure perte, par rapport à moi qui n'ai besoin que de soupe et de lait » (1).

Si Le Blanc de Beaulieu s'est montré, selon quelques-uns, inconstant et versatile dans sa conduite, il faut l'attribuer surtout aux événements qui signalèrent l'époque si tourmentée où il vécut. Il fut, en effet, successivement vicaire à Saint-Léger de Soissons, curé constitutionnel de Saint-Séverin et de Sainte-Geneviève, métropolitain schismatique de Rouen, et enfin évêque de Soissons. Janséniste et gallican, il ne se rétracta que peu à peu et comme par étapes, changeant trois fois d'armoiries. Républicain, impérialiste, il brûla ce qu'il avait adoré, devint l'ennemi de Bonaparte et l'ami chaud des Bourbons, donnant pour leur service, tour à tour, ses propres chevaux, en 1814 et 1815. Il fallut alors anéantir les mandements en faveur du premier, puis ceux en faveur des derniers. Il s'agissait d'éviter les effets de la fureur d'un prince impitoyable et terrible (2).

(1) *Lettre* à M. Corbeau, curé-doyen de Flavy-le-Martel.

(2) Le Blanc de Beaulieu n'ayant jamais voulu qu'on fît son portrait, celui que possède le séminaire n'est point authentique. Ce que George Sand (M^me^ Dudevant) raconte de M. de Beaulieu dans ses *Mémoires* nous a paru si indigne, si absurde et si contraire à la vérité connue, que nous avons cru devoir n'en rien toucher ici.

PÉRIODE MODERNE

LIVRE VINGT-TROISIÈME.

Dix-neuvième Siècle.

(Quatrième Partie.)

DEPUIS LE CONCORDAT DU 25 AOUT 1817,
JUSQU'A L'ÉPISCOPAT DE GUILLAUME-AUBIN DE VILLÈLE,
LE 28 AOUT 1820,
ET CELUI DE JULES DE SIMONY, EN 1825.

SOMMAIRE. — I. Guillaume-Aubin de Villèle, 92e évêque de Soissons. Sa naissance, son éducation, son sacre. Première Lettre pastorale. Personnel administratif. Mandement pour le Carême de 1823. L'enseignement primaire; circulaire du Recteur sur les instituteurs ; l'évêque chargé de l'instruction; Ordonnance sur les écoles; préposés à l'enseignement primaire. L'ancien séminaire de Laon, et projet d'y établir un petit séminaire diocésain. De Beauregard, vicaire général. L'ancien séminaire devient école secondaire, sa restauration. Dissentiment sur sa direction; lettre du futur supérieur à J.-B. Billaudel. Lettre de Guillaume de Villèle à l'abbé Billaudel; blâme de l'évêque, sa résignation. M. Tévenart, supérieur du petit séminaire. Qualités éminentes de M. Billaudel. Sa mission à Notre-Dame-de-Liesse, ses vertus, sa fin, ses funérailles. Nomination de Guillaume-Aubin de Villèle à l'archevêché de Bourges. Lettre d'adieux à ses diocésains de Soissons. Il trouve à Bourges, chanoine de la métropole, Jean Romelot, de Charly; son testament en faveur de Soissons. Prêtres survivants à la Révolution ; fin de L'Ecuy, abbé général de Prémontré, suite de sa biographie. Sa sortie de l'abbaye, ses nouveaux travaux, ses dignités, sa correspondance, lettres au chanoine Colinet, son décès, ses funérailles et ses œuvres. Littérature chrétienne. Chateaubriand, Lamartine, de Maistre et Lamennais. La culture des Belles-Lettres au diocèse de Soissons. Une seconde Académie en cette ville, sa nouvelle histoire.

I. — L'INEXÉCUTION du Concordat de 1817, devait produire certains embarras pour la nomination des évêques aux différents sièges nouvellement créés, notamment pour celui de Soissons, séparé de Laon. Le successeur de Le Blanc de Beaulieu devait être Roch-Etienne de Vichy, aumônier de la duchesse d'Angoulême. En effet, l'ordonnance qui transférait le premier à Arles, désignait le

second pour Soissons. Ce prélat, né le 7 juillet 1753, à Paulhaguet (Haute-Loire), fut préconisé dans le consistoire du 1er octobre 1817, puis transféré à Autun par ordonnance royale du 31 juillet 1819, avant d'avoir été sacré. Ce n'est que le 28 octobre que cette cérémonie eut lieu pour ce nouveau siège. Elevé à la pairie, le 23 décembre 1823, il mourut à Paris le 3 avril 1829. D'un autre côté, Guillaume-Aubin de Villèle, nommé par ordonnance royale du 8 août 1817, au siège d'Autun et préconisé dans le consistoire du 1er octobre, n'ayant pu prendre possession, fut appelé, en 1820, à l'évêché de Soissons. Le 26 mai de l'année précédente, il avait fait néanmoins partie de la réunion des évêques occasionnée par la translation des reliques de saint Denis dans la basilique royale de l'ancien monastère, dont il a été question précédemment.

Guillaume-Aubin de Villèle était né à Caraman (diocèse de Toulouse), le 12 février 1770, d'une famille patricienne du Languedoc, dont un membre, Jean de Villèle, était, en 1654, nommé secrétaire du roi à la chancellerie de Toulouse, charge à laquelle son fils Guillaume lui succéda le 25 août 1674. Le célèbre Joseph de Villèle, ministre des finances et président du Conseil sous la Restauration, depuis le 14 décembre 1821, jusqu'au 4 janvier 1828, était cousin germain de Guillaume-Aubin. Destiné de bonne heure à l'état ecclésiastique, celui-ci fut envoyé de Toulouse à Paris et il entra, à l'âge de quinze ans, à Saint-Sulpice (1). La distance était grande entre ces deux villes, aussi, en songeant au pays natal, l'ennui s'empara du jeune étudiant; il devint triste et rêveur, et il fallut que l'abbé Emery lui prodiguât les consolations d'un père à son enfant. Entré au séminaire en 1787, il n'avait reçu que les ordres mineurs lorsque la Révolution éclata. Sa vocation était si solide que, malgré les dangers qui menaçaient l'Eglise, il reçut le sous-diaconat en secret,

(1) Elèves de l'abbé Emery, en ces temps-là, à signaler avec Villèle : Varin, dont la mère fut guillotinée à 70 ans; les jeunes *princes de Broglie*, Charles et Maurice, fils du maréchal, dont le premier fut évêque de Gand; de Tournely, le théologien; de Sambucy et de Grivel. (*Vie du P. Varin*, déjà cité, pp. 3 et 23.)

« dans une sorte de catacombe » et qu'il eut le courage de visiter et soutenir les confesseurs de la foi. Ce ne fut que quand sa vie fut exposée qu'il quitta la France. En 1795, où l'on commençait à respirer un peu, son supérieur, M. Emery, reçut de ses nouvelles; on lui apprenait : qu'il avait rejoint Charles (de Broglie) et Grivel, ses condisciples, aux environs d'Augsbourg et qu'ensuite il était allé à Munster. Il avait beaucoup aimé ces quatre jeunes gens qui le payaient de retour, ainsi qu'un cinquième nommé Vassor. « Mon cher Villèle, lui écrivait-il, personne ne vous remplacera dans mon cœur et ne s'y mettra avant vous. Quelque part que ce soit, vous serez toujours présent à mon esprit et cher à mon cœur. Je vous embrasse et vous souhaite toute sorte de bonheur » (1).

Que devenait alors Saint-Sulpice, lequel lui aussi, avant la Révolution, s'était laissé surprendre par des goûts mondains et par les attraits de la philosophie puisés dans les ouvrages alors en vogue. M. Emery avait dû faire tous ses efforts pour le ramener dans la bonne voie, et cela malgré de puissantes oppositions, même certaines révoltes. Letourneur a raconté la conversion de l'un de ces mondains et exaltés, l'abbé de Retz lequel, grâce à la patiente adresse du supérieur, se fit missionnaire et partit pour la Chine (2). Quant à M. Emery qu'était-il devenu pendant la tourmente ? Arrêté, il parut, le 23 mai 1793 (an II de la République), devant les administrateurs de la police et fut interrogé sur sa conduite pendant la Révolution. « Il était prévenu de correspondance contre-révolutionnaire et d'avoir facilité les correspondances avec les émigrés ». Par une décision signée : Goulès, Louvet, Laurent, Lachenard et Fiquet, il serait conduit à Sainte-Pélagie et traduit au Tribunal révolutionnaire, etc. Chose extraordinaire ! c'est à M^me^ de Villette, convertie, cette nièce si connue de Voltaire, qu'il dût sa délivrance. Dès lors sa grande préoccupation fut de rétablir la compagnie. Ce nouveau Saint-Sulpice il le plaça provisoirement dans un hôtel de la rue Saint-

(1) *Histoire de M. Emery*, par Elie Méric, t. I^er^, pp. 93 et 94.
(2) *Ibid.*, p. 86.

Jacques, en attendant des temps plus prospères. Il en confia immédiatement la supériorité à M. Duclaux, lui donnant pour collaborateurs : MM. Frayssinous, chargé d'enseigner la théologie dogmatique ; Boyer, la philosophie ; Garnier, revenu d'Amérique, l'hébreux et l'écriture sainte. Quant à lui il prenait l'histoire ecclésiastique et le droit canon (1). Ses premiers élèves, réunis à la faveur d'une tolérance inaugurée par le 18 brumaire, furent les suivants qui tous marquèrent dans l'Eglise de France : de Quelen, dont il disait : « il sera un grand prélat dans l'Eglise de Dieu » ; De la Croix d'Azolette (archevêque d'Auch), Feutrier (évêque de Beauvais), Letourneur (de Verdun) ; Clausel de Montals (d'Orléans), de Villèle (de Soissons), Liautard (fondateur du Collège Stanislas), Mollevaux et Gosselin, directeurs de Saint-Sulpice (2).

De retour en France à l'époque du Concordat, de Villèle reçut la prêtrise et s'attacha au diocèse de Paris où il acquit, sous l'Empire, de la réputation comme prédicateur. C'est ainsi qu'il justifia son élévation à l'épiscopat, quoi qu'il n'y eut, dans ces antécédents, rien de bien éclatant. On remarquera que son cousin ne fut nommé ministre qu'en 1821, et que de Villèle avait été, dès 1817, destiné au siège de Verdun. Préconisé pour Soissons au consistoire du 28 octobre 1820, il se fit sacrer, dans l'église des Carmes de la rue Vaugirard à Paris, le 24 septembre, en même temps que Jean-Marie Cliquet de Fontenay, archevêque de Bourges, celui-là même dont il devait devenir, quelques années après, le successeur immédiat. Le prélat consécrateur fut Charles de Coucy, le nouvel archevêque de Reims, assisté de Jean-Baptiste-Marie-Anne-Antoine de Latil, évêque de Chartres, futur métropolitain de Reims, et de Marie de Bombelles, évêque d'Amiens. Le 30, de Villèle prêta le serment de fidélité au roi Louis XVIII. Le 1er octobre, il fit son entrée solennelle à Soissons et descendit au palais

(1) *Ibid.*, t. II, pp. 222 et 223.
(2) Nous avons toujours entendu parler, avec autant d'estime que de vénération, de ces supérieurs et directeurs de Saint-Sulpice, par nos professeurs au grand séminaire, anciens élèves de cette maison.

épiscopal environné d'un immense concours de peuple. Dans la cérémonie de son installation il adressa à son troupeau sa première Lettre pastorale (1).

Guillaume de Villèle avait été précédé à Soissons par sa réputation de vertu, de science et d'éloquence. Intronisé, il partagea son temps entre l'étude et les affaires et se fit un devoir d'annoncer la parole de Dieu dans sa cathédrale aux grandes solennités. « Doué d'un organe sonore, le nouveau pontife donnait, dit un contemporain, un grand éclat à son éloquence remarquable par le choix heureux de ses expressions et la richesse de ses peintures » (2). On avouera toutefois, en lisant sa première Lettre pastorale et ses autres Mandements, écrits dans un style pur et correct, que l'action oratoire, une pose digne, et même aristocratique, devaient surtout relever le mérite de ses sermons. Du reste, comme la plupart des prélats de son temps, il mettait un certain apparat dans les habitudes de sa vie; ainsi il ne se rendait à la cathédrale, quand il officiait, qu'en équipage qu'il quittait au portail.

Dans cette première adressée à ses diocésains, toute de circonstance, il déplore la viduité d'un grand nombre de paroisses, expose ses inquiétudes pour l'avenir, donne des regrets au siège de Verdun qu'il devait occuper, et, en même temps, à la retraite de son prédécesseur à Soissons; il parle de l'Eglise de Laon, comme ne lui étant confiée que provisoirement, et joint ses vœux aux siens pour son rétablissement. Il ne pouvait pas non plus ne pas épancher son cœur à l'occasion de la mort tragique du duc de Berry et de la naissance du duc de Bordeaux, « nommé par une si heureuse inspiration *Dieudonné* » et qu'il augurait devoir être « le Père et le Sauveur de la France ». Ces espérances, on sait trop comment elles se sont réalisées par la mort du prince en exil! L'Eglise de Laon elle-même absorbée par celle de Soissons ne devait pas renaître. La Lettre se terminait par l'éloge des membres du chapitre avec lesquels le prélat s'efforcera de « resserrer les liens que la charité

(1) *France pontificale.* (Soissons.)
(2) *Mss.* de M. Patté, ancien notaire, sur Soissons.

avait déjà formés entre eux et lui ». Il eut aussi des paroles pleines de cœur pour tous ses coopérateurs des paroisses, dont beaucoup « après avoir supporté l'exil et les persécutions, se dévouaient aujourd'hui, avec un courage non moins héroïque, au gouvernement de plusieurs paroisses privées de pasteurs, et par un travail au-dessus de leurs forces, hâtent la fin d'une carrière si honorablement remplie » (1).

Dès le lendemain de son entrée solennelle à Soissons, Guillaume de Villèle ordonnait un *Te Deum* d'actions de grâces pour la naissance du duc de Bordeaux et, le 2 novembre 1820, des prières au sujet des élections à la Chambre des Députés. On le voit dès lors entrer dans le cœur de l'administration dont il avait, selon sa promesse et celle de son prédécesseur, conservé les membres anciens : Debully et de la Loge, vicaires généraux titulaires, auxquels il adjoignit, comme vicaires généraux honoraires, le 5 novembre 1820, Formantin, Desprez de Beauregard, Guillaume d'Avaux, parisien, sous-précepteur des enfants de France, chanoine honoraire de Saint-Denis ; Lévêque, official, Marchand, promoteur, et Gaillardon, secrétaire. Ne négligeant aucun détail, le prélat voulut communiquer directement avec tous les prêtres exerçant le ministère et entretenir avec eux une correspondance personnelle. C'était là le moyen, en effet, de connaître les besoins et les remèdes à y apporter au point de vue temporel et spirituel ; de produire « l'unité dans le gouvernement qui rend son action et plus prompte et plus efficace » et de lier « plus intimement le clergé avec son chef. » Dans ce but il décida : que les vicaires généraux l'aideraient « dans l'administration générale du diocèse, sans être chargés, comme sous son prédécesseur, d'un arrondissement en particulier » (2).

La grande préoccupation de Guillaume de Villèle fut de relever, comme Le Blanc de Beaulieu, les ruines du sanctuaire ; il la laissa éclater dans son premier Mandement de Carême du 18 février 1821. Il s'y plaignit « de la disette de prêtres, toujours croissante

(1) *Lettre pastorale* du 30 octobre 1820. *(Collection* de Mandements.)
(2) *Lettre* du 9 novembre 1820. *(Ubi supra.)*

dans ce vaste diocèse » où il trouvait plus de deux cents paroisses privées de pasteurs et par conséquent dans l'état le plus désolant qu'il était impossible de faire cesser de longtemps, quoique le nombre des élèves augmentât d'année en année dans le séminaire et dans les écoles ecclésiastiques du diocèse (1). Cette plaie, que l'Eglise de Soissons partageait avec bien d'autres, lui parut encore plus sensible lorsqu'au printemps de 1821, il eut fait la visite de tous les doyennés. Toutefois deux années étaient à peine écoulées qu'il pouvait, dans son Mandement du Carême du 28 janvier 1823, d'après la situation du séminaire, parler du bonheur qu'il ressentait de pouvoir « envisager un avenir prochain où chaque paroisse serait pourvu d'un pasteur » (2).

Mais ce n'était pas seulement de prêtres que les paroisses manquaient ; un grand nombre d'églises, indépendamment de l'état déplorable où la Révolution les avaient laissées, étaient dépourvues encore des choses les plus nécessaires à l'exercice, seulement convenable, du culte divin. Il faut avoir vu ces temples dépouillés pour pouvoir se faire une idée de la pauvreté et du dénûment de leurs autels et de leurs sacristies, lesquels devaient se prolonger longtemps encore, malgré la générosité des pasteurs et des fidèles. On vit toutefois, sous l'épiscopat de Guillaume de Villèle, se créer un certain nombre de fondations qui atténuèrent la perte si regrettable des anciens revenus saisis par la Nation. Parmi les heureuses paroisses qui en reçurent alors il suffit de citer celles de Laon, du Mont-Notre-Dame, de Vervins, Guise, Acy, Marle (1821) ; Vassogne, Laval, Bruyères (1822) ; Montcornet, Bucy-le-Long (1823) ; Gramailles, Vailly, Bosmont (1824) ; Mauregny, Juvigny, Plomion, Lesquielles (1825). Le prélat eut aussi le bonheur de consacrer et dédier une nouvelle église, celle de Folembray. Il fit un règlement pour la chapelle de Liesse dont la célébrité attirait toujours de nombreux pélerins.

Deux cérémonies importantes attirèrent l'évêque de Soissons en dehors de son diocèse. Le 10 novembre 1822,

(1) *Mandement* de Carême du 18 février 1822. *(Ibid.)*
(2) *Mandement* de Carême du 28 janvier 1823. *(Ibid.)*

il assista, à Paris, son prédécesseur, Le Blanc de Beaulieu, au sacre de Gaston de Pins, évêque de Limoges; et le 13 avril 1823, il remplit la même fonction à celui de la Lande, évêque de Rodez. En cette même année, Guillaume de Villèle fut amené à prendre des mesures pour la règlementation de l'enseignement primaire. Sous la République, un certain nombre de maîtres d'école et clercs laïques, non content de s'être mis à la tête du mouvement démagogique dans les paroisses et de donner dans les excès anti-religieux de cette époque, s'étaient ingérés, après la Terreur, à imiter, auprès des populations, certaines cérémonies du ministère sacré, et à représenter des rites réservés aux seuls prêtres. Sous l'Empire, ils durent se soumettre, comme avant les troubles, aux anciens règlements épiscopaux. Sous la Restauration, ils eurent, comme maîtres d'école, la garantie des *comités cantonaux* et, comme clercs laïques, ils s'honoraient généralement d'être admis par l'évêque, à occuper à l'église le deuxième rang, d'y diriger le chant et les cérémonies sous la direction du curé. On n'en avait pas moins à leur reprocher certains abus qu'ils avaient rapportés des temps révolutionnaires, tels que l'insubordination, la fréquentation des danses et des cabarets, au point que l'autorité universitaire dut s'en préoccuper.

Le recteur de l'Académie d'Amiens, dont le ressort comprenait le département de l'Aisne, voulant remédier à ces abus, manda, par une circulaire du 16 août 1823, aux doyens d'une part, et aux présidents des comités cantonaux de rappeler aux instituteurs qui mériteraient ces reproches « qu'ils manquent essentiellement à leurs devoirs toutes les fois qu'ils paraissent dans ces lieux de dissipation et de débauche »; qu'ils ne doivent pas oublier qu'étant chargés de former les enfants aux bonnes mœurs et à la vertu, encore plus que de leur enseigner ce qui fait l'objet de l'instruction primaire, leurs leçons ont besoin d'être fortifiées par l'exemple d'une conduite irréprochable; et que la nature et l'importance de leurs fonctions exigent, de leur part, une tenue grave, modeste et décente ». Parmi ceux qui sont

en même temps clercs laïques, « il en est, continue le recteur, qui se rendent coupables de manque d'égards.... pour leurs curés ou desservants » ; ils doivent savoir « qu'ils sont tenus au plus grand respect et à la plus entière soumission envers leurs pasteurs, qui sont leurs supérieurs dans la hiérarchie ecclésiastique, et, comme MM. les maires, leurs surveillants spéciaux sous le rapport de l'instruction publique. » Ceux qui seraient récalcitrants à leurs bons avis devront lui être signalés afin qu'il soit pourvu à leur remplacement, mais il conseille aux doyens de tenir tous les six mois, comme cela se pratique en plusieurs cantons, une séance du comité et de faire paraître tous les maîtres d'école pour décerner à chacun soit l'encouragement, soit le blâme et même d'employer la menace de la révocation, selon les certificats du maire et du curé, lesquels feront « mention de la conduite morale et religieuse du maître, de son attachement à la monarchie légitime et à l'auguste famille des Bourbons, de sa soumission à son maire et à son curé, et enfin du zèle et de l'exactitude qu'il met à instruire les enfants et à se conformer aux règlements généraux sur les écoles, ainsi qu'à ceux qui pourraient être particuliers à chaque localité ».

Un an après cette circulaire du recteur, une ordonnance, du 8 août 1824, supprimait les comités cantonaux, chargeait spécialement les évêques de la surveillance des maîtres d'école et leur en attribuait l'institution et la révocation. C'était justice puisque c'est l'Eglise qui avait fondé les nombreuses écoles qui couvraient autrefois la France et que personne mieux qu'elle ne sentit l'importance d'une bonne et solide instruction. « Par elle, en effet, disait l'évêque de Soissons dans son ordonnance du 20 août exécutive de celle de Louis XVIII, les enfants apprennent de bonne heure à aimer et à craindre Dieu, à honorer le roi qui est son image sur la terre, à obéir à leurs parents ; ils contractent cette heureuse habitude du travail qui les préserve de la contagion des vices, qui fécondera tous les germes de la vertu et du talent que Dieu a mis en eux, elle les rendra propres à remplir des professions utiles, elle les préparera peut-être à rendre un jour de

grands services à la société ». Abstraction faite du côté politique de ce préambule, c'était admirablement définir le but de l'instruction primaire. Il ne restait plus qu'à la confier à des hommes dignes de la donner, et voici à quelles conditions le prélat soumettait leur admission à cette sorte de ministère.

L'aspirant devait se présenter au curé du chef-lieu d'arrondissement de la commune où il désirait exercer et lui remettre, outre les pièces concernant son état-civil et religieux, un brevet de capacité, de bons certificats du curé et du doyen des paroisses où il aura résidé, depuis trois ans au moins, constatant surtout « s'il remplit habituellement ses devoirs de religion, et si l'on peut compter sur sa fidélité au roi ». S'il s'agissait d'ouvrir une nouvelle école, il fallait de plus l'avis du maire et du curé de la commune, sur sa nécessité ou son utilité. Après un examen par le curé d'arrondissement sur la doctrine chrétienne, celui-ci joignait son avis aux pièces fournies par l'aspirant et le tout était envoyé à l'évêque avec la demande d'autorisation spéciale pour la commune désignée.

Cette autorisation obtenue de l'évêque, l'instituteur entrait sous la surveillance du curé et du doyen qui pouvaient visiter son école quand ils le jugaient convenable « faire pratiquer sous leurs yeux les exercices ordinaires », examiner spécialement si l'instituteur a soin de faire apprendre aux enfants le catéchisme, la prière « et de les former à toutes les vertus chrétiennes et civiles ». Ils étaient chargés de faire établir des écoles dans les lieux où il n'y en avait pas et de procurer tout ce qui était nécessaire « tant au bon entretien de l'école qu'au bien-être de l'instituteur. » Le doyen devait rendre compte deux fois l'année de ce qui concernait le maître et l'école. La révocation du maître ne pouvait être prononcée que par l'évêque ou ses vicaires généraux « pour des causes graves et sur un rapport motivé du doyen ». Ce dernier pouvait néanmoins « dans des cas de scandale et s'il y avait urgence prononcer la suspension, après avoir pris l'avis du curé de la paroisse, sauf à en référer sur-le-champ à l'évêque et à lui en exposer les motifs ».

Ces dispositions n'infirmaient pas les autorisations accordées déjà par le recteur, à moins que pour « des causes graves dûment vérifiées et constatées par l'évêque, il n'y eût lieu à révocation ». Les instituteurs actuellement en fonctions devaient seulement justifier de leur autorisation rectorale, en la remettant, avec le brevet de capacité, au curé du chef-lieu d'arrondissement, après qu'elle aura été visée par le curé de la commune, lequel tiendrait note de la date de l'autorisation et du degré du brevet. Le curé du chef-lieu devait dresser un tableau général des instituteurs en fonctions contenant la désignation de la commune, où il exerçait, sa qualité de marié ou de célibataire, la date de son exercice et de l'autorisation spéciale, son traitement et la manière dont il est perçu. Tel était le régime de l'instruction primaire jusqu'en 1832 où il fut totalement effacé par une loi que l'on appréciera en son lieu (1).

Cependant une ordonnance royale du 20 novembre 1822, pour satisfaire aux ardents désirs des Laonnois, qui ne perdaient pas encore l'espoir d'une résurrection de leur évêché, mettait, à la disposition de Guillaume de Villèle, les bâtiments et dépendances de l'ancien séminaire de Laon pour être affectés à l'établissement d'une école secondaire ecclésiastique. C'était, aux yeux de plusieurs, une sorte d'acheminement vers cette résurrection de l'antique Eglise, rêve toujours entretenu par un grand nombre de prêtres de cette portion importante du nouveau diocèse de Soissons, et surtout par les frères Billaudel, fondateurs du petit séminaire de Liesse. Dès 1814, Jean-Baptiste, l'aîné, avait conçu le projet de relever celui de Laon de ses ruines. La maison était contiguë aux jardins de l'évêché; un simple mur l'en séparait vers le chevet de la cathédrale. L'Etat, par suite des lois spoliatrices de 1791 et de 1792, était devenu possesseur des deux établissements. Plus tard le palais et ses jardins avaient été affectés au tribunal en vertu d'une lettre du receveur des domaines du 4 mai 1807, mais, en 1811, l'Etat, par un décret du

(1) Ordonnance de Guillaume-Aubin de Villèle, de 1824. *(Recueil de Mandements.)*

9 avril, pour se décharger de l'entretien onéreux du palais et de ses jardins, concéda ceux-ci au département qui y maintint le tribunal et fit réparer, en 1816-1817, le mur séparatif du palais et du séminaire. Ce dernier, dévasté par la Révolution et dégradé ensuite par les prisonniers qu'on y avait renfermés, était tombé dans un tel délabrement qu'après quelques tentatives infructueuses on en regardait la restauration comme impossible.

Le rétablissement de l'évêché de Laon par le Concordat de 1817, la nomination même d'un titulaire de ce siège avaient comblé de joie Jean-Baptiste Billaudel et relevé toutes ses espérances. Le diocèse de Laon était devenu son diocèse d'adoption, cette ville avait été le centre de ses missions ; il y voyait déjà en perspective, auprès d'un évêque, un nombreux clergé, auprès de son palais, un séminaire pour son recrutement, et ces éléments réunis devenus les moteurs d'une grande rénovation religieuse qui ranimerait l'antique foi d'une contrée tout entière. Dans le même temps, en vertu d'un acte de 1817, les bâtiments du séminaire passaient des attributions du ministère de la guerre en celles du ministère de l'intérieur ; c'était une préparation à leur reddition devenue ainsi plus facile. En attendant, il se mit en rapports actifs avec Roch-Etienne de Vichy, évêque nommé de Laon, lui exposa ses desseins et lui offrit ses services avec un dévouement sans bornes, dit l'auteur de sa vie (1).

Le prélat, appréciant un zèle aussi pur, ordonna à un ecclésiastique, qu'il avait désigné pour être son vicaire général, Desprez de Beauregard, de se concerter avec lui et de suivre en particulier l'affaire du séminaire. Elle ne pouvait tomber en de meilleures mains. Desprez de Beauregard avait été, avant la Révolution, grand vicaire de Laon et, depuis le Concordat de 1801, était chanoine titulaire et grand vicaire honoraire de Soissons. C'était un homme d'une grande instruction, qui réunissait « les qualités les plus solides et les plus aimables » à une

(1) *Notice sur J.-B. Billaudel,* par LEQUEUX.

vertu douce, honnête et revêtue des charmes les plus touchants. Ayant vu briser par la Révolution la carrière honorable qui s'ouvrait devant lui, il chercha, dans l'amour de l'étude et la pratique de toutes les vertus chrétiennes, d'amples dédommagements, jusqu'au moment où la mort vint l'enlever, le 21 juin 1827, à l'âge de soixante-treize ans, bienfaiteur du séminaire de Soissons et des pauvres qu'il fit ses héritiers. Les contemporains de ce prêtre distingué conservèrent longtemps le souvenir de ses prédications à la cathédrale, quoiqu'il eût le défaut de tenir son cahier d'une main et près de ses yeux, à cause de sa myopie, tandis qu'il faisait ses gestes de l'autre main (1).

Personne n'était plus propre à relever le séminaire du futur diocèse de Laon, mais l'inexécution du Concordat de 1817 vint détruire toutes les espérances. Toutefois on n'abandonna pas l'idée de faire quelque chose qui rappelât le souvenir de l'antique Eglise fondée par saint Remy. En effet, le 22 novembre 1822, après bien des négociations, parut une ordonnance royale qui affectait les bâtiments de l'ancien séminaire à une école secondaire ecclésiastique du diocèse de Soissons. La remise en était faite à l'évêque, Guillaume de Villèle, par le maire de Laon, délégué du préfet pour cette circonstance, par un arrêté du 2 décembre. Le maire « dans l'intérêt de la formation et de la prospérité de cette école », sans doute aussi, dans l'intérêt matériel et intellectuel de la ville, crut pouvoir concéder, sans y être régulièrement autorisé, une partie du jardin du Palais de Justice. Cet acte fut consacré, dans les mêmes vues « quoiqu'illégalement, si l'on veut » par arrêté préfectoral du 3 décembre, et le mur séparatif fut renversé pour être reconstruit en deçà de la portion du jardin devant agrandir la cour du séminaire. Ces détails serviront à expliquer la revendication par le département de cette portion accordée au petit séminaire, lorsque celui-ci eut été transféré à Soissons en 1855.

L'abbé Billaudel, malgré l'échec du Concordat de 1817,

(1) *Ibid.*, et *Notes* de H. Congnet. *(Nécrologe du Diocèse de Soissons, mss.)*

put regarder la fondation d'un petit séminaire à Laon, complément de celui de Liesse pour les humanités, comme devant être utile à la partie laonnoise du diocèse de Soissons. Aussi résolut-il, avec cette tenacité qui caractérise l'homme de Dieu, de se charger seul de l'entreprise et d'en supporter toute la dépense. Sur-le-champ, il choisit les ouvriers, les mit à l'œuvre et suivit les travaux avec une constante assiduité. Plusieurs fois la semaine, on le voyait faire le trajet de Liesse à Laon pour les presser et les diriger. Il voulait que tout dans la maison fut propre, agréable même, mais surtout convenable et tel qu'on le concevait alors pour un séminaire. L'évêque l'étant venu voir un jour au milieu de ses travaux. « Où en êtes-vous, lui dit le prélat, de la somme que vous deviez dépenser (et qui était de 6,000 fr.) Monseigneur, lui répondit-il, nous l'avons dépassé du double, et pour toute récompense, nous ne vous demandons que la permission de continuer ». Il continua en effet et la ville de Laon, ou plutôt le diocèse, fut redevable à cet admirable prêtre d'un établissement où devaient se former un grand nombre d'ecclésiastiques à la piété et aux lettres. Seul il n'aurait pu sans doute suffire à une telle dépense, mais il sut se faire ouvrir des bourses opulentes par des âmes charitables qu'il avait pu associer à son œuvre et rattacher aux espérances, qu'il n'abandonna jamais, de voir rétablir l'évêché de Laon.

Dans l'esprit des deux frères Billaudel, la maison de Liesse et celle de Laon ne devaient faire qu'une seule maison, dont l'administration serait confiée à leurs soins quant au temporel, chaque section ayant, pour le reste, son directeur particulier. L'évêché au contraire entendait que les deux maisons restassent « unies par le cœur », mais fussent entièrement séparées. De là un vif dissentiment qui se traduisit par des actes. Jean-Baptiste Billaudel ayant demandé, pour directeur de la maison de Laon, l'abbé Tévenart, curé de Bucy-le-Long et originaire de Liesse, l'évêché le nomma, non pas directeur, mais supérieur chargé « du gouvernement temporel de cette maison, comme de la direction des études et du gouvernement spirituel ». On lui assurait 400 francs par

élève, somme dans laquelle il devait trouver ses honoraires, le traitement des professeurs et les gages des domestiques. Ce n'est pas là ce qu'espéraient Messieurs Billaudel, mais l'intention « fixe et formelle » de l'évêque était qu'il eût seul « la gestion libre et entière, sauf les conseils que le jeune supérieur, disait le grand vicaire Formantin, dans une lettre à ce sujet, aimera toujours à vous demander, et la déférence qu'il devra toujours avoir pour celui qui est le restaurateur, le bienfaiteur, le fondateur même du séminaire de Laon ».

C'était, on le voit, une lutte engagée entre « le fondateur et le bienfaiteur » de ce séminaire et l'administration épiscopale. Après avoir demandé au grand vicaire si « M. Tévenart lui paraissait assez économe et assez intelligent pour administrer des fonds », Jean-Baptiste Billaudel ajouta : « qu'avec pareille somme il ne devait pas se croire fort riche, et qu'il aurait encore besoin de son secours » mais qu'il l'aiderait « en lui envoyant farine, bière et légumes ». Il ne s'agissait encore, à cette époque, que de placer à Laon le seul cours de philosophie. Le grand vicaire le remercia de ses offres généreuses en lui disant : qu'il les aurait de lui, en effet, « à plus bas prix et de meilleure qualité que de tout autre fournisseur ». C'était lui faire sentir assez clairement que tout lui serait payé et qu'on croyait « qu'après avoir fourni la maison de tout le nécessaire, son intention était de disparaître entièrement « ainsi qu'il l'avait dit « en sa présence, il y avait un an » et à l'évêque même en personne. « Je n'ai parlé à personne de cette affaire, pas même au prélat, ajoutait l'abbé Formantin en terminant sa lettre, dont la surprise et le mécontentement seraient extrêmes. »

Cette lettre était du 19 septembre 1824 et l'abbé Billaudel, dès le lendemain, en recevait une autre de M. Tévenart, datée le 20 de Bucy-le-Long. Celui-ci lui exprimait le même étonnement que le grand vicaire au sujet de « l'unité de la maison », avec d'autant plus de raison que le prélat regardait « la séparation » comme une chose convenue. « Vous ne voudriez pas, lui disait-il, remettre en question l'achèvement de ce séminaire,

auquel vous avez tant fait de sacrifices. Le bon Dieu vous a inspiré d'en être le restaurateur et le fondateur. Vous en avez jusqu'ici rempli admirablement l'office et la charge, vous continuerez à en être le bienfaiteur jusqu'à la fin et indépendamment des contrariétés humaines. Soyez bien convaincu d'ailleurs que vous serez toujours à Laon comme le père de la maison et du supérieur, c'est mon plus grand désir, c'est l'intention de Monseigneur. » Quant à l'argent « on croit qu'à la rigueur il suffirait de moins ». Du reste « il compte sur son assistance en fournitures de tout genre, comme en ce qui manque encore à l'ameublement de la maison, et auquel il a exprimé le dessein de pourvoir ». Il ajoutait : « Vous serez notre providence et vous nous accorderez l'aide et l'assistance dont vous avez eu la bonté de me parler. Il me faut bien cette espérance dans une conjoncture où je compromettrais M. Formantin d'une manière criante, si j'allais doubler les embarras déjà trop grands.... »

Ce qu'avait craint M. Formantin de la part de l'évêque, au cas qu'il fut instruit du conflit existant, devait arriver. Guillaume de Villèle, en présence des prétentions persistantes de l'abbé Billaudel, dut être averti de la tournure que prenait cette affaire. Il s'en montra fort mécontent, mais ce qui l'indisposa encore davantage c'est que le supérieur de Liesse avait écrit directement au Conseil général pour l'intéresser en faveur du petit séminaire de Laon. La lettre suivante mettra dans un jour assez clair l'extrême irritation du prélat contrecarré dans sa volonté, elle était du 12 octobre 1824 :

« J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez écrite le 8 de ce mois. M. l'abbé Formantin vous avait dit de ma part qu'en nommant M. Tévenart, supérieur du petit séminaire de Laon sur la demande que vous m'en aviez faite, je lui confiais en même temps l'administration spirituelle et temporelle de la maison, sous mon autorité. En fixant ses attributions je lui ai dit que pour ce qui regardait le temporel, il ferait très bien de vous demander des conseils et de les suivre ; qu'ils suppléeraient à son inexpérience. Je ne pouvais pas me persuader que cet arrangement si naturel pût vous cau-

ser la moindre contrariété. Vous êtes le bienfaiteur et le restaurateur du Séminaire de Laon. Je me plairai toujours à répéter tout ce que cette maison vous doit ; mais est-il nécessaire pour le bien de l'établissement que vous avez fondé, que vous soyez chargé du temporel de la maison ? C'est ce que je ne pense pas.

« Après avoir lu votre lettre avec beaucoup d'attention, je dois vous observer qu'il ne suffit pas de faire le bien, mais qu'il faut toujours le faire avec ordre, que cet ordre ne se trouve que dans la subordination à l'autorité. Vous me dites que M. Tévenart vous a supplié de venir à son installation ; mais « sans convenir auparavant qu'il faut arrêter un plan de conduite ». A cela je répondrai que M. Tévenart n'a pas de plan de conduite à arrêter avec vous. Il doit se conformer à mes instructions, et vous les connaissez.

« Je suis étonné que vous me parliez de nouveau de la lettre que vous avez écrite au Conseil général. J'ai dû blâmer cette mesure comme tout à fait inconvenante ; à moi seul appartenait de faire une démarche auprès du Conseil général en faveur du Séminaire de Laon, et vous ne m'aviez pas seulement consulté avant d'écrire. Aussi M. le Préfet m'a renvoyé votre lettre en me demandant si cette mesure était concertée avec moi. Pareille demande a été faite par les membres du Conseil général auxquels vous aviez parlé de la lettre en question. Je ne doute pas que vous n'eussiez de bonnes intentions, mais les meilleures dispositions ne peuvent justifier une démarche contraire à l'ordre.

« J'ai fixé au 19 la rentrée des classes de philosophie. M. le curé de Laon sera chargé par moi de bénir la chapelle du séminaire le 21.

« Recevez, Monsieur, l'assurance de mes sentiments et d'attachement pour vous. » Signé : † G. A., Ev. de Soissons. (1).

Jean-Baptiste Billaudel, confesseur de la foi, restaurateur des séminaires dans son diocèse et même fondateur

(1) *Copie* de ces trois lettres par H. CONGNET, chanoine. — *Rapport* de M. Bonnefoi, sur cette affaire, au Conseil général de l'Aisne. (Séance du 28 août 1826.)

de deux d'entre eux, se montra digne de son passé plein de vertu, d'abnégation et de dévouement, dans cette circonstance si pénible à son cœur, où il dut, après avoir essuyé les reproches sévères de son évêque, être privé même de bénir la chapelle d'un établissement qui était son œuvre de prédilection. Il répéta, sans aucun doute, cette maxime pleine de noblesse et de résignation : « Nous ne travaillons point pour gagner l'approbation des hommes, nous ne cherchons point la gloire. » Ainsi que le prélat le lui avait annoncé, la classe de philosophie fut seule transférée, au mois d'octobre 1824, du petit séminaire de Soissons dans la maison de Laon. Deux ans après, en 1826, elle retourna à Soissons et fut remplacée à Laon par toutes les classes d'humanités : quatrième, troisième, seconde, rhétorique, et annexée aux cours de théologie du grand séminaire. Les classes inférieures, après la cinquième des petits séminaires de Liesse, d'Oulchy et de la maîtrise, versaient, dans la quatrième de Laon, chaque année, leurs élèves, lesquels, après la rhétorique, allaient, confondus ensemble pendant quatre années, parcourir les cours de philosophie et de théologie à Soissons.

Les messieurs Billaudel, malgré certaines déceptions qu'ils avaient éprouvées, conservèrent jusqu'à la fin de leur vie, une vive affection pour le séminaire de Laon qu'on se plut toujours à regarder comme leur création. Ils eurent le bonheur de le voir prospérer, puisqu'il ne tarda pas à atteindre le chiffre de deux cents élèves pensionnaires parcourant leurs humanités avec une grande ardeur pour l'étude, sous des maîtres distingués et habiles. On croira sans peine, que si l'on avait su user d'un peu plus de ménagements à l'égard des susceptibilités d'un vieillard si vénérable, il eut, après avoir beaucoup fait pour le séminaire de Laon, sans doute fait encore davantage. Quelques mois avant sa mort, il se proposait de le gratifier d'une propriété qu'il croyait lui convenir, s'il n'avait rencontré des obstacles imprévus. Il n'eut guère d'ailleurs à s'inquiéter désormais du temporel. Le supérieur, qu'il avait lui-même indiqué à

l'évêque, sut très bien, avec son frère, devenu l'économe, le diriger et le ménager.

Esprit fin et délié, quoique bizarre, l'abbé Tévenart sut y pourvoir en attirant sur la maison de nouveaux bienfaits, et surtout en pratiquant une rigoureuse économie. Les sommes qu'on lui assurait pour chaque élève, au moyen des bourses, jointes aux pensions, lui suffirent si bien pour la dépense, qu'il pût, après avoir pourvu à la nourriture des élèves et aux frais de la maison, économiser des sommes assez considérables. En même temps qu'il commençait, en 1828, la construction d'une chapelle qui ne fut achevée qu'en 1840, au prix de 80,000 fr. il put acheter une maison de campagne à Presles-Thierny dont son frère l'économe, était le curé. De plus il se créa de beaux revenus dont plusieurs occasions firent, dans la suite, connaître à peu près le chiffre. Il ne gérait pas en effet le séminaire de Laon, comme un établissement purement diocésain, mais en son propre nom avec ses charges et profits. Il est vrai que sous son gouvernement, il s'éleva de vives plaintes, soit sur la qualité, soit sur la quantité de la nourriture des élèves, et même sur le manque de chauffage dans les plus grands froids. Il y en eut aussi sur ses habitudes, comme homme du monde, et par suite, sur la rareté et l'étrangeté de ses rapports avec les maîtres et les élèves. Ce régime n'en persista pas moins jusqu'à sa retraite, laquelle n'eut lieu qu'en 1837 lorsqu'il fut nommé curé-archidiacre de Laon et que le séminaire devint, ce qu'il devait être, diocésain dans la force du terme (1).

Jean-Baptiste Billaudel ne vécut que quelques années après l'ouverture de l'école secondaire de Laon. Préoccupé, avant tout, du recrutement du clergé depuis la Révolution, il ne bornait pas son zèle à l'érection et à la prospérité des séminaires. Une de ses bonnes œuvres consistait à rechercher, à encourager, à soutenir des enfants pour les peupler. Il y entretenait des orphelins,

(1) Un rapport adressé à Mgr de Simony par l'un des maîtres, le pieux abbé Gobaille et que nous avons entre les mains, donne des renseignements topiques sur ses relations étranges avec les professeurs et les élèves.

pourvoyant à tous les frais de leur éducation, les gardant pendant les vacances, les formant lui-même et ne cessant de leur prodiguer des avis paternels. Il était l'ami, le père des prêtres, l'âme du clergé dont Liesse était comme le centre préféré. Le premier il y réunit les curés des environs en conférence ; ils trouvaient chez lui une hospitalité simple et cordiale, honorable et digne. Son séminaire était la maison patriarchale des temps anciens. Il y admettait les jeunes lévites maladifs qui avaient besoin de soins particuliers et tous les prêtres du diocèse que le pèlerinage attirait en grand nombre à Liesse ; il allait même les chercher dans les hôtels pour les amener chez lui. Il tenait à grand honneur de recevoir l'évêque du diocèse et les évêques étrangers qui venaient aussi à Liesse en pèlerinage. Tous s'en retournaient édifiés et presque enthousiasmés de leurs rapports avec cet homme de Dieu.

Malgré son zèle, Jean-Baptiste Billaudel vit échouer certains projets qui ne tendaient qu'au bien des âmes. Il voulait fonder à Liesse, pour en faire un lieu tout à fait privilégié, un couvent de religieuses carmélites, mais n'ayant pu y réussir, il forma auprès de son séminaire, une petite communauté de filles destinées à se sanctifier dans la retraite la plus sévère et l'exercice du travail ; il eût voulu aussi développer l'œuvre des frères de l'Hermitage, y établir une retraite d'hommes retirés du monde, s'occupant de travaux d'exploitation et surtout de leur sanctification, une espèce de séminaire d'instituteurs de campagne, un refuge pour les ecclésiastiques recherchant le calme et la solitude ; aussi y avait-il fait établir au moment de sa mort une chapelle assez spacieuse pour contenir ces diverses sortes de personnes.

Chef du pèlerinage, en sa qualité de curé de Liesse, sa vie était un apostolat perpétuel : prêchant chaque jour, catéchisant, célébrant l'office, en relevant l'ordre et la pompe avec un soin extrême. Il restaura et embellit l'église ainsi que la petite chapelle vénérée à l'entrée du bourg et surnommée la *Casa sancta*, en souvenir de celle de Lorette. Il fit approuver, le 19 novembre 1821, un règlement sur ces deux édifices, pour un comité d'admi-

nistration, dont les membres nommaient, sur la présentation du curé, les pauvres qui pourraient stationner aux portes de l'église et renvoyaient, sur sa demande, ceux qui le méritaient, après avoir été d'abord suspendus. L'administration de l'hospice désignerait aussi, sur sa présentation, les pauvres chargés du service de la chapelle de la fontaine, à l'exclusion des femmes. L'un d'eux nommé par le curé, pourrait seul recevoir les dons et ex-voto des pèlerins que celui-ci inscrirait, sur un registre tenu par le curé, lequel, tous les trimestres, le communiquerait aux administrateurs. Quant aux fonds et ex-voto on les emploiera, selon le désir des pèlerins, en ornements de la statue et on les déposera dans un coffre à double clé tenu par le curé et le receveur.

Dévoué au bien public, Jean-Baptiste Billaudel donnait des conseils pour l'assainissement des marais et les entreprises agricoles. Il améliora l'hospice, tenu par les dames de l'Enfant-Jésus de Paris, et l'école gratuite des filles. A la maison destinée à des retraites spirituelles de gens du monde, il avait projeté de joindre une société de missionnaires devant se répandre, l'hiver, dans les campagnes, avec l'agrément de l'évêque et des curés, et retrouvant, l'été, au pèlerinage beaucoup de leurs convertis. Comme essai de l'entreprise, il fit donner à Liesse, en 1818, une mission qui fut réitérée par eux à Leschelle, Esquehéries, Autreppes, etc., les suivant, avec de jeunes ecclésiastiques, et partageant leurs travaux. Homme d'une foi antique, doué d'une grande vigueur d'esprit et de corps, sa vie était humble, pauvre, mortifiée et pénitente ; une simple malle contenait ses habits qu'il raccommodait lui-même. L'étude, la prédication, le confessionnal partageaient son temps. Son amour pour la Sainte-Vierge, son dévouement au Saint-Siège étaient sans bornes. Telle était son horreur pour les louanges et les flatteries, qu'il repoussait tout témoignage, même de reconnaissance. Fuyant les postes d'honneur, il se faisait l'ami des pauvres et des jeunes gens. Son amour pour la vérité allait jusqu'à la rudesse, mais s'il se montrait l'ennemi du vice, il était plein de douceur et de bonté pour les personnes. De formes

généralement sévères, il s'éloignait de tout ce qui avait l'apparence du mal; jamais il ne se livra à aucun jeu même honnête, jamais à une conversation enjouée. Toujours grave et austère, il se précautionnait contre tout ce qui eut pu porter la plus légère atteinte à sa conscience timorée. Son plus grand désir eût été d'ensevelir ses dernières années dans l'Hermitage pour se préparer à la mort, sujet des méditations de toute sa vie. Prévenu par divers avertissements, il avait dû être emporté plusieurs fois de l'autel et du confessionnal; il il ne lui restait plus qu'à l'être de la chaire, disait-il à ses paroissiens. « Au moins, ajoutait-il, j'aurai rendu jusqu'au dernier soupir témoignage à la vérité ».

Malgré ces avertissements Jean-Baptiste Billaudel se dévoua aux exercices du Jubilé solennel de 1826. N'ayant pu assister à la retraite pastorale de cette année à Soissons, il se retira, au mois de décembre, pendant quinze jours à l'Hermitage, invisible à tout le monde, vivant de la vie des frères et désirant rester là pour y mourir. Il suivit néanmoins la retraite de 1827 et fit l'admiration de toute l'assistance par sa ferveur et sa régularité, tous les yeux se portant sur ce vénérable vieillard. A son retour à Liesse, il sembla reprendre une nouvelle vie avec un redoublement de travaux spirituels, lorsqu'il ressentit, au confessionnal, les premières atteintes du *cholera-morbus*, fléau encore inconnu alors, et fut bientôt saisi d'atroces douleurs qui n'interrompirent pas sa prière. Le lendemain il voulut réciter son office comme d'ordinaire et demanda les sacrements qu'on crut devoir différer. Mais la nuit, sentant ses forces diminuer, il voulut recevoir l'Extrême-Onction, des vomissements lui interdisant le viatique, et même que l'on commençât par une onction générale de peur que le temps lui manquât pour en recevoir plusieurs. Il répondit aux prières, et comme on lui demanda s'il n'éprouvait aucune inquiétude au sujet de son ministère, il répondit simplement : « Tout ce que j'ai fait, j'ai cru devoir le faire pour le bien des âmes et pour la gloire de Dieu ». Ensuite il demeura dans le calme, se préparant à recevoir la mort. Il eut une défaillance et expira le

12 novembre 1827, à l'âge de soixante-treize ans et huit mois.

Ses funérailles, qu'il avait recommandé de faire avec une grande simplicité, attirèrent une foule immense de prêtres et de laïques de Liesse et de tous les environs. Il emporta dans la tombe les regrets unanimes et profonds de ses paroissiens, des jeunes enfants de son séminaire, de ses anciens élèves, de ses amis et même de ceux qui ne s'arrêtaient qu'aux apparences et aux imperfections de sa vie ayant leur source dans une nature vive et emportée qu'il lui fallait sans relâche combattre et dominer. Jean-Baptiste Billaudel n'en méritait pas moins, par sa vie apostolique, ses vertus austères, l'ardeur de sa foi, son zèle incomparable pour la restauration du culte, et la continuation du sacerdoce, de trouver une large place dans le souvenir de la famille cléricale. On peut dire de lui : qu'il avait devancé son temps par ses fondations et projets de fondations religieuses, et que, s'il eût vécu dans la seconde moitié du XIX^{e} siècle, il eût fait des prodiges en ce genre. Sa vie a été racontée d'une manière aussi véridique que touchante par l'un de ses plus illustres enfants spirituels, l'érudit et savant abbé Lequeux. Qui le croirait pourtant ! « C'est à peine, écrit un contemporain, non moins digne que celui-ci, le chanoine Henri Congnet, si ses nombreux élèves ont consenti à se la procurer, tant la reconnaissance est une vertu peu connue ! » (1).

Lors de la fondation du petit séminaire de Laon, le prélat qui en avait fixé l'administration, ne devait plus gouverner le diocèse de Soissons que bien peu de temps. La mort du pape Pie VII, de sainte mémoire, la délivrance du roi d'Espagne par l'armée française, l'élection du successeur de l'auteur du Concordat, Léon XII, furent autant d'occasions mémorables pour Guillaume de Villèle de s'adresser à ses ouailles par des Mandements des 4 septembre, 15 et 21 octobre 1823. L'année 1824 lui

(1) Extraits de la *Notice de J.-B. Billaudel*, par l'abbé Lequeux. Cette indifférence du clergé soissonnais, à l'égard d'ouvrages qui devraient l'intéresser, comme sortis de son sein, s'est manifesté en bien d'autres circonstances.

en fournit d'autres, telles que les élections du 7 février, le Carême du même mois, et un service du 17 septembre pour le repos de l'âme de Louis XVIII, roi de France et de Navarre. Son dernier sera celui pour le Carême de 1825, lequel était daté du 7 février à Paris où il était retenu par ses fonctions de *pair de France,* titre auquel il unissait la qualification d'archevêque nommé de Bourges. Le prélat y annonçait une séparation à laquelle il ne s'attendait pas, mais qu'il devait accepter pour obéir aux décisions de la Providence,

C'est le 22 octobre, qu'il avait été nommé à l'archevêché de Bourges et le 5 décembre 1824 qu'il avait reçu la Pairie. Préconisé au consistoire du 5 mars 1825, il prit possession de son siège le 1er mai suivant. Invité le 21 juin au sacre de Charles X à Reims, il assista à cette cérémonie le 29 de ce mois, ayant déjà fait son entrée solennelle le 2 à Bourges. Dès le 19 avril il avait daté de Paris sa Lettre d'adieux à ses diocésains de Soissons qu'il ne devait plus revoir. Il y joignait, à l'expression de ses regrets de se séparer d'eux, l'éloge de son successeur. « Vous connaissez déjà, leur disait-il, par un grand nombre de rapports, le Pasteur que Dieu a destiné à Nous succéder. Déjà on vous a fait l'éloge de la piété de Monseigneur de Simony, du zèle dont il est animé, de la douceur et de l'aménité de son caractère. Quand il aura paru au milieu de son troupeau, sa modestie ne pourra vous dérober tous les dons que Dieu à mis en lui, et vous apprécierez alors le trésor de vertus et de mérites que vous possédez. Il vous sera doux de l'aimer comme un père, de le suivre comme un pasteur que Dieu vous a donné pour vous conduire dans le chemin du salut. Nous avions commencé un peu de bien dans le diocèse dont nous avons été chargé trop peu de temps; il l'étendra par son zèle ; il multipliera les ressources du sanctuaire, il mettra tous ses soins à augmenter la tribu sacerdotale pour remplir le vide désolant d'un si grand nombre de paroisses et faire cesser ce fléau terrible qui Nous a donné tant de peines et de sollicitudes pendant Notre administration » (1).

(1) *Lettres* et *Mandements.* (Recueil, *ubi supra.)*

Cette Lettre était à peu près la reproduction d'un dernier sermon que le prélat prononça avant de quitter Soissons. Il y avait déjà fait une première fois ses adieux à ses ouailles réunies en grand nombre autour de sa chaire et il leur avait témoigné, en termes touchants, le regret qu'il ressentait de les quitter. Sa vie appartiendra désormais à l'Eglise de Bourges. Son portrait que l'on voit au grand séminaire de Soissons lui donne une physionomie fine et aristocratique qui ne messied pas dans un évêque, quand elle est jointe à une expression de douceur et de bonté (1). Il trouva, à son arrivée à Bourges, dans le chapitre métropolitain, Jean-Louis Romelot, de Charly, ancien chanoine de Notre-Dame de Salles, et neveu du prieur commendataire de Coincy. Le testament de cet ecclésiastique, du 24 février 1826, mérite de trouver place ici :

Auteur d'un ouvrage sur la *Cathédrale de Bourges,* il en légua quatre cents exemplaires destinés à chaque élève recevant le sous-diaconat et la prêtrise avec 1.600 fr. au séminaire pour un obit solennel. Il léguait de plus au séminaire de Soissons 3,400 fr. pour les pensions de plusieurs de ses parents actuellement aux études, et plus tard pour l'éducation d'un ecclésiastique de ses plus proches parents ou, à son défaut, d'un enfant de Charly ou de son canton; aux bureaux de charité de Bourges, 300 fr.; de Charly, 400 fr.; à la fabrique de Charly, 900 fr. à la charge d'un obit pour lui, ses père et mère et Antoine Romelot, ancien doyen et grand vicaire de Bourges; à la sacristie de Saint-Etienne de cette ville, toute sa chapelle « toute la mitraille qui pourra se trouver dans son laboratoire ou ailleurs, si les cloches ne sont pas encore fondues »; à son exécuteur testamentaire et ami, de Puyvallée, ancien député, son argenterie, jetons d'argent, médailles d'argent et de bronze, ses

(1) Il nous est resté un vague souvenir d'avoir vu M. de Villèle, un jour de confirmation à Oulchy, se rendant sous le dais de l'église au petit séminaire par la place du château. Il nous paraissait de petite taille. Il nous semble aussi avoir bien entendu ces mots du prône : *Illustrissime et Révérendissime Père en Dieu,* Mgr Guillaume-Aubin de Villèle et Mgr Le Blanc de Beaulieu, mais ce fut tout, plus rien jusqu'à Mgr de Simony, après 1825.

tableaux, 50 vol. à choisir dans sa bibliothèque ; à M. Madelaine (de Charly), son parent, curé d'Indre (diocèse de Nantes), un diamant de 300 fr. ou une somme pareille « dernier gage d'amitié » ; à l'Institut de Notre-Dame de Charly, 1,000 fr. pour la pension d'une de ses parentes désirant s'y faire religieuse, et à celles qui le sont déjà (Sainte-Julienne, Madeleine ; Sainte-Mélanie, Angélique Blaireau), chacune 200 fr. sans préjudice de leurs droits à la succession, si elles persévèrent. Enfin, il remettait au curé d'Elbeuf, Romelot, et à d'autres parents ce qu'ils pourraient lui redevoir (1). On doit se rappeler ce qui a été rapporté de ces divers ecclésiastiques à l'époque de la Révolution et notamment de la déportation du testateur à la Guyane française (1).

Guillaume-Aubin de Villèle n'oublia pas plus le soin de la cathédrale métropolitaine de Bourges, dans ses préoccupations nouvelles, que ses devoirs d'archevêque. Il sera aussi l'un des signataires de la Déclaration adressée au roi, le 3 avril 1826, sur les Maximes reçues dans l'Eglise de France, par les évêques. Proche parent du puissant ministre, de Villèle, et pair du royaume, il demeura étranger aux agitations politiques. Et même après la Révolution de février 1830, qui lui enlevait son siège de pair, il saura conserver l'estime générale. Les allocations, qu'il avait obtenues de Charles X, lui permirent d'opérer de grandes restaurations à sa belle cathédrale : couvertures de la nef et des tours, contre-forts, arcs-boutants, corniches, entablements, pilastres, vitraux, sculptures, rien ne fut négligé. Son attention, en ce genre, se porta aussi sur un escalier dit de *Saint-Guillaume*, du nom de ce saint soissonnais qui occupa aussi le siège de Bourges. Il fit exhumer et placer, dans les caveaux, les restes d'un autre de ses prédécesseurs, M. de Mercy, le 6 novembre 1829. La même année, le 13 septembre, il bénit trois cloches qu'il nomma : *Henri*, *Caroline* et *Marie-Thérèse*, lesquelles eurent pour parrains et marraines, le duc de Bordeaux, la duchesse de Berry et Mademoiselle, dont elles portaient les noms.

(1) *Extrait* du testament communiqué par son neveu, M. l'abbé Blaireau, curé de Missy-sur-Aisne (1871).

Visites pastorales, prédications, retraites ecclésiastiques, statuts diocésains, maisons de retraite pour les prêtres infirmes, les orphelines et les filles repentantes, tel fut l'ensemble de l'épiscopat de Guillaume-Aubin de Villèle à Bourges. Sa santé s'affaiblissant, il mourut entouré de son clergé le jeudi 23 novembre 1841 à 71 ans, 9 mois et 11 jours. Un de ses suffragants, Tournefort, évêque de Limoges, présida ses obsèques le 1er décembre, et le corps fut descendu dans les caveaux. L'oraison funèbre du prélat ne fut prononcée que le 4 janvier 1842 (1).

Outre l'abbé Romelot, rattaché au chapitre métropolitain de Bourges, le diocèse de Soissons et Laon perdit d'autres ecclésiastiques de marque déjà connus, dont on retrouve les traces après la Révolution, tel par exemple, que Jean-Baptiste L'Ecuy, abbé général des Prémontrés. De sa retraite de Sénancourt, après leur expulsion de l'abbaye, arrêté et incarcéré à Chauny, le 2 septembre 1793, il lui restait toute une autre carrière à parcourir et à jeter un coup d'œil sur les souvenirs de ses antécédents si honorables. Profès, le voilà aussitôt étudiant au collège de l'Ordre à Paris, puis professeur à Prémontré de philosophie et de théologie (1766). Renvoyé en cette ville il s'y prépare à la licence avec des succès auxquels applaudit l'abbé général, Parchappe de Vinay, que dans une pièce de vers il appelle son Mécène. Celui-ci natif d'Epernay, docteur de Sorbonne, et abbé de Villers-Cotterêts, meurt le 4 mars 1769, à soixante-dix ans, et il mérite la même estime de son successeur, Guillaume Manoury, qui en fait son secrétaire pendant ses dix années d'abbatiat. L'Ecuy employa encore la poésie pour célébrer les temps heureux qu'il passa sous ces deux dignitaires : il y décrivit leurs promenades et leurs entretiens littéraires au bord des ruisseaux du vallon et dans les bois de l'abbaye. Son grade de bachelier en théologie datait du mois de janvier 1765 ; le 20 mars 1770, il obtint le bonnet de docteur en Sorbonne que reçurent aussi les abbés Duvoi-

(1) *France pontificale*, p. 110.

sin et de la Luzerne, deux futurs évêques. Manoury honoré lui-même de ce haut degré littéraire, le nomma agrès cela prieur et directeur des études au collège de l'Ordre. Cet abbé, natif d'Elbœuf, étant mort à Paris le 18 juillet 1780, âgé de soixante-huit ans, L'Ecuy fut élu à l'unanimité, le 18 septembre, pour le remplacer et clore la série des abbés généraux de l'Ordre. On a vu précédemment que la vie à Prémontré était celle de château ; c'est qu'à ce titre était attaché celui de conseiller d'Etat et le droit d'avoir une voiture à six chevaux, dont on n'en détachait que deux, avec exemption de toute charge de pension et pouvoir d'introduire dans l'Ordre réformes et innovations. Un autre prélat, mais celui-ci de mœurs relachées, Dom Rocourt, abbé de Clairvaux, à trois ou quatre cent mille livres de rente, avait aussi de belles voitures et ne marchait qu'avec quatre chevaux (1).

L'Ecuy, dès son intronisation, usant de ces prérogatives, avait ajouté à ses premiers travaux déjà signalés, la tenue de trois chapitres nationaux dont les actes s'imprimèrent à Soissons, la création, près de la bibliothèque, d'un cabinet de physique, d'une collection de plantes des environs de l'abbaye formant un riche herbier, joignant ainsi au goût des lettres, celui des sciences. Après l'Assemblée des notables, il avait traité, avec le ministre Loménie de Brienne, pour l'introduction de ses chanoines, donnant l'enseignement, à l'Ecole militaire de Brienne, où étudiait Bonaparte, projet qui, comme tant d'autres, échouèrent à la Révolution. C'est après sa sortie de Prémontré, en 1790, que l'Ecuy apprit tout à coup ce qui s'était passé alors. A l'improviste, une commission y arrive, signifie aux chanoines, alors au chapitre, après Tierce et avant la messe canoniale, la suppression de l'Ordre. Tous s'étant rendus au chœur et le circulateur Grébert (2) ayant entonné le *Salve Regina* d'usage, ils reprochent à Mauduit, chef de la bande, sa mauvaise tenue de sans-culotte, non encore reçue. On sait le reste, mais que deviendra l'abbé ? Après sa détention à Chauny, il a obtenu du district ses livres, déposés

(1) *Mémoires* du comte Beugnot, t. 1er, p. 91.
(2) Fonction de veiller au bon ordre de la maison.

avec d'autres de l'abbaye, en 1794, mais dépouillé de tout le reste, il se rend auprès du chanoine Nicolas L'Ecuy, retiré dans son asile à Grand-Val, proche Melun. Là, pour subvenir à leurs besoins, il instruit des fils de famille, se livrant encore à la culture des lettres, charme de ses plus belles années. L'abbé de Strahows, à Prague, Vinceslas, lui offre une autre retraite, il la refuse, préférant rester en France, et des amis de Paris l'engageant à y revenir. Il y rentra, en 1801, s'y fixa et continua de s'occuper d'éducation, lorsqu'ayant fait connaissance de publicistes rédacteurs au *Journal des Débats*, au *Journal de Paris*, il y collabora, du 8 mars 1801 au mois de septembre 1811, puis à l'*Ami de la Religion*, auxquels il fournissait des articles littéraires, précieuses ressources contre son dénuement. Ainsi, par exemple, il rendit compte des *Martyrs*, de l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*, de Chateaubriand; des *Histoires de Fénelon* et *de Bossuet*, par le cardinal de Bausset. Enfin, il fournit aussi des articles aux *Dictionnaires biographiques* de Michaud et de Feller, comme sur Gerdil, l'abbé et le cardinal Fleury, etc.

Le mérite de L'Ecuy, ainsi marqué dans la république des lettres, lui valut, en 1803, de la part du cardinal de Belloy, archevêque de Paris, un canonicat honoraire qui lui permit d'être présenté à l'audience du Pape Pie VII, présent en cette capitale pour le sacre de l'Empereur, de pouvoir offrir à Sa Sainteté plusieurs de ses ouvrages, et d'en recevoir un gracieux accueil. Un autre honneur lui était encore réservé; en voici l'occasion : Joseph Bonaparte, frère aîné de Napoléon, avait épousé à Marseille, le 1er août 1794, Marie-Julie Clary, fille d'un négociant, née le 24 décembre 1777, et dont une sœur fut femme de Bernadotte, roi de Suède. Sous l'Empire, en 1804, Joseph, devenu Altesse, avec le titre de roi de Naples, puis d'Espagne, il fallut, avant son départ pour Naples, créer à la princesse sa femme, une chapelle dont L'Ecuy fit partie comme aumônier. Telle fut la confiance qu'il lui inspira, qu'en quelques années, elle fit passer par ses mains jusqu'à la somme de 2,000,000 de francs en œuvres de charité, et qu'elle le chargea de l'éducation

religieuse de ses deux filles. Lors de l'expulsion de France des Bonapartes, Joseph se retira à Florence, sous le nom de comte de Survilliers. L'ex-roi de Naples, y mourut le 20 juillet 1844. Le roi Louis XVIII, donna à L'Ecuy, en 1818, une pension de 1,500 francs, et en récompense de nouveaux travaux, l'archevêque de Paris Hyacinthe de Quélen le nomma, le 15 mai 1824, chanoine titulaire, puis vicaire général honoraire avec la charge de l'examen des ouvrages soumis à l'approbation du prélat qu'il exerça avec zèle et exactitude, témoins ses rapports, jusqu'au 16 avril 1828, jour où il fit une chute, dans la sacristie de Notre-Dame, qui le condamna à un repos absolu, sans toutefois lui enlever ses facultés intellectuelles. Quoique cet accident l'empêchât de marcher, rien ne put ralentir son ardeur pour le travail; aussi resta-t-il lié avec les littérateurs de son temps, tel surtout qu'un Victor Leclère auquel il communiquait les traditions du passé, « homme rare en instruction, en histoire littéraire, qui ne contribua pas peu à la grande érudition ecclésiastique de M. Leclère », dit Ernest Renan, dans sa Notice sur ce savant au tome xxv de l'*Histoire littéraire* (1).

Comme beaucoup de religieux échappés au grand naufrage et rentrés dans la vie privée, L'Ecuy ne vivait plus que des souvenirs de son passé. Il aimait à s'entretenir, avec ses anciens confrères les Prémontrés, de leurs situations d'autrefois et de celles d'aujourd'hui, désirant sinon aller les voir, du moins recevoir leurs visites ou correspondre avec eux. L'un d'eux, devenu curé d'Ardon, faubourg de Laon, avait pour voisins, à Trucy, des confrères qui s'y étaient retirés, les ex-chanoines de Cuissy : Minelle, Hilaire, etc. C'était Colinet, ex-prémontré de Saint-Martin de Laon. Le 29 juin 1831, L'Ecuy lui écrivait : « Vous êtes à peu près le seul de ma connaissance que j'aye dans un pays que j'ai habité si longtemps, M. Minelle et vous, les seuls représentants que nous ayons dans les environs et des confrères qui y demeuraient, tout cela a disparu et ce qui reste encore

(1) T. xxv, p. 13. *Notice sur Joseph-Victor Leclère,* par Ernest Renan.

ailleurs disparaîtra bientôt. Il faut avoir au moins soixante ans pour savoir ce qu'étaient Saint-Martin de Laon, et surtout cette belle et célèbre abbaye de Prémontré, chef d'ordre... » Il lui parle de la fin prochaine de son compagnon de noviciat, Bertherand, avec lequel il était lié d'amitié depuis soixante et onze ans. « Ces séparations, ajoute-t-il, ne se font pas sans déchirements, je suis son aîné ». Quant à lui donner des nouvelles de sa propre santé, « elle est celle d'un vieillard de quatre-vingt-onze ans et cet âge ne vient pas sans souffrances et sans infirmités cruelles ; aussi en ai-je de plus d'une sorte. Retenu dans ma chambre depuis trois ans, je ne puis faire que quelques pas et jamais sans douleur. Vous savez que je réunis chaque année ce que je puis rassembler de confrères à un petit repas fraternel, le 11 juillet, fête de Saint Norbert, et M. Minelle et vous avez fait une fois partie de cette réunion. Je compte encore la faire cette année, vraisemblablement pour la dernière fois. Nous nous y souviendrons des absens...

« Adieu, mon cher Colinet, si vous voyez M. Minelle, rappelez-moi à son souvenir. Je savais qu'il ne restait rien de Cuissy acheté par M. de Bussy que j'ai connu. Si vous allez à Prémontré, je crois que vous le trouverez bien changé, hélas ! »

Dans une autre lettre du 6 janvier 1833, il lui mandait : « J'aurais besoin de savoir le nom des deux anciens bénédictins qui sont à la Bibliothèque de Laon ; vous me feriez plaisir de vous en informer » (1). L'Ecuy, en effet, s'intéressait à cette bibliothèque composée en partie de celle de Prémontré et à laquelle il fit remettre trois volumes, « dont deux sont le fruit de sa longue retraite ». Il demandait en échange l'envoi de deux manuscrits et priait M. Colinet dont l'un : *Vita mea*, était son *Autobiographie*, et l'autre : *Vita lyrica sancti Norberti*, par Waghenard. Et au cas que cela ne fût pas possible, de lui en copier les extraits qu'il lui indiquera. Le 25 décembre suivant, il lui écrivait encore, mais par une

(1) L'un d'eux était Dom Grare.

main étrangère, ne pouvant plus se servir de la sienne : « Arrivé à un âge aussi avancé que je suis, il ne peut plus me rester l'espoir d'une longue vie, mais tant que je vivrai la tendre affection que j'ai pour mes confrères, et particulièrement pour vous, ne diminuera point ». Et il le charge de faire mémoire de lui près de M. Minelle. dont il avait reçu des nouvelles par le curé de Compiègne (alors M. Trouvelot, curé de Saint-Jacques). A Colinet lui-même, il envoie son *Essai sur la vie de Gerson;* où il avait écrit auprès de ses armes d'abbé de Prémontré ces mots : « A M. Colinet, chanoine régulier de l'abbay de Prémontré, témoignage d'affection et de longue estime » (1).

Ainsi L'Ecuy resta fidèle, jusqu'à la fin de sa carrière, aux belles-lettres qu'il avait toujours cultivées et honorées, ainsi qu'à ses frères survivants de l'Ordre détruit. Son vénérable abbé général, consolé par la réception des deux sacrements, s'éteignit doucement, le 23 avril 1834, à onze heures du matin, à quatre-vingt-quatorze ans, en son logis, rue de l'Eperon, n° 8, à Paris. Ses obsèques furent honorées d'un grand cortège d'ecclésiastiques, d'hommes de lettres et d'amis, dont l'un, le docteur Martin, lequel sans être son médecin, sa santé ayant toujours été florissante, fit mettre sur son cercueil les insignes de la dignité abbatiale. Il fut inhumé au cimetière Montmartre; une épitaphe latine tirée de son *Autobiographie* et mise sur sa tombe rappelait ses titres et dignités, la date de sa naissance et de sa mort. Il avait voulu que son cœur, celui du dernier abbé de Prémontré, fut déposé en l'abbaye de Strahows, du même ordre, à Prague, patrie de saint Norbert, son fondateur. Son portrait peint, possédé par la bibliothèque de Laon a été gravé et envoyé, vers 1827, avec le *Vita lyrica S. Norberti*, aux Prémontrés dispersés par la Révolution, avec cet épigraphe de sa main : *Pro fratribus meis dispersis ut orare pro me recordentur.* C'est à l'âge de quatre-vingt-dix ans qu'il avait composé son *Planctus Norbertinus*, poème latin-français, qu'il donne « comme

(1) *Notice sur l'abbé Colinet*, par l'abbé MANESSE, secrétaire de l'archevêché de Reims.

le fruit d'une plume nonagénaire et la consolation d'un vieillard à qui saint Norbert resta toujours cher ». Les sentiments de tristesse qu'elles expriment et qui sont tirés du *Super flumina Babylonis*, l'emportent sur sa valeur poétique :

Premontré, saint désert, vallon silencieux
Aucun lieu plus que toi ne me plait sous les cieux
Prémontré, lieu si cher, la voix me manquera
Mes sens s'affaibliront et mon œil s'éteindra
Avant que mon cœur cesse
A ton seul souvenir d'exhaler ma tristesse (1).

Plusieurs des amis et des confrères de L'Ecuy lui survécurent : tels que Victor Leclère qui l'avait en si haute estime et ne mourut que le 12 novembre 1855, et l'abbé Colinet. Celui-ci ayant quitté la cure d'Ardon et obtenu sa retraite en 1841, s'était fixé à Laon chez une dame Lacour, puis avait occupé une chambre de l'Hôtel-Dieu, en ce même monastère, ainsi transformé, là où il avait passé sa jeunesse. Ayant désiré y finir ses jours, il s'éteignit, le 21 février 1850, à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans, assisté de l'aumônier, l'abbé Lefin, son contemporain et ami, lequel avait traversé aussi bien des jours mauvais. L'Ecuy, dès son entrée à Prémontré et même jusqu'à son décès, se montra infatigable au travail intellectuel et littéraire. Durant la première période, il avait publié une traduction des œuvres de Franklin (2 vol. in-4°, Paris 1773) et de son *Interrogatoire* au Parlement d'Angleterre, en février 1766, dans les *Ephémerides du citoyen* et dans la *Science du Bonhomme Richard* (Paris 1767, in-12). *Discours* pour la *fête de la Rozière de Salency* (Soissons 1776). *Discours pour l'Ouverture du Chapitre national de Prémontré* (Soissons 1779), traduit du latin par Vinceslas, abbé de Strahows (Prague 1782, in-4°). *Amintor et Theodora* avec l'*Excursion ou les Merveilles de la Nature*, traduite de l'Anglais, de David Mallet (Paris an VI, 1797, 3 vol. in-8°). C'est donc au milieu de travaux si variés que la Révolution vint surprendre

(1) *L'autobiographie* de L'Ecuy a servi de source surtout aux Notices sur sa vie, à tous les dictionnaires biographiques anciens et modernes que nous avons suivis.

L'Ecuy et lui ouvrir une seconde période aussi active que la première.

Il n'y brilla pas moins par son talent pour la chaire chrétienne que par ses succès littéraires. Depuis son retour à Paris, il avait repris ses publications. On lui doit celles-ci : *Nouveau Dictionnaire historique, bibliographique et portatif*, traduit de l'anglais, de Joh Vatkins (Paris an XI, 1803, in-8°) ; *Dictionnaire de poche latin-français* (Paris an XIII, 1805, 1 vol. in-4°) ; *Abrégé de l'histoire de la Bible, Ancien et Nouveau-Testament* (2 vol. in-8°, atlas et figures, approuvé par l'archevêque de Paris et adopté par l'Université ; *Discours sur les fêtes réunies de l'anniversaire du rétablissement du culte et de l'Assomption* (1813, in-8°) ; *Discours pour l'anniversaire du couronnement et de la bataille d'Austerlitz* (in-8°) ; *Manuel d'une mère chrétienne...*, par un ancien religieux, docteur de Sorbonne (Paris, 1822, 2 vol. in-12) ; *Annales civiles et religieuses d'Yvoy-Carignan et de Mouzon*, par Nicolas-Joseph de la Haut, chanoine régulier de l'étroite observance, publiées augmentées et corrigées par L'Ecuy, ancien abbé général de Prémontré (Paris, 1822, 1 vol. in-8°) ; *Planctus Norbertinus*, élégie en latin et vers français ; *De capta Mahumete ; Constantinopoli narrationes sibi invicem collata, etc. Lutetia sumptibus perillustris DD. Nicolai-Caroli Liberi baronis a Vincent Saro-Cesareæ Magestalis apud regem christianissimum legati et clarissimi Caroli Stuart, magnæ Britanniæi* (1 vol. in-4°) (1). Essai sur la vie de Gerson, chancelier de l'Université de Paris (Paris 1832, 2 vol. in-8°). *Flora præmonstracensis cura et sumptibus R. R. Joannis Baptistæ L'Ecuy Prœmonstrati abbatis, totiusque ordinis capitis ac generalis, dirigente vero Claudio Antonio Marcant de Cambronne botanophilo laudunensi annis 1787-1788, et ad naturæ fidem depicta.* (3 vol. in-f°), *carta magna* Parisiis 1827. Magnifique ouvrage interrompu par la Révolution. Le seul exemplaire existant se trouve à la bibliothèque de Laon. *Strennæ Norbertinæ*,

(1) Tiré à 60 exemplaires aux frais du baron de Vincent et de sire Charles Stuart, ambassadeurs d'Autriche et d'Angleterre en France (1823). L'Ecuy était alors chapelain de l'Ambassade de Vienne à Paris.

élégie du Jésuite Herpen sur la conversion de S. Norbert, traduite en vers français (1827).

Le temps où l'abbé L'Ecuy écrivait était éminemment littéraire et chrétien, succédant à une époque d'impiété, ou au moins d'indifférence profonde. Exilé de sa chère abbaye, mais retiré à Paris centre des beaux-arts sous toutes leurs manifestations, il s'était tenu au courant des productions en renom et savait en apprécier les auteurs comme on vient de le voir. Il a suffi de citer ici ses articles sur les *Histoires de Fénelon et de Bossuet* par le cardinal de Bausset et les premiers chefs-d'œuvre de Chateaubriand. « Lorsque le *Génie du Christianisme* parut, le 14 avril 1802, un an après la signature du Concordat, la France, disait son auteur, sortait du chaos révolutionnaire ; tous les éléments de la société étaient confondus ; la terrible main qui commençait à les réparer n'avait point encore achevé son ouvrage : l'ordre n'était point encore sorti du despotisme de la gloire. Ce fut donc, pour ainsi dire, au milieu des débris de nos temples que je publiai le *Génie du Christianisme*, pour rappeler dans ces temples les pompes du culte et les serviteurs des autels » (1). Plus tard, en 1806, parut l'*Itinéraire de Paris à Jérusalem*. « Lorsque j'entrepris le voyage d'Outre-mer, Jérusalem, disait encore Chateaubriand, était presque oublié ; un siècle antireligieux avait perdu la mémoire du berceau de la religion : comme il n'y avait plus de chevaliers, il semblait qu'il n'y avait plus de Palestine » (2). Le passage de l'auteur à travers la Grèce, déjà en voie de résurrection, lui fit concevoir l'épopée admirable des *Martyrs*. Du chantre des beautés de la Religion catholique se rapprocha Alphonse de Lamartine par des poésies chrétiennes et spiritualistes : les *Méditations*, les *Harmonies*. A ceux-ci succédèrent des penseurs, des théologiens : un Bonald, un Joseph de Maistre avec son livre du *Pape* et ses *Soirées de Saint-Pétersbourg*, aussi rares écrivains qu'illustres philosophes. Enfin c'est Félix de Lamennais apportant le premier volume de l'*Essai sur l'indifférence en matière de Religion*.

(1) *Préface.*
(2) Publié en 1806.

De celui-ci de Maistre se disait « très grand admirateur ». Mon neveu (Louis de Vigne), écrivait-il de Turin, le 28 janvier 1820, à Lamartine, « m'apprend que vous connaissez le grand écrivain, l'honneur de notre parti, dont le superbe lever annonce un midi que je ne verrai pas, mais qui enchantera les contemporains. Présentez-moi à lui, je vous en prie, comme un homme tout à fait digne de le lire. Les *Soirées* parurent après la mort du comte arrivée le 26 février 1821 ; des écrivains de son école : de Bonald, de Lamennais, de Genoude, de Lamartine et autres écrivains, lui avaient demandé pour leur journal, le *Conservateur,* des articles de politique et de métaphysique. Quels hommes, s'écrie un auteur d'un autre temps ! (1) et quels ouvrages ! Où sont les chefs-d'œuvre d'antan ? disait Lamartine correspondant avec de Maistre, regrets qui devaient être tempérés par une des leçons de Villemain à la Sorbonne sur les Pères de l'Eglise. Au poète qui lui adressait ses *Méditations* il écrivait : « C'est bien cette poésie élevée, religieuse de ce nouveau monde de l'âme découvert l'an Ier de l'ère chrétienne ». Et encore à propos de l'Epitre : *La perte de l'Anio :* « Votre vue de la gloire humaine, elle est toute chrétienne par exemple, et elle est divinement poétique, je rapprocherais cela de quelque chose du grand saint Basile » (2).

L'amour des belles-lettres ne s'était pas non plus perdu dans le diocèse de Soissons et Laon ; elles y eurent, au XIXe siècle, des représentants non à dédaigner. L'Académie royale de Soissons, disparue comme toutes les autres, à la Révolution, s'était relevée, en 1807, par une *Société des sciences, arts et belles-lettres.* Composée d'anciens amis, débris de la première, sans distinction d'opinions, ses premiers membres étaient : MM. Brayer, de Breuvery, Garnier, Boileau, Dieu, Danré, Pottier, Godard, Carrier, de La Barre, Petit, Blin, Augier, Clouet et Véron dont plusieurs ont déjà figuré ici même, sous divers rapports plus ou moins honorables. A ceux-ci s'adjoignirent quelques recrues, soit comme titulaires,

(1) Edmond Biré.
(2) *Ibid., Recueil de Lettres* adressés à Lamartine, p. 14.

soit comme membres correspondants, tel, par exemple, que le savant Cuvier. La Compagnie eut pour secrétaire le docteur Missa, nom qui avait figuré dans les Mémoires de Madame Rolland, jusqu'à sa dissolution par suite de décès de plusieurs associés, de l'âge avancé et de la dispersion de la plupart des autres, causée par les troubles des guerres de l'Empire dans le pays. L'un des principaux, le marquis de Puysegur, fut pendant douze ans maire de Soissons, ayant, en l'an III, pour adjoints MM. Daras et Desèvre. C'était un ancien officier d'artillerie. Resté à Soissons, il avait, après le Dix-Août, donné sa démission du commandement de l'école d'artillerie de La Fère, mais regardé comme suspect et accusé de correspondance avec ses deux frères émigrés, il avait dû subir, avec sa femme et ses enfants, une détention de deux années, quoiqu'il eût donné des gages à la Révolution et mérité de figurer par là dans un groupe de citoyens rendant leurs hommages à une statue de la Liberté sur la place Saint-Pierre. Nommé maire de la ville par Bonaparte, il le resta jusqu'en 1805. Retiré dans sa terre de Buzancy, il s'occupa activement du magnétisme sur lequel il composa des ouvrages curieux qui lui valurent beaucoup de célébrité en ce genre et lui attirèrent une foule de malades des environs. C'est enfin sous son administration que le théâtre actuel s'éleva sur l'emplacement de la nouvelle église de Notre-Dame des Vignes détruite par la Révolution.

A la Société des sciences, arts et belles-lettres devaient se rattacher aussi d'autres personnages d'un vrai mérite littéraire et patriotique. Il faut nommer, en premier lieu, Fiquet, lequel, depuis sa sortie des *Cinq-Cents*, en 1798 (an VI), retiré à Soissons et à Cuffies, se livra sous l'Empire à d'actives recherches qui produisirent des monuments précieux sur sa ville natale. Vient ensuite un savant d'un haut mérite, déjà membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et autres sociétés savantes de l'Europe, le célèbre Charles de Pougens, lequel privé de la vue à vingt-quatre ans, se faisait connaître par de profondes connaissances en linguistique. S'étant établi à la porte de Soissons, au village de Vauxbuin,

situé au centre d'une fraîche et délicieuse vallée, il y composa des ouvrages scientifiques, littéraires et d'érudition : Les *Quatre Ages de l'Homme*, poème ; les *Contes du vieil Ermite de la vallée de Vauxbuin ; l'Archéologie française* ou *Vocabulaire des mots anciens tombés en désuétude, propres à être restitués en langue française ; Trésor des origines* ou *Dictionnaire grammatical raisonné de la langue française*, dont le spécimen fut imprimé en 1819, à Paris. Pougens se faisait aider dans ses travaux par son secrétaire, Théodore Lorain, auteur lui-même d'un *Recueil de Fables* estimées et autres poésies. Il avait groupé auprès de lui divers amis des lettres, entre autres le curé, l'abbé Daux, d'une fort petite taille, qui composa un livre intitulé les *Petits hommes* qui se sont élevés par leurs talents, et cultivait aussi la poésie.

Il y avait ainsi à Vauxbuin comme une sorte de petite académie que relevaient par leur présence certaines dames du pays, parmi lesquelles se distingua Madame Darlu-Maréchal que son goût pour la littérature avait porté à se lier d'amitié avec les archéologues et les lettrés. C'était une femme « d'un esprit distingué et d'une instruction remarquable ». Fille de M. Darlu-Dubrasset, contrôleur des actes notariés à Soissons, Marie-Elisabeth y était née, le 18 octobre 1755, et épousa à Dammartin, au mois de juin 1786, M. Maréchal, petit-fils du célèbre chirurgien de Louis XIV, parent et héritier du marquis de Bièvre. Devenue veuve, elle partagea le reste de sa vie entre des œuvres littéraires et de bienfaisance où elle se montrait inépuisable, faisant d'ailleurs les charmes d'une société choisie où elle brillait par son caractère bienveillant, la vivacité et l'enjouement de son esprit, son caractère serviable, son cœur sensible et étranger à toute médisance. Elle publia un roman intitulé : *Théodora Duguesclin* ou *les Deux Rivales*. Portant aussi un vif intérêt aux travaux propres à illustrer son pays, elle résolut d'imiter et renouveler les encouragements que l'Académie de Soissons, au XVIII[e] siècle, donnaient aux savants qui avaient travaillé à son histoire si liée avec celle de la France. A cet effet, elle légua, par testament olographe, une somme

de 12,000 fr. à l'auteur de la meilleure *Histoire de Soissons*, publiée dans l'intervalle de douze années, à partir du 1er janvier 1828, « afin de le dédommager des frais d'impression et du temps consumé dans les recherches nécessaires à un pareil ouvrage ». C'est par de telles générosités qu'on parvient à imprimer une heureuse impulsion aux études historiques en l'honneur des cités et des provinces. Des écrivains déjà connus dans la république des lettres, Henri Martin et Paul Lacroix, remportèrent le prix, en concurrence avec Leroux, qui n'avait à présenter qu'une histoire *manuscrite*, par jugement du tribunal de Soissons. Madame Maréchal mourut le 21 septembre 1828, ayant ordonné la destruction de ses manuscrits (1).

(1) Ces auteurs, outre les livres imprimés sur le sujet entrepris par eux, avaient d'excellents manuscrits d'histoires complètes de Soissons. De plus il profitèrent des recherches inédites et précieuses de MM. Brayer, Fiquet, Godelle, Pattez, Wuillefroy et Brayer-Beauregard, auteur d'une *Statistique de l'Aisne, etc.*, auxquelles ils ajoutèrent le fruit d'investinations pratiquées par eux dans les dépôts publics. Voyez le curieux Appendice du jugement soutenu par Paul Lacroix *(Bibliophyle Jacob)* au tribunal de Soissons contre Leroux.

PÉRIODE MODERNE

LIVRE VINGT-QUATRIÈME.

Dix-neuvième Siècle.

DEPUIS LA NOMINATION DE JULES-FRANÇOIS DE SIMONY, DU 22 OCTOBRE 1824, AU SIÈGE DE SOISSONS JUSQU'AUX ORDONNANCES DE 1828.

SOMMAIRE. — I. Naissance de Jules de Simony, son éducation, son entrée dans l'armée de Vendée, son préceptorat, son entrée à Saint-Sulpice. Il y est ordonné et se retire à la campagne de Monterollier, sa vie en ce lieu. Il se rend à Rome avec l'abbé Letourneur, et devient vicaire général de Chartres, puis de Reims. Il est nommé à l'évêché de Soissons, son sacre et son entrée en cette ville, son administration. — II. M. François Ruellan, son secrétaire intime et vicaire général. Il assiste au sacre de Charles X à Reims. L'abbé Letourneur, chanoine de la cathédrale, ses antécédents, son caractère, ses talents pour la chaire, ses œuvres littéraires, sa liaison avec Félicité La Mennais, sa lettre sur l'*Essai de l'Indifférence en matière de religion*. Jean La Mennais, son frère et la *grande Aumônerie*. Derniers rapports de Letourneur avec Félicité La Mennais. Il est nommé vicaire général et doyen du chapitre de Soissons. Démission de M. Debully, son prédécesseur. Il est chanoine par Brévet de Joyeux avènement. Sévérité de M. Letourneur. — III. Publication du grand Jubilé de 1824. Opinions de Félix de Lamennais. Les partis ultramontain et gallican, leurs divers partisans. Attaques contre le premier. Avis de quatorze évêques sur l'ultramontanisme. Adhésion de Jules de Simony à la Lettre de ses collègues. — IV. Ordonnances de 1828. Mesures à l'égard du clergé et des jésuites. Résistance de l'épiscopat. Conservation des petits séminaires du diocèse de Soissons. Prudence de M. Letourneur. Agrandissement du grand séminaire et achat du couvent des capucins. Symptômes d'une révolution.

I. — Les éloges que Guillaume-Aubin de Villèle avait faits de son successeur n'étaient pas de ceux qui bientôt ne laissent que déceptions amères et qu'un avenir prochain peut tristement démentir. Jules-François de Simony fut en vérité l'un des plus pieux évêques qui soit jamais monté sur le siége de Soissons. Et chose qui aujourd'hui n'est plus commune ! il joignit à l'illustra-

tion de la naissance, l'humilité et la charité qui font les saints. Sa famille d'origine italienne, figurait, en 1231, dans les Annales de la ville de Sienne, en Toscane, en la personne du chevalier Reynaud de Simony. Ce seigneur, tué dans un combat sanglant, fut inhumé dans une chapelle de la cathédrale de cette ville, qu'il avait fondée l'année précédente et qui reçut, en 1292, une donation de son fils Melicius de Simony.

On ne suivra pas ici l'arbre généalogique des Simony dans toutes ses alliances et ramifications. Ceux qui s'appliquent à cette sorte de détail trouveront un ample dédommagement dans le tableau qu'en a dressé l'auteur de la *Vie de Monseigneur de Simony*, ouvrage digne d'un prélat qui a laissé d'impérissables souvenirs. Il suffira de dire que la famille de Simony quitta l'Italie pour venir en France, vers l'an 1643, et que le père du prélat était, en 1755, aide-major de l'importante place maritime de Toulon, fonction qu'il exerça pendant une trentaine d'années. C'est en cette ville que naquit Jules-François de Simony, le 29 juillet 1770, sur la paroisse de Saint-Louis. Il était le septième des douze enfants issus du mariage de François de Simony et de Marie-Charlotte d'Astour, fille d'un capitaine au long cours de la marine royale, qu'il avait épousée en 1759. C'est en souvenir de son baptême à Saint-Louis que plus tard Jules de Simony légua une somme de 200 francs de rente à cette paroisse (1).

Destiné à l'état ecclésiastique, on l'envoya, dès l'âge de sept ans, comme externe au collège de l'Oratoire de Toulon, qui avait alors pour supérieur le P. Simon et pour préfet des études le P. Garnier. Il reçut à onze ans la tonsure cléricale, le 17 avril 1781, des mains de l'évêque Lascaris de Vintimille, et ses études d'humanités terminées, en 1786, on l'envoya à Paris pour commencer sa philosophie à Saint-Sulpice, après l'avoir muni de Lettres de son évêque pour la réception des

(1) *La Vie de Mgr de Simony*, par M. l'abbé PÉRONNE, alors professeur au grand séminaire, plus tard, évêque de Beauvais, a eu deux éditions, nous avons naturellement fait de larges emprunts à la seconde parue en 1861 (Paris, Vivès) et qui avait été un peu augmentée.

ordres sacrés. Cet évêque était alors Elléon de Castellane, ancien vicaire général de Henri de Bourdeilles, qui l'avait sacré, en cette même année, dans la cathédrale de Soissons. Jules de Simony se mit à Saint-Sulpice sous la direction de M. Nagot, qui devint le fondateur du séminaire et du collège de Baltimore, en Amérique, et avec lequel il contracta une amitié inaltérable. Ce fut par ses conseils qu'il consentit à recevoir les ordres mineurs en 1788. Son cours de philosophie terminé avec le même succès que ceux des humanités, à peine âgé de dix-huit ans, il entra comme professeur en la maison d'Issy. Cette maison avait été fondée par le même abbé Nagot, en 1789, de concert avec un prêtre nommé Dubourg qui lui succéda dans le principalat du collège de Baltimore et devint successivement évêque de la Louisiane, de Montauban et de Besançon.

A la Révolution, Issy ayant été livré au pillage, ce fut à grand'peine que trois professeurs : Dubourg, Lucotte et Simony, purent mettre en sûreté leurs élèves et gagner sous un déguisement le Gâtinais, puis les rendre à leurs familles. Dubourg gagna Bordeaux, et Simony, demeuré à Bellegarde, continua ses soins à l'élève Chervaux qu'il y avait amené, avec l'autorisation de son père, veuf et dépouillé par la Révolution. Quelques jours après son arrivée à Bellegarde, il apprit la nouvelle des massacres de septembre où avaient péri plusieurs de ses anciens maîtres de Saint-Sulpice. En 1793, il fut enlevé par la réquisition pour l'armée de Vendée, et telle fut la régularité de sa conduite et la pureté de ses mœurs qu'on lui donna l'emploi de quartier-maître avec promesse d'avancement. Ayant cependant obtenu un congé provisoire, il en profita pour reprendre à Bellegarde, l'éducation du jeune Chervaux, sans pouvoir retourner dans sa famille partie pour l'émigration. A ce premier élève s'en joignit bientôt un autre, vers la fin de 1795, qui vit succéder à la Terreur un repos relatif.

Cet élève était Maximilien de Béthune dont les parents, le duc et la duchesse de Béthune de Sully, étant venus séjourner dans leur château de Sully, en Gâtinais, purent obtenir de Jules de Simony qu'il se

chargeât de son éducation simultanément avec celle de Chervaux. Cet enfant qui n'était âgé que de dix ans et devait être le dernier de sa maison, perdit son père en 1800, et mourut lui-même le 23 septembre 1807 ; sa mère ne lui survécut que jusqu'au mois de juin 1809. Les biographies de ces personnages, auxquels il s'était fortement attaché, les sages et les judicieux conseils qu'il adressa au jeune Maximilien, sont à peu près les seuls ouvrages que composa Jules de Simony, encore les laissa-t-il manuscrits. Cette éducation, en même temps qu'elle lui permit de compléter ses études, le mit en rapport avec les grandes familles de France, soit à Paris, soit en province, soit dans les voyages où il accompagnait le jeune duc, tels que les Montmorency, les Rohan-Chabot et autres.

La mort de Maximilien de Sully ayant rendu à Jules de Simony une entière liberté, il songea à poursuivre sa carrière ecclésiastique interrompue, consulta le sage Emery sur sa vocation, et rentra à Saint-Sulpice le 11 octobre 1808. Cette maison fut surtout alors une pépinière de directeurs de séminaires, de vicaires généraux et d'évêques. Là se trouvaient, en effet, les futurs évêques : Caron, du Mans ; d'Auzers, de Nevers ; Feutrier, de Beauvais, Tharin, de Strasbourg ; Gallard, de Meaux, puis de Reims ; de Forbin-Janson, de Nancy ; de Guali, d'Albi ; Fayet, d'Orléans ; de Bonald, de Chartres, puis de Lyon ; de Mazenod, de Marseille, sous la direction des Emery, des Duclaux, des Gosselin, et qui tous devaient illustrer plus ou moins le haut clergé français.

Jules de Simony ne déparait pas cette pléïade par sa piété, sa modestie et son esprit tout sacerdotal. Il reçut le sous-diaconat, le 17 septembre 1808, le diaconat, le 27 mai 1809, et il se préparait à recevoir la prêtrise lorsqu'il fut appelé à rendre les derniers devoirs à la duchesse de Sully mourante, Cette dame décéda, étant à peine âgée de quarante ans, le 10 juin de cette année, léguant, par reconnaissance, au précepteur de son fils la terre de Monterollier, de 20,000 francs de revenu, près Saint-Saëns (Seine-Inférieure). A son retour, il fut ordonné prêtre, dans l'église de Saint-Sulpice, le

16 juin 1810, par le cardinal Fesch, archevêque de Lyon, oncle de l'Empereur, lequel donna le diaconat aux futurs évêques, Mazenod et Tarin, et le sous-diaconat à leurs collègues, de Gualy et Fayet (1).

Le nouveau prêtre avait déjà fait l'apprentissage du ministère sacré, dans les célèbres catéchismes de Saint-Sulpice. Il y avait été adjoint, en 1808 et 1809, à l'abbé Feutrier et à l'abbé Dargenteuil qui mourut, en 1816, supérieur du séminaire de Saint-Jean-d'Angély et grand vicaire de la Rochelle, ayant laissé une réputation de sainteté dans la direction du grand catéchisme de persévérance. C'est dans la chapelle de ce catéchisme que Jules de Simony dit sa première messe le jour de la Trinité. Ayant refusé tout emploi ou offre de dignité dans l'Eglise, il se retira dans sa terre de Monterollier et se mit toutefois à la disposition des curés de Monterollier, de Saint-Martin-Osmonville et autres paroisses voisines. Absents ou malades, il les suppléait et suivait humblement leurs conseils. Il habitait à Osmonville, réuni pour le culte à Saint-Martin depuis la destruction de son église, une maison de maître, composée d'un corps de logis et de deux pavillons. Simple pied à terre depuis la destruction de l'ancien château ordonnée, en 1803, par la duchesse de Sully, elle avait néanmoins une chapelle où il disait la messe chaque jour à des heures fixes afin que les habitants pussent y assister. Les dimanches et fêtes, il allait dire une première messe à Saint-Martin-Osmonville. Il fit même un intérim d'un an à Monterollier, privé de pasteur, remplissant les fonctions curiales, prône, catéchisme avec le plus grand soin.

Bienfaiteur de cette paroisse, il la dota d'une école séparée pour les filles composée d'une classe, d'un logement pour une sœur, d'un jardin et d'une cour de récréation. L'instruction y était gratuite, et quand plus tard il vendit ses propriétés, il assura une rente perpétuelle pour l'entretien d'une religieuse de la communauté des Dames d'Ernemont de Rouen, dont il avait

(1) *Hist. des catéchismes de Saint-Sulpice* (1863), p. 174.

jusque-là payé la pension. Nommé président du comité d'instruction du canton de Saint-Saëns, il en visita fréquemment les écoles, prodiguant partout les encouragements aux élèves et aux maîtres. Il établit à Monterollier une confrérie de la Sainte-Vierge dont il rédigea les règlements, et des catéchismes chez lui pour les jeunes gens. En dehors de ces occupations, il partageait son temps entre la prière, l'étude et la direction, par lettres, de personnes du monde. Sa maison, d'ailleurs, était réglée comme une petite communauté ; tout y respirait l'ordre, la piété et la paix. Son unique distraction était la promenade et le soin d'un magnifique jardin qui entourait sa demeure ; il acquit même, en cette campagne, des connaissances solides et étendues dans l'économie rurale.

Dans cette période de sa vie, Jules de Simony déploya toutes les ressources de sa charité inépuisable, quoiqu'il fût trop souvent payé d'ingratitude. Pendant les années de disette de 1816-1817, il fut la providence de la contrée qu'il habitait. En 1815, il avait fait construire près de son habitation un moulin, se réservant d'y faire moudre gratuitement le grain qu'il lui fallait pour les pauvres, ce qui obligea les meuniers voisins à baisser leurs prix. Avant son départ du pays, il laissa aux curés de Monterollier et de Saint-Martin-Osmonville une rente perpétuelle de 400 francs pour les indigents, et donna 1,200 francs pour l'embellissement de l'église de Monterollier et la décoration d'une chapelle de Saint-Julien et Saint-Désiré pour en relever le pèlerinage. Il fit fermer de murs le cimetière d'Osmonville abandonné depuis la destruction de l'église, puis, lorsqu'il vendit son domaine, il fit la réserve de cet emplacement qu'il avait acheté. Enfin, il fonda à Monterollier une messe annuelle de *Requiem* pour le repos des âmes du duc et de la duchesse de Sully ; une autre pour lui-même après son décès.

Telle fut, pendant onze années, la vie édifiante et utile de Jules de Simony en sa maison de Monterollier où il put voir de près, et même par expérience, les labeurs et les difficultés du ministère des campagnes. Aussi,

lorsqu'il fut évêque, ayant appris que des ecclésiastiques, simples *desservants*, avaient dit, à propos d'une de ses décisions qu'ils n'approuvaient pas : « Monseigneur ne sait pas ce que c'est que d'être curé de campagne » ; il répondit en souriant : « Ces messieurs ne savent pas que j'ai été longtemps curé de campagne et dans des circonstances plus difficiles que celles où ils se trouvent maintenant ». Il est vrai pourtant que les situations étaient bien différentes ; à Monterollier, il y avait en lui un prêtre tout dévoué à la paroisse, mais libre, propriétaire indépendant d'une maison de maître, possédant l'influence que donne la fortune, lequel, par conséquent ne pouvait qu'avoir vu, sans les avoir éprouvées, les difficultés qui assaillent le curé ou plutôt le desservant de campagne.

Diverses occasions se présentèrent qui éloignèrent Jules de Simony de Monterollier. Son ancien maître à Saint-Sulpice, M. Dubourg, ayant été sacré à Rome évêque de la Louisiane, il l'accompagna dans les courses qu'il entreprit pour réunir des ecclésiastiques français et recueillir des fonds si nécessaires au succès de sa mission. Ensuite, il revit sa famille réinstallée à Toulon, après le retour des Bourbons, mais il eut aussi la douleur de perdre son premier élève, Chervaux, le compagnon d'étude de Maximilien de Sully. Enfin il fit le voyage de Rome où il arriva, le 16 mars 1819, après cinquante jours de route. Il était accompagné dans cette ville, qu'il appelait « la capitale du monde, la mère et la maîtresse du monde chrétien et le centre des beaux-arts » par un de ses amis intimes, Auguste-Jean Letourneur, dont il avait fait connaissance à Paris chez la duchesse de Béthune et qu'on retrouvera bientôt comme vicaire général de Soissons et évêque de Verdun. Celui-ci, quoique d'un caractère diamétralement opposé au sien, jouissait de son estime à cause de ses talents. « Mon voyage de Rome me fut doublement agréable, disait Letourneur de son côté ; je visitais la ville des saints et je la visitais avec un saint. »

Le 19 mars, ils virent Pie VII à Saint-Pierre, reçurent sa bénédiction et le trouvèrent « bien vieux et bien pâle,

mais pas trop cassé ». La veille, ils avaient dîné chez l'ambassadeur de France, le duc de Blacas, « dont la femme, écrivait Jules de Simony, est la vertu même », tandis que lui « n'a pas eu trace de cette morgue qu'on s'est plu à trouver en lui... » Les voyageurs virent aussi le cardinal Litta, l'exilé de Saint-Quentin, le cardinal della Somaglia à qui l'abbé de Simony avait servi de diacre à Paris, et dînèrent chez le cardinal Pacca, preuves qu'ils étaient munis de hautes recommandations. On n'était encore qu'en 1819 et déjà l'abbé de Simony disait, dans une de ses lettres écrites de Rome : « On est aussi effrayé ici qu'en France du progrès des doctrines révolutionnaires, et cette France tout abattue qu'elle est, fixe encore les yeux et les espérances des bons comme des méchants. Le Saint-Père se porte bien, nous aurons encore le bonheur de l'approcher une fois avant de partir... »

De retour en France, Jules de Simony regagna Monterollier où, cette fois, les honneurs de l'Eglise vinrent le chercher. L'évêque d'Amiclée, de Latil, aumônier du comte d'Artois, ayant pris possession du siège de Chartres, le 5 novembre 1821, le nomma grand vicaire honoraire avec M. de Bonald, et lui voua une amitié dont les liens avaient commencé avant la Révolution. Devenu son commensal et nommé archidiacre de Chartres, il seconda le prélat dans l'organisation et l'administration d'un diocèse récemment rétabli. Le prélat étant malade lors du retour du duc d'Angoulême de l'expédition d'Espagne, ce fut l'abbé de Simony qu'il chargea de complimenter le prince au nom du clergé chartrain. Supérieur des Carmélites de la ville, il voulut les revoir en 1836, à l'époque où elles entraient dans leur nouveau couvent. C'est en 1822 qu'il fut nommé aumônier du comte d'Artois en remplacement de M. de Chabons devenu premier aumônier de la duchesse de Berry, et, en 1823, il fut question de lui pour le siège de Nevers. L'année suivante, l'évêque de Chartres ayant été nommé à Reims, après la mort de l'archevêque, de Coucy, et ayant pris possession, le 24 août 1824, il suivit le prélat avec l'abbé Blanquet de Rouville, lequel devint plus

tard son suffragant avec le titre d'évêque de Numidie *in partibus*.

II. — Le comte d'Artois ayant succédé à Louis XVIII, l'abbé de Simony continua de remplir ses fonctions d'aumônier auprès du nouveau roi, Charles X, en même temps que celles de vicaire général de Reims. Sur ces entrefaites, Guillaume-Aubin de Villèle, évêque de Soissons, ayant été transféré à Bourges, le roi le nomma à ce siège sur la proposition de l'évêque d'Hermopolis, Fraissinous, ministre des cultes. Il ne fallut rien moins, pour obliger l'abbé de Simony à accepter une si haute dignité, que l'intervention de son ancien directeur de Saint-Sulpice, le vénérable Duclaux, celle de l'archevêque de Latil et la volonté même du roi qui ne répondit à ses prières d'annuler sa nomination qu'en la maintenant. Il dut donc, de guerre lasse, ainsi qu'il s'en exprimait lui-même, « boire le calice et baisser la tête sous le joug ». Le sacrifice consommé, il voulut, sur le champ, connaître son futur diocèse, soit à l'occasion de ses visites officielles au ministre et au nonce, soit par les autres sources d'informations que lui procurait la proximité de Soissons. Leur résultat fut que le diocèse lui offrait plus de ressources qu'il n'en attendait; que s'il y avait plus de 230 paroisses vacantes, il y avait, dans quatre séminaires, une affluence de sujets; que les grands vicaires lui resteraient; que le chapitre était composé d'hommes vénérables et le clergé animé d'un bon esprit. Toutefois il fallait penser à un avenir toujours incertain, aux nécessités d'une représentation officielle, à la composition d'une maison épiscopale toutes choses peu en rapport avec les goûts simples de l'abbé de Simony.

Quoi qu'il en soit, il lui fallut songer à revêtir la dignité épiscopale. Nommé par ordonnance de Charles X, du 22 octobre 1824, préconisé dans le consistoire du 22 mars 1825 et ses bulles acceptées par une autre ordonnance du 22 avril, il se retira à Saint-Sulpice pour se préparer à son sacre. Sa consécration eut lieu le dimanche 24, dans la chapelle du séminaire et fut faite par l'archevêque, de Latil, assisté de l'évêque d'Autun, de

Vichy, précédemment nommé à Soissons, et de l'évêque de Tulle, de Sagey, démissionnaire de ce siège, et dont le successeur, de Mailhet, fut sacré en même temps que l'évêque de Soissons. Trois autres prélats furent sacrés le même jour à Paris : Feutrier, de Beauvais, à Sainte-Geneviève par l'archevêque; de Quélen assisté de l'évêque de Châlons, de Prilly, et de l'archevêque de Bourges, de Villèle; Gualy de Saint-Romme, évêque de Carcassonne, dans l'église du couvent du Sacré-Cœur, par l'évêque d'Hermopolis, assisté de l'évêque de Luçon et de l'évêque d'Evreux, Duchâtelier, nommé, en 1817, au siège de Laon. Aussitôt sa consécration, Jules de Simony envoya au doyen du chapitre de Soissons, ses Lettres de consécration et sa procuration pour sa prise de possession du siège. La cérémonie eut lieu le samedi 30 avril, à l'issue des vêpres de saint Sixte et saint Sinice, premiers évêques de Soissons. Le vicaire général, grand archidiacre, de La Loge, déclara ensuite que le gouvernement de l'Eglise de Soissons était remis entre les mains de Jules-François de Simony et proclama les noms de ceux qu'il associait à son administration. C'étaient les anciens grands vicaires titulaires : Debully, doyen du chapitre; de La Loge, grand archidiacre; et ceux des anciens grands vicaires honoraires, de Beauregard et Formentin.

Le nouveau prélat fit son entrée solennelle à Soissons, le jeudi 5 mai 1825, par la porte de Paris, en dehors de laquelle s'étaient rendues les autorités civiles, militaires et judiciaires en costume officiel. Descendu à l'hôtel de la poste, avant la porte Saint-Christophe, à onze heures un quart, au bruit de l'artillerie de la place, il y reçut les hommages du chapitre et des autorités. Ensuite, il revêtit ses habits pontificaux et le cortège se dirigea vers la cathédrale au milieu d'une immense multitude de peuple de la ville et des environs. Arrivé sous le grand portail, le doyen du chapitre le complimenta au nom du clergé; le prélat lui répondit avec autant de modestie que d'à-propos, et étant monté en chaire, il adressa de touchantes paroles au peuple qui l'environnait. Après l'accomplissement des cérémonies d'usage,

il reçut à l'évêché les diverses autorités et fit distribuer d'abondantes aumônes, préludes de toutes celles qu'il répandit dans la suite. La Lettre pastorale, datée du même jour, qu'il adressa au clergé et aux fidèles, était toute empreinte des sentiments d'humilité et de charité qui furent le caractère dominant de son épiscopat tout entier.

II. — Un grand événement pour la France marqua l'année de l'intronisation de Jules de Simony, le sacre de Charles X, qui eut lieu à Reims, le 29 mai, et auquel ce prince l'avait invité par une lettre du 10 de ce mois. Il fut accompli avec une pompe égale à la prospérité dont le pays jouissait alors et aux espérances que le nouveau règne avait fait concevoir. L'évêque de Soissons y remplit les fonctions de diacre, et le cardinal de Latil l'avait prié de se conserver lui-même à jeun afin de pouvoir le suppléer au besoin, conformément à l'ancienne coutume attribuant à l'évêque de Soissons le droit de sacrer les rois de France, en cas de vacance du siège de Reims ou d'empêchement de l'archevêque. Le monarque ayant pris sa route par Soissons, le prélat le reçut deux fois à son passage, environné de toute sa cour que la duchesse d'Angoulême rejoignit en venant par Château-Thierry et Oulchy où elle avait été complimentée par le supérieur du petit séminaire (1). Au retour du sacre, le roi ne s'arrêta que quelques heures à Soissons et répondit aux paroles que l'évêque lui adressa en termes qui exprimaient « la haute idée qu'il avait de son mérite et de ses vertus ». Le prélat reçut encore Charles X lors d'un voyage de dix-sept jours qu'il fit plus tard dans le nord de la France et où il visita Soissons, Laon, Saint-Quentin, Cambrai, Valenciennes, Douai, Lille et le camp de Saint-Omer, après quoi il rentra à Saint-Cloud par Arras, Amiens et Beauvais.

Quoique attaché d'opinion à la cause légitimiste et à la famille des Bourbons ; quoique honoré de la confiance,

(1) La duchesse s'arrêta chez M. Quinquet. La compagnie des pompiers d'Oulchy parut pour la première fois, sous les armes, à cette occasion, pour faire honneur à la fille de Louis XVI. En voyant, à la descente de la route, une ligne de jeunes enfants, elle s'informa de ce qu'ils étaient, on lui dit que c'était le petit séminaire.

de l'estime du roi et de divers personnages de la cour avec lesquels il était lié, Jules de Simony demeura constamment étranger aux affaires politiques. Absorbé par les soins de la charge pastorale, il ne s'occupait guère de ce qui se passait en dehors de son diocèse, à moins que le bien général de l'Eglise ne fût en péril et qu'il ne dût agir, de concert avec ses collègues dans l'épiscopat, pour le signaler ou l'écarter. Il avait conservé l'ancienne administration, mais il y adjoignit bientôt deux ecclésiastiques étrangers au diocèse et dont il fit ses commensaux. Le premier était un prêtre breton, l'abbé Ruellan, jeune encore, et le second un ecclésiastique d'un certain renom dans le monde, l'abbé Letourneur, parisien d'origine. Tous deux marquèrent diversement leur passage à Soissons.

Thomas Ruellan, né en 1795 à Saint-Père, arrondissement de Saint-Malo (diocèse de Rennes), d'une honnête famille de cultivateurs, étudia d'abord en cette ville dans l'institution de l'abbé Vieille, prêtre noyonnais, puis sous Jean-Marie de Lamennais, frère de l'auteur de l'*Essai sur l'indifférence*. Il fut successivement vicaire général du grand aumônier de France, le cardinal de Croy-Dulmen, archevêque de Rouen, vicaire général honoraire de Rennes et fondateur d'un Institut de frères enseignants. Ses succès dans l'étude de la théologie au séminaire de Rennes, le firent juger digne d'y enseigner lui-même cette science, et quand l'abbé Vieille dont il était secrétaire intime, promu à l'évêché de Nevers voulut l'emmener avec lui, il refusa de quitter cette maison. Il fit la même résistance lorsque Jules de Simony, à qui on l'avait fait connaître, le demanda à l'évêque de Rennes, de Lesquien, ancien évêque de Beauvais ; mais ce prélat, condescendant, non sans peine à des instances réitérées de son pieux collègue de Soissons, lui ordonna, en vertu de l'obéissance, de se rendre en cette ville, où il y arriva en 1825.

Loin d'être vu de mauvais œil, comme il arrive souvent à tout étranger, l'accueil qu'il reçut des vicaires généraux Debully, de La Loge et Formentin surtout, durent le consoler d'avoir quitté la Bretagne. Secrétaire

intime du prélat, il ne devait le quitter qu'à sa mort après être arrivé aux diverses dignités diocésaines. Nommé par lui, le 6 juillet 1825, chanoine titulaire à la place de l'abbé Gaillardon, démissionnaire, à l'âge de trente ans à peine, il devint rapidement vicaire général honoraire, puis titulaire et grand archidiacre au décès de Henri de La Loge, en 1838, enfin doyen du chapitre, le 8 décembre 1843, au décès de l'abbé Debully. Il est même présumable que son nom fut inscrit un jour sur la liste de candidats à l'épiscopat, par la présentation de Jules de Simony, mais qu'il trouva moyen de le faire effacer. Toutefois ce ne fut pas sans un vif chagrin que, sous son successeur, il lui faudra donner sa démission de doyen du chapitre, le 20 juin 1855, à la suite de la réorganisation canonique de ce corps, d'après les décrets d'un concile provincial de Reims, et de ne plus conserver ses autres dignités de vicaire général et de grand archidiacre du Soissonnais (1).

D'ailleurs ecclésiastique respectable par sa piété, sa régularité, une physionomie de douceur, une instruction étendue et solide sur les matières théologiques, les connaissances humaines; une conversation agréable, variée, généralement sérieuse, n'ayant en fait de goût que l'amour de la nature où il puisait ses seules distractions par la culture de quelques fleurs. Mais s'il savait se faire aimer de ceux qui n'avaient avec lui que des relations ordinaires, il n'en fut pas de même dans ses rapports administratifs. Il usa trop souvent de ces paroles brèves, sèches qui sont autant de pointes acérées pénétrant profondément dans les cœurs et dont les blessures ne sont guérissables que par des procédés contraires. La tristesse était habituellement répandue sur sa personne. Jouissant de la confiance sans bornes de Jules de Simony, c'est surtout dans sa correspondance que le vicaire général laissa percer ce caractère d'une acuité désolante, comme à la suite de certaines dénonciations acceptées trop facilement. On pourrait citer tels prêtres, de mœurs même austères et irréprochables, jetés pour

(1) *France pontificale.* — *Vie de Mgr de Simony.*

longtemps hors de la voie lesquels, bien à tort assurément, pouvaient s'en prendre au prélat dont ils oubliaient l'extrême indulgence. Plus propre, paraît-il, à la direction des âmes et à la prédication qu'au maniement des affaires, il y apportait une telle lenteur et un tel désarroi qu'on surnommera son cabinet « le bureau des longitudes ». Lui-même en convenait et s'en excusait agréablement en disant : « qu'il était venu au monde trop tard et qu'il n'avait jamais pu depuis rattraper le temps perdu » (1).

L'autre ecclésiastique, dont on vient de signaler l'apparition à Soissons, était l'abbé Auguste-Jean Letourneur, lequel quittait aussi le diocèse de Rennes où il était grand vicaire de l'évêque de Lesquien et devait être lui-même évêque de Verdun. Né à Paris, le 5 septembre 1775, d'une famille pauvre, élevé par les soins d'une bonne religieuse, il étudia la théologie à Saint-Sulpice et faisait partie, en 1791, de la communauté des clercs de l'église de ce nom. Le 9 janvier, il assistait au refus solennel de serment du curé de la paroisse, M. de Pancemont, et était témoin des scènes déplorables qui s'ensuivirent dans l'église, mais non de l'intrusion du P. Poiret, de l'Oratoire, qu'on lui donna pour successeur. Le 1er septembre 1792, veille des massacres, il eut le courage de se rendre aux Carmes, près de M. Savine, l'un des prêtres qui y étaient renfermés avec des prélats, et lequel voulait lui confier ses dernières volontés. Reconnu par un ancien perruquier de Saint-Sulpice, devenu commissaire du gouvernement, celui-ci le fit entrer dans la prison à neuf heures du soir, après l'inspection. « Letourneur avait essayé de consoler et rassurer les prisonniers en leur communiquant les nouvelles favorables qui circulaient dans Paris et les espérances qui paraissaient sérieuses, des amis de la Religion ». — « Non, mon enfant, dit M. Tessier, aussi de cette communauté, nous ne sortirons pas d'ici » et, le lendemain 2, il était frappé à mort. Visitant souvent, dans un modeste logis, et sous un faux nom, l'abbé

(1) *Notes* du chanoine H. CONGNET.

Emery reconstituant clandestinement sa communauté, il le trouva un jour, en 1796, vêtu d'une grosse redingote grise, faisant sa cuisine et remuant un peu de riz avec une cuillère de bois. « Mon enfant, lui dit-il, en voyant son étonnement, il faut que nous soyons toujours mis de telle sorte que ceux qui s'approchent de nous soient plus occupés de notre personne que de nos vêtements (1) ».

Il semblerait, d'après ces particularités, si honorables pour l'abbé Letourneur, qu'il devait se rattacher à Saint-Sulpice, il prit néanmoins une autre direction. Il entra dans la Compagnie des Pères de la Foi, que l'on a déjà fait connaître du temps de Le Blanc de Beaulieu. On lui confia, dans le collège qu'elle avait fondé à Bellay, la chaire de rhétorique. Là, son caractère, « dur et mordant », l'aurait fait peu aimer, dit un biographe. Expulsé de Bellay avec sa Compagnie par la police de Fouché, Letourneur revint à Paris et fut nommé deuxième vicaire de Saint-Thomas-d'Aquin, sous Ramond-Lalande, curé de cette aristocratique paroisse. Le premier vicaire était l'abbé Borderies qui devint et mourut évêque de Versailles. Celui-ci laissa un cours de prônes, autrefois vantés et aujourd'hui oubliés. C'est là que Letourneur débuta dans la prédication et « le beau monde », dit encore son biographe (2).

S'il « était laid, il ne manquait pas de talent ». Il brilla « parmi les orateurs de la capitale qu'à défaut de mieux nous proclamons illustres ». Dans la chaire, c'est toujours le même biographe qui parle, « il a de l'aisance d'abord, du maintien, un organe clair et sonore, un geste énergique et franc. Sur cette large poitrine et avec ces formes d'athlète, sa figure bouffie et variolée ne déplaisait pas. On lui trouvait, quant au physique, une certaine ressemblance avec Danton, le Mirabeau des halles; je le veux bien... le fond valait moins que la forme... Mais son action vive et pittoresque, sa diction facile et coulante dissimulaient agréablement la fai-

(1) *Hist. de M. Emery et de l'Eglise de France pendant la Révolution*, par M. Elie Méric, p. 428 et *passim*.

(2) *Biographie du Clergé contemporain*, t. viii. Letourneur. Ajoutons qu'il n'était pas ennemi du sel gaulois et qu'il savait en user.

blesse des pensées et la pâleur d'un style sans nerfs; la forme emportait le fond... M. Borderies, à cet égard, l'estimait son égal; c'était bien de la charité... »

Un prêtre soissonnais, à même de connaître l'abbé Letourneur, en parle ainsi : « C'était, dit-il, un ecclésiastique d'un caractère grave, savant, d'une vive piété, excellent écrivain. D'un rare talent pour la prédication et déjà en grande renommée par toute la France, il rachetait la laideur de son visage par la finesse de son esprit et la vivacité de ses réparties ». Quant à la figure qu'il faisait dans le monde, celui surtout du noble faubourg, la voici, pour en revenir au biographe : « D'abord il était fort laid, chose convenue... puis il était inflexible sur le chapitre du devoir, mais pour le reste, d'une inépuisable complaisance... Il parlait bien et saluait de même; on le citait pour ses bonnes manières... Il n'est pas beau, mais il est gentil, disait une vieille duchesse bien connue, et le mot fit fortune » (1).

Ecrivain, l'abbé Letourneur n'a laissé que des cantiques qui ne manquent ni de goût, ni d'élévation, ni de poésie, dont plusieurs sont restés populaires dans nos églises, et quelques livres de piété. On cite : *Le mois de la Sainte-Enfance* (1830), un *Mois de Marie* (1842) et autres ouvrages qui témoignent de sa dévotion envers cette Sainte-Vierge, « religion de douceur, de modestie et de charité », ce qui ne l'empêchait pas de passer pour « n'être rien moins que modeste, et d'être prétentieux jusqu'à l'arrogance. Les mandements et les *Statuts synodaux* qu'il a laissés appartiennent à sa vie d'évêque de Verdun. On remarquera seulement que les premiers offrent un mélange de bon et de mauvais, d'élévation et de chutes, dit toujours son biographe, « des élans de poète et des calmes plats... » et qu'ils sont, paraît-il, composés de morceaux d'emprunts. Quant aux seconds, où l'on ne ménage guère l'*interdit* ou la *suspense ipso facto*, ils ont mérité la flétrissure de *code draconien*. Mais il ne faut pas oublier qu'il avait travaillé avec l'abbé

(1) Nous laisserons toujours à l'impitoyable abbé biographe la responsabilité des amères critiques ou observations, qu'il lui plaît d'appliquer à des prélats réputés gallicans.

Félicité de Lamennais pour la publication de la *Bibliothèque des Dames chrétiennes* (12 vol. in-32) et seul à l'*Année chrétienne* (6 vol. in-18).

III. — Ainsi l'abbé Letourneur pouvait revendiquer la gloire de sa liaison avec un homme aussi illustre que malheureux. Celui-ci s'était fait connaître, dès 1808, par sa *Tradition de l'Eglise sur l'institution des évêques*, qu'il avait publié en collaboration avec son frère Jean, supérieur du séminaire de Saint-Malo, sous la direction duquel il s'était placé, et surtout par ses opinions sur Napoléon qu'il appelait : *l'homme altéré de sang*. Obligé de s'enfuir, à son retour en 1815, il s'était retiré en Angleterre, où l'abbé Carron lui donna la surveillance des pensionnats qu'il y avait créés dans son émigration. De retour en France, il se réunit à la petite société que cet abbé avait fondée à Paris, impasse des Feuillants, donnant dans la rue Saint-Jacques, d'où est venu aux ecclésiastiques respectables et aux dames de cette société le nom de *Feuillants* et de *Feuillantines*. Ensuite, il y revint souvent, soit après avoir été à Saint-Sulpice, soit après avoir reçu la prêtrise à Rennes, en 1816, et pour achever le premier volume de l'*Essai sur l'indifférence*. Terrain neutre, cette maison, rendez-vous des prêtres, les recevait sans distinction d'opinions : « Jésuites, gallicans, ultramontains, sulpiciens, missionnaires, mais les *Mennésiens* et *Mennésiennes* n'avaient pas tardé à l'emporter, sans toutefois cacher la vérité au maître ». L'abbé Carron surtout ne lui dissimulait pas sa pensée parce qu'il l'aimait sincèrement et le traitait comme un fils, comme il l'appelait son père (1).

Dans cet « oasis perdu au milieu de Paris », se rendait aussi l'abbé Letourneur, et c'est à l'école du vénérable abbé qu'il se forma à l'exercice des missions et acquit dans les Carêmes et les Avents qu'il prêchait « la renommée d'un des plus éloquents prédicateurs de l'époque ». Il y rencontrait Lamennais, se lia avec lui et c'est alors qu'il lui prêta son concours à la *Bibliothèque des Dames*. Le trop illustre écrivain lui porta le plus vif intérêt et

(1) *Œuvres posthumes* de LAMENNAIS, t. Ier. *Correspondance* (Paris 1858). *Notes et souvenirs*, pp. 12, 13 et 14.

son amitié pour lui se fit sentir surtout depuis 1822 où il prêcha un Carême à la cour de Louis XVIII. De la solitude de Lachênaie, où il recevait toute la pléïade des jeunes illustrations qui avaient adopté ses idées, Lamennais écrivait à Mᵉˡˡᵉ de Trémeneuc, feuillantine : « Je n'ai pas entendu parler de l'abbé Letourneur depuis le carême; je n'en suis pas surpris; c'est une grande fatigue que de prêcher là » (1). De la date du 21 avril au 10 mai, il l'attendait à Lachênaie, où se trouvaient alors Murinais et son frère Jean Lamennais, qui y prolongeait son séjour pour le voir (2). Enfin, le 23 mai, il mandait à une autre feuillantine, Mᵉˡˡᵉ de Lucinière : « J'ai eu ici quelques jours le bon abbé Letourneur. Il est parti presqu'aussitôt après être arrivé. Ce m'a été un grand plaisir et une grande consolation de le revoir. Il m'a presque promis de revenir pour plus longtemps vers la fin de l'été. Qu'il serait doux de se retrouver encore une fois tous ensemble sur cette pauvre terre ! mais sur cela, comme sur tout le reste, il ne faut vouloir que ce que Dieu voudra » (3). Il exprimait le même espoir de revoir Letourneur à Lachênaie dans deux autres lettres aux mêmes personnes, auxquelles cet abbé était très attaché, du 28 mai et du 12 juin (4). Du reste, la correspondance entre les deux amis paraît avoir été peu active. En effet, le 15 mai 1824, Lamennais écrivait de Genève à cette dernière : « Si vous avez quelques communications avec l'abbé Letourneur, vous m'obligerez beaucoup de me mettre en relation avec lui. Vraiment je devrais lui avoir écrit; mais écrire est une chose qui me devient de jour en jour plus pénible » (5).

L'année précédente, M. Letourneur louait sans réserve les deux derniers volumes de l'*Essai sur l'indifférence* dont le premier datait de 1817. « ... Il me semble, écrivait-il alors à son illustre auteur, que depuis que j'ai lu vos deux derniers volumes, je suis plus fort, je vois

(1) Voyez sur Lachênaie l'*Illustration*, t. XXXIII, nº 465, 4 mars 1854. — *Œuvres, etc.*, t. Iᵉʳ, p. 92.
(2) *Ubi supra.*
(3) *Ibid. Lettre* à Mᵉˡˡᵉ de Lucinière, p. 93.
(4) *Ibid.*, pp. 97 et 100.
(5) *Ubi supra*, p. 113.

mieux, j'entends plus clair. Que Dieu soit béni, mon frère, de tout ce qu'il vous a donné pour sa gloire ! Car, si en un cœur de prêtre bien desséché, bien éteint, presque mort, ces traits de feu et de lumière ont laissé une empreinte si forte et je crois si profonde, que sera-ce donc dans des âmes mieux disposées?... N'ayant pas le temps de vous lire le jour, je vous lisais la nuit, et il m'a fallu bien des heures de nuit, car il y a des passages qui m'arrêtaient longtemps et sur lesquels il me fallait revenir bien des fois.

« La dernière livraison des *Tablettes du Clergé* contenait une lettre, datée de Rome, tout à fait dans le style et la manière de C. Je n'en ai pas été surpris, car je m'y attendais et je gagerais qu'Ostini l'a trouvée de son goût. *Cœci sunt et duces cœcorum.* Ces petites conjurations d'amour-propre froissé et de systèmes vaincus peuvent retarder le triomphe de la vérité, mais son jour viendra...

« On a souvent besoin de lever les yeux au ciel dans les jours où nous vivons tant le mal y est extrême, tant les efforts qu'on tente pour y porter remède sont impuissants. Notre bon Jean m'attriste, et quoique mon évêque me dise que « la guerre est un peu son élément », je doute fort qu'on vive à l'aise au milieu des tracasseries dans lesquelles on est à peine soutenu par ceux qui y sont à peu près seuls intéressés. Puis de même que les éloges ne tarissent pas lorsqu'on réussit, à quelque chance d'ailleurs que le succès se puisse devoir, on peut s'attendre à la censure la plus démesurée, lorsqu'on est traversé, on est arrêté court dans sa marche. Si les réformes de l'abbé Jean n'avaient pas été contrecarrées en tous sens, l'ordre qu'il rétablissait à Saint-Denis et dans toute la Grande Aumônerie ajoutait à sa réputation d'habileté. Je ne serais pas surpris maintenant qu'on déclarât « qu'il n'est qu'un brouillon » (1).

On sait, en effet, que Jean de Lamennais, nommé vicaire général du grand aumônier le prince de Croy, archevêque de Rouen, en 1822, ne réussit pas dans les

(1) *Ibid.*, t. 1er, p. 36, *Notes et souvenirs.*

projets de réforme qu'il voulait appliquer à l'Aumônerie à commencer par l'institution de Saint-Denis. Quant à l'évêque, dont parle ici l'abbé Letourneur, il n'était autre que l'évêque de Rennes, de Lesquien, dont il était alors le grand vicaire et lequel paraissait peu goûter les opinions de son ami de Lachênaie. Du reste, il s'était fait « aussi peu aimer que possible dans le diocèse de Rennes », dit le solitaire, en sorte que sa vie devait y être assez précaire. C'est ce que faisait entendre Lamennais lorsqu'écrivant, le 14 février 1825, de Lachênaie, à Mᵉˡˡᵉ de Lucinière, il lui disait : « J'ai fait la même réflexion que vous au sujet du pauvre abbé Letourneur. Son avenir m'inquiète. Viendra-t-il ici, restera-t-il là? Peut-être ni l'un ni l'autre. Il a de vieilles habitudes à Paris et je crois qu'il préférera ce séjour à tous les autres. Mais encore il faut vivre. Je prie Dieu qu'il l'éclaire et qu'il veille sur lui » (1).

Sa prière devait être exaucée, car Jules de Simony avait dû penser à lui dès son élection au siège de Soissons. En effet, le 28 mars 1825, Lamennais, ayant appris qu'il était appelé par le prélat à Soissons, écrivait à la même personne : « Je crois comme vous que l'abbé Letourneur ne restera pas longtemps à Soissons, il lui faut Paris. Pour moi, je n'aime que nos champs et nos eaux et nos forêts » (2). Ici paraissent s'être terminés les rapports de M. Letourneur avec Lamennais, dont certainement il répudia les doctrines lorsqu'elles furent portées à l'extrême. Mais alors rien ne faisait présager les conséquences qu'il en devait tirer dans la suite. Rejetant les anciens systèmes philosophiques, s'il niait, comme *criterium* de vérité, le sens intime, l'évidence et la raison individuelle, qu'il remplaçait surtout par le témoignage universel ou sens commun, c'était pour faire cesser, croyait-il, l'antagonisme qu'ils avaient produit de tout temps entre l'Eglise et la philosophie. Sans doute, ce nouveau système fut l'objet de violentes attaques dont le sorbonniste Guillon et le sulpicien Boyer, sans parler de tant d'autres, se firent les pre-

(1) *Ubi supra*, t. 1ᵉʳ, p. 117.
(2) *Ibid.*, p. 123.

miers promoteurs; mais, d'autre part, Joseph de Maistre, qui avait tant prôné le premier volume de l'*Essai*, lui écrivait de « laisser croasser ces grenouilles ». Lui-même, pour mettre fin à ces débats, s'étant rendu à Rome pour soumettre ses doctrines au Pape, avait été accueilli par Léon XII avec une singulière distinction. La guerre n'en continua pas moins entre les écoles rivales et ne devait pas sitôt finir.

Quoi qu'il en soit, l'abbé Letourneur, ayant quitté Rennes, où sa position vis-à-vis du clergé, paraît-il, n'était plus guère tenable, « vint à Soissons, dit encore le Solitaire (1), pour se faire détester tout à fait et justifier de plus en plus, par ses brusqueries et ses remuements de tous genres, le sobriquet de *Retourneur* qu'il conserva dans le diocèse de Verdun ». Il se fixa plus longtemps qu'on aurait pu le croire, auprès de son ami, d'un caractère diamétralement opposé au sien. Installé comme chanoine et vicaire général honoraire, le 11 juin 1825, il devint, le 29 novembre, chanoine titulaire en vertu d'un brevet royal du *Serment de fidélité*, celui que Jules de Simony avait prêté entre les mains de Charles X après sa promotion à l'épiscopat. Les Lettres patentes de ce brevet étaient datées de Saint-Cloud, le 17 juillet de la même année, et signées de Denis, évêque d'Hermopolis (2).

L'abbé Letourneur, qui avait occupé le canonicat laissé vacant par le chanoine Marchand décédé, allait, au bout d'une année faire lui-même place à un autre titulaire. L'abbé Debully ayant cru devoir donner, le 28 juillet 1827, sa démission de vicaire général titulaire pour qu'on pût faire entrer le nouveau venu dans l'administration, se fit installer chanoine, le 28 juillet 1826, à la place de Petit de Reimpré décédé, en vertu d'un brevet de *Joyeux avènement*, le sacre du roi Charles X. La démission de vicaire général titulaire entraînant alors celle de doyen du chapitre, ce ne fut toutefois que le 28 mars 1828, que l'abbé Letourneur fut investi du

(1) *Biographie du Clergé.* — LETOURNEUR.
(2) *France pontificale*, p. 402. — *Etude sur les brevetaires*, par H. CONGNET.

décanat qui resta vacant jusqu'à cette époque, on ne sait pas bien pour quelle raison. Dans cet intervalle, la compagnie fut présidée tantôt par le grand-archidiacre de la Loge et tantôt par l'évêque lui-même, l'abbé Debully n'étant plus que vicaire général honoraire (1).

En quittant ainsi la dignité qu'il avait occupée, l'espace de vingt-deux ans pendant lesquels il avait rendu au diocèse tant d'éminents services et dans des circonstances si difficiles, il fit preuve d'un désintéressement bien rare. Par sa politesse, son affabilité, la distinction de sa personne, son habilité de diplomate dans le maniement des affaires civiles et ecclésiastiques, il s'était acquis la considération des gens du monde, du clergé diocésain et des trois prélats qu'il avait secondés par ses talents et son expérience. Il n'en est pas moins vraisemblable que les postes qu'il occupait près d'eux, étant précaires de leur nature, ne furent un motif pour lui de solliciter, pour s'assurer un modeste avenir, ce brevet de *Joyeux avènement* qui le mît à l'abri de toute éventualité. Une circonstance surtout paraît l'avoir déterminé à prendre ses mesures. Conservé vicaire général et doyen par Aubin de Villèle, mais ayant déjà dû quitter le palais épiscopal, où il avait été le commensal de son prédécesseur, sur les plaintes réitérées du prélat qui trouvait cette demeure trop peu étendue. Sans doute, Jules de Simony lui avait aussi conservé ses titres, mais cette faveur durerait-elle? Deux nouveaux venus, les abbés Ruellan et Letourneur, celui-ci surtout, l'ami du prélat, ne seraient-ils pas préférés à celui dont le passé schismatique, encore trop récent quoique bien effacé? Aussi, dès le 27 juillet 1825, peu après l'arrivée du prélat, se pourvut-il, auprès du roi, de ce brevet de *Joyeux avènement* qu'il pourrait, le cas échéant, présenter à l'évêque et au chapitre à la vacance d'un canonicat par mort ou démission. Redevenu simple chanoine et vicaire général honoraire, l'abbé Debully ne consentit à reprendre ses anciennes dignités qu'après la démission et le départ de l'abbé Letourneur, en 1834,

(1) *Ibid.*

et il les conservera jusqu'à sa mort arrivée le 14 juillet 1843 (1).

Paris étant, comme l'écrivait Lamennais, un besoin pour l'abbé Letourneur, celui-ci devait quitter Soissons et devenir chanoine titulaire de la métropole. Il signala son passage dans le diocèse de Soissons par une sévérité outrée et une dureté sans exemple. Apre dans ses paroles et sa correspondance avec le clergé, il se montrait sans pitié dans ses actes, tel en un mot qu'il s'était montré à Rennes et qu'il se montrera à Verdun dans son évêché. Un jour que la calèche épiscopale, dans une visite diocésaine où il accompagnait le prélat, s'était enfoncée dans les boues de la Thiérache, un curé-doyen, qui s'y trouvait, hasarda cette simple observation : « Monseigneur peut voir par là combien les pauvres curés de campagne ont de mal dans le desservice des paroisses ». L'évêque garda un silence approbatif, mais le grand vicaire répondit brusquement : « Oh! non, pas du tout ». Ce seul exemple suffirait à peindre l'homme. Sans doute, il annonçait dignement la parole de Dieu dans la chaire, mais la grande sévérité de son enseignement en éloignait, à Soissons du moins, les auditeurs. Aussi disait-il que « les Soissonnais se damnaient bêtement ». Il retourna à Rennes pour y prêcher le Jubilé à la fin de novembre 1826. « Le Jubilé fait merveille à Rennes, écrivait, de Paris, Lamennais, le 4 décembre, l'abbé Letourneur prêche » (2).

IV. — L'ANNÉE du sacre de Charles X avait été précédée, en effet, de celle du grand Jubilé donné par le pape Léon X et publié solennellement à Rome, le 24 mai 1824, par la Bulle : *Quod hoc ineunte sæculo*, les circonstances ayant empêché de le célébrer, selon l'usage, au commencement du siècle. Chose surprenante pour ceux qui ne sont pas au fait des préjugés gallicans ! Dans le temps même que le Souverain-Pontife accordait

(1) *Ubi supra.* Il faut remarquer que, par une ordonnance du roi du 20 juillet 1826, les dignitaires démissionnaires recevraient un titre de chanoine et reprendraient leur rang d'ancienneté, soit comme dignitaires, soit comme chanoines titulaires. (H. CONGNET, *ubi supra.*)

(2) *Lettre* de Mgr de Simony du 4 septembre 1826. *(Recueil des Mandements).*

cette grâce à l'Eglise universelle, le gouvernement français était près de faire revivre, comme on va le voir, l'enseignement de la fameuse Déclaration de 1682, prétention que repoussèrent tout d'abord, entre autres évêques : de Clermont-Tonnerre, cardinal-archevêque de Toulouse, et d'Aviau, archevêque de Bordeaux. Le Jubilé ne fut pas moins reçu et célébré avec un entraînement général dans toute la France. Jules de Simony en avait fixé les exercices dans son diocèse, par un Mandement du 18 février 1826, avec prescription des moyens pour en gagner les indulgences. Ensuite, profitant d'un indult accordé par sa Sainteté, et publié par la Congrégation des évêques et réguliers, donnant aux Ordinaires des lieux, où les fidèles n'auraient pu être préparés par la parole divine au Jubilé de l'année sainte, la faculté de le fixer comme ils le jugeraient à propos, le prélat permit de l'ouvrir dans tout le cours de l'année 1827, à l'époque la plus convenable et d'en faire les exercices dans l'espace d'un mois (1).

Cependant l'abbé de Lamennais de retour à Paris, avait rallumé la guerre entre ultramontanistes et gallicans. Prévoyant la chute des Bourbons, qu'il prédisait clairement, il songeait à grouper les catholiques pour sauver la religion et l'approprier, après cette chute, aux besoins du siècle. Dans ce but, il créa l'*Association pour la défense de la Religion catholique* et fonda le *Mémorial catholique*. Il rêva même une *Université catholique*, dont il jeta les fondements dans l'école, ou séminaire, de Malestroit, destinée à propager ses idées et à être prêt, dès la première révolution, à s'emparer de la situation. Enfin il publia son livre de *la Religion considérée dans ses rapports avec l'ordre civil et politique*. Malestroit était dirigé par son frère Jean de Lamennais. Ces ouvrages provoquèrent une foule d'écrits que se lançaient les deux camps. Lamennais, en somme, y soutenait l'infaillibilité du Pape, sa supériorité sur le concile général, sa puissance absolue sur le temporel des rois, et il déclarait hérétiques les partisans des opinions contraires.

(1) *Ubi supra. Correspondance*, t. 1er, p. 200.

C'était la destruction radicale de la *Déclaration de 1682* (1).

Le gouvernement s'émut de pareilles attaques ; Lamennais, cité en police correctionnelle fut condamné à 36 francs d'amende et s'écria : « Vous saurez ce que c'est qu'un prêtre ». Il le montra d'abord et ensuite se perdit lui-même. La cour, les évêques, ayant à leur tête le cardinal de Latil et l'archevêque de Quélen, se montrèrent défavorables au *Mémorial* et à l'*Association* qu'ils qualifièrent d'ultramontanisme et disaient : que c'était aux évêques seuls à défendre la foi. Pour répondre à ces attaques, on ordonna de n'enseigner désormais, dans les séminaires, aucune doctrine contraire aux *Quatre Articles* et on pensa à faire entrer dans le Conseil d'Etat l'élément ecclésiastique, sans doute pour y surveiller et juger les écrits rédigés au point de vue gallican, projet resté sans résultat. « On s'occupa aussi, écrivit Lamennais, de Paris, le 5 novembre 1826, au comte de Senfft, d'organiser au Conseil d'Etat, un comité ecclésiastique du contentieux. On assure même que l'abbé Fayet, l'abbé Affre (alors vicaire général d'Amiens), neveu de M. Boyer, M. Frayssinous et l'abbé Debully, ancien vicaire général de M. de Beaulieu, sont nommés maîtres des requêtes. On ajoute que M. Affre doit sa nomination à un beau livre sur les Libertés gallicanes qu'il a composé par ordre de l'évêque d'Hermopolis et qui paraîtra bientôt. L'administration ecclésiastique est très active en ce sens » (2).

Deux partis, qu'on avait essayé en vain de fusionner, étaient donc en présence ; en voici les principaux tenants : Le parti gallican et ministériel comptait dans ses rangs ou à sa tête : de Latil, archevêque de Reims ; Feutrier, évêque de Beauvais ; Clausel de Montals, évêque de Chartres ; Affre, futur archevêque de Paris ; l'abbé Grégoire, ex-évêque schismatique de Blois ; Frayssinous, évêque d'Hermopolis ; Auribeau, Picot, Lanjuinais avec lesquels marchaient la Sorbonne, les

(1) *Ubi supra, Correspondance,* t, 1er, 201. Senfft, diplomate autrichien.
(2) *Ibid.*

chambres, les ministres, la magistrature, les journaux. Le groupe Lamennais se composait de Salinis, futur évêque d'Amiens, mort archevêque d'Auch ; de Martin de Noirlieu, sous-précepteur du duc de Bordeaux, mort chanoine-prêtre de Saint-Denis, et ancien néo-oratorien ; de Laurentie, publiciste légitimiste ; de Fayet, mort évêque d'Orléans. Ces trois derniers, ayant été missionnaires, avaient été chargés de la direction de la *Société des bonnes études* qui se recrutait parmi les jeunes gens de la province venus à Paris pour suivre des cours de droit ou de médecine (1). Cette société se réunissait chaque semaine dans la crypte de l'église de Sainte-Geneviève. Faisaient en outre partie de ce groupe : Rohrbach, auteur d'une grande et savante *Histoire de l'Eglise*, ami particulier du maître ; de Coux, philosophe chrétien et légitimiste ; de Scorbiac, Combalot, Pélier de la Croix, les abbés Migne, Colombeau, Lacordaire, Montalembert, de Genoude, Busson, Guéranger, Blanc, Gousset, Ventura, Bautain, professeur à la faculté de Strasbourg ; O'Mahony, de Bonald, de Maistre qui allait bientôt mourir ; Gerbet, sans compter tant d'autres personnages ecclésiastiques et laïques de toutes conditions qui, à tort ou à raison, passaient pour *Mennésiens* (2). La partie jeune et ardente de cette nombreuse phalange recherchait, comme un grand bonheur, l'avantage d'être admise à Lachênaie et d'y recevoir l'hospitalité simple, modeste et douce, mais surtout savante que leur offrait M. de Lamennais (3). L'abbé Gerbet qui fut successivement depuis, vicaire général de Paris, d'Amiens, sous M. de Salinis, et enfin évêque de Perpignan en 1853, y faisait presque habituellement son séjour. Plus tard hélas ! lorsque tous les liens avec le maître furent brisés, celui-ci substitua à ces nobles et dignes amitiés, celles

(1) La plupart de ces personnages qui s'attachèrent à M. de Lamennais sont trop connus de ceux qui étudient l'Histoire ecclésiastique contemporaine pour que l'on s'y arrête ici davantage. On peut consulter, non sans fruit, sur la plupart d'entre eux les biographies ; surtout la *Biographie du Clergé contemporain par un Solitaire* qui était l'abbé Barbier lequel soumit son œuvre au Souverain-Pontife qui ne paraît pas l'avoir condamné : Voyez son premier volume.

(2) *Correspondance.*

(3) *Id.*

de personnages d'un genre diamétralement opposé. Il se lia, lui l'auteur de l'*Essai sur l'Indifférence*, avec les Auguste Barbet, Armand Lévy, Joseph Montanelli, David d'Angers, Carnot, Béranger, Jean Raynaud, Henri Martin, ceux-là même qui, à sa mort, éconduiront les vrais amis de son ancienne gloire : le P. Ventura et l'abbé Martin de Noirlieu, alors curé de Saint-Louis-d'Antin, qui espéraient de lui un acte de repentir.

Il faut le dire, l'animosité du parti gallican se porta trop souvent à des excès contre son adversaire et employa des moyens qui furent, en partie, la cause de la défection du maître. Telle était alors l'irritation contre les Jésuites, qu'on rangeait de ce côté, que le ministre des finances, de Villèle, retira ses neveux de Saint-Acheul (1). Laurentie est destitué de sa rédaction de la *Gazette de France* pour ultramontanisme ; l'on menace de la même peine Salinis, professeur à la faculté de théologie de Bordeaux, et O'Mahony, rédacteur du *Mémorial*, s'il insère de lui, dans ce journal, un article sur la destitution de Laurentie. L'abbé Clausel, adversaire déclaré de Lamennais, attaque ce journal avec une telle ardeur que celui-ci le croit *possédé, enragé ;* il ne ménage pas davantage la *Société catholique*, laquelle avait pourtant été honorée d'un bref favorable du Saint-Père, au mois de juin 1827, avec une concession d'indulgence. L'archevêque de Latil, aurait menacé, dans son diocèse de Reims, d'exclusion des ordres ceux qui professeraient l'ultramontanisme, et défendu de coopérer à l'*Œuvre de la Propagation de la Foi*, ainsi qu'à celle de la *Société catholique des Bons Livres*, parce que « c'est procurer de l'argent aux ultramontains ». Martin de Noirlieu, resta toutefois aumônier de l'école polytechnique, quoiqu'une ordonnance l'eut remplacé. Telle était l'impiété ou l'indifférence qui envahissait toutes les écoles, qu'en 1826 il n'y avait pas eu vingt-cinq pâques dans celle-ci (2). Les missionnaires dit Lamennais, sont menacés de suppression, puis viendra le tour des Jésuites et on tombera sur le parti-prêtre.

(1) *Ubi supra*, p. 202.
(2) *Ibid.*

Lamennais ne se trompait pas; le gouvernement lui-même était poussé par la Révolution. Le clergé est surveillé par les préfets et des mesures sont réclamées contre les missions des Jésuites. Interrogé par l'évêque d'Hermopolis, sur la conduite qu'il tiendrait, dans le cas d'une dissolution de Saint-Acheul, de Châbons, évêque d'Amiens, récemment fait pair de France avec le comte de Villèle, archevêque de Bourges, et Salmon Duchâtellier, évêque d'Evreux, répondit : « qu'il suivrait l'exemple des autres évêques ». La masse du clergé est excellente, les doctrines catholiques le pénètrent, dit un écrivain, mais l'épiscopat est faible. Savy, proviseur du collège de Toulouse « établissement détestable », et de Villeneuve, qui « vivait plus en laïque qu'en prêtre, se promenant dans Paris en pantalons... », sont nommés évêques. On choisit pour Bayeux « un Sorbonniste forcené » qui avait prêté le serment en 1792; et pour Vannes « un homme pieux, mais une vraie caricature ». De tels choix « sont désolants » et « toutes les places sont données à des gens de cette espèce » (1).

Dans l'espérance de porter un coup sérieux au parti mennésien ou ultramontain, on provoqua une manifestation de l'épiscopat. Il se tint à Paris une réunion de quatorze prélats qui s'y trouvaient, les uns comme pairs, les autres comme membres de la commission de la Sorbonne. Après plusieurs séances, on arrêta un *Exposé du sentiment des évêques qui se trouvent à Paris, sur l'indépendance des rois dans l'ordre temporel.* On y adoptait sur ce point l'article premier de la Déclaration de 1682 et implicitement seulement les trois autres, tout en évitant du reste de prononcer le nom de cette Déclaration. Les prélats en agirent ainsi pour éviter d'aggraver l'irritation des esprits, et de peur de se rapprocher du sentiment des juges qui avaient condamné Lamennais pour désobéissance à la Déclaration que ceux-ci regardaient comme une loi fondamentale du royaume.

Cet *Exposé* des quatorze évêques, qui parut le 3 avril 1826, fut envoyé à tous leurs collègues. Trente-

(1) *Ubi supra*, p. 214.

quatre y adhérèrent d'abord, entre autres Jules de Simony. Son grand vicaire et ami Letourneur, qui devait s'éloigner de plus en plus de Lamennais, beaucoup trop compromis, ne fut sans doute pas étranger à la détermination du prélat. La plupart des autres prélats donnèrent successivement leur adhésion. Toutefois, si l'on s'en rapporte à une lettre adressée à M. de Senfft par Lamennais, et datée du 10 avril de Versailles, où il se trouvait alors avec ses amis, Rohrbach et Gerbet, les choses n'avaient pas pris d'abord une si heureuse tournure (1). Peu d'évêques auraient donné leur approbation entière. Celui de Rennes renvoya tout au jugement du Pape; l'archevêque de Bordeaux, d'Aviau, aurait répondu : « Laissez-moi mourir dans mon attachement aux vieilles erreurs de l'Eglise romaine ». Le clergé du second ordre en masse se prononce, ajoute-t-il, dans le sens catholique, l'évêque de Chartres, Clausel de Montals, agit comme devant prendre la défense de Frayssinous, « son intime et parent ». Clausel de Coussergue, conseiller de l'Université, son frère, l'attaque violemment de sa part. Enfin on annonce un autre ouvrage de l'abbé Affre dans le même sens demandé par l'évêque d'Hermopolis (2).

V. — Les prévisions de Lamennais sur les projets de la Révolution colorés sous le nom séduisant de libéralisme, et qui ne tendaient à rien moins qu'à la destruction de la religion en France, ne tardèrent pas à se traduire par des faits. De concessions en concessions, elle finit par obtenir d'un gouvernement imbu de gallicanisme, les tristes Ordonnances du 16 juin 1827, qui enlevaient aux Jésuites le droit d'enseigner, fermaient leurs célèbres collèges, limitaient le nombre des élèves dans les séminaires et attentaient ainsi aux droits des évêques sur le gouvernement de ces établissements. On atteignit ainsi un double but, on se débarrassait de religieux odieux, qui attiraient dans leurs maisons l'élite de la jeunesse, et on tarissait la source du sacerdoce catholique. Cette victoire était d'autant plus éclatante

(1) *Ibid.*, p. 178.
(2) *Id.*

qu'on avait arraché les Ordonnances à la signature d'un prince profondément religieux et qu'elles émanaient d'un évêque, Feutrier, de Beauvais, ministre des cultes, et successeur de Frayssinous, hostile à cette inique mesure.

Un cri d'alarme partit cette fois du sein de l'épiscopat. De toutes parts, on s'élève contre les Ordonnances; des évêques retardent même la rentrée des élèves de leurs séminaires, soit dans l'espérance qu'on reviendrait sur ces fatales mesures, soit pour donner un avertissement effectif à un ministère ainsi fourvoyé. Le cardinal de Clermont-Tonnerre, archevêque de Toulouse, répondit en ces termes au ministre qui lui demandait des renseignements sur leur exécution : « Monseigneur, la devise de ma famille qui lui a été donnée par Calixte II, en 1120, est celle-ci : *Etiamsi omnes ego non*, c'est aussi celle de ma conscience ». Défense fut faite au cardinal de paraître à la cour jusqu'à nouvel ordre, et il céda sur de nouvelles instances (1).

L'évêque de Soissons sut répondre avec adresse, sans toutefois trahir la vérité, il signa un Mémoire de l'archevêque de Toulouse contre les Ordonnances adressé au nom de l'évêque. Les Ordonnances de 1828 durent entraver pour un temps la sollicitude de Jules de Simony à l'égard des séminaires objets de sa générosité. En cette année, on avait entrepris la reconstruction de l'aile septentrionale du grand séminaire, dont les travaux ne furent terminés qu'en 1831, sauf l'aménagement intérieur. Quoiqu'en harmonie avec le reste de l'édifice, on lui donna plus de largeur. On rapporta dans la chapelle les lambris sculptés et les statues de saint Grégoire et de saint Ansèric, déposés jadis à Saint-Joseph, redevenu la Petite-Caserne. On remplaça, dans la suite, l'autel en bois par un autel de marbre modelé sur l'ancien, actuellement placé dans la chapelle de l'Hôtel-Dieu de Laon, et il fut consacré, le 16 juillet 1848, par Jules de Simony, alors démissionnaire, sous le patronage de saint Charles. Les lambris furent, plus tard,

(1) Feutrier, évêque de Beauvais, ancien curé de la Madeleine, mourut de chagrin d'avoir attaché son nom à ces ordonnances.

décorées de peintures et d'un chemin de la Croix dans leurs panneaux ; les fenêtres furent ornées de vitraux peints et la grille en bois fit place à une autre de fer forgé. On plaça une chaire dans le chœur et les tableaux de saint Charles et de saint Vincent de Paul au fond du sanctuaire. Enfin, on arrangea dans la nef une partie des beaux et solides lambris arrachés à la cathédrale, et on en fit servir aussi à la construction d'une tribune pour l'orgue (1). La bibliothèque, placée au-dessus de la chapelle au troisième étage, n'en fut descendue et replacée qu'en 1861 au lieu qu'elle avait occupé primitivement.

Jules de Simony avait songé, depuis longtemps, à ménager au clergé militant arrivé à l'âge du repos, une maison de retraite, et ce projet fut sur le point d'être réalisé. L'ancien couvent des Capucins de Soissons et ses beaux jardins, aliénés à la Révolution, avaient été loués, en 1814, par un vicaire de la cathédrale, l'abbé Pottier, originaire de Cramailles. Homme actif, entreprenant, laborieux et dévoué de cœur et d'âme à l'éducation de la jeunesse, il y avait fondé un pensionnat qui suivait les cours du collège jusqu'en 1822, où il succéda dans le principalat de cet établissement à l'abbé Horlier, lequel alla fonder, avec ses nièces, à Septmonts, une pension de jeunes filles. Les Capucins n'étaient séparés du séminaire que par ses jardins, une élévation de terrain surmontée d'une muraille et faisant partie de la colline de Saint-Jean-des-Vignes. C'est dans ce lieu charmant, solitaire et dominé par les belles tours de la célèbre abbaye, que Jules de Simony s'était proposé d'offrir un asile aux prêtres âgés et infirmes, où il se serait tenu des conférences sur les matières ecclésiastiques. Il obtint, en 1826, l'acquisition par l'Etat de cette maison abandonnée, au profit du séminaire et elle y fut annexée. Le premier projet ne se réalisa pas et les Capucins devinrent une section de l'établissement où l'on plaçait un certain nombre d'élèves, sous la surveillance d'un directeur. Pour faciliter les communications

(1) Ceci eut lieu lorsqu'on détruisit le jubé et avec lui : autels, grilles, et une partie des lambris sous l'épiscopat de Jean-Jules Dours.

entre les deux maisons, on coupa le monticule par une chaussée traversant les jardins, les vergers et les bosquets. C'est en creusant le terrain qu'on découvrit les restes d'un théâtre romain adossé à la colline, et si connu aujourd'hui des antiquaires, quoiqu'on ait cru plus tard devoir, assez intempestivement, recouvrir ces ruines. Jules de Simony compléta ce bienfait en achetant de l'abbé Pottier, en 1829, lorsqu'il devint principal du collège de Châlons, le château et le parc de Mercin qu'il donna à l'évêché et au séminaire pour servir à l'un et à l'autre de maison de campagne.

Cependant les partis politiques, en 1829, se dessinaient de plus en plus fortement. Le parti libéral, ou plutôt révolutionnaire, poussant à l'anarchie, voulait au fond l'abolition du christianisme déjà décoré d'ultramontanisme. Le parti gallican tendait au retour de l'ancien régime, c'est-à-dire à la soumission de l'Eglise à l'Etat. Il voulait au moins modifier le catholicisme dans le sens du gallicanisme ou du protestantisme. D'autre part, le parti catholique réclamait toutes les libertés constitutives de l'ordre chrétien et travaillait à préparer le développement plein et entier des principes catholiques (1). Lamennais jeta au milieu de cette mêlée d'opinions et de tendances son livre : *Des progrès de la Révolution et de la guerre contre l'Eglise*, qui mit en feu le corps diplomatique, les évêques et les Jésuites qui en poursuivirent la condamnation à Rome. L'auteur s'y livrait aux plus éloquentes réclamations, découvrait les manœuvres de l'impiété et prédisait une révolution qui, en effet, était imminente.

(1) *Ubi supra* et *Vie de Mgr de Simony.*

PÉRIODE MODERNE

LIVRE VINGT-CINQUIÈME.

Dix-neuvième Siècle.

(Sixième partie.)

DEPUIS LES ORDONNANCES DE 1825 SUR LE CLERGÉ, JUSQU'A LA RÉVOLUTION DU 30 JUILLET 1830.

SOMMAIRE. — I. Révolution de 1830. Triomphe de l'émeute à Paris. Licenciement des séminaires. Sentiments de Jules de Simony, sa lettre au Clergé. Le drapeau tricolore à l'évêché ; armes cachées au château de Mercin. Envahissement du grand séminaire ; réclamation du prélat ; il est rendu sous conditions. Le petit séminaire de Laon demandé pour caserne ; celui de Liesse conservé ; tracasseries à l'égard de celui d'Oulchy demandé pour l'école primaire ; transaction fâcheuse. — II. Jules de Simony au sacre de M. Gallard, évêque de Meaux, et aux funérailles de deux prélats. Le *Te Deum* et le *Domine salvum fac regem* après 1830. Tracasseries, attaques, calomnies contre les curés des paroisses ; insultes à tous les prêtres. Félix de Lamennais et son journal l'*Avenir*. L'*Avenir* blâmé par le Gouvernement et l'Episcopat, accueilli par le clergé inférieur. Mort et funérailles de Grégoire, évêque de Loir-et-Cher. Lamennais à Rome, L'*Avenir* condamné par l'Encyclique du 15 août 1832. Irritation de Lamennais ; sa lettre sur l'état du clergé ; ses publications : les *Paroles d'un Croyant ;* les *Affaires de Rome* adressées au P. Ventura ; effets prodigieux de ces ouvrages dans le monde. L'ancien ami de Lamennais, Letourneur. Il est nommé à l'évêché de Verdun, son épiscopat, sa mort. Episcopat de Jules de Simony ; sa vie intérieure, son administration, sa générosité pour sa cathédrale, la maîtrise, son humilité, sa charité, son accueil du clergé et les changements. Suite de *N.-D. de Bon-Secours,* ses divers supérieurs. M. Ruellan visite la maison-mère ; résultats de la visite. Décès de la Révérende Mère Lecomte ; état des écoles de l'Institut. Décès du fondateur M. de la Loge, son éloge.

I. — Au ministère détesté de M. de Villèle, homme d'Etat supérieur autant qu'habile financier, pour la prospérité de la France, avait succédé le ministère libéral et populaire, mais bientôt débordé, de Martignac, remplacé par le ministère franchement et carrément réactionnaire de M. de Polignac, nom déjà détesté. Des remontrances

furent faites à Charles X par 221 députés de l'opposition, mais la cour n'en tint nul compte. Enivrés par la prise d'Alger, grande et belle conquête, en effet, qui nous ouvrait les portes de l'Afrique, le ministère fit signer au roi les fameuses Ordonnances de juillet 1830 qui suspendaient la liberté de la presse, garantie par la charte de Louis XVIII, et dissolvait la Chambre des députés. Tout le parti libéral se mit en mouvement, dirigé par ses meneurs financiers et journalistes. Pendant trois jours, les 26, 27 et 28 juillet, l'émeute, mal réprimée, triomphe à Paris; Louis-Philippe, duc d'Orléans, proclamé lieutenant-général du royaume, est bientôt placé sur le trône par la Chambre des députés et la garde nationale réorganisée.

Pendant ce temps, Charles X et sa famille, accompagnés d'amis fidèles et dévoués, reprennent le chemin de l'exil et vont chercher un refuge en Angleterre, puis en Allemagne. Le drapeau tricolore remplace le drapeau blanc, et est porté par les voitures publiques dans toutes les parties de la France. L'*autel* est renversé avec le *trône* aux cris forcenés de : *Vive la Charte! A bas les Carlistes! A bas les Jésuites! A bas la calotte!* C'est un déploiement de haine inimaginable et sans frein contre la religion, contre le clergé, contre les catholiques. Des croix sont abattues, des églises profanées. C'est un aboiement universel contre la soutane ou ce qui s'en rapproche. Un prêtre ne peut paraître sans être bassement et lâchement insulté, non pas seulement par la canaille, mais par la garde nationale et la bourgeoisie triomphante. Le nonce Garibaldi quitte Paris, l'archevêque de Quélen est obligé de se cacher, l'archevêque de Reims, de Latil, s'enfuit; celui de Besançon, de Rohan, nommé cardinal, se réfugie en Suisse. L'émigration à l'intérieur succède à l'émigration de l'extérieur; et cette situation devait se prolonger bien des années encore.

Dès qu'on sut l'émeute triomphante à Paris, les séminaires furent licenciés. A Laon, la milice bourgeoise signala son rétablissement par des coups de crosses de fusils contre les portes de la chapelle de l'établissement

et ses exploits par des hurlements autour de ses murs. Le supérieur aux abois ordonne aux élèves de s'enfuir chez eux, individuellement, en descendant la montagne par ses divers sentiers. Le député Le Carlier, fils du régicide de ce nom, et l'un des signataires de l'adresse dite des 221, présentée par les députés de l'opposition à Charles X, revenant de Paris, fut comme porté en triomphe, à Laon, aux acclamations folles de : *Vive Le Carlier !* Ce triste personnage, inoffensif au fond et n'ayant d'autre notoriété que celle attachée à son nom par le vote de son père, mais servant de drapeau aux libéraux laonnois, devint un sujet de terreur pour les royalistes et les prêtres. Le Carlier est revenu de Paris, disait-on, que va-t-il arriver? Ce qui arriva, ce fut, pour quelque temps, un redoublement d'insultes, rien de plus. Le terrible libéral fut nommé maire de Laon, puis bientôt remplacé par un autre. Retiré tristement en sa maison de Presles-Thierny, il devint maire de ce village, fut mis de côté en 1848 et mourut ignoré quelques années après, sans même y avoir été élu conseiller municipal. Séparé de sa femme, brouillé avec son fils, il ne sut pas même jouir de sa fortune, fruit de la première Révolution, ne laissant d'autre souvenir que celui de sa nullité et de son incapacité (1).

Tout ce qui était libéral, et par conséquent attaché au nouvel état de choses, portait l'étiquette de révolutionnaire. Outre les noms de Le Carlier, de Labbey de Pompières, d'Odilon Barrot, on en vit paraître d'autres, dans le département, de moindre notoriété. La guerre était désormais déclarée entre les royalistes et le clergé d'une part, et les bourgeois, fonctionnaires libéraux et gardes nationaux, de l'autre. Jules de Simony ne pouvait pas ne pas être du premier parti, celui de l'ancienne dynastie. Charles X était son bienfaiteur, mais, de plus, par

(1) A peine eûmes-nous quitté Laon, au nombre de trois ou quatre jeunes séminaristes, que nous rencontrâmes un cabriolet conduit en poste à fond de train, sur la route de Soissons, avant d'arriver à Chivy. La voiture apportait le drapeau tricolore, et quoique nous n'étions qu'en redingote, le postillon nous cria : *A bas la calotte !* Le Carlier et un autre personnage étaient dans la voiture. Curé de Laval, en 1844, nous revîmes souvent l'ex-député, à Presles et à Nouvion, et pûmes l'apprécier à sa valeur,

sa famille, par ses opinions personnelles et le culte de toute sa vie, il devait conserver ses sympathies à la monarchie traditionnelle, dite alors de droit divin. Aussi ne pouvait-il que gémir de toutes ces tristes manifestations révolutionnaires qui déshonorèrent les prétendues *Glorieuses journées de Juillet*, par leurs violences stupides et lâches. Toutefois, il n'en sut pas moins, en conservant toujours son calme, sa présence d'esprit, sa patience, sa douceur, une adroite condescendance, c'est-à-dire en demeurant semblable à lui-même, échapper aux coups de l'orage du moment.

Les circonstances étaient trop graves pour qu'il ne parlât pas à son clergé sur la conduite qu'il avait à tenir; mais au lieu d'un Mandement, il adressa à chaque curé une lettre où il accordait tous les pouvoirs dont on pouvait avoir besoin. « Dans une commotion aussi violente que celle qu'éprouve en ce moment la France, y disait le prélat, des inquiétudes ne peuvent manquer d'agiter nos esprits. Mais, mon cher curé, rappelons-nous y les pensées de la foi, et bientôt ils auront retrouvé le calme. Quelles que puissent être nos épreuves, nous serons toujours heureux, si chaque jour, en nous présentant à Dieu pour remettre notre sort entre ses mains nous pouvons dire avec vérité, ainsi que le prophète : *Tuus sum ego, salvum me fac.* Au nom de notre divin Maître, je recommande à mes chers coopérateurs la simplicité envers Dieu, par une confiance filiale et un dévouement absolu à sa gloire et au salut des âmes qu'il nous a confiées, et la prudence pour ne jamais donner occasion à de justes reproches. Ne nous occupons des discordes civiles que pour les apaiser, et quelque chose qui arrive, montrons-nous les véritables disciples de Jésus-Christ, par une imitation de sa patience, de sa constance et de sa charité ».

Ces recommandations, que lui-même devait mettre aussi en pratique, étaient bien nécessaires. Il n'est pas de choses invraisemblables, souverainement absurdes et ridicules qu'on ne fasse croire au Peuple français le plus spirituel, mais le plus léger et même le plus sot du monde. On se ferait difficilement une idée aujourd'hui

de ce qui se passa alors sous ce rapport. Il était entendu que le clergé formait une vaste association ennemie de la révolution de Juillet. En conséquence, les gardes nationaux, les municipalités arrêtaient, dans toutes les communes et dans les villes, les prétendus messagers porteurs des correspondances des curés, et les curés eux-mêmes que l'on conduisait aux corps de garde. Partout, il y avait des armes, des munitions cachées, et l'on faisait des patrouilles pour arrêter des ennemis imaginaires qu'on ne rencontrait jamais. On mettait la main sur d'honnêtes et inoffensifs citoyens qui ne comprenaient rien à ce qu'on leur reprochait, ni aux complots qu'on leur attribuait. Les cris de *Vive la Charte,* celle qu'avait violée Charles X, retentissaient de toute part et le drapeau tricolore flottait partout, sur les clochers, les mairies, les halles, les établissements publics et paraissait dans toutes les manifestations prétendues patriotiques.

Les vexations que cet emblème attira aux curés furent trop nombreuses pour qu'elles n'atteignissent pas l'évêque lui-même. Un jour, des jeunes gens, exaltés par la fièvre du moment, se présentent au palais épiscopal avec un drapeau aux trois couleurs pour l'arborer sur la porte principale. Un des gens du palais voulant s'y opposer et proférant des paroles menaçantes, il s'éleva une sorte de tumulte. Le prélat ayant entendu du bruit, s'enquit de ce que c'était et ayant fait entrer ces jeunes gens les reçut avec sa dignité ordinaire empreinte de calme et de douceur. Ayant appris d'eux ce dont il s'agissait, il les remercia gracieusement, paya le drapeau et leur dit : « qu'il n'était pas juste qu'un autre que lui en fît les frais ». Au moment où cette scène se produisit, le pieux prélat récitait son chapelet, et, comme un jour, un prêtre lui en parlait, il lui dit : « Je vous avoue que je craignais si peu, que j'étais prêt à aller à la mort s'il l'eût fallu ».

Après la scène du drapeau vint la question des armes qui n'allait pas sans la première. On prétendit que l'évêque en avait cachées dans le parc de Mercin, sa maison de campagne, et lieu ordinaire de la promenade

du grand séminaire. C'était là le comble de l'absurdité, néanmoins le commandant de la garde nationale du lieu vint représenter au prélat : que pour faire tomber de pareils bruits et empêcher l'envahissement possible du château et le pillage des quelques meubles qu'il renfermait, une visite serait nécessaire. L'évêque se prêta de la meilleure grâce à l'exécution de la mesure proposée. Les gardes nationaux conduits par le délateur qui se disait sûr de son fait, visitèrent la maison, le jardin, le parc dans le plus grand détail, fouillèrent quelques endroits qu'il leur indiquait et où la terre paraissait fraîchement remuée, mais sans aucun résultat, comme on devait s'y attendre. Les soupçons étaient venus de quelques extractions de pierres, faites avec le consentement du prélat, pour la réparation des chemins vicinaux de la commune. La calomnie ainsi dévoilée, son auteur, qui était garde, fut sur le point de perdre sa place, son gagne-pain, et n'en dut la conservation qu'au crédit de celui qu'il avait si lâchement et si faussement dénoncé (1).

Ces tracasseries révolutionnaires, que Jules de Simony appelait « les fleurs de la liberté », allaient bientôt être suivies de fruits amers. D'abord le gouvernement songea à mettre le séminaire de Laon à la disposition du ministre de la guerre pour y loger des troupes, et, au printemps de 1831, une ordonnance royale frappait de cette mesure le grand séminaire de Soissons. Le nouveau sous-préfet de l'arrondissement en pressant vivement l'exécution, Jules de Simony, après lui avoir fait de sérieuses observations avec sa sagesse, sa fermeté et sa douceur ordinaires, crut qu'il fallait céder d'abord, sauf à obtenir ensuite des tempéraments. On convint que les bâtiments fussent évacués, sauf la chapelle ; directeurs et élèves, au nombre de cent, iraient se loger dans la maison des Capucins pouvant à peine en recevoir vingt-cinq.

(1) La foule se ruant, le 29 juillet 1830, sur l'archevêché de Paris voulut qu'on lui livrat l'archevêque, M. de Quélen, avec cinq mille fusils et autant de jésuites cachés dans les caves du palais qu'elle détruisit ; elle en fit autant à Conflans, sa maison de campagne. On ne trouva nulle part ni fusils, ni jésuites, mais on eut tué le prélat s'il n'avait pu s'échapper.

Cette occupation ne devait être que temporaire, mais elle n'en fut pas moins désastreuse pour la communauté et l'édifice lui-même. Après l'avoir aménagé pour une caserne ne faudrait-il pas dans la suite le rendre à son ancienne destination non sans de grandes dépenses? L'économat avait alors comme titulaire officiel un homme pratique et entendu aux affaires, l'abbé Labrusse, de cette honorable famille de Menneville au sein de laquelle s'était formé le premier séminaire diocésain. Après avoir pris l'avis de son évêque, il alla représenter à l'autorité militaire ces difficultés assez évidentes et proposa de lui abandonner seulement l'aile du nord, récemment élevée sur l'emplacement de l'ancien petit séminaire, et dont la distribution n'était pas encore terminée. Ces propositions, émanées d'un évêque si justement vénéré, furent accueillies favorablement par le commandant militaire et, en effet, les troupes n'occupèrent que la partie indiquée. Seulement, il fallut y pratiquer à la hâte le grossier escalier de service que l'on y voit encore aujourd'hui et qui sert au même usage. L'augmentation de la garnison prolongea le séjour de l'occupation qui dura six mois et amena de l'artillerie dans la cour d'entrée.

Une autre difficulté se présenta, celle-ci de la part de l'autorité civile. Le conseil municipal, dont l'Hôtel de Ville avait été brûlé au bombardement de 1814, sollicita de l'Etat la cession du palais de l'Intendance pour s'y établir avec ses bureaux. En conséquence, il proposa au ministre de la guerre de reprendre le grand séminaire et de rendre à l'évêque la caserne des Minimesses, mais le ministre y ayant fait opposition, le prélat put facilement faire échouer ce nouveau projet et garder son grand séminaire. N'eut-on fait que gagner du temps pour arrêter les effets d'une première et violente réaction, c'eut été déjà beaucoup. L'évêque de Soissons toutefois n'en resta pas là. Il dut songer à la nouvelle situation faite aux élèves par la proximité de la partie occupée par la troupe. Les soldats, presque commensaux des séminaristes, eurent bientôt sympathisé avec eux et il s'établit des correspondances, telles qu'en

pratiquent les jeunes prisonniers, par signes, voix basse, billets amusants, dans les diverses parties les plus rapprochées de l'édifice, à peu près comme le pratiquent les élèves entre eux-mêmes. Seulement ce badinage, quelqu'innocent qu'il fût, ne pouvait manquer de porter préjudice aux études, aux exercices religieux, à la discipline, à la sévérité des règlements. Aussi Jules de Simony, quoique peu porté à solliciter aucune faveur du nouveau gouvernement, se résolut d'aller à Paris pour s'aboucher, à ce sujet, avec le ministre de la guerre. Le prélat n'eut pas de peine à faire comprendre à celui-ci les inconvénients de cet état de choses et, sur-le-champ, il en obtint une ordonnance qui remit le séminaire sur son ancien pied. Elle reçut même son exécution immédiate en dépit des difficultés soulevées par le génie militaire toujours méticuleux et routinier.

Les petits séminaires de Laon et d'Oulchy ne pouvaient manquer de subir aussi les conséquences du mouvement antireligieux de 1830. La ville de Laon éleva des prétentions sur le premier, dans le but d'en faire aussi une caserne, mais l'évêque allégua l'ordonnance de 1822 qui concernait cette maison et les grandes dépenses qu'on y avait faites, ce qui mit fin à ce projet. Liesse étant une propriété achetée par les deux frères Billaudel et constituée en séminaire, la Révolution n'avait rien à y prétendre quoi qu'elle pût faire. Il n'en fut pas de même de celui d'Oulchy. On a vu comment le prieuré-cure avait été concédé à l'évêché à la mort du curé-doyen Lefebvre, en 1819, pour en faire une maison d'éducation sous la direction du nouveau curé, Joseph Hurillon, au grand avantage de la localité peu populeuse, sans industrie et d'un commerce restreint. Celle-ci ne pouvait que gagner, en effet, au maintien de l'établissement, ayant un personnel de vicaires, de professeurs et d'élèves pensionnaires ou externes. Mais le mal était que le supérieur, curé-doyen, en imposait par sa vie grave, sa tenue irréprochable, son honorabilité et une position sociale qui lui donnait une grande influence dans le bourg et la contrée. De plus, quoiqu'éloigné de la politique, on lui supposait un attachement assez na-

turel pour l'ancien ordre de choses sous lequel il avait vécu et prospéré.

C'en était beaucoup trop pour les libéraux du pays qui en concevaient une atroce jalousie et s'étaient naturellement lancés dans le mouvement de Juillet. Deux ou trois avaient pris la tête dans le bourg; c'étaient d'anciens praticiens ou clercs de notaires, scribes arrivés aux magistratures cantonales, sans autre instruction que le maniement des petites affaires locales et particulières. Grands lecteurs du *Constitutionnel* d'alors et imbus de tous les préjugés adroitement nourris et propagés par cette feuille anticléricale, comment pouvaient-ils ne pas tracasser le curé-supérieur? Une coalition d'huissiers, receveurs d'enregistrement ou de contributions, se forme sous la direction d'un meneur, Marminia, fils d'un notaire d'Ambleny (1). Devenu notaire à Oulchy, celui-ci s'en fit nommer maire, en 1832, et sut dominer le conseil municipal. Il lisait, aux journées de Juillet, de la fenêtre de la poste aux lettres, sa feuille favorite, aux gens qui se groupaient là dans la rue. Un autre praticien, lequel de greffier alors, devint juge de paix ensuite, Tallot *dit* Margival, lui servit d'acolyte dans son expédition contre le séminaire aux dépens de la justice, des intérêts de la commune, du bien public et de la vérité.

Il s'agissait surtout de tracasser le curé-doyen et de prendre bonne revanche de l'influence morale dont il leur paraissait jouir à bon droit. On était en révolution et le gouvernement qui en était le produit, quoiqu'il eut besoin d'ordre, n'en donnait pas trop l'exemple par ses vexations. La maison était toujours le presbytère, et, quoiqu'il eût été régulièrement concédé par la commune, celle-ci, selon eux, y avait encore des droits. D'abord, c'est une partie qu'on réclame pour placer l'école primaire des garçons. Sous ce prétexte, les deux complices ouvrent les portes, entrent directement, sans

(1) Celui qu'on a vu figurer parmi les membres du district de Soissons dans la Révolution comme aussi dans la commune cantonale de Cœuvres. Le citoyen Marminia avait épousé la fille de Hua, ancien scribe au district de Soissons et devenu notaire en cette ville. C'était, paraît-il, une aspirante religieuse à l'Hôtel-Dieu, laquelle n'était pas très propre à modérer l'ardeur de son orgueilleux mari.

bruit, vont, viennent, examinent, mesurent les lieux, les bâtiments, cherchant la partie qui leur paraîtrait la plus convenable à leur dessein, sans voir le supérieur en possession de l'immeuble, sans autorisation de qui que ce soit. Vexé enfin de ce manque absolu d'égards mêmes élémentaires, un jeune vicaire intelligent, spirituel et plein d'à-propos, autorisé par le supérieur, sort à la grand'porte et, s'adressant à ces deux hommes : « J'ai pour habitude, dit-il, lorsque j'entre dans une maison de me présenter d'abord au maître du logis, et je suis fâché d'avoir à donner cette leçon à un magistrat de village ». A ces derniers mots, pour toute réponse, le maire, petit homme sec, rogue et gourmé, entre autres amabilités, le traite de *Jésuite*, en style de Constitutionnel, mais les deux jacobins ne manquèrent pas de se venger de l'affront par les ressources de la calomnie toute à leur disposition (1).

Rusés et méchants, ces libéraux, en praticiens expérimentés, agirent si bien auprès des autorités nouvelles : sous-préfet, préfet, ministère même, qu'en rabattant toutefois de leurs prétentions sur le séminaire, ils obtinrent une transaction avec l'évêché, approuvée en haut lieu. On accordait à la commune une somme de 3,000 fr., une bonne partie de la cour pour agrandir inutilement la place du château, déjà assez vaste, et pouvoir y réunir le bataillon cantonal de la garde nationale devant lequel le maire devait prononcer ses allocutions patriotiques. Pour cela il fallut construire un mur nouveau devant fermer la cour, à la place de l'ancien, ce qui amena la démolition de la porte monumentale de l'entrée, de la grande grange des anciennes dîmes, servant en temps de pluie d'abri et de lieu de récréation, de l'antique et solide colombier. Et tout ce vandalisme afin d'obtenir des matériaux, ou plutôt des moellons brisés, qu'on employa à bâtir une mauvaise école qu'il faudra dans un laps de temps remplacer. C'est ainsi qu'on parvint à sauver,

(1) De ces complices, le greffier Margival et le percepteur Dupont moururent subitement en voiture en revenant de Soissons. Il ne resta rien de la famille du maire ; lui-même mourut en enfance ou à peu près et abandonné des siens pendant le siège de Soissons en 1870.

en partie, des mains de bourgeois haineux, un établissement qu'un vrai patriotisme eût du conserver et favoriser dans l'intérêt général et dans celui du pays.

II. — JULES DE SIMONY avait fait le voyage de Paris pour un double motif, d'abord recouvrer son grand séminaire et, en même temps, assister l'archevêque de Quélen, dans la cérémonie du sacre de l'abbé Gallard, évêque de Meaux, son ancien condisciple à Saint-Sulpice. Le prélat consécrateur étant toujours l'objet des haines les plus ardentes, et obligé de se tenir caché, le sacre eut lieu, le deuxième dimanche de Pâques de 1832, à huis-clos, dans la salle de travail des Dames de Saint-Thomas-de-Villeneuve. Commencé à six heures du matin, tout était terminé vers huit heures. Les préparatifs avaient été faits la veille, avec tant de secret, que personne, dans la maison même, ne s'était douté de rien. Le nouveau prélat était un très bel évêque, un évêque de cour et très en faveur auprès de la nouvelle reine, Marie-Amélie. Il devint archevêque d'Anazarbe, coadjuteur du cardinal de Latil, et eut à peine le temps d'occuper cette fonction, ayant été lui-même surpris par la mort, le 28 septembre 1839, deux mois avant le titulaire qui s'éteignit dans l'exil, le 1er décembre de la même année.

Romain-Frédéric Gallard, successivement secrétaire de la Grande Aumônerie, chapelain du palais de Saint-Cloud, grand vicaire de Paris, chapelain du palais des Tuileries, curé, en 1825, de la Madeleine en remplacement de l'abbé Feutrier, nommé évêque de Beauvais, fut, après avoir refusé l'évêché du Mans, appelé à celui de Meaux, le 9 avril 1830, et sacré en 1832. Dans les meilleurs termes avec la nouvelle cour, il bénit, le 30 mai 1837, dans la chapelle de Fontainebleau, à la prière de la reine Marie-Amélie, le mariage mixte de la princesse protestante, Hélène de Mecklembourg, avec le duc d'Orléans. Déjà chevalier et officier de la Légion d'honneur sous la Restauration, il fut nommé commandeur le 30 mai, à la suite de ce mariage (1). Avant lui, le

(1) Se rendant à Reims, M. Gallard donna sa bénédiction aux élèves du grand séminaire de Soissons dans la salle des exercices. Nous

cardinal de Latil avait obtenu pour suffragant ou auxiliaire, l'abbé Blanquet de Rouville, avec le titre d'évêque de Numidie. Préconisé le 28 juillet 1828, ce prélat avait été sacré, le 16 mars 1829, dans la chapelle des Dames du Sacré-Cœur par son archevêque, assisté de Gallien de Châbons, évêque d'Amiens, et de Jules de Simony, évêque de Soissons. Il mourut le 3 novembre 1838, et ses funérailles furent célébrées à Reims par ce dernier prélat, comme doyen et premier suffragant de la province, lequel rendit aussi, avec l'évêque de Châlons, Moniller de Prilly, les mêmes honneurs aux dépouilles mortelles du cardinal de Latil, lorsqu'on les rapporta à Reims, le 31 décembre 1839.

L'ancien évêque de Meaux, coadjuteur de Reims ; ne fit, on le voit, aucune difficulté de se rattacher à l'ordre de choses de Juillet. Il n'imita pas d'autres prélats, évêques ou futurs évêques, lesquels plus tard s'y rallièrent peu à peu, ou même avec empressement. Si, mettant de côté leurs humeurs gallicanes, ils avaient sur-le-champ pris le mot d'ordre du Saint-Siège, ils auraient sans hésitation trouvé leur voie. A ceux qui s'adressèrent à lui pour savoir si l'on devait chanter à la messe le *Domine salvum fac regem Ludovicum-Philippum*, ordonné par le ministre du nouveau roi, Montalivet, Grégoire XVI répondit, dans le sens du texte évangélique : *Reddite quæ sunt Cæsari et quæ sunt Dei Deo*, le doute n'étant pas possible puisqu'il s'agissait d'un gouvernement de fait, abstraction faite du droit. Il en était de même pour le *Te Deum* en l'honneur des *glorieuses journées de Juillet* et du jour de la fête du roi. D'autres évêques se conformant d'eux-mêmes à cette doctrine, toujours admise par l'Eglise, marchèrent dans cette voie sans hésitation. On peut citer, en exemple, celui de M. Raillon, lequel, après avoir été nommé à Orléans, était monté sur le siège de Dijon en 1829. Prenant pour « principe assez évident : que la religion n'est point politique de sa nature, mais doit s'assimiler, autant que possible, à toutes les formes échéantes de gouvernement

n'avons pas perdu le souvenir de sa tenue pleine de politesse et d'élégance. Sa tête couronnée de cheveux blancs nous a paru fort belle.

temporel, il ne vit pas d'inconvénient à ordonner la prière pour le roi, même avant l'injonction du ministre. Les légitimistes du pays jugèrent cet empressement scandaleux et ils en murmurèrent. « Pure fumée que ces choses, ce fut l'affaire d'un instant (1) ». Il faut remarquer que M. Raillon était un prélat de mérite, instruit et vertueux qui devint archevêque d'Aix. « Quand vous apercevrez en moi quelque faute, avait-il dit au moniteur qu'il s'était choisi, je vous charge de m'en avertir ». Une occasion se présente, le moniteur remplit sa mission ; l'évêque s'irrite, le moniteur insiste aussi. Enfin le vieillard découvrant son erreur : « Vous m'avez rendu un grand service, lui dit-il ; sans vous je faisais une sottise, vous m'avez joué un vrai tour d'ami ; merci » (2).

La nomination des évêques par le roi Louis-Philippe, c'est-à-dire par un prince et un pouvoir qu'on regardait comme illégitime et usurpateur, suscita, dans les diocèses, non moins de difficultés que la concession des prières de l'Eglise qu'il réclamait ou plutôt imposait. Un autre exemple suffira pour achever de peindre l'état d'irritation des esprits, après 1830, dans le clergé français. M. Raillon, ayant été transféré, en 1831, à Aix, et M. Rey, grand vicaire d'Aix, nommé à Dijon ; M. d'Humières à Avignon, une vive opposition se déclara contre ces nominations surtout à Dijon, et notamment de la part de M. Morlot, vicaire général. On réclama auprès du gouvernement et à Rome pour obtenir que la nomination royale ne fût pas confirmée par le Pape. Mais Grégoire XVI, sans avoir égard aux protestations de certains membres du clergé de Dijon, accorda à M. Rey ses bulles d'institution canonique avec injonction de s'y soumettre. Il s'agissait de trouver des prélats pour le sacre ; ceux auxquels M. Rey s'adressa, cherchèrent des excuses dont il était facile de deviner la cause. Celui-ci et M. d'Humières, munis d'un indult spécial du Saint-Père, durent se faire sacrer par Antonio de Posada, évêque de Carthagène et de Murcie, qui résidait alors à Aix, ayant pour assistants deux dignitaires

(1) *Biographie du Clergé contemporain*, t. VI, p. 244 et 252.
(2) *Ibid.*

ecclésiastiques (1). Arrivé à Dijon, M. Rey eut à se débattre entre les deux partis et son administration fut tellement hérissée de difficultés qu'il finit par donner sa démission et se retirer au chapitre de Saint-Denis. Comme son prédécesseur à Dijon, il recommanda l'obéissance au gouvernement de son pays. Une lettre qu'il écrivit à un curé, qui l'avait consulté sur ce sujet, était pleine de raison, basée sur l'Evangile et conforme à la doctrine si clairement exposée depuis par le pape Léon XIII dans des circonstances non moins graves (2).

C'est pour avoir trop identifié la religion avec l'existence d'une dynastie, que le clergé français, évêques et prêtres, fournit à la Révolution l'occasion désirée de lui faire subir une nouvelle persécution. Celle-ci sévit contre les plus hauts personnages de l'Eglise aussi bien que contre les simples prêtres. A Paris, on voulut pendre l'admirable archevêque, de Quélen, entre les deux tours de Notre-Dame, l'archevêché fut pillé et détruit, le prélat en fuite est obligé de se cacher pendant des années, au su et au vu de l'autorité complice. A Nancy, on voulut attacher l'évêque, de Forbin-Janson, à un reverbère, il prit la fuite, son palais fut saccagé, sous prétexte qu'il y avait des armes et il ne put jamais revoir son troupeau ; il fallut lui donner un coadjuteur comme à l'archevêque de Reims, de Latil, exilé. Le fondateur du collège Stanislas, l'abbé Liautard, fut recherché pour être massacré. On n'entendit pas à Soissons de pareilles menaces contre un prélat, tel que Jules de Simony resté toujours étranger à la politique. Mais le clergé n'en eut pas moins à souffrir soit de la part des autorités administratives, soit surtout de la part des autorités municipales qui étaient presque toujours soutenues par les premières.

Ce n'était partout en effet que récriminations, vociférations, vexations, usurpations de pouvoir. Le curé était surveillé, insulté, malmené à tout propos, arrêté même quelquefois, s'il sortait de sa paroisse, par des postes de gardes nationaux. On lui diminuait ou on lui enlevait

(1) Ces nominations auraient eu lieu sans avoir pressenti le nonce.
(2) Voyez la *Biographie du Clergé contemporain*, t. VIII et *passim*.

son faible supplément de traitement sous le plus léger ou le plus absurde prétexte. On faisait ouvrir de force les portes de l'église pour y introduire des cadavres de suicidés ou de gens ayant ostensiblement refusé les secours de la religion. On y faisait entendre, malgré le curé, des chants et airs révolutionnaires ou dits patriotiques, tels que ceux de la *Marseillaise* et de la *Parisienne*, récemment composée par un poète connu, Casimir Delavigne, en l'honneur des journées de Juillet, dites « les glorieuses ». Ici, on persécute un prêtre parce qu'il n'a pas chanté le *Credo* et le *Gloria* à une messe de *Requiem* pour les victimes de ces tristes journées ; là parce qu'il n'a pas assez étalé de deuil sur l'autel. Surtout on profite de l'ère de la liberté pour donner cours à ses ressentiments personnels. Des demandes de changement du pasteur abondent à la préfecture, à l'évêché, au ministère, et si on tarde à l'obtenir, ce ne sont que révoltes, récriminations et tumultes. Il paraît que, dans ces circonstances, l'évêque de Soissons sut souvent éclairer les autorités, ou maintenir son droit de premier pasteur dans le gouvernement de son diocèse. Du reste, s'il sut faire de l'esprit de conciliation, de douceur, de sagesse et de modération, la règle de sa conduite, il sut aussi, dans un désir constant de conserver la paix, faire des concessions qui ne furent pas toujours sans détriment pour les victimes et pour le ministère paroissial si abaissé de nos jours.

La révolution de 1830, qui avait amené l'expulsion de toute une dynastie de princes hors de la France et produit une recrudescence de persécution contre le clergé, en rouvrit les portes aux conventionnels régicides rejetés en Belgique par la loi de 1816. Ils profitèrent habilement de cet événement qui répondait si bien à leurs opinions politiques, pour repasser la frontière avec leurs familles et leurs amis, assurés de retrouver dans la patrie un abri sûr avec des biens et même des honneurs. On revit donc à Paris et y finir leurs jours : Sieyes, Cavaignac, Jean Debry, Cambacérès, les enfants de Quinette, le peintre David, décorateur des fêtes républicaines, et autres tels que : Chaudieu, mort en 1838, à soixante-dix-

sept ans, dans un petit logement, rue Coquillière; Pérard, ex-représentant dans l'Aisne, qui de retour vécut dans la gêne jusqu'en 1833 ; mais Beffroy de Beauvoir, avait terminé sa vie, comme Quinette père, en Belgique. Parmi ces proscrits rentrés, plusieurs doivent attirer l'attention de nouveau sur la suite de leur existence sous un régime tout autre. L'un des plus en vue pour ses hautes dignités fut l'archichancelier Cambacérès qui recouvra son rang et termina ses jours en 1834, laissant des représentants de son nom.

D'autres, non moins illustres, réclament aussi une attention spéciale, tels que Sieyes et les enfants de Quinette. L'ex-abbé comte Sieyes, ayant quitté de bonne heure sa paisible retraite de Bruxelles et s'étant fixé à Paris, n'eut qu'à se louer de l'accueil qu'il y reçut de la part de ses amis, ou vieilles connaissances, rattachés au nouveau système politique. Il put reprendre sa place à l'Académie française et à l'Académie des sciences morales et politiques ; mais bientôt il n'en retomba pas moins dans l'isolement et dans l'oubli. Il ne laissait échapper que de vagues souvenirs sur sa triste carrière ; interrogé sur la manière dont il avait passé la Révolution, il protesta en vain contre ces paroles qu'on lui attribua : *J'ai vécu;* puis si on insistait : A quoi bon, disait-il, « *cui bono!* » Il avait rapporté de son exil son portrait, peint par le célèbre artiste David, à Bruxelles, et son épée à la romaine qu'il avait portée comme directeur ou consul. L'un et l'autre décorèrent le salon de l'un de ses petits-neveux. Immobile, silencieux, perdant la vue et la mémoire, Sieyes, après avoir végété dans la décrépitude, trépassa le 20 juin 1836, à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans (1). Il avait abjuré solennellement la religion catholique et déclaré n'en point reconnaître d'autres que celle de la Liberté et de l'Égalité. Il avait une sœur religieuse dans un couvent d'Italie et deux neveux dont l'un devait mourir à la suite de la révolution du 24 février 1848, en

(1) Sainte-Beuve, *Causeries du Lundi,* 2e édit., t. v, p. 150 et *passim.* — *Correspondant* du 25 janvier 1892, article de M. Edgard Bourloton, *Comment finissent les régicides,* et *ibid.,* 10 février 1892. — C'est dans son état de prostration que MM. Perin et Sieyes l'avaient vu ensemble lorsqu'ils étaient étudiants à Paris.

ayant, paraît-il, redouté les effets pour sa position de fortune. L'autre laissa, de son union avec mademoiselle Quinette, un fils qui obtint de porter, comme son grand-oncle, le titre de comte Sieyes. Restée veuve, Mme Sieyes se consacra à l'éducation d'un autre jeune fils et fut un modèle de charité et de piété, tant à Paris qu'à Pommiers-Rochemont, conservant les opinions républicaines où elle avait été élevée (1).

Entre les proscrits de 1816, on a vu aussi figurer Jean Debry, né à Vervins, en 1760, et surtout au décès de son ami Quinette, dont il célébra les louanges. Outre son vote du 20 janvier 1793, il avait fait à la Convention la motion de former un corps de *tyrannicides* contre les rois en guerre avec la France, mais après Thermidor, étant en mission dans les départements du nord et encore membre du comité du Salut public, il combattit les terroristes. A la suite de la journée de Fructidor faite contre les royalistes, Debry envoyé avec Bonnier et Roberjot au congrès de Rastadt, seul il put échapper au massacre de cette mission. Blessé seulement et revenu en France, il présida le Conseil des Cinq-Cents. S'étant aussi rallié à Bonaparte au 18 Brumaire, le *tyrannicide* en obtint le titre de baron et devint préfet du Doubs de 1801 à 1814. Révoqué aux Cents-Jours, il reçut en échange la préfecture du Bas-Rhin et après avoir adhéré à la Restauration, il s'était retiré à Mons avec l'une de ses filles, enfin à Paris où il mourut, en 1834, dans les mêmes sentiments que son ami Quinette, à l'âge de 68 ans, dans la pauvreté. Il avait publié un *Essai sur l'Education nationale* en 1790 et un *Eloge de Mirabeau*.

Le fils de Nicolas Quinette, qui avait relevé le corps de son père, mort subitement, eut un meilleur sort que celui de Jean Debry, l'ex-panégyriste. Il revit de beaux jours, tant à Paris qu'à Soissons et qu'en sa cam-

(1) Les journaux du vendredi 16 mai 1893, ont annoncé, chose surprenante, la mort d'une marquise douairière de *Sieyes de Veyne*, veuve du marquis de Sieyes de Veynes, ancien page de Charles X; elle était âgée de 55 ans. (Journal *l'Univers* et tous les journaux de l'Aisne à cette date). Comment rattacher ces personnages aux Sieyes connus seuls jusqu'ici ?

pagne de Rochemont, conquérant, en dépit d'anciens préjugés renouvelés en 1830, de la considération dans le département. Il devint maire de Soissons, dignité qu'il préféra à celle d'une préfecture qu'on lui offrit, et il fut nommé à la députation par le collège de l'arrondissement de Vervins où il avait de chauds amis. Rallié au gouvernement de Louis-Philippe, mais conservant ses opinions républicaines, il siégea dans l'opposition. Les députés de l'Aisne, après 1830, furent aussi : Levesque de Pouilly, L'Herbette, Odilon Barrot, Labbey de Pompières, Le Carlier, etc. Pendant les sessions des Chambres, il laissait le soin de l'administration municipale à des adjoints qui furent, de 1831-1834, MM. Rigaux, Deviolaine et surtout l'avoué Plocq, fils de l'ex-agent cantonal et ex-curé Plocq, sous le Directoire exécutif. M. Quinette signala sa gestion, comme maire, par sa modération, son amour du progrès, son zèle pour l'embellissement de la ville dont il améliora la voirie par le redressement et l'alignement de ses vieilles rues. Mais ces mesures eurent pour résultat de faire détériorer ou disparaître des restes d'antiquité jusqu'alors conservés et qui n'étaient pas inutiles pour l'histoire de la ville ; reproches qu'on a souvent adressées à certaines municipalités qui, dans nos monuments, ne voient guère que des pierres ou de vieilles charpentes bonnes à être abattues.

III. — Tandis que les conventionnels régicides, proscrits par la loi de 1816, profitaient, pour rentrer en France, de la révolution de 1830, l'état d'hostilité contre le clergé préparé de longue main par la recrudescence de la philosophie du XVIII^e^ siècle, ennemie acharnée de l'Eglise, était dans son plein. Lamennais n'en conçut pas moins, à la faveur de ce coup d'Etat, le projet de le faire cesser en obtenant pour elle une noble indépendance. Espérant donc qu'une nouvelle ère allait succéder à 1830 et estimant que l'Eglise pourrait, elle aussi, conquérir sa part de liberté, il fonda, dès le 1^er^ septembre de cette même année, un journal qu'il appela l'*Avenir* avec cet épigraphe : *Dieu et la Liberté*. Il y réclamait en effet : la liberté religieuse, la liberté d'enseignement, l'affran-

chissement de l'Eglise à l'égard de l'Etat, et le tout par les voies légales et sans secousses. Les évêques, dans ce système, recevaient l'institution du Souverain-Pontife sur la présentation des fidèles dont une loi déterminerait le mode d'assemblée ; le gouvernement ne nommerait plus les curés qu'il cesserait de salarier. Pour soutenir ces doctrines, Lamennais adjoignit à ses propres talents si supérieurs et si éclatants, ceux de ses amis : Lacordaire, Montalembert, de Coux, Harel, Rohrbach, lesquels se serraient autour de lui à Juilly et signaient leurs articles des initiales de leurs noms. Ils écrivaient tous avec d'autant plus d'ardeur et d'enthousiasme qu'ils y voyaient une question de vie pour l'Eglise de France si tristement éprouvée.

Le gouvernement naissant, ayant grand besoin de s'affermir, s'émut le premier au bruit que produisait l'*Avenir*. Des numéros furent saisis par la police. Lamennais, Lacordaire et Vaille sont cités en cour d'assises comme prévenus « de provocation à la désobéissance aux lois et excitation à la haine et au mépris du gouvernement », mais tous trois furent acquittés. Si l'Etat se troubla, l'épiscopat ne resta pas indifférent. Une partie de ses membres témoigna d'une vive opposition, mais le clergé jeune, au contraire, lut l'*Avenir* avec faveur et accorda ses sympathies aux généreux athlètes qu'il regardait comme ses défenseurs et ceux de l'Eglise de France. Aussi des prélats, en repoussant ces doctrines, s'en prirent à leurs partisans, les chassèrent de leurs séminaires, lancèrent des suspenses et des interdits contre ceux qu'ils soupçonnaient de propension pour elles. On cita en ce genre comme exemple, le vieil évêque d'Orléans, Brumauld de Beauregard, l'un des plus acharnés. L'évêque de Soissons n'eut jamais la pensée d'user de pareils moyens, quoique beaucoup d'ecclésiastiques admissent les opinions propagées par l'*Avenir*, et que lui même y fut opposé. « Je n'ai eu garde de donner mon nom à l'*Avenir*, écrivait-il à l'un de ses grands vicaires, et un extrait que j'en ai lu dans la *Gazette*, justifie toutes mes craintes. L'abbé Letourneur qui l'a lu me dit que c'est un vrai fléau que cette feuille. Une fois entré

dans la voie des systèmes, qui peut dire où on s'arrêtera ? C'est en prêchant la raison générale que l'on vient à ne plus croire que sa raison particulière » (1).

Il est certain toutefois que les circontances déplorables où l'on se trouvait et qui dévoilaient le despotisme que l'Etat faisait peser sur l'Eglise, ne justifiaient que trop les idées émises par les rédacteurs de l'*Avenir* pour lui en faire secouer le joug. L'ex-évêque de Loir-et-Cher, Grégoire, étant mort, le 18 mai 1831, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, dans de grands sentiments de piété, mais en persistant dans le schisme, son corps fut introduit, par ordre du gouvernement, dans l'église de l'Abbaye-au-Bois. Des prêtres, sur le refus du clergé de Paris, firent le service, dit-on, avec les ornements de la chapelle de la reine envoyés par Louis-Philippe. Grégoire s'était obstiné à vouloir s'entretenir avec l'archevêque en personne, et M. de Quélen s'y étant refusé (2), l'abbé Guillon, depuis archevêque de Maroc, avait cru pouvoir l'assister dans ses derniers moments. Ce fut un prétexte que l'on saisit pour lui donner les honneurs de la sépulture et ainsi protester contre l'intolérance du clergé. Le tumulte fut porté au comble dans l'église dépouillée de ses ornements. Les étudiants, ces héros de juillet, traînèrent le char funèbre jusqu'au cimetière Montparnasse où le corps fut inhumé.

Ces violations solennelles, officielles, qui se répétaient sur tous les points de la France, furent flétries, comme elles le méritaient, dans l'*Avenir* et le clergé qui déjà commençait à se familiariser avec l'espoir d'une liberté sage et conforme aux règles de l'Evangile, applaudissait aux appréciations des rédacteurs, en dépit d'une opposition que ceux-ci rencontraient. Sans s'arrêter à ces obstacles, deux d'entre eux, s'appuyant sur la liberté d'enseignement toujours promise par la Charte et jamais accordée, ouvrirent une *Ecole libre* sans autorisation du gouvernement. Elle fut fermée par la police, et de Coux,

(1) *Vie de Mgr de Simony*, p. 281.
(2) Celui que l'archevêque lui avait envoyé était son grand vicaire, l'abbé Matthieu, qui, depuis, occupa le siège de Besançon. Grégoire l'aurait « mal reçu » et, aux premières ouvertures, lui dit : « Je savais cela avant que vous fussiez au monde ».

Montalembert et Lacordaire furent condamnés par la Chambre des Pairs, le 20 août 1831. Le ministre Persil les avait accusés « d'avoir essayé de corrompre la jeunesse en l'associant à un acte illégal ». Ils lui opposèrent la peinture des corruptions universitaires.

Dans ce conflit d'opinions divergentes soulevé par Lamennais et ses disciples, la cour de Rome avait gardé le silence, mais lorsqu'ils eurent recours au Pape, la question fut irrévocablement décidée. Avant de partir pour Rome avec ses amis, Montalembert et Lacordaire, Lamennais avait suspendu l'*Avenir*, dans l'espérance de le faire bientôt reparaître à son retour, avec les modifications qui auraient été jugées nécessaires. Les doctrines du Journal ayant été condamnées par la Lettre encyclique du 15 août 1832, sans indication toutefois d'aucune d'entre elles, Lamennais se soumit, l'*Avenir* fut supprimé, l'*Agence générale* pour la défense de la *Liberté religieuse* dissoute et Lamennais alla se réfugier dans son asile ordinaire, à Lachênaie.

Personne ne doit ignorer les fatales impressions qu'il avait rapportées de Rome. L'Encyclique, à laquelle il sembla adhérer sincèrement, porta au comble son exaltation. « Le catholicisme, écrivait-il de Lachênaie, le 1er novembre 1832, *était ma vie, je voulais* le défendre, je voulais le soulever de l'abîme où il va s'enfonçant chaque jour. Rien n'était plus facile. Les évêques ont trouvé que cela ne leur convenait pas. Restait Rome ; j'y suis allé et j'ai vu là le plus infâme cloaque qui ait jamais souillé des regards humains. L'égout gigantesque des Tarquins serait trop étroit pour donner passage à tant d'immondices. Là, nul autre Dieu que l'intérêt ; on y vendrait les peuples, on y vendrait le genre humain, on y vendrait les trois personnes de la Sainte-Trinité, l'une après l'autre, ou toutes ensemble pour un coin de terre, ou pour quelques piastres. J'ai vu cela et je me suis dit — ce mal est au-dessus de la puissance de l'homme — et j'ai détourné les yeux avec dégoût et avec effroi... » (1).

(1) *Correspondance*, t. II, p. 247.

Après Rome vint le tour de la France, car l'exaspération de Lamennais ne connut plus de bornes; c'était une sorte de fureur. Bientôt il écrivit au célèbre P. Ventura : « .:. Vous ne sauriez vous faire une idée de la France : de la part du gouvernement c'est une oppression telle qu'on n'en avait jamais vu de semblable et qui ne rencontre aucune résistance. L'Université ne souffre pas les écoles chrétiennes, même légales; elle veut les détruire peu à peu, et il ne faudra pas, si les choses durent ainsi, beaucoup de temps pour y réussir. Les prêtres qu'on appelle ultramontains sont presque partout soumis à une véritable persécution, et cela au nom de Rome. On réorganise dans les séminaires l'enseignement gallican; on fait signer des formulaires; on défend la lecture de tous mes ouvrages, sans exception. Le despotisme épiscopal ne connaît plus de borne en un pays où il n'existe ni règles, ni discipline, ni recours canonique, ni protection d'aucune espèce pour ceux qu'on opprime. De plus, il y a trouble général dans les consciences, les esprits ne savent plus à quoi s'en tenir sur rien. Et que serait-ce si je vous montrais ce qu'est devenu l'exercice du ministère, je ne dis pas dans les prêtres corrompus et ambitieux, mais dans la masse même du clergé à quelque exception près? Vous verriez « un je ne sais quoi » qu'on ne sait comment nommer, une espèce de machine qui va matériellement, mais qui n'ayant elle-même aucune vie n'en communique à rien : d'apôtres, il n'y en a point; il y a des manœuvres qui remplissent tellement quellement la tâche de chaque jour, sans souci du résultat, sans zèle véritable et avec mille petites passions qu'enfantent l'intérêt et l'amour-propre unis à une profonde ignorance. Après cela qu'on s'étonne que la foi périsse; elle meurt comme un arbre qui se dessèche faute de sève. Tout ce qui n'est pas le peuple et une partie même du peuple tombe dans l'incrédulité effective. Le reste languit dans une pratique froide plutôt d'habitude que de conviction... Dans les classes plus hautes, bien que vous trouviez une forte haine contre le clergé, avec une aversion profonde et surtout un inexprimable mépris pour Rome, il existe

peu d'antipathie réelle pour la religion en elle-même, mais une persuasion générale que le catholicisme est fini, une certaine impuissance de vivre, de respirer au milieu de ce tombeau, comme ils l'appellent et l'attente de quelque chose qui sortira peut-être de lui, mais qui ne sera pas lui, au moins dans la forme actuelle... » (1).

L'expédition de la duchesse de Berry en Vendée et la trahison dont cette princesse fut victime donnèrent lieu à Lamennais de prédire la chute du régime de 1830, dans une lettre datée de Lachênaie le 22 juin 1833 à la comtesse de Senfft, ainsi que l'éloignement sans retour de la branche aînée. Qu'il se soit, dans la surexcitation de son esprit, exagéré la situation de Rome, et certains désordres qui n'étaient pas du fait de l'Eglise ou du Pape, mais des circonstances, cela est possible. Mais qui pourrait soutenir qu'il n'a pas peint au vif l'état de la France au point de vue religieux et politique et la catastrophe de 1848 où elle devait aboutir ? Et ne pourrait-on pas ajouter celle bien plus terrible de 1870 ? Entré dans cette voie, Lamennais publia, le 8 mai 1834, les *Paroles d'un Croyant* dont l'effet fut prodigieux, puis les *Affaires de Rome*, et tout fut rompu entre lui et le Saint-Siège. Ses amis les plus chers et les plus dévoués l'abandonnèrent, non sans essayer de le retenir sur les bords de l'abîme, non sans verser des larmes amères ; il se perdit sans retour.

Un spirituel et savant biographe qui a esquissé la vie de Lamennais, y dit en propres termes : « Je puis affirmer que le Souverain-Pontife, tout en condamnant certaines doctrines de M. de Lamennais, n'a pas vu sans une peine profonde toutes les indignes persécutions dont il a été l'objet dans le clergé de France ». Cette particularité correspond d'ailleurs à la pensée de beaucoup d'ecclésiastiques contemporains qui virent, avec une profonde douleur, les réfutations acrimonieuses et passionnées dont il était l'objet, notamment de la part de Saint-Sulpice et de plusieurs membres du haut clergé.

(1) *Lettres*, t. II, p. 250.

Ce qui d'ailleurs excusera à jamais le parti de l'*Avenir* c'est que bien longtemps on réclamera encore sans jamais aboutir : la liberté religieuse, la liberté d'enseignement, le droit d'association, l'abolition des restes du gallicanisme expirant, le retour pur et simple aux idées et aux pratiques romaines, une séparation de l'Eglise et de l'Etat, au point de vue uniquement temporel, sous la condition d'une indemnité, comme restitution, à la première des biens qui lui furent enlevés par la Révolution.

L'abbé Letourneur avait été, on l'a fait entrevoir, l'un des premiers à abandonner, longtemps avant l'affaire de l'*Avenir*, son hôte et ami de Lachènaie, dont la liaison pouvait porter préjudice aux vues de son avenir. Ce premier pas fait il en fallait faire un autre qui le tirât d'un diocèse sans éclat, et d'auprès d'un prélat peu actif et peu entreprenant, ainsi qu'il l'avouera lui-même, uniquement occupé des soins de son administration. C'était Paris qu'il fallait à l'abbé Letourneur, avait dit Lamennais, il y retourna. Il donna, en 1834, sa démission de grand vicaire de Jules de Simony et de doyen du chapitre de la cathédrale de Soissons. « Sa fortune, dit le Solitaire, lui ménageait, comme indemnité des chagrins qu'il s'était suscités à Soissons, un canonicat de Paris ». Il « habitait le faubourg Saint-Germain », dont M. de Quélen aurait subi certaines influences (1). Trois ans après, en 1837, l'évêché de Verdun était vacant ; l'archevêque de Besançon (depuis cardinal Mathieu) souhaita pour ce siège, dit la Vie de ce prélat, le supérieur des Missions de Lyon, Mioland, (depuis évêque d'Amiens), mais sans succès. « M. l'abbé Letourneur, vicaire général d'Amiens, accepta le fardeau, à défaut de M. Mioland ». L'archevêque « s'estima heureux d'avoir obtenu un tel suffragant et le chapitre de Verdun lui en adressa ses sincères félicitations » (2).

Si, comme on l'a dit, l'abbé Letourneur avait perdu de vue son ami, l'évêque de Soissons, depuis son départ

(1) M. LETOURNEUR, t. VIII du *Clergé contemporain*.
(2) *Vie du Cardinal Matthieu*, par Mgr BESSON, évêque de Nîmes, t. Ier, p. 223 (1882).

pour Paris, il est certain néanmoins qu'il l'avait consulté sur sa nomination et qu'il vint passer quelque temps auprès de lui lorsqu'elle fut arrêtée. « Vous vous êtes heurté à bien des obstacles, lui aurait dit le vénérable prélat, maintenant acceptez », estimant que le temps et l'expérience auraient mûri enfin cette nature si peu faite pour gouverner des hommes, surtout des prêtres. S'était-il trompé? Sans porter ici de jugement sur son épiscopat à Verdun, on dira seulement : qu'étant mort subitement, le 26 janvier 1844, il laissa la réputation « d'un esprit très actif, très remuant, d'un caractère altier et emporté », accueillant volontiers toutes sortes de rapports, vrais ou mensongers, accordant une confiance aveugle à des favoris, leur distribuant les postes importants, ayant toujours en main la foudre des suspenses et des interdits pour rompre toute résistance; s'appliquant d'ailleurs, malgré son entêtement et ses brusqueries, aux détails de l'administration, soutenant les études cléricales, mais puisant, dans les faibles traitements des pauvres desservants, de quoi subvenir à ses fondations; aimant les appartements somptueux, les beaux équipages, et se tirant trop souvent d'affaire en sacrifiant sans remords force curés aux administrations locales. Hélas! c'est bien avec ce caractère qu'il est resté dans les souvenirs du clergé de Soissons et parmi ses contemporains les moins prévenus (1).

IV. — Au départ du futur évêque de Verdun, Jules de Simony ne trouva rien de mieux pour le remplacer, comme grand vicaire et comme doyen du chapitre, que l'abbé Debully, lequel reprit ces dignités, avec le même sentiment d'abnégation qui les lui avait fait quitter; il fut réinstallé en cette qualité le 5 avril 1834. L'adminis-

(1) Sans nous rendre solidaire des renseignements fournis ici par l'auteur des *Biographies du Clergé contemporain*, nous engagerons à ne pas en négliger la lecture. (*Voyez*, pour M. Letourneur, t. VIII, p. 152.)

Sur une petite dalle posée sur sa tombe, dans la chapelle de la maison de campagne, on grava cette épitaphe composée par lui-même :

AUGUSTINUS
EPISCOPUS VIRODUNENSIS
SE COMMENDAT
PRECIBUS CLERI.

tration trop agitée par la turbulence de son prédécesseur, reprit un cours plus paisible, plus régulier et, en même temps, plus conforme au caractère et aux vertus du premier pasteur qui étaient la charité, la douceur, la bonté, la sagesse et la modestie jointes à la longanimité. « Les règles sacrées de l'Eglise, la sage lenteur de la vénérable antiquité, dit son biographe, furent les principes inviolables de tous les actes de son épiscopat ». Il ne s'en départit jamais, quelque jaloux qu'il fut de son autorité, et quelqu'inspiration contraire qu'il reçut de ses conseillers. L'un d'eux lui insinuant un jour « de terminer une affaire par un coup d'autorité qui eut mis fin à toutes les difficultés », tout en blessant probablement les règles canoniques, il lui répondit : « Chez nous, les affaires doivent se traiter moralement », sage réponse sur la conduite à tenir depuis le changement profond opéré en France en matière ecclésiastique. Tout son genre de vie était empreint de cet amour du calme, de la paix et de la régularité.

Heureux l'abbé Letourneur, l'ancien ami de Jules de Simony, évêque de Verdun ; heureux aussi M. Olivier, curé de Saint-Roch à Paris, devenu évêque d'Evreux, s'ils se fussent inspirés de si beaux exemples ! Tous deux avaient mérité d'attirer, sur leurs antécédents, l'attention du *Biographe du Clergé contemporain*. Le second, par son influence à la cour, son éloquence, l'éclat qu'il donnait aux cérémonies de son église, et surtout par un esprit des plus fins comme des plus mordants. Se trouvant un jour en villégiature au château de Montigny-Carotte, ayant alors pour curé un prêtre fort simple, M. Baratte, il dit au doyen de Guise, Lesueur, qui l'accompagnait avec un des marguilliers de Saint-Roch : « il faut avouer qu'un curé de campagne est un drôle d'animal ». Ils ne sont pas tous de même, lui fut-il répondu. Quoi qu'il en soit, il importe d'entendre un autre biographe, celui du cardinal de Bonnechose : M. Olivier, à Evreux, « eut le tort de se confier trop facilement à des prêtres étrangers et de se laisser surprendre et entourer par leurs intrigues. Il se montra clément envers eux jusqu'à se repentir. On lui reprocha

les fautes d'autrui, comme si elles avaient été les siennes ». Du reste, zélé, éloquent, actif, charitable, bon, ce qui lui fit « parmi les laïques des admirateurs, des partisans ». A sa mort, après quinze ans d'épiscopat, il « n'avait pas cessé d'être en but à la contradiction des langues ». Le clergé « était partagé entre le blâme et la louange. Le blâme alla jusqu'à l'injustice, et la louange jusqu'au panégyrique. La division était au comble, et la paix semblait impossible à rétablir ». Son prédécesseur en ce siège, avant celui de Rouen, le cardinal, y reconnut le besoin « d'une administration nouvelle puisée en dehors de M. Olivier et des capitulaires qui gouvernent son église depuis sa mort et que des étrangers seraient accueillis avec défiance, qu'il n'en tirerait pas les services qu'il pouvait attendre de leur amitié ». La question d'un monument à élever au défunt fut encore une cause de troubles, de polémique ardente, de débats passionnés qui aboutirent à faire inscrire sur trois pierres tombales les noms de ses trois prédécesseurs avec leurs titres, dates de leur intronisation, de leur décès et les siens, aux frais de l'Etat (1).

Tout autre fut l'épiscopat de Jules de Simony que celui des deux prélats qu'on vient de citer. S'il ne se livrait à aucune des fonctions du ministère pastoral proprement dit, il ne négligeait rien de ses devoirs épiscopaux; disant sa messe chaque jour et assistant, avec la plus édifiante régularité, à tous les offices de la cathédrale, occupant sa stalle comme le premier du chapitre, ne sortant que rarement de son palais et toujours pour des courses ou des visites indispensables. Ennemi des innovations, il prenait conseil du temps et des circonstances dans les œuvres qu'il créa ou qu'il soutint, ce qui fit dire plus tard que son épiscopat manqua de vie, d'initiative et de mouvement. Il repoussait, en effet, cette publicité et toutes ces flatteries, ces louanges, ces adorations intéressées dont on accable tous les prélats sans distinction. Le diocèse de Soissons est un de ceux dont on parle le moins, lui disait-on un jour.

(1) *Biographie du cardinal de Bonnechose*, par Mgr Besson, évêque de Nîmes, pp. 351, 355, 356 et *passim*.

« Tant mieux, répondit-il, il importe peu que nous soyons connus des hommes, pourvu que nous soyons connus de Dieu ». Il se refusa constamment à fournir aucun renseignement à la *Biographie du Clergé* et ce ne fut pas sans peine qu'il consentit à se faire peindre par un artiste distingué (1).

Ses contemporains ne perdront jamais le souvenir de la piété, de la dignité et de la grâce incomparable avec lesquelles il remplissait les cérémonies, entouré d'un nombreux clergé dont il était le modèle. On peut affirmer qu'il paraissait un ange à l'autel, surtout aux solennités de Noël et de Pâques, officiant à toutes les parties, sans se préoccuper de leur longueur et de la rigueur des saisons. Aussi la cathédrale était-elle l'objet de sa générosité ; s'efforçant d'y relever le culte dans toutes ses parties : rites, cérémonies, liturgie, usages anciens et modernes et tout ce qui concernait la beauté, l'harmonie des chants sacrés. C'est dans ce but qu'il fut l'un des bienfaiteurs de la maîtrise de la cathédrale. Ce genre d'établissement, en même temps qu'il sert à relever et embellir les cérémonies des grandes églises, pouvait être et fut en effet une pépinière de prêtres et d'artistes. Aussi l'empereur Napoléon en favorisa-t-il l'érection dans les cathédrales. Ce ne fut que le 3 mars 1809, toutefois, que Le Blanc de Beaulieu, à la suite d'un vote du Conseil général de l'Aisne, sanctionné par lui, put annoncer la création de celle de Saint-Gervais. Elle ne se composa d'abord que de douze élèves, dont six pensionnaires et six boursiers, instruits par un maître de musique et un de grammaire. Les principes de la religion, la pratique de ses devoirs, la musique vocale et instrumentale, le calcul, les éléments des langues française et latine, le plain-chant, tel devait être le fond de l'enseignement de la maîtrise. Pour y être admis, il fallait surtout être né de parents honnêtes, unis par le mariage et présenter un témoignage de bonne conduite délivré par le curé de la paroisse. Les bourses étaient données à la suite d'un

(1) Ce portrait, très ressemblant, reproduit fidèlement la douce et pieuse physionomie du prélat. Il est de Tissier, ancien élève du séminaire de Laon.

concours en présence du chapitre réuni (1), mais par un autre règlement du 10 mars de la même année, Le Blanc de Beaulieu en donnait la direction à un conseil composé du doyen du chapitre, des vicaires généraux, du chanoine grand-chantre et d'un autre chanoine élu (2). Etablie d'abord dans une maison de la rue des Francs-Boisiers, la maîtrise fut transférée, le 5 mars 1812, dans une ancienne maison canoniale de la rue Saint-Gaudin achetée par le prélat. Celle-ci ayant été frappée à l'explosion du 13 octobre 1815, elle fut placée impasse Saint-Léger, et enfin, en 1816, place du Cloître. On y comptait, en 1812, 4 boursiers et 15 pensionnaires; en 1816, 4 boursiers, 2 demi-pensionnaires, 3 quarts-boursiers, 18 pensionnaires, 3 demi-pensionnaires, 11 externes.

La maîtrise, toujours placée sous la haute surveillance du chapitre, eut une suite de directeurs qui furent d'abord : M. l'abbé Martin, puis des vicaires de la cathédrale; MM. Delabarre en 1817; Maréchal en 1819; Foulon, de 1820-1829; Dupont, futur fondateur de Saint-Médard; Mondet, vicaire, en 1833. La suppression de l'allocation du département, à la suite de la révolution de juillet 1830, obligea pour y suppléer d'augmenter le nombre des pensionnaires, ce qui en fit une sorte de petit séminaire formé des classes inférieures de latin, de la huitième à la cinquième. Jules de Simony ayant créé de nouvelles bourses on put y recevoir 50 élèves boursiers ou pensionnaires. Deux nouveaux directeurs parvinrent par leur habileté à en faire un établissement d'instruction secondaire des plus prospères (3). Il suffit de nommer M. Congnet, ancien professeur et directeur des séminaires de Laon et de Liesse (1835-1844), chanoine et doyen du chapitre; et M. Lefèvre (1844-1855), vicaire de la cathédrale, son élève, doyen d'Oulchy et chanoine, excellent musicien qui rappelait un de ses prédécesseurs en direction, Clovis-Joseph Foulon. Celui-ci, premier élève de la maîtrise en 1809, vicaire de

(1) *Recueil de Mandements.*
(2) *Id.*
(3) *Etat du Diocèse,* par l'abbé LEDOUBLE, secrétaire général de l'Evêché, chanoine honoraire.

la cathédrale, professeur de seconde au petit séminaire, devait encourir la disgrâce de Jules de Simony qui le voyait avec peine prodiguer une voix superbe dans les salons. Il quitta le diocèse et devint aumônier du couvent du Temple à Paris. Là il composa une méthode de plain-chant, un Recueil de cantiques qui eut de la vogue et qu'il dédia à *Mademoiselle*, sœur du duc de Bordeaux (comte de Chambord). C'était un véritable artiste, un musicien hors ligne doué de plus d'une voix charmante. Ce fut en vain, dit-on, qu'on voulut l'engager dans la grande scène lyrique de Paris ; réintégré dans le diocèse de Soissons, il était à peine nommé et installé curé-doyen d'Anizy-le-Château, lorsqu'il mourut à Paris, le 16 août 1830, à l'âge de trente ans. Sous ce régime, la maîtrise ne fournit pas seulement des élèves qui firent l'ornement et l'agrément des offices par leur admirable, quoique trop apprêtée tenue, la beauté de leurs voix et de leurs chants, mais encore un grand nombre de prêtres pour le diocèse, jusqu'à sa suppression si regrettable en 1855, par un autre évêque, ainsi qu'on le verra.

Après le culte, l'attention de Jules de Simony se porta sur le mobilier de la cathédrale ; il la dotait chaque année de quelque somme d'argent ou de quelque ornement. Elle lui dut six chandeliers pour le grand autel qui remplacèrent les anciens de bois doré et sculptés ; un grand tapis pour le sanctuaire, des pierreries pour orner l'ostensoir, auxquels il ajouta 4,000 fr. pour la confection de l'orgue d'accompagnement, 4,500 pour le rachat de l'ancien cloître des chanoines dont on fit une chapelle provisoire et que l'on restaura depuis avec la salle capitulaire ; 300 fr. chaque année à la maîtrise des enfants de chœur, laquelle, sous son épiscopat, on vient de le dire, atteignit un haut degré de prospérité soit pour l'éducation, soit pour l'éclat attrayant des cérémonies. Lui seul se chargeait du logement et de l'indemnité des prédicateurs de la station du Carême. Indépendamment des prières et offices publics, de ses exercices particuliers, il passait, chaque soir, lorsque le silence s'était fait dans son palais, un temps considérable en méditation solitaire dans la chapelle.

La vie épiscopale de Jules de Simony fut toujours empreinte de cette humilité et de cette défiance de lui-même qui doivent être les vertus principales de ceux qui ont à gérer une grande administration. Il ne craignait pas d'exprimer combien le fardeau de l'épiscopat était au-dessus de sa tâche et ses regrets de l'avoir accepté. Et pourtant qui en fut plus digne, surtout par sa charité pour les pauvres et pour les malheureux du clergé ! Les premiers, à certains jours, assiégeaient le palais épiscopal où on ne refusait personne, mais ces aumônes publiques n'étaient rien auprès de ses aumônes cachées, et il s'estimait heureux lorsque au bout de l'année, il ne se trouvait pas en déficit, tant il s'imposait de sacrifices après avoir épuisé ses propres revenus. « En vérité, disait son sévère grand vicaire Letourneur, je ne sais pas où notre digne évêque peut trouver tout ce qu'il donne ». Il le trouvait dans les privations secrètes et personnelles qu'il s'imposait sur les choses les plus nécessaires. Inondations, incendies, maladies contagieuses, tels que le choléra de 1832, infortunes de toutes sortes, en toutes circonstances, on avait recours à lui. Il serait impossible de rapporter ici une foule de traits touchants de cette bienfaisance sans bornes, mais qu'on lira avec édification dans la *Vie* du saint prélat (1).

Sa charité pour le clergé était toute paternelle; il prodiguait à chacun des conseils, des encouragements, des consolations. Il n'avait pas pour les prêtres de jours, ni d'heures d'audience, étant toujours prêt à les accueillir sans distinction. On ne tremblait pas, en s'y rendant, comme à celle d'un maître redouté ; on savait qu'ici on allait trouver le pasteur et le père. A tous, il ouvrait « son palais, sa bourse et son cœur » (2). Celui-ci, il le tirait d'embarras par un don ou un prêt d'importance. S'il était notoirement ou juridiquement coupable, il le plaignait, lui trouvait des excuses dans la fragilité humaine, l'entraînement des passions, lui prodiguait des trésors de bonté, d'indulgence et de charité, sans jamais

(1) *Oraison funèbre de J.-F. de Simony.*
(2) *Sa Vie*, par l'abbé PÉRONNE, *passim.*

perdre l'espoir de le voir retourner au bien et y persévérer. S'il lui était pénible de trouver dans cet autre des vues d'ambition, d'intérêt personnel le portant à rechercher les postes les plus élevés ou les plus agréables, il aimait par contre les prêtres vertueux satisfaits de leur position, et leur perte lui causait un vif chagrin. Unissant du reste à la bonté, une sage fermeté, il savait réprimer les désordres lorsqu'il s'en présentait. Cette vie qu'on appelait intime du prélat était simple, régulière et austère; il la partageait entre les exercices de piété et les devoirs de sa charge. Frugalité exemplaire, ameublement simple et propre, chambre offrant un peu l'image d'une cellule de moine ou de jeune séminariste. Il y avait dans ce palais de quoi faire rougir déjà de leur luxe bien des curés de chefs-lieux d'arrondissement, de canton et même de campagne. S'il ne portait pas de gros souliers et des soutanes rapiécées comme les Cheverus et les d'Aviau, archevêques de Bordeaux, allant à pied dans les villes et les campagnes, son habillement n'était guère riche. Il attendait jusqu'à l'extrémité pour le renouveler, même son linge, achetant le plus commun et le moins cher.

La vie extérieure de Jules de Simony répondait à la première par sa régularité et son ordonnance. Dès son intronisation, il avait pris en main l'administration du diocèse. Pendant ses vingt-trois ans d'épiscopat, il ne changea rien à l'ordre de ses visites pastorales, partant régulièrement après Pâques, revenant pour célébrer à Soissons la Pentecôte, faire l'ordination de la Trinité et repartant après la Fête-Dieu. Il parcourait chaque année un des archidiaconés ou arrondissements, administrant la confirmation et adressant une exhortation simple et paternelle à laquelle son action digne, calme et douce donnait une valeur inexprimable. Dans cette circonstance, il se montrait envers les prêtres qui l'entouraient, soit dans les cérémonies ou les réunions, comme dans les entretiens particuliers, d'une attention et d'une affabilité parfaite. Si, dans sa vie extérieure, Jules de Simony montra un certain air de grandeur et d'aristocratie, cela tenait à son origine patricienne et à une

éducation des plus soignées. Il partageait l'erreur de son temps, ou plutôt celle du siècle dernier prolongée après la Révolution : qu'au moins la noblesse ou un peu de noblesse ne messied pas dans un évêque, que sa haute dignité place au-dessus de la classe du simple peuple. La particule précédant un nom n'avait-elle pas aussi quelque prix aux yeux des fidèles? N'a-t-elle pas été donnée indûment à des contemporains de Jules de Simony qui ne la demandaient pas? M. Frayssinous devint M. de Frayssinous; M. Borderie, M. de Borderie, pour ne citer que ces exemples ! Aux prélats obligés de parcourir un vaste diocèse, il leur fallait prendre toute sorte de moyens de transports, dans les montagnes, dans d'affreux chemins comme il y en avait surtout alors, mais fallait-il, au lieu de solides voitures, des calèches à plusieurs chevaux et domestiques, valets en livrée, sans compter outre le prélat, un ou deux vicaires généraux? On sentait alors quelle charge incombait au curé qui recevait le prélat et sa suite. Aussi n'était-ce pas, sans une pointe de malice que l'on comptait, au budget du presbytère, l'année de la confirmation « comme une année de grêle » quand il n'y avait pas dans la paroisse une maison ou un château pour recevoir le cortège. Il est juste de dire que Jules de Simony, dans ses dernières années, réduisit le personnel de ses valets dont l'insolence avait crû à raison de son indulgente bonté. Dominé par le préjugé du *Decorum* épiscopal, bien à son insu, on lui fit, dans telle circonstance, négliger pour le château, à lui, la charité même, le presbytère où gisait malade un de ses prêtres le plus méritant par sa science et sa vertu (1).

Les tableaux les plus estimés, on le voit déjà, ont leurs ombres qui font mieux ressortir la pureté du dessin et l'éclat des couleurs. La vie de Jules de Simony eut donc

(1) Cet ecclésiastique était M. Delahaigue, ancien professeur de théologie, curé-doyen de Vic-sur-Aisne; la voiture du prélat passe devant son humble demeure pour se rendre en visite au château, sans s'arrêter et s'informer de son état de souffrance. Longtemps il raconta, le cœur attristé, cet oubli du premier pasteur qu'il vénérait comme le modèle de l'épiscopat. Ce château, alors mieux occupé, avait été acquit par le citoyen Clouet à la vente des biens de l'abbaye de Saint-Médard à qui il appartenait, à la Révolution.

les siennes qui rehaussèrent ses éminentes vertus. Il aimait et estimait son clergé diocésain et cependant il y admit beaucoup de prêtres étrangers, auxquels il donna des postes importants. La plupart lui causèrent des chagrins cuisants et durent successivement se retirer; presque tous venaient de Bretagne et de Normandie, plusieurs sous l'égide de M. Ruellan, leur compatriote. Les changements de résidence, fruit naturel des *Organiques*, seront, ici, comme partout, devenus pour les desservants une sorte de règle fixe soit qu'ils fussent demandés dans des vues d'ambition, ou sous des prétextes plus ou moins plausibles. Le temps qui suivait la Trinité, s'appelait « l'époque des changements et des placements ». C'était alors surtout que l'on voyait les mobiliers des presbytères sillonner les routes et les chemins d'un bout du diocèse à l'autre, du nord au midi et réciproquement, suivis de leurs possesseurs. Heureux quand les mesures avaient été bien prises pour que le nouvel arrivant trouvât vide la place qu'il devait occuper ! Car il faut dire qu'il y eut souvent dans l'administration bien des décousus sous ce rapport, surtout lorsque les anciens vicaires généraux, qui l'avaient organisée et conduite, eurent disparu. Heureux surtout quand une disgrâce n'était pas le produit de la malveillance cachée ou publique de certains paroissiens comme cela s'était vu de tout temps et trop souvent.

D'autres *préoccupations* attiraient aussi l'attention de Jules de Simony, l'état des maisons religieuses. Dès son intronisation, il avait songé à la congrégation de *Notre-Dame de Bon-Secours* de Charly. Il aura la gloire de lui obtenir une existence légale par une ordonnance royale du 17 janvier 1827 (1), avec Marie-Anne-Françoise Lecomte, pour supérieure, à la charge de se conformer aux statuts annexés à l'ordonnance et réserve d'une demande d'autorisation, en la forme voulue par l'article 3 de la loi du 24 mai 1825 pour chaque maison particulière de sa dépendance. Ces statuts signés de la R^de^ Mère Lecomte, approuvés par Jules de Simony et véri-

(1) Le ministre d'alors était Frayssinous, évêque d'Hermopolis,

fiés en Conseil d'Etat, étaient simples et pratiques en leurs dispositions. L'instruction et l'éducation des jeunes filles, surtout les pauvres; les œuvres de charité à l'égard des malades indigents en étaient la base. Soumission à l'évêque diocésain pour le spirituel et aux autorités constituées pour le temporel sous une supérieure résidant à Charly, élue pour trois ans et rééligible à la majorité absolue des suffrages par les sœurs ayant un an de profession, avec confirmation de l'évêque. Un conseil composé d'une assistante et de deux sœurs aidant la supérieure dans le gouvernement de la Congrégation; la première et à son défaut la plus ancienne des sœurs du conseil remplaçant la supérieure en cas d'absence, maladie ou décès jusqu'à l'élection d'une nouvelle. A la supérieure appartient le choix de l'assistante, des sœurs de son conseil, la nomination à tous les emplois de la maison-mère et des maisons de sa dépendance, les changements jugés par elle nécessaires ou utiles. Après le postulat vient la profession, à la pluralité des voix, et soumission à l'approbation épiscopale. Les sœurs conservent la propriété de leurs biens et rentes et ce qui pourrait leur échoir par succession ou autrement, mais le revenu entre dans le commun de la congrégation. En cas d'exclusion pour une cause grave, la supérieure en confère avec son conseil et en réfère à l'évêque qui prononce en dernier ressort. L'exclue n'a pas de répétition à faire sur l'usufruit de son revenu, jusqu'au jour de sa sortie, mais peut réclamer ses vêtements et effets selon l'inventaire et l'estimation faite à son entrée, ou leur valeur. En cas de décès, les héritiers n'ont pas non plus de répétition à faire, même sur le mobilier dont chaque sœur a fait l'abandon à la communauté. Les sœurs âgées ou infirmes ont droit de rentrer dans la maison-mère, d'y être soignées ou entretenues jusqu'à la fin de leurs jours.

En exécution de l'ordonnance royale, la sœur Lecomte fut installée, le 5 mars 1827, en qualité de supérieure générale, ayant pour assistante Rosalie Delaplace (Sainte-Rose) et pour conseillères, Joséphine Delaplace (Saint-Joseph) et Antoinette Delaplace (Sainte-Pélagie),

ses compagnes de l'association primitive. Au premier supérieur, de la Loge, succéda le vicaire général Letourneur nommé par Jules de Simony, lequel retoucha et compléta, en 1829, sa seule année de supériorité, les constitutions avec l'approbation du prélat. On y insistait sur l'obligation d'apprendre aux religieuses à sauver les âmes par l'observation exacte des commandements de Dieu et de l'Eglise. L'évêque voulait aussi qu'elles prononçassent des vœux pour être de vraies religieuses ; ils furent faits à la suite d'une retraite prêchée, au mois de septembre, par le vicaire général, et par vingt d'entre elles. Il y eut aussi quelque changement dans le costume auquel on ajouta une petite croix comme marque distinctive. Le premier supérieur, de la Loge, au départ de l'abbé Letourneur avait dû reprendre la direction de la congrégation, dont le soin immédiat fut confié à Timothée Marprez, curé de Château-Thierry, puis à celui de Charly, Claudon, successeur de Fidon. Mais l'intrépide supérieure eut toujours la haute-main sur elle, dominant tout, veillant sur tout pour arriver à la formation de bonnes et excellentes religieuses.

Claudon, après la translation de son petit séminaire de Saint-Joseph à Liesse, en 1814, avait desservi Passy-sur-Marne, puis il était devenu curé de Charly, lorsque Fidon, en 1815, avait quitté cette cure pour occuper celle de Soissons. Claudon resta à Charly jusqu'en 1829 où ses infirmités l'obligèrent à démissionner et à se retirer à Soissons. Il y occupa, rue du Coq-Lombard, une petite chambre, avec une pension de 1,000 fr. et le titre de chanoine honoraire ; il mourut, le 6 juin 1832, à l'âge de soixante-huit ans. Comme à Charly, il avait conservé le goût de la retraite et de la solitude, n'ayant eu avec ses paroissiens que les relations indispensables, ou recevant ses confrères qui profitaient de sa science théologique. Prêtre digne et édifiant, mais dont le genre de vie n'agréait pas à la R^de^ Mère Lecomte comme celui du fondateur, Fidon, et du premier supérieur, de la Loge, avec lesquels elle avait eu tant de rapports. Aussi quand on lui donna pour successeur le curé de Nogent-l'Artaud, M. Gervais, elle ne put s'empêcher de

dire : « Je mourrai tranquille, maintenant, parceque je vois que M. Gervais comprend bien notre Institut ». Il y remplit, en effet, l'office de directeur ou supérieur local presque jusqu'à la mort du supérieur général, de la Loge, en 1837 (1).

Après ce dernier, un chanoine de la cathédrale, M. Falise, ecclésiastique des plus mondains, le remplaça, mais celui-ci ayant quitté Soissons et étant devenu chanoine de Bayeux, la R^de^ Mère Lecomte en fut si heureuse qu'elle fit chanter au chœur un *Te Deum* d'actions de grâces pour son éloignement. Le 11 décembre 1838, Jules de Simony annonça à la communauté, composée alors d'environ 80 sœurs, et 16 maisons ou écoles dans sa dépendance, la nomination de son grand vicaire Ruellan, comme son représentant auquel elle devait obéir ainsi qu'à lui-même, sa volonté étant : « que les règlements et prescriptions qu'il jugera à propos, à corriger et prévenir les abus, assurer l'observance des règles et constitutions, soient fidèlement observés ». Ces changements de supérieurs et cette annonce de réformes ennuya si fort la R^de^ Mère qu'elle s'échappa jusqu'à dire : « Que vient encore faire celui-là ! » Il faut remarquer qu'elle était alors fort âgée, accoutumée à gouverner à peu près seule sa congrégation, et encore irritée au souvenir du dernier supérieur. Ce que devait faire le délégué épiscopal, elle ne tarda pas à l'apprendre.

En effet, se conformant aux instructions formelles du prélat, écrites le lendemain même du jour de l'annonce envoyée par lui, il consulta les sœurs en charge, les anciennes, les supérieures locales et le curé-doyen, Gervais, en divers conseils, celui-ci devant veiller à l'exécution, au nom de l'évêque, des mesures à prendre. A la suite d'une retraite, le grand vicaire convoque, en la salle de la communauté, toutes les sœurs présentes à

(1) On conserva à la Maison-Mère, en souvenir de de la Loge, ses traductions de *La Vie cénobitique de Saint-Augustin*, du *Missel de Soissons*, des *Soliloques de l'Ame*, de Thomas à Kimpis ; un opuscule de la *Conversion des Mœurs*. « *Les Sentiments et Conduite d'une Ame qui veut sincèrement servir Dieu* » ou « *Abrégé de la Perfection chrétienne* », de sa composition.

Charly et leur notifie les objets principaux de sa mission : se faire représenter les règles et constitutions données par les évêques et admises par l'autorité royale, s'informer de leur observation ; prendre connaissance du personnel ; s'en faire remettre les registres, en vérifier et arrêter les comptes ; entendre et interroger tous les membres dont il pourra recueillir des lumières ; visiter le pensionnat et le noviciat ; « établir un gouvernement régulier assez fort pour réprimer et prévenir les abus, pour affermir les liens de la discipline et de la charité et assurer le sage et prudent emploi du temporel de la maison ».

Tout bien examiné et pesé, la Révérende Mère Lecomte fut conservée dans son titre de supérieure générale, mais son grand âge l'empêchant de gérer les intérêts spirituels et temporels avec l'autorité nécessaire, Jules de Simony, premier supérieur, selon le constitutions, nomma Rosalie Delaplace (Sainte-Rose), assistante générale et lui remit le gouvernement. Son conseil fut composé de la deuxième assistante, de la dépositaire ou trésorière, de la maîtresse des novices et de celle de leurs classes. L'assistante générale pourra, dans les circonstances graves ou intérêts majeurs, appeler au conseil les sœurs pouvant donner des avis utiles. Enfin le prélat nomme les titulaires de ces divers offices et leur fait des recommandations sur leur bon exercice. Telle fut la mission du vicaire général, supérieur. Du 23 septembre 1841 à l'année 1853, la sœur Sainte-Pélagie fut élue et réélue à la supériorité. Dans l'intervalle, le 3 octobre 1842, l'ancien costume ne convenant pas assez à des religieuses, on le remplaça par un autre : pour les sœurs, une robe en serge noire, une grande pèlerine, une petite guimpe blanche, une cornette et bandeau blancs avec une petite croix d'argent ; pour le postulat, un bonnet noir au bout de trois ans ; pour le noviciat, l'habit religieux des sœurs et voile blanc pendant sa durée d'un an ou deux, puis le voile noir ; enfin, au bout de quatre ans, émission des vœux. Le grand vicaire avait fixé un cérémonial pour la prise d'habit et l'examen des sujets à y admettre.

La Révérende Mère Lecomte avait fait poser, le 3 mars 1834, la première pierre d'une nouvelle chapelle sur l'emplacement d'une maison qu'elle avait achetée, attenante à la première et dont le vicaire général, de la Loge, avait fait la bénédiction. Elle ne vit pas selon son désir, l'achèvement de l'édifice dont la bénédiction fut réservée au successeur de Jules de Simony. S'affaiblissant de plus en plus moralement et physiquement, elle s'éteignit, le 8 janvier 1844, à huit heures trente-cinq minutes du soir, laissant une réputation incontestée de sainteté, de dévouement, d'abnégation, de générosité et de charité. Son corps revêtu de l'habit religieux resta exposé pendant cinq jours; on lui avait mis entre les mains un crucifix, la formule de ses vœux, sa règle de saint Benoît et ses heures de Cîteaux. Avant la cérémonie de l'inhumation, qui attira un concours de peuple de Charly et des environs, on fit toucher à sa dépouille mortelle beaucoup d'objets pieux; son cœur fut déposé dans la chapelle. Ses obsèques eurent lieu le 13 et furent honorées par la présence de treize ecclésiastiques qui la vénéraient, avec raison, comme une mère et une sainte (1).

C'est à la suite d'une visite de l'institut, le 20 mars 1811, par Henri de la Loge, qu'avait commencé l'extension au dehors de la communauté par la création d'écoles. La sœur Lecomte, répondant alors aux désirs exprimés par Le Blanc de Beaulieu, assura le supérieur qu'elle pouvait mettre des filles à sa disposition et bientôt arrivèrent des demandes. Ce fut, dès le 22 avril, celle du doyen de Vailly et du conseil municipal (pour l'école de la ville de); puis de la paroisse de Beaumont pour remplir la fondation de M^me^ de Genlis. De la Loge se rend avec la sœur Rosalie Delaplace (Sainte-Rose) en ces deux localités pour régler les conditions. Au retour, celle-ci est nommée supérieure à Vailly avec Marguerite Leroux (Sainte-Marguerite) et Anne Plessier (Saint-Laurent). C'était la première colonie, aussi la supérieure les conduisit, l'espace d'une lieue, un crucifix à la main et

(1) *Ubi supra. Mss.* de Sainte Madeleine.

Fidon les alla installer à Vailly. Le même conduisit, le 8 septembre, avec un séminariste, l'abbé Sévin, les sœurs Lemaire (Sainte-Madeleine), supérieure, Constance Leroux (Sainte-Cécile), encore novice, à Beaumont. On prend gîte chez les Minimesses, à Soissons, on passe par Vailly, pour se rendre à Leuilly où les attendent Fidon et le chanoine Brayer et où elles arrivent harassées de fatigue à huit heures du soir, puis à Beaumont presque toujours à pied. Après avoir été reçues au château pendant quelques jours, il fallut passer l'hiver dans une maison très pauvre et s'imposer des privations. Le doyen de Flavy, Maréchal, voulut lui aussi des sœurs; le grand vicaire Debully lui envoya la supérieure de Beaumont avec Sainte-Julienne, Madeleine, et Sainte-Placide, Crevet, celle-ci fort jeune; elles y occupèrent une maison ouverte à tous les vents, qu'il appelait l'*étable de Bethléem*, et d'où il fallait se rendre à l'église, fort éloignée, à travers la boue. Elles y passèrent 1814 et 1815, n'ayant pas éprouvé d'adoucissement pendant cinq années, mais, au 13 mai 1816, elles furent rappelées à la maison-mère, emmenant trois novices, dont l'une habile au tissage, Adélaïde Gravelle (Sainte-Colette) y forma des apprenties, au moyen des ustensiles qu'elle avait rapportées.

On voit par là combien furent pénibles ces premières émigrations de Charly. Des temps moins durs se présentèrent, à commencer par l'école de Château-Thierry créée par le curé-archidiacre Salandre et les principaux habitants de la ville. M^me^ Lecomte y conduisit des religieuses qu'on plaça, rue des Cordeliers, dans la maison de La Fontaine qu'elle avait louée 360 fr., que la ville acquitta, comme indemnité de logement, moyennant la gratuité pour 30 petites filles pauvres. La sœur Saint-Benoît en fut nommée supérieure. La location étant montée à 500 fr., elle préféra louer, en mars 1817, pour 210 fr., l'*Ancien Hôpital*, rue de la Madeleine, appartenant à la Charité, et qu'on répara. Une dame charitable, Claudine-Apolline Aubert, veuve du vicomte Dumoulin, de Montigny-Lacroix, voisine de la maison, se montra la protectrice des pauvres et de leurs enfants. Elle fit à la maison la donation d'une rente perpétuelle de 700 livres

(au capital de 14,000 fr.) et d'une créance de 10,000 sur le curé de Château-Thierry (qui la remboursa à la communauté) à condition qu'il y aurait quatre sœurs, qu'on éléverait gratuitement et entretiendrait une fille de huit à dix ans, qu'on donnerait pour 200 fr. de vêtements aux filles pauvres de l'école, qu'une sœur enseignerait le travail à l'aiguille et qu'on ferait dire deux messes basses par an à son intention.

Le mouvement ainsi donné ne s'arrêta plus. Le curé-doyen Mercier et la municipalité de Neuilly demandent trois sœurs ; deux jeunes novices et la sœur Sainte-Constance (Lemaire), y sont amenées par la supérieure, Mme Lecomte, qui les installe dans une maison contiguë à l'Hôtel-Dieu, le 4 août 1814, à condition de la gratuité pour les filles pauvres, et du desservice de l'hospice. Atteinte du choléra, la supérieure y mourut le 27 juin 1832. Le 14 septembre, les sœurs, ayant pour supérieure Sainte-Cécile, s'installent dans une maison malsaine qu'elles quittent pour une autre plus salubre, en 1842. Le curé de La Ferté-Milon, Marprez, demande à former une école, la municipalité accorde 250 fr. pour l'emménagement et la même somme annuelle pour le logement, encore à condition de la gratuité pour les filles pauvres. Mme Lecomte y vient installer le 4 juin 1816, Sainte-Madeleine. supérieure, avec Sainte-Flavie et une autre pour le ménage et la petite classe. Lorsqu'il se fut agi de rétablir les évêchés de Laon et de Noyon, Le Blanc de Beaulieu, pour favoriser celui de Soissons, voulut que la supérieure rappelât les sœurs de Flavy et de Beaumont, qu'on plaça à Vic-sur-Aisne, le 8 décembre 1816, sur la demande de ce lieu pour trois sœurs afin de remplir la fondation de l'abbé de Pomponne. Le bureau de bienfaisance fournissant le logement et une rente de 480 fr. pour la gratuité de l'école, elles y arrivèrent, avec le mobilier des deux maisons qu'on venait de quitter, et leur supérieure Saint-Benoît. Les sœurs de Genlis rétablies rentrèrent à Beaumont.

Il y eut une interruption dans les demandes jusqu'en 1822, où, le 15 novembre, le curé-doyen de Condé, Sarrasin, offrit pour l'école le logement avec promesse

de léguer une maison à sa mort, sans parler de rétribution. Les trois sœurs qui furent envoyées finirent par s'y maintenir, grâce à la générosité du comte de Sade et du maire, Moreau. Le 25 du même mois, le curé Bruncamp et le conseil de Gandelu ayant assuré un traitement de 300 fr. sur le bureau de bienfaisance, Mme Lecomte loue une maison 150 fr., accorde deux sœurs qui furent rappelées en octobre 1836, pour refus de voter le traitement, après une prospérité de quatorze ans de cette école. Une autre école devait avoir le même sort à Passy-sur-Marne. De la Loge Saint-Brisson, bienfaiteur de l'œuvre de Charly, propose de faire une maison convenable à la place d'une masure dite *La Tuilerie*. Mme Lecomte l'achète pour 3,000 fr. qu'on paie comptant le 22 août 1822, elle y envoie pour supérieure Sainte-Marcelline avec une sœur, le 7 octobre 1823. Mais elle finit par les retirer à cause des conditions onéreuses imposées par Saint-Brisson, vu l'exiguité de la rente de 400 fr. les fréquentes réparations exigées par la maison et le peu de ressources qu'offrait Passy.

Le curé de Nogent-l'Artaud, près de Charly, l'abbé Gervais (Etienne), ancien vicaire et plus tard doyen de Charly, ayant obtenu de l'autorité un traitement de 150 fr. sur le bureau de bienfaisance, et de M. de Labédoyère une subvention annuelle du même chiffre, Mme Lecomte loua, en juin 1823, et le 6 octobre 1824, elle y plaça les sœurs Saint-Laurent et Sainte-Sophie. Un autre prêtre, Boileau, curé de Roucy, inspire à la duchesse de Charost le projet d'y établir une école gratuite de filles pauvres. L'opulente châtelaine, par l'entremise de Jules de Simony, s'entend avec Mme Lecomte pour ce projet, donne une vaste maison neuve pouvant recevoir des pensionnaires avec cour et jardin, fournit le mobilier, assure une rente de 600 fr. pour 3 sœurs, et obtint une ordonnance du roi en 1827. Mais dès le 16 mai 1825, elle y avait déjà installé 3 sœurs avec une supérieure, Sainte-Julienne, auxquelles elle en ajouta jusqu'à cinq à cause de l'augmentation du pensionnat et de la charge de visiter, en outre, les malades à domicile. L'école de Mont-Saint-Père eut, comme celle de Roucy, des fonda-

teurs généreux, M. et Mme Ponson d'Amécourt qui offrirent en ce lieu la maison dite la *Cense* avec une rente de 300 fr., puis louèrent un autre immeuble pour l'aménagement duquel M. Hélot donnait 600 fr. Aussi le 6 avril 1829. Mme Lecomte y envoya-t-elle deux de ses filles avec Sainte-Sophie pour supérieure. Ces mêmes personnes fondèrent, le 2 novembre 1836, une autre école au Trilport, diocèse de Meaux; et, dès 1830, le 7 septembre, deux sœurs avaient été demandées par les administrateurs de l'hospice de La Ferté-Milon. Dans le même diocèse de Meaux, à Crouy-sur-Ourcq, un vicaire, l'abbé Féry, avec l'aide de la commune et de personnes généreuses formant un traitement de 300 fr., était parvenu à y créer une école, mais Mme Lecomte n'avait consenti à lui donner de ses filles, qu'après s'être fait autoriser, comme pour la précédente, par l'évêché de Meaux. Elle loua une maison pour 400 fr. et, le 26 août 1834, y installa supérieure Sainte-Julienne avec deux associées.

Une fondation importante, comme celle de Roucy, est due, à Soupir, à la vicomtesse de la Vilheurnoy qui, le 31 octobre 1836, lui forma une rente de 600 fr. et un capital de 8,000 fr., ou bien pour école, la *Maison-Bleue* qui fut occupée. On y plaça des sœurs sorties de Gandelu, Sainte-Sophie et Sainte-Euphrasie. Si Jules de Simony consentit, une fois encore, lui qui avait voulu réserver l'institut pour son diocèse, à la fondation d'une école à Saint-Jean-lès-Jumeaux, au diocèse de Meaux, ce fut par égard pour la supérieure générale, quoiqu'elle fût dotée d'une maison et d'une rente de 300 fr. par une dame Deneux. Les circonstances de la fondation des autres écoles de l'institut de Charly étant à peu près identiques, il suffira de donner ici leurs dates qui furent: à Faverolles, le 4 octobre 1843; à Ambleny, le 22 octobre 1845; à Viels-Maisons, le 15 novembre 1845; à Chavignon, le 4 novembre 1846; à Tréloup, le 11 novembre 1854; à Burelles, le 5 février 1855; à Montreuil-aux-Lions, le 26 avril 1856; à Aizy-Jouy, le 16 décembre de la même année.

La révolution de 1830, suite et continuation de celle de 1789, avait laissé des craintes fondées d'un retour

possible de troubles politiques toujours fatals à la religion, à ses ministres, à ses institutions charitables ou fondations scolaires. C'est pourquoi il avait paru nécessaire d'exposer en détail toutes celles de nouvelle création, avec leurs auteurs ou bienfaiteurs et la date de leur naissance, pour les opposer à toute injuste récrimination. Si cette idée s'est appliquée plus spécialement à l'institut de Charly, c'est qu'il importait surtout de la faire précéder la fin de M. Henri de la Loge, son fondateur en collaboration avec la Révérende Mère Lecomte, décédée en 1844. Ce vénérable prêtre voyait de jour en jour diminuer ses forces qui le privaient des offices de la cathédrale, lui permettant de ne dire qu'avec peine la messe à la chapelle des Frères, dut songer à se décharger de ses fonctions. Il persista à les exercer encore quelque temps sans rien relâcher de ses mortifications corporelles, jusqu'à ce que les atteintes d'une maladie grave y vinrent mettre fin. Il avait déployé autant d'activité que de précision dans l'expédition des affaires de son ressort, écrivant, dictant sa correspondance, sans aucun retard. Ami sincère du clergé, ses relations avec lui étaient toujours empreintes de dévouement, de droiture, de cordialité et d'indulgence qui lui gagnaient tous les cœurs. On vantait surtout la simplicité de sa vie, sa piété, sa modestie, sa douce et franche familiarité ; notamment sa charité éclatant en ses rapports spirituels et temporels. Ayant assisté à la retraite pastorale du 18 août 1837, au grand séminaire, il en avait suivi tous les exercices, à l'édification générale, il ne voulut plus quitter cette maison dont il était trésorier. On lui disposa un appartement dans la partie nord de l'édifice longeant la salle des exercices, d'où il pouvait, par le corridor, se rendre à la chapelle pour y dire la messe et faire sa visite au Saint-Sacrement. En octobre, il suivit encore la retraite des séminaristes, prêchée par M. Boyer, de Saint-Sulpice, avec lequel il avait de fréquents entretiens. Mais à la fin de ce mois, il dut se contenter, ne pouvant plus dire la messe que quelquefois, d'y assister, y communiait, enfin de recevoir l'Eucharistie dans sa chambre qu'il ne pouvait plus quitter, et d'y suivre la lecture

du Bréviaire faite par un des directeurs de la maison.

Dès lors, M. de la Loge ne reçut plus d'autre visite que celle du comte et de la comtesse de N....., ses neveu et nièce. Il n'avait vu qu'en 1815 sa famille à Toulouse et Montauban, sa patrie; Jules de Simony, son évêque, renonçant à un voyage indispensable, fit ses adieux à son grand vicaire et ne se sépara de lui qu'avec larmes à la pensée de ne plus revoir ici bas, celui qui, depuis douze ans avait partagé son administration. Le 13 novembre, il reçut le Saint-Viatique et l'Extrême-Onction des mains de son collègue Debully, doyen du chapitre, avec lequel il avait travaillé de concert, comme grand vicaire, depuis trente ans dans le poste où Le Blanc de Beaulieu et ses successeurs l'avaient maintenu trente-cinq ans, c'est-à-dire depuis le relèvement du diocèse, avec une harmonie et une amitié qui ne s'étaient jamais démenties. Le chapitre, le clergé de la paroisse, les directeurs du séminaire et une partie des élèves furent présents à cette cérémonie touchante qui porta dans les esprits une grande édification. Le moribond répondit lui-même aux prières suprêmes, récita le symbole avant la communion et, après le *Te Deum* d'actions de grâces, il adressa des remerciements à ses confrères présents et leur fit ses derniers adieux. Le mardi 14, le mal alla croissant, les douleurs, la nuit suivante, furent extrêmes; le mercredi 15, la faiblesse étant devenue plus grande, il recommanda d'avertir sa famille de son état. Il n'en écouta pas moins de pieuses lectures, surtout celle de l'*Imitation de Jésus-Christ*, et, à quatre heures du matin, le 16, il expira à l'âge de quatre-vingt-cinq ans (1). « A mon âge de quatre-vingt-quatre ans, avait-il dit l'année précédente, je suis plus soumis, plus complètement obéissant à mon évêque que plusieurs jeunes ecclésiastiques. »

Le jour suivant furent célébrées les funérailles, avec pompe et grande solennité, au milieu d'un cortège de

(1) Elève alors du grand séminaire nous n'avons rien oublié des derniers jours qu'y avait passés M. de la Loge, non plus que des éloges que nous entendions faire de lui dans le clergé.

plus de cent trente ecclésiastiques. En outre, un grand nombre d'autres services funèbres furent aussi célébrés spontanément, pour le regretté défunt, dans le diocèse. Mais hélas ! son souvenir, si vivace et si profond dans la mémoire de ses contemporains, de ceux surtout qui avaient su apprécier les services qu'il avait rendus, ne leur aurait guère survécu, si la juste et impartiale histoire n'avait pas retracé le tableau d'une vie toute de dévouement et d'abnégation (1). Ce souvenir restera néanmoins, dans l'avenir, comme gravé et perpétué par son active coopération à la fondation et à la prospérité de l'institut de *Notre-Dame de Bon-Secours* de Charly dont il ne vit pas le couronnement.

(1) *Notice sur M. de la Loge, vicaire général, grand archidiacre et pénitentier du diocèse de Soissons*, par l'abbé LEREDDE, professeur de théologie morale. (Soissons, Em. Fossé d'Arcosse, imprimeur de l'Evêché, rue des Rats, 10, 1838.)

PÉRIODE MODERNE

LIVRE VINGT-SIXIÈME.

Dix-neuvième Siècle.

(Septième partie.)

DEPUIS LA RÉVOLUTION DU 30 JUILLET 1830, JUSQU'A LA CONDAMNATION DU MANUEL DE DROIT ECCLÉSIASTIQUE DE M. DUPIN, DU 1er MAI 1836.

SOMMAIRE. — I. Changements dans l'administration diocésaine. Les anciens vicaires généraux; l'exercice de cette fonction importante. Jules de Simony leur en adjoint : d'abord M. l'abbé de Marguerie. Ses antécédents, son mérite, ses protecteurs, sa nomination à l'évêché de Saint-Flour. Ses talents. Autre futur vicaire général, M. l'abbé de Garsignies. Son origine, sa famille, ses études. Il se destina à l'Eglise. Exemple du futur cardinal de Bonnechose. Il étudie la théologie à Rome et professe à Besançon et à Strasbourg avec M. de Marguerie sous M. Bautain. Dissolution de l'Ecole de ce dernier. Il s'attache au diocèse d'Amiens, y devient chanoine et grand vicaire honoraire. Présenté à Jules de Simony par l'évêque de Saint-Flour, il en est accueilli. Restauration de maisons religieuses d'abord des Minimesses; puis des Filles de La Croix. Négociations, à cet effet, par le P. Dutems. Arrivée de M. de Garsignies à Soissons. Il devient supérieur de La Croix de Saint-Quentin. Prospérité croissante de cette maison; sa réforme. — II. Statuts du diocèse de 1837, leur appréciation et esprit général. Rétablissement, règlement et utilité des conférences ecclésiastiques. Retraites annuelles sacerdotales. Caisse de secours et retraite des prêtres âgés et infirmes, sa composition. Le grand séminaire et la méthode Saint-Sulpice. Quatrième cours de théologie; M. Lequeux, supérieur. Etude du droit canon. Institutions philosophiques. Projet et fondation d'une Société enseignante. La liberté d'enseignement et les grades exigés par l'Université. Une institution libre et collège de Saint-Charles à Chauny; ses vicissitudes premières. — III. Pensionnats divers du Diocèse; celui d'Anizy-le-Château, sa triste fin. Institut des sourds-muets. M. Dupont, son fondateur, achète l'abbaye de Saint-Médard, son genre de vie. Il y organise les travaux et l'enseignement des élèves. Maladie et mort de l'abbé Dupont. Jules de Simony accepte la charge de sa succession; sa circulaire en faveur de l'œuvre. M. Dupont, fondateur, et l'évêque, premier insigne bienfaiteur. Le supplément au Bréviaire. Décès de M. Debully, ses funérailles et son éloge.

I. — La mort de M. de la Loge et plus tard celle de M. Debully amenèrent des changements importants dans

l'administration supérieure du diocèse. Celle-ci incombant en partie aux vicaires généraux qui l'exercent au nom et par délégation du premier pasteur, il n'est pas toujours facile d'apprécier la part qu'ils y prennent. Plusieurs de ceux que conserva Jules de Simony ont laissé déjà des noms vénérés. Il suffira de nommer ici les principaux : tels que, outre les Debully et les de la Loge, les Formantin, les Ruellan. Le prélat adjoignit à ceux-ci d'autres ecclésiastiques qui méritèrent, comme l'abbé Letourneur, les honneurs de l'épiscopat auquel ils s'étaient formés à son école. Ce fut en premier lieu Frédéric-Gabriel de Marguerie qu'il importe de faire connaître. « C'était, lit-on dans la *Vie du cardinal Matthieu*, un ecclésiastique d'une naissance distinguée, d'une piété profonde et qui avait du renom dans la chaire chrétienne » (1). Le prédécesseur de ce cardinal à Besançon avait été Auguste de Rohan-Chabot, prince de Léon, de cette famille où Jules de Simony avait fait l'éducation du jeune Maximilien. Cette Eminence, dont il sera bientôt question, élevé à cette haute dignité, en 1830, mourut du choléra en 1833, et ce fut M. de Marguerie, alors aumônier du collège royal de Besançon et prêtre de son diocèse, qui avait prononcé son Oraison funèbre dans la métropole. Poussé à l'épiscopat par le cardinal, et plus tard sénateur, Matthieu, c'est sans doute ce prélat qui l'adressa à l'évêque de Soissons, comme pour lui fournir un premier pas dans la carrière. Il fut, en effet, nommé dès lors chanoine honoraire, le 5 décembre 1834, puis titulaire au décès de Jean-Joseph Traizet, le 22 du même mois, et enfin son grand vicaire, charge qu'il quitta lorsqu'il fut nommé, à l'âge de trente-cinq ans, à l'évêché de Saint-Flour, siège qu'il permuta, aussi par l'intervention du cardinal, au bout de douze ans, pour celui d'Autun plus agréable. D'un physique remarquable, il se faisait entendre avec plaisir dans la chaire. Il n'en fut pas moins, comme le futur cardinal Morlot et autres hauts dignitaires du clergé français l'objet des traits acérés de l'impitoyable *Solitaire*, qui lui refuse le droit à

(1) *Vie du Cardinal Matthieu*, par Mgr Besson, évêque de Nîmes, t. Ier, p. 223.

la particule et même un véritable talent, ce qui ne doit pas tirer à conséquence.

En effet, on verra bientôt ce que furent réellement, pour mériter la candidature épiscopale, M. l'abbé de Marguerie et un autre abbé qui devait lui succéder dans la confiance du vénéré Jules de Simony, celui dont il conviendra de retracer dès maintenant les antécédents, étant appelé lui aussi à cette signalée faveur. Armand-Paul-Ignace-Anaclet Cardon de Garsignies était né à Lille (Nord), le 14 juin 1803, d'une famille honorable et se piquant d'aristocratie. Son père avait été sous-préfet de Cambrai sous la Restauration, et son aïeul, Cardon de Montreuil, était l'un des bienfaiteurs de l'institut des Filles de l'Enfant-Jésus de Lille. Il entra, vers l'âge de douze ans, avec ses deux frères Léonce et Amédée, au célèbre collège des Jésuites de Saint-Acheul, alors dans tout l'éclat de sa renommée. Il en sortit en 1822, à la suite, paraît-il, de ces brillants succès scolaires que procurent un esprit facile. Se destinant d'abord au siècle pour lequel il avait paru être fait, on lui donna, en 1824, un emploi dans l'inspection des finances. La révolution de février 1830 vint briser cette première carrière; il se démit de son emploi, se retira chez son père et prit tout à coup le parti de quitter le monde pour entrer dans l'état ecclésiastique. Ce fut, dit-on, une peine de cœur qui le détermina à prendre une telle résolution, au moment même où sa figure, ses manières élégantes et une belle fortune, lui promettaient de brillants succès. La main d'une jeune fille qui lui aurait été refusée à cause de l'inconstance de ses goûts, voilà à quoi on attribuait le motif d'un aussi subit changement de vie. Son père lui-même s'opposa constamment à des vues dont il redoutait les conséquences; et ce ne fut qu'après sa mort qu'il put les exécuter (1). De pareils sacrifices sont moins rares dans l'Eglise qu'on ne croit; en voici un trait contemporain fourni par le futur cardinal de Bonnechose et qu'il est urgent de signaler ici.

Avocat général à la cour royale de Besançon, ayant

(1) *Biographie* de Mgr de Garsignies dont on parlera en son lieu.

des projets de mariage, il avait fait au château de Serres-lès-Sapins, appartenant au général baron Durand de Gevigney, mort le 21 octobre 1829, la rencontre de sa fille unique, Eulalie. Cette demoiselle était « citée dans toute la contrée pour sa haute piété, aussi bien que par le charme de sa conversation » ... « D'une constitution frêle et délicate, mais d'une grande distinction de manières et d'une noblesse de sentiments au-dessus de tout éloge », elle avait tout ce qu'il fallait pour plaire à M. de Bonnechose et le rendre heureux. La demande qu'il fit de sa main fut doucement repoussée, elle se borna à lui répondre : « Vous épouserez une plus grande dame que moi, vous épouserez l'Eglise ». C'était, à la fois, un refus et la prédiction d'une autre vocation qu'expliquait la conduite régulière et ouvertement chrétienne de l'avocat général, ses liaisons avec l'archevêque et cardinal de Rohan. Ayant fait part de ses projets à son confesseur et de sa résolution à Mlle Eulalie Durand, « la confidence fut reçue avec une joie mêlée d'attendrissement. Les deux jeunes gens se mirent à genoux et bénirent le Seigneur. Ainsi se réalisèrent les vœux de la pieuse jeune fille qui avait détourné d'elle une si noble affection et qui l'avait doucement reportée vers le ciel » (1). M. de Bonnechose, devait-il, à la suite de la révolution de juillet 1830, donner sa démission d'avocat général? L'avis de deux théologiens, MM. Gousset et Donnet, qu'il avait consultés, fut qu'il devait conserver cette charge, mais ayant ainsi changé la direction de sa vie, il s'en démit. « Le sacrifice étant consommé », la pieuse Eulalie l'y avait elle-même engagé, conservant avec lui les liens d'une charité fraternelle avec une union de prières pour le reste de sa vie qui se termina le 2 juillet 1832, à l'âge de vingt-huit ans. Fidèle à cette chère mémoire, Henri de Bonnechose garda son portrait en miniature dans un tiroir secret, caché aux profanes à l'exception de ses parents et amies. Le tombeau d'Eulalie et celui du cardinal, il les visita avec un de ses amis, ainsi que la maison de Serres, le jardin, l'église,

(1) *Vie du Cardinal de Bonnechose, archevêque de Rouen, de 1800 à 1883*, par Mgr Besson, évêque de Nîmes et Alais, t. Ier, 1887.

le cimetière et plus tard la tombe de la baronne Durand, morte le 31 octobre 1853, réunissant tous ces souvenirs dans ses prières et ses saints sacrifices. Fut-il rien de plus angélique que ce passage de la vie d'un prince de l'Eglise (1).

M. de Garsignies qui, lui aussi, devait « épouser l'Eglise », prit, après sa démission du 16 mars 1831, le chemin de Rome pour y faire ses cours de théologie. Il eut pour maître en cette science le savant professeur Fornari, lequel compta parmi ses élèves plus de soixante évêques et cardinaux, devint nonce à Paris et mourut cardinal le 15 juin 1854. « Dès qu'un jeune gentilhomme, dit méchamment l'abbé Barbier, s'il en reste encore, veut être évêque (car on ne veut pas être *prêtre*), il va prendre les ordres sacrés à Rome, tels les jeunes La Bouillerie, de Garsignies, de Dreux-Brézé... » (2). Là, le jeune théologien put connaître les sommités ecclésiastiques; il s'attacha surtout au cardinal de Rohan, archevêque de Besançon, qui lui conféra la tonsure, les ordres mineurs, le sous-diaconat, le diaconat. Ainsi fut consommée, dit l'auteur de sa *Biographie*, ce que ses amis dans le monde appelaient une « barbare immolation »; elle devait être le point de départ d'une insigne position dans l'Eglise. Possesseur d'un nom à physionomie nobiliaire joint à une grande fortune, l'abbé de Garsignies ne pouvait songer à occuper dans le clergé des postes inférieurs, que comme des degrés menant aux divers sommets de la hiérarchie ecclésiastique.

Au bout de deux ans d'études théologiques, M. de Garsignies quitta la ville éternelle et revint en France vers la fin du Carême de 1833. Le cardinal-archevêque de Besançon le recommanda à l'évêque de Strasbourg, Le Pappe de Trévern, qui lui donna une chaire d'humanités dans son petit séminaire. Cet établissement avait à sa tête l'abbé Bautain connu par sa science et sa vertu. Il était secondé dans sa charge par M. de Ratisbonne, ce Juif converti, et par l'abbé de Bonnechose, ex-avocat à

(1) *Vie de Mgr de Bonnechose*, par Mgr Besson, évêque de Nîmes, t. Ier (1800-1883).
(2) *Biographie du Clergé*, par Barbier. Il s'est bien trompé.

la cour royale. En outre, s'étaient groupés autour de lui treize ecclésiastiques de mérite, Alsaciens ou Allemands: Kurch, Fischer, Hürstel, Schmitt, Dyhain, Kœnig, Metzger, Lemaire, Chancenotte, Mabille, futur évêque de Versailles, etc. Dès 1829, l'un d'eux, Golch, avait donné à Besançon une mission, au mois de mars, couronnée de succès. « M. l'abbé de Marguerie, aumônier du collège royal, y ayant déployé toutes les ressources de son talent et de son zèle », l'évêque voulut inviter M. Bautain à se faire aussi entendre aux professeurs et élèves de cette maison (1). On sait quels orages suscitèrent alors dans le diocèse de Strasbourg, l'enseignement philosophique de celui-ci, tant au petit séminaire qu'au grand (dont M. Rœss était supérieur), et dans la chaire de philosophie qu'il occupait à l'Académie de cette ville. Le conflit à ce sujet était, en 1834, dans toute son ardeur en ce diocèse entre M. de Trévern, son administration et l'abbé Bautain. Le prélat voulait qu'on enseignât la philosophie de Lyon, et celui-là en professant une autre que le dernier trouvait erronée. C'était le coup de mort pour l'Ecole de Strasbourg, dont les disciples se retirèrent, en partie à Juilly, fondation du P. de Condren, deuxième général de l'Oratoire, et aussi pour le petit séminaire, dont le supérieur avec ses professeurs furent expulsés quoiqu'ils l'eussent restauré et soutenu à leurs frais, l'évêque leur ayant ôté leurs pouvoirs, c'est-à-dire frappé de suspense. MM. Bautain et de Bonnechose se rendirent à Rome, se soumirent au jugement du Saint-Siège. Les élèves sortis de l'Ecole, se mirent, sous leur direction et celle des abbés de Salinis, de Scorbiac et autres disciples anciens de M. de Lamennais (2).

Voyant la tournure que prenaient les choses à Strasbourg, l'abbé de Garsignies quitta ces lieux agités, où sa tranquillité personnelle et son avenir pouvaient être compromis. Toutefois, au lieu de suivre l'exemple de plusieurs de ses collègues, et de rentrer dans le diocèse de Cambrai où siégeait le spirituel et habile M. Belmas,

(1) *Vie de Mgr de Bonnechose*, t. Ier, pp. 131-132, *ubi supra*,
(1) *Ibid.* et *Biographie* de BARBIER, *ubi supra*.

ancien évêque constitutionnel, et de plus comme philippiste, peu sympathique au clergé et à l'aristocratie, il alla dans celui d'Amiens d'où sa famille était originaire, y ayant, d'ailleurs fait ses études. L'évêque de son choix, de Châbons, lui conféra la prêtrise en 1834 et le nomma vicaire de sa cathédrale; il déploya dans ce poste tant de zèle, d'activité, de piété, qu'en 1836 il le fit chanoine et grand vicaire honoraires, en 1837 et 1838, sans cependant lui confier de fonctions administratives dans le diocèse. Pour quelles causes l'abbé de Garsignies crut-il devoir quitter Amiens qui lui avait ouvert une si bonne voie? C'est ce qu'il serait difficile et peu important de savoir. En tout état de cause, il devait trouver à Soissons, qu'il avait préféré, une juste compensation et un avancement non moins heureux; mais pourquoi choisit-il ce diocèse? Autre question à laquelle on chercha une réponse. Selon les uns ce serait l'abbé de Marguerie, promu au siége de Saint-Flour, lequel l'avait dû connaître à Besançon et à Strasbourg, qui l'aurait présenté à Jules de Simony et lui aurait ménagé son admission dans le palais comme dans le cœur du vénérable prélat qu'il laissait vide. Selon d'autres, ce serait sous l'égide de M. Debully qu'il serait arrivé à Soissons. Celui-ci, sentant ses infirmités s'aggraver, et ses forces plier sous le poids des affaires, l'aurait indiqué au prélat pour le remplacer, à la suite de certaines insinuations de celui-ci sur un sujet si délicat. Mais tout porte à croire que si l'abbé Debully protégea M. de Garsignies ce ne fut qu'après qu'il eut fait sa connaissance à Soissons même et lorsque celui-ci fut nommé vicaire général en 1839.

Ces changements coïncidèrent heureusement avec la nécessité de procéder au rétablissement ou à la résurrection imminente de maisons religieuses négligées et en décadence, dont on connaît déjà les noms. C'était d'abord le couvent des Minimesses de Soissons et ensuite l'institut de La Croix ayant des résidences à Saint-Quentin et à Chauny. Pour atteindre ce but, de nouveaux dignitaires vinrent s'adjoindre à ceux déjà existant. Les Minimesses de Soissons n'existaient plus; une jeune personne fort pieuse conçut le projet de faire revivre leur

couvent et de s'y faire religieuse. Elle était fille de Ferdinand-Jérôme de Hédouville, ancien garde du corps de Louis XVIII, chef d'escadron, chevalier de Saint-Louis et de la Légion d'honneur. Demeuré veuf avec quatre filles, ce militaire entra dans les ordres sacrés, deux de ses filles ayant pris le voile à la Visitation de Reims. La troisième, nommée Caroline, s'adjoignit quelques jeunes personnes ayant la même vocation, le 15 octobre 1835, et rétablit la communauté des Minimesses dont la Révolution avait laissé de rares survivantes (1). Elle l'installa dans la vaste maison de la commanderie de Maupas, rue Saint-Gaudin, et passée de l'Ordre des Templiers en celui de Saint-Jean de Jérusalem, achetée par son père qui y avait fait disposer une chapelle et des lieux convenables. On pouvait bien augurer de l'avenir pour cette restauration, mais malheureusement la supérieure mourut le 31 octobre 1837 avant de l'avoir assuré, et les coopératrices qu'elle avait réunies autour d'elles durent se disperser. Son père avait épousé une fille de M. l'Eleu de La Bretonne, lequel, après la mort de sa femme, ayant été fait prêtre, devint curé de Laval, puis curé-archidiacre de Soissons d'où, par défiance de lui-même, il s'échappa la nuit d'avant son installation pour regagner sa paroisse. Il y mourut regretté de ses ouailles pour ses vertus simples et modestes, sa charité pour les pauvres, ses bienfaits envers l'Eglise et sa paroisse qu'il dota d'un presbytère. Son gendre, M. de Hédouville, se contenta du titre de chanoine honoraire, joignant aussi à une grande vertu, une modestie profonde qui n'excluait ni la dignité du maintien, ni cette politesse si bien pratiquée dans le monde au temps de sa jeunesse (2).

Le relèvement d'une autre institution religieuse, celle de La Croix établie dès longtemps à Chauny et à Saint-Quentin, vouée à l'enseignement des jeunes filles, plus heureuse que la première, sera couronnée d'un plein

(1) Les Minimesses d'Amiens qui s'établirent à Soissons avaient été fondées par le sire Louis de Hédouville, sous Louis XII. *(Semaine du Vermandois,* 1858, p. 357, n° du 10-17 avril.)

(2) *Notice sur M. l'Eleu de La Bretonne,* publiée par M. l'abbé Gobaille, directeur au grand séminaire de Soissons, mort curé-archiprêtre de Saint-Quentin.

succès. La maison de Saint-Quentin, après s'être soutenue assez heureusement, depuis son rétablissement après la Révolution, avait fini par décliner et, vers 1837, elle penchait vers une complète décadence. Le recrutement devenait difficile, les anciennes religieuses vieillissaient et avec elles l'enseignement qui paraissait suranné en présence du progrès général de l'instruction mais surtout de la concurrence laïque avec laquelle il eût fallu lutter ; enfin l'éducation, disait-on, y était trop religieuse et peu en rapport avec les idées et les goûts nouveaux.

Tel était l'état des choses lorsque le P. Dutems, jésuite, qui s'était fait entendre, avec un grand intérêt dans les chaires du diocèse, notamment à Soissons, vint faire une mission à Saint-Quentin en 1837. En ayant eu connaissance, il lui sembla déplorable qu'un établissement si utile disparut de cette ville et il résolut de le restaurer. Il s'adressa dans ce but à un de ses confrères, le P. Scellier, homme éminent, saint prêtre et prédicateur de mérite, alors en mission dans le midi. Il lui demanda si l'on ne pouvait pas tirer de l'une des maisons religieuses, encore si florissantes en ces contrées, quelques sujets vertueux, dévoués et instruits pour raviver celle de Saint-Quentin. Le P. Scellier connaissait à Roussillon, diocèse de Grenoble, dans la communauté des Dames de la Nativité, une religieuse nommée Marie-Henriette-Rimey réunissant toutes les qualités propres à remplir le but qu'il se proposait et ayant montré, comme supérieure générale, beaucoup de distinction avec des vertus peu communes. Le P. Dutems songea aussitôt à elle pour l'œuvre de Saint-Quentin et on lui adressa une demande qui passa par l'autorité diocésaine. Jules de Simony chargea son vicaire général Debully, supérieur de La Croix, de négocier cette affaire avec l'évêque de Grenoble, Philibert de Bruillard. Les pourparlers furent longs, mais aboutirent heureusement et il fut décidé que Marie-Henriette Rimey viendrait, avec cinq religieuses, prendre la direction de La Croix, secondée surtout par l'une de celles-ci, nommée Emma-Aloïsia Nouvian, qui lui succéda plus tard dans la supériorité. On n'obtint

pas sans peine la démission des anciennes religieuses qui fut enfin donnée et le projet reçut son exécution le 4 juillet 1837.

Sur ces entrefaites, arrivait à Soissons l'ecclésiastique qui devait attacher son nom à la restauration de La Croix, quoique la priorité en appartint au P. Dutems, et monter plus tard sur ce siège épiscopal. C'était l'abbé de Garsignies, qu'on a déjà fait connaître, jeune, d'un physique admirable, homme du monde, orateur à effet, avec un nom précédé de la particule. Il succéda dans l'affection de Jules de Simony à l'abbé de Marguerie, devenu évêque de Saint-Flour (1). Le prélat le fit paraître dans la chaire de la cathédrale pour inaugurer son entrée dans le diocèse, l'admit à sa table comme à son conseil et lui assigna un appartement au secrétariat. Il fut installé comme chanoine honoraire, le 27 mai 1837, et comme titulaire, le 13 mai 1838, à la place de M. Ruellan, devenu grand-vicaire et doyen du chapitre après l'abbé de la Loge, en attendant lui-même cette dignité. Présenté à Jules de Simony par M. de Marguerie, il devint, après lui, son fils de prédilection, celui qui, à n'en point douter, apparaîtra peu à peu réservé *in petto* pour son successeur.

L'abbé Debully, qui avait opéré l'introduction de la réforme à La Croix de Saint-Quentin, en ayant quitté la supériorité, Jules de Simony la donna à M. de Garsignies qui bientôt en fera son œuvre favorite, celle de son cœur. Il sut la mener à bonne fin en dépit des tribulations qui ne furent pas plus épargnées à cette restauration qu'à celle de son établissement; on passa outre à l'opposition de la municipalité et de la bourgeoisie Saint-Quentinoise. Le nouveau supérieur visita souvent la maison, et la ville lui deviendra un séjour des plus agréables. Parmi les nouvelles arrivées avec Henriette Rimey, se distinguait Emma-Aloïsia Nouvian, laquelle jeune et intelligente y acquit bientôt tout l'empire et

(1) Ce prélat, sur le point de se faire sacrer, adressa aux élèves du grand séminaire de Soissons, dans la salle des exercices, une allocution où il nous dit qu'il ne pensait pas être évêque, « surtout si tôt ». Il n'avait, en effet, que trente-cinq ans.

même au dehors une sorte de réputation dans les familles. Ce fut la source de suppositions invraisemblables à l'égard du supérieur, mais alimentées par la curiosité ou la malignité d'un public défavorable à la nouvelle institution. Elle y devait mourir religieuse de chœur, le 25 février 1894, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, après soixante-neuf ans et demi de profession. On en a vu du reste, ici, la véritable origine. En tout état de cause, c'est alors que les Dames de la Nativité, transférées à Saint-Quentin, devinrent réellement *Sœurs de La Croix* comme leurs devancières et se ressentirent des premiers coups portés à leur père, directeur et premier fondateur.

Celui-ci n'en poursuivit pas moins, d'accord avec elles, l'établissement de la réforme. A l'ancienne maison qu'elles occupaient, on en substitua une autre plus vaste et plus commode, un ancien couvent acquis à la Révolution et offert par une famille honorable de la ville au supérieur, à la condition d'une indemnité des frais d'appropriation et embellissement faits par elle depuis l'acquisition. L'abbé de Garsignies refusa l'offre d'abord acceptée et, sous l'influence, paraît-il, de l'une des sœurs, on acheta, rue du Gouvernement, un autre immeuble, lequel, augmenté et embelli, formera le siège de la communauté et du pensionnat qui furent dotés d'une jolie chapelle de style moyen-âge. L'instruction gratuite des filles pauvres étant posée par la ville comme condition de la concession de la location de la maison de la rue Saint-Jacques, les religieuses, qui l'avaient quittée, continuèrent de les recevoir dans de vastes classes. Quant au pensionnat, on bâtit, à une demi-lieue du couvent sur le plateau de *Bellevue*, une agréable campagne pour y recevoir les élèves en promenade ; et telle fut la prospérité de l'établissement qu'il couvrit toutes ces dépenses, et passa pour la maison d'éducation la plus en renom du département. Au bout d'une vingtaine d'années, on y comptait soixante religieuses institutrices, donnant l'éducation à 500 jeunes filles de classes aisées et riches, pensionnaires ou demi-pensionnaires, et dans les classes gratuites, à celles du peuple, séparées du

pensionnat. La Croix de Saint-Quentin put, dans la suite, fournir des sujets à celle de Chauny, sa mère, fonder des établissements à Soissons en 1849; à Bar-le-Duc en 1860; en Angleterre en 1871. Les anciennes constitutions furent améliorées et mises en rapports avec les temps nouveaux, notamment une dernière fois, le 13 janvier 1860, avec approbation du gouvernement du 2 avril. La supérieure de Saint-Quentin fut aussi supérieure générale de l'Institut. Mme Rimey, qui porta ce titre, mourut le 9 août 1859, à l'âge de soixante et un ans. La clôture y devint de rigueur, mais on put quelquefois se rendre en voiture fermée à la maison de campagne dite de *Saint-Joseph*. La dénomination de *Sœurs* fut changée en celle de *Dames religieuses de la Croix* dont le costume se rapprocha de celui des *Dames du Sacré-Cœur*. L'œuvre fut couronnée par un Bref élogieux du Souverain-Pontife (1).

II. — Les communautés régulières n'étaient pas seules l'objet de la sollicitude épiscopale de Jules de Simony, il avait songé depuis longtemps à donner au clergé séculier de nouveaux statuts. Il était d'un esprit sage de ne rien changer à la discipline et à l'administration diocésaine lorsqu'elles sont conformes au droit commun et aux règles fixées par l'Eglise romaine, de ne rien innover, à moins d'une nécessité évidente, soit à l'égard des temps, soit à celui des personnes, et avec la sanction du Souverain-Pontife. Jules de Simony se contenta de recueillir et de renouveler les règlements anciens faits successivement par ses prédécesseurs et qui étaient devenus rares. Indépendamment des ordonnances sur diverses matières qu'ils y avaient ajoutées et qui en modifiaient les prescriptions, tout un nouvel état de choses s'était introduit en France en dehors de l'esprit et même de la lettre du Concordat de 1801. Il importait donc de codifier cette sorte de droit nouveau gallican créé surtout par les Articles organiques acceptés, sinon en droit du moins en fait, sauf quelques-uns, par la plupart des évêques. Celui de Soissons ne réalisa son

(1) C. F. *Semaine du Vermandois* et *Etat du Diocèse. (Ubi supra.)*

projet qu'au bout de dix années d'épiscopat ; les nouveaux statuts parurent en 1837.

Avant de les promulguer, le prélat avait consulté, pendant plusieurs retraites ecclésiastiques, les prêtres les plus anciens, ceux qui lui paraissaient les plus expérimentés et les plus élevés par leurs lumières, mais surtout le supérieur du séminaire, le savant théologien et canoniste, M. Lequeux. Ce recueil, qui contient, outre les statuts anciens, le Concordat, les Articles organiques, la loi sur les fabriques, le tarif des oblations, une instruction sur les empêchements et les dispenses matrimoniales, etc. qu'on y avait joints, fut, pendant longtemps, le seul bagage canonique, en dehors de la théologie, qu'on emporta en sortant du séminaire pour entrer dans le ministère pastoral. Tout le reste, c'est-à-dire tout le droit canonique « n'étant pas reçu en France » était compté comme à peu près rien et bon seulement pour les ultramontains. Désirer le retour au droit commun, à l'ancienne discipline, parler de tribunaux ecclésiastiques, d'inamovibilité des desservants, demander des garanties contre un arbitraire toujours possible, était faire preuve d'un esprit d'indépendance, se constituer en révolte contre *l'autorité*, faire acte de rébellion, s'exposer enfin au mépris et à la risée du monde ecclésiastique et surtout de la cour épiscopale.

Il faut se hâter de dire, à la louange de Jules de Simony, qu'il porta dans la rédaction de ses Statuts son esprit de douceur, de modération et de conciliation. Il n'en fit pas un *code draconien*, flétrissure infligée, par exemple, à ceux de son ami et collègue de Verdun. Ici, il n'est pas question de donner pour sanction à chaque article, ces formules de *suspense*, d'*interdiction ipso facto*, ces menaces de mort ecclésiastique, dont il paraît qu'on a été par trop prodigue en France en ces temps-là, et cela pour certains faits que n'ont point touché les canons des conciles. Presque partout, dans ceux de l'évêque de Soissons, ce ne sont que simples exhortations, que simples défenses et prescriptions frappées au coin de la bonté et de la charité, en sorte qu'il a pu dire avec vérité : « Nous y avons bien rarement ajouté la sanction

des peines, préférant de beaucoup en confier l'exacte observation à l'amour plus qu'à la crainte ». Ces paroles à elles seules suffiraient pour peindre tout le prélat (1).

Elevé au sein de l'ancienne Eglise gallicane, Jules de Simony avait sucé, comme avec le lait, les opinions, les préjugés inhérents à ce système, mais sans jamais les exprimer dans des actes ou des écrits officiels, comme le firent les personnages les plus en vue de son temps : les Latil, les Frayssinous, les Feutrier, les de Quélen, les Affre et tant d'autres grands prélats. Profondément attaché au Saint-Siège, plein de vénération pour le chef de l'Eglise universelle, successeur de saint Pierre et fondement de tout l'édifice catholique; il n'avait d'ailleurs, dans la pratique, comme ses collègues de France, que des rapports indispensables avec Rome. Il se regardait, en sa qualité d'évêque successeur des apôtres, comme omnipotent dans son diocèse et rejetait tout ce qu'il croyait pouvoir attenter tant soit peu à son autorité souveraine, quoi qu'il n'en usât pourtant qu'avec prudence et modération. Ainsi il se croyait en droit de refondre en un seul *Bréviaire à l'usage du diocèse de Soissons et Laon*, les bréviaires des anciens diocèses de Soissons, de Laon et de Noyon, formant tout le diocèse actuel. Il avait, dans ce but, nommé le 11 décembre 1835, un comité composé de MM. Debully, Marprez, Piermé, chanoines; Delabarre, curé de Soissons; des doyens Bonjan, de Chauny; Goujart, de Marle; Boileau, de Coucy; Couty, de Neuilly; Leredde et plusieurs de ses collègues, professeurs au grand séminaire. Les bases de ce travail furent fixées mais il n'eut pas de suites. Les abbés Billaudel ayant réédité le bréviaire de Laon, il le frappa d'interdiction, le grand mouvement liturgique romain n'étant pas encore donné par Dom Guérengé.

Jules de Simony fit du rétablissement des conférences ecclésiastiques un des objets les plus importants de ses Statuts. Ces réunions, dont l'origine remonte au moins à Riculfe, l'un de ses prédécesseurs, n'avaient été interrompues que par la Révolution. Le calme revenu, elles

(1) *Mandement* pour la promulgation des Statuts.

furent reprises dans plusieurs doyennés, sur l'invitation et l'initiative de vénérables prêtres qui avaient vécu avant les troubles, ou d'autres ecclésiastiques, leurs élèves. Rétablies sans pression et comme d'elles-mêmes spontanément, il ne s'agissait plus que de les régulariser, de les universaliser et de leur donner une existence officielle. Pour rendre plus de poids encore au règlement qu'il dressa à cet effet, il le fit précéder de l'Ordonnance de Languet de Gergy sur la matière et dont il a été fait mention à l'époque où ce prélat gouverna l'Eglise de Soissons.

Selon le nouveau règlement, on traite, dans ces réunions qui se tiennent dans chaque doyenné, à l'exception des mois de décembre, janvier, février et mars, de sujets fixés d'avance par un programme général et au nombre de trois : l'un sur l'Ecriture-Sainte, l'autre sur la théologie morale ou dogmatique, le troisième sur l'histoire de l'Eglise, la liturgie ou les devoirs ecclésiastiques. Le doyen est président de la conférence ; on élit un assistant ou vice-président et un secrétaire, à la première réunion de l'année. Le secrétaire, outre le procès-verbal de la conférence, rédige une analyse des travaux de chacun qu'on envoie à l'évêché. Dans la suite, ce furent les travaux eux-mêmes qu'on y envoya avec le procès-verbal. Une commission de prêtres est chargée d'en faire l'examen et de dresser un rapport général à l'évêque, lequel en extrait les observations qu'il juge utiles ou nécessaires pour les placer en tête du programme des sujets à traiter l'année suivante. Jules de Simony prenait un vif intérêt aux questions les plus importantes agitées dans ces réunions et à la manière dont elles étaient traitées, mais il se refusa constamment à ce qu'on publiât, selon la pratique de certains diocèses, les sujets les mieux traités, afin d'exciter une noble émulation parmi les travailleurs. Toujours il se montra l'ennemi d'une publicité retentissante comme étant éminemment propre à détruire l'humilité sacerdotale.

Ces conférences, si l'on consulte l'opinion à cette époque, auraient atteint plus sûrement encore le but

utile que se proposaient les premiers pasteurs, si dans le clergé on eût acquis la conviction qu'on apprécierait à leur valeur les travaux souvent consciencieux qui y seraient apportés, si surtout les talents qu'ils témoigneraient, en l'absence des anciens concours pour l'obtention des cures, devraient peser de quelque poids dans la balance de l'avancement. Justifié ou non, le préjugé contraire exista. Une autre cause, que l'on avouait comme opposée au plein succès des conférences, c'est que, loin d'observer les trop rigides prescriptions des premiers règlements relativement aux repas qui les suivent, ceux-ci dégénérèrent souvent en banquets dispendieux que l'on croyait devoir offrir, par honneur et par dignité, à ses confrères en sorte que la conférence donnait, dans l'humble presbytère, presque autant de soucis que la réception de l'évêque dans ses visites diocésaines. Il n'eût pas été difficile de porter ici quelques lois somptuaires dont on reconnaissait la nécessité, que l'on désirait et qui se firent attendre.

La tenue des synodes diocésains, comme celle des conciles, ayant été interdite par les Articles organiques, les évêques les remplacèrent par des retraites ecclésiastiques qui leur permettaient de réunir, chaque année, une partie au moins de leur clergé et de se mettre en contact avec lui. La première avait eu lieu, en 1826, à Soissons, et avait été dirigée par M. Boyer, de Saint-Sulpice, du mardi 17 au 24 octobre, et la clôture s'en était faite, selon l'usage, par la rénovation des promesses cléricales. Le prélat, pendant toute la durée de la retraite, demeurait au séminaire où elle se tenait toujours sous sa présidence. La vue d'un homme si pieux et si saint était à elle seule un sermon pratique qui venait confirmer et corroborer les éloquentes paroles des prédicateurs ou missionnaires qu'il savait choisir avec un rare discernement et souvent parmi les plus en renom, tels que, en 1840, l'abbé Dufêtre, le futur évêque de Nevers. Lui-même y prenait la parole pour adresser aux retraitants quelques avis paternels et désirait s'entretenir familièrement avec chacun d'eux dans l'intervalle des exercices. Cet exemple s'est perpétué parmi ses suc-

cesseurs, mais aucun d'eux, à coup sûr, n'y put employer plus d'abandon, plus de grâce et de distinction, un plus tendre intérêt, une plus parfaite charité.

La situation matérielle des ministres de l'Evangile a toujours été l'objet des préoccupations de l'Eglise et de ses réclamations pour l'amélioration de leur sort, surtout lorsqu'ils furent réduits presque à la pauvreté. Le prêtre à charge d'âmes pouvait, jadis dans sa vieillesse et ses infirmités, mourir dans son presbytère; il trouvait en ses confrères voisins ou dans les ordres religieux des aides et des remplaçants. Cependant des évêques avaient songé à leur créer des maisons de retraite dotées, où ils pussent passer en paix leurs derniers jours. Depuis le dépouillement de l'Eglise en France, il fallut s'ingénier à ne pas les laisser mourir faute de secours. Des évêques, tels que Jules de Simony, pénétrés des obligations qui leur incombent, par le seul fait de l'administration de l'Ordre, savaient puiser dans leur bourse et dans celle des âmes charitables, ou obtenir du gouvernement de quoi les secourir et leur procurer une retraite honorable. Mais ces moyens étaient trop précaires, il fallait aviser à en trouver d'autres. Jules de Simony, à l'exemple de plusieurs de ses collègues, créa une *Caisse de prévoyance et de secours* destinée à donner aux prêtres, le cas échéant, des subventions temporaires ou des pensions convenables. Cette Caisse devait être alimentée par le sixième du produit des places dans les églises, prélèvement autorisé par le décret du 1er août 1805, par les dons volontaires des fidèles et des fabriques, par un prélèvement annuel d'un pour cent sur les traitements fixes des ecclésiastiques. Il n'y eut d'abord d'admis à bénéficier de ce fonds que les ecclésiastiques qui avaient versé régulièrement leur cotisation, mais lorsque, plus tard, on voulut faire obtenir pour la Caisse l'autorisation du gouvernement, celui-ci ne l'accorda qu'à la condition que tous les prêtres, sans distinction, y auraient droit.

L'administration de la Caisse fut confiée à une commission présidée par l'évêque ou son grand vicaire et composée d'un représentant de chaque classe du clergé, de deux vicaires généraux, du supérieur du séminaire,

d'un chanoine, d'un curé, d'un desservant, d'un vicaire et du secrétaire de l'évêché exerçant les fonctions de trésorier; tous étaient nommés par l'évêque. Il aurait semblé de toute justice que la présidence de droit, demeurant à l'évêque, les membres de la commission eussent été élus par ceux surtout dont ils sont chargés d'administrer et de distribuer les fonds et de sauvegarder les intérêts. On aurait ainsi des intermédiaires plus sérieux des besoins réels, sans qu'on fût obligé de juger les mérites et les démérites. Et ce qui est d'un droit strict ne deviendrait pas, ce semble, une sorte de grâce et de faveur qu'on ne demande qu'à l'extrémité et qu'on n'obtient pas toujours sans une sorte de honte et de regret. Ce n'est pas sans peine non plus qu'on voit son nom imprimé au compte annuel adressé à l'évêque, parmi ceux qui avaient été jugés dignes de recevoir plus ou moins de secours selon qu'ils auront été appuyés par la diversité des influences. On verra par la suite les tristes résultats de cette concentration absolue dans les mains de celui qui, en somme, pourrait se croire tout pouvoir sur ce fonds sacré, puisqu'il en nomme et en dirige l'administration.

Cependant les événements de 1830 avaient apporté certains changements dans le personnel enseignant au grand séminaire resté le même depuis 1818. La persécution exercée contre le clergé, l'envahissement d'une partie de la maison avaient produit une si forte impression sur la constitution délicate du supérieur, le chanoine Maréchal, qu'il en avait contracté une maladie nerveuse qui devait, dans peu d'années, le conduire au tombeau. Après avoir conservé la supériorité, qui fut de fait exercée par M. Lequeux, il dut résigner cette fonction, qu'il avait remplie pendant douze années avec une régularité, une application et une dignité si touchantes! Jules de Simony reconnaissant des services qu'il avait rendus à son séminaire le nomma chanoine titulaire et promoteur du diocèse. Sa mort arrivée à l'âge de quarante-trois ans, le jour de Noël 1834, fut aussi édifiante et aussi sainte que sa vie avait été pure. L'abbé Lequeux pleura amèrement la perte de son ami et fit, en termes

touchants, son éloge funèbre pouvant à peine retenir ses sanglots. Il était comme naturellement désigné pour son successeur.

L'abbé Lequeux fut, en effet, nommé supérieur, en 1832, avec le titre de chanoine honoraire. On peut dire que, sous sa direction, l'établissement parvint à l'apogée de sa prospérité intellectuelle et morale. Il n'était pas aux mains des Sulpiciens, mais ses directeurs, ayant pour la plupart étudié à Saint-Sulpice la théologie sous des maîtres habiles, en avaient rapporté à Soissons, comme les deux supérieurs, l'esprit, les méthodes et même les opinions consignées dans des cahiers servant de guides dans l'enseignement des sciences ecclésiastiques (1). Ici et dans beaucoup de séminaires, on s'en tenait aux anciens systèmes de la philosophie de Lyon, et pour la théologie au livre classique de Bailly, ouvrages d'origine janséniste et soissonnaise. Le dernier, quoique corrigé, sentait fortement le gallicanisme qui devait un jour le faire supprimer. Comme *criterium de vérité* on admettait *l'évidence* et on combattait à outrance le système de Lamennais, le *sens commun* ou *consentement universel*, lequel avait eu pour adversaires déclarés les sulpiciens, notamment M. Boyer qui y mit une sorte de passion.

Les séminaires étant la source du recrutement du clergé, dont il fallait sans cesse remplir les vides causés par la mort et la maladie, Jules de Simony les mettait au nombre de ses principales préoccupations. Partisan d'une éducation cléricale sérieuse et d'une instruction solide, il ne perdait de vue ni les maîtres, ni les élèves auxquels il avait voué une affection paternelle même individuelle, et, dans l'admission aux ordres, il se montrait encore plus indulgent que sévère. Sous tous les rapports, il trouva dans le nouveau supérieur, M. Lequeux, qu'il mit au nombre de ses conseillers les plus écoutés, l'homme le plus propre à seconder ses desseins et à lui suggérer l'initiative des améliorations nécessitées par la marche du progrès. La première fut l'insti-

(1) Biographie manuscrite de M. l'abbé Leredde, l'un de ses collaborateurs.

tution d'un quatrième cours, ou quatrième année de théologie, dont on eut assez de peine à faire comprendre l'importance, car on n'y voyait qu'un prolongement inutile d'un séjour déjà bien long et pénible dans le séminaire. Il avait pour objet une étude plus approfondie que dans les cours ordinaires : de l'histoire ecclésiastique, de l'éloquence sacrée et du droit canonique.

Bravant cette répugnance irréfléchie, le supérieur n'épargnait rien pour pousser au travail, pour inspirer l'amour et le goût de l'étude : ni les encouragements, ni les reproches, ni les moyens d'émulation. Il faisait ouvrir, à certains jours, la riche bibliothèque afin qu'on y puisât au moins des connaissances bibliographiques. La littérature sacrée et profane, les beaux-arts, les nouvelles du monde savant et du monde ecclésiastique, faisaient le fond de sa conversation lorsque pendant les heures de récréation, on se groupait autour de lui. Du reste, son dévouement pour l'Eglise lui inspirait une amitié sincère et toujours indulgente à l'égard de ces futurs ministres appelés un jour à la servir. Aussi n'eut-on pas répondu à ses soins comme il l'eût désiré, on ne le quittait pas sans emporter d'auprès de lui des souvenirs précieux avec le désir de l'imiter en quelque chose. Sa vie, en effet, fut constamment simple, uniforme, sobre et mortifiée, celle d'un prêtre pauvre, dans une position élevée; sa chambre était une cellule de moine garnie de livres et de quelques vieux meubles. Un étroit cabinet contenait un petit lit et toute sa garde-robe; mais aussi il y avait là une tribune donnant sur l'autel de la chapelle où il allait passer une heure devant le Saint-Sacrement. Travailleur opiniâtre et infatigable, il sacrifiait à l'étude les nuits comme les jours, sauf le temps consacré à la prière, à la méditation, aux devoirs de sa charge où il portait une assiduité constante, suppléant même, dans leur chaire, les professeurs empêchés ou indisposés. Il eut par surcroit, la charge d'une correspondance active, car aussitôt que son mérite fut connu au dehors, on eût de toutes parts recours à ses lumières. Lorsqu'on venait le visiter, courbé sur ses

in-folio, son accueil, comme il arrive aux savants, était, au premier abord, peu agréable, mais il faisait bientôt place à la bienveillance et à la bonhomie. Véritablement père de ses élèves, ses soins franchissant les limites du séminaire, il les suivait de loin dans la carrière sacerdotale. Les soutenant, les encourageant dans l'occasion, leur tendant une main indulgente et affectueuse, il plaignait les coupables plus qu'il ne les blâmait, les accueillant charitablement, car sa belle âme savait trouver des excuses dans la connaissance qu'il avait de l'entraînement des passions et des faiblesses humaines.

Durant le séjour qu'il fit au séminaire, comme professeur de morale et de dogme, c'est-à-dire de 1818 à 1855, l'abbé Lequeux composa presque tous ses ouvrages. Le premier qui parut, en 1828, était un opuscule intitulé : « *Notice sur M. J.-B. Billaudel, curé de N.-D. de Liesse* (diocèse de Soissons) *et supérieur du petit-séminaire;* accompagnée de notes sur plusieurs ecclésiastiques du même diocèse, concernant divers événements de la Révolution, etc. » (1). C'était un souvenir précieux consacré à celui qui fut son père spirituel, son bienfaiteur et son affectueux maître, décédé à la fin de 1827. D'ailleurs, la vie de ce vénérable ecclésiastique avait été un acte perpétuel de dévouement à l'Eglise et en particulier au diocèse de Laon et de Soissons. Si d'autres travaux plus importants ont été publiés depuis sur la Révolution dans ce diocèse, selon un plan plus vaste, cet opuscule en a été, en quelque sorte, l'initiative. Il inspira même à son auteur le projet de remonter au-delà de cette époque mémorable et de remettre sous les yeux du public ecclésiastique et laïque, et surtout du peuple, par un exposé rapide tout un passé glorieux qu'elle avait détruit. Dans ce but utile autant que modeste, il amassa peu à peu des matériaux dont plus tard il composa, en deux volumes in-18 qui parurent en 1859, ses *Antiquités religieuses du diocèse de Soissons et Laon.* Remontant jusqu'à la naissance du Christianisme en ces contrées célèbres, et descendant jusqu'en deçà de la grande tourmente, il

(1) Imprimerie Barbier à Soissons. L'auteur, par modestie, n'y mit pas même son nom.

passa en revue tout ce qui pourrait intéresser un lecteur curieux : saints locaux, évêques, établissements religieux, monastères, couvents, hôpitaux, monuments si admirés aujourd'hui, pèlerinages, hommes illustres qui firent la gloire du pays. Antérieurement à cet ouvrage, M. Lequeux publia une nouvelle édition des *Opuscules* de saint Charles Borromée, patron du séminaire et grand propagateur de ce genre d'établissements si recommandés par le concile de Trente, pour la diffusion de l'éducation cléricale (1).

Augmentant sans trève la somme de ses connaissances par l'étude des langues grecque et hébraïque, par la lecture de l'Ecriture-Sainte, des saints Pères, des théologiens, des historiens sacrés et profanes, des canonistes, on put dire de lui, à la manière ancienne, qu'il posséda « les sciences divines et humaines ». Aussi aimait-il les travailleurs qu'il encourageait, qu'il dirigeait, et si quelqu'ecclésiastique faisait paraître le fruit de ses travaux, il y applaudissait. Poursuivi sans cesse par le désir d'augmenter la force des études au séminaire, il y introduisit une innovation à laquelle il avait préludé par la création du cours supplémentaire, l'enseignement du droit canonique. Cette science était négligée à tel point, depuis la Révolution, qu'il n'en restait plus guère en France que le nom ou un vague souvenir; et encore était-il l'objet de la répulsion générale ainsi que des plaisanteries des ecclésiastiques. Les canons ne tirent plus, disait-on, et des prélats eux-mêmes ne faisaient pas d'exceptions, du moins en pratique. On attribue au célèbre Dupanloup, évêque d'Orléans, cette parole : « Le droit canon c'est l'évêque ». Ce qu'en contenaient les ouvrages élémentaires de théologie, les statuts diocésains, le Concordat, souvent peu compris, les Articles organiques, voilà, à peu près, ce qu'on savait de la discipline de l'Eglise en France.

C'était donc une lacune à combler, M. Lequeux la combla, sous l'autorité et avec l'approbation de Jules de

(1) « Sancti Caroli Borromaei Monitiones, Institutiones, concionesque selectæ; D. D. Fr. de Simony, episc. Suess. jussu et cura D. Lequeux, semin. suess. moderatoris editæ. (2 v. in-18.)

Simony, et bientôt l'enseignement spécial du droit se répandit dans d'autres diocèses. Il en forma un cours complémentaire, mais depuis on le fondit dans le cours des quatre années de théologie avec les leçons d'histoire et d'éloquence sacrée. De cet enseignement, oral d'abord, puis autographié, sortit le *Manuale compendium juris canonici ad usum seminariorum* (1). Cet ouvrage était appelé à devenir, longtemps après, une source de chagrins et de regrets amers pour son auteur. La seule chose qu'on puisse en dire ici, avant d'exposer le jugement qui a été porté par le Saint-Siège, c'est qu'il fut favorablement accueilli en France dès son apparition, et qu'il fut admis dans un grand nombre de séminaires. Conçu au milieu des opinions gallicanes qui s'y montraient partout, dans les détails, comme dans l'ensemble, il n'y eut point de réclamations, ces opinions étant non seulement tolérées mais acceptées ou adoptées par la majorité des évêques. Aussi, bien longtemps encore, il devait, avec la philosophie de Lyon et la théologie de Bailly, former la base de l'enseignement classique des élèves du séminaire. La division fondamentale du livre était celle-ci : Après les Prolégomènes on y traitait : *De personis, de rebus ecclesiasticis, et de judiciis.*

Les ouvrages de M. Lequeux parurent à des époques plus ou moins éloignées, mais il importe de les grouper en ce lieu pour mieux faire apprécier l'étendue de son œuvre scientifique. L'enseignement du droit qu'il s'était réservé, ne lui faisait pas perdre de vue celui de la philosophie et de la théologie. Dans sa persuasion que les abrégés de la philosophie classique ne répondaient plus au mouvement des esprits, il crut que les questions, autrefois débattues, avaient besoin d'être renouvelées. Il se produisait alors, en effet, dans le monde savant, une recrudescence d'opposition contre le Christianisme et surtout l'Eglise catholique. Des hommes studieux et habiles, pensait-il, joignaient à la finesse du raisonnement une exquise politesse de langage très séduisante.

(1) « Parisiis apud Mequignon juniorem facultatis theologicæ bibliopolam, 1839, Suessione. — Excudebat Em. Fossé d'Arcosse, Suessionensis et Laudunensis diœcesis typographus, via Murium, n° 10 ».

S'ils n'apportaient pas des difficultés nouvelles, du moins ils présentaient les anciennes sous une forme plus littéraire, plus saisissante et plus propre à augmenter leur influence. Conclusion, il songea à composer un traité de philosophie classique. Pour l'exécution de ce dessein, il s'adjoignit, comme collaborateur, un jeune et modeste professeur de cette science, son ancien et docile élève, l'abbé Gabelle, et il publia ses *Institutiones philosophicæ* en quatre volumes, dont le dernier contenait l'histoire de la philosophie sans laquelle cette science serait incomplète ; il fut surtout l'œuvre du collaborateur (1). Cet ouvrage, auquel devait succéder un travail plus étendu, fut l'objet d'attaques assez vives insérées dans les *Annales de philosophie chrétienne*, de M. Bonnetti. On s'en prit surtout à la définition des *essences* des choses qu'on trouvait d'origine païenne et conduisant au Panthéisme. On reprochait aussi à l'auteur d'admettre la valeur du consentement commun de Lamennais. Il répondit victorieusement à ces critiques et à d'autres du même genre ; les adversaires reconnurent, au moins, que cet ouvrage n'était pas sans mérite.

Tous ces travaux convergeaient, dans leur ensemble, vers un but unique, le développement d'un enseignement plus large, plus élevé, plus solide que l'enseignement ordinaire. Mais, pour l'atteindre, il fallait créer un personnel sérieux, permanent et fortement instruit, ayant une direction homogène. M. Lequeux retira de ses études sur les Œuvres de saint Charles Borromée la pensée de fonder une Société de prêtres enseignants, sur le modèle de celle des Oblats de saint Ambroise, que le cardinal avait établie à Milan, ou de la congrégation de Saint-Sulpice consacrées à l'éducation dans les séminaires. C'est sur ces données qu'il posa les bases de la sienne. Cette Société, composée d'un certain nombre de prêtres unis par un lien commun de charité et d'obéissance, a pour supérieur celui du grand séminaire, sous la dépendance immédiate de l'évêque. Il règle les rapports de ses membres entre eux, avec le supérieur général et

(1) *Biographie mss. de M. Lequeux*, par l'abbé Leredde.

les supérieurs des diverses maisons d'instruction, trace les divers emplois de la Société et les principes généraux qui serviront de guide dans la pratique de l'enseignement et de l'éducation. Et il ajoute des règles spéciales pour les ecclésiastiques qui, voulant y entrer, ne pourraient pas, à raison de leurs fonctions, vivre en communauté. Enfin l'Association, destinée surtout à l'éducation des séminaires et des maisons dont les élèves devront entrer dans le monde, serait libre et ne compterait d'autre attache à l'égard de ses membres que leur volonté. Une association d'une utilité incontestable pour le bien de la société civile et de la religion avait conquis toute la sympathie de Jules de Simony. Le prélat exprima seulement son intention de lui confier même les classes inférieures des petits séminaires, qu'on ne pouvait donner qu'à de jeunes clercs sortant de rhétorique ou de philosophie, mais cela pour quelques années, faute de prêtres libres qui pussent en prendre la charge.

Jules de Simony, après des conférences réitérées avec le supérieur du séminaire et un examen sérieux de son projet, n'hésita pas à l'approuver officiellement. Le 13 juin 1836, il donna une ordonnance qui établissait la nouvelle congrégation sous le nom de *Société diocésaine des prêtres attachés ou agrégés au Séminaire de Soissons.* Malgré ce haut patronage d'un évêque aussi saint et aussi prudent, malgré la garantie qu'offrait le fondateur, homme d'un esprit vraiment supérieur, cette association d'une utilité si évidente, fut, dès sa naissance, l'objet de critiques amères de la part d'une partie du clergé. Des élèves du séminaire, qui sans doute n'en avaient saisi ni l'objet ni les avantages, ne lui épargnèrent pas les sarcasmes et les railleries. On la surnomma *Société des Queuistes* et on inventa un cérémonial burlesque d'initiation pour la réception de ses membres. Il semble qu'au diocèse de Soissons, il était défendu d'entreprendre quoique ce fut, à cette époque, d'aborder aucune innovation, d'entrer dans le progrès, en un mot de sortir de la vieille routine, de déroger aux anciennes habitudes. Quoi qu'il en soit la *Société diocésaine* n'en reçut

pas moins, sous l'égide du prélat et l'active direction de son fondateur, un accroissement sensible et, lors de sa suppression, en 1852, elle se composait d'une vingtaine de sociétaires qui partageaient, avec d'autres prêtres diocésains non encore associés, la direction de l'enseignement dans les séminaires et dans une institution libre ou collège ecclésiastique qu'elle n'avait pas tardé de créer, celle de Chauny que M. Lequeux avait toujours eu en vue en la formant.

On était alors dans toute l'ardeur de la grande polémique soulevée par le refus constant de la part du gouvernement de la liberté, promise par la Charte de 1830. Réclamée sans cesse par les catholiques et par le clergé, les évêques en tête, on reculait toujours, les projets se succédaient, presque à chaque ministère, et n'aboutissaient jamais. C'était en un mot une lutte à mort entre l'Université, les catholiques et le clergé. Celui de Soissons n'y ayant pas pris part ostensiblement et étant demeuré simple spectateur, en en suivant toutes les péripéties, on s'abstiendra d'en dire ici davantage. Qu'on se rappelle seulement qu'alors pour élever un établissement d'instruction, en dehors de l'Université, on devrait se soumettre à son monopole, lui demander ses grades de bachelier ou de licencié, et par conséquent s'exposer à bien des difficultés, sans parler des tracasseries et des vexations de sa part. M. Lequeux s'était fait une idée exagérée de ce qu'il appelait « la belle constitution de ce grand corps, conçue par un homme de génie et embrassant l'éducation de toute la jeunesse française ».

En effet, à le prendre à son origine première, on pouvait prévoir quel instrument de despotisme il mettait entre les mains de l'Etat, et même on n'avait pas tardé à le voir dégénérer de l'esprit qu'avait voulu lui inspirer son auteur. Aussi, lorsqu'il put apprécier dans quel état il était tombé au point de vue de la religion et des mœurs, il n'en désira pas la ruine, que beaucoup de grands esprits demandaient sans relâche. Ceux-ci s'appuyant sur la promesse de la Constitution : prélats, prêtres, laïques éminents, battant en brèche ce monopole tyrannique, mettaient à nu ses plaies profondes,

en dépit des procès, des amendes et de la prison. Mais, en attendant la liberté, ils ne se soumettaient pas moins, provisoirement, à subir ses grades afin de pouvoir élever, sur divers points de la France, des pensionnats, des collèges où l'éducation vraie, si déplorablement négligée dans l'Université, n'était pas séparée de l'enseignement littéraire et scientifique.

A leur exemple, l'abbé Lequeux songea à doter le diocèse de Soissons d'une institution de ce genre qui, du reste, avait toujours été dans ses prévisions. Il voyait d'ailleurs dans des diocèses voisins s'élever, malgré les entraves apposées par l'Etat, plusieurs établissements libres par le zèle du clergé et des évêques, tels que ceux de Noyon, de Senlis et autres, où des jeunes gens du pays allaient chercher une éducation sérieuse et chrétienne. Pourquoi celui de Soissons n'aurait-il pas aussi le sien plus à la portée des familles et d'un plus facile accès? Dans cet ordre de choses, il fallait, de toute nécessité se mettre en mesure du côté de l'Université; il pressa de jeunes prêtres de se préparer à y prendre les grades; ils y travaillèrent si bien qu'ils sauront les conquérir, ce qui était rare alors.

Le projet arrêté et agréé par Jules de Simony, il restait à l'exécuter et fixer d'abord le siège du futur collège. On jeta les yeux sur différentes villes du diocèse et on s'arrêta d'abord sur Saint-Quentin, comme la ville la plus importante du département et offrant le plus de ressources. Mais là, comme à Laon, il eût fallu conduire les élèves aux classes du collège, selon la législation d'alors, servitude qui faisait manquer le but qu'on se proposait : former des chrétiens sérieux par des maîtres spéciaux, en dehors de tout contact étranger pouvant être nuisible. On opta pour Chauny, ville située sur la rivière d'Oise, centre industriel et agricole, dont l'importance s'accroissait de jour en jour, où il n'y avait aucune institution dominante et qui enfin, par le chemin de fer du Nord, ligne unique alors, se rapprochait de Saint-Quentin et d'autres localités importantes. C'était là autant d'espérances de succès qui ne furent pas trompées; l'entreprise pourtant était considérable. Le

siège du collège choisi, il s'agissait d'y trouver un emplacement convenable, des fonds, des maîtres et à leur tête un bachelier qui serait comme le pivot sur lequel devait marcher toute la machine scolaire. Ces obstacles, il fallait les vaincre, ces difficultés il fallait les surmonter; c'était là le sort réservé du reste à toutes ces sortes d'établissements à leur naissance. Quant à leur existence scolaire, elle ne reçut son plein développement que plus tard par la promulgation de la loi de 1850 qui donna enfin une satisfaction sérieuse aux partisans de la liberté d'enseignement.

Assise sur un terrain spacieux, au bord de la rivière, embellie par de beaux jardins et susceptible d'agrandissements, le collège de Chauny, ouvert sous le patronage de *saint Charles Borromée*, acquit bientôt de la réputation, le nombre des élèves, sous la direction de l'abbé Leclère, reçu bachelier, et l'économat de l'abbé Gilquin, s'accrut rapidement et monta, au bout de six années, au nombre de cent trente pensionnaires. Par une discipline, à la fois ferme et paternelle, avec un corps de professeurs instruits et dévoués, les études fleurissaient dans cette maison; néanmoins elle eut à subir bien des vicissitudes. « Des circonstances imprévues et malheureuses venues du dehors, lui portèrent des coups terribles ». Il vint même un moment où l'on crut qu'elle allait succomber; elle résista cependant, grâce aux efforts courageux de ceux qui la soutenaient, et reprit une nouvelle vie. Les anciens élèves lui confièrent, à leur tour, leurs enfants pour y recevoir l'éducation qu'eux-mêmes y avaient reçue. Saint-Charles n'en sera pas moins menacé dans son existence d'une autre manière que la première fois. Pour en élever les édifices, il avait fallu faire de grandes avances de fonds et engager par conséquent l'avenir. De nouveau les espérances du fondateur menaçaient d'être détruites; toutefois les embarras financiers peu à peu s'allégèrent devant les efforts de la Société diocésaine dont l'avenir était surtout attaché au collège. Jules de Simony, toujours animé à son égard d'une bienveillance extrême, lui prodiguait les encouragements, surtout lorsqu'il en

présidait les séances annuelles prescrites par les Statuts. Ainsi, tout tendait enfin à assurer la réussite de l'œuvre; la faveur du premier pasteur, la diminution des charges qui commençaient à disparaître, lorsqu'un coup parti d'une main d'où on devait le moins l'attendre, viendra tout renverser du moins pour un certain temps (1).

En dehors de ces établissements diocésains proprement dits, il se fit des efforts généreux, dans le département, pour propager un enseignement sérieux en lui donnant toujours pour base nécessaire, la religion. Mais les établissements de ce genre, fondés par des ecclésiastiques réduits à leurs propres forces, ne devaient pas, pour la plupart, leur survivre. Les premiers pensionnats dont on a conservé le souvenir, furent ceux que fondèrent à Le Hérie-la-Viéville, Pierre-Antoine Roger, digne prêtre qui mourut, en 1869, curé-doyen de Sains; à Mondrepuis, Jean-Baptiste Picart, autre curé d'un grand zèle qui mourut en 1843, curé de Buironfosse; à Montcornet (1843-1856), l'abbé Poitevin, qui mourut en 18.., et l'avait commencé dans le presbytère de Chaourse; à Ribemont, pour remplacer l'ancien collège, sous le nom de Saint-Charlemagne, les deux abbés frères Collard (1844-1867). Il convient d'ajouter à ces institutions, le collège de Vervins tombé en décadence et relevé par trois autres frères prêtres, les abbés Tourneux qui le rendirent florissant, et enfin le pensionnat d'Anizy-le-Château qui demande une mention plus spéciale.

Le pensionnat d'Anizy a été fondé par le curé-doyen de cette paroisse, l'un des prêtres les plus respectables du diocèse et qui avait voué toute sa vie à l'enseignement, en vue de procurer la gloire de Dieu. Né à Cramaille, près d'Oulchy-le-Château, Pierre-Antoine Pottier, sorti d'une famille aisée et honorable de cultivateurs, après avoir reçu la prêtrise, monta, dans l'ancien couvent des Capucins, un premier pensionnat pour relever, à Soissons, l'instruction anéantie par la Révolution. Ainsi qu'on l'a vu, il le transporta au collège communal lorsqu'il y succéda, comme principal, à M. Hor-

(1) Dans la chapelle provisoire on plaça un autel de bois sculpté du XVII[e] siècle, provenant de la Chartreuse de Bourgfontaine.

lier. Etant passé, en la même qualité, au collège de Châlons, il avait dû quitter ce poste, en 1830, et revenu à Soissons il fut nommé curé d'Anizy. Poursuivi toujours par la noble passion de l'éducation de la jeunesse, il y cèda une fois encore. Muni des diplômes universitaires, il réunit quelques élèves dans son presbytère et ce fut là le noyau d'un dernier pensionnat qu'il transporta, vers 1839, dans d'assez vastes bâtiments provenant de l'ancien domaine des évêques de Laon à Anizy et autrefois occupés par l'administration de ce domaine. Il les agrandit en peu de temps, mais cet établissement ne répondant pas encore à ses vues, il jeta, vers 1845, les premières assises d'un autre édifice plus considérable, dont, le 27 août 1850, il avait arrêté les plans avec de futures constructions. Doué d'un génie ardent, hardi et entreprenant, mais pas assez pratique, il poussa vigoureusement son projet, en dépit des incertitudes des temps, du défaut de ressources connues. Au bout de cinq mois, à la stupéfaction, et au contentement général, il put montrer aux pères de famille une magnifique maison d'éducation. Quoi qu'il restât encore l'aile gauche à construire, il ne la mit pas moins sous le patronage de saint Louis de Gonzague, modèle des étudiants.

L'éducation chrétienne étant une question de vie et de mort pour les âmes, ce digne ecclésiastique s'efforçait de les arracher aux étreintes universitaires ; c'était chez lui une vocation invincible. Aussi rien ne lui coûta pour assurer la prospérité et l'avenir de son établissement : pensions à prix réduits, appel chaleureux aux familles, sacrifices de tous genres, dépouillement personnel, privation même des choses nécessaires, il n'est pas de charges qu'il ne s'imposât, pas de devoirs qu'il n'accomplit. Dans des années difficiles, il alla jusqu'à vendre son argenterie, jusqu'à se défaire de son dernier objet pour procurer à ses élèves le pain quotidien. Sa vie de curé et d'instituteur fut une vie de sacrifices et de dévouement sans bornes. Ses jours, ses nuits, toute son activité, toutes ses forces physiques et morales, furent consacrées au bien de ses semblables jusqu'à ce qu'enfin, accablé sous le poids de tant de travaux et de

fatigues incessantes, il mourut dans son pensionnat à l'âge de soixante-neuf ans, le 9 juillet 1858, après avoir été vingt-neuf ans curé-doyen d'Anizy. La seule distinction académique que lui méritèrent de si longs services dans l'enseignement, soit dans les collèges de Soissons et de Châlons, soit surtout à Anizy, fut celle d'officier de l'instruction publique. Ses obsèques furent célébrées, le 12 juillet, au milieu d'une immense affluence de prêtres: chanoines, doyens, séminaristes, hommes du monde, anciens élèves du pensionnat, de tout le peuple d'Anizy et de ses environs. Il était écrit que son œuvre ne lui survivrait que peu de temps. Espérant en assurer la vitalité dans l'avenir, il avait, avant de mourir, désigné pour son successeur un ecclésiastique qu'il avait jugé capable et digne de lui assurer de nouveaux succès. Mais ce choix d'un ami, ancien élève et collaborateur, eut pour résultat d'amener promptement la chute et la ruine totale d'une maison qu'on lui avait laissée florissante. Sept ans après la mort de l'abbé Pottier, c'est-à-dire en 1865, son pensionnat n'existait plus.

Jules de Simony ne paraît pas avoir porté beaucoup d'intérêt effectif à ces entreprises particulières d'établissements d'instruction, nés dans des presbytères et d'un avenir très problématique. Toutefois, il ne leur apportait aucun obstacle et il regardait toujours les ecclésiastiques qui s'y dévouaient comme faisant partie du clergé diocésain. Evêque pieux, charitable, calme, conservateur et réglé dans toute sa conduite, mais peu progressif, il était généralement plein de défiance pour tout ce qui pouvait compromettre sa paisible administration, pour toute nouveauté en quelque genre que ce fût. Lui-même saura avouer, jusqu'à un certain point, ce défaut de confiance et d'énergie en léguant à son successeur le soin d'entreprendre et de poursuivre des œuvres qu'il n'aurait pu aborder pendant son épiscopat. Toutefois, il en est une, qu'à défaut de celui qui en avait été le créateur, il sut poursuivre, maintenir et faire couronner d'un plein succès, celle de l'Institution des sourds-muets et aveugles du monastère de Saint-Médard que lui légua, en mourant, un simple desservant de son diocèse,

l'abbé Dupont, homme d'initiative et d'une rare énergie, mais plus heureux que son confrère d'Anizy.

Continuateur des célèbres abbés de l'Epée et Sicard, ces bienfaiteurs d'une classe nombreuse de la société privée des sens si précieux, la parole, l'ouïe et la vue, Jean-Frédéric Dupont naquit à Montcornet, arrondissement de Laon, le 8 décembre 1800. Il fit ses études à Saint-Acheul, chez les Jésuites, sa théologie au grand séminaire de Soissons, son diocèse d'origine, dont il devait être l'une des gloires les plus solides. Ordonné prêtre, on lui confia la direction de la maîtrise de la cathédrale. Il y succédait à un prêtre de mérite, homme d'esprit et artiste distingué, l'abbé Foulon, mort doyen d'Anizy-le-Château. A cette charge, il joignait le desservice de la succursale de Saint-Germain-Villeneuve, aux portes de la ville de Soissons. Sur cet humble théâtre, on le vit déployer un cœur généreux, un esprit large et une activité prodigieuse. Il forme à la maîtrise une librairie religieuse et à bon marché pouvant rendre à la religion de signalés services. Musicien, antiquaire, amateur des arts, il mène de front, avec ses devoirs ecclésiastiques, tout ce qui peut satisfaire ses goûts variés. Blessé dans un incendie, où il travaille avec ardeur, par la décharge d'un fusil dans les jambes, il doit se retirer dans sa paroisse de Saint-Germain, mais il n'y changera rien à son genre de vie.

En effet, dans la solitude du presbytère, il sentit redoubler, contrairement à ce qui se produit d'ordinaire, sans négliger sa petite paroisse, son amour des livres et des objets d'art auquel il joignait celui des fleurs dont il forma, dans son jardin, des collections, surtout de tulipes alors si recherchées et qui attiraient chez lui des amateurs indigènes et étrangers. Il ramassait des vieux ouvrages et des nouveaux qu'il prêtait volontiers; quêtait toutes sortes de débris d'antiquité : tableaux, sculptures, statuettes, morceaux d'architecture, meubles anciens, etc. Profitant des loisirs que lui laissait le ministère, il entreprenait mille petits voyages, parcourait les provinces, revenant toujours avec quelque butin dans un cabriolet qu'il s'était procuré et que menait un

cheval nommé *la Tulipe* parce qu'il l'avait eut, disait-on, au prix d'un de ces tubercules qu'il cultivait. Achetant, revendant, trafiquant, il se créait de nombreuses relations dans le monde et aussi des ressources pour une œuvre qui n'était peut-être pas encore bien dessinée dans son esprit, mais vers laquelle il faisait converger ses goûts et ses talents. Enfin il conçut le dessein de fonder une maison d'éducation pour les sourds-muets, entreprise héroïque si l'on considère la faiblesse des moyens qu'il réunissait pour l'exécuter, et les obstacles qui s'y opposeraient. Il avait affaire à un diocèse, alors surtout, froid, positif, peu coutumier des grandes œuvres, ennemi de ce qui sortait de la ligne commune, peu favorable aux développements de l'intelligence et du génie, impatient même de toute supériorité trop accentuée. Aussi l'abbé Dupont dut-il passer, pour arriver à mettre son projet à exécution, par mille traverses et contradictions. On ne lui épargna ni sarcasmes, ni railleries amères, ni jugements acerbes, ni propos offensants ; et des membres du clergé s'y montrèrent impitoyables. Ses talents furent niés, ses intentions suspectées et les préventions s'accumulèrent.

Il fallait à l'abbé Dupont le succès pour faire tout tomber, il l'obtint et sa justification fut complète. Mais les choses solides et durables ont toujours eu des commencements faibles et difficiles. Ce fut dans son presbytère modeste de Saint-Germain que Dupont plaça, le 2 janvier 1840, le berceau de son œuvre éminente. Il y réunit six jeunes pauvres sourds-muets du Soissonnais et se mit à les instruire, après avoir étudié les méthodes en usage. Sur ces entrefaites, par un bonheur inespéré, les restes de l'abbaye de Saint-Médard, tels que la Révolution les avait laissés ; ses vastes édifices livrés à l'industrie privée, cours, jardins, enclos, sont mis en vente. Sans hésiter, sans calculer ses moyens, il voit là un coup providentiel et achète, le 20 janvier, tout le domaine, puis, avec l'autorisation de son évêque, il vient s'y établir, le 15 mars, avec sa jeune et déjà intéressante colonie de sourds-muets. Il atteignait ainsi un double but, il abritait son institution dans un lieu témoin de

grands événements de l'Histoire nationale, et éminemment propre à rehausser l'éclat d'une œuvre aussi utile. En même temps, n'arrachait-il pas à des usages profanes les derniers débris d'un monastère illustre, sanctifié par la prière et la science ecclésiastique dont il sauvegardait les précieux souvenirs.

C'est alors seulement que l'on vit la grandeur de l'entreprise de l'abbé Dupont, qu'on en comprit toute la portée et que son œuvre fut accueillie par d'universelles sympathies. Il pouvait désormais employer tous les moyens pour en augmenter les ressources : frapper à toutes les portes, se faire ouvrir toutes les bourses, faire appel à tous les dévouements, déployer, en un mot, les inventions fécondes que lui suggérerait un esprit fin, délié, créateur et organisateur. Il s'adressa d'abord au département pour en obtenir une fondation de bourses, il établit des loteries annuelles ; il provoqua les dons de la charité qui ne lui fit jamais défaut. Avant tout, il fallait rendre les lieux habitables, il profite de cette nécessité pour mettre à jour les vestiges enfouis des splendeurs de la vieille abbaye, en déblayer les ruines, extraire du sol les sarcophages, les armes, les fragments de statues, les colonnes, les chapiteaux, les morceaux de sculpture. Il réunit le tout, comme en un musée, dans les cryptes mérovingiennes restaurées, afin d'attirer les visiteurs dont il fait autant d'amis et de protecteurs à Saint-Médard.

En même temps que ces travaux s'exécutent, l'abbé Dupont procède à l'aménagement des divers services de l'institution ; il y organise l'instruction si compliquée, mais si utile des sourds-muets laquelle, en suppléant aux sens qui leur manquent, procure les moyens de développer leur intelligence. De plus, pour préparer à ceux qui sont sans fortune des moyens de gagner leur vie, il établit des ateliers divers où les garçons pussent apprendre chacun un métier conforme à sa capacité et à ses goûts et qui, les mettant à l'abri du besoin pour l'avenir, contribuait pour le présent à accroître les ressources de l'établissement. Ce fut, après quelques années, merveille de voir à l'œuvre tous les bras avec une activité surpre-

nante : menuisiers, tourneurs, tisseurs, cordonniers, scieurs de long, tailleurs, relieurs, jardiniers; bientôt même on établira une forge et une boulangerie. Tel était l'aspect du quartier des garçons. Celui des jeunes filles ne présentait pas un aspect moins intéressant. Là on les forme aux détails du ménage, on les exerce à tous les travaux à l'aiguille; dans un ouvroir, elles commencent à produire des broderies intéressantes. Dans l'ardeur de sa charité, l'abbé Dupont ne mettait pas de limites au nombre des élèves des deux sexes qu'il pouvait réunir à Saint-Médard. Il s'était procuré un état exact de tous les sourds-muets du département qui s'élevait, au nombre de trois cents qu'il aurait voulu réunir tous autour de lui, ouvrant ses bras à ceux qui se présentaient, souvent à titre gratuit. Confiant en l'avenir, il croyait à des chances de succès, et si les charges étaient lourdes, il espérait pouvoir les supporter, comptant sur Dieu et sur lui-même ensuite. Aussi les demandes de places à Saint-Médard arrivant, dès 1840, année de la fondation, il vit le nombre des sourds-muets monter à vingt-quatre élèves, seize garçons et huit filles; en 1842, à celui de soixante garçons et filles bien établis en deux quartiers, l'année suivante.

Mais hélas ! surpris au milieu de ses espérances et de ses travaux, l'abbé Dupont eut lieu de craindre de voir son œuvre compromise, ruinée même, presque à sa naissance. Sa santé ébranlée par la fatigue et de vives préoccupations morales, se trouva sérieusement menacée à la fin de l'année 1843; il fut saisi au mois de janvier suivant, par un mal funeste qui devait le conduire au tombeau. Le combattant avec énergie, il sentit combien il était encore nécessaire sur la terre, mais quand il vit l'impuissance des remèdes employés, il accepta la mort avec résignation. S'y étant préparé par la réception des sacrements, il ne forma plus qu'un seul vœu pour ce monde, celui d'emporter l'espoir que son œuvre « ne périt pas avec lui ». Il le vit exaucer, comme on va le voir. S'étant éteint, le 15 avril 1843, à l'âge de 43 ans, son corps fut déposé dans une chapelle à l'extrémité de la crypte, sous une dalle sur laquelle on grava

son effigie en costume de prêtre du Moyen-Age, au lieu de celui en usage aujourd'hui qui l'eût mieux fait reconnaître. C'est là que les élèves de Saint-Médard viendront s'agenouiller et prier pour l'âme de leur fondateur et bienfaiteur. Celui qui, en créant une institution si digne d'intérêt, avait été le conservateur et le premier restaurateur de la célèbre abbaye, méritait de reposer auprès du lieu où avaient été inhumés les restes du grand évêque de Noyon, saint Médard, ceux des rois mérovingiens et de tant d'abbés illustres.

Celui qui avait le plus favorisé l'entreprise de l'abbé Dupont, Jules de Simony, était appelé à la continuer et à lui donner son développement. Le prélat, dès qu'il avait eu connaissance de son projet, lui prêta d'abord son appui moral et bientôt celui de sa générosité inépuisable, en lui ouvrant sa bourse, et en le recommandant aux pieux fidèles. Quand elle eut reçu un commencement d'exécution, il avait voulu voir personnellement et dans ses détails l'institution naissante, et coucher sur le registre des visiteurs, avec son nom vénéré, ces paroles prophétiques, si l'on peut s'exprimer ainsi : « C'est la charité qui a inspiré cette œuvre, le Seigneur bénira les dons qu'elle inspirera de faire pour la soutenir ». Et, en effet, les dons abondèrent dans un prochain avenir. La perte du fondateur était pour la maison de Saint-Médard un coup fatal qui faisait évanouir toutes les espérances, mais Jules de Simony était appelé à les faire renaître. Dans la visite qu'il avait faite au lit de mort de l'abbé Dupont, celui-ci, plein d'une noble confiance, lui avait proposé de lui léguer Saint-Médard avec sa charge de 80,000 fr. de dettes contractées pour l'acquisition et l'appropriation du domaine à sa nouvelle destination. « Le prélat, selon son biographe, n'hésita pas un instant à accepter ce fardeau qui eut effrayé une âme moins disposée que la sienne à tous les sacrifices. » Il est pourtant avéré qu'il résista d'abord, dans la crainte assez naturelle de créer une charge trop lourde au diocèse. Ce n'est que sur les représentations qui lui furent adressées, surtout par le chanoine Tavernier : qu'il serait bien regrettable qu'on laissât tomber

une œuvre aussi utile au diocèse, qu'il se mit à réfléchir. Ayant consulté Dieu aux pieds du Crucifix, il se rendit aux désirs du mourant.

Sa résolution prise, Jules de Simony adressa, le 10 mai 1843, à tout son diocèse une circulaire où, après avoir rapporté les qualités du digne fondateur, il s'exprimait ainsi : « Un prêtre de notre diocèse, M. l'abbé Dupont, plein de zèle sacerdotal, et pénétré d'une tendre charité pour une classe d'infortunés, jusqu'ici bien délaissé, les *sourds - muets*, leur avait dévoué sa vie entière et toutes ses facultés. Jeune, encore, il vient de succomber à une longue maladie et il laisse entre nos mains un établissement qu'il a créé à Saint-Médard de Soissons, qu'il soutenait par les soins d'un esprit fécond en ressources et par les dons de la charité chrétienne ». Et il ajoutait : « Pouvions-Nous ne pas recueillir ce vœu, Nos Très Chers Frères? Oui, nous avons dû le faire avec d'autant plus de confiance que cette œuvre n'est pas seulement l'œuvre de M. l'abbé Dupont, mais celle du diocèse entier qui l'a en quelque sorte adopté. Malgré la pesanteur du fardeau, Nous en avons accepté la charge, persuadé que, comprenant comme Nous, que Nous ne pouvions le porter seul, vous vous empresseriez de nous offrir votre concours et l'assistance de votre inépuisable charité... » (1).

Il est donc acquis à l'histoire vraie de Saint-Médard basée sur les paroles même de l'évêque, que le fondateur de l'institution des sourds-muets fut Jean-Frédéric Dupont, simple desservant d'une petite paroisse. Lui seul en forma le dessein et l'exécuta selon le plan conçu dans son esprit. Seul, il eut la hardiesse d'acheter l'abbaye et d'y placer cette institution. Jules de Simony en accepte la charge, ouvre largement sa bourse, fait ouvrir celles du clergé et des fidèles. Voilà l'insigne second fondateur et bienfaiteur (2).

L'établissement est créé, déjà organisé, il importait de le reprendre sans tarder et de lui donner tout son déve-

(1) *Biographie de Mgr de Simony.* Circulaire. — *Etat religieux du Diocèse*, par l'abbé LEDOUBLE.
(2) *Ibid.*

loppement telle que l'avait rêvé l'abbé Dupont. Pour lui succéder dans la direction, Jules de Simony nomma l'abbé Poquet, desservant de Nogentel, près Château-Thierry, avec un conseil d'administration des fonds de la caisse dont il y aurait, chaque année, un compte rendu au mois de janvier. Lui-même, donnant l'exemple, y versa une somme de plus de 30,000 fr. Le clergé et les fidèles, marchant à sa suite, en apportèrent d'autres venant de toutes parts. Avec son autorisation, le nouveau directeur, marcha sur les traces de son prédécesseur, et employant les mêmes moyens, il parcourut les principales localités pour intéresser à l'œuvre les familles aisées, visita les principales maisons de sourds-muets et rapporta de ses quêtes d'abondantes ressources. De plus, il organisa de nouvelles loteries non moins productives que les premières. Celle de 1847 fut remarquable par ses lots, dont plusieurs de la famille royale, surtout par son produit, en sorte qu'ainsi, avec une somme de 14,000 francs versée sur un appel du prélat, et une dernière venant de quêtes des dames patronnesses de Soissons et des environs, les dettes qui, de 80,000 francs en 1843, étaient réduites à 50,000 en 1846, tombèrent, dès 1847, à 30,000.

En cette même année, une chapelle avait été pratiquée dans la partie basse du cloître, et bénite le 3 août, sous le patronage de saint Médard et de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, par Jules de Simony. En ce même jour, il avait donné la communion et la confirmation à 27 sourds-muets, en présence de personnes de la ville, émerveillées de cette preuve non équivoque des progrès de l'éducation de ces jeunes infortunés qui était confiée à des communautés religieuses pour l'instruction. D'ailleurs, l'augmentation des bourses par le département de l'Aisne et celles que subventionnèrent les départements voisins de l'Oise, de Seine-et-Marne, assurèrent l'avenir de la fondation. Le quartier des filles avait été dirigé, en 1840, par les sœurs de la Sagesse de Saint-Laurent-sur-Sèvre, appelées par l'abbé Dupont. Celles-ci furent remplacées, on ne sait trop pour quels motifs, par des laïques, puis par des Sœurs de la Providence de Laon,

en attendant que les premières y revinssent en 1850, comme on le verra à cette époque. Le quartier des jeunes garçons fut confié aux Frères de Saint-Gabriel, également de Saint-Laurent-sur-Sèvre qui se retirèrent aussi en 1841, pour y revenir, à leur tour, en 1850. Dans l'intervalle, ces bons frères furent remplacés par des ecclésiastiques, sous la direction générale de M. Poquet, comme successeur de l'abbé Dupont, fondateur, avec la haute supériorité de l'évêque de Soissons.

Telle fut l'origine de l'institution de Saint-Médard, avec ses premières vicissitudes. Elle en aura à subir bien d'autres encore, après la mort de son « père et bienfaiteur », jusqu'à ce qu'un fatal changement, opéré dans tout l'ensemble de sa direction, y amènera la ruine si imprévue de Jules-François de Simony. Dans la légende de Saint-Médard de Noyon et du monastère qui porte son nom, insérée, au Propre du Bréviaire, rédigée, paraît-il, par le supérieur du grand séminaire, M. Gobaille, on lit cette mention : « ... *Ibidem* (in monasterio S. Medardi) *promovente Julio de Simonio, Suessionensis episcopi, largiente, opitulantibus que fidelis populi eleemosynis, pia et perutilis surdorum-mutorum Institutio fundata est* ». Il était nécessaire, au point de vue de la vérité historique, de donner une relation complète et détaillée des premiers commencements d'une fondation aussi importante pour l'humanité et pour le diocèse de Soissons dont il faisait la gloire. En attribuer l'honneur au prélat seul et aux fidèles, comme le fait la légende, à l'exclusion du nom de l'abbé Jean Dupont, l'humble et dévoué prêtre mort à la peine sur les premières pierres de son édifice, n'était-ce pas offenser en quelque sorte la mémoire si vénérée de Jules de Simony qui n'eût jamais souffert qu'on oubliât celui auquel il avait voué tant d'estime.

La mort de l'abbé Dupont fut un des coups les plus sensibles dont pût être frappé l'évêque de Soissons; un autre, non moins violent, l'attendait quelques mois après. La santé de son grand vicaire, M. Debully, allait en déclinant, et une infirmité cruelle l'avertissait d'une fin peu éloignée. Lui-même pensait à résigner ses fonctions

pour s'y préparer ; il était juste qu'il goûtât un peu de repos après une vie si laborieuse, mais le prélat n'avait pas voulu consentir à se priver des lumières d'un homme qui lui était aussi utile dans le conseil que dans l'administration du diocèse dont il avait été l'âme depuis 1802. Il accéda aux désirs réitérés de son évêque et continua de s'occuper d'affaires. C'est dans l'exercice de ses fonctions que la mort vint le surprendre. Il faisait, à Laon, la visite des communautés religieuses dont il était supérieur. Se trouvant ensuite dans le salon du préfet, il mourut subitement, le 4 juillet 1843, à la grande surprise de ce magistrat.

A la nouvelle de ce coup, aussi douloureux qu'imprévu, la consternation s'étendit dans la ville et bientôt jusqu'à Soissons et dans tout le diocèse auquel il avait consacré, depuis plus de quarante ans, ses vertus, ses talents, ses qualités éminentes et son expérience des affaires, avec autant de dévouement que d'abnégation, gagnant tous les cœurs par ses manières polies, gracieuses et bienveillantes. Ses restes mortels furent présentés à la cathédrale de Laon où se porta une grande partie de la ville, pour rendre hommage à la mémoire d'un homme si distingué qu'elle avait tant de fois reçu dans ses murs. Les funérailles furent célébrées, le lendemain, à Soissons, au milieu d'un nouveau concours du clergé, des principales autorités civiles et militaires, et de toutes les classes de la population venues spontanément témoigner leur vénération pour un ecclésiastique si digne de tous les regrets. Jules de Simony avait interrompu le cours de ses visites pastorales pour venir rendre les derniers devoirs à celui pour qui il avait une tendresse de père et d'ami. Il fit les cérémonies de l'absoute et adressa au clergé une Lettre touchante où il réclamait le secours de ses prières en faveur de ce coopérateur qui avait tant de droits à son affection et à sa reconnaissance (1).

Les fidèles, comme le clergé, s'associèrent aux justes invitations du premier pasteur sur la perte de son vicaire

(1) *Vie de Mgr de Simony*, p. 269.

général. On n'a pas oublié toutefois dans quelles erreurs M. Debully s'était engagé dans sa jeunesse avec son ami Le Blanc de Beaulieu ; mieux éclairé, il les déplora avec amertume et leur souvenir avait été pour lui une source féconde d'humilité et de condescendance à l'égard de la faiblesse, de l'ignorance et de l'entraînement. Il n'en est pas moins vrai qu'il avait conservé de ses opinions anciennes une certaine gravité sévère dans ses rapports avec le clergé. « Je bénis Dieu, a-t-il dit dans son testament, de m'avoir éclairé sur ces erreurs, et en le remerciant avec saint Paul, d'avoir eu *miséricordieusement pitié de mon ignorance*, et pardonné les fautes qu'elle m'avait fait commettre ; combien je voudrais les avoir réparées avec le même zèle que cet apôtre, et par des œuvres aussi pleines de toutes sortes de mérites » (1).

« Doué des plus brillantes qualités, dit la *France pontificale*, d'un esprit vif et pénétrant, affable et gracieux dans les manières, administrateur sérieux, négociateur habile, ayant l'esprit d'organisation, la parole facile et le don de la persuasion, attentif aux petites choses aussi bien qu'aux grandes, l'abbé Debully, soit en sa qualité de vicaire général, soit comme doyen du chapitre, a rendu à l'Eglise de Soissons, les plus importants services. L'organisation du diocèse, la rédaction des ordonnances, les règlements généraux et particuliers du chapitre et des employés de la cathédrale, la plupart des mandements épiscopaux d'alors sont l'ouvrage de M. Debully : prédicateur plein de grâces et d'aménité, directeur sérieux, mais, à raison de son éducation janséniste, trop porté au rigorisme ; homme de société, faisant admirablement les honneurs d'un salon par son exquise urbanité et par le charme de sa conversation, M. Debully réunissait à lui seul les qualités de plusieurs hommes. En toutes circonstances, sa conduite, ses manières étaient pleines de convenance, sa régularité parfaite et sa piété fervente. On a regretté, avant sa mort, qu'il n'ait pas, par un acte authentique public et solennel désavoué hautement sa fatale adhésion au schisme constitutionnel,

(1) *Vie de Mgr de Simony*, p. 266.

adhésion que très certainement il déplorait dans toute la sincérité de son cœur » (1).

(1) *France pontificale*, p. 402, Soissons.

PÉRIODE MODERNE

LIVRE VINGT-SEPTIÈME.

Dix-neuvième Siècle.

(Huitième partie.)

DEPUIS LA CONDAMNATION DU MANUEL DE DROIT ECCLÉSIASTIQUE FRANÇAIS DE M. DUPIN, EN 1844, JUSQU'A LA FIN ET LE DÉCÈS DE JULES-FRANÇOIS DE SIMONY, EN 1849.

SOMMAIRE. — I. Le Manuel du droit ecclésiastique; sa condamnation. Mandement du cardinal-archevêque de Lyon; Lettre circulaire de Jules de Simony, évêque de Soissons. Déclaration d'abus au Conseil d'Etat contre ces prélats. La cure archidiaconale et les curés de Saint-Quentin depuis le Concordat. Décès du dernier, M. Grandmoulin. Choix du remplaçant controversé. Jules de Simony, avec l'appui de M. le chanoine de Garsignies, nomme M. le chanoine Tavernier, ancien curé de Rozoy-sur-Serre. Son ministère en cette paroisse. Il accepte celle de Saint-Quentin. Son installation solennelle. — II. M. l'abbé de Garsignies, vicaire général après M. Debully. Projets à son égard de Jules de Simony, pour sa succession. Ses succès dans le monde. Sa situation auprès du Clergé du diocèse. Jules de Simony songe à donner sa démission du siège, en 1845. Refus d'un coadjuteur, et démission en 1847. Séparation douloureuse et consolante. L'évêque nommé administrateur du diocèse. Il présente son successeur, M. de Garsignies. Opposition à cette nomination. Elle est sollicitée par lettres de plusieurs évêques et prélats venues d'Arras, d'Autun, de Paris, de Cambrai, de Rome même. — III. Nomination de M. l'abbé de Garsignies au siège de Soissons. Jules de Simony la lui annonce par une lettre touchante, et fixe sa retraite à Soissons. Ses adieux au chapitre; son dernier Mandement du 2 février 1847. Il y annonce son successeur. Sacre de Jules Cardon de Garsignies; il est l'évêque consécrateur. Cérémonies solennelles. Attitude et espérances du Clergé. Bénédiction des élèves du séminaire par tous les prélats assistants. Révolution du 24 février 1848. Fin de Jules de Simony, ses derniers moments, son testament, ses funérailles, publication de sa vie; son oraison funèbre, sa statue. Décès et funérailles de M. Ruellan, son grand vicaire.

I. — L'ANNÉE 1844 fut signalée par un de ces actes, trop fréquents dans l'Eglise de France, par lesquels le

pouvoir civil empiétait sciemment et officiellement sur les droits du pouvoir ecclésiastique en matière religieuse. L'évêque de Soissons dut, en cette circonstance, marcher à leur défense à la suite du cardinal-archevêque de Lyon, son ancien collègue, dans le grand vicariat, auprès du cardinal de Latil, quand il était évêque de Chartres. Le procureur-général à la cour de cassation, le célèbre Dupin aîné, janséniste, gallican parlementaire et grand ennemi des Jésuites, avait publié autrefois un *Manuel du Droit public ecclésiastique français* dont l'édition était totalement oubliée, n'ayant eu aucun débit. Mais depuis, la lutte ayant redoublé entre le Clergé et l'Université, dont il poursuivait les funestes doctrines, Dupin, se faisant universitaire, saisit cette occasion pour porter un coup au premier, en faveur du monopole. Il donna une nouvelle édition de son *Manuel* qui se répandit rapidement (1844).

Sans tarder, le cardinal de Bonald lança, le 21 novembre de cette année, un Mandement contre ce livre qui eut en France un grand retentissement et excita de vives réclamations de la part de la presse irréligieuse. Le prélat y condamnait, en même temps, du même Dupin, une *Réfutation des Assertions de M. le comte de Montalembert, dans son Manifeste catholique* ». Il les frappait de censures comme : « contenant des doctrines propres à ruiner les véritables libertés de l'Eglise pour mettre à leur place de honteuses servitudes ; à accréditer des maximes opposées aux anciens canons et aux maximes de l'Eglise de France ; à affaiblir le respect dû au Siège apostolique ; à introduire dans l'Eglise le presbytérianisme ; à entraver l'exercice légitime de la juridiction ecclésiastique ; à favoriser le schisme et l'hérésie : comme contenant des propositions respectivement fausses, hérétiques, et renouvelant les erreurs condamnées par la Bulle dogmatique *Auctorem fidei* de Notre Saint-Père le Pape de glorieuse mémoire Pie VI, du 28 août 1794 ». Ensuite le cardinal-archevêque défendait aux ecclésiastiques de son diocèse de lire, retenir ces ouvrages, d'en conseiller la lecture aux professeurs de théologie et de droit canon, comme à ceux de la Faculté

de théologie de l'Université ; de les mettre aux mains des élèves, d'en expliquer les doctrines autrement que pour les réfuter et les combattre.

Ce Mandement irrita le procureur-général, mit en grand émoi le camp universitaire et le parti gallican parlementaire et gouvernemental. Il y eut appel au Conseil d'Etat, comme on devait s'y attendre, et, sur le rapport du conseiller Vivien, il fut décidé qu'il y avait *abus*. L'éminent cardinal n'en trouva pas moins de chauds adhérents dans les prélats français qui imitèrent son zèle pour la défense de l'Eglise, tels que les : de Prilly, de Meaux ; Parisis, de Langres ; Manglard, de Saint-Dié ; de Simony, de Soissons, et tant d'autres qu'il est inutile de nommer ici. Dupin ayant accusé les évêques français d'être plus ultramontains que le Pape, voilà que bientôt il apprend que Rome a parlé dans le même sens que ces évêques et par un bref, a mis, à l'index le *Manuel du Droit public ecclésiastique français*.

Il est d'autant plus utile de s'étendre sur le Mandement de l'évêque de Soissons, que, déjà avancé en âge, il dut en confier la principale rédaction à l'abbé Lequeux qui professait les opinions gallicanes dans le sens du cardinal de Bonald et d'un certain nombre d'évêques et d'ecclésiastiques français, sans excepter Jules de Simony. Maurice de Bonald, fils du philosophe, vicomte de Bonald, l'auteur célèbre de la *Législation primitive*, était cité, ainsi que l'évêque d'Orléans, Fayet, pour la beauté littéraire et la solidité de leurs Mandements. Le cardinal, c'était « le prélat d'autrefois compliqué de l'évêque d'à présent, un grand seigneur populaire » (1). Nommé évêque du Puy, en 1823, il avait été sacré par M. de Latil, alors évêque de Chartres, assisté de Chabons, d'Amiens, et de du Châtellier, d'Evreux. S'il abusa au Puy de l'arme de l'interdit, il est juste de dire qu'il reconnaissait ses torts dès qu'il s'apercevait s'être trompé ! Contrairement à certain adage : « l'autorité ne recule pas », et selon cet autre : « *Errare humanum est, se retractare angelicum* », lequel engendre l'estime et l'affec-

(1) *Biographie du Clergé contemporain*, article de Bonald.

tion. Archevêque de Lyon en 1839, M. de Bonald avait reçu, en 1841, le chapeau de cardinal.

Jules de Simony envoya au Clergé de son diocèse une Lettre circulaire sur le même *Manuel*, joignant ainsi sa voix à celle de beaucoup de ses collègues. Il en avait confié la rédaction scientifique à son grand vicaire honoraire, M. Lequeux. Quoi qu'il connût la soumission de ses prêtres à l'Eglise et leur « attachement respectueux au Saint-Siège apostolique », il crut devoir insister notamment sur l'indépendance et l'autorité spirituelle de l'Eglise que l'auteur tendait à subordonner au pouvoir civil, sinon en matière de dogme et de foi, du moins en matière de discipline, prétention de tout temps condamnée par l'Eglise et qu'il repousse avec tout l'Episcopat. Si, ajoute-t-il, ces lois ont été tenues comme lois de l'Etat, c'est une suite de l'accord des deux puissances, et de ce que l'Etat en protégeait l'exécution. Ainsi, si, selon l'ancienne formule : le Prince était dit comme l'*évêque du dehors* dans les anciens conciles, il ne donnait qu'une sanction extérieure. Quant à la question du mariage, en particulier, il soutint, d'après le Concile de Trente : que l'Eglise a le droit d'établir des empêchements dirimands et est juge dans les causes matrimoniales; que si l'on objecte : qu'il n'est pas reçu en France, il répond : qu'en matière de foi, comme dans le cas présent, il y a obligation pour tous de se soumettre sans distinction de lieu. Finalement, le prélat condamne ce Manuel « comme renfermant une mauvaise doctrine, des propositions malsonnantes, favorisant le schisme et l'hérésie ». Si, continut-il, nous ne croyons pas nécessaire d'en interdire la lecture, par une défense positive, c'est que nous pensons qu'il suffit de vous avoir fait connaître le jugement que nous en portons, avec nos collègues, devant l'Episcopat.

Telle avait été, avant 1844, la composition de l'administration épiscopale de Jules de Simony, lorsqu'en cette année même, un troisième décès devint l'objet de ses vives préoccupations, celui de M. Grandmoulin, curé-archidiacre de Saint-Quentin, le premier poste paroissial du diocèse. Il s'agissait de lui donner un

successeur en cette ville importante qui avait les préférences de l'abbé de Garsignies, à cause du couvent de La Croix et fut toujours le théâtre de son zèle. Comment avait été occupée sa grande collégiale, veuve de son antique et riche chapitre depuis la Révolution? C'est ce qu'il importe de rechercher. On verra que ses titulaires, pour les premiers du moins, depuis le Concordat, réunirent, comme hommes du monde, une partie des qualités aimables de M. Debully, puisées dans les mœurs polies du dernier siècle d'où ils sortaient. Le premier curé de la collégiale, devenue seule paroissiale, fut Pierre Fortier, le 30 novembre 1802. Né en 1750, à La Ferté-Milon, il aurait réuni en sa personne toutes les vertus sacerdotales jointes à une exquise politesse, mais son amabilité dans le monde, allait jusqu'à aimer à dire dans les repas de société, ce qu'on nommait le *Benedicite de Saint-Quentin*, qui ne devait pas être certes, pour les convives, un sujet d'édification. Il avait été appelé à réhabiliter les unions civiles d'un certain nombre de prêtres, en leur conférant le mariage religieux. D'une obésité exceptionnelle, Fortier, décoré sous l'Empire, de la Légion d'honneur, mourut le 30 novembre 1818. Ses funérailles furent honorées d'un immense concours de citoyens, ses ouailles (1).

On lui donna pour successeur l'abbé Suet-Latour, lequel, ayant cessé le ministère, avait été employé dans l'administration des fourrages à la suite des armées. Homme du monde aussi, il en avait les usages, les manières pleines de distinction qui avaient fixé et déterminé le choix des supérieurs. Il fit, en effet, l'agrément de la société Saint-Quentinoise; mais, comme curé, il eut besoin d'être suppléé par un vicariat nombreux et actif aux devoirs paroissiaux.

Telle était la haute idée qu'on avait de ce poste à cause de la population de la ville, alors à peine égalée à celle d'une cure de Paris, qu'il fallait lui trouver pour pasteur un homme de choix, fût-il étranger, la voie étant tracée! On s'arrêta à l'abbé Grandmoulin qui fut nommé curé-

(1) *Notes* de M. le Doyen du Chapitre, H. CONGNET.

archidiacre par Jules de Simony en 1827. C'était un ecclésiastique d'un mérite éminent, joignant au savoir vivre la vertu et le don de l'éloquence. Après la Révolution qu'il avait traversée, il s'était voué à l'enseignement dans la famille des comtes de Marle, et plus tard il avait professé la rhétorique et la philosophie dans un collège de Bretagne. Censeur et proviseur du lycée de Napoléonville, il était passé de là à l'aumônerie de l'Ecole militaire de Saint-Cyr. Appelé à Soissons par son évêque qui avait pu le connaître, soit dans l'un de ces postes, soit à Paris dans le monde, le prélat avait cru devoir l'attacher à son diocèse. Il s'y fit remarquer comme un curé plein de dignité, charitable et bon prédicateur, mais d'un genre patricien, peu répandu au dehors, estimé de la population quoique d'un accès difficile en son presbytère, comme une sorte de grand seigneur. Il administrait sommairement la paroisse, les détails du ministère étant confiés à un vicariat qui formait une petite communauté et que l'importance de la ville rendait enviable, d'autant plus qu'on en faisait une pépinière de dignitaires diocésains. Dans ces conditions le curé-archidiacre, ou archiprêtre, deviendra, avec le temps, une puissance semi-épiscopale. M. Grandmoulin chargé d'années et ayant fourni, dans une paroisse, alors unique, un ministère de dix-sept années, fut emporté par la maladie et mourut, le 10 avril 1844, ayant reçu les sacrements de l'Eglise. Ses funérailles, présidées par l'abbé de Garsignies, chanoine et vicaire général, au nom de Jules de Simony, se célébrèrent avec pompe au milieu d'une foule empressée, nombreuse et pleine de respect pour la mémoire du vénérable défunt.

Par qui sera-t-il remplacé? Telle était l'interrogation qui courait à Saint-Quentin et dans le clergé du diocèse, chacun exprimant ses désirs ou ses impressions. Nommera-t-on un prêtre diocésain? On prendra encore un étranger, disait, par exemple, le doyen de Guise, Lesueur, qui n'aurait pas été fâché qu'on songeât à lui pour une cure aussi recherchée (1). Des noms furent mis

(1) Il recevait alors, en son presbytère, le vicariat en corps de Saint-Quentin.

en avant, tels que ceux de M. Caby, curé de Château-Thierry, et même du chanoine M. de Garsignies, etc. Jules de Simony pensait à un étranger, mais la question ayant été posée dans son conseil, un autre chanoine, M. Tavernier, osa combattre son opinion, qu'il regardait comme pouvoir être une cause d'humiliation pour le Clergé du diocèse, où l'on n'aurait pas trouvé un sujet digne de remplacer le défunt. M. l'abbé de Garsignies appuya cette observation, et le prélat, passant outre, nomma lui-même, curé de Saint-Quentin, M. Tavernier, lequel, pour motiver son refus d'acceptation, allégua sa répugnance, sa santé et, sans doute aussi, ses antécédents à Rozoy, son ancienne paroisse, quoique si honorables pour lui. Il lui fallut se rendre, à contre-cœur, aux désirs formels du prélat qui étaient comme un ordre. Pour se préparer à ce ministère, il se retira en retraite, à Presles-Thierny, dans une maison agréable de son ami, M. Tévenart, archidiacre de Laon, puis se rendit à son poste.

Charles-Florimond Tavernier, ecclésiastique plein de zèle et de talents, né le 3 mars 1800, à Cilly, près de Marle, était l'un des six enfants issus de parents honnêtes et charitables dont l'aîné, Bernard, mourut curé de Saint-Germain, près Soissons. Les deux frères, après avoir reçu une première instruction, entrèrent au petit séminaire de Menneville, transféré à Liesse. Ils y étudièrent, de 1811 à 1818, sous la direction de MM. Billaudel, et après leur cours de philosophie; le cadet, envoyé à Saint-Sulpice y fit sa théologie et reçut le diaconat en 1822. De retour à Soissons, son évêque, Aubin de Villèle, lui confia le cours de philosophie et, l'ayant ordonné prêtre à la Trinité de 1823, le nomma, l'année suivante, curé de Burelles, d'où il passa, en 1828, à Rozoy-sur-Serre, sous son successeur Jules de Simony. En deux années seulement, par son zèle, sa piété communicative, l'ardeur de sa foi et une parole vibrante, on peut assurer qu'il fit de ce bourg une paroisse modèle. Mais vint la Révolution de 1830, c'est-à-dire la résurrection des persécutions de la première à l'égard des prêtres. De là, à Rozoy, une vive opposition au pasteur

qui eut à essuyer, de la part des libéraux, la plus grande partie des avanies, des mesquines et absurdes tribulations réservées aux membres du clergé les plus inoffensifs. Une illumination en forme de croix au presbytère, sans le chiffre du nouveau monarque, Louis-Philippe, le jour de sa fête ; des fleurs de lys sur une vieille tapisserie dans l'église ; des rubans blancs portés par des communiantes, c'était trop, quoique le hasard eût présidé à tout cela. Il s'en suivit une petite émeute à laquelle n'avait pas peu contribué le maire et député Desabes, ancien notaire. Dénonciations à l'évêché, à la préfecture, au tribunal de Laon, au ministre des cultes, rien n'y manqua de la part du bourgeois magistrat. Le curé était de taille à lui résister; aussi, pour se défendre sut-il user vigoureusement de la parole et de la plume, opposant au parti dominant le talent et une conduite digne et irréprochable.

De guerre lasse, Jules de Simony, pour réponse à l'insurrection de Rozoy et aux justes réclamations des bons paroissiens, avait appelé l'abbé Tavernier près de lui, et consolé son cœur brisé en l'honorant de ses justes faveurs. Il l'avait nommé chanoine titulaire, membre de son conseil, promoteur du diocèse, supérieur de la communauté de l'Enfant-Jésus et de l'Institut des sourds-muets de Saint-Médard, enfin, comme on vient de le voir, il lui confia la cure archidiaconale de Saint-Quentin. Il y fut installé, le 20 octobre 1844, par M. le grand vicaire de Garsignies au nom du prélat. Là aussi il aura à subir, de la part de la municipalité, certaines oppositions et tracasseries, derniers effets de la commotion de 1830, mais, solidement aguerri par son passage à Rozoy, il saura encore en triompher jusqu'à sa mort où l'on verra les fruits admirables d'un ministère de dix-sept années (1).

II. — Depuis le décès de M. Debully et jusqu'en 1848, M. l'abbé de Garsignies, devenu après lui, vicaire général, demeura chargé d'une bonne partie de l'administration diocésaine, à la satisfaction de Jules de Simony qui

(1) *Vie de M. Charles-Florimond Tavernier*, par l'abbé Poindron, vicaire de Saint-Quentin (1866) à laquelle nous renvoyons instamment.

laissait transpirer ses intentions à son égard. Mais, pour les voir réaliser, il fallait remplir certaines conditions reconnues : s'affermir de plus en plus dans l'amitié et la confiance de son évêque ; se faire connaître avantageusement dans le diocèse de sa résidence ; se laisser au moins appuyer par de puissants et actifs protecteurs du corps épiscopal. L'abbé de Garsignies ne devait pas se sentir inférieur à ce qu'on devait attendre de lui sous ces divers rapports ; d'ailleurs les meilleurs renseignements étaient donnés sur son activité et ses rares capacités. Plus que jamais il se livra avec ardeur à la prédication et il sut attirer, autour de sa chaire, un auditoire nombreux et choisi quoique composé souvent des différentes classes. Il obtint, auprès du monde surtout, un grand succès de vogue : à Soissons d'abord, puis à Laon, à Saint-Quentin et dans les principales autres villes du diocèse. Partout, on le comprend, le jeune et élégant chanoine et vicaire général excitait l'enthousiasme. Les gens du monde admiraient ses manières nobles et pleines de distinction, son air aristocratique, l'exquise recherche de sa tenue ecclésiastique, s'extasiaient à l'onction, à la diction facile et abondante de ses discours, dont les gens du métier se gardaient bien d'approfondir les pensées. On suivait des yeux les gestes moëlleux et rapides qui soulevaient les plis soyeux d'une mosette aux revers cramoisis et les airs d'une belle tête à la chevelure artistement soignée et apprêtée. De plus, on l'a vu, il avait un nom patricien, de la fortune. On avait parlé diversement des motifs vrais, supposés et très explicables qui auraient déterminé sa vocation. M. l'abbé de Garsignies, en outre, était le fondateur et le supérieur du couvent de La Croix de Saint-Quentin, peuplé de jeunes filles des meilleures familles de la ville et de toute cette partie du département.

C'était plus qu'il n'en fallait pour le faire rechercher par un monde curieux, léger, malin et frivole. Il y devint l'idole des salons où il portait, sinon une conversation spirituelle, sérieuse ou élevée, du moins un usage consommé des convenances, une grande politesse et les expressions d'une langue des plus pures. Par l'accueil et

les caresses aimables qu'il prodiguait aux petits enfants, le cœur des mères lui était gagné avec celui de leurs amies. Sans renoncer à cette vie du monde, l'abbé de Garsignies savait y joindre les obligations de la vie ecclésiastique. Dans les stations qu'il donnait, avec prédications nombreuses et fatigantes, il trouvait le temps de fréquenter les réunions et les soirées agréables où il paraissait ainsi, mi-partie de siècle et d'Eglise. Sa considération en aurait pu souffrir dans une certaine classe de la société, et même auprès d'une portion du clergé qui pouvait prendre ombrage de ces fréquentations et de l'influence qu'elles lui avaient acquise. Mais on ne pouvait pas ignorer, qu'un prélat tel que Jules de Simony qui se le réserverait pour successeur, pesait dans la balance. D'ailleurs, on le savait séduit par les soins, les prévenances, les marques réitérées d'affection filiale qu'il ne cessait de lui prodiguer. Il se rendait le soir dans le salon demi silencieux et presque solitaire du pieux évêque et assistait à la prière commune qui se faisait de bonne heure, sauf à se rendre ensuite à des cercles plus agréables et plus en harmonie avec ses goûts. Il ne manquait jamais, après ses absences ou au retour de quelque voyage, de se précipiter sur la main bénie du prélat pour la lui baiser avec autant de tendresse que de vénération. Bref, on aurait pu se représenter, en M. de Garsignies, un de ces abbés du XVIII^e^ siècle, égaré dans le XIX^e^.

Il importait aussi de voir si, dans le diocèse, il était vu du même œil que le monde, ou celui de son évêque. Accueilli d'abord avec défiance à son arrivée par le clergé, il fut bientôt l'objet d'observations, de critiques amères sur son élégance, le genre de ses discours, de sa diction recherchée, de son action oratoire. Des professeurs de séminaire, des dignitaires, des curés de petites villes traduisirent leurs préjugés, leurs jalousies par des marques de dépit, des sarcasmes, ou en affectant un éloignement ostensible. Une autre partie du clergé, celle des curés de campagne ou desservants, sauf certains d'entre eux, dont des vues ambitieuses fondaient des espérances sur quelque avancement,

ne cachait pas non plus son éloignement du nouveau venu. Simples et bons, pauvres et laborieux, souvent rudes de ton, de manières, ils prenaient les allures de leurs supérieurs qui ne célaient pas leurs pensées. Ils le regardèrent comme un étranger sans concordance avec leurs goûts ou leurs habitudes. Finalement ils le voyaient comme faisant une sorte de stage parmi eux. Son collègue, M. Ruellan, avait été aussi l'objet de mêmes préventions pendant de longues années, en sa qualité d'étranger, mais elles s'effacèrent avec le temps, grâce surtout à la confiance dont il jouissait auprès de son évêque. Pour rendre toute justice à M. l'abbé de Garsignies, on doit dire : qu'à mesure qu'il se rapprochait du terme de son élévation et entrait plus avant dans l'administration, il se fit un revirement sérieux en sa faveur. Sa candidature à la future succession s'accentuant de plus en plus, il sentit la nécessité de faire tomber les préjugés par la cordialité de ses rapports avec le clergé et l'activité qu'il imprima aux affaires. En un mot, on arriva à concevoir des espérances d'un régime plus en harmonie avec le mouvement qui poussait le clergé de France vers des entreprises qui, en relevant la religion, lui rendissent son antique splendeur.

Jules de Simony continuait toujours à s'adonner, avec son scrupule ordinaire, à tous les devoirs qui incombent à l'épiscopat ; cependant il avait à compter avec l'âge et les infirmités qu'il entraîne après lui. Il sentait que l'heure de la retraite avait sonné pour lui et il aspirait après le jour où il pourrait être déchargé du lourd fardeau qu'il sentait peser sur ses épaules. Ce n'était plus, en effet, qu'avec une peine extrême qu'il présidait les longues cérémonies de la cathédrale, qu'il faisait la visite de son diocèse, qu'il administrait la confirmation, et qu'il adressait, selon sa coutume, la parole aux enfants et au peuple assemblés en cette circonstance. Il reconnaissait lui-même cette incapacité où il était tombé. Aussi était-il résolu, en 1845, de donner sa démission, mais le bruit en ayant couru, pendant la retraite ecclésiastique de cette année, tout le corps décanal, se faisant, sur la proposition d'un de ses membres, l'interprète

de tout le clergé, se rendit auprès du prélat pour le conjurer de ne pas rompre les liens qui l'attachaient à l'Eglise de Soissons. Un seul doyen, peut-être plus prudent et plus sérieux que ses collègues, eut le courage inutile de blâmer cette démarche qu'il ne craignait pas de taxer d'imprudence. Si le prélat, disait-il, ne se sent plus en conscience la force suffisante pour remplir sa charge, pourquoi ne pas lui laisser toute liberté de s'en démettre?

Ce raisonnement était si péremptoire que Jules de Simony, conservant son titre, songea à en faire partager les obligations avec un coadjuteur. Par ce moyen terme, il donnait satisfaction aux vœux exprimés au nom du clergé, et il mettait fin à ses propres inquiétudes. Il s'adressa dans ce sens au gouvernement qui ne crut pas devoir faire droit à sa demande. Ce refus eut-il pour motif le sujet qu'il présentait, et ce sujet fut-il son grand vicaire, M. l'abbé de Garsignies, peu agréé du ministère? Le doute ici peut être permis. Quoi qu'il en soit, l'évêque de Soissons ayant fait, dans l'hiver de 1845, par le conseil des médecins, un voyage dans le midi et n'en ayant pas rapporté beaucoup de soulagement, prit encore patience, mais, le 31 mai 1847, il envoya sa démission au Souverain-Pontife. Cependant, une fois encore, il présida les exercices de la retraite sacerdotale et le bruit de sa résolution définitive s'étant répandu dans le clergé et parmi les fidèles, ce fut l'occasion d'une nouvelle démonstration d'amères douleurs et de désirs de voir échouer encore une pareille détermination.

Un doyen, au nom de ses confrères du décanat et comme « organe de tout le diocèse », car c'est là une des ordinaires prétentions de ce corps de dignitaires, lui exprima les regrets que clercs et laïques en éprouveraient, ce qui était une vérité incontestable. Il y eut, en effet, alors de part et d'autre, une scène attendrissante accompagnée de soupirs et d'abondantes larmes. Cette séparation douloureuse n'en fut pas moins consommée, le 25 août 1847, par l'acceptation de la démission du pieux et admirable évêque. L'immortel Pie IX lui adressa à cette occasion un bref où, après lui avoir donné des

témoignages de sa haute estime, le Saint-Père lui conférait des pouvoirs spéciaux pour l'administration du diocèse jusqu'à l'installation de son successeur. En remettant aussi sa démission au roi Louis-Philippe, il avait désigné au monarque celui à qui il désirait transmettre, avec sa crosse pastorale, le soin d'un troupeau qu'il avait tant chéri. Quant à lui, il ne gardait pour lui-même d'autre souci que celui de se préparer à la mort qui est la fin de toutes les grandeurs, dans l'Eglise comme dans le siècle (1).

Depuis sa démission, Jules de Simony ne prit plus que le titre d'*Administrateur du Diocèse pendant la vacance du siège.* Il importe donc de voir quelles furent, dans cet intervalle, les espérances et les inquiétudes de celui que le prélat désirait si vivement lui voir succéder, lequel réunissait déjà, en sa personne, les plus hautes dignités diocésaines, étant vicaire général titulaire, grand archidiacre, théologal et, par intérim, official. Tel était, à ce point de vue, celui que Jules de Simony avait fait l'homme de son choix, son fils chéri. Aurait-on jamais douté que jouissant de l'amitié d'un pontife aussi justement considéré, l'abbé de Garsignies ne devint évêque et évêque de Soissons? On ne fut donc pas surpris qu'il eut été présenté au roi Louis-Philippe, pour cet évêché. Mais ce qu'on ignora d'abord, c'est que depuis longtemps il était pressé par plusieurs prélats, de travailler ou faire travailler à sa candidature avec d'autant plus d'ardeur qu'elle rencontrait ailleurs une plus vive opposition. Ses antécédents, autant que ses opinions présumées légitimistes, étaient donnés comme obstacles à sa nomination. Pour prouver qu'il était rallié au régime de 1830, il allégua différentes raisons plus ou moins péremptoires. Le ministre des cultes, Martin (du Nord), le connaissant, lui et sa famille, en qualité de compatriote, avait toujours persisté dans sa résistance à toutes sollicitations en sa faveur : « Tant que je serai ministre, il ne sera pas évêque ! » aurait-il dit?

Et pourtant, l'abbé de Garsignies comptait de dignes

(1) *Vie de Mgr de Simony.*

et puissants protecteurs, parmi des illustrations du clergé de France : l'archevêque de Paris, Affre; le cardinal-archevêque de Cambrai, Giraud; le cardinal-évêque d'Arras, de La Tour d'Auvergne, qui ne se rebutaient pas et qui ne cessaient, au moins depuis 1841, de poursuivre « en haut lieu », c'est-à-dire à la cour ou au ministère, sa nomination, et s'étonnaient fort, dans les lettres qu'ils lui écrivaient, des résistances, des longueurs, du silence même qu'on opposait à leurs demandes empressées (1). Ces sollicitations datent des premières années de son arrivée à Soissons. Il s'était adressé d'abord à l'archevêque de Paris, qui avait eu des relations avec sa famille, lorsqu'il était vicaire général à Amiens.

« Je vous remercie, mon cher ami, lui écrivait l'archevêque, le 26 décembre 1841, de la communication que vous me faites. Vous savez tout l'intérêt que je porte à votre famille et à celle de M^me^ Roquart qui m'a témoigné beaucoup de confiance pendant mon séjour à Amiens.

« Quant à l'autre affaire (l'épiscopat) je suis dans le cas de dissiper d'injustes préventions. Je n'ai pas ouï dire qu'elles aient été mises en avant, mais dans ce cas j'aurais fait de la prose sans le savoir. Il n'y a pas longtemps que j'ai donné votre nom et que je répondais à l'objection en conjecturant qu'elle pourrait être faite.

« Je n'ai aucune raison de penser que mon indication produira immédiatement son effet, mais j'espère que cela arrivera dans un temps qui n'est pas trop éloigné. *Je connais assez votre piété pour être convaincu que vous ne désirez pas une charge aussi lourde* (2). Mais ma conviction est également que vous la porterez pour la grande gloire de Dieu et le plus grand bien de son Eglise. Tout à vous, votre bien dévoué ami, † Denis, archevêque de Paris ».

D'années en années, des lettres, à peu près du même genre, se succédèrent, annonçant de nouveaux efforts et

(1) *Lettres* du cardinal Giraud et du cardinal de La Tour d'Auvergne dont nous avons vu des copies parmi les papiers du chanoine H. Congnet et qui ne doivent plus exister en original, sauf quelques-unes.

(2) Souligné dans l'original que nous possédons. Nous citons en entier cette lettre et toutes celles du même genre, afin de soulever tous les voiles qu'on pourrait encore jeter sur ces matières délicates.

de nouveaux désirs, comme aussi l'estime où l'on tenait le candidat. Le cardinal de La Tour d'Auvergne avait eu l'espoir d'attirer, auprès de lui, l'abbé de Garsignies. « J'aurais été fier, je l'avoue, lui écrivait-il, le 16 septembre 1842, d'obtenir, pour ma vieillesse, une victoire qui l'eut honorée, vous ne pouvez me la céder, je le reconnais avec vous ; je n'en resterai pas moins l'admirateur de votre belle âme et l'ami de votre cœur ». Il n'avait pas cru devoir accéder à ce désir du digne prélat par son attachement à Jules de Simony, pour lequel le cardinal professait la plus haute estime, quoi qu'il ne le connût pas personnellement. « Je ne vous parlerai pas de votre avenir, ajoutait-il, je voudrais pouvoir le faire, comme je le comprends. Ayons confiance que le Seigneur exaucera des vœux *qui n'ont d'autre but* que sa gloire et la couronne des vertus et des qualités désirables » (1).

Moins d'un an après, le 8 mars 1843, l'évêque de Saint-Flour, et depuis d'Autun, ancien vicaire général de Soissons, éprouvant aussi une sorte d'impatience, écrivait à son ex-collègue, Debully : « Je crois que l'abbé de Garsignies sera des nôtres avant un temps peu éloigné. Pour Soissons, je le voudrais voir succéder à Monseigneur, et, à la place du digne évêque, je ne balancerais pas à donner ma démission. Peut-être que je changerai d'avis, mais il me semble que je suis bien décidé à me ménager, avant de mourir, quelques années de repos pour l'esprit et le cœur, plus encore que pour le corps. Le ministre s'opposera encore longtemps. Le roi seul s'y porterait peut-être. C'est du reste un rôle pénible quand il n'y a pas ouverture entière de l'un à l'autre » (2). L'évêque d'Autun se retira, en effet, à Saint-Denis, où il mourut.

L'archevêque de Paris, Denis Affre, se montra, ce semble, moins rassuré que précédemment, à trois années de distance. Il écrivait, en ces termes, à l'abbé de Garsignies, à la date du 2 janvier 1844, à la suite du jour de

(1) *Lettre* du cardinal de La Tour d'Auvergne *(Autographe*, Papiers de H. CONGNET, que je possède).
(2) *Lettre* de l'évêque d'Autun. *(Id.)*

l'an : « Je vous remercie, mon cher ami, de vos vœux et de tout ce que vous me dites d'aimable dans votre lettre. Vous êtes depuis longtemps l'objet de vœux également bien sincères de ma part. Ils se portent avant tout, vers les bonnes œuvres que vous faites ; mais j'en forme aussi d'autres que Dieu exaucera quelque jour, je l'espère, non, pour votre bonheur personnel, vous devez voir qu'il n'est pas dans les mille affaires qui nous occupent, mais je désire que l'Eglise profite encore plus qu'elle ne l'a fait jusqu'ici, de votre zèle pour elle... » (1).

Vers le même temps, l'évêque de Cambrai, Belmas, était mort, et venait d'être remplacé sur ce siège par le cardinal Giraud, avec le titre de métropolitain que le premier n'avait pas possédé. L'abbé de Garsignies n'ayant pas eu l'avantage de le rencontrer dans un passage à Cambrai, l'archevêque lui adressa, le 13 novembre 1843, une lettre où il lui disait, le regarder comme « l'un de ses prêtres » quoi qu'il fût attaché à l'Eglise de Soissons, et « c'est sous cette impression, ajoutait-il, que je me suis permis d'appeler directement sur vous, pour la seconde fois, l'attention du ministre, dans la réponse à la lettre confidentielle où il m'invite à lui signaler les ecclésiastiques que je juge les plus dignes d'être promus à l'épiscopat. Il est bien temps que les diocèses du nord de la France fournissent leur contingent aux sièges épiscopaux. Je ne doute pas que Monseigneur de Soissons n'ait répondu dans le même sens. En maintenant une première et ancienne proposition, que je n'ai aucun motif de retirer, j'ai présenté votre nom avec celui d'un prêtre de mon diocèse, en l'accompagnant de tout ce que je sais de votre zèle, de votre talent et des services rendus par vous, tant dans l'administration que dans la prédication..... Est-il vrai, disait le prélat en terminant, que Monseigneur de Saint-Flour ait refusé la croix, la croix d'honneur ? J'en serais désolé par le désir que j'ai qu'il se rapproche de nous. Sens serait bien à la convenance de tous ses amis » (2).

(1) *Lettre* de l'archevêque de Paris *(Autographe des papiers* de H. CONGNET que je possède).
(2) *Lettre* du cardinal Giraud *(Papiers* de M. H. CONGNET, *autographe)*.

Nouveau retard, nouvelles espérances. Dans des réponses à des lettres des 5 et 8 janvier 1845, l'archevêque, appelant l'abbé de Garsignies « l'homme de la droite » de l'évêque de Soissons, lui disait, à l'occasion de sa démission : Si Monseigneur de Simony quitte son diocèse, vous savez combien je désire qu'il laisse son manteau à l'Elysée qui possède si bien son double esprit de piété et de charité. Les premiers choix que va faire le ministre pour les sièges épiscopaux, sont, dans les circonstances présentes, de la plus haute gravité. C'est à ce signe qu'on va reconnaître le fond de sa pensée. Dieu veuille que la politique n'y entre pour rien ! Il est certain que nous rétrogradons vers de mauvais jours au lieu d'avancer dans l'ordre et la paix. On dit que le projet de loi de M. Villemain sera retiré ; je ne sais si on doit beaucoup s'en féliciter, car une mauvaise loi (sur l'instruction publique) vaudrait peut-être mieux encore que l'arbitraire. Mais ce sera toujours une sorte de satisfaction négative donnée aux réclamations de l'épiscopat » (1).

L'abbé de Garsignies avait, à Rome même, un ardent zélateur de sa promotion à l'épiscopat, dans le clerc national de France au Consistoire, l'abbé Lacroix, originaire de Chavignon, homme très versé dans la connaissance des affaires ecclésiastiques de son temps. Lui aussi s'occupait de la grande question qui passionnait alors tous les esprits, et de la vacance des sièges épiscopaux en France, qu'il importait de remplir par des hommes dévoués à l'Eglise. « Nous avons ici, écrivait-il au vicaire général de Soissons, le 18 avril 1844, l'abbé de Garsignies, Monseigneur l'évêque d'Orléans (Fayet) qui m'a donné de bonnes nouvelles du projet de loi sur l'enseignement, lequel décidément et certainement sera enterré avec la session, sans plus. Les esprits calmés et plus réfléchis, il sera plus facile de pourvoir d'une manière sincère et sérieuse à ce capital intérêt de la religion et de la civilisation chez nous ». Et il ajoutait : « Voilà... indépendamment de *Rouen* et de *Versailles*, dont les *informations canoniques* ne nous sont arrivées, qu'il y a trois

(1) *Lettre autographe (ubi supra).*

jours, bien des sièges vacants et encore sans nomination. J'ai écrit de toutes parts avec de la bonne encre pour qu'on pensât, dans cette occasion, à un grand vicaire de Soissons pour lequel j'ai un vieil éloignement, et bien connu ; je ne sais ce qu'il en arrivera, et je viens seulement vous persuader de laisser faire et de ne point mettre des bâtons dans les roues. » A cette date l'abbé de Bonnechose était encore à Rome pour les affaires de leur communauté (de Strasbourg) et y prêcha l'Avent avec succès (1). »

Parlant de nouveau de la question de la liberté d'enseignement, le clerc national s'exprimait ainsi, dans une autre lettre, du 18 février 1845, adressée à l'abbé de Garsignies, lorsqu'il prêchait une station de Carême à Saint-André de Lille : « Les graves évènements ou plutôt les sages et habiles expédients de Rome ont obtenu l'effet salutaire qu'on en attendait ici ; les esprits se calment et s'éclairent, les griefs légitimes de l'épiscopat recevront peu à peu satisfaction ; le récent et magnifique discours de M. Guizot donne la mesure des lumières et des excellentes intentions du gouvernement à cet égard ; mais il faudra ne pas exiger d'abord *tout d'une pièce*, et savoir unir la modération et la patience à la fermeté des réclamations, comme l'a fait jusqu'ici l'épiscopat ; bref, comme je l'ai entrevu et espéré dès le début des négociations, et dit à des âmes désolées ou peu initiées, il résultera que tout ceci, avec le temps et l'aide de Dieu, tournera au bien de l'Eglise, de la Religion et de l'Etat par conséquent » (2).

III. — Il fallut attendre des années encore pour voir réaliser les prévisions de l'abbé Lacroix, soit au sujet de la liberté demandée, soit quant à l'élévation de M. de Garsignies à l'épiscopat. Les difficultés opposées à celle-ci traînèrent jusqu'à la fin de 1847. Si elles furent aplanies ce fut grâce à l'insistance de Jules de Simony et, dit-on, à l'intervention de la reine, Marie-Amélie, laquelle tenait en grande vénération l'évêque de Soissons.

(1) *Lettre autographe* de Mgr Lacroix, de Rome, le 18 avril 1845. *(Papiers* de H. CONGNET.)
(2) *Lettre* de Mgr Lacroix du 18 février 1845 *(ubi supra).*

On a, du reste, rendu cette justice au gouvernement de Louis-Philippe, qu'il n'avait fait que de bons choix épiscopaux. On raconte qu'une fois, affligé et scandalisé « à la vue des nuées de sollicitations qui l'assaillirent pour trois ou quatre évêchés vacants » (ceux peut-être dont on a parlé plus haut) il s'était écrié, même après une nomination signée : « Eh bien ! non, il ne sera pas évêque » (1). Celle de l'abbé de Garsignies eut lieu, sous le ministère d'Hébert, successeur de Martin, du Nord, à la justice et aux cultes. Le ministre voulut l'écrire directement à l'évêque de Soissons, le 19 novembre 1847, le lendemain de la signature, pour être le premier à la lui annoncer et afin qu'il l'annonçât lui-même à son protégé. Le prélat s'acquitta de cette commission en termes qui indiquaient toute la fascination que le candidat avait exercé sur le cœur du saint vieillard.

La lettre, qu'il lui écrivit à ce sujet, était datée, le 23 novembre, de Chamonais, où il se trouvait alors au retour du dernier voyage qu'il avait entrepris dans le Midi. Elle rayonnait de joie et d'espérances :

« Tout ce que j'ai pu faire jusqu'ici, Très cher Seigneur, c'est d'écrire au ministre pour le remercier. Je viens à vous maintenant, mon bien-aimé, et sans pouvoir vous exprimer le calme qui règne dans mon âme depuis qu'il m'est donné d'être assuré que c'est vous qui êtes destiné par le prince des pasteurs à réparer ce que j'ai si mal fait et à suppléer à ce que j'aurais dû faire et que je n'ai pas fait. Je vous laisse, cher ami, une lourde besogne, mais je la vois avec pleine confiance entre vos mains. Tout vous dit que vous devés la recevoir et l'entreprendre avec la même confiance. S'il y a un pasteur désiré c'est bien vous. Tous les cœurs viennent à vous, ils vous aiment et vous les aimerés. Rien donc ne vous sera difficile. D'ailleurs l'aide de Dieu pourroit-elle vous manquer, puisque c'est lui qui vous appèle. Quant à moi il ne me reste qu'à bénir la Divine Providence qui a permis que je visse ce jour heureux et que je pusses m'approprier quelque part dans lés bonnes œuvres qu'il vous sera donné de faire.

(1) *Biographie du Clergé contemporain*, t. III, p. 342.

« Maintenant j'ai plus hâte que jamais de vous revoir. Je compte quitter Chamonais jeudi et Montargis vendredi. S'il y avoit quelqu'obstacle et quelque retard, je vous écrirai. L'abbé Ruellan est à Nevers où je n'ai pu aller moi-même parceque j'ai senti plus de foiblesse qu'à l'ordinaire. Je ne vais pourtant pas trop mal. Adieu, bien-aimé Seigneur, en attendant que je vous donne le baiser paternel. † J.-F., *év. de S. et Laon.* — *P.-S.* C'est samedi prochain que j'espère, Dieu aidant, arriver à Paris. Je vous en ferai donner avis aux *Missions* » (1).

Arrivé au comble de ses vœux, dont, pendant douze ans, il avait poursuivi et fait poursuivre la réalisation, le nouvel élu put à peine se contenir. Partant sur-le-champ pour Paris, il s'écria, en abordant un laïque de ses connaissances intimes : « Je suis évêque ». Il espérait pouvoir porter le fardeau que lui laissait son prédécesseur. Cette joie d'ailleurs n'était, pour ainsi dire, que comme un reflet de celle qu'éprouvait le digne prélat et généralement le clergé du diocèse dont il avait fini par conquérir l'affection. Chacun n'avait plus qu'un seul désir à exprimer, celui de voir l'ancien évêque passer ses derniers jours en sa ville épiscopale, auprès de celui qui était appelé à faire sa consolation et au milieu de ses ouailles chéries. Ce désir trouva son interprète dans le corps capitulaire qui vint le lui transmettre au nom du clergé. C'est en ces termes, touchants et émus, que le prélat y accéda :

« Dans la nécessité que me fait l'affaiblissement de mes forces, de résigner en des mains plus assurées le gouvernement d'une Eglise pour laquelle j'aurais volontiers donné ma vie, rien ne pouvait m'être plus consolant que l'expression des sentiments que vous voulez bien me conserver. J'y trouverai, pendant les jours de ma retraite, de nouveaux sujets de me réjouir et d'élever constamment mes mains vers le Seigneur pour en obtenir les grâces les plus abondantes, s'il est possible, et toutes les bénédictions qui vous ont constamment rendus si vénérables aux yeux du clergé et des fidèles, et si chers à

(1) Copié sur l'autographe que nous possédons. (*Papiers* de H. Congnet.)

mon cœur. Ce cœur, Messieurs, vous restera toujours uni, surtout pour bénir la Divine Providence du choix qu'elle a fait d'un pasteur selon son cœur, pour réparer ce qui a pu dans mon administration, échapper à mon insuffisance et à ma faiblesse; et une de mes plus douces pensées sera toujours une action de grâces pour la bonté divine qui l'a réservé pour monter après moi sur le siège de Soissons (1).

« Désormais, Messieurs, je n'aurai plus à penser qu'aux années éternelles; il ne me reste qu'à vous prier de m'aider à m'en assurer la jouissance. Un souvenir de votre part devant Dieu adoucira l'examen que doit faire le juste Juge d'un long épiscopat et m'assurer un jugement favorable, je vous le demande en vous assurant un juste retour. »

Une dernière fois Jules de Simony entra en rapport officiel avec son diocèse. Le 2 février 1848, il lui adressa un Mandement pour lui annoncer les motifs de sa retraite, lui faire part de la joie et de l'espoir que faisait naître dans son cœur le choix de son successeur, et ordonner des prières pour attirer les bénédictions du ciel sur son sacre, cérémonie qui devait clore son long et digne épiscopat (2), dont il ne restera plus qu'à raconter les dernières particularités, la maladie et la mort, fins d'une vie si digne d'admiration. Les circonstances de l'inauguration de son successeur sur le siège qu'il quittait furent bien propres à combler les espérances du prélat. Nommé à l'évêché de Soissons, par ordonnance du roi Louis-Philippe du 18 novembre 1847, sur la présentation du nouveau ministre des cultes, Hébert, Paul-Armand-Ignace-Anaclet Cardon de Garsignies avait été préconisé à Rome dans le consistoire du 17 janvier 1848 (3). Le sacre et la prise de possession du nouvel évêque eurent lieu, le 25 février, au milieu d'une affluence immense de spectateurs, en présence d'un nombreux clergé, accouru de toutes les parties du diocèse, de toutes les autorités civiles, admi-

(1) *Vie de Mgr de Simony*, par l'abbé Péronne, p. 376.
(2) *Collection de Mandements, etc.*, de J. de Simony.
(3) *Semaine du Vermandois* (3e année, janvier 1848).

nistratives et militaires de la ville et du département. Si l'on excepte les sacres d'évêques on ne voyait plus guère en France d'aussi grandes réunions d'ecclésiastiques de tous les grades.

Le consécrateur fut l'évêque démissionnaire, Jules de Simony, assisté de l'archevêque de Reims, Thomas Gousset, et de l'évêque d'Amiens, Jean-Marie Mioland. C'était au métropolitain qu'appartenait cet honneur, mais celui-ci voulut, par déférence, le céder à l'évêque de Soissons, son suffragant pour lequel il professait une profonde et légitime vénération. Outre deux évêques de la province de Reims : Moniller de Prilly, de Châlons, et Gignoux, de Beauvais, on remarquait dans l'Assemblée : Marguerye, de Saint-Flour, et le cardinal Giraud, archevêque de Cambrai, dont le costume rouge tranchait sur toutes les robes violettes. On avait élevé dans la cathédrale, au centre du transept, contre la grille du chœur et sa grande porte, en avant du *Jubé*, aujourd'hui renversé, une vaste estrade sur laquelle s'élevaient deux autels dont l'un, pour le consécrateur, appuyé au milieu de la grande grille, un autre à gauche, contre le premier pilier de la nef et faisant face à un trône épiscopal adossé au pilier de droite. Au-devant et autour de l'estrade étaient les places réservées. La foule remplissait les profondeurs de la nef et des bas-côtés où des troupes du régiment avaient été disposées pour maintenir l'ordre et relever l'éclat de la cérémonie.

Le cortège, composé du clergé du diocèse et des diocèses voisins, s'était formé dans la chapelle du Grand Séminaire et, avec les élèves de cette maison, se rendit au palais épiscopal, où il prit les sept pontifes qui s'avancèrent, mître en tête, ayant, au milieu d'eux, leur futur collègue, vers le portail de la cathédrale au son de toutes les cloches. Leur entrée se fit en grande pompe et aussitôt tous les yeux suivirent, avec une avide et respectueuse curiosité, les diverses cérémonies si touchantes et si solennelles que l'Eglise a établies pour le sacre des évêques. On admirait la douce piété du vénérable prélat qui les remplissait sur son successeur et qui, pour la dernière fois, paraissait, dans sa cathédrale, environné

de la pompe épiscopale. Visiblement ému le nouveau consacré n'attirait pas moins l'attention générale. Revêtu successivement des riches et splendides ornements de sa chapelle, il parut enfin la mître en tête et la crosse en main. D'une voix tremblante et les yeux pleins de larmes, il donna sa bénédiction à la multitude qui l'environnait. N'étant encore qu'évêque préconisé, il avait obtenu du Souverain-Pontife, Pie IX, le 18 janvier, le privilège de la bénédiction papale à laquelle sont attachées les mêmes grâces qu'à celle donnée par le Pape lui-même *Urbi et Orbi*, c'est-à-dire l'indulgence plénière. Pouvant l'exercer deux fois, Paul-Armand de Garsignies avait choisi, pour s'en acquitter, les fêtes de la Toussaint et de Pâques. Après la messe pontificale, l'évêque, un diacre ou tout autre ministre doit dire en latin et en français les Lettres de concession, puis le prélat se rend avec tout son clergé au milieu de la nef et du haut de la chaire il donne *veluti cantando* cette bénédiction solennelle. Pour donner celle qui suivit son sacre le prélat, s'agenouillant trois fois devant son auguste consécrateur, lui souhaita de longues années, selon la prescription : *Ad multos annos*.

Quant au clergé diocésain surtout il ne pouvait perdre de vue son nouveau chef, dont il suivait tous les mouvements, et dont l'attitude recueillie et solennelle faisait redoubler sa confiance avec ses espérances. Déjà on l'avait vu accorder certaines dignités à des prêtres choisis dans ses rangs. L'Eglise de Soissons n'avait jusque-là compté dans son chapitre, en dehors des chanoines titulaires, en nombre assez restreints, comme chanoines d'honneur que quelques évêques sortis de son sein, trois ou quatre ecclésiastiques âgés ou occupant une position importante dans la ville épiscopale. Ce ne fut donc pas sans quelque surprise que l'on vit tout à coup jetées sur des épaules très jeunes, ou n'accusant pas le talent que donne la maturité de l'âge, des mosettes semblables à celles des titulaires. Ce fut là une innovation remarquée, comme contraste, avec ces rangs pressés de simples prêtres modestes, souvent à cheveux blancs, appréciés par un long et fructueux ministère ou même des talents reconnus. De cette seule promotion il y eut

sept chanoines honoraires, dont l'un, par exemple, était à peine sorti du séminaire et ne connut aucun ministère. Dans la suite ils se multiplièrent assez pour diminuer la valeur de cette dignité inférieure. A celle-ci vinrent aussi, dans la suite, s'ajouter certaines distinctions, lesquelles, appartenant au for gracieux de l'évêque, amèneront la division du clergé en corps ou groupes totalement inconnus jusqu'ici et propres à exciter la jalousie ou l'ambition.

A cette innovation, toute du ressort du pouvoir épiscopal, le prélat joignit une mesure qui rassura et réjouit ostensiblement le clergé tout entier. Il avait choisi, pour remplir, en cette solennité, les fonctions de grand vicaire, deux prêtres indigènes, l'ancien supérieur du séminaire de Laon et curé-archidiacre de la même ville, M. Tévenart; et l'ancien supérieur du séminaire d'Oulchy, chanoine de la cathédrale, M. Hurillon. Celui-ci devait en recevoir bientôt le titre que celui-là crut devoir décliner. C'était une habile et heureuse concession faite à l'opinion qui, depuis longtemps, exprimait le désir de voir le trône pontifical environné de dignitaires sortis des rangs du clergé diocésain, et l'administration confiée à des sujets du pays qui, en connaissant l'esprit et les besoins pussent entrer en relation intime avec lui. Ce mode est-il préférable à l'autre? il y a bien des motifs d'en douter. Le chanoine Hurillon devint le collègue de l'ancien vicaire général, Ruellan, qui fut conservé dans l'administration.

Le sacre terminé, les évêques conduisirent le nouveau prélat au trône et à la stalle pontificale dont il prit possession. On le ramena à l'Evêché dans le même ordre et la foule s'écoula. L'après-midi, le grand séminaire, conduit par son digne et savant supérieur, Lequeux, vint lui présenter ses hommages et réclamer ses premières bénédictions, en présence de tous les évêques réunis. On pria Jules de Simony, qui se tenait humblement à l'écart, de bénir le premier, ces jeunes lévites. Il s'y refusa constamment en disant : « Je ne suis pas digne de les bénir en présence de leur évêque, de leur métropolitain et d'un prince de l'Eglise, je veux au contraire

recevoir avec eux les bénédictions qu'on va leur donner ». Et, à l'instant, il s'agenouilla et inclina sa tête vénérable sous la main de celui qu'il venait de consacrer. Ce ne fut qu'après avoir reçu sa bénédiction, puis sur de nouvelles instances, et la citation par le supérieur de ces paroles de Jacob : *Benedictiones patris sui confortatæ sunt benedictionibus patrum ejus*, qu'il consentit à donner la sienne.

Cependant une nouvelle étrange, et qui fit bientôt oublier cette répartition de dignités, avait circulé au milieu des pompes religieuses du sacre de l'évêque de Soissons. Elle n'était rien moins que le retentissement des évènements qui s'accomplissaient à Paris. On savait le gouvernement engagé dans une fausse voie, mais on ne doutait pas qu'il ne sortit victorieux de la lutte qu'il avait engagée avec imprudence. Et voilà que, tout à coup, les choses changent; l'émeute avait grandi, le Roi était en fuite, l'insurrection était maîtresse de la capitale et avait établi un gouvernement provisoire. La révolution était à la fois politique et sociale. Le sous-préfet, Persil, fils de l'ancien ministre de la justice et des cultes, averti secrètement pendant la cérémonie, s'était hâté de partir pour Paris. Elle était à peine terminée, lorsqu'un courrier arrive, se précipite sur la porte de la poste aux lettres, alors dans la rue de la Buerie, près de la cathédrale, et, du milieu d'une foule avide de nouvelles qui se jette sur lui, il s'écrie : « Le Roi est parti, la République est proclamée ». Quelques voix d'une manière indécise crient à leur tour : « *Vive la République!* ». La nouvelle, apportée par les dépêches du courrier, ne tarda pas à être confirmée dans les journaux et à se répandre dans la ville et le département, à la stupeur des conservateurs liés corps et âmes au régime tombé, mais à la joie des demeurants de 1830, comme aux fils des vieux républicains de 1793. Jules de Simony, enfant des deux époques, dont il avait été le contemporain et plus ou moins la victime, ne s'effraya pas, outre mesure, de ce nouvel évènement. Il conserva son calme et sa résignation aux décrets de la Providence.

Arrivé au comble de ses vœux par le sacre de celui

qu'il avait tant désiré pour son successeur, Jules de Simony avait dû mettre fin à son administration provisoire et aussitôt lui rendre les rênes du gouvernement. Ayant choisi Soissons pour lieu de sa retraite, il fit sa demeure à l'hôtel attenant à la chapelle du grand séminaire et d'où il pouvait, à toute heure, descendre dans le lieu-saint. Il n'en suivit pas moins, autant que ses forces le lui permettaient, les offices de la cathédrale, assis à la gauche de son brillant fils, avec une modestie, une humilité qui faisaient l'admiration générale. Son costume épiscopal arrivé à sa fin, ne pouvait pas ne pas se faire remarquer auprès de celui naturellement éclatant du nouveau consacré. Etranger désormais aux affaires, comme aux évènements qui se succédaient autour de lui, il suivait toutes les circonstances des débuts du nouvel épiscopat qui pouvaient l'intéresser. Mais ce qu'il l'occupait exclusivement, toutefois, c'était sa préparation à la mort, que ses infirmités lui présageaient devoir être prochaine. Son ancien vicaire général, M. Ruellan, que son successeur avait conservé dans cette dignité, n'avait pas tardé à quitter lui-même l'évêché pour se fixer auprès de celui auquel il avait consacré la plus belle partie de sa carrière cléricale. La seule distraction du prélat dans cette solitude était celle d'une courte promenade avec quelque ecclésiastique. Il partageait son temps entre de longues prières à la chapelle du séminaire, la méditation, la récitation de l'office divin et la réception de ceux qui venaient le visiter. Du reste, résigné à la volonté divine sur le terme de son existence, il avait vu disparaître, en quelques années, ses anciens amis : Forbin-Janson, évêque de Nancy; Letourneur, de Verdun; Lucotte et de Sambucy, chanoines de Notre-Dame de Paris; de Stadler, inspecteur de l'Université. Manglard, évêque de Saint-Dié, autre membre de ce groupe formé au séminaire, devait mourir deux jours avant lui et être enterré le même jour.

L'évènement prévu et si redouté par le diocèse de Soissons n'était pas éloigné. On en eut des pressentiments dans les visites officielles que lui firent, au jour de l'an 1849, les corps ecclésiastiques et civils. On remarqua

que toutes ses paroles étaient empreintes d'une douce et pieuse tristesse. Ce jour-là même, descendant l'escalier qui conduisait à la chapelle, pour assister aux vêpres, il fit une chute si grave qu'on le crût mort sur le coup. Il n'en était rien, mais les suites achevèrent de ruiner sa santé ébranlée. Ses douleurs devinrent telles qu'il voulut recevoir les Sacrements qui lui furent administrés par celui qu'il regardait comme son fils. Celui-ci, appelé auprès d'un de ses frères malade, n'étant rentré que le 5 février au soir, la cérémonie, à cause de l'heure avancée de la nuit, dût se faire sans l'appareil usité pour les évêques. On ne peut douter avec quelle onction et quelle piété il reçut cette grande consolation de la Religion! Dans la journée du 6, il y eut un concours de fidèles venant prier pour lui dans la chapelle où le Saint-Sacrement était exposé. Le croyant à toute extrémité, l'on récita les Prières des Agonisants, on lui suggéra des pensées de foi, d'espérance et d'amour, et lui-même demanda qu'on lui citât des versets des psaumes. Son successeur vint se jeter au pied de son lit, fondant en larmes, et lui demandant sa bénédiction pour lui et pour son diocèse. Le mourant se souleva avec effort et lui accorda sa demande. Les jours suivants, le pontife les passa entre la vie et la mort, couronnant sa belle existence sur la terre par les dernières marques des vertus dont il l'avait constamment ornée.

Enfin, le 22 février, il perdit à peu près connaissance, tomba dans une longue agonie et expira le samedi 24 février, vers une heure du matin, à l'âge de soixante-dix-huit ans et sept mois, juste un an après le sacre de son successeur. Cette mort si sainte fut plutôt un motif de consolation que de deuil pour la ville et le diocèse de Soissons. A peine avait-il fermé les yeux qu'il n'y eut qu'une voix pour exalter son mérite, pour louer sa piété, sa modestie, son inépuisable charité. Quoiqu'il eût, par l'exercice de cette dernière vertu, employé presque toute sa fortune dont il ne lui restait plus qu'un très modeste revenu, il avait voulu, par son testament, disposer encore du reste en bonnes œuvres. Entre autres legs il laissa 400 fr. de rente perpétuelle aux pauvres de Sois-

sons, 600 fr. de rente au chapitre de la cathédrale, à la charge d'un obit solennel pour le repos de l'âme des évêques de Soissons ; 400 fr. de rente au séminaire, tous ses ornements pontificaux, et ses mîtres, crosses, anneaux ; sa croix pectorale avec sa chapelle à son successeur. On sait que, peu de temps après son élévation à l'épiscopat, il avait employé le prix de la vente de sa terre de Monterollier à l'achat du château de Mercin, maison de campagne pour ses successeurs et pour le séminaire. Sa succession, malgré ses charges et les legs pieux qui la rendaient onéreuse, n'en fut pas moins acceptée par son neveu, le comte Alphonse de Simony.

Le corps du saint prélat, embaumé et revêtu de ses habits pontificaux, fut exposé, pendant plusieurs jours, dans une chambre funèbre où furent célébrées un grand nombre de messes. Toute la ville et les campagnes voisines se portèrent en foule autour du corps de leur évêque ; le clergé s'y succédait sans relâche ; on lui faisait toucher une énorme quantité de chapelets, de livres pieux, d'images, de médailles et autres objets de dévotion. Les obsèques eurent lieu le jeudi 1er mars 1848, avec toute la pompe due à la dignité épiscopale. Le clergé, les autorités accompagnèrent le cortège funèbre au milieu de deux lignes formées par les troupes de la garnison et de la garde nationale, stationnées depuis le séminaire jusqu'à la cathédrale. Le cercueil porté par six prêtres et recouvert des insignes pontificaux fut déposé dans le sanctuaire tout tendu de noir et offrant partout aux yeux les armes patriciennes du prélat. Le métropolitain, Thomas Gousset, présida la cérémonie funèbre. L'évêque de Soissons exposa, du haut de la chaire, d'une voix pleine d'émotion, quoiqu'avec peu de succès, la vie de son vénérable père et prédécesseur. Les absoutes furent faites par l'archevêque, l'évêque de Soissons et le doyen du chapitre, M. Ruellan. Le son lugubre des cloches et le bruit du canon qui grondait au dehors, annoncèrent bientôt la fin de la cérémonie ; on descendit le corps dans le caveau des évêques, dont le prélat avait fait la visite le 15 juin 1843, sept ans auparavant. Lefebvre de Laubrière était le dernier dont il

avait reçu la dépouille mortelle. Toutes les pompes terminées, la foule s'écoula, le silence reprit son empire dans la vaste basilique, et il ne resta même personne pour veiller sur l'ouverture béante du caveau. Les dalles, en reprenant leur place, ne tardèrent pas à en recouvrir l'entrée sans que rien le signalât aux yeux du passant, pas même une simple inscription.

Il n'était pas possible cependant que la mémoire de Jules de Simony, ce modèle des évêques, périt avec lui. Ses vertus furent célébrées dans toute la France et l'on put mettre au bas de son portrait, que possède le grand séminaire et qui rend si bien sa douce physionomie, ces paroles : *Defunctus adhuc loquitur*. Le lendemain de sa mort le P. Chervaux, fils de l'ancien élève et ami du défunt et qu'il avait tenu sur les fonts de baptême, arrivé la veille au moment où il expirait, fut le premier à faire publiquement son éloge. Ouvrant la station du Carême à la cathédrale, il trouva, après le tableau de la mort du juste, le motif d'une touchante péroraison dans l'évènement du jour. En cet épanchement d'un cœur pénétré, il donna l'espérance que le troupeau, qu'il laissait sur la terre, ne serait pas abandonné puisqu'il avait assuré dans le nouveau pasteur, « continuateur de ses œuvres, l'héritier de ses vertus », un élu de son cœur, un confident de ses desseins, en sorte que le clergé et les fidèles seront forcés de dire devant le spectacle « de sa douceur, de son zèle, de son ardente charité : Nous avons retrouvé un père ! » Des larmes coulèrent de tous les yeux, le prélat auquel s'adressaient ces touchantes paroles ne pouvait retenir ses sanglots, et c'est à peine s'il put achever celles de la bénédiction d'usage après le sermon.

A ces souvenirs, déjà si profonds dans tous les cœurs, devaient s'en joindre d'autres plus durables et plus propres à immortaliser sur la terre le nom de Jules de Simony. Sa vie fut écrite par un professeur du grand séminaire, M. l'abbé Maxence Péronne, qui avait été le témoin assidu de ses derniers jours. C'est d'après cet ouvrage, dont il faut recommander la lecture, que furent décrits, ici, les incomparables mérites de l'un des plus

illustres évêques qui aient honoré le siège de Soissons. Bientôt même, s'ouvrit par l'initiative des habitants de cette ville, et non sur celle du clergé, une souscription pour lui élever un monument dans la cathédrale, mais tout le diocèse, prêtres et citoyens s'y associèrent de grand cœur (1). Le conseil municipal voulut contribuer à l'exécution de ce projet par un vote de 2,000 fr.; les évêques de la province de Reims, le cardinal Gousset à leur tête, et plusieurs autres évêques de France, tels que le cardinal-évêque de Besançon, y applaudirent.

L'exécution du monument fut confiée à un artiste habile de Paris, Foyatier, au ciseau duquel on devait le *Spartacus*, une *Jeanne d'Arc* et bien d'autres œuvres remarquables. Le gouvernement donna le bloc de marbre dont il tira la statue du prélat. Elle fut placée d'abord dans le transept gauche, devant la chapelle dite de la *Paroisse*, aujourd'hui du *Saint-Rosaire*, et, dans la suite, sous une arcade latérale du pourtour du sanctuaire vis-à-vis du caveau des évêques. Le défunt, revêtu de ses habits pontificaux, est à genoux sur un coussin dans l'attitude de la prière. Une médaille de bronze sur laquelle cette même statue est reproduite fut frappée le 27 avril 1852; on y lit au revers cet éloge : « Sa piété, sa modestie, sa douceur, l'on fait chérir et vénérer; les œuvres de sa charité perpétueront sa mémoire ». Enfin on plaça, dans le salon de l'évêché, le portrait original du prélat dû « au pinceau délicat et fidèle de Tissier, » soissonnais, et ancien élève du petit séminaire de Laon (1). On lit ces mots latins : *Adhuc loquitur*, sur le cadre de sa copie au grand séminaire.

L'œuvre de Foyatier ne put être achevée qu'au bout de deux années. Dans cet intervalle de temps, on ne cessa de s'entretenir d'un épiscopat si dignement parcouru et si propre à faire pâlir tout ce que l'on devait attendre d'un autre semblable en l'avenir. L'inauguration de la statue eut lieu le 6 mai 1854 et fut honorée d'un

(1) La commission formée dans ce dessein, se composait de Paul-Armand, évêque de Soissons, *président;* Ruellan, *vice-président;* Rigaux, notaire, *trésorier;* Em. Fossé d'Arcosse, Grevin, Paul Deviolaine, F. de Vuillefroy, Lequeux, Jules de La Prairie, *membres;* Cuvillier, *secrétaire*.

grand concours de peuple, rehaussé par la présence de toutes les autorités et composé du clergé, des habitants de la ville et de personnes étrangères. Le grand catafalque des obsèques, où l'on distinguait les insignes du prélat défunt et ses ornements qu'il avait attribués au séminaire, reparut. L'Oraison funèbre devait être prononcée par le doyen du chapitre, M. Ruellan, ami intime et constant de son évêque, mais le soin extrême qu'il avait apporté à la composition de ce discours, lui avait fait contracter une maladie qui devait bientôt être mortelle. L'auteur de la *Vie de Monseigneur de Simony* fut chargé de lire en chaire cet éloge, mission qui ne devait pas lui être favorable. Cette lecture, animée et accentuée du récit des vertus, des goûts simples, de la charité et de l'existence régulière du pieux évêque, donna lieu, dans l'auditoire, à certaines allusions qui parurent avoir fait une blessure profonde au cœur de son successeur. Lui même se serait échappé jusqu'à avouer : que « ces deux heures, qu'avait duré la cérémonie furent, pour lui, deux heures de torture » et à se plaindre qu'on n'eut pas dit un seul mot de lui » en une pareille occurrence. On n'avait pourtant pas épargné, dans cette *Vie*, la louange à l'égard de celui qu'il appelait si bien « l'enfant de sa tendresse. » Le débit de l'Oraison était le préliminaire d'une disgrâce qui devait s'accomplir plus tard, ainsi qu'on le verra. L'attitude du prélat et le geste émotionné, avec lequel il aspergea la statue, à la suite des paroles de la bénédiction, ne pouvaient échapper aux yeux les moins clairvoyants.

Quoi qu'il en soit, l'Oraison funèbre devait s'ajouter, comme un juste et digne complément, à l'ouvrage si véridique et si édifiant de la *Vie de Jules-François de Simony*, par M. l'abbé Péronne. Quant à l'auteur du discours, lui aussi devait bientôt succomber à son tour dans l'appartement même situé au-dessus de celui qu'avait occupé son évêque et où il avait rendu le dernier soupir à la fin de sa retraite. M. Ruellan, à l'épuisement de ses forces, sentit se joindre de cruelles souffrances qu'augmentèrent encore le chagrin de la perte de son père et protecteur dont, pendant toute sa vie, il avait

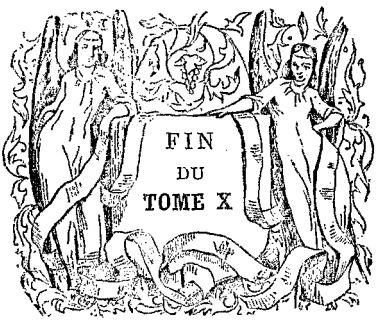
été le commensal et l'associé de son administration. En serait-il de même sous le nouvel épiscopat? N'y avait-il pas là quelque sujet de crainte? Parmi les espérances conçues et exprimées dans les lettres des éminents prélats qu'on a citées ici, à l'occasion de la nomination de son titulaire, ne s'est-il pas fait jour à quelques appréhensions ou craintes voilées? Serait-ce enfin dans de tels pressentiments qui hâtèrent sa fin, que M. Ruellan mourut, le lundi 13 septembre 1852, à dix heures du matin, après quatre mois passés sur son lit de douleur, y reproduisant les exemples de résignation, de calme et de fermeté donnés par un pontife qu'il n'avait pas quitté depuis son arrivée en 1825. Ses obsèques, présidées par le nouvel évêque, son ancien collègue au chapitre, furent célébrées en présence d'une grande assistance du clergé et des diverses classes de la société. Malgré la violence d'une tempête qui survint alors, l'assistance voulut accompagner jusqu'au cimetière sa dépouille mortelle. On l'avait d'abord exposée au-dessus de ce salon où l'on avait vénéré le corps du défunt prélat. Le sien reçut aussi des marques de l'estime que l'on avait conçue pour son vicaire, de la part de beaucoup de fidèles. Mais, quoiqu'il eut laissé en mourant une certaine fortune, ses amis durent se cotiser pour élever un monument sur sa sépulture (1).

On peut juger par la composition de l'Oraison funèbre de Jules de Simony que M. Ruellan n'était pas dépourvu du talent qui fait l'éloquence. Sa diction, comme sa parole, était claire et persuasive. Il excellait surtout dans les allocutions qu'il adressait au peuple et aux enfants dans les confirmations, et dans les conférences qu'il faisait aux communautés religieuses, directrices des hôpitaux et des écoles du diocèse. Plût à Dieu qu'il eût apporté dans les affaires financières laissées entre ses mains la régularité de sa vie sacerdotale, c'est-à-dire une comptabilité rigoureuse. Hélas! il les laissa, à son décès, dans un inexprimable désordre. Telle était la confusion dans l'ensemble des caisses de toutes les œuvres et des

(1) *Vie de Mgr de Simony*, par M. l'abbé PÉRONNE, p. 407.

établissements diocésains, qu'au bout de quelques années d'essais infructueux, il fallut renoncer à en produire un règlement définitif (1). Telles sont les conséquences de la *concentration* aux mains d'un seul homme irresponsable, dégagé de tout contrôle officiel, que l'on ne rencontre que trop souvent, paraît-il, dans les évêchés français.

(1) *France pontificale* (Soissons).



TABLE

DES MATIÈRES

PÉRIODE MODERNE

LIVRE VINGTIÈME.

Dix-neuvième Siècle.

(Première Partie.)

DEPUIS LE CONCORDAT DE 1801-1802, JUSQU'A L'ACTE DE SOUMISSION DE LE BLANC DE BEAULIEU AU PAPE PIE VII, LE 21 JANVIER 1804.

Pages.

AVERTISSEMENT SUR LE TOME DIXIÈME 1

I. Etat religieux de la France de 1796 à 1802. Deux partis dans le Clergé, petit nombre d'églises occupées. Les prêtres sont sans ressources. Promulgation, en 1802, du Concordat, ses dispositions. Réclamations des évêques légitimes dépossédés ; jugements sur le Concordat. Joie des populations. Articles organiques du Concordat ; circonscription des diocèses, érection du siège de Soissons et Laon, érection des chapitres. Institution des nouveaux évêques. Acte de soumission des constitutionnels ; refus de signatures et soumissions tardives et incertaines. — II. Le Blanc de Beaulieu, 91e évêque de Soissons, et premier de Soissons et Laon. Décret d'absolution par *le légat Caprara*. Préparatif, pour l'installation du prélat ; sa prise de possession le 2 mai 1802 ; son discours. Naissance du nouvel évêque, ses antécédents, il fut curé constitutionnel de Saint-Séverin, de Sainte-Geneviève, et métropolitain de Rouen. Sa Lettre circulaire au clergé et aux fidèles (1er *septembre*). Instructions disciplinaires ; administration provisoire. Debully, secrétaire de l'Evêché. Première visite à Laon et entrée à la cathédrale. Visite à Château-Thierry ; opposition à la rentrée du couvent à l'Hôtel-Dieu, office à Saint-Crépin et deuxième visite. — III. Première ordination en 1803. Erection des chapitres, organisation de celui de Soissons. Lettre pastorale sur celle du clergé, les desservants. Port de l'habit ecclésiastique, prestation du serment, sa forme et

Pages.

discours du préfet, *Te Deum*. Serments dans les chefs-lieux et paroisses. La paix d'Amiens et Mandement. Statuts du chapitre, ses doyens, son installation. Aspect des églises et monastères de Soissons ; restauration de la cathédrale, ses tableaux rendus. Interdictions d'églises, destruction de celle de Saint-Jean-des-Vignes, réclamations pour sa conservation. — IV. Opposition au Concordat signalée au parquet de Laon ; le préfet réclame pour le Clergé. Anti-concordataires. Arrestation de l'abbé Houllier, son interrogatoire ; il est défendu par son évêque. Perquisitions chez Gravier, et brochures anti-concordataires. Les frères Billaudel ; suppression de leur pensionnat à Laon. Celui de l'abbé Charlet à Saint-Quentin, ses collaborateurs. Développement du Petit-Séminaire de Menneville, son genre de vie, ses principaux élèves 1

LIVRE VINGT ET UNIÈME.

Dix-neuvième Siècle.

(Deuxième Partie.)

DEPUIS L'ACTE DE SOUMISSION DE LE BLANC DE BEAULIEU AU PAPE PIE VII, LE 21 JANVIER 1804, JUSQU'A L'EXIL DES CARDINAUX A SAINT-QUENTIN, LE 18 AVRIL 1810.

I. Soumission de Le Blanc de Beaulieu au pape Pie VII ; sa lettre du 21 janvier 1804. Attaques de Grégoire contre lui et d'autres évêques sur cette soumission. Mandement sur le Consulat à vie de Bonaparte. Empire et Mandement sur le Sacre, 2 décembre ; attachement du prélat au Saint-Siège explicite. Prières pour la campagne d'Autriche. Mandement sur la victoire d'Austerlitz. L'Assomption, fête de l'Empereur. Création d'un grand séminaire aux Minimesses, ses difficultés, et Lettre pastorale à ce sujet (1806) ; chapelle Saint-Joseph. L'université impériale. Projet d'un petit séminaire. Statuts de 1807. Hiérarchie diocésaine, insignes distinctifs ; archidiacres et doyens. Visite des paroisses, son objet et son cérémonial ; charges des desservants et binage. Fêtes supprimées et Mandement sur l'administration des Sacrements ; fatigues des desservants ; amovibilité devant cesser. Instruction sur les clercs-laïcs. — II. Ecclésiastiques unis civilement ; un grand repentir. Réhabilitation de ces unions par arrondissement, cantons de Vervins, Laon, Soissons et Château-Thierry. Maintien, par le préfet, des hospitalières à l'Hôtel-Dieu de cette ville, prise d'habit. Rétablissement de celles de Soissons, de Laon et Saint-Quentin. Origine de l'Institut de N.-D. de Charly. Fidon fondateur, avec une école ; installation et accroissement, visite de l'évêque ; rétablissement de l'Enfant-Jésus de Soissons, de la Providence de Laon, de La Croix à Chauny et à Saint-Quentin. Fondation de la Trappe de Saint-Paul-aux-Bois et de N.-D. de Saint-Erme. — III. Catéchisme de l'Empire, et Mandement ; son esprit tout politique, les devoirs envers l'Empereur. *Te Deum* sur la victoire d'Iéna et Lettre sur la conscription. Victoire d'Eylau et *Te Deum*. Lettre sur la guerre d'Espagne et *Te Deum* sur ses victoires. Celle de Ratisbonne et *Te Deum* sur la prise de Vienne, capitale de l'Autriche 78

LIVRE VINGT-DEUXIÈME.

—

Dix-neuvième Siècle.

(Troisième Partie.)

DEPUIS L'EXIL DES CARDINAUX A SAINT-QUENTIN, LE 18 AVRIL 1810, JUSQU'AU CONCORDAT DU 25 AOUT 1817.

Pages.

I. Relations des prêtres de Saint-Quentin avec les cardinaux exilés, leur dévouement pour ces Excellences, et respect du peuple à leur égard. Bel exemple du maire. Lettre de Gonsalvi à Lefin, l'un d'eux. Leur retour à Fontainebleau et bénédiction du Pape. Concile de 1811. Duvoisin, vicaire général de Laon, évêque de Nantes. Le Blanc de Beaulieu en ce concile, sa disgrâce. De la Loge, son vicaire général, et Formentin, vicaire général honoraire. Fin du séminaire de Menneville, acquisition de la Trésorerie à Liesse, on y ouvre le petit séminaire, sa fermeture. Projet de placer à Amiens les élèves dispersés. — II. L'évêque l'établit aux Minimesses sous le titre de Saint-Joseph. Bicheron demandé pour supérieur par correspondance. Sur son refus, nomination de Claudon. On suit les cours du collège. Campagne de Russie en 1812 et *Te Deum*. Prières pour la campagne de 1814 et Lettre à ce sujet. La campagne. Le Blanc de Beaulieu et la Restauration. Mandements pour le retour des Bourbons et pour le rétablissement de la paix. Procession du vœu de Louis XIII rétablie. Les Pères de la Foi au séminaire, Gloriot, supérieur, réunion aux Jésuites. L'ancien séminaire devenu caserne, la rentrée a lieu à Saint-Joseph; échange de l'ancien pour celui-ci dont on fait la PetiteCaserne. Acquisition du grand clos. — III. Les Cent-Jours. Evacuation des séminaires. Assemblée du *Champ de Mai*, refus de Le Blanc de Beaulieu de s'y rendre, il part pour l'Angleterre. Invasion de 1815. Son retour. Réunion des deux séminaires. Enlèvement de la bibliothèque municipale. Explosion d'une poudrière, ses causes présumées, ses victimes, les secours. Le P. Gloriot et ses collègues quittent les séminaires. Les Lazaristes y arrivent. Petit séminaire de Liesse. Jésuites soissonnais, le P. Ronsin, ses conversions. Rétractation plénière de Le Blanc de Beaulieu. Il ordonne à Saint-Sulpice l'ultramontain Pelier de la Croix, et le futur évêque Parisis. Un ordo diocésain supprimé. — IV. Concordat de 1817. Nouvelles circonscriptions des diocèses. Sièges de Laon et de Noyon rétablis et supprimés. Fondation du petit séminaire d'Oulchy-le-Château; Hurillon, supérieur et curé. Diacres soissonnais à Saint-Sulpice; les futurs directeurs du grand séminaire, Maréchal et Lequeux ordonnés prêtres par lui. Leur direction. Dernière visite diocésaine du prélat. Assassinat du duc de Berry. Démission de Le Blanc de Beaulieu; sa lettre au chapitre. Sa retraite, son décès, son inhumation, son caractère, défauts et qualités. Appréciations calomnieuses 137

LIVRE VINGT-TROISIÈME.

Dix-neuvième Siècle.

(Quatrième Partie.)

DEPUIS LE CONCORDAT DU 25 AOUT 1817, JUSQU'A L'ÉPISCOPAT DE GUILLAUME-AUBIN DE VILLÈLE, LE 28 AOUT 1820, ET CELUI DE JULES DE SIMONY, EN 1825.

Pages.

I. Guillaume-Aubin de Villèle, 92e évêque de Soissons. Sa naissance, son éducation, son sacre. Première Lettre pastorale. Personnel administratif. Mandement pour le Carême de 1823. L'enseignement primaire; circulaire du Recteur sur les instituteurs ; l'évêque chargé de l'instruction; Ordonnance sur les écoles; préposés à l'enseignement primaire. L'ancien séminaire de Laon, et projet d'y établir un petit séminaire diocésain. De Beauregard, vicaire général. L'ancien séminaire devient école secondaire, sa restauration. Dissentiment sur sa direction; lettre du futur supérieur à J.-B. Billaudel. Lettre de Guillaume de Villèle à l'abbé Billaudel; blâme de l'évêque, sa résignation. M. Tévenart, supérieur du petit séminaire. Qualités éminentes de M. Billaudel. Sa mission à Notre-Dame-de-Liesse, ses vertus, sa fin, ses funérailles. Nomination de Guillaume-Aubin de Villèle à l'archevêché de Bourges. Lettre d'adieux à ses diocésains de Soissons. Il trouve à Bourges, chanoine de la métropole, Jean Romelot, de Charly; son testament en faveur de Soissons. Prêtres survivants à la Révolution ; fin de L'Ecuy, *abbé général* de Prémontré, suite de sa biographie. Sa sortie de l'abbaye, ses nouveaux travaux, ses dignités, sa correspondance, lettres au chanoine Colinet, son décès, ses funérailles et ses œuvres. Littérature chrétienne. Chateaubriand, Lamartine, de Maistre et Lamennais. La culture des Belles-Lettres au diocèse de Soissons. Une seconde Académie en cette ville, sa nouvelle histoire 213

LIVRE VINGT-QUATRIÈME.

Dix-neuvième Siècle.

(Cinquième Partie.)

DEPUIS LA NOMINATION DE JULES-FRANÇOIS DE SIMONY, DU 22 OCTOBRE 1824, AU SIÈGE DE SOISSONS JUSQU'AUX ORDONNANCES DE 1828.

I. Naissance de Jules de Simony, son éducation, son entrée dans l'armée de Vendée, son préceptorat, son entrée à Saint-Sulpice. Il y est ordonné et se retire à la campagne de Monterollier, sa

Pages.

vie en ce lieu. Il se rend à Rome avec l'abbé Letourneur, et devient vicaire général de Chartres, puis de Reims. Il est nommé à l'évêché de Soissons, son sacre et son entrée en cette ville, son administration. — II. M. François Ruellan, son secrétaire intime et vicaire général. Il assiste au sacre de Charles X à Reims. — III. L'abbé Letourneur, chanoine de la cathédrale, ses antécédents, son caractère, ses talents pour la chaire, ses œuvres littéraires, sa liaison avec Félicité de Lamennais, sa lettre sur l'*Essai de l'Indifférence en matière de religion*. Jean de Lamennais, son frère et la *Grande Aumônerie*. Derniers rapports de Letourneur avec Félicité de Lamennais. Il est nommé vicaire général et doyen du chapitre de Soissons. Démission de M. Debully, son prédécesseur. Il est chanoine par Brevet de Joyeux avènement. Sévérité de M. Letourneur. — IV. Publication du grand Jubilé de 1824. Opinions de Félix de Lamennais. Les partis ultramontain et gallican, leurs divers partisans. Attaques contre le premier. Avis de quatorze évêques sur l'ultramontanisme. Adhésion de Jules de Simony à la Lettre de ses collègues. — V. Ordonnances de 1828. Mesures à l'égard du clergé et des jésuites. Résistance de l'épiscopat. Conservation des petits séminaires du diocèse de Soissons. Prudence de M. Letourneur. Agrandissement du grand séminaire et achat du couvent des Capucins. Symptômes d'une révolution 252

LIVRE VINGT-CINQUIÈME.

—

Dix-neuvième Siècle.

(Sixième Partie.)

DEPUIS LES ORDONNANCES DE 1828 SUR LE CLERGÉ, JUSQU'A LA RÉVOLUTION DU 30 JUILLET 1830.

I. Révolution de 1830. Triomphe de l'émeute à Paris. Licenciement des séminaires. Sentiments de Jules de Simony, sa lettre au Clergé. Le drapeau tricolore à l'évêché; armes cachées au château de Mercin. Envahissement du grand séminaire; réclamation du prélat; il est rendu sous conditions. Le petit séminaire de Laon demandé pour caserne; celui de Liesse conservé; tracasseries à l'égard de celui d'Oulchy demandé pour l'école primaire; transaction fâcheuse. — II. Jules de Simony au sacre de M. Gallard, évêque de Meaux, et aux funérailles de deux prélats. Le *Te Deum* et le *Domine salvum fac regem* après 1830. Tracasseries, attaques, calomnies contre les curés des paroisses; insultes à tous les prêtres. Félix de Lamennais et son journal l'*Avenir*. L'*Avenir* blâmé par le Gouvernement et l'Episcopat, accueilli par le clergé inférieur. Mort et funérailles de Grégoire, évêque de Loir-et-Cher. Lamennais à Rome, L'*Avenir* condamné par l'Encyclique du 15 août 1832. Irritation de Lamennais; sa lettre sur l'état du clergé; ses publications : les *Paroles d'un Croyant;* les *Affaires de Rome* adressées au P. Ventura; effets prodigieux de ces ouvrages dans le monde. L'ancien ami de Lamennais, Letourneur. Il est nommé à l'évêché de Verdun, son

Pages.

épiscopat, sa mort. Episcopat de Jules de Simony ; sa vie intérieure, son administration, sa générosité pour sa cathédrale, la maîtrise, son humilité, sa charité, son accueil du clergé et les changements. Suite de *N.-D. de Bon-Secours*, ses divers supérieurs. M. Ruellan visite la maison-mère ; résultats de la visite. Décès de la Révérende Mère Lecomte ; état des écoles de l'Institut. Décès du fondateur M. de la Loge, son éloge 284

LIVRE VINGT-SIXIÈME.

—

Dix-neuvième Siècle.

(Septième Partie.)

DEPUIS LA RÉVOLUTION DU 30 JUILLET 1830, JUSQU'A LA CONDAMNATION DU MANUEL DE DROIT ECCLÉSIASTIQUE FRANÇAIS DE M. DUPIN, EN 1844.

I. Changements dans l'administration diocésaine. Les anciens vicaires généraux ; l'exercice de cette fonction importante. Jules de Simony leur adjoint : d'abord M. l'abbé de Marguerie. Ses antécédents, son mérite, ses protecteurs, sa nomination à l'évêché de Saint-Flour. Ses talents. Autre futur vicaire général, M. l'abbé de Garsignies. Son origine, sa famille, ses études. Il se destina à l'Eglise. Exemple du futur cardinal de Bonnechose. Il étudie la théologie à Rome et professe à Besançon et à Strasbourg avec M. de Marguerie sous M. Bautain. Dissolution de l'Ecole de ce dernier. Il s'attache au diocèse d'Amiens, y devient chanoine et grand vicaire honoraire. Présenté à Jules de Simony par l'évêque de Saint-Flour, il en est accueilli. Restauration de maisons religieuses d'abord des Minimesses ; puis des Filles de La Croix. Négociations, à cet effet, par le P. Dutems. Arrivée de M. de Garsignies à Soissons. Il devient supérieur de La Croix de Saint-Quentin. Prospérité croissante de cette maison ; sa réforme. — II. Statuts du diocèse de 1837, leur appréciation et esprit général. Rétablissement, règlement et utilité des conférences ecclésiastiques. Retraites annuelles sacerdotales. Caisse de secours et retraite des prêtres âgés et infirmes, sa composition. Le grand séminaire et la méthode Saint-Sulpice. Quatrième cours de théologie ; M. Lequeux, supérieur. Etude du droit canon. Institutions philosophiques. Projet et fondation d'une Société enseignante. La liberté d'enseignement et les grades exigés par l'Université. Une institution libre et collège de Saint-Charles à Chauny ; ses vicissitudes premières. — III. Pensionnats divers du Diocèse ; celui d'Anizy-le-Château, sa triste fin. Institut des sourds-muets. M. Dupont, son fondateur, achète l'abbaye de Saint-Médard, son genre de vie. Il y organise les travaux et l'enseignement des élèves. Maladie et mort de l'abbé Dupont. Jules de Simony accepte la charge de sa succession ; sa circulaire en faveur de l'œuvre. M. Dupont, fondateur, et l'évêque, premier insigne bienfaiteur. Le supplément au Bréviaire. Décès de M. Debully, ses funérailles et son éloge 330

LIVRE VINGT-SEPTIÈME.

—

Dix-neuvième Siècle.

(Huitième Partie.)

DEPUIS LA CONDAMNATION DU MANUEL DE DROIT ECCLÉSIASTIQUE FRANÇAIS DE M. DUPIN, EN 1844, JUSQU'A LA FIN ET LE DÉCÈS DE JULES-FRANÇOIS DE SIMONY, EN 1849.

Pages.

I. Le Manuel du droit ecclésiastique; sa condamnation. Mandement du cardinal-archevêque de Lyon; Lettre circulaire de Jules de Simony, évêque de Soissons. Déclaration d'abus au Conseil d'Etat contre ces prélats. La cure archidiaconale et les curés de Saint-Quentin depuis le Concordat. Décès du dernier, M. Grandmoulin. Choix du remplaçant controversé. Jules de Simony, avec l'appui de M. le chanoine de Garsignies, nomme M. le chanoine Tavernier, ancien curé de Rozoy-sur-Serre. Son ministère en cette paroisse. Il accepte celle de Saint-Quentin. Son installation solennelle. — II. M. l'abbé de Garsignies, vicaire général après M. Debully. Projets à son égard de Jules de Simony, pour sa succession. Ses succès dans le monde. Sa situation auprès du Clergé du diocèse. Jules de Simony songe à donner sa démission du siège, en 1845. Refus d'un coadjuteur, et démission en 1847. Séparation douloureuse et consolante. L'évêque nommé administrateur du diocèse. Il présente son successeur, M. de Garsignies. Opposition à cette nomination. Elle est sollicitée par lettres de plusieurs évêques et prélats venues d'Arras, d'Autun, de Paris, de Cambrai, de Rome même. — III. Nomination de M. l'abbé de Garsignies au siège de Soissons. Jules de Simony la lui annonce par une lettre touchante, et fixe sa retraite à Soissons. Ses adieux au chapitre; son dernier Mandement du 2 février 1847. Il y annonce son successeur. Sacre de Jules Cardon de Garsignies; il est l'évêque consécrateur. Cérémonies solennelles. Attitude et espérances du Clergé. Bénédiction des élèves du séminaire par tous les prélats assistants. Révolution du 24 février 1848. Fin de Jules de Simony, ses derniers moments, son testament, ses funérailles, publication de sa vie; son oraison funèbre, sa statue. Décès et funérailles de M. Ruellan, son grand vicaire 371

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU TOME DIXIÈME DES ANNALES DU DIOCÈSE DE SOISSONS.

SOISSONS. — IMPRIMERIE FOSSÉ D'ARCOSSE,
15, rue Saint-Antoine, 15.

